fondation Charles Léopold Mayer
pour le progrès de l'Homme

RAPPORT DÉTAILLÉ

Une alliance internationale des territoires : entre le *comment ?* et le *pourquoi ?*

Groupe d'étude
Martine THEVENIAUT et Alain LAURENT
avec la collaboration de Judith HITCHMAN

Septembre 2005

Sommaire.

	Page
1. PRINCIPAUX CONSTATS DE L'ÉTUDE.	**1**
2. COMPARAISON ANGLOPHONE/FRANCOPHONE DE QUELQUES NOTIONS CLÉS.	**5**
2.1. Méthodologie d'utilisation du moteur de recherche internet Google	6
2.1.1. Le moteur de recherche Google.	6
2.1.2. Mode d'emploi de Google spécifique à la mission.	6
2.1.3. Méthodologie adaptée au moteur Google.	7
2.2. Base d'un thésaurus bilingue français/anglais des principales notions.	7
2.2.1. Quelle information, c'est-à-dire quel objectif ?	9
2.2.2. Classement de l'information.	9
2.2.3. Regroupement en huit ensembles simples pertinents pour l'étude.	10
2.2.4. Contenu.	12
2.3. Notoriété des notions anglophones liées au mot « territoire ».	83
2.4. Notoriété comparée des notions anglophones et francophones.	84
2.4.1. Résultats quantitatifs.	84
2.4.2. La place respective du français et de l'anglais sur internet.	85
3. L'UNIVERS FRANCOPHONE DU MOT « TERRITOIRE »	**86**
3.1. Audience du concept de territoire, « territorial » par accès internet Google	87
3.1.1. « Territoire »	87
3.1.2. Illustrations des références concernant le concept territoire, territorial.	90
3.2. Croisement de « théorie des réseaux » avec « territoire » par accès internet Google.	96
3.2.1. La théorie des réseaux.	96
3.2.2. Illustrations des références sur le croisement de « théorie des réseaux » avec « territoire ».	99
3.3. « Géographie économique » : de quel territoire parle t'on ? Comparaison Google-littérature grise	113
3.3.1 Etat des lieux sur la géographie économique.	113
3.3.2. Illustrations des références sur la géographie économique : de quel territoire parle t'on ?	115
3.4. Audience du concept de dialogue social territorial par accès internet Google	139
3.4.1 Etat des lieux sur le dialogue social territorial.	139
3.4.2. Illustrations des références concernant le concept de dialogue social territorial	141
4. RELIER LES NOTIONS AUX PERSONNES ET STRUCTURES RESSOURCES.	**148**
4.1. Première liste de personnes et structures pour une AIT.	149
4.2. Fiches organismes et structures.	155
4.2.1. La fiche organisme-type.	155
4.2.2. Liste des fiches organismes.	155
4.2.3. Contenus des fiches organismes.	156
AGRITERRA	156
AIMF : Association Internationale des Maires francophones	157
Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire	158
APC : Association pour la Pensée complexe	159
APREIS : Acteurs, Pratiques, Recherches Européennes et Internationales pour le développement durable	160
ARBORUS	161
ASSEFA : Association for Sarva Seva Farms	162
ATOS : Alliances pour la Triarticulation de l'Organisation Sociale	163
CARE ONG internationale	164
CBS Network	165
CDIF : Club des districts industriels français	166
Club National des Réseaux de Villes	167
Collectif pour une Economie Solidaire -Alsace	168
COMMACT : Commonwealth Association for Local Action and Economic Development	169
DATAR : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale	170

DIL : Décentralisation & Initiatives Locales 171
ECDPM : Centre Européen de Gestion des Politiques de Développement. 172
ENDA TM : Environnement et Développement du Tiers Monde 173
ESAN : European Social Action Network - Réseau européen d'action sociale 174
EUREXCTER : Association Européenne de l'excellence territoriale 175
FIM : Forum International de Montréal - Références via le site 176
France bénévolat 197
Globenet 3 198
GPF : Global Policy Forum 199
INAISE International Association of Investors in the social economy 200
IOG : Institute On Governance (Institut sur la Gouvernance) 201
LEED : Développement économique et création d'emplois locaux 202
Local Livelihoods Ltd. 203
Maison de la Citoyenneté mondiale 204
Maison de la Géographie 205
MEDIATERRE (Système d'information mondial francophone pour le développement durable) 206
PEKEA ONG internationale 207
Réseau Financement Alternatif 226
Réseaux 227
RITIMO, animateur du site RINOCEROS 228
ROI (Resource Optimization Initiative) 229
VRM : Villes et Régions du Monde. 230
YAMANA 231

5. OUTILLER UNE MONTEE EN GENERALITE. 232

5.1. Le prototype de fiche de lecture territoriale (FLT). 233
5.2. La FLT au banc d'essai. 236

1. L'Agenda 21 des Philippines (PA 21) : prototype de triarticulation économie-politique-société civile. 236
2. ASSEFA (Ass. for Sarva Seva Farms) : développement rural holistique d'inspiration gandhienne. 238
3. « *La Société civile, troisième pouvoir* » (Nicanor Perlas) : contribution à une autre mondialisation. 240
4. La Maison de la géographie : un lieu coopératif de production de connaissances sur le territoire. 242
5. La lutte contre la désertification au Maroc : bilan et perspectives du troisième rapport national (2004). 244
6. Réseau International des ONG sur la Désertification (RIOD) : participation active des habitants 247
7. La convention des NU sur la lutte contre la désertification : une action mondiale volontaire. 253
8. « La voie citoyenne, pour renouveler le modèle québécois » (Yvon Leclerc & Claude Béland). 256
9. Le site internet Géoscopie : information et analyse sur les questions internationales. 260
10. Plate-forme européenne de dialogue politique et de promotion des initiatives éthiques et solidaires. 262
11. Le Réseau Canadien de Développement Économique Communautaire : sortir du conventionnel. 265
12. Conférence internationale « Socialising the Global Economy », Liverpool, septembre 2004 268
13. IIED (International Institute for Environment and Development) : les « communautés » pèsent-elles ? 271
14. Réseau Développement Durable et Territoires Fragiles (DDTF) : l'articulation DD et territoires 274
15. FIM Forum International de Montréal : une interface socité civile - institutions 277

1.1. Principaux constats de l'étude.

Des différences de sens, d'usage et de culture

Il existe d'importantes différences dans les contenus et dans l'usage des contenus de la notion de « territoire » entre les langues anglaise et française : gouvernance d'entreprise, patriotisme économique, diagnostic territorial, intelligence économique… Ces différences peuvent être objets de malentendus. Mais aussi d'enrichissement mutuel et de progrès. La première mesure d'écarts réalisée par la mission d'étude est indicative d'un travail qui pourrait être poursuivi. En effet, que véhiculent les sept autres langues de portée internationale numériquement les plus importantes du monde - chinois, espagnol, arabe, bengali, hindi, portugais, russe ? Il y a là un gisement de connaissances et d'innovations que la mission n'a fait qu'effleurer.

Le territoire, un mot-valise impossible à décontexualiser

« Territoire » est un mot-valise dont le sens ne devient clair et opérationnel que lorsqu'il est relié à un contexte, une situation, un environnement. Il reste référé pour l'essentiel à l'univers d'un pouvoir qui se découpe pour se partager, appréhende avec difficulté les données qui parlent des interférences aux mêmes lieux, des interactions pour résoudre un problème, qui occulte les dimensions les plus novatrices dont la prise d'initiative est porteuse, qui reste très franco-français. L'ancrage sémantique d'une vision d'un territoire-acteur demeure à poursuivre. Comment ? Le choix des mots pour l'exprimer y contribue pour sa part.

Les notions les plus pertinentes sont les plus marginales

« Capital social territorial », « polycentrisme », « économie d'archipel », « région apprenante », « gouvernance multi-perspective », « gouvernance environnementale », « économie géographique de la connaissance »… sont quelques-uns des thèmes qui apparaissent comme marginaux dans l'investigation menée par la mission. Emergents ? Théoriques ? Connotés culturellement ? Peu miscibles dans l'internet ? Elitistes ?

Toujours est-il qu'ils témoignent d'un décloisonnement et d'un éclatement des visions linéaires, monosémiques et catégorielles. Pour faire un pas de plus et être mis en lumière, ils ont besoin d'être qualifiés, au sens grammatical de « qualificatif ». Une fois cette opération de clarification réalisée, qu'en est-il de l'essaimage, du basculement d'échelles et d'objectifs, bref de la construction d'une société de la connaissance *holistique* ?

La question de la compréhension et de la diffusion est essentielle

La conviction de la mission est que le passage du *confidentiel élitiste* au *reconnu, diffusé, diffusable, nouveaux « lieux communs » de la pensée et de l'action* nécessite de gérer parallèlement trois niveaux d'action : la méthode, le processus, la capacitation.

- La *méthode*.

  Elle doit se rendre compte de leur nature profondément relationnelle et rendre compte des réalités concrètes de ce que sont et de comment fonctionnent les territoires. Le centre-ressoures « Territoire » et les prototypes de thesaurus bilingue, de « Fiches de Lectures Territoriales », de Fiche-Contact et de « Répertoire Territorial - Personnes et Organismes » que la mission a mis au point ont cette vocation. Ce sont autant des produits finis que des objets soumis à débat, critiques, enrichissements, pour peu que les finalités soient clarifiées et actées. Reste que l'ampleur du possible est considérable, car le décloisonnement se travaille dans la plupart des champs thématiques, plus ou moins selon les collèges.

- Le *processus*.
  Si l'approche par le « comment ? » est structurante, elle ne dispense pas d'une réflexion stratégique sur l'objectif final - et partagé - énoncé au départ de la mission : **Comment créer du pouvoir pour concevoir et réaliser les mutations vers un territoire-acteur et pour construire les systèmes d'action adéquats ?**
  Sur cette question, le choix des dispositifs de travail est déterminant pour que les acquis soient cumulatifs dans le contenu, les forces réunies, et sur un temps assez long pour être visibles et faire école. C'est le sens de la nature progressive de la proposition de la mission.

- La *capacitation*.
  Le vrai basculement se situe à ce niveau. Pour la mission, il est important de vulgariser outil, modes d'emploi, situation d'emploi et résultats à plusieurs niveaux. C'est en grande partie le sens des propositions de la mission qui, à partir d'une capacité humaine à la hauteur des enjeux - un groupe-projet, une équipe internationale et un réseau animé - orientent l'action vers la constitution d'outils ressources, déclinés dans les différents contextes géoculturels, pour rendre compte des réalités du territoire-acteur.

Au final, quelle stratégie ?

Un vaste *réseau de compétences* faisant l'exégèse des réalités territoriales préfigurant (illustrant) un changement de paradigme - l'ancrage territorial du changement - ou une *action ciblée*, active, nourrie des leçons des terrains/territoires en direction des *centres et des espaces de décision* aux plans territorial (réseaux de régions et de villes) et international (structures internationales du répertoire) ?

Le portage de valeurs, qui plus est ancrée dans une réalité nouvelle portée à connaissance, peut-il se passer d'une stratégie de *partie prenante du changement* ? La dimension « politique », au sens organisation de la cité et choix de société, est-elle évitable ? Pour le GE, cette question doit être posée et tranchée par le collectif AIT, quel qu'en soit le contour.

PARTIE 2

2. COMPARAISON ANGLOPHONE/FRANCOPHONE DE QUELQUES NOTIONS CLÉS.

2.1. Méthodologie d'utilisation du moteur de recherche internet Google

2.1.1. Le moteur de recherche Google.

Comment fonctionne-t-il ?

Le premier mot de la question est considéré par le moteur comme le plus important. Il aura donc un poids plus important que les autres dans les résultats, en faisant par exemple remonter dans les premières réponses les pages web où ce mot est dans le titre de la page.

« *Ce point, non précisé dans l'aide officielle de Google et la plupart des guides de recherche en ligne, peut avoir un effet très important sur le tri des résultats par Google, en amenant dans les dix premières réponses une page web jusque là "perdue" au delà des trente premières réponses.* »

(Emmanuel Barthe, documentaliste juridique www.precisement.org/blog/article.php3?id_article=84)

Quelle est la pertinence du résultat de la recherche ?

Les résultats de la recherche par le moteur sont *en principe* classés par **pertinence**. La « pertinence selon Google » tient compte des liens pointant vers les pages web et de la qualité de ceux-ci (Google les considère comme autant de recommandations) et ensuite des mots contenus dans la page web, ceux du titre de la page et du nom du fichier étant les plus importants)

« *Cette pertinence est réelle : en règle générale, il suffit de consulter les 30, voire les 50, premiers résultats pour trouver sa réponse et avoir balayé l'essentiel des sites.* »

(Emmanuel Barthe, documentaliste juridique www.precisement.org/blog/article.php3?id_article=84)

2.1.2. Mode d'emploi de Google spécifique à la mission.

Google a été utilisé comme unique moteur de recherche internet pour la mission AIT. Les avancées méthodologiques concernant cet outil ont été définies au fur et à mesure de l'avancée du travail et des priorités dégagées (notamment lors de l'immersion dans le monde anglophone). Elles sont rassemblées ci-dessous

Utilisation systématique des pages « En cache ».

Chaque fois que Google référence une page, il en enregistre une copie sur ses disques durs. C'est cette copie qui est ensuite consultable sous HTML ou, selon les cas, en .pdf, .doc ou .rtf. la consultation de l'adresse sous la forme « En cache » permet de transformer toute l'information en langage HTML et de visualiser par un surlignement coloré, dans le texte produit par Google, les mots clés utilisés lors de l'interrogation. Les pages « En cache » permettent donc un repérage visuel rapide de deuxième niveau, interne aux documents ou aux sites sélectionnés, ce qui facilite la lecture rapide et la sélaction des passages importants.

Utilisation systématique des synonymes et des définitions.

Exemple : en anglais ou en français, la recherche puis les interrogations successives par les synonymes ou les définitions, souvent plus longues et détaillées en français (exemple de la traduction du mot anglais « governance ») ont permis de multiplier les portes d'entrée et donc les chances de voir apparaître les informations pertinentes.

Priorité accordée aux fichiers PDF.

Le type de mots clés utilisés et leurs nombre, entre 3 et 10 par interrogation, ont permis de privilégier la recherche de contenus notionnels, en grande majorité ceux des fichiers .pdf c'est à dire des documents sérieux et fiables tels que documents officiels et articles (ceci élimine les sites personnels, ceux tournés vers le marketing, et les forums utilisent uniquement le HTML).

Gestion des onglets.
Le logiciel utilisé – logiciel libre Mozilla (équivalent à Firefox) – permet de gérer simultanément plusieurs interfaces utilisateurs, appelées « onglets ». Cette particularité permet de poursuivre plusieurs pistes d'interrogation en même temps, ce qui facilite l'historique de la recherche (et des résultats) mais aussi augmente la possibilité de croiser, à différents moments au cours de la recherche, des thèmes identiques ou proches. D'une manière simple, la gestion de 3,4,5 onglets en même temps est une forme de décloisonnement de l'outil en phase avec les interdépendances de toutes natures qui caractérisent les sous-thèmes « territoire ».

2.1.3. Méthodologie adaptée au moteur Google.

Recherche des concepts émergents en capitalisant les capitalisations.
Sur Google, recherche des *documents d'analyse et de synthèse* SUR les notions, idées et concepts émergents et/ou innovants à partir des mots clés de base « territoire », « local » et « gouvernance ». Les bibliographies abondantes ont été aussi utilisées, avec la méthode « en cache », pour visualiser les principaux thèmes de la littérature, partant de l'hypothèse que les (le) mot(s) clé(s) principaux (al) figure(nt) le plus souvent dans les titres et/ou les sous-titres, voire les titres de revues.

• Exemple 1 : L'interrogation « *new concepts about territory* » amène 2 000 000 de pages sélectionnées, dont cinq sites pertinents dans les trois premières pages affichées par le moteur de recherche.
Est recherché ici un niveau d'agrégation, de recomposition et de traitement de l'information factuelle, essentiellement par les chercheurs et les sites spécialisés.
• Exemple 2 : un seul article, choisi pour son approche transversale, offre par exemple 101 références sur la notion de capital social (Mourad Dakhli & J. Mack Robinson, « *Human capital, social capital and innovation* », www.ondernemerschap.be/documents/doc/wp_human_social_capital_inno.doc).
Cette masse de référence constitue, en soi, un échantillonnage représentatif des grands notions du paysage technico-conceptuel des auteurs et, partant, du domaine de recherche traité.

Recherche des problématiques de recherche identiques et voisines.
Une fois l'adresse pertinente repérée, il s'est agi de faire une rapide analyse de contenu pour repérer les mots clés, les concepts clés et les passages importants.
• Exemple : La même interrogation que précédemment mène à une information abondante sur la globalisation (« *globalization* », 2 adresses sur 6), l'approche par système muti-acteurs *(« multi-agents system approach* »), l'ontologie (« *ontology* »), les cartes conceptuelles/de la connaissance (« *knowledge maps* ») comme outil transversal de rapprochement entre l'analyse et la conception, le programme MOST de l'UNESCO sur les interfaces entre les sciences sociales et l'environnement, la notion de territoire indigène (« *indigenous territory* »), l'immigration et l'intégration, les nouveaux espaces régionaux/les nouvelles régionalisation spatiales (« *new regional spaces* », « *new spaces of regionalism* ») et le thème important de la résolution géographique des processus contradictoires de compétition et coopération (« *geographical resolution of contradictory processes of competition and co-operation* »).

Aller-Retour permanents anglais-français.
Dans la pratique, il s'est avéré que l'aller-retour permanent français-anglais-français était indispensable pour tenter de valider les correspondances entre les deux langues ET les équivalences ou cousinages dans une même langue.
Deux modes opératoires principaux ont été utilisés :
• Une interrogation en français du type « notions anglophones du mot territoire », produisant des résultats exploitables dans moins de 50% des cas.
• Un repérage de toutes les références anglophones situées dans un corps de textes ou d'articles (citations, notes de base de page ou notes de fin, bibliographie) précisant les équivalences déjà repérées ou en apportant de nouvelles.

La technique du jeu de piste : recherche par auteurs (chercheurs) ET thèmes récurrents.

L'interrogation sur les problématiques n'aboutit pas forcément à un repérage satisfaisant en terme de contenu satisfaisant et accessible aux non spécialistes.

• Exemple : L'interrogation « *Transborder city-regions* » mène en deuxième rang à un document .pdf répertoriant une série d'articles mis en ligne par www.gpean.org (Global Planning Education Education association Network) soumis au premier Worl Planning Schools Congress. Parmi les nombreux titres et auteurs cités, une étude faite à Taïwan est apparue intéressante (d'après son intitulé) et sa localisation géographique.

L'article cité apparaissant rapidement comme indisponible, il a été procédé à une recherche par le nom de l'auteure « Tse-Fong Tseng ». La neuvième adresse proposée par Google à la suite de cette interrogation s'est avérée exploitable (langue anglaise et format .pdf) mais sur un tout autre sujet : « *Community-based Environmental Management and Sustainable Development* ». L'abstract de cet article a été jugé pertinent et repris dans la section « Communauty » du thesaurus.

2.2. Base d'un thesaurus bilingue français/anglais des principales notions.

Vocabulaire, sens, notions, concepts, représentations & équivalences anglais/français

2.2.1. Quelle information, c'est-à-dire quel objectif ?

Mais, au final, c'est plus la question de l'objectif d'une dynamique internationale à centre de gravité « territoire » qui se pose que celle des moyens ou du processus, sauf si ces derniers sont en eux-mêmes des buts et des résultats voulus et assumés. Mais, dans tous les cas, la définition de l'objectif commun – processus ou produit – est incontournable. En un mot, la démarche d'alliance est-elle un préalable ou une conséquence d'une réflexion sur la notion de territoire, est-elle inductive ou déductive ?

Faute d'éléments de réponse à cette question fondamentale, la mssion a considéré comme incontournable la tâche de mieux cerner la polysémie du mot « territoire » dans la masse d'information disponible sur le net. L'idée est simple : une clarification de l'arborescence des sens possibles du mot permet de clarifier le paysage conceptuel et, partant, d'en choisir les centres d'intérêt, les nœuds, les congruences ou, à l'inverse, les signaux faibles et les notions marginales.
C'est donc, fondamentalement, une **aide à la décision** (pour l'action) que la mission AIT propose dans son rapport final. Cette décision appartient à la FPH et, dans une conception participative du projet, aux « parties prenantes » potentielles.

2.2.2. Classement de l'information.

Toutes les définitions, explications et correspondances français-anglais retenues dans ce document constituent une arboresecnce issue de trois mots clés : « territoire », « local/régional » et « gouvernance ». A partir de ces éléments de base, il a été procédé à des requêtes intégrant deux, trois voire quatre notions reliées rétrecissant le champ initial. L'attelage « élement de base – notions complémentaires » forme systématiquement des concepts de nature intégrée ou intégratrice, très caractéristique de l'explosion des déclinaisons possibles à partir de contenus à « contours flous » comme le sont les trois mots clés de base.

Une fois les concepts repérés, un classement a été élaboré après une analyse du sens immédiat ou interprété. Trois niveaux de classement ont été finalement retenus dans un gradient de subjectivité :

Niveau 1 : classement par mot-clé dominant dans l'énoncé (compréhension)

Exemple : « *Système productif pluri-territorial* ».
Le concept peut être classé dans la rubrique « *Economics* » (système productif) ou dans la rubrique « *Type & scale/territorial* » (« *pluri-territorial* »), voire « *Collective dynamics* » (ou commun) (« *pluri* »). La lecture de l'article-source de la notion indique clairement l'importance des aspects territoriaux par rapport à la logique de production et de système productif, considéré comme la toile de fond, point de départ des innovations et des changements traités dans l'article.

Niveau 2 : classement selon le sens déduit (déduction)

Exemple : « *Community-based environmental management* ».
Les rubriques possibles pour cet enchaînement de concepts et mots clés sont : « *Collaborative dynamics* » (« *Community* »), « *Governance/type* » (« *-based*»), « *Environment* » et « *Management* ». Dans un raisonnement par finalité, il a été considéré que le cœur de cible était l'environnement, qu'il s'agissait de gérer (« management ») par l'intermédiaire de la communauté (ou les habitants, ou la population).

Niveau 3 : classement selon le sens interprété (interprétation)

Exemple : « *Community Land Trust* »
« *A Community Land Trust (CLT) is a form of common land ownership with a charter based*

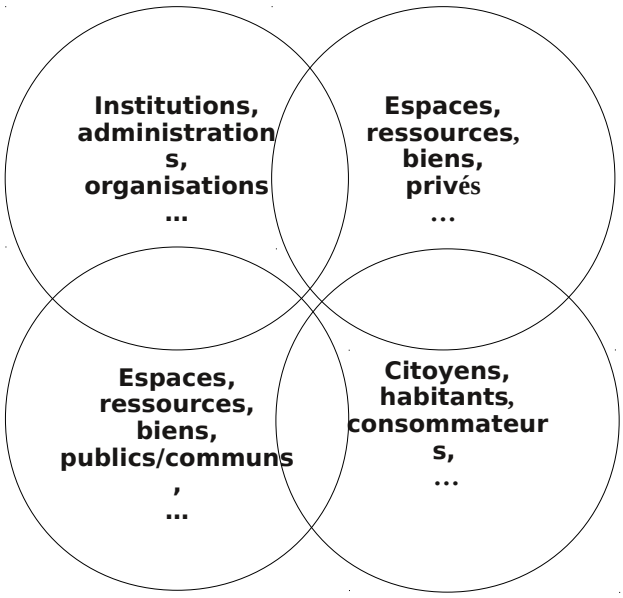
on the principles of sustainable and ecologically-sound stewardship and use. The land in a CLT is held in trust by a democratically-governed group, while individuals own the buildings and the improvements created by their own labor and investment. Through an inheritable and renewable 99-year lease, the trust removes land from the speculative market and facilitates multiple uses such as affordable housing, agriculture, and open space preservation. »

Le sens repéré s'apparente plus à la notion de gouvernance, c'est-à-dire de la régulation et de la gestion des inter- et intra-relations entre adminstrateurs et administrés, qu'aux notions de territoire (« *land* ») ou d'outils financiers (« *trust* »). L'article permet clairement de déduire que les CLT, tels que décrits, sont une forme de coopérative de gestion.

2.2.3. Regroupement en huit ensembles simples pertinents pour l'étude.

Sur la base d'une double vision spatiale (aires) et fonctionnelle (acteurs et dimensions), les notions, thèmes, idées, concepts et représentations ont été rassemblés en huit ensembles, en forte interdépendance.

• Pour schématiser ce regroupement, la base cartographique choisie articule public - privé - société civile – environnement de la façon suivante :



• Sur cette base ont été rapportés les quatre « piliers » de la représentation classique du développement durable : « *Economics* », « *Environment* », « *Social, society* » et « *Governance* ».

• Un ensemble territorial *sensu stricto* permet de décrire la nature de la référence territoriale utilisée et de préciser les questions d'échelles : « *Type and scale* ».

• Les formes d'organisation des/dans les territoires et quelques outils de gestion sont regroupées dans la section : « *Actors and tools* ».

• Pour caractériser plus en détail la nature relationnelle et interconnectée du territoire, une section « *Collaborative dynamics* » a été créée.

• Enfin, un ensemble/exemple particulier, le milieu urbain, très complexe, caractéristique de notre époque , a été distingué : « *Urban* ».

Le plan du thésaurus est le suivant :

Type and scale
- Territory, territorial
- Local
- Regional

Public sector dynamics
- (territorial) Authorities
- Management
- Finance

Collaborative dynamics
- Immaterial community
- Material community

Economics

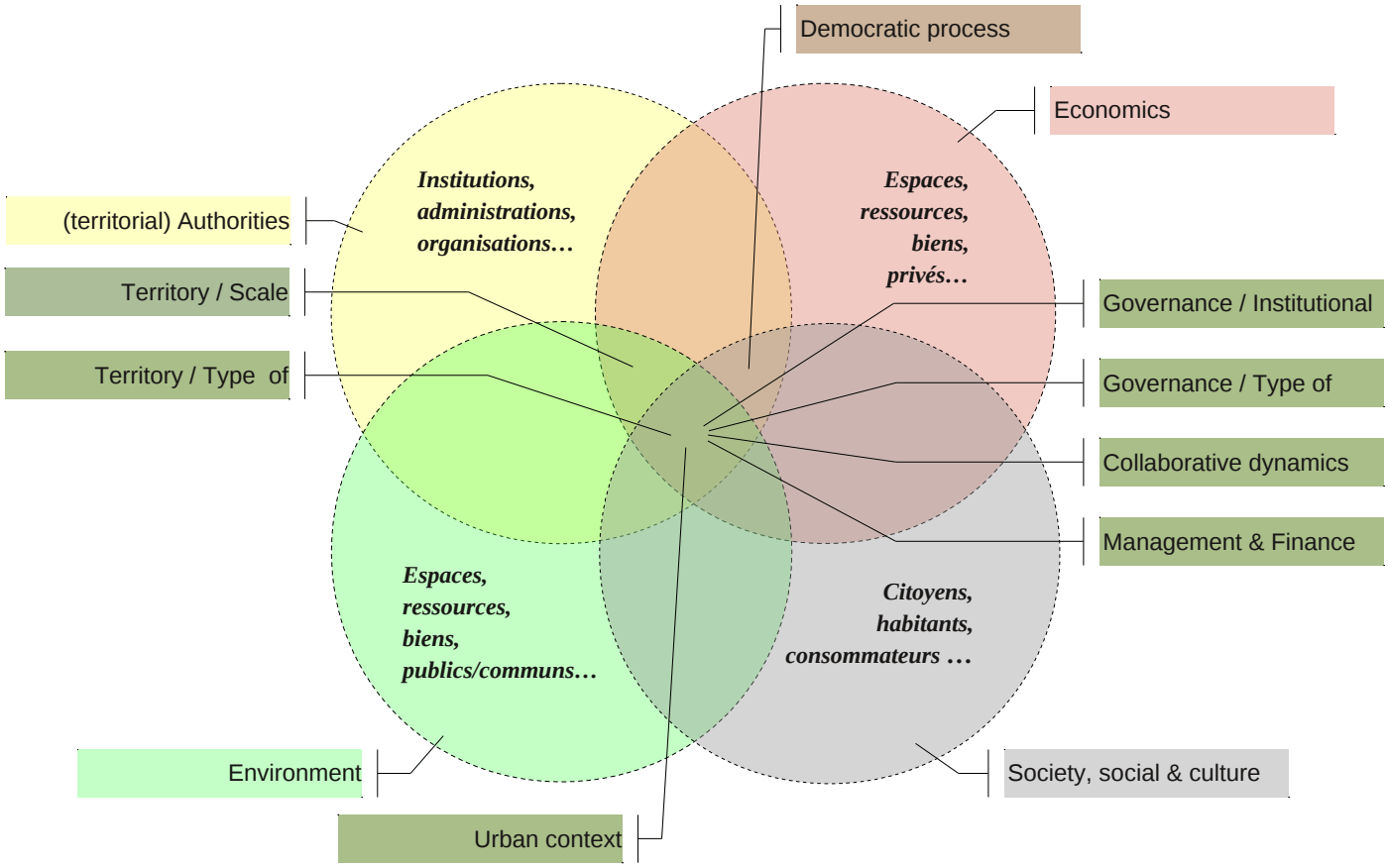
Environment (ecology)

Governance
- Type (broad sense)
- Democratic process
- Institutions

Society, social and culture

Urban context

Les regroupements thématiques du thésaurus des notions anglophones liées au territoire (vignettes)



2.2.4. Contenu.

Type and scale

Territory, territorial

Territory, Territorial – *Territoire, territorial. Mot-valise, notion fortement polysémique, principalement de sens écologique (Exemple : zone de peuplement d'une espèce, milieu de vie), géographique (physique et humaine), sociologique (Exemple : identité culturelle, territorialité), économique (Exemple : une compétence économique spécifique à partir d'avantages naturels ou humains), politique (Exemple : portion de l'espace délimitée pour exercer un pouvoir, organisation spatiale pour conforter et agrandir un pouvoir), systémique (système de relation subies – contraintes naturelles – et choisies – projet collectif -).*
Général :
• An area of knowledge or interest, the geographical area under the jurisdiction of a sovereign state, a region marked off for administrative or other purposes.
(www.wordreference.com/definition/territory)
• An area (including land and waters), usually considered to be a possession of an animal, person, organization, or institution.
- In biology, an organism which defends an area against intrusion (usually from members of its own species) is said to be territorial. For further details see territory (animal)
- In politics, a territory is an area of land under the jurisdiction of a governmental authority. Territory can, though, include any geographical area under the jurisdiction of a sovereign and does not have a political division status. The remainder of this article deals with political territories.
- In psychology, Environmentalists study Territorial Behaviour to understand which Territory an organism defends and why. Territorial Behaviour is defined as;
« The actions or reactions of a person or animal in response to external threats towards the space that is defended by that person or animal. »
(www.encyclopedia.laborlawtalk.com/Territory)

Exemple : développement rural.
Dans les milieux concernés par le développement rural, au Nord comme au Sud, on note un très net accroissement de l'intérêt porté au territoire, en dépit de l'ambiguïté et du caractère polysémique que peut avoir cette notion. Cet intérêt peut se justifier par la reconnaissance de la dimension spatiale de l'activité agricole, la prise en compte de l'organisation sociale des modes d'exploitation du milieu et la persistance, malgré le progrès des équipements et des techniques, des contraintes du milieu physique. Mais tout cela n'est guère nouveau et ne suffit pas à justifier le regain d'intérêt que suscite l'approche territoriale du développement rural. Les perspectives de recherche ouvertes par l'intérêt porté au territoire sont nombreuses. Dans ce séminaire nous nous sommes intéressés plus particulièrement aux interactions entre, d'une part les dynamiques à l'oeuvre dans le milieu rural, d'autre part les modalités de gestion et la perception du territoire par les populations qui y vivent. Cette construction sociale du territoire est entendue ici comme la création ou le renforcement de relations structurées entre les différentes catégories d'usagers d'un espace géographique donné en vue de favoriser son développement. Cette organisation du territoire résulte d'actions et d'initiatives individuelles et collectives, privées, associatives ou publiques. Elles peut se traduire de différentes façons : reconnaissance d'une identité spécifique, définition des règles d'usage des ressources du territoire, qualification de ses productions etc., le tout pouvant être perçu comme constituant un bien collectif.
(Philippe Jouve & Marie-Claude Cassé, « *Dynamiques agraires et construction sociale du territoire* »).

Exemple : système territorial (cf aussi « **Territorial system** »).
Le monde contemporain peut être considéré comme un système territorial complexe, articulé par des ensembles régionaux. Chacun de ces ensembles est à son tour le lieu de différences internes variant par degré, lesquelles dérivent de conditionnements historiques et ambiants dont l´action se développe sur une longue période. Un tel conditionnement de longue durée ne donne pas lieu à des composantes territoriales nettement distinctes, et encore moins arrivent-elles à conclusion. Si on veut soumettre un ensemble régional à une procédure analytique, on doit, en ayant d´abord repéré globalement les cadres territoriaux, procéder à l´intérieur de ces derniers au repérage de situations territoriales spécifiques dont l´articulation doit être reconstruite non pas à partir des éléments isolés appartenant au système, mais bien plutôt en partant des relations que ceux-ci entretiennent entre eux, ainsi qu´avec l´ensemble régional globalement considéré.
Quand on dessine une typologie de situations territoriales, on les considère comme des "systèmes ouverts" et on souligne les relations externes et internes aux systèmes. En effet, les situations territoriales permettent de situer chaque contexte d´insertion à l´intersection d´un espace relationnel et de le repérer à partir de trois types de relations: les relations "verticales" avec l´environnement physique et socio-historique, les relations "horizontales" entre les

lieux sur des échelles territoriales différentes et, enfin, les relations "complexes", c´est-à-dire celles qui co-impliquent indissolublement les deux relations précédentes (Dematteis, 1989). La nouveauté fondamentale d´une telle approche réside dans le fait que, même si on prévoit une destructuration progressive des parties du territoire, les unités repérées dans chaque phase de la procédure seront traitées comme des terminaux incluant des faisceaux de relations avec le contexte. La réalisation projectuelle descriptive qui en découle, implique, d´autre part, un territoire pensé de manière plurielle, ce qui veut dire un espace dont les différents niveaux d´organisation ne peuvent pas être ordonnés hiérarchiquement de sorte que le niveau inférieur puisse être mécaniquement "déduit" du niveau supérieur (Dematteis, 1985, 161-165). Ce dernier contient les niveaux inférieurs mais ne les comprend pas.
(Vincenzo Guarrazi, « *Les dispositifs de la complexité : métalangage et traduction dans la construction de la ville* »).

Territorial system – *Système territorial, territorialisation. Notion liée aux systèmes territoriaux de production.*
Général : typologie des systèmes territoriaux de production.
On peut caractériser les formes d'organisation des systèmes territoriaux de production en se basant sur deux logiques principales: la logique fonctionnelle et la logique territoriale. Les entreprises fonctionnant selon la logique fonctionnelle sont organisées de manière hiérarchique, verticale (les décisions proviennent de la direction centrale). Elles répartissent géographiquement leurs différentes fonctions (conception, production, vente, etc.) de manière à diminuer les coûts de production (coût de la main-d'œuvre, coûts de transports, niveau de la fiscalité, subventions accordées, etc.) Le territoire d'implantation n'est pour elles qu'un support, voire un lieu de passage; elles ne s'y insèrent pas. Le territoire n'a donc qu'un rôle passif. A contrario, la logique territoriale implique un lien fort entre les entreprises et le territoire d'implantation. La logique territoriale a pour objectif la territorialisation de l'entreprise, donc son insertion dans le système territorial de production. Dans ce cas, les entreprises sont organisées en réseau (cluster), de manière horizontale, le milieu orchestrant le système (Maillat, 1998). Elles entretiennent des relations de coopération/concurrence, génératrices des synergies et des complémentarités nécessaires à leur fonctionnement. Le territoire joue un rôle actif, les entreprises y sont attachées et contribuent à l'enrichir.
(Denis Maillat, « *Globalisation, systèmes territoriaux de production et globalisation* ».)

Land - *Terre, pays (national)*

Land use - *Utilisation des terres (sens large)*

Zone - *Zone*

Territorial « noise » – *Bruit territorial.*
Exemple : this article studies the link between territory and local strategies of water supply and the development of water resources. The Haouz region of Marrakesh shows how this link extends beyond the areas concerned by the water network itself. Since the colonial period, the social and political status of water has changed, favouring the spatial expansion of production and supply networks. It has also encouraged the emergence of territorial strategies from the different stakeholders (production and protection of resources, agricultural development, drinking water supply). The adoption of a sustainable management paradigm has been supported by the integration of new areas and new stake-holders. It has also given an overall coherence to the technical and political organization of water management. To understand this process, the idea of **territorial « noise »** is used to show that, despite being undervalued by local stake-holders, questions of territory have considerable importance in current problems of water supply.
(Olivier Alexandre & René Arrus, « *Territory and strategies for water management in Morocco. From a sector-based to a territorial-based approach* »).
Maroc.

Territorial anchorage – *Ancrage territorial, (re) territorialisation.*
Exemple : les exploitations agricoles.
Si nous nous situons dans une approche par les ressources, il nous semble que l'ancrage pour une exploitation agricole n'est pas tant une question de choix stratégique de localisation pour bénéficier de ressources stratégiques offertes par un territoire qu'une dynamique récursive de valorisation, de préservation et de création de ressources dans le territoire dans lequel celle-ci s'inscrit. Dans une première approche, l'ancrage en tant qu'état peut être simplement défini par les liens de proximité entre l'exploitation agricole à un milieu donné.
En tant que processus, nous voyons l'ancrage comme la création et la densification de ces liens. Il nous a ainsi paru intéressant de dépasser la vision classique de l'exploitation agricole, simple entreprise utilisatrice de facteurs de production génériques dont elle dispose ou dont est doté l'espace où elle se trouve, et de s'interroger sur sa contribution à la production et à la préservation de ressources spécifiques à un territoire. Ceci est particulièrement vrai pour les ressources considérées comme stratégiques pour la survie de l'exploitation. Ces ressources accumulées peuvent servir à d'autres activités et à d'autres acteurs du territoire, et représentent ainsi pour le territoire un levier important de différenciation, d'innovation et de renforcement de sa capacité à s'adapter aux changements du contexte économique et institutionnel. Cette relation réciproque donne lieu, dans une perspective d'ancrage territorial, à des interdépendances multiples entre l'exploitation et son environnement (naturel et économique), et entre l'exploitation et les autres acteurs agricoles et non agricoles du territoire. Ce processus contribue à sceller les devenirs de l'exploitation et du territoire dans lequel elle s'inscrit. L'exploitation ne peut se délocaliser dans un autre territoire ou même disparaître sans que cela entraîne des coûts irréversibles pour l'exploitation comme pour les autres acteurs du

territoire.
(G. Nguyen, M. Gafsi et B. Legagneux, « *Exploitation agricole et développement territorial : Quelles relations les exploitations entretiennent-elles avec leurs territoires ?* ») .

Margin - *Marge, limite, interface, périphérie.*
Général : in the context of territorial development the concept of a margin is both full of interest yet ill-defined ; however, this idea merits clarification for it is capable of provoking fruitful discussion. The margin is considered as a mal-functioning element in a territorial system ; it has a clearly defined geographical character and has a special place in the spatial-temporal system in which we live. Its dynamic qualities render it more or less obvious to observe and more or less real in character ; however, capturing its reality and understanding its place can play a key role in territorial analysis.
(Brigitte Prost, « *Margin and territorial dynamic* »).

Local territorial system - *Système local territorial.*
Général : the concept of local territorial systems (SLoT- sistema locale territoriale), mostly indicates that in certain circumstances a defined and delimited territorial entity, a group of interacting bodies that, as a function of the specific relationships they establish and maintain with a certain environment or local milieu, behave as a collective body (Dematteis, 1995).
Local territorial systems are not, therefore, real geographical entities, but rather conceptual models, incomplete and simplified, through which reality can be described. However, neither are they exclusively virtual entities. They have territorial foundations, a relationship between the network of local agencies, the milieu, and the ecosystem, that defines materiality (Dematteis, Governa, 2002).
• The components of this local territorial system would be (Dematteis, 2001):
- the local agency network, or the network of interacting bodies (individual and collective, public and private, local and regional), self-contained within a local territory, where 'local' is intended as a geographic scale that allows interaction that is typical of physical proximity;
- the local milieu, or the set of physical and socio-cultural conditions that have become regular characteristics of that territory as a result of long-term processes (including the original co-evolutionary relationship with the local ecosystem);
- the relationship of the local network with the local milieu and the ecosystem. (the problem of environmental sustainability arises at this point. In fact, bodies perceive the ecosystem as part of the milieu and are not aware of how it functions. Therefore, their behavior may also be either knowingly or unknowingly destructive.
- the interactive relationship between the local network and regional networks, that is to say, extensive networks. With this relationship, specific values produced in the interaction between local networks and milieu can be exported.
At the conclusion of the analysis of such systems, the concept of territoriality as defined by Raffestin (1999) may become useful: “the set of relationships that a society, and hence individuals that belong to it, continue wit exteriority and alterity, to satisfy their own needs with the aid of mediators, with the prospect of obtaining the highest possible level of autonomy while taking system resources into consideration.
(Ana Segre, « *The Local Territorial Systems and their environmental sustainability* »).

Multi-territorial system – *Système productif pluri-territorial. Notion à rapprocher de la multi-polarité.*
Exemple : la crise horlogère.
La crise horlogère des années 1970-1980 a conduit institutions, entreprises et acteurs franc-comtois à promouvoir une reconversion vers les microtechniques. Néanmoins, on ne peut que constater l’échec relatif de cette tentative de constitution d’un nouveau système productif local, à partir des entreprises issues de l’industrie horlogère. Nous présentons ici les premiers résultats d’une recherche fondée sur l’hypothèse d’existence d’un système productif non plus local, mais pluri-territorial, organisé en réseau. Il semble se développer de manière préférentielle sur des espaces que l’on peut repérer dans les régions parisienne et grenobloise en France, et en Suisse pour l’étranger.
La Franche-Comté a été le territoire d’accueil d’un système productif local, celui de l’horlogerie. La crise horlogère a conduit à l’intégration de la Franche-Comté dans un système microtechnique, qui semble fonctionner à une échelle pluri-territoriale. L’étude de l’origine géographique et des secteurs d’activité des exposants de Micronora a permis de dégager deux conclusions importantes. D’une part, elle permet de conforter l’hypothèse d’une organisation pluri-polaire du système, autour de territoires spécifiques. Pour la France, ces territoires se développent essentiellement en Ile-de-France, en Rhône-Alpes et en Franche-Comté. A l’étranger, le système semble se développer surtout en Suisse. D’autre part, le système est basé sur des activités multiples qui fonctionnent avec une certaine cohérence. Si l’on se concentre sur le côté français du système, on s’aperçoit que deux secteurs sont structurants : le commerce de gros et le travail des métaux. Au sein de ces deux secteurs, chaque pôle occupe une place spécifique, est spécialisé. Si les exposants franciliens sont essentiellement spécialisés dans le commerce de gros, les franc-comtois quant à eux jouent un rôle essentiel dans le travail des métaux. Les exposants rhône-alpins occupent une position intermédiaire au sein du système, se positionnant à la fois sur les deux secteurs. A un niveau plus fin, nous avons noté la forte spécialisation du pôle francilien dans la fourniture d’équipements industriels et celle du pôle franc-comtois dans la mécanique générale et le découpage.
(Sophie Bergeon-Carel, « *Système productif complexe et pluri-territorial* »).
France.

Territorial strategy - *Stratégie territoriale.*

Exemple : les stratégies territoriales de Mulhouse et de Bâle.
• Considérés dans un contexte régional donné, les problèmes de l'innovation technologique peuvent se comprendre à travers l'approche systémique, ce qui signifie que la région fonctionne sous la forme d'un réseau, voire de plusieurs réseaux plus ou moins emboîtés dont les différents éléments structurants communiquent entre eux de manière neuronale. La temporalité intervient à plusieurs niveaux. A long terme, le mode d'organisation du système territorial passe par des étapes de genèse, puis de maturité, enfin de dégénérescence. L'homéostasie, c'est-à-dire l'immobilisme alors que l'environnement est changeant, peut emporter un système1. On peut songer au monde idéal imaginé par Jean-Baptiste Godin à Guise (Aisne), une organisation figée qui n'a pas pu résister aux mutations économiques et sociales globales.
L'organisation territoriale est donc contrainte de se renouveler, en particulier grâce à l'apport de nouvelles sources d'énergie, qu'elle va trouver à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Si les facteurs de mutation œuvrent dans le temps long, le moment de l'histoire où le système bascule vers autre chose peut être qualifié de bifurcation systémique. Celle-ci constitue un temps fort, conflictuel et riche d'enseignements. Il peut s'agir d'une rupture créatrice ou, au contraire, d'une crise qui atteste du déclin du territoire.
Les exemples des agglomérations de Mulhouse et de Bâle montrent que la capacité collective d'innovation assumée par le monde des entreprises et par les structures d'intermédiation des deux régions fonctionne de manière quasi opposée. Alors que les deux villes ont commencé leur histoire sur des bases voisines, leurs trajectoires de développement finissent par diverger complètement.
• Bâle et Mulhouse ont un point commun : toutes deux s'insèrent dans des réseaux territoriaux destinés à promouvoir l'innovation technologique. Mais les différences entre les deux villes sont considérables.
Mulhouse revient de loin. Ville industrielle sinistrée, elle a perdu toute capacité d'initiative. Ses nouveaux réseaux d'intermédiation (le Réseau de Villes Rhin-Sud, Astrid) s'insèrent dans des ensembles régionaux. La prise de conscience qui s'opère autour de l'automobile et de la nécessité de donner les moyens aux PMI de créer de la technologie apparaît comme une donnée fondamentale de son avenir.
Bâle peut compter sur de nombreux atouts : politiquement souveraine, elle constitue une ville-monde forte de la présence de sièges sociaux d'entreprises multinationales de l'industrie, du transport, des banques et du marché de l'art. A la recherche des meilleures opportunités, ses investisseurs s'appuient sur l'innovation en général, où la technologie tient une place de premier plan. Tout comme Mulhouse, la ville s'insère dans des réseaux mais elle entend bien jouer un rôle décisionnel de premier plan.
(Raymond Woessner, « *L'innovation en tant que stratégie territoriale : les exemples comparés de Mulhouse et de Bâle* ».)
France, Suisse.

Territorial governance, Intelligent territorial governance - *Gouvernance territoriale (intelligente).*
Général : territorial governance actions are the outcome of a complex negotiated process in which resources are exchanged and partly shared, objectives are defined, and consensus is sought. Territorial governance actions are actions that, at different geographical levels: a) Guarantee vertical (multi-level) and horizontal (among territories, actors, policies) coordination and cooperation, b) allow participation and c) as result, promote spatial sustainable development. So, territorial Governance is close to the concept of **Spatial Development** and strongly related with **Territorial Cohesion**.
(University of Valencia, « *Governance of territorial and urban policies from EU to local level* »).

Général : the theme of territorial governance comprises a broad range of topics addressed by several activities. Issues such as fiscal federalism and sub-national finance are drawn from territorial reviews. Vertical (between levels of government) and horizontal (across public agencies) co-ordination are addressed by activities on decentralisation of employment policies and local partnerships.
Depending on the priorities that must be attained, improving territorial governance implies applying good governance principles to different sets of policy instruments. This applies, for instance, to urban development policies. Using governance principles to attain sustainable development is also part of work conducted in prospective studies (by applying environmental management systems).
(www.oecd.org/about/0,2337,en_2649_34475_1_1_1_1_1,00.html).

Général : the paper argues that intelligent territorial governance is consisting of the following three interrelated aspects which help also to define its notion: (a) the networking and participation of a variety of 'holders' and institutional agents, (b) its embedment upon the specificity of local productive systems, and (c) the appropriateness of public policy frameworks.
• The first aspect explores the participation of institutional agents in their capacities as different kinds of 'holders' i the building of territorial intelligence. It is argued that participatory forms of governance as heterarchical structures add real value alongside hierarchical and/or market institutional arrangements to the building of territorial intelligence. However, the new forms of governance should be examined in relation to the existing dominant government arrangements, since they emerge as complementary forms, which do not "substitute" state and market but affect the boundaries between the public and private spheres. The most important feature that the emphasis upon the territorial dimension of governance is introducing to the relevant debate is the importance of the local specificity and its contribution to the success or failure of the new forms of governance vis-a-vis the alternative modes of markets and hierarchies. The local embedment of the new forms of participatory governance depends upon and varies according to the political culture and the specific socio-economic conditions of local development. Thus, the local

context may be viewed as the background for the building of territorial intelligence involving the networking of actors and the participation of a variety of holders in specific types of partnerships, initiatives and policy making processes.

• The second aspect focuses upon the conceptual understanding of territorial intelligence in terms of both the internal structure and the overall performance of the local productive system. The idea of regional learning and territorial intelligence as the key mechanism for the understanding of regional development is in itself an innovative conceptual breakthrough of regional development theory. The genealogy of this approach goes back to the notions of industrial districts, clustering and system areas and it is also associated with the themes of innovation strategies, institutional thickness and the embedment of development. The existing literature makes a strong case for the potential of intelligent territories to compete effectively in markets, to adapt quickly to crises, to exploit new opportunities and to achieve convergence with the most successful areas. The idea of territorial intelligence thus comes together with an extension of interest from private sector interfirm networking to civil society, societal institutions, public policy making and innovation support strategies.

• Finally, the third aspect addresses the issue of the effectiveness of policy frameworks whether local, national or European for the promotion of territorial intelligence. The idea of territorial intelligence as an aim of regional development policy focuses upon a comprehensive regional innovation strategy which stands on the existing industrial and research capability of the region, and enhances its institutional mechanisms for adaptability, interactive learning and networking.

The governing of territorial intelligence refers to the ability of an area to control effectively the process of its structural economic transformation. Concerning regional policy, the promotion of regional institutions as well as the creation of the appropriate infrastructure capable to respond to the needs of regional productive system in general and to provide selective support to particular activities (e.g. to SMEs), are two basic parameters in the above context. Regional development planning as a tool for the promotion of territorial intelligence should enhance the ability of regional bodies to act and co-operate in order to achieve the development and structural adjustment of local/regional economies.

(Grigoris Kafkalas, « *Intelligent Territorial Governance* »).

Participatory territorial development, Participatory (and Negociated) Territorial Development (PNTD) - *Développement territorial participatif (et négocié).*

Général : territorial development seeks to reconfigure decentralised institutions and delivery of investment programmes so as to enable more equitable and participatory planning, facilitate civil society and private sector partnerships, and build social capital and competitiveness.

Afrrique du Sud, Brésil

Général : le DTPN (PNTD), Dialogue Territorial Participatif Négocié.

L'expérience des dernières années dans différents pays a montré que l'objectif possible d'un diagnostic territorial pouvait être celui de la facilitation au dialogue entre les différents intéressés (acteurs) pour une approche négociée du développement territorial vers un accord commun entre les différentes parties prenantes.

Dans ce sens, le but est de conduire une analyse des enjeux locaux territoriaux grâce à l'identification des visions des acteurs pour reconstituer un cadre cohérent de la réalité territoriale. Pour ce faire, le **diagnostic territorial** s'articule autour du lien historique comme fil conducteur, afin de comprendre ce système territorial. De plus, l'idée forte de cette démarche est de poser les enjeux ainsi identifiés sur une table de négociation, rassemblant tous les acteurs intéressés pour en discuter et collaborer à la construction d'un accord commun : l'Accord Social Territorial.

Cette approche implique la définition d'un nouveau rôle de l'intervenant externe agissant comme un articulateur, un facilitateur de tout le processus. Il module son intervention selon les marges de flexibilité des acteurs en recherchant une convergence de leurs perspectives et en adoptant une attitude équitable et impartiale (« the honest broker »). L'important est de maintenir la légitimité de son intervention dans la construction du consensus.

Sans doute, le pouvoir contractuel de négociation des différents acteurs, qui leur permet ou non de pouvoir participer au débat, devient l'aspect le plus délicat de cette démarche. C'est pourquoi, il est primordial de lancer, dès le début, une vaste campagne de sensibilisation et une recherche de partenariat. Sensibilisation et partenariat sont les piliers de la création des capacités de négociation des acteurs les plus faibles. Ils apparaissent comme une composante fondamentale du processus méthodologique proposé.

En définitive, cette approche territoriale présente le moment du diagnostic comme un véhicule pour la construction d'un projet territorial. Elle propose un angle nouveau pour intégrer la diversité des acteurs, pour résoudre et prévenir les problématiques de compétition territoriale pour l'utilisation, l'accès aux terres et aux ressources, qui peuvent être naturellement différentes selon le contexte et les questions en jeu dans un contexte géographique particulier.

Cette approche du système territorial permet l'agrégation négociée des demandes locales et suggère une diversification des politiques locales et nationales. L'objectif proposé défend l'intérêt de renforcer les liens de dialogue et de confiance entre acteurs, et, de ces derniers avec les institutions. Les institutions décentralisées (selon le cas local ou municipal) se présentent comme le niveau d'entrée privilégié pour orienter les tendances des transformations sociales, culturelles, politiques concertées et pour améliorer l'articulation des interventions entre les différents niveaux décisionnels (de la société civile et ses organisations à l'Etat et ses organes décentralisés). Cependant, la plupart des dynamiques en cours (péri-urbain / péri-rural) dépassent ces limites administratives, c'est pourquoi il est important de considérer les externalités qui conditionnent le développement et les actions sur un territoire.

(Jean Bonnal, www.fao.org/sd/dim_pe2/pe2_050402_fr.htm)

Territorial cohesion - *Cohésion territoriale.*
Général : the concept of territorial cohesion is a multi-dimensional one. It refers in particular to :
- Territorial disparities and imbalances, mainly on a Europe-wide scale;
- The specific handicaps of particular territories facing geographical and other constraints;
- The provision of services of general economic interest, including water, electricity, postal, telecommunications and transport services;
- The connectivity and territorial integration of regions;
- Regional identities;
- The propensity of regions to anticipate asymmetric economic 'shocks' and successfully face the challenges of globalisations; and
- The quality of multi-level governance.
(www.sharedspaces.nl/pagina.html?id=9141)

Général :
• At EU level, territorial cohesion consists mainly of promoting a more multi-centred and balanced development of European territory, particularly between central and peripheral areas. This topic has been developed at some length in the work of the ESDP (European Spatial Development Perspective) and is currently the subject of further study at ESPON (European Spatial Planning Observatory Network).
• « Territorial cohesion, meaning the balanced distribution of human activities across the Union, is complementary to economic and social cohesion. Hence it translates the goal of sustainable and balanced development assigned to the Union (Article 2 of the Treaty) into territorial terms. Territorial cohesion includes fair access for citizens and economic operators to Services of General Economic Interest (SGEI), irrespective of the territory to which they belong (Article 16 of the Treaty). »
(Extrait de la proposition de Traité Constitutionnel Européen).
Union Européenne.

Territorial social dialogue – *Dialogue social territorial.*
Exemple : lastly, it is important to note the progressive emergence in Poland of a territorial social dialogue. This involves cooperation, which tends to be poorly institutionalised for the present, between the trade unions, employer and entrepreneur organisations, local authorities, regional employment agencies and yet other local organisations and associations. In most cases, this cooperation is linked to the question of combating unemployment and questions linked to regional development. Early in 2000, the government submitted a draft law on regional economic self-management which contains, inter alia, proposals for institutionalisation of the functions of the social partners at regional level.
(Franciszek DRAUS, « *Social Dialogue in Poland* »).
Pologne.

Territorial pact – Pacte territorial.
Exemple : « Territorial pacts » (patti territoriali) are an interesting and innovative form of social dialogue that could change the Italian experience of "social concertation", with important consequences. By developing the idea of these pacts, the consultative National Council for Economic Affairs and Labour (CNEL), which had not previously played an important role in this field, could assume a key position in social dialogue, particularly in the preparation of agreements for the economic development of crisis-hit areas in Southern Italy.
he idea of territorial pacts was devised during discussions within CNEL - which brings together representatives of the social partners - from 1993 onwards. The aim is to sustain and coordinate various economic development projects in a particular area (a province, city or large neighbourhood, for example) and to put them into an integrated framework, based on bargaining. In a territorial pact, the relevant social partners: define a set of development goals for the area concerned; select projects according to these goals; and agree on measures which could facilitate and support their realisation. Pacts, which are signed by employers' organisations, trade unions and local authorities: identify the financial resources that should be contributed, partly by companies and partly by the local authorities; define simplifications of administrative procedures and dispensations from legal provisions, aimed at helping speed up the implementation of the development projects; and set particular industrial relations rules to be applied within the areas covered by the pact, in order to lower labour costs and/or improve flexibility and thus provide incentives for companies to invest in the area.
The territorial pact is thus a means of gathering together all the resources present at local level and directing them towards the realisation of shared development objectives. As territorial pacts rely heavily on financial investments by private companies, an agreement between trade unions and employers to define an industrial relations framework that could attract firms into the areas covered by the pact is crucial. […]

Territorial pacts, and later area agreements, have introduced several innovative elements - in the European as well as the Italian context - that could change some important aspects of the Italian industrial relations system.

Firstly, they could introduce a new form of decentralised bargaining that might lead to a significant change in the bargaining structure in crisis-hit areas, and contribute to the creation of the territorial diversification which employers have long been demanding. Employers seek such diversification in order to obtain what they think would be a better

representation of the socio-economic differences in Italy (in particular between North and South). In the case of territorial pacts and area agreements, the flexibility demanded by employers could be included in a general agreement on development projects and find a clear counterpart in the investment commitments made by companies, resulting in a level of employment creation, as has always emphasised by trade unions.

Secondly, the spread of territorial pacts and area agreements might lead to the decline of centralised development policies that have achieved very little in Italy. Development policies could be left to the commitment and concertation of social partners at local level. In this way, it may be possible to put resources present at local level to better use, thus avoiding the high levels of waste that occurred in the past.

Finally, the experience gained from territorial pacts has made it possible for CNEL to attain an important coordinating role in social dialogue on local development policy. In fact, CNEL has provided technical and bargaining support, giving assistance at all phases of the pacts' specifications and of the related operational development projects. In this way, though starting off with a consultative role, CNEL could acquire an "operational" one which, might lead to far-reaching results in term of development policies for crisis-hit areas and of social dialogue in Italy. In this way, territorial pacts constitute an important experience that could help in overcoming the" institutional weakness "which still characterises social dialogue and concertation, and to some extent the whole industrial relations system, in Italy.
(Roberto Pedersini, *« Territorial pacts - a new form of decentralised social dialogue* »).

Spatial development, spatial relationship – *Aménagement du territoire. Notions reliées : cohérence territoriale, planification territoriale.*
Général : it evokes agreement between stakeholders (public and private alike, and in the area of economy, public facilities or infrastructure) to ensure the **spatial coherence** of the different actions. Therefore, it implies a degree of decentralisation and multi-level governance. Also as needs leadership ('pilotage') to manage territorial and multi-actor dynamics because the specific character of territory. In this sense governance is not opposite to government. Space, land or territory, is an exhaustible resource (public good) and the use and planning we make of it limits its potential for future development and therefore has a **strategic character**. That not only gives a specific character to governance principles but also could be considered as one of the most interesting test for governance processes.
(University of Valencia, « *Governance of territorial and urban policies from EU to local level* »).
Union Européenne.

Governance of territorial and urban policies – *Politique urbaine et gouvernance territoriale.*
Général : governance of territorial and urban policies is the capacity of actors, social groups and institutions (public, private, third sector) to build an organizational consensus, to agree on the contribution of each partner also as on a common vision. As we deal here with territorial governance, we specify "spatial" vision, and further refined the definition with the addition of aspects concerning the outcomes of governance processes: there should aimed at helping territorial cohesion and sustainable and balanced **spatial development**.
(University of Valencia, « *Governance of territorial and urban policies from EU to local level* »).
Union Européenne.

Territorial capability – *Attractivité territoriale. Notions reliées : intelligence territoriale, dotation en facteurs, compétitivité territoriale, excellence territoriale, qualité territoriale.*
Général : capability is the capacity of the territory to produce value and to own competitiveness/rank at world level.
(Cliff Hague, « *Competitiveness and cohesion in North Western Europe : the impications of ESPON results* ») .

• **Territorial intelligence, territorial competitiveness** - *Intelligence territoriale. « Chapeau » pour « fertilisation croisée », mutualisation, stratégie, connaissance multidisciplinaire, approche relationelle, dynamisme économique…*
Général : l'Intelligence territoriale ne se résume pas à une transposition régionale de l'intelligence économique parce qu'elle couvre avec d'autres mots à la fois : une démarche stratégique à moyen terme (développement durable), court terme (mutation) et une adaptation régionale des techniques d'intelligence économiques. Elle est malheureusement parfois simplement réduite à un « marketing territorial ».
(www.arphi.fr/Intelligence%20territoriale.htm)

Exemple :
• The objective of the REIT (European Network on Territorial Intelligence) network is to integrate the research teams, researchers, territorial actors, and experts who participate in the emergence and diffusion of territorial intelligence. Notably, it will institute an annual international conference and an internet gateway. The conference will initiate a series of scientific meetings (seminars, technical days, training). The Internet gateway will establish a space of permanent exchanges and publication.
The REIT aims to establish a network of excellence (NoE), one of the new forms of action proposed by the 6th program-framework of research and development of the European Union "Integrating and Strengthening the European Research Area." An expression of interest was conjointly submitted on 7 June 2002, by the University of Franche-Comté and by the University of Huelva in the framework of the Priority 7 "Citizens and Governance in a Knowledge-Based Society," for the second theme "Citizenship, Democracy and New Forms of Governance", in the topic 5.1.2. "Multi-level Governance, Democracy and New Policy Instruments".

• The activity of the REIT aims to develop a collectivity of multidisciplinary knowledge, which, on the one hand, contributes to the comprehension of territorial structures and dynamics, and which, on the other hand, is useful in developing instruments accessible to the actors of sustainable territorial development. Its action will, in this way, integrate research teams belonging to numerous disciplinary domains and territorial actors working in various sectors of activity. At the same time, it will concern basic research, technological research and applied research.
At the fundamental level, the REIT will encourage exchanges between the disciplines which study territories, such as natural spaces and human communities, in order to federate a multidisciplinary approach, checking various spatial and temporal scales, in a well-balanced way, against all the resources and activities of the territories.
It will notably associate three additional levels of analysis :
- The **interaction between the territorial actors**, their representations and their relations of power, the institutional executives within whom they act, as well as the projects and the realizations which they introduce,
- The **socioeconomic dynamics**, which result from individual or collective decision-making: demographic behavior, mobility of possessions and persons, the dynamics of the activities, etc.
- The **spatial structures** and their evolutions, which are the concrete translation of the interaction between the actors and the socioeconomic dynamics: landscapes and environment, occupation of grounds, urban morphologies and networks, equipment and infrastructures, etc.
(http://mti.univ-fcomte.fr/reit/Presentation/FMPro?-db=REITActu.fp5&-format=presentation_en.html&-lay=fiche&-view)

Exemple : la « fertilisation croisée »
Les **intellectuels collectifs** n'abolissent pas les espaces antérieurs, ils se contentent de déployer d'autres qualités d'être, d'autres temps. »[P.Lévy, 1997, p 170] Lorsque la circulation des informations n'est pas entravée par des réseaux de communication à débits faibles, les NTIC peuvent abolir les frontières et à priori, reléguer la notion de territoire en second plan. Mais un projet de développement local qui s'appuie sur les NTIC ne peut aboutir que si ce projet agrège les acteurs locaux, fédère leurs compétences les articule et fonde une pratique organisationnelle. La logique de projet qui prévaut dans cette démarche s'appuie sur une dimension territoriale pratiquée, reconnue par les acteurs locaux qui acceptent de s'associer pour en permettre la valorisation. Ainsi, l'amorce de ce plan de développement local s'appuie sur, la détection des ressources endogènes, la mise en forme des réseaux d'expertise endogènes et exogènes. Si les fonds débloqués pour l'incubation et le capital d'amorçage des sociétés vont changer les conditions de création d'entreprises à partir de la recherche, la création d'une technopole repose sur une dynamique d'innovation. Cette étape déterminante va consister en la mise en forme d'un réseau afin de favoriser la "fertilisation croisée" c'est-à-dire, la circulation des idées, l'échange de compétences, l'accès et la pratique des nouvelles technologies au plus grand nombre d'acteurs locaux.
(Max Lebreton & Yann Bertacchini, *« La fertilisation de compétences locales : La création d'un pôle technologique ou l'application d'un projet de management territorial* »).

Territorial competitive intelligence – *Compétitivité territoriale.*
Général :
• All local levels do not have the same capacity of access to development. If local authorities mean to geographically favor their own content, they must mobilize every expertise available while structuring their capital of resources and artificial intelligence in order to make their development policy succeed. Still, the exchanges and transfers of expertise available between local actors do not occur spontaneously. Indeed, on some territories, there is no hint of any interaction to be mentioned. To such an extent that a bill to promote intermunicipal links has been introduced to France Conference of Mayors and French Parliament.
If there are no exchanges between the so-called isolated actors, nor any capitalization of experiences, the local development process cannot rely on its two angles of development, meaning the endogenous and the exogenous ones. This harmonious matching is gained through mutual recognition of the members of the territorial network towards the information exchanged. However, the local history and the inadequacy of stability within the local system, both conflict sometimes with the gaining of such a reciprocal credit. From then on, how could we achieve cooperations and create a transfer of expertise between the local actors ? By gathering local actors of different cultures and experiences, indeed we believe that a territorial cell can originate local projects and favor a way to training adapted to local realities.
• Today, European and French laws dealing with national and regional development are increasing : intercommunity projects, defining of plan agreements State-Region. What are the existing links between these technical and administrative laws? Without pretending to fully answer this fundamental subject, by the way we can give some criteria and strong features of those advancing socio-territorial entities. These entities could match politics and economics, spurred on by a willing councillor or elected representative (Vogelsang-Coombs & Miller, 1999). These entities have organized themselves on one same experience and all share the same culture based on an historical continuation (Bartoli & Le Moigne, 1996) These entities are trying to get a network organization (Morin & Lemoigne, 1999). We believe our approach as exposed in this current article can contribute towards a better knowledge of the existing links between local actors and propose appropriate answers either by accentuating them when they exist already, or by improving them when they are still inadequate (Weiss, 1993).
(Yann Bertacchini & Henri Dou, « *The territorial competitive intelligence : a network concept* »).
Selon les auteurs, un projet de développement local ne peut être envisagé que si le terreau des informations échangées par les acteurs locaux est pré existant et fertile en compétences transférables.
France.

Territorial diagnostic – *Diagnostic territorial.*
Général : we liked the idea of an integrated (or integral) development strategy, i.e. a strategy of development which takes into consideration all the components of a territory; in addition, our territorial diagnostic process is part of a globalising process taking into account the entirety of institutions, organisations, actors and their perception of the stakes and problems… Having gathered these elements from different groups of actors, we have to analyse the dynamics at work (or the absence of any dynamic) and the potential for change, bearing in mind the way in which each of the actors perceives this potential; it is this type of analysis which will determine the problematic of the action and hence the development project.
(Christine Girard, « *Intervention methodology, testing and results* »).

Polycentric territorial development - *Développement territorial polycentrique, polycentrisme. Notions reliées : réseau urbain, aires fonctionnelles, développement territorial intégré, connections interrégionales, réseaux de localités, centres régionaux, réseaux de coopération, régions (ultra)périophériques..* ***Cf. « Polycentric governance / Governance »***.
Général : polycentric development is an important concept in spatial planning. It means connecting a number of places so that they form a network. By operating together they achieve a new critical mass that can sustain and grow businesses, services and facilities. Polycentric development means forging new connections by overcoming historical barriers, such as those caused by national boundaries, local rivalries or distance/poor communications. The links in the network may be improved transport channels, but this is not the only possibility. Links may be virtual connections using information technology, or joint working or simply a newly focused and active co-operation.
(www.odpm.gov.uk/stellent/groups/odpm_planning/ documents/page/odpm_plan_025470-05.hcsp)

Général : technical changes in the field of transport, communication and information technology, together with long-term structural shifts will, in the new century, allow a degree of spatial reorganization of European economic activity. The validity of conventional (spatial) models of peripherality is increasingly questionable. They should be supplemented by more appropriate 'aspatial' concepts. Although many elements of these are already well understood, coherent models and operational indicators are required. These could provide a sound theoretical basis on which to further the European Spatial Development Perspective's polycentric development objective. They could also provide new opportunities for peripheral regions, and relief from 'overheating' at the core.
(www.aesop2005.scix.net/cgi-bin/papers/Show?_id=269)

• *Général* : la démarche polycentrique fondée sur les initiatives locales n'est néanmoins crédible que dans la mesure où les collectivités territoriales exercent une influence réelle sur les politiques sectorielles susceptibles de modifier leurs perspectives de développement. Le déploiement de stratégies polycentriques aux échelles locales et régionales implique alors une profonde modification des rapports de force au profit des collectivités, à travers l'appropriation de domaines d'action jusque-là réservés au pouvoir central. Le principe de polycentrisme contient ainsi en germe la prise en compte durable de la dimension territoriale dans les politiques sectorielles. C'est donc à travers l'encouragement aux réformes structurelles et la conception des politiques d'aide qu'on peut construire une politique polycentrique de cohésion territoriale. Les « visions spatiales polycentriques » qui prétendent dessiner un territoire nouveau sur la base de liens hypothétiques entre des pôles dont on ne connaît ni les acteurs, ni les limites, négligent ces aspects. Elles masquent ainsi les enjeux plutôt que de les révéler.
(Erik Gloersen, « *Faut-il des visions spatiales pour construire une Europe polycentrique ?* »).
Union Européenne.

• *Général* : promouvoir un modèle de développement polycentrique du territoire par les transports : relier les ports atlantiques aux corridors ferroviaires européens ; offrir des nœuds de transport compétitifs à l'échelle européenne dans un souci de développement polycentrique du territoire ; promouvoir des alternatives au mode routier par le développement du trafic de fret ferroviaire, du transport maritime (cabotage, autoroutes de la mer), des plate-formes multimodales ferroviaires et maritimes.
(www.web8956.vs.netbenefit.co.uk/index.php?act=3,1,fr,,,,)

Territorial containment (of a functional world city phenomenon) – *Contrôle territorial (du phénomène cité-monde), endiguement. Notion le plus souvent rapportée à la géopolitique, notamment américaine.*
Exemple : the Zhujiang Delta urban system has now become part of the world city system and, of course, part of the Asia-Pacific urban system. As the world city system itself can be regarded as a spatial outcome of the new international division of labour, the predominant process of the internationalization of capital and its inherent logic of accumulation and reproduction will push the Zhujiang Delta urban system to extend its influence northward and assume a bigger role as an intermediary for transnationals to extend their market and production facilities.
(David K. Y. Chu, « *The Hong Kong-Zhujiang Delta and the world city system* » United Nations University).
Chine.

Local

Local development - *Développement local. Notion aussi rapportée aux régions (Québec)*
Général : le dévelopement local (DL) se rapporte aux diverses initiatives mises de l'avant, dans un cadre d'action partenariale, par les acteurs intéressés à l'amélioration des conditions de vie dans leur environnement immédiat. Les objectifs de la démarche adoptée sont à la fois économiques et sociaux.
(André Joyal, responsable du dossier – www. agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Developpement_local)

Exemple : l'articulation décentralisation/développement local.
Cette articulation devrait permettre de poser autrement le problème de la démocratie. Trop souvent les populations, notamment en milieu rural, ont l'impression que la démocratie se limite à l'imposition de formes venues de l'extérieur (multipartisme, élections à bulletin secret, discours démagogiques et promesses multiples...) qui ont peu de rapport avec leurs problèmes concrets. Il n'est bien sûr pas question de remettre en question les acquis de ces dernières années, les conférences nationales, le multipartisme, la liberté de la presse et la tenue d'élections ni de laisser entendre que l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie. Mais il serait intéressant de revenir à l'esprit de la démocratie, c'est à dire le libre débat sur les problèmes principaux de populations par les populations elles mêmes, la recherche de solutions conformes à l'intérêt général et prenant en compte les désirs des minorités, le respect ensuite des décisions prises, l'arbitrage des conflits... Et de voir que malgré certaines limitations, beaucoup de sociétés africaines ont accumulé un certain nombre de pratiques culturelles allant dans le sens de ce libre débat et de la recherche d'une solution acceptable par tous, pratiques qui peuvent être modifiées, complétées, revivifiées et servir de point de départ à l'invention de formes spécifiques adaptées et de solutions endogènes.
(Observatoire Permanent de la Coopération Française (OPCF), « *La décentralisation contre le développement local ?* »).
Afrique.

Local Economic Development (LED) – *Développement économique local.*
Général : successful territorial development is based on policy networks that consist of various government agencies, the private sector, trade unions, NGOs, and other players. Policy networks have emerged in industrialised countries as a response to the implementation crisis, i.e. the failure of top-down, government-driven, hierarchical planning and policy-making. Policy networks emerged in a context of states that are oriented towards problem-solving.
Even if political power plays are a relevant factor, they do not overwhelm the ability of political actors to address issues, to agree on a problem definition, to formulate policies and to implement them successfully. We cannot readily assume that the state in developing and transformation countries is predominantly of the problem-solving-oriented variety. States in these countries, while formally democratic, are often of the patrimonial, nepotist, clientelist or paternalist variety. For quite a while, the discussion on the state in these countries has highlighted the need for “good governance”. The extent to which these states have made progress towards “goo governance” since the 1990s is being questioned in the academic literature. There is no question that state reforms have been going on, often including massive decentralisation processes. Decentralisation is one of the main reasons why LED has come onto the agenda in developing and transformation countries in the first place.
However, decentralisation has not necessarily led to the creation of truly democratic, participatory bottom-up decision making processes. Often, the result has rather been the decentralisation of patrimonialism, nepotism, clientelism and paternalism.
This creates a local context where politics affect LED efforts in a different way than they do in industrialised countries. Local governance for LED is frequently not of the network variety, involving various actors, but rather dominated by government, in particular elected officials in executive positions who leverage LED to further their political ambitions and careers. Thus, LED is not driven by a problem-solving orientation but rather follows a political logic of power accumulation. Thus, the problem for LED initiatives is not only, as some authors would point out, the lack of social capital. The problem lies deeper, rooted in a political structure that is oriented towards specific interests and does not care much about the common good.
Under these conditions, external support for LED cannot be based on the simple transfer of a proven model from industrialised countries to developing and transformation countries. In order to create conditions for successful LED in these countries, we need an approach that takes their political ideosyncracies explicitly into account. One such approach is the PACA methodology, which has been designed for use in an environment where stakeholders in- and outside the state need to learn a problem-solving approach to a policy issue such as LED.
(Jörg Meyer-Stamer, « *Governance and Territorial Development Policy, Politics and Polity in Local Economic Development* »).

Local community development – *Développement local social.*
Général : la notion de «communauté» (community) utilisée en Amérique du Nord (y compris au Québec francophone), au Royaume-Uni et dans certains pays européens (Pays-Bas, pays nordiques) en adaptant la notion anglo-saxonne, associe sous un même vocable, trois dimensions de la réalité qui, en France, sont disjointes, à savoir la dimension «sociale» (des gens, une population, groupes sociaux, rapports sociaux, organisation sociale, ce que les anglo-saxon appelle «the people »), la dimension «spatiale» (un espace géographique doté d’une certaine épaisseur et ayant une identité repérable, « place » dans la définition anglo-saxonne), enfin la dimension «instituée» à savoir les institutions que les populations présentes dans cet espace ont crée (associations, organisations, un bien ou une loi commune cf. le serment juré des communes médiévales) et celles dont elles ont pu être dotées (organisations politico-

administratives). En France, dans l'espace urbain, on utilise souvent le mot «quartier» pour traduire cette notion de community, notion qui renvoie surtout à la dimension physique. La notion de territoire en ce qu'elle peut évoquer l'espace, les populations qui y vivent et les institutions qu'elles y ont créent semble plus adaptée.
(Claude Jacquier & Dominique Mansanti, « *Le développement social local. Les acteurs, les outils, les métiers.* »).

Local territorial system - *Système territorial. Notion plus large que système spatial par intégration du rôle des acteurs de la transformation « en temps réel » des territoires.*
Général : a defined and delimited territorial entity, a group of interacting bodies that, as a function of the specific relationships they establish and maintain with a certain environment or local milieu, behave as a collective body.
(Ana Segre, «*The Local Territorial Systems and their environmental sustainability* »).
Italie

Local empowerment - *Responsabilisation, implication, autonomisation, habilitation et autorité locales. Notion clé de renforcement, « capacitation ».*
Général : les auteurs et chercheurs s'entendent tous pour dire que l'« empowerment » est avant tout un processus par lequel une personne se trouvant dans des conditions de vie plus ou moins incapacitantes, développe, par l'intermédiaire d'actions concrètes, le sentiment qu'il lui est possible d'exercer un plus grand contrôle sur les aspects de sa réalité psychologique et sociale. Ce sentiment peut déboucher sur l'exercice d'un contrôle réel.
(www.grfocus.com/savoir.html).

Général : le concept « d'*empowerment* », terme au cœur de la rhétorique de la Banque Mondiale mais difficilement traduisible en français, insiste sur la volonté de donner à l'ensemble des acteurs le pouvoir de « gouverner », dans le sens d'influer sur les politiques et d'intervenir dans les processus de décision. D'un côté, cela signifie que les Etats sont supposés s'approprier la définition et l'exécution des politiques de développement, parfois conçues à l'échelle globale, mais aussi déléguer des compétences au niveau local dans le cadre de la décentralisation. De même, on insiste sur la nécessaire participation de la société civile (terme flou, regroupant les citoyens, les communautés, les associations, les organisations non gouvernementales, etc.), dans l'élaboration et la conduite des politiques de lutte contre la pauvreté.
(Catherine Baron, « *La construction d'alternatives en économie du développement : entre discours et pratique* »).

Général : la volonté de faire participer la société civile aux processus de décision selon les principes de démocratie participative est inhérente au terme d'empowerment, élément clé des documents stratégiques de lutte contre la pauvreté émanant des institutions internationales.
(Anne Isla & Catherine Baron, « *Développement durable et gouvernance : quelles valeurs communes pour un modèle d'accessibilité à l'eau potable dans les villes d'Afrique Sub-saharienne ?* »).

Local participative democracy – *Démocratie participative locale.*
Général : la république où nous vivons fonctionne sur le principe de la démocratie représentative. Nous allons dignement voter à temps voulu pour l'élu ou le projet de notre cœur, et nous retournons confiants à la maison, avec le sens du devoir accompli, ayant délégué alors l'entière responsabilité de la gestion du pouvoir local ou national au futur élu. Ce dernier devient alors le seul responsable du bon déroulement des projets collectifs.
En « démocratie participative », par contre, le citoyen « lambda » ne se contente plus de déposer un bout de papier dans une urne : il veut participer plus étroitement à la vie civile, en décidant en commun, par exemple, des investissements à réaliser par sa municipalité. Toutes les enquêtes le confirment, cette demande est récurrente de la part des citoyens.
(www.econovateur.com/rubriques/comprendre/enj100901.shtml)

Exemple : une convention pour la VIème République.
L'idée de participation des habitants ne résiste pas face à une réalité majeure du système local actuel : la multiplication des territoires et le croisement des compétences. Participer ? D'accord. Mais participer à quoi ? Plus personne n'est responsable d'une politique, plus personne n'est capable de s'y retrouver dans le nouveau puzzle local.
La logique distributive qui a présidé à la distribution des compétences dans les lois de décentralisation, le refus des choix et des conflits, ont conduit à la superposition de plusieurs niveaux de collectivités locales : la commune, l'EPCI, le département, la région. La répartition harmonieuse par blocs de compétences qu'avait imaginé le législateur n'a pas tenu devant la mission de compétence politique globale dont chaque patron de collectivité globale se sent investi sur son territoire.
Elle est redoublée au niveau municipal, pourtant l'échelon privilégié si ce n'est exclusif de la démocratie de participation, d'un évidement du pouvoir au profit de structures intercommunales dont la nature politique s'affirme clairement en dépit d'une absence de désignation au suffrage universel direct.
(www. adonnart.free.fr/doc/citoy/c6marion.htm)
France.

Local governance – *Gouvernance locale. Notion reliée de « decision making process ».*
Général : good local governance.
We look at local governance from the standpoint of local governments and in the frame of a theory of the state. We thus define good local governance as an institutional system (a set of organizational and procedural measures) for

managing local public affairs, characterized by three critical dimensions (the three "P's"):
1. Performance of the local authorities (in terms of fiscal effort and discipline, as well as allocative and operational efficiency) in managing public resources and discharging their responsibilities for : Delivery of economic and social services ; Protection of the environment and management of natural resources ; Promotion of economic development,
2. Participation of organized and individual citizens in local public sector decision-making, through mechanisms that supplement and enhance, rather than replace or contradict, the functioning of the institutions of democratic representation,
3. Partnership, between local authorities, civil society organizations and private sector units for the provision and production of local collective goods and services.
(Leonardo Romeo, « *Local Governance approach to social reintegration and economic recovery in post-conflict countries: Towards a Definition and a Rationale* »).

Général : cette question en amène une autre, de nature méthodologique, puisqu'elle renvoie à la représentation de la gouvernance qui va être priviliégiée. La gouvernance (locale) seriat-elle un concept central d'une théorie originale de la coordination économique (spatiale) ou, plus modestement, serait-elle un outil permettant de construire une grille de lecture des formes locales de coordination, tout en se rattachant à des théories préexistantes de coordination ? Les discusions laissent aujourd'hui à penser que la deuxième option méthodologique l'emporte compte tenu des affinités que chacun possède envers certains courants théoriques (régulation, théorie des organisations, théorie évolutionniste, économie géopgraphique, science régionale…).
(Catherine Baron, Damien Talbot & Jérôme Vicente, « *La gouvernance locale : théories et applications* »).

• *Général* : it is the local sphere that constitutes the anchor for citizenship, the first link in the chain of social relationships and the basis for the desire to live together. This is why French development cooperation will foster the emergence of strong municipal authorities that are close to citizens' concerns. Local governance can only be effective, however, if the relationships with other levels of power are taken in to account, and give rise to exchange, negotiation and cooperation
(www.diplomatie.gouv.fr/.../for_democratic__governance_3058/meeting_global_challenges_6426.html)
France.

Regional

Regionalisation, regional policy – *Régionalisation, Politique régionale. Notion à plusieurs significations selon qu'elle est employée au sens onusien (sous-continent, ensemble de plusieurs pays…) ou bien au sens infra-national « meso » « supra-local »*
Regionalisation : in national politics (or low politics), regionalisation is a process of dividing a political entity — typically a country — into smaller regions, and transferring power from the central government to the regions. Opposite process is called unitarisation.
(en.wikipedia.org/wiki/Regionalism)

Exemple : the paper explains the causal relationships of the institutional development of APEC [Asia-Pacific Economic Cooperation] in three ways; where we view APEC institutions as dependent variables, intervening variables, and independent variables. The currently loose, but not completely loose, institutional characteristics of APEC are explained by networking activities of both governmental and non-state actors, such as multinational corporations and epistemic communities of professionals. These actors behave through, or independent of, APEC institutions differently in different issue areas. APEC institutions also impact on the willingness and capabilities of various actors differently. Based on this analysis, the paper draws some policy implications for three main actors - governments, businesses, and civil society organizations - who are involved in the process of constructing a structural basis for Asia-Pacific regionalism.
(Katshuiko Mori, « *Institutionalizing, Marketizing and Networking Asia-Pacific Economic Cooperation* »).
Asie-Pacifique.

Regionalism – *Régionalisme*.
Général :
• The formation or proliferation of preferential trading arrangements.
(www-personal.umich.edu/~alandear/glossary/r.html)
• A feeling of collective identity based on a population's politico-territorial identification with a state or across state boundaries.
(www.prenhall.com/divisions/esm/app/knox/html/ch9/ch9terms.html)
• A feature (as a pronunciation or expression or custom) that is characteristic of a particular region
• A foreign policy that defines the international interests of a country in terms of particular geographic areas
• Loyalty to the interests of a particular region
(www.cogsci.princeton.edu/cgi-bin/webwn2.1)

Regional development – *Développement régional (infra-national ou supra-national). Notions reliées : équilibre, péréquation entre régions, coopération.*
Général : regional development and "new economy" activities.
The first phase of regional policy engagement within the "new economy", which we can trace back to the late 1970s or early 1980s, but which is still alive and well in many regions, is founded on the notion of the "new economy" as being concerned with the emergence of a new sector, or more extensively a new and propulsive socio-technical wave of innovation, built around digital technologies. The notion of "new" that is invoked has, of course, developed over the last quarter century as the novelty of particular sets of economic activity waxes and wanes. Broadly, we can see a shift of emphasis over time, in part driven by the changing technological background, from a focus on computer and communications hardware, through software, to information, and most recently Internet-based transactional services. Through each of these phases the regional development opportunity was understood to arise from the very novelty of the sector. The inherited historical competitive advantage of the core regions in established sectors, was (mistakenly) seen as weakened in the context of new activities, "levelling the playing-field" between core and periphery, between favoured and less favoured regions. What was envisaged was a "window of opportunity" through which to capture a rapidly growing sector of economic activity that was, as a result of its very novelty, understood to be more or less footloose, in that it was not already tied into an established geographical pattern.
Two main variants of this approach emerged. One more or less based on (an image of) the model of Silicon Va l l e y, focused on the clustering of generally indigenous "high tech" activities, both h a rd w a re and software, in an innovative milieu. The second, perhaps best exemplified in Europe by the central belt of Scotland, focused more on the attraction of branch plants of the major IT producers.
Regional development and the "death of distance" : The second "new economy" perspective is concerned with the regional development opportunities associated with the distance-transcending capabilities of telecommunications networks. These opportunities can be taken to include :
- Access to markets: through ICT innovations, notably the Internet, enterprises in peripheral regions and rural areas could gain access to markets in core regions and metropolitan areas;
- Access to business services: electronic delivery mechanisms could help such peripherally-located enterprises to gain access to higher quality and/or lower cost business services;
- Access to public services: citizens in remote and rural areas could gain improved access to the public services - such as health and education services - available in metropolitan areas, through telematics innovations such as distance-learning or tele-medicine.
Finally, we suggested that ICT-based innovations in the organisation and delivery of service activities are having potentially radical implications for the locational dynamics of services. These innovations - notably the tele-mediation of service delivery through telephone call centres and the Internet - are making possible the "industrialisation" of services production and, at the same time, are making many routine services locationally

“footloose”. There is a strong, cost-based logic leading to the decentralisation of such activities, both between and within regions, in order to exploit factor-cost differentials. In one sense then the “new economy” is not that different from the old. From a regional development perspective, the footloose nature of routine services is providing opportunities for regions to attract telephone call centres (which have been termed “customer services factories”). A number of regions have benefited from the attraction of such jobs, though the extent to which these relatively routine and highly mobile service activities provide the basis for long-term regional development remains open to question. (Andrew Gillespie, Ranald Richardson, James Cornford, « *Regional development and the new economy* »).

Général : this paper attempts to place regional development within the context of modern resource base theory. Firms do not locate or relocate in order to make use of ubiquities, but to utilise appropriate differences in regional capabilities, and the paper discusses the nature of such capabilities in enhancing or abating the competitiveness of firms, emphasising the crucial role of collective learning and tacit knowledge of firms and markets.
Learning processes are inherently interactive in nature and generally characterised by uncertainty. Most new knowledge is related to problem-solving, often on a trial-and-error basis, and as such it is normally arrived at incrementally. The interactive processes of solving problems, where the needs of one party becomes the driving force for action of another, contain both codified and tacit elements. Indeed, we argue that in an era when codified knowledge is globally disseminated faster than ever before, tacit, and spatially much less mobile, forms of knowledge are becoming more important as a basis for sustaining competitive advantage.
Regional capabilities can be seen as the combination of the human and physical resources available, the structures established in the region through time, and the regions specific institutional endowment as it is shaped by the prevoius rounds of knowledge creation. By embodying knowledge useful for particular classes of activities the institutional endowment reinforce the parth-dependent nature of regional economic development.
Over time, regional capabilities change as resources are exhausted, as structures decay and as institutions degenerate or become outdated leading to a deterioration of regional competitiveness. Others might even imitate some of the regions capabilities thereby turning them into ubiquities.
Sustainable regional competitiveness imply that the process of asset erosion must be compensated by the formation of new capabilities through the replacement of decrepit resources, the rebuilding of obsolete structures or the renewal of outdated institutions.
The paper argues that the ability of regions to adjust there institutional endowment to meet contemporary demands of the firms increasingly require "un-learning". The process of unlearning necessitate the disintegration and removal of formerly important institutions which now acts as a hindrance to further development. This might jeopardise the interest of some individuals or larger groups with the power to prevent or impede the process, thus leading to regional lock-ins.
It is finally claimed, that in the ongoing movement towards a knowledge based economy the adaptness of regions to unlearn are of growing significance for a region's perpetual ability to participate in sustaining the competitiveness of an already established industry, or to build competitiveness afresh by developing new industries.
(Peter Maskell & Anders Malmberg, « *Localized Learning and Industrial Competitiveness* »)
Pays nordiques.

Exemple : the purpose of the regional development is to eliminate the development contrast between cities and provinces to provide development balance in the country.
(www.bizmongolia.mn/modules. php?name=News&file=print&sid=565)
Mongolie.

Exemple : coopération Japon-ASEAN pour la région du Mékong.
The Mekong region, in which all the new member countries of ASEAN are located, is pivotal for furthering ASEAN's integration. The region possesses potential for economic growth and is essential for the stability and prosperity of the whole of Asia, as it is adjacent to other ASEAN countries, China and India. Recent progress also spotlights the Mekong region: ASEAN is placing even more emphasis on the cooperation for the region, as shown in the Initiatives for ASEAN Integration (IAI), and is undertaking the process of economic integration involving the region. With the above in mind, Japan will, in close consultation with ASEAN countries, cooperate for the Mekong region development in line with the following three visions:
1) Reinforcing regional integration; Japan will contribute to strengthen ASEAN's integration and relations among the countries in the Mekong region through well-balanced development of the region.
2) Attaining sustainable economic growth; With a view to vitalizing the economic potential of the Mekong region for the whole of Asia, Japan will, in addition to economic cooperation, support facilitating trade, investment and the exchange of people in the region to achieve region-wide sustainable economic growth.
3) Harmonizing with the environment; Recognizing the natural richness of the Mekong region, Japan will pay due consideration to orderly development and environmental conservation.
(www.mofa.go.jp/region/asia-paci/ asean/year2003/summit/mekong_1.html)

Learning Region – *Région apprenante, région de la connaissance, région créative. Notions reliées d’intelligence économique, d’économie apprenante, de réseau de PME, d’adaptabilité et d’intégration des logiques fonctionnelles et territoriales.*
Général :
• *Les régions de la connaissance* : le projet-pilote européen Régions de la Connaissance (KnowREG), lancé en août

2003 à l'initiative du Parlement européen et de la Direction générale de la Recherche de la Commission, met en évidence le rôle central de la connaissance dans le développement des régions et la manière dont les acteurs régionaux peuvent œuvrer pour l'avenir de leur propre région. Le projet valorise également le rôle important que les régions peuvent jouer pour mobiliser les efforts en matière de recherche et d'innovation, afin de permettre à l'Europe d'accéder plus rapidement à l'économie de la connaissance. Ainsi, deux atouts des régions y sont particulièrement mis en évidence :
- leur rôle d'intermédiaire entre le niveau européen et le niveau local;
- leur capacité à articuler le potentiel des universités locales et de renforcer la coopération internationale en matière de recherche et d'innovation.

• *Les régions apprenantes* : l'idée de région apprenante recouvre trois dimensions :
- un territoire qui privilégie les liens entre le système éducatif (la formation), le système de recherche (institutions apprenantes) et le système entrepreneurial (l'industrie), dans le but de transférer de la connaissance des deux premiers vers le troisième ;
- un territoire qui donne des occasions d'apprendre aux personnes (citoyens) et aux organisations (organismes de formation, système éducatif, consultants, entreprises, etc.) ;
- un territoire qui est capable d'apprendre et qui utilise l'apprentissage comme un moyen de se développer.

• *Les régions créatives* : la créativité est un domaine complexe. Conceptuellement, le champ a été largement défriché depuis plusieurs décennies par de nombreux travaux, notamment dans les questions touchant à l'innovation
Le concept retrouve une nouvelle jeunesse dans le raisonnement sur les valeurs immatérielles et le passage – voulu ou observé – vers la société dite de l'information ou vers la société dite de la connaissance
L'idée réaffirmée par les théoriciens de la Nouvelle Economie ou du nouvel âge du capitalisme consiste à considérer la créativité comme une valeur non seulement nécessaire dans le secteur des lettres, des arts et des industries culturelles, mais aussi fondamentale dans tous les secteurs de la société et des affaires. Ainsi la créativité serait directement en relation avec la compétitivité de l'économie fondée sur la connaissance. Pour autant qu'on l'aborde de manière interdisciplinaire, la question de la créativité dans les processus organisationnels constitue une thématique de recherche recoupant de réels enjeux de société.
(« *Connaissance, intelligence et territoires* », Datar, Université de la prospective territoriale en Europe, édition 2005)

Général :
• The future of industrial districts has been critically discussed during the last years. Some observers have raised questions about the long-run stability of industrial districts, arguing that they will be fragmented either through the take-over of the most successful SMEs by TNCs or the formation of hierarchies of firms inside the district led by the most dynamic SMEs (Harrison 1994a, 1994b)). Others suggest that some industrial districts will develop a "post-Marshallian" organisation of production, i.e. to become Marshallian nodes within global networks (Amin, Thrift 1992). As this will imply a reduced level of vertical disintegration locally, one could ask how "Marshallian" such nodes would eventually become? (Harrison 1994b).
While this position basically treats the changing role and function of industrial districts as problematic, caused by the globalisation process, another position looks at industrial districts as a specific stage of development in a process of industrialisation" (Dimou 1994). Garofoli has presented a typology of Italian industrial districts representing a redynamisation of the concept (Dimou 1994). This implies that industrial districts can pass through a possible development process from "areas of productive specialisation" via "local productive systems" to "system areas" as the most advanced form. In this view industrial districts does not represent a stable (or static) organisational model of industrial production. On the contrary, development and change should be looked upon as a "natural" part of the history of industrial districts.
Such a process of change could either result in a strengthening and reproduction of the typical "Marshallian" characteristics of the districts, as is the case with "**system areas**", in a "**post-district**" (in the meaning "post-Marshallian") organisational model which were able to secure the continual growth of the regions involved, or in a circular and cumulative process of fragmentation leading to stagnation and decline in the previously prosperous districts. Most observers seem to agree, however, that technological capabilities are an important differentiating factor concerning the development and future prospects of industrial districts (Asheim 1994, Bellandi 1994, Brusco 1990, Crevosier 1994, Garofoli 1991a). Crevosier emphasises the importance of understanding how industrial districts "react to or generate radical innovations. Without making this point clear, it is not possible to make any prediction about the reproduction and the duration of such systems" (Crevosier 1994, 259).
The endogenous innovative capacity of the districts is of strategic importance for their future development. Bellandi sees "the assessment of the endogenous innovation capacities of the industrial districts ... (as) ... a key issue" (Bellandi 1994, 73). More specifically this means the capability of SMEs in industrial districts to break path dependency and change technological trajectory through radical innovations. In this paper factors enabling and constraining such structural change will be discussed. Special focus will be directed towards analysing the role and function of the specific "Marshallian" characteristics of industrial districts in the process of change. In my view the core of the question is related to the learning capacity of SMEs in industrial districts, which will be crucial to their future innovativeness and flexibility (Johnson, Lundvall 1991). Will the traditional "Marshallian" industrial district be able to secure a sufficient learning capacity, or will it rather represent a barrier to a successful transformation of industrial districts into "learning regions"?
• The challenge of "learning regions" is to increase the innovative capability of SME-based industrial agglomerations

through identifying "**the economic logic by which milieu fosters innovation**" (Storper 1993, 14). According to Porter, "competitive advantage is created and sustained through a highly localized process" (Porter 1990,19). This points at the importance of disembodied technical progress, i.e. progress "which can occur independently of changes in physical capital stock" (de Castro, Jensen-Butler 1993, 1), or "untraded interdependencies", i.e. "a structured set of technological externalities which can be a collective asset of groups of firms/industries within countries/regions" (Dosi 1988, 226), in explaining regional economic development. According to de Castro and Jensen-Butler "rapid disembodied technical progress requires ... a high level of individual technical capacity, collective technical culture and a well-developed institutional framework ...(which) ... are highly immobile in geographical terms" (de Castro, Jensen-Butler 1993, 8). Dosi argues that "untraded interdependencies" represent "context conditions" which generally are country- or region-specific, and of fundamental importance to the innovative process (Dosi 1988, 226; see also Storper 1993, 1995).
Moreover, this emphasis on regional specific "context conditions" points at the importance of the "lifeworld", which is constituted by the embedded socio-cultural structures of the civil society, especially to the innovative performance of territorial agglomerated SMEs (Asheim 1990, Nootenboom 1988). Habermas defines the
lifeworld as the spheres of society where the interaction between people is based on communicative action (Habermas 1987). In the perspective of innovation theory the main point is that "system" and "lifeworld" are characterised by different forms of rationality. While the "system" of the "economy" and "politics" spheres of society is dominated by strategic, instrumental rationality, the "lifeworld" is dominated by a non-instrumental, communicative rationality. The dominating position of the instrumental, techno-economic rationality of modern industrial societies results in a colonisation of the lifeworld by the system, i.e. the reorganisation and instrumentalisation of the lifeworld to become part of the system (Habermas 1987).
This tendency for the "system" to colonise the "lifeworld" has consequences for innovative activity in a modern economy, as the non-instrumental, creative work of researchers and inventors will always represent an aspect of the instrumental innovation processes of firms and organisations. This implies that the contradiction between "system" and "lifeworld" can manifest itself even within central institutions of the "system" like firms, and can, thus, play a significant role with respect to "the innovative performance of the economy" (Lundvall 1993, 63).
According to Lundvall, "the importance of interactive learning explains why instrumental and strategic behaviour, including opportunism, is mixed with communicative action and discursive rationality. The specific mix prevailing at a certain time and place affects the institutional set-up as well as the rate and direction of the process of innovation" (Lundvall 1993, 61). Thus, in this perspective interactive learning includes technical learning, communicative learning as well as social learning (Lundvall 1993). Lundvall adds that "cooperation in processes of
technical learning tend to stimulate "social learning" and reinforce communicative rationality" (Lundvall 1993, 60).
In this paper I have aimed to discuss the future of industrial districts in the perspective of the "learning economy". I agree that "there exists a viable, dynamic, competitive and socially desirable paradigm of small and medium-sized enterprise development, following the principle of the Italian industrial districts prototype" (Lyberaki, Pesmazoglou 1994, 509), conditioned by a transformation of the districts into "learning regions". Such "learning regions" will be able to avoid a "lock-in" of development, caused by localised path-dependency, through the formation of dynamic flexible learning organisations both at an intra- and inter-firm level. In a "learning economy" the competitive advantage of firms and regions is based on innovations, and innovation processes are seen as social and territorial embedded, interactive learning processes. In this way a "learning region" would be in the position of transcending the contradiction between functional and territorial integration, which in the past made the industrial districts so successful, but at the same time so vulnerable to changes in the global capitalist economy.
(Bjørn Asheim, « *Industrial districts as « learning regions ». Acondition for prosperity?* »)

• En définitive, pour nous, la *learning region* est celle dans laquelle les acteurs mettent en oeuvre les apprentissages nécessaires permettant d'aboutir à la constitution d'un milieu innovateur et à le maintenir dynamique. Le concept de learning permet d'indiquer les voies, mais aussi les contraintes, pour y parvenir.
Ainsi, en se plaçant du point de vue des collectivités locales qui pratiquent ou souhaitent pratiquer une politique de développement régional, le concept de learning region - pris en tant qu'il met en évidence des processus - présente l'avantage de fournir une grille de lecture et d'analyse applicable aux différents cas de figure. En effet, l'entrée par les processus d'apprentissage permet de déterminer les forces et les faiblesses des différents systèmes territoriaux de production dans n'importe quel type de région. Le rôle des politiques consiste alors à stimuler, orienter les processus d'apprentissage en vue de susciter des interactions, de territorialiser les entreprises, de développer de nouvelles connaissances ou encore de modifier les institutions.
Si le concept est attrayant et séduisant il n'en reste pas moins très jeune. Il existe encore peu d'études empiriques sur les learning regions. De plus, les mécanismes de l'apprentissage sont très complexes et sont en général attachés à l'histoire de la région. Il leur faut du temps pour se constituer. Devenir learning ne se décrète pas et ne se fait pas en un jour. Il faut mettre en place une politique régionale ayant des visées à long terme. Néanmoins, l'approche par la learning region, malgré les difficultés qui la caractérisent, constitue une démarche opérationnelle pertinente.
(Denis Maillat & Leïla Kebir, « *Learning Region et Systèmes territoriaux de production* »).

Public sector dynamics.

(territorial) Authorities

Small Islands States, microstates – *(développement des) Petits Etats Insulaires, micro-états.*
Exemple : le tourisme durable aux Canaries.
As an example of the tourist industry's capacity to adopt new behaviour patterns in islands, based on the criteria of sustainable development, it is essential to underline the experience of the Institute of Responsible Tourism (IRP from its initials in Spanish). The IRT was created with the support of UNESCO after the World Conference on Sustainable Tourism, held in Lanzarote in 1995[20]. One of the most interesting achievements of the IRT has been to develop the Responsible Tourism System for application in hotels. The system is based on a set of standards, with requirements that are fully in line with ISO 14000 or EMAS standards, which make enormous advances in the commitment of the hotel industry to their destinations.
The requisites to be applied cover aspects like: Water saving and quality - Energy efficiency policy - Renewable energy sources - Minimising and recycling waste - Emission and effluent control - Reduction of environmental impacts - Noise and disturbance limitation - Integrating establishments in the landscape - Integrating supply in the local culture - Good purchasing policy - Compatible and responsible tourist services - Sustainable telematic applications.
The accumulated experience of certified hotels, which started in Lanzarote, has been quite satisfactory. In fact, the hotels themselves have founded a co-operation association called "Biosphere Hotels" that not only exchanges experiences with the counselling of the Institute, but also publicises and offers differentiated services, with the help of electronic information systems.
(Cipriano Marín, « *New tourism challenges on islands : Resources, risks and possibilities in the Information Society. The Canary Islands experience* », Entretiens de Port-Cros, Biodiversity and Tourism Symposium. Placing Tourism in the Landscapes of Diversities: A Dialogue between Nature and Culture, 20-23, September 2000, Port-Cros, France)
Canaries.

Emerging States and Unrepresented Peoples – *Etats émergents et Populations Non-représentées.*
Général : states like to pretend that they are "eternal," but states are really quite ephemeral. Old states fall apart and new ones come into being. In recent years, Czechoslovakia divided into two states, while Yugoslavia and the Soviet Union collapsed into many smaller states. What moves people to claim the right to form a new state, and what leads to a successful outcome (i.e. independence) ? In a globalizing world, with decreasing national sovereignty and closer ties between people everywhere, what is the attraction of forming another independent state ? Repressive governments, denying minority populations their rights, seem to be the main impetus for independence movements. But once independence is gained, the good life does not necessarily begin. Other minorities may, in turn, be disregarded or oppressed in the new emerging state.
(www.globalpolicy.org/nations/sovereign/sover/emerg.htm).

Heartland, « archipelago of centers in an ocean of periphery » - *Centre d'importance stratégique (sens géopolitique). Notions de noyau, cœur, centre, unité « politique ».*
• The heartland's climate, location, and resource distribution have made it what it is, while at the same time the dispersal of its population in an « ocean of land » has resulted in the concentration of both the population and advanced economic activity closer to the archipelagos of large but widely dispersed cities. In today's Russia, major urban centers appear to some as foreign implants; they constitute the country's « spatial elite, » just as the upper class forms the « social elite » that resides within them. To the new anti-globalists these cities are alien and unjustified, maintaining their cosmopolitan character and innovative functions (their raison d'ètre), but doing little to improve conditions in the outlying areas. As Leonid Vardomskiy (2003, p. 86) has observed, « the periphery, deprived of the resources for its economic development, today appears to be Russia's central problem. » In the absence of the demographic or financial resources needed for the heartland's expansion, or to create new urban centers, use must be made of what exists already. It is easier to provide new support to old structures. But where to start and how to proceed?
• Here geography really does echo history: skipping over space is equally as dangerous as leapfrogging in time. To continue with the analogy of an archipelago of centers in an ocean of periphery, and assuming that the ocean is immense because the islands are small and weak, it is necessary first and foremost to strengthen the islands. The best way to reanimate the heartland would be through its « shelf zones » - through the suburbs and satellite-islands of the major conurbations - but such appeals to regional policy as yet have little contemporary resonance in Russia. Thus, the current situation is somewhat different from Hooson's Soviet heartland of the 1960s, and the vast spaces of Mackinder's geographical pivot are now more a source of weakness than security.
(Andrei Treivish, « *A New Russian Heartland: The Demographic and Economic Dimension* »).
Russie.

Circumscription - *Circonscription. Notion de découpage électoral d'échelle communale et inter-cantonale. L'échelle varie selon la zone géographique. Idée reliée : « **Gerrymandering** », découpage arbitraire de circonscriptions électorales à but politique/politicien.*

District - *Territoire géographique : municipalité, circonscription électorale, quartier résidentiel (en fonction du contexte)*

Town - *Petite ville.*

City - *Grande ville. Historiquement, selon le découpage écclésiastique, ville possédant une cathédrale (à l'inverse de « Town »).*

County – *Comté, équivalent au département.*

Local Authority – *Représentation élue et/ou structure gestionnaire locale et technique représentant une administration nationale et sectorielle.*

Local Government Unit – *Gouvernement local, Autorité locale.*
Exemple : the Philippine Local Government Code of 1991 created sweeping changes from centralized government to decentralization.

Local Self-Government – *Notion d'autonomie décisionnelle par délégation de fonds.*
• Issues in moving to increased local self-government have been grouped under three general headings: structural (or institutional) arrangements; local governance; and local capacity.
• In what appears to be an interesting twist, the Kyrgyzstan state administrative unit prepares a budget that is referred to the local council for approval. Once approved, state administration implements the budget. This suggests a higher level of government administers a budget approved at a lower level.
The strategies for strengthening local financial capacity outlined by the Malaysian Minister of Housing and Local Government are interesting: restructuring local authority revenue sources, greater autonomy to revise taxes, deregulation and privatization, enhancing federal and state support, greater community support and participation.
• A fundamental weakness in all these systems is that local revenue is so dependent on fiscal transfers in some form. Such dependency is subject always to the vagaries of central governments. The ability to raise local taxes will need to increase for effective local self-government, but present provisions are inadequate. One of the most common forms of revenue is local property taxes. One of the shortcomings of these is their dependence on the ability of the local property owners to pay them - and the experience of Fiji highlights that difficulty. Another shortcoming - as evidenced in Australia - is the interference of central governments by capping or pegging the annual increases in property tax that can be applied. Alternatives such as Octroi, VAT, (and GST now in Australia) can be more reliable.
• Central-local relations : Local government systems in all countries have different histories but their similarity in the end is marked. They all must relate to higher levels of government, either state or provincial level, or to national governments. The higher levels, by and large, dominate relations.
Being a line agency of higher levels of government does not of itself constitute local self-government. As pointed out in the Korean report, even freely elected councils does not mean self-government if all the local politicians do is administer central commands. Central control, even to the determination of local authorities themselves, is marked in Sri Lanka. Local dependency on centrally allocated funds reinforces the respective weakness and strength of the two levels. There are signs of increasing strength at the local level and cooperation between the levels. In China, for example, local government is increasingly playing a part in local economic development and some local governments are beginning to exercise influence on central government. In general there is a co-dependency and complementarity in central and local government relations in Japan. Rapid urbanization and growth of the metro-cities such as Bangkok, Tokyo and Manila has given them special status, receiving particular arrangements. Sheer size of a city, however, does not guarantee special treatment. It is more likely the relative size of the city's local government. Sydney, with a population approaching 4 million, receives no special treatment, largely because metropolitan Sydney has 40 local governments, some with populations as little as 20,000. (www.unescap.org/huset/lgstudy/comparison1.htm#_Toc450984087

Management

Integrated Management – *Gestion intégrée.*
Général : the ecosystem approach as a strategy for the integrated management of land, water and living resources that promotes conservation and sustainable use in an equitable way.
(www.biodiv.org/programmes/areas/forest/cs.aspx)

Co-Management – *Co-gestion*
Général : the combined effort of governments and groups of interested people (the stakeholders), often called co-management, is increasingly seen as essential for effective and sustainable management.
Caribbean Coastal Co-management Guidelines

Coastal management- *Gestion des zones côtières.*
Général : there are four dimensions to coordination for effective coastal management : horizontal integration of policies, management arrangements and development plans amongst different sectors, services and agencies at a given level of government; vertical integration of policies, management arrangements and development plans from national through to local levels of government; territorial integration taking into account the interrelationships and interdependencies between the terrestrial, estuarine, littoral and offshore components of the coastal zone; the consistent integration of sustainable development objectives policies, plans and management strategies through time.
(University of Newcastle, « *Planning and Management Processes : Sectoral and Territorial Cooperation* »).
Union Européenne

Territorial change management – *Gestion territoriale du changement.*
Général : might the alternative to lengthy, complicated and often frustrating processes of negotiating LED in actor networks be the introduction of territorial management? The term "**regional change management**" has recently started to emerge as a new fashion in the development business. Nevertheless, the term "territorial change management" is a useful metaphor to stimulate creative thinking processes. This does not only relate to the question (intensely addressed by the Austrian authors) of which moderation and communication techniques from organisational development may be applied in territorial development. It also, and in particular, relates to two other points:
- shifting the focus from structure to process. Approaches like LEDA get stuck in endless conflict on structures without moving into service delivery. Territorial change management is a variety of network governance. Which actors and organisations participate, and in which way, will evolve during the process.
- the focus at the customer. Orienting the entire organisation towards the satisfaction of the customer was one of the main objectives of corporate OD processes in the 1990s. Recent territorial development initiatives address the same issue. Companies inside a value chain are supposed to widen their perspective from the direct customer to those final consumers who purchase the products that come out of the value chain. Actors in a cluster are expected to solve the final customer's problem instead of optimising their partial rationality; for instance, in a health care cluster the actors are supposed to define their role not based on their origin in a particular discipline, but with a clear focus at the customer's problem, such as cancer.
(Jörg Meyer-Stamer, « *Governance and Territorial Development Policy, Politics and Polity in Local Economic Development* »).

Finance

Local financial equalization, territorial formula financing (TFF) - *Péréquation financière.*
Exemple : a New Framework for Equalization and Territorial Formula Financing
• The first is the allocation among provinces and territories of the annual Equalization and TFF allotment. The expert panel will consider the Representative Tax System approach used in Equalization and the current Gross Expenditure

Base approach used in TFF, including the treatment of various territorial, provincial and local revenue sources, such as natural resources. The panel will also examine alternative approaches to measuring fiscal capacity based on macroeconomic variables and, if appropriate, indicators of expenditure needs. The panel will also be asked to examine the mechanisms of annual changes to the allocation, which reflect changes in the relative economic circumstances of provinces and territories while ensuring that payments are stable and predictable, to assist them in sound fiscal planning. For 2005-06, the Government will establish the allocation of the legislated levels for both programs pending the recommendation of the panel.
• Second, the panel will be asked to examine evidence-based aggregate measures of the evolution of fiscal disparities among provinces, and of the evolution of the costs of providing services in the territories. The measures will provide information to governments and citizens to inform future federal decisions on the evaluation, at fixed periods in time, of the overall level of support for Equalization and TFF.
• Finally, the expert panel will be asked to study and provide advice on whether Canada should have, on a permanent basis, an independent body to provide ongoing advice to the Government of Canada on the allocation of Equalization and TFF within the framework of legislated levels. The Government of Canada would retain accountability for decisions on allocation.
(www.fin.gc.ca/toce/2004/eq_tff-e.html).
Canada.

Capital mobility – *Mobilité, fluidité des capitaux.*
Général : the velocity of capital traveling through computerized systems transcends physical space, loosening capital investment from obligations and ties to communities and locales. Sandel (1988) argues that privatization ignored the "corrosive" affects of capitalism. Unrestrained capital mobility not only ignores the social, it disrupts community. Power rests in corporations unaccountable to society (Lasch, 1991). Not only has capital become distanced from the social, it has become almost unchained by government, even at the national level. The increased mobility of capital and the new types of international investment transcend the nation-state, eroding its power to control economic, let alone social, matters (Brecher, Childs, and Cutler, 1993). Stateless corporations, some of them with economies that rival the GNP of significant nation-states, force nations to compete with each other for their business.
(Robert Fisher & Howard Karger, « *Social Work in a Private World* »).

Socially Responsible Investment (ISR) - *Investissement Socialement Responsable (SRI)*
Général : ces dernières [les entreprises] ont pris conscience des enjeux du développement durable, en partie grâce aux demandes inhabituelles de leurs parties prenantes. Elles sont par exemple confrontées aux exigences de certains actionnaires qui revendiquent une nouvelle philosophie d'investissement. L'investissement éthique, ou l'investissement socialement responsable, est né aux Etats-Unis dans les années 20 et ne s'est réellement développé en France que depuis la fin des années 90. Au deuxième semestre 2002, près de cent fonds socialement responsables sont recensés sur le marché français, gérés par trente -sept sociétés de gestion, françaises et étrangères. Ces chiffres ne prennent pas en compte la gestion de fonds de partage, dont l'essor en France est moins rapide. La philosophie des investisseurs est d'ailleurs nettement différenciée entre ces deux formes de placement.
Dans le cas des fonds de partage, ou fonds solidaires, une part des revenus des placements, le plus souvent effectués sous forme d'obligations, est reversée à une organisation caritative ou d'intérêt général.
Les fonds socialement responsables, généralement investis en actions, affichent par contre clairement un objectif de rentabilité, à l'image des fonds traditionnels. L'objectif des gérants de fonds responsables est d'assurer une performance au moins égale à celle du marché ou à celle d'un indice de référence, en investissant à la fois sur la base de critères financiers classiques et de critères extra-financiers. Ce choix implique, au niveau du processus de sélection des titres, la prise en considération d'informations sociétales, que ces informations soient émises par les entreprises elles-mêmes ou par différents organismes (ONG, syndicats).
(Frédérique Déjean, « *L'investissement socialement responsable* »,
www.developpement-durable.net/article.php3?id_article=97).

Participative budget - *Budget participatif.*
Général : this paper describes participatory budgeting in Brazil and elsewhere as a significant area of innovation in democracy and local development. It draws on the experience of 25 municipalities in Latin America and Europe, selected based on the diversity of their participatory budgeting experience and their degree of innovation. The paper provides a systematic analysis of the range of experience that can be included in participatory budgeting – in terms of the level of funds being considered, the extent of control and mode of involvement o local citizens, the relationship with local government, the degree of institutionalization and the sustainability of the process – and it considers the questions that are raised by this diverse set of possibilities.
(Yves Cabannes, « *Participatory budgeting: a significant contribution to participator democracy* »).

Exemple : The lessons learned about the Integral Plan of Sustainable Development in Villa El Salvador and its Participative Budget can be seen at different levels :
- The consensus of the agents around a collective vision of the future that is shared and built by everyone, strengthening the territory's identity and the social networks.
- The governing of a poor municipality and the optimization in the use of particularly scarce resources around participatory mechanisms that facilitate the process of sustainable development.
- The improvement of the quality of life of the inhabitants of a city made up of a population with few economic

resources, involving locals in a vision fo development as pro-active agents that strengthen their abilities in a global world and as citizens faced with new challenges for the "positioning" of their social, economic and political communities
(Mario Zolezzi, « *Plan and Participatory Budget in VES : the journey and endeavor of a democratic innovation* »).

Collaborative dynamics.

Immaterial community.

Intellectual capital - *Capital immatériel.*
Général : in an economy based on knowledge, intellectual capital - the untapped, unmapped knowledge of organizations - has become a company's greatest competitive weapon. It is found in the talent of the people who work there; the loyalty of the customers it serves and learns from; the value of its brands, copyrights, patents and other intellectual property; the collective knowledge embodied in its cultures, systems, management techniques, and history. But these vital assets are nowhere found on a balance sheet, only rarely managed, and almost never managed skillfully.
(Thomas A. Stewart, « *The new health of organizations* »).

Social capital, territorial capital, social territorial capital – *Capital social (territorial). Les notions anglophones se réfèrent soit à « social capital », soit à « territorial capital ». La notion intégrée francophone est marginale et se trouve sous l'énoncé de « territorial dimensions of social capital ».*
Général : broader understanding of **social capital** accounts for both the positive and negative aspects by including vertical as well as horizontal associations between people, and behaviour within and among organisations, firms and institutions. This view recognises that "bonding" ties are needed to give communities a sense of identity and common purpose, but also stresses that without "bridging" ties that transcend various social divides (e.g. religion, industry sectors, ethnicity, socio-economic status), bonding ties can become a basis for the pursuit of narrow interests, and can actively preclude access to information and material resources that would otherwise be of great assistance to the community. Bridging is essentially a horizontal metaphor, however, implying connections between people who share demographic characteristics. Social capital also has a vertical dimension, which can be called "linkages." The capacity to gain access to resources, ideas and information from formal institutions beyond the community is a key function of linking social capital. A multi-dimensional approach highlights that different combinations of bonding, bridging, and linking social capital produce the range of outcomes observed in the literature.
(Will Allen, Margaret Kilvington, Garth Harmsworth & Chrys Horn, « *The role of social capital in collaborative learning* »).

• *Territorial capital* : the "territorial capital" represents all of the elements available to the area, both tangible and intangible, which in some respects constitute assets and in others constraints.
The concept of "territorial capital" is not static but **dynamic**. It corresponds to the analytical description of how those seeking the room to take action see the area. It is therefore related to the territorial project concept and to the bid for territorial competitiveness. Each area endeavours to find its place by focusing on access to markets, its image, its potential to attract people and businesses, its ability to renew its governance, etc.
The territorial capital refers to the things that constitute an area's assets (activities, landscape, heritage, know-how, etc), and are not part of an accounting inventory exercise, but are intended to identify the distinctive features of an area whose value can be enhanced. In some areas, for example, this may involve the ad-hoc restoration of elements that are falling into ruin and whose disappearance would result in even greater anonymity for the area.
(« *Chapter 2 : Territorial capital and territorial project* », www.europa.eu.int/comm/archives/leader2/rural-en/biblio/compet/sub21.htm).

• *Capital social territorial* : il conviendra de ne pas oublier le lien territorial qui rappelle l'unicité de chaque capital social, ce dernier participant à la construction ou au maintien des valeurs culturelles partagées par la communauté concernée. Le territoire constitue en effet le socle des relations entre individus qu'il dote d'un sens supplémentaire : le sentiment d'appartenance à la communauté d'un village, un quartier, etc., et de participer d'un destin commun.
(Dominique Paule Decoster, « *Capital social et maillage du territoire* »).

• *Exemple* : par ailleurs, si l'analyse conceptuelle des travaux de P. Bourdieu et R. Putnam nous fournit une vision du capital social limitée à l'individu, il paraît également éclairant pour diagnostiquer le niveau de vitalité systémique d'un micro-territoire, d'identifier les liens qui unissent les divers acteurs, mais aussi par la voie d'un tableau de bord local d'en étudier l'évolution au cours du processus. Cet exercice trace un profil du maillage territorial local dont voici deux exemples :
- Le premier porte sur le programme communal de développement rural de la commune des Bons Villers, entité de 8.728 habitants située en province de Hainaut.
L'initiative de mise en œuvre d'un tel projet de développement local revient, suivant les termes de la législation de la Région wallonne à l'autorité communale. Cette dernière fait appel à des experts extérieurs. Ici, en l'occurrence à la Fondation Rurale de Wallonie et à l'Université Libre de Bruxelles. Il s'agit là du premier partenariat de projet autour duquel les compétences internes s'associent à une expertise externe ; les extérieurs seront avant tout des agents de maïeutique, accoucheurs de capital social. Ensuite, la démarche partenariale s'étoffe de groupes cibles : porteurs de projets, enseignants, associations, etc. puis d'habitants. L'ensemble de ces acteurs établit un diagnostic participatif et de cet exercice commun naissent lentement des relations de confiance réciproques tout en tissant le capital social collectif. Ce dernier tient compte des sensibilités particulières et vise l'intérêt collectif de la communauté locale. Une prochaine étape consistera en la suscitation d'un maillage entre associations. Car, si bon nombre d'habitants appartiennent et sont actifs au sein du monde associatif local, ce dernier reste cloisonné. On assistera alors à la constitution d'un capital social collectif.

- Le deuxième exemple traite de l'aménagement d'une friche charbonnière en jardin urbain à Couillet-Marcinelle.

Dans les années 9O, la ville de Charleroi devint propriétaire d'un ancien site charbonnier. Les habitants voisins de ce site l'utilisaient comme lieu de promenade, de jeux. Il était malheureusement aussi le théâtre d'actes délictueux : décharge clandestine d'entreprises du bâtiment, incendie de voitures volées. Profitant d'un financement, la Ville entreprit d'assainir le bien en partenariat avec d'autres acteurs locaux. Ainsi, elle contacta l'ULB pour qu'elle organise une formation au métier d'éco-cantonnier pour des personnes handicapées inscrites à l'AWIPH. Une association d'animation du quartier fut sollicitée afin de contacter les habitants voisins pour connaître leurs souhaits en matière de transformation du site en jardin urbain. Plusieurs rencontres furent organisées entre les divers partenaires cités et la population. Enfin, un marché public doté d'une clause sociale visant l'encadrement des stagiaires handicapés compléta le partenariat. Il est étonnant, aujourd'hui de visiter ce jardin : aménagé sur la construction d'un capital social unissant tous ces acteurs, il reste de qualité.
Cet exemple s'il fut un exercice de construction de capital social tant au niveau de la conception de l'aménagement du site que de la réalisation du chantier, les habitants exerçant un réel contrôle social tant durant les travaux qu'à ce jour ; le jardin a conservé cette faculté, il est toujours un lieu de détente, de rencontre, d'échange, du maillage social. Les espaces collectifs conçus suivant cette méthode de co-production, associant les futurs usagers, restent au quotidien une source constante de capital social.
Il convient aussi de se poser la question des temporalités conjointes, partagées pour instruire la convivialité à la construction de capital social. Car, sans rencontre, il n'est pas de liens sociaux susceptibles de produire un projet de vie partagé, la virtualité ne peut s'y substituer. Je souhaite toutefois faire une remarque par rapport à ces deux exemples de processus de construction d'un capital social. Ces deux initiatives sont parties une volonté politique communale et cette démarche met l'autorité locale en situation de locuteur. Cet élément représente un frein psychologique pour passer au stade de codécision et coproduction de projet de développement appliquant le principe de gouvernance locale. La démocratie participative patine encore et éprouve des difficultés à s'exprimer. J'insiste sur ce point pour que les services d'éducation permanente continuent à exercer leur insolence créatrice en formant les individus à l'interpellation citoyenne. J'ajoute que ce frein à la participation n'est pas le reflet d'une volonté politique locale, mais qu'au contraire même sollicitée, elle se fait encore trop désirer. Il s'agit sans doute d'un comportement sociologique, gravats de nos anciennes structures économiques industrielles des deux siècles précédents.
(Dominique Paule Decoster, « *Capital social et maillage du territoire* »).
Belgique.

Knowledge management (KM) – *Gestion de/par la connaissance.*
Général : many government departments and agencies have considered ways to best use knowledge resources to improve their business. Knowledge management (KM) builds on earlier approaches of data management and information management and adds a higher level of complexity with the inclusion of meaning, networking, collaboration and business process improvement.
KM has also emerged as an inter-disciplinary framework to assist organisations to engage in the wider information/knowledge economy. Technology is only one element in this engagement; content, process and people aspects also need to be considered. The information economy has a strong focus on networks, which requires organisations to focus on knowledge creation, values, ethics and cultural drivers to optimise the use of their knowledge resources.
Public sector agencies throughout the world are at the forefront of implementing KM. Closer citizen engagement, cross-agency collaboration and efficiency dividends are driving agencies to adopt initiatives that focus on making the best use of knowledge within them.
While many organisations may not use the term 'knowledge management' to describe their activities in this area, many relevant activities are undertaken to enhance organisational learning, improve service delivery, and build capabilities and flexibility.
(www.agimo.gov.au/practice/delivery/checklists/knowledge)
Australie.

Exemple : KM_LINE, *Knowledge Management for Local Innovation NEtworks*.
The Regional Dimension : the question of geographical scale is crucial in the knowledge society. Territory and proximity play a central role in the genesis of tacit knowledge and in the capacity to exploit it. The region is increasingly the level at which innovation is produced through regional networks of innovation, local clusters and the cross-fertilising effects of research institutions.
(www.cs.man.ac.uk/~lopatena/cerif/ kmlinemeeting/KM_LINE_overviewAP5.ppt)
Italie.

Exemple : Korea has been developing integrated knowledge management systems to improve sharing of information and practices, and thereby enhance individual and organisational competence. In December2000, the Ministry of Government Administration and Home Affairs (MOGAHA) launched the Government Knowledge Management System (GKMS). Any member of the organisation can register his or her specialised knowledge in the GKMS, so that others can access useful ideas or know-how necessary for their work. Knowledge thus registered is evaluated by other members of the organisation. Based on these evaluations, the person who registers the knowledge can earn "mileage" that serves as a basis for monetary rewards, promotions or prizes. In December 2001, the MOGAHA created the Government Knowledge Management Center, a server that links the GKMS s of various public organisations. The MOGAHA will provide knowledge management programmes to other public organisations as well as training in the use of the GKMS.

(OCDE, « *Creating new synergies for public governance. New Public Governance and Territorial Development* »).
Corée du Sud.

Collective intelligence, Joined-up thinking, Collective efficiency – *Efficience (efficacité) collective. Notion d'approche décloisonnée entre secteurs, autorités, politiques… dans un but de gestion (gouvernance) cohérente d'un territoire.*

Joint-Management of territories – *Co-gestion de territoires.*
Exemple : in order to enhance joint management operations in the future the NT Government and Northern and Central Land Councils have agreed to the following overarching objective :
"*To establish, manage and maintain a comprehensive, adequate and representative system of parks in partnership between traditional owners and government, which:*
- recognises, values and incorporates Aboriginal culture, knowledge, traditional decision making processes and the millennia of Aboriginal land management practices that have shaped the Territory's biological diversity,
- returns benefits to traditional owners and advances traditional owner interests,
- protects biological diversity,
- serves visitor and community needs for education and enjoyment, and
- enjoys widespread community support."
For the new joint management arrangements to proceed amendments to the Territory Parks and Wildlife Conservation Act, will be required which will take into account the following:
• Recognition of Aboriginal culture, knowledge and decision-making processes ;
• Utilisation of the combined land management skills and expertise of both joint management partners;
• Recognition of the need for institutional support and capacity building of all participants;
• Living areas in, or in close proximity to parks and reserves will be recognised as an integral part of natural and cultural resource management;
• The Minister responsible for Parks and Wildlife will continue to have statutory responsibilities and functions with respect to the Parks Estate;
• Cooperative management agreements for areas of land outside the Parks Estate may be considered;
• A process for the consideration of applications for mining and petroleum will be established.
Joint management is a process, about working together cross culturally and building on common ground. For further reading about joint management and the NT parks system please refer to the following web address.
(Shirley Carne , « *Joint management of Territory Parks* Gouvernement australien »).
Australie.

Team approach – *Approche participative, travail en équipe.*
Exemple : the Clinton administration's Food Safety Initiative, begun in 1997, strengthens the efforts of all the members of the nation's food safety team in the fight against food-borne illness, which afflicts between 6.5 million and 33 million Americans every year. One of the initiative's major programs got under way in May 1998 when the Department of Health and Human Services (which includes FDA), the U.S. Department of Agriculture, and the Environmental Protection Agency signed a memorandum of understanding to create a Food Outbreak Response Coordinating Group, or FORC-G. The new group will :
• increase coordination and communication among federal, state and local food safety agencies,
• guide efficient use of resources and expertise during an outbreak,
• prepare for new and emerging threats to the U.S. food supply.
Besides federal officials, members of FORC-G include the Association of Food and Drug Officials, National Association of City and County Health Officials, Association of State and Territorial Public Health Laboratory Directors, Council of State and Territorial Epidemiologists, and National Association of State Departments of Agriculture.
(« *Food Safety : A Team Approach* », www.cfsan.fda.gov/~lrd/foodteam.html)
USA.

Project management – *Gestion par projet, non hiérarchique et collective.*

Networking – *Réseautage.*

Network centric – *Notion de réseau et non de plate-forme, où la vitesse de réaction se trouve accélérée, l'interaction entre décideurs et acteurs devenant instantanée.*

Material community

Community – *Groupe, ensemble de personnes, population (liée à un territoire), communauté. Sens large de « société de personnes dans une collectivité.*

Community center - *Centre social.*

Intrinsic community- *Notion d'appartenance, de « communauté d'appartenance ».*
Jurisdictions often based in national, regional, and/or local identity, but may also reflect religion, tribe, or ethnicity.
(Gary Marks & Liesbet Hooghe, « *Types of Multi-level governance* »).

Smart community - *Communauté solidaire numérique, « communauté virtuelle ». Notion reliée à l'économie de la connaissance, la démocratie numérique (digitale).* ***Cf. « E-democraty / Democratic process / Governance »***
Général : smart communities are **Ageographical areas** ranging in size from a neighborhood to a multi-county region whose residents, organizations, and governing institutions are using information technology to transform their region in significant, even fundamental ways@ (Eger, 1997). According to Eger (1997), the propagation of technology in smart communities is not an end in itself, it is expected to result in community benefits such as economic development, job growth, and an increased quality of life.
There are a number of factors underlying the smart communities concept. The first is the notion that economic development and growth results from interaction between people in settlements (see Jacobs, 2000; also Coulson, 2000: 6-8). According to Jacobs, economic expansion is a function of the exchange of imports between people and of the addition to those imports of human capital, which is defined as Askills, information and experience resulting from investments made by the public, by parents, by employers and by individuals themselves@ (2000: 56).
The second consideration relates to the importance of sub-national localities or city regions in the global economy. City-regions are becoming the Aloci@ for multi-stakeholder networks, new forms of co-operation and, consequently, the learning which is at the core of economic growth (Paquet and Roy, 1995: 152; also Smilor, et. al., 1991). In fact, city-regions increasingly function as Anodes of the global economy and as distinctive actors on the world stage@ (Scott, et. al., 1999: 1).
Third, is the belief that information technology provides the new tools for wealth creation in the knowledge-based economy (Eger, 1998: 1). These three factors, in combination, provide a foundation for the smart communities movement; new technologies B as elements of an infrastructure B can facilitate economic development and growth by providing for networks and social learning at the local level and, at the same time, providing linkages to the global marketplace.
An important element of the smart communities concept is its emphasis on collaboration among the different functional sectors in a socio-economy: government, business, academia, non-profit organizations, and others (Eger, 1997: 4). This cooperation is necessary because communities will have to compete for Ahigh-value residents, jobs, and businesses in the years ahead@ (Eger, 1997: 4). As phrased by The Economist, A[g]overnments form such a crucial part of the business environment that, when all else is equal, firms and skilled people may prefer to go where the benefits of e-government are available@ (June 24 b, 2000: 33).
A smart community initiative becomes an integrated approach to helping entire communities go on-line to connect local governments, schools, businesses, citizens, and health and social services in order to create specific services to address local objectives and to help advance collective skills and capacities (Coe, et. al., 2000: 14).
This collaboration among sectors is expected to bring about such community benefits as economic development, job growth, and an increased quality of life (Eger, 1997: 4). That these factors are increasingly important is demonstrated by a recent Associated Press story suggesting that because of high living and business costs, shortage of qualified workers, and worsening traffic, Silicon Valley may become victim of its own success (National Post Online, 2000).
(Tony Coulson, « *Smart communities and democracy* »).

Virtual community – *Communauté virtuelle.* ***Cf « E-democracy / Democratic process / Governance ».***

Community development – *Développement local (types canadien et irlandais).*
Général : CD covers issues ranging from urban renewal and regional development to labor-management relations and international economic development. Regarding urban renewal, local government and nonprofits work with business communities to fit workers' training to business needs, among other things. Governments also create incentives for businesses to engage in work that is beneficial for business as well as for the community. At the regional level, there are examples of business, local governments, nonprofit organizations, and local labor organizations coming together in order to determine strategies for countering the negative effects of de-industrialization. « Community development » also covers international economic development efforts, many of the most interesting examples of which take place at the local level (micro-lending).
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4748)

Community governance – *Gouvernance communautaire, « gouvernance locale ».*
• Community Governance is a concept that recognises that **« ownership » of the « wicked issues »** rests with the community as a whole. Effective ways forward will require the cooperation of many participants each of whom has a part to contribute to an answer. Participants will be individuals and organisations from the private sector/ society at large, the public sector/governments and the community/not-for-profit sector.
• The outcomes that we share as members of a community relate to environmental sustainability and quality of life, as well as economic performance. We do not have good measures as to conditions in these areas. This is a marked contrast to the number and variety of indicators with regard to financial and economic performance. We need to develop good outcome indicators – across the board.
• Elected governments at national, regional, territorial and community board levels have the democratic legitimacy to provide a strategic leadership role in establishing and maintaining community governance processes. No other bodies have such a mandate. Governments also have some competencies that are generally scarce. These include areas of

technical and professional expertise, networks and contacts and experience and skills in running decision-making processes in a community context (such as strategic and annual planning processes).
(Mike Richardson, « *Community Governance : Resource Kit* »).

Community-based environmental governance – *Gouvernance environnementale communautaire, co-gestion environnementale.*
Général : rural territorial development's emphasis on the articulation and coordination of productive transformation and institutional development within a defined rural territory runs counter to the strong tendency for localization in environmental governance, which fragments and isolates locally-based initiatives.
(Adam Schachhuber, « *Social Movements, Environmental Governance, and Rural Territorial Development : An International Perspective* »).

Community-based environmental management – *Gestion participative de l'environnement,*
Général : recent developments in environmental management go beyond traditional state regulation and market approaches, and move toward placing more emphasis on the role of community in environmental decision-making. The purpose of this paper is to analyze this developing trend of so-called community-based environmental management (CBEM), and to explore its potential contribution to sustainable development.
Unlike conventional state-centric environmental management, which often neglects the social dimension of environmental issues, CBEM advocates that local communities are the major stakeholders in environmental decision-making. Hence, it is necessary to empower local communities to enhance their capacities in managing th local environment. In practice however, this is not an easy task. The implementation of CBEM is not alway effective, especially in regions with declining social development caused by the process of globalization.
In this paper, we propose to integrate environmental management with local development issues. We suggest taking the concept of "the third system" as a foundation for the implementation of CBEM. Here we refer the third system as economic activities stimulated by local non-profit organizations in the space between public and private sectors. Through an environmental conservation program run by a non-profit organization in a severely economically challenged and remote aboriginal village located in Hua-lian County, Taiwan, we show that this form of CBEM can help conserve local ecological systems, empower the community and stimulate local economy via job creation. The local community thus can better reach ecological, social and economic sustainable development.
(Tsung-hsiu Tsai & Tse-fong Tseng, « *Community-based Environmental Management and Sustainable Development* »).

Economics.

Economic system – *Système économique.*
Général : businesses operate in a wide array of environments, from capitalism as understood in the United States, to the « social market economies » of Western Europe (with significantly more labor and government involvement in business decision-making at strategic and lower levels), to the political economies of developing countries with more « business-friendly » environments (Maquiladoras in Mexico), or more stringent restrictions on what business can

and cannot do (China, the Islamic world). As economic systems vary, so do business strategies for operating within—or moving operations out of—them (the shift of information technologies and communications work from the U.S. to India). More generally, businesses in different economic systems must deal with different tax systems, labor laws, accounting and reporting legislation, environmental regulations, and so on.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4846).

Economic governance – *Gouvernance économique.*
• The Quality of economic governance index (QEGI) is estimated as the weighted average of principal components of the standardized economic governance indicators, where weights are variances of successive principal components. The paper reports the QEGI for 71 developing and transition countries in 1998-2000. The evidence from a simple scatter diagram and a cross-country regression analysis shows that the better economic governance positively affects the economic performance (e.g., rise in per capita income, decline in poverty level, etc.) for sample countries in our analysis.
• Measures of economic governance put Lesotho at the top of the list, and is followed by Fiji, Jordan, Yemen, Maldives, Swaziland, etc. On the other hand, countries like Belarus, Cameroon, and Ecuador are at the bottom in the QEGI rankings. China (26), Philippines (31), Peru (37), Kazakhstan (43) are in the fair group of QEGI rankings. In the poor category, we have countries like, India (48), Turkey (51), South Africa (52), Argentina (57), Bangladesh (67) etc.
(Sudip Ranjan Basu, « *Estimating the Quality of Economic Governance : A Cross-Country Analysis* »).

Growth coalition - *Coalition de croissance.* ***Cf « Urban regime / Urban context »***
Théorie américaine des années 70-90. (Molotch et Logan). Les propriétaires fonciers et milieux d'affaires en sont les principaux bénéficiaires directement ou indirectement (médias, commerces…). Ils se constituent en élite économique et « vendent » aux autres acteurs que « la croissance est bénéfique pour tous ». Les élus locaux ne sont pas forcément membres de celles-ci. Théorie critiquée par son centralisme (cœurs de ville et pas leur environnement) et localiste (centré sur les acteurs locaux).

Général : the phrase growth coalition describes a situation where two or more parties co-operate to promote policies that will encourage investment and productivity growth. The notion is vulnerable to ideological fashions. In recent years, many people influenced by neo-liberal ideas have been sceptical that governments can get together with any other group to agree on policies and action that actually will promote economic growth. Neo-liberal ideas imply that such coalitions will be either ineffective, corrupt, self-interested, or perhaps even damaging for economic growth. Deborah Brautigam, Lise Rakner and Scott Taylor disagree. They suggest that there is considerable accumulated evidence that growth coalitions, between government and organised business groups, can be effective, both in terms of process (i.e. in working together), and in terms of outcomes (i.e. in actually promoting economic growth). But nearly all the solid examples for contemporary developing countries derive from Asia. Can growth coalitions between government and business also work for Africa ? Their article examines the recent experiences of three African countries: Mauritius, Zambia, and Zimbabwe. The conclusions are mildly optimistic.
(Mick Moore, « *Government-business relations in Africa* »).

Corporate governance – *Gouvernance d'entreprise. Notion reliée : responsabilité sociale des entreprises, CSR «* **Corporate Social Responsability** *».*
Ensemble de relations entre la direction d'une entreprise, son conseil d'administration, ses actionnaires et les autres parties prenantes. La gouvernance d'entreprise fournit également le cadre au sein duquel sont fixés les objectifs de l'entreprise et définit les moyens de les atteindre et de surveiller les performances (Code OCDE 1999) (Alliance/FPH).

Exemple : **corporate governance and accountability**. *Prise en compte des « parties prenantes », transparence.*
Général : in the news recently have been a spate of corporate scandals—most famously Enron—which illustrate various kinds of failures of corporate governance and accountability. This topic addresses stakeholder relations: Are corporations equally responsible to employees and the communities in which they operate as they are to shareholders? (As a matter of best practice? As a matter of law?) Should they be ? How can boards responsibly mediate among the interests of different claimants to the corporation? How do managers and boards relate ?
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4849).

Exemple : **corporate environmental and social responsability and accountability**.
The spate of recent corporate frauds and collapses is final proof that tougher laws are required to control corporate activity, particularly with respect to the way corporations are governed. But it has taken the spate of recent corporate frauds and collapses involving companies such as Enron, Worldcom and HIH, to sound the alarm bells and provide final proof of the fact that the corporate sector can not be trusted to continue with such a high level of self-regulation. This has prompted calls, within Australia and internationally, for stronger corporate laws to ensure corporations are governed more fairly, transparently and in a way that is accountable to their shareholders and the community.
Calls for stronger corporate laws cannot be viewed from just a financial perspective. The impacts of corporate activity on the environment and the community tell us that it also needs to be viewed from an environmental and social perspective. Therefore, corporate law reform must deliver strong laws that will ensure companies are governed in an environmentally and socially responsible way and that environmental and social impacts are considered in

corporate decision making.
Australie.
(Michael Kerr, « *Corporate Environmental & Social Responsibility : A Law Reform Approach* »).

Exemple : **corporate governance for sustainable peace**. *Gouvernance d'entreprise pour une paix durable.*
Acts of violence toward multinational corporations have important consequences for the way these companies will need to structure their approach to international business. This Article proposes four contributions that corporations can make to sustainable peace. By incorporating sustainable peace as a business objective, multinational corporations may be able to blend extant corporate governance principles with a goal that can significantly contribute to the reduction of violence in society.
(Cindy A. Schipani & Timothy L. Fort, « *Adapting Corporate Governance for Sustainable Peace* »).

Corporate citizenship - *Entreprise citoyenne.*
Général : corporations are important community members, with both rights and obligations. Aside from corporate philanthropy, this topic includes corporate involvement in efforts at urban renewal (Enterprise Zones), in measures helping laid-off employees find alternative training and/or jobs, and in campaigns warning consumers of the potential dangers of their products (Phillip Morris's campaign against under-age smoking). Corporate citizenship involves businesses taking into account the social impacts of their everyday operations – and where those operations can address pressing social problems.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4749).

Mesocorporatism - *Méso-corporatisme. Notion récemment apparue, pour sortir d'une approche nationale. Il n'en existe pas de recensement. Des exemples sont la Communauté autonome de Madrid ou la City de Londres.*
Exemple : since 1979 major reforms have been undertaken with regard to the structures governing London's financial markets. Prior to the late 1970s the City's formal regulatory apparatus was minimal. Common law and convention provided the foundation for City regulation under the rubrics of 'mesocorporatism' (Moran 1991: 13-4) and 'gentlemanly capitalism'. Mesocorporatism refers to a scenario in which regulatory tasks are dispensed by private associations under conditions of limited economic competition. These private arrangements were underpinned by gentlemanly capitalism. This describes the system of shared rules, norms and values cultivated by the homogeneous social elite extant in the City in this period (Moran 1991, 2001a, 2001b; Michie 1992, 1998; Kynaston 1994; Thompson 1997a, 1997b; Augar 2000). The culture of trust engendered by gentlemanly capitalism allowed supervision of London's markets to be undertaken on an informal and self-regulating basis by senior members of the City hierarchy. As Kynaston (2001) comments, the City "was a place where a powerful, almost tribal elite maintained generally strict standards on those it was willing to do business with". This, combined with international stability, limited competition and the definition of activities within clearly defined sectoral and spatial boundaries rendered markets liable to domestic regulation by informal rules, obviating the need for draconian external regulation by state agencies (McKenzie & Khalidi 1996; Goodhart 2000).
(Richard Woodward, « *Slaughtering' the British State? Transgovernmental Networks and the Governance of Financial Markets in the City of London* »).
Grande-Bretagne.

Multiculturalism - *Multiculturalité, multiculturalisme.*
Général : questions are raised about whether industry has responsibilities to various groups of employees that have historically been excluded from the opportunity structure of organizations, for example, on the basis of gender or race. Multiculturalism also directs attention to those who have sometimes been called "marginalized workers" (Wal-Mart's sub-contracted undocumented cleaning crews, or undocumented agricultural workers in California and throughout the country). If companies do have responsibilities to such workers, what are they? Related questions are whether it is sufficient for business to comply with public policies in these matters; whether there are broader corporate obligations to accommodate diversity in and out of the workplaces; or whether – and under what conditions – companies can actively benefit from diverse workforces by tapping into new perspectives, or new and possibly better ways of doing business.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4845).

Transnational corporation – *Entreprise transnationale, entité économique ne se référant plus du tout aux Etats-nations. Notion liée à la vision du monde en tant que marché global libéralisé.*
Exemple : pointing out that the quest for monopoly profits can lead companies to constrain food access for poor people, United Nations Special Rapporteur Jean Ziegler affirmed in October 2003 that "despite the fact that Transnational Corporations increasingly control our food system, there are still relatively few mechanisms in place to ensure that they respect standards and do not violate human rights." Even the mainstream press has begun to focus on the problem. The editorial page of the New York Times declared las December that "it is essential to reverse the trend toward concentration in American farming." Key stakeholder groups are similarly concerned. Since 2002, in partnership with the National Catholic Rural Life Conference, the Center of Concern has been building the Agribusiness Accountability Initiative (AAI) into an international network of representatives from farm, labor, consumer, environment, church and development groups willing to work together to confront the political influence and market power of transnational agri-food companies Hosting forum events in Chicago, Kansas City, London Brussels and Sao Paulo, AAI has convened over 300 civil society leaders from more than 30 countries to share their

analysis of food industry issues, to support each other's existing reform efforts, and to create new cross-constituency research and advocacy to promote a more socially, politicall and environmentally sustainable food system.
(Peter 0'Briscoll, « *Trade, Transnational Corporations, and Hunger* »).

Transnational issues – *Questions globales.*
Général : one common matter under this heading has to do with cross-national mergers and acquisitions, many of which have been fraught with difficulties (Daimler-Chrysler). Global issues include a vast array of trade agreements (from GATT to NAFTA – the latter especially associated with controversial provisions affecting workers and the environment). A recently much discussed issue concerns international labor standards, in the news partly as a result of consumer boycotts against companies that out-source production in countries with poor labor standards and sometimes child labor (Nike). Also included under this topic are environmental issues (the Kyoto Protocol) and health crises (the AIDS epidemic in Africa, and different pharmaceutical companies' strategies).
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4848)

Industrial ecology – *Ecologie industrielle.*
Général : the study of metabolism allows to benefit from an overall perception of circulation of material and energy flux and stocks from a territory. Results emerging from such an analysis enable to legitimate and facilitate the setting up of local environmental protection policies and therefore constitute a decision-making tool which cannot be overlooked.
The industrial ecology approach, answers the needs for an harmonisation of the relations between our societies and the biosphere and therefore corresponds with sustainability objectives which themselves are supported by an evolving legal framework. The industrial ecology approach is supported by a participatory process which is not only justified by a renewal of the local level but which feeds as well this renewal by increasing territories' attractiveness. Finally, the development of industrial ecology is an economic development stake for enterprises, as it facilitates a healthier relation with the local authority and efficiency due to an increased activity and emerging new markets.
(www.auxilia.asso.fr/pages/articles/fiche.php?s_code=innovative)

Services economy – *Economie de services, économie servicielle.*

Social economy – *Economie sociale et solidaire.*
L'Economie Sociale et Solidaire englobe une gamme de projets émanant de l'intérieur des sociétés. Elle contribue à la création d'emplois et développe les capacités des entrepreneurs sociaux. Cette économie accorde la priorité au travail plus qu'au capital. Elle est basée sur un système de prise de décisions démocratique, sur une implication sociale importante et sur la qualité des relations humaines. C'est une économie qui valorise le capital social et l'utilisation durable des ressources naturelles, pour impulser la créativité et la proactivité des acteurs, individuellement et collectivement.
(www.ripess.net/article.php3?id_article=28)

Social enterprise – *Entreprise sociale. Entreprise de l'économie sociale et/ou solidaire ou du tiers secteur. Statut temporaire car rejoint souvent le marché concurrentiel classique tout en préservant ses valeurs initiales.*

Social change – *Mutation(s) sociale(s).*
Général : myriad kinds of social change can affect how companies do business, from demographics (an aging workforce) to political upheavals (protests against globalization at recent meetings of the World Economic Forum). In some instances corporations have been forced to make major changes in how they operate, as a result of social change (Shell in Nigeria). At the same time, business can be involved in bringing about important social change (micro-lending, community and economic development domestically and in other—usually developing—countries). Also covered under this topic are issues concerning the management of workforces with values that are different from those of top management—both domestically and internationally.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4859)

Exemple : social Process of Production
The social process of production involves industry in working together with workers, communities, and governments to shape how goods are produced and services rendered. Team work, total quality management, and employee empowerment are issues that frequently arise in cases and readings under this topic heading. Using ethical and environmental criteria in managing relationships all the way along the supply chain is an emerging area of interest.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4862)

***Social Need* (as Business Opportunity)** – *Besoins (droits) sociaux.*
Général : some business leaders are developing a creative mindset that allows their companies to identify business opportunities on the basis of a wide range of social needs, such as literacy and other education and training needs in impoverished communities. The pharmaceuticals industry has recently launched high-profile direct-to-consumer marketing of drugs for depression, heartburn, and a range of other ailments, hoping to better meet consumers' health needs (and hoping that consumers will press their doctors for specific drugs). A few pharmaceuticals companies have also recognized the need for AIDS drugs as both a business and social opportunity in Africa, hoping to stem the epidemic while also building good will and sustainable business.

(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4861)

Wage Issues – *Politique salariale, questions salariales.*
Général : usiness makes many choices that directly affect wages, including decisions about whether to hire a relatively larger number of low-skilled, low-wage workers, or whether to use fewer higher-skilled, higher-wage employees. One aspect of this topic much in the news recently is executive compensation, where questions have been raised about the oversight of executive compensation by boards, the relationship of compensation to current or future firm performance, and the fairness of high salaries and bonuses and expensive severance packages for executives of companies whose workers are dealing with stagnating wages, less extensive benefits, and or lay-offs. Wages are of primary concern in union-management negotiations, and often entail concomitant negotiations about organizational processes and structures (as, for instance, when labor makes wage concessions for job guarantees). Local governments sometimes give tax breaks to companies in the expectation that jobs – and livelihoods – will be retained. The mobility of capital and the offshoring of jobs from higher wage (developed) to lower wage (developing) countries also has wage implications, positive and negative, for employees in all locations.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4868).

Close economic relationship, economic network – *Relations économiques étroites, économie en réseau. Notions proches : économie de proximité, voisinage économique.*
• Général : l'**économie de la proximité** propose de d'analyser les questions de coordination en considérant des agents situés, à la fois dans le sens de leur localisation dans un espace géographique et économique et, plus généralement, dans le sens de leur positionnement, stratégique ou non, leur encastrement dans un faisceau d'interrelations qui conditionnent leurs activités productives et commerciales, mais aussi d'innovation. En mobilisant un entendement pluriel de la proximité, géographique et non géographique (on parlera alors de proximité "organisée"), on peut alors rendre compte de la manière dont les agents situés construisent leurs représentations, donc leurs anticipations, de manière interdépendante.
Dans un optique interactionniste, les avancées conceptuelles récentes dans le champ des réseaux (réseaux sociaux, réseaux stratégiques, réseaux d'alliance, …) offrent un apport important à une meilleure compréhension de ces phénomènes. Le réseau apparaît comme le lieu privilégié de mécanismes plus ou moins complexes de coordination. Un lien entre deux individus n'implique pas une interaction mais peut constituer un support à cette interaction et par là contribuer à la construction de leur coordination; à l'inverse une interaction ne nécessite pas un lien, mais la répétition de l'interaction peut générer ce lien et, par là, une connaissance réciproque entre les deux agents susceptibles de fonder leurs anticipations respectives sur la base d'une régularité de comportement, d'un échange d'information, ... et par là leur coordination.
(www.iza.org/en/calls_conferences/cfp-proxi2004.pdf)

Archipelago economy – *Economie d'archipel. Notion de transversalité de l'économie croisant les états-nations et les économies nationales.* ***Cf. « (territorial) Authorities / Public sector dynamics ».***
Général : les activités s'y organisent à la fois en réseaux planétaires, structurés par les espaces métropolitain et en communautés locales puissamment concentrées. Sous l'apparence de l'homogénéisation des productions, des échanges gommant les macro-différences, on assiste à la mise en place de nouvelles inégalités entre métropoles et périphéries, qui deviennent des zones traversées et non desservies, au sein même des métropoles qui connaissent un accroissement des disparités de revenus.
(Pierre Veltz, « *Mondialisation, villes et territoires* »).

Exemple : *les fusions/acquisitions en Allemagne, indicateurs d'une nouvelle économie relationnelle.*
In order to identify the logic behind changes in the location of economic activity and decision-making, four factors are analysed across ten different industrial sectors. These factors include the presence of economies of proximity and agglomeration, the degree of metropolitan interconnectivity (or '**archipelago economies**'), the concentration of economic activity in large urban metropolitan areas, and the role played by geographical distance in shaping M&As (mergers and acquisitions). The results indicate that a simple old vs.new economy dichotomy does not explain changes in the location of economic decision-making and activity across sectors. The evolution of the location of economic activity in Germany is fundamentally dependent on local, institutional and, above all, industry-specific characteristics.
Agglomeration economies and, to a much lesser extent, geographical distance seem to have been the main factors shaping the restructuring of the territorial distribution of economic power and activities in Germany. From this perspective, M&As represent both a symptom and a cause for the increasing concentration of economic decision-making in large urban areas and of the rise of the economic power of large metropolitan areas.
The analysis of M&As in ten industrial sectors has highlighted that the often mentioned distinction between the spatial implications of an old and a new economy is oversimplified and misleading. The markets of M&As in sectors within the new and the old economies are affected by similar forces of economies of proximity, concentration and agglomeration, although in significantly different ways from one sector to another. Physical distance is another important factor, as there is relatively little sign – with the exceptions of the media and IT/CT sectors – of geography losing importance in economic transactions. Even in some new economy sectors, such as finance and insurance, proximity plays as important a part as ever, casting doubts on the much-publicised existence of general trends towards the emergence of a weightless economy or the end of geography. The results of our research into the geography of M&As in Germany during the 1990s have in many ways provided insights that deepen our

understanding about the interdependencies between takeover activities and their spatial implications and location-specific determination. Corporate takeovers and mergers seem to be relational, and contingent on industry-specific and geographical context-bound processes .
(idem).
(Andrés Rodríguez-Pose and Hans-Martin Zademach, « *Geographical Dynamics in the Old and New Economy – Analysing the German Markets of M&As* »).
Allemagne.

Supply chain management, Partner Relationship Management (PRM) - *Gestion de la chaîne de production. Mode de gestion liée à la territorialisation de la production : secteur d'entreprises, secteur/district industriel, SPL.*
Général :
• PRM is currently used to define three specific functions : Partner information management, Lead management, Marketing materials management.
• A useful concept and set of technologies.
(David S. Marshak, « *Don't Manage Your Partners, Manage Your Customers' Experience* »).

Stakeholder relationships – *Relations entre parties prenantes. Notion liée à la RSE.*
Général : companies in the United States are well-known for their focus on the needs and interests of shareholders over and above those of other stakeholders, such as employees, customers, suppliers, communities, and so on. Many companies, however, have benefited by acknowledging and building better and more trusting relationships with a broader range of stakeholder groups. Examples include labor participation in management decision making (Xerox, Lucent Technologies, and Saturn). This topic also encompasses worker cooperatives, the more prominent role of labor and civil society stakeholders in how business is done in many Western European countries, and debates about the advantages and disadvantages of moving beyond the model of « shareholder primacy. »
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4864).

Market radius – *Zone de chalandise.*

Catchment area – *Bassin d'emploi.*

World-Systems theory – *Théorie du système mondial.*
Général : the World-Systems theory approach of Immanuel Wallerstein sees imperialism as part of a general, gradual extension of capital investment from the « core » of the industrial countries to a less developed « periphery. » Protectionism and formal empire were the major tools of « semi-peripheral, » newly industrialized states, such as Germany, seeking to usurp Britain's position at the « core » of the global capitalist system.
Echoing Wallerstein's global perspective to an extent, imperial historian Bernard Porter views Britain's adoption of formal imperialism as a symptom and an effect of her relative decline in the world, and not of strength: "Stuck with outmoded physical plants and outmoded forms of business organization, [Britain] now felt the less favorable effects of being the first to modernize. »
Recent imperial historians Porter, P.J. Cain and A.G Hopkins contest Hobson's conspiratorial overtones and « reductionisms, » but do not reject the influence of "the City's" financial interests.
(New Imperialism, Wikipedia).

Globalization – *Globalisation ou mondialisation.*
Mondialisation : cette nuance française au mot globalisation (d'origine anglo-saxonne) exprime notamment les nouvelles possibilités géographiques de production et de distribution, hors des lieux de décision et de conception. Cette notion soulève les problèmes sociaux de délocalisation de la main-d'ouvre, douloureux pour les uns et bénéfiques pour les autres (Alliance-FPH).

Général : this contribution has traversed much ground over many different scales and levels of analysis. And, given my scepticism about much work on this theme, it has not put globalization at the heart of the analysis. Instead it has attempted to situate globalization as a complex, chaotic, and overdetermined outcome of a multi-scalar, multi-temporal, and multi-centric series of processes operating in specific structural contexts and to assess the implications of the emergence of the global as the ultimate horizon of action in the economic and political systems. This explains why globalization often figures only tangentially in the preceding analysis. Indeed, insofar as the global is merely one scalar viewpoint from which to describe the complex, tangled, and interdependent re-scaling of capital accumulation or the changing structural coupling and co-evolution of the economic and political, globalization could have been written out of the script entirely at many points without losing the force of many of the theoretical and substantive arguments. For they could also have been illustrated in terms of changing forms of localization, regionalization, nationalization, triadization, cross-borderization, and so forth. Nonetheless a focus on globalization is justified insofar as the global is more than just one scalar viewpoint among many but actually involves significant qualitative shifts in the overall dynamic of capitalism and its structural coupling and co-evolution of the economic and political. I have argued strongly for the latter conclusions on three main grounds.
First, the dominant neo-liberal form of capitalist globalization significantly enhances the generic tendencies of the capitalism economy to become the ecologically dominant system in global social order. Second, globalization has contributed significantly to the disruption and decomposition of the primarily national spatio-temporal fixes that

provided the framework in which the Atlantic Fordist accumulation regimes and their modes of regulation were established and consolidated. And, third, owing to the relativization of scale and the growing spatio-temporal complexities with which globalization is associated, no new spatio-temporal fix has yet emerged within which the illogic of the dominant neo-liberal form of globalization as reflected in its increasing contradictions, global-local disorder, and growing social polarization and social exclusion could be tamed and through which global economic governance could be established.
In pursuing these arguments in a much broader theoretical context I hope to have provided some substantive arguments that will serve as correctives to many of the more orthodox accounts of globalization. These arguments concern changes in capital accumulation and the state and their connection to globalization. They can be condensed into six main themes that will be presented here in telegrammatic form.

The first theme is that of globalization as a « **chaotic conception** ». Globalization is not an homogenous or homogenizing process; it is not a singular causal mechanism; it does not emanate from, nor is it initiated from, all points on the globe; and it does not develop evenly.
Instead it is a contradictory, conflictual, contested, and complex resultant of multi-scalar, multi-temporal, multi-centric processes that develops unevenly in time and space, and, indeed, exploits and intensifies differences as much as, if not more than, it produces new complementarities and uniformities.

The second theme concerns the **importance of studying globalization at different levels of analysis from the systemic and inter-systemic** through the institutional and inter-institutional and then the organizational and inter-organizational down to the personal and interpersonal.
In particular I argued for a treatment of globalization as an emergent feature of the capitalist economy as a whole rather than of individual economic actors or specific territorial units. For globalization, as I define it, emerges from the interconnections among different actors on many different scales and is intensified through new forms of time-space distantiation and time-space compression. An important contributing factor here is, of course, the increased salience of the global as the ultimate horizon of action of a growing number of actors but even this does not require that all these actors then act on a global scale.

The third theme concerns the **importance of studying the complex relations between the two systems with the strongest capacities for ecological dominance within an emerging global society**. These are the capitalist economy considered as an autopoietic system with its own profit-oriented operational code and institutional logic organized around the self-valorization of capital; and the political system considered as an autopoietic system with its own power- oriented operational code and institutional logic organized around the self-reproduction of ruling-ruled relations and territorialization of power. Their relations are complex because of the constitutive incompleteness of the capital relation in the real world such that its reproduction-régulation depends, in an unstable and contradictory way, on changing extra- economic conditions; and because the political system in capitalist social formations cannot produce key material resources for the performance of its political functions but depends on revenues generated from a capitalist economy whose overall dynamic it cannot control. This interdepence between operationally autonomous but substantively interdependent systems underpins the structural coupling, strategic co-ordination, and overall co-evolution of the economic and political orders and, under the ecological dominance of the capitalist economy, gives rise to the apparent base-superstructure relations in capitalist societies so beloved of
orthodox marxism.

The fourth theme is the importance for the reproduction-regulation of a **constitutively incomplete capital relation of securing specific spatio-temporal fixes within which its contradictions and dilemmas can be managed**. These serve to displace and/or defer certain aspects of these contradictions and dilemmas either within the boundaries of the spatio-temporal fix (onto marginal classes, strata, or social categories) or beyond them (onto other economic and political spaces). This is where questions of scale enter crucially into the analysis and it is important to study how scales are continually created and interconnected in new ways rather than seeing them as pre-given and unchanging. Similar arguments hold for the temporal aspects of spatio-temporal fixes.

The fifth theme concerns the **growing ecological dominance of the capitalist economy**. This has many different causes. Indeed, given the always relational and relative nature of ecological dominance, it certainly could not be reduced purely to changes within the economic domain. Nonetheless, among these different causes, some of the emergent features of globalization – especially in its dominant neo-liberal form – do contribute significantly to this ecological dominance. In insisting on the complex nature of globalization as a resultant, however, I am also challenging the fatalism that comes from seeing it as an overwhelming, singular causal force. For, once we recognize its complexities, examine its different mechanisms, and appreciate how they are instantiated on many different scales of action, there is scope for struggles to resist globalization and/or to change its dominant forms. This leads us to my final topic.

The sixth theme concerns **the response of the political system** to the increasing ecological dominance of a globalizing capitalist economy. This has two very different faces. On the one hand, given the inherent inability of the capitalist economy to achieve self-closure and its need to be socially embedded within a market society and supported by state power, capitalist globalization is inconceivable without active involvement of at least some states in promoting the conditions for globalization. On the other hand, the existing institutional architecture of the state

system and the more **general spatio-temporal matrix of political routines** make it difficult for the states and political systems that sustained accumulation regimes in the era of Atlantic Fordism to manage the transition to a new wave of accumulation on a more global scale or to cope with its consequences. In particular, the dominant, neo-liberal form of globalization and its associated 'politics of scale' intensify capital's basic structural contradictions and strategic dilemmas. This is reflected in struggles among different fractions of capital as well as in disputes within leading international economic and political agencies charged with global economic governance. It provides the context for a continuing and still unresolved search process to find new forms of state and new modes of governance on different scales to secure new spatio-temporal fixes within which accumulation on a world scale can be maintained – or to find new forms of state and new modes of governance with which to brake the (il)logics of accumulation on a world scale and develop alternative ways of organizing global-local order. New projects for global governance, whether rooted in markets, states, or civil society, are unlikely to succeed as long as neo-liberal accumulation strategies are still dominant. But this does not justify resignation, fatalism, or a do-nothing approach.
Instead it calls for a reflexive, ironic 'optimism of the will' as a necessary complement to 'pessimism of the intellect'. Indeed, given the conflictual, antagonistic nature of the globalization-regionalization dialectic, it always confronts forms of resistance and structural limits that make a fully constituted globality hard to imagine (Altvater and Mahnkopf 1996). It seems appropriate to conclude by repeating one of Gramsci's comments in a new conjuncture: « the old is dying, the new cannot be born ».
(Bob Jessop, « *The Crisis of the National Spatio-Temporal Fix and the Ecological Dominance of Globalizing Capitalism* »).

Strategic Alliances – *Alliance stratégique.*
Général : this topic considers alliances between companies and a broad range of partners: governments, unions, community groups, employee groups, and other businesses including sub-contractors. Businesses form strategic alliances with non-profit and other civil society groups in the interest of training un- or under-employed workers, building skills throughout entire communities (for instance, to attain "Living Wage" standards), or meeting significant social needs like those associated with the AIDS epidemic in Africa. Another sort of strategic alliance brings together small or medium-sized companies to pool resources in order to engage in activities no one company could afford on its own. Examples of these alliances are especially common in Western Europe and certain developing countries.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4865)

Economic Cooperation – *Coopération économique.*
Exemple : the study shows that economic cooperation has been the central theme in Malaysia's China policy under Mahathir's leadership whereas the strategic-cum security dimensions remained of secondary importance. Economic primacy will continue to be the central consideration in Malaysia's China's policy even in the post-Mahathir era under the new leadership of Abdullah Ahmad Badawi since October 2003. However, the crux of the problem is how to deal with rising China both economically and militarily. As a small state with a relatively weaker economy vis-à-vis rising China, Mahathir's China policy has been constrained by the lack of the economy of scale when competing with China. In economic competition, Malaysia with its population of 24 million is loosing out to China with its large market and its huge population of 1.3 billion. This can be seen from the growing influx of FDIs into China and the corresponding decrease to Malaysia since the 1990s. This is particularly true since China's entry into the W.T.O. in 2001, when the Chinese economy became more competitive after economic reforms vis-à-vis Malaysia and the rest of the ASEAN states' economies.
With a cheaper Chinese Yuan and relatively lower labor costs, the Malaysian economy is under pressure from comparative advantages offered by the Chinese in regional economic competition, the challenges from globalization, EU protectionism and economic hegemony of the US. Mahathir came to the conclusion that the revival of the EAEG in the form of ASEAN 10 plus 3 should be one of Malaysia's long-term strategies to minimize its economic vulnerability and to ensure its long-term economic growth by locking in with the more powerful three Northeast Asian states' economies (China, Japan and South Korea). China will be an important factor in Malaysia's drive to transform itself from a Third World economy to a Developed World economy by 2020. Thus, even in the post Mahathir era under Abdullah bin Ahmad Badawi's leadership, Malaysia will continue to see China as providing more economic opportunities rather than posing threats, notwithstanding irresolvable territorial disputes between the two countries over the Spratlys.
This study has shown that the central thrust of Mahathir's economic thinking of pragmatism has been overshadowing strategic-cum security dimensions in Sino-Malaysian relations. Although economic cooperation will be the main focus in future Sino-Malaysian relations, Malaysia, being a small power, facing a rising Chinese power, Kuala Lumpur remains uncertain and naturally worries about China's long-term strategic-cum security intentions towards Southeast Asia in general and Malaysia in particular. Thus Malaysia will likely continue to remain politically and strategically ambivalent toward China, despite fostering a mutually closer economic partnership.
(Shee Poon Kim, « *The Political Economy of Mahathir's China Policy: Economic Cooperation, Political and Strategic Ambivalence* »)
Malaisie, Chine.

Cluster, cluster group – *Groupe/grappe d'entreprises. Logique territoriale de production.*
• *Cluster (anglo-saxon) : renvoie à des entreprises d'un même secteur d'activité, fortement compétitives et avec un réel ancrage géographique.*

• *Systèmes productifs locaux (SPL) : Groupement d'entreprises et d'institutions géographiquement proches et qui collaborent dans un même secteur d'activité.*
• *Districts industriels italiens : ancrage historique et forte collaboration entre entrepreneurs qui puisent dans un tissu de relations informelles. Grâce à leur esprit entrepreneurial et leur mode originaux de financement, ces regroupements géographiques d'entreprises dans un même secteur d'activité sont marqués par leur capacité d'adaptation aux évolutions des marchés et leurs faibles taux de chômage.*

Exemple : cluster concept – will it work for Kerala ?
After many initiatives in the industrial arena not achieving the success intended, the concept of Industrial Cluster has become the new mantra for industrial growth in Kerala. As part of the fourth anniversary celebrations of the United Democratic Front Government, a cluster of rice mills is being set up at Kalady. Christened Rice Millers' Consortium Private Ltd., it is a group of 33 rice mills and will produce bran oil. […]
Industrial Clusters are largely popular in European countries. Clusters are geographic concentrations of interconnected companies, specialized suppliers, service providers, and associated institutions in a particular field that are present in a region.
Clusters help increase the productivity. It helps companies compete better with competition arising from other regions or countries. This is particularly significant in the context of increased globalisation and competition from imported products.
Cluster development initiatives are fast being recognized as an important new direction in economic policy, building on earlier efforts in macroeconomic stabilization, privatisation, market opening, and reducing the costs of doing business. The current initiatives in Kerala is popularised based on the experience in Italy, which has a large number of such clusters.
The cluster approach helps addressing the issue of size and scale. It helps bring about a public private partnership. It also helps small and medium enterprises to achieve required infrastructure requirements in terms of physical, technological and marketing.
Meanwhile, Mr.V.K. Ebrahim Kunju, Industries Minister, called for greater interaction and cooperation among industrialists in the State. Addressing the delegates after inaugurating the Kerala Federation of Industrial Clusters (KFIC) under the aegis of the State Industries Department. Marketing has been the major problem faced by small industries. The cluster approach could be of great help in providing marketing assistance.
(http://www.manoramaonline.com/servlet/ContentServer?pagename=manorama/MmArticle/CommonFullStory&c=MmArticle&channel=Finance&cid=1118725486218&colid=1005426869471&count=7&p=1005426869466&WebLogicSession=Qv1cjZK8AmnsmlvR227ErBuJlHK2euJfXURMehqNbVwXKKoDRBpK|8530536715456883356/173112775/6/7001/7001/7002/7002/7001/-1)
Kerala, Inde.

Exemple : networks without technologies in Industrial Districts of Northeast Italy
The success of industrial districts comes from an organizational and production model based on a network of flexible relationships strictly linked to the local economic and social context. The local context, where work and social life overlap, is the place where the collective identity is produced and reproduced, mutual trust is reinforced, and a flexible and effective network of economic and cognitive relations, that supports the knowledge creation and diffusion processes, is strengthened. These relational features of industrial districts led to a deep division of labour within local boundaries in favour of the specialization and qualification of specific local expertise At the same time, they allowed enterprises to maintain a high level of flexibility in the market.
The distinctiveness of industrial districts has been undervalued for a long time, perhaps overshadowed by the "best practice" myth. Local systems, however, demonstrated their strategic value as soon as the market conditions that allowed the mass production corporation to grow and dominate, changed. In a condition of consumer evolution and market segmentation, political and economic instability and turbulence, the flexibility and specialization of SMEs systems (working in a context of tight interaction and collaboration with the value chain) was the way to success. The best example is the economic success of the Northeast Italian model, an economic system characterized by a concentration of industrial districts. […]
SMEs show a low interest for more innovative and complex technologies that require experimentation and project applications, as in the case of ERP, groupware, EDI. New technologies, when they are employed, have not replaced traditional technologies (meetings, telephone, fax): they are still used marginally, particularly in communication with suppliers. We observe a rather striking contradiction: SMEs say that ICTs are not useful at the moment, that they do not invest or budget for EDP from the total income of the firm (71% of firms have an EDP budget lower than 1% of the turnover); but they think that new technologies will have a central role in the future competitiveness of the firm.
These results have many possible explanations. First of all there is a problem of culture and focus of firms: Italian industrial districts know production technologies very well and are great innovators in production processes, but this does not seem to apply to the communication area. Thus, although e-mail and Internet sites are well known because of media publicity, the same is not true of other applications. This lack of knowledge is partially attributable to the technology on offer (softwarehouses, service providers,...). As suggested previously, the technology provider has another responsibility: for many years (and very often still today) the same applications and solutions developed for big corporations have been offered to the small business. But SMEs have a different investment capacity and, overall, a different organization and production model. The idea of creating a standard application to be used in different contexts does not fit well with the distinctiveness of the small business, and overall the industrial districts' SMEs.
Another reason for the low investment in new technologies is the success

that traditional technologies still enjoy. Meetings and telephones are flexible and informal tools that allow for direc contact with business partners and reinforce mutual trust; face-to-face communication sustains collaborative relations and contribute to the reliability of the system without formal agreements. For a long time this has been the communication model typical of these districts and their source of flexibility. Not least for this reason firms are not totally convinced about the effectiveness of more formalized communications mediated by network tools; as a consequence these technologies are sometimes seen as dangerous tools that can stiffen extremely flexible relations.
This could be understandable at present, when the local network is still important, but as the districts evolve and the globalizing processes go on (Corò, Grandinetti 1999), it would seem to be impossible to maintain efficiency and high performance without innovation from the communication infrastructure.
The current scepticism towards new technologies could become a weakness of l ocal systems and menace their future. In such a case it is important to understand what policy action could create a context favourable to innovation and a pattern for the diffusion and development of technology consistent with needs and specific features of SMEs in terms of business and social relations and knowledge creation processes. Before these industrial districts lose the competitive advantage they have acquired in recent years, an analysis should be done on the role that leading firms and local actors (associations, technology offerers, service providers) should play in local systems in order to promote innovative ICTs. It also seems fundamental to develop projects aimed at promoting culture about technologies and opportunities that enhance investments: for example, the education of specialized human resources capable of understanding and taking advantage of the potential of new technologies within a small firm, services consistent with specificity of SMEs, and financial resources.
(Maria Chiarvesio a& Stefano Micelli, « *Networks Without Technologies in Industrial Districts of Northeast Italy* »).

- *Pôle de compétivité*
Général : during the eighties, Italian scholars (Baganasco, 1977, Becattini, 1979, Brusco, 1982) study Sme's of Lombardia. They underline that those Sme's look like to those of marshallian districts. These scholars demonstrate that a short distance between organizations, a grea proximity allows agents who are located into the districts to have frequent interactions to circulate information and knowledge needed to innovate. These works show the way to many theories from the « milieux (Aydalot, 1986, Camagni, 1991), national or regional systems o innovation (Lundvall, 1992), scientific parks (Monck et alii, 1988) local productive systems (Courlet, Pecqueur, 1989), clusters (Porter, 1998) or the last type « poles de compétitivité » (DATAR, 2004)
(Delphine Gallaud., « "Conflicts and proximity in cooperation to innovate: French biotechnology Sme's. »

Knowledge driven economy – *Economie de la connaissance (au sens plus large de « société » de la connaissance).*
Général :
• The modern world is swept by change. New technologies emerge constantly, new markets are opening up. There are new competitors but also great new opportunities Our success depends on how well we exploit our most valuable assets: our knowledge, skills and creativity. These are the key to designing high-value goods and services and advanced business practices. They are at the heart of a modern, knowledge driven economy. This new world challenges business to be innovative and creative, to improve performance continuously, to build new alliances and ventures. But it also challenges Government: to create and execute a new industrial policy. The Government must promote competition, stimulating enterprise, flexibility and innovation by opening markets.
• First, the globalizing, knowledge-driven economy cannot be adequately understood by regarding knowledge as a natural(ised) factor of production. Instead it is based on the contradictions between knowledge as a collective resource and as intellectual property – contradictions which are rooted in its fictitious commodification.
• Second, the increased importance of knowledge in this contradictory sense is related to changes in the primary modalities of competitiveness that transform the relationship between the economic and the extra-economic and thus the modalities of state intervention.
• Third, information and communication technologies have played a key role in extending and re-articulating time-space distantiation and time-space compression. This too has implications for the modalities of competitiveness, for re-scaling and re-temporalising of competition, and for the relative dominance of different fractions and sectors of capital.
• Fourth, as a consequence of the above, the globalizing, knowledge-driven economy involves a transformation not only in the primary and secondary aspects of the contradictions of capitalism but also in the relative importance of different contradictions.
• Together these changes have had major repercussions on the economic and social mode of regulation of the emerging accumulation regime and thus on the role of the state and politics in helping to secure some of the conditions for profitable accumulation and the reproduction of labour-power as a fictitious commodity. They also have major repercussions on the spatio- temporal fixes that are appropriate to the current stage of capitalism and thus on the role of the state and politics in '**chronotopic governance'**, i.e., the management of the spatialities and temporalities, the spatial and temporal horizons, of capital accumulation. And, finally, they have major implications for the relationship between government, governance, and **meta-governance**. It is hardly surprising, then, that these are 'interesting times' for capital, labour, and state managers and that there is, as yet, still no stable accumulation regime that has replaced the Atlantic Fordist model that dominated in the thirty golden years of postwarwestern capitalism.
(Bob Jessop, « *The State and the Contradictions of the Knowledge-Driven Economy* »).
Grande-Bretagne.

Knowledge-Based Space Economy – *Economie géographique du savoir, de la connaissance. Sens à distinguer de « Economic Intelligence », intelligence économique, qui désigne les systèmes de surveillance de rivaux - renseignement, espionnage - afin d'en tirer des avantages concurrentiels.*
La notion recouvre non seulement les aspects liés à l'information (explicite ou tacite, blanche ou grise) et à son exploitation (création de valeur ajoutée ou de connaissance), mais aussi aux aspects liés à la conduite de l'entreprise (stratégie, tactique, défense, attaque), à son organisation (diffusion, circulation, échange, capitalisation), aux technologies de l'information et de la communication, aux modes de co-opération entre partenaires de filières, branches, grappes ou districts et aux relations avec les autres acteurs du territoire et de la société en général.

Général : a broad definition of this sub-discipline would include a reference to the way in which individuals and enterprizes organize their economic activities in space and the extent to which society recognizes the socio-economic impacts of such activities across space and uses its institutions to influence these interdependencies and impacts. Such emphases lead almost naturally to three different perspectives of the spatial structure of economic activities, namely :
- the perspective of location and spatial distribution of economic activities, including questions of "place", "locality", "site and situation" and land use;
- the perspective of spatial interaction and economic dependence and interdependence (exchange, trade, transportation, migration, information and capital flows, communication networks and the economic geography of the Internet); and
- the perspective of economic change in a spatial context (regional growth or decline, technological innovation, processes of structural change [i.e. long-run compositional and interdependence changes in the economy] regional economic development etc.). Thus, we draw not only from geographic theory, explanatory frameworks and analytical methods, but also from economics, business administration and other disciplines. We are interested in practical problems and 'real world' issues in the private and public sectors and try to connect these problems and issues to established and emerging bodies of theories and methodologies in order to enhance our understanding and the bases for potential intervention.
In addition to many remaining similarities, Economic and Business Geography today looks quite different from what is was just a few years ago. A much increased emphasis is now placed on societal and economic facets such as :
- Communications-related transactions in the space economy, from face-to-face communication via paper-and-pen to digital, GIS and Internet based presentation and exchange of information ;
- The differentiation, turbulence and rapid restructuring in the Service sector ;
- How to run one's small business ;
- The breakdown of traditional boundaries and the surge of boundary-spanning economic activities and transactions, manifested by international economic flows, inter-organizational strategic alliances, and collaboration and teamwork at all levels covering highly differentiated spatial realms ;
- The many changes in the nature of jobs and work
- The peculiarities of systems of economic activities in rural areas, urban places and particular « economic localities ». (www. faculty.washington.edu/krumme/ecbusgeo.html)

Geographical economy – *Géographie économique, économie spatiale.*
Général : economic viability means a geographical economy — a place understood at a particular spatial level — capable of maintaining economic life and able to exist within a particular context. 'Self-contained' economies are those where a particular mix of economic activities cohere and integrate at a particular geographical scale, for example a region or locality.
(www.rmd.odpm.gov.uk/project.asp?intProjectID=11998 - 9k)

Ageographical corporation, city, space - *Entreprise, ville, espace « déterritorialisées ».*
Général : Collins (1995) shows a connection between location, identity and technology; "one of the ramifications of living in the information saturated cultures of the 90s is that individuals have lost any sense of identity because that excess of signs has necessarily destroyed any sense of space or time…identity does indeed seem to be separable from a sense of location conceived in either a geographical or historical sense." Collins goes on to discuss how Sorkin (1992) also believes cities have lost their sense of place and are now "ageographical". New Urbanists are using both geography and history to try and (re)capture this sense of identity. Boorstin (1961) may class this as a "pseudo-event" but even if it is what is wrong with creating/recreating/simulating a utopia?
(Aanalogous location, www.simulated.tvheaven.com/analogous.html)

Development with territorial or local identity, endogenous development – *Développement territorial/local endogène, développement communautaire.*
Général : identity is the quality of a product, service or landscape, which is unique,different, distinguishable and distinguished in the wide definition of the term. Identity is a cultural quality which is inherent to individuals and goods allowing them to be recognized by others as special and from that perspective they bring forward something different contributing to the enrichment of society at large. **Promoting development with territorial or local identity** implies privileging what distinguishes a geographic location allowing it to compete in absolute advantages as a result of its uniqueness and in comparative advantages related to better conditions in delivering a product or service.
(ESPON Project nr. 3.3 Territorial dimension of the Lisbon-Gothenburg strategy,
www.espon.lu/online/documentation/projects/cross_thematic/2725/annex.pdf)

Général :
• Development of products and territories will depend largely on the willingness of local communities to recognize their uniqueness and contribute to theprocess by evidencing their differences. Pursuing these ideas does not require a top downdecision by the central government but governments should consider contributing in providing assistance in order to build on what already exists furthering better goodsservices and organizations that would value talents and local resources.
• It is necessary to outline what we think needs to be done in order to move the process forward. First we must adopt concepts, definitions and instruments, which are different from those, we now use. These new concepts and approaches require that we :
- Value the tangible and intangible assets of the poor
- Promote the absolute and comparative advantage of products and services ;
- Invest in the development of markets relevant to the poor including land water, labor and financial and non financial services ;
- Invest in culture, identity, self-esteem, citizenship and justice ;
- Learn and adapt interventions based on the demand of segmented markets in order to produce diversified products of high quality ;
- Redefine the role of public investment from a centralized system which builds infrastructure, provides services, hands out food to a form of intervention which accompanies citizen's local initiatives aimed at the general wellbeing ;
- Recognize the role of democratic local institutions such as municipal and parish administrations - Include new development actors or stakeholders in the planning of future development including urban migrants and those residing abroad.
• Secondly we should take a number of steps, which would lead us to the definition of a comprehensive strategy.
We should:
- Identify and involve all actors of development including individuals, families, enterprises, cooperatives, municipalities and any other relevant organizations recognizing their specific potential to contribute in the process ;
- Know the history of products and services and the reasons why these are distinguishable as well as their absolute advantages ;
- Determine what distinguishes the local space, inhabitants and products and who and why local products are demande ;
- Map and produce and inventory of existing knowledge and of those who posses it ;
- Record and further the development and use of specific norms, instruments and institutions that are responsible for guarding that product specificity and quality is maintained such as product certification and special territorial recognitions.
(Dario Pulgar & Roberto Haudry de Soucy, « *Promoting territorial development and local identity products* ». Country Portfolio Manager for Bolivia, Colombia, Ecuador, Panama and Peru, International Fund for Agricultural Development,)
Equateur.

Economic nationalism, economic patriotism – *Nationalisme économique, patriotisme économique, voire « chauvinisme économique ». La connotation de ces termes est négative, généralement, dans l'internet anglophone, qui l'associe à « racism », « nazism », « extremism », « fanaticism » voire au KKK ou aux Skinheads. Une connotation positive existe, apparemment minoritaire mais présente dans le monde francophone - par exemple dans le discours politique français -. Le sujet est même matière à polémique (et insultes) entre internautes américains et français.*
Général : nationalism can best be understood as politicized ethnicity. This mobilization of culture and shared historical tradition correlates generally with increased economic competition and downward mobility. Political insecurity, status anxieties and doubts about individual identity are translated into a loss of collective worthiness. Nationalism promises to restore dignity and extinguish humiliation, according to specific group histories. Racism is not a necessary ingredient of nationalism but ethnocentrism and exclusion of &laqno;the other» usually accompany the construction of imagined boundaries between &laqno;us» and &laqno;them». Various theories of nationalism are reviewed, including primordial and sociobiological conceptualisations of ethnic solidarity as kinship nepotism. Political mobilization by nationalist elites and socio-historical causes of real or imagined grievances explains better why people attach themselves to ethnic groups in some situations but choose cosmopolitan individualism in other contexts. Inclusive patriotism based on citizenship, regardless of descent remains the only emotional glue that facilities both equality and loyalty in multi-ethnic states.
(Heribert Adam, *« The Politics of Identity. Nationalism, Patriotism, and Multiculturalism* »).

Exemple : when we think about Buy American campaigns, we need to think about "What's the goal we're trying to achieve?" The economic logic seems clear: we buy goods made in the U.S., and then the manufacturers will take the money they make from that and reinvest it in the U.S. And union folks, especially, want that to be reinvested in good union jobs. We're trying to create some kind of national community, and we're trying to say, "We want good jobs to be sustained within the U.S."
The problem with that logic is that while we're trying to make a deal with nation-based capital, the money the companies are making is being invested overseas as fast as it can, because the profit rates are higher and labor costs are often lower. Often foreign-made goods are cheaper because they're the product of exploited workers.

So while we think we're in some kind of partnership with nation-based capital – while they're waving the flag – they're taking their money and investing it overseas.
A good example is General Motors. General Motors is investing in Brazil and China and all over the world with the money that it might make selling cars in the U.S. They're looking for the highest rates of return; they're not looking to sustain community in the U.S.
So what happens is that we end up in alliances with the very corporations that are causing the problem we're trying to solve. We end up with the wrong friends, and at the same time we end up with the wrong enemies. We end up seeing workers in other countries as undermining us and as somehow our enemy, when we should be thinking of working people in other countries as our allies.
USA.
(*Buy American? Exploring an alternative politics of trade* with Dana Frank by Jane Slaughter).

Exemple : le « patriotisme économique » revendiqué par le premier ministre français, Dominique de Villepin, pour défendre Danone n'est pas une spécificité française. En Italie, le monde de la finance vient de montrer qu'il est prêt à utiliser des moyens peu orthodoxes pour protéger ses banques des prédateurs européens. En Allemagne, le gouvernement allemand s'inquiète actuellement de la crise à la tête de DaimlerChrysler, entreprise privée. Aux Etats-Unis aussi le libéralisme peut être mis entre parenthèses. Interrogé sur le patriotisme économique des Français, le nouvel ambassadeur américain en France, Craig Stapleton, a déclaré, jeudi 28 juillet : « Je trouve cela bien. Nous connaissons cela aux Etats-Unis aussi. » S'il n'en fallait qu'un exemple, les déboires de la China National Offshore Oil Company (Cnooc) le confirment. Le groupe pétrolier public chinois a en effet renoncé, mardi 2 août, à son offre hostile de 18,4 milliards de dollars (15 milliards d'euros) sur Unocal, la septième compagnie pétrolière américaine.
Total a annoncé, mardi 2 août, le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) amicale sur le canadien Deer Creek Energy (huiles extra-lourdes) au prix de 25 dollars canadiens par action, soit 1,11 milliard de dollars (0,91 milliard d'euros). Avec les investissements pour extraire ce pétrole non conventionnel et les installations de préraffinage à construire, Total devra débourser plus de 8 milliards de dollars américains.
L'annonce, le 23 juin, de cette OPA avait créé un choc aux Etats-Unis. "Cnooc a étudié la possibilité d'améliorer les termes de son offre et l'aurait fait si le climat politique américain avait été différent", affirme la société dans un communiqué. « L'opposition politique sans précédent qui a suivi l'annonce de notre proposition est regrettable et injustifiée », ajoute-t-elle.
Tout aura été fait pour faire barrage à Cnooc, à l'image d'un ajout de dernière minute à la loi sur l'énergie votée par le Sénat instituant un moratoire de quatre mois pour permettre au Congrès d'étudier la politique énergétique chinoise avant de permettre à l'offre de Cnooc de se poursuivre. La Commission des investissements étrangers avait été saisie. Dirigée par le secrétaire au Trésor, John Snow, elle a pour mission de considérer les acquisitions sous l'angle de la sécurité nationale. La Chambre des représentants avait adopté, le 30 juin, par 398 voix pour et 15 contre, une résolution affirmant que la transaction menaçait la sécurité nationale. L'ancien chef de la CIA (Agence centrale de renseignement), R. James Woolsey, déclarait publiquement qu'il serait « naïf » de voir dans l'acquisition d'Unocal une simple opération commerciale et que la stratégie de Pékin était de « dominer les marchés de l'énergie et contrôler l'ouest du Pacifique ». Il ajoutait que Cnooc avait obtenu pour l'opération un financement généreux de banques publiques et du gouvernement et que son président, Fu Chengyu, était un membre important du Parti communiste chinois.
Richard D'Amato, président de la Commission économique et de sécurité américano-chinoise, a demandé en juillet « un système beaucoup plus agressif de contrôle des acquisitions, si la folie d'achats chinois dans l'économie américaine s'accélérait ».
(Eric Leser, *« La Chine victime du patriotisme économique américain* », Le Monde, 03/08/05).

National System of Innovation (NSI) – *Système national d'innovation, institutions innovantes, apprenantes, politique de l'innovation, « innovation institutionnelle en réseau ».*
Général : qu'entend-t-on par système national d'innovation ? Cette terminologie a été introduite notamment par les travaux de FREEMAN (1992) et LUNDVALL (1992). Il s'agira plus précisément ici de la projection d'un mode de régulation dans un espace comprenant l'activité industrielle, scientifique et technique, la formation de la main-d'œuvre, certaines composantes du rapport salarial avec en particulier, pour le secteur qui nous occupe [*l'industrie pharmaceutique en France*], les caractéristiques sociales et financières de la protection sociale, et enfin, le système financier. A priori, ce concept a été introduit et utilisé par différents auteurs afin de décrire, de comprendre et d'analyser la capacité d'innovation d'unesociété, plus précisément ici d'une nation, d'un point de vue macroéconomique. Le point de vue macroéconomique est d'importance, car ce type d'analyse s'appuie sur certains travaux de la croissance endogène, mettant au centre du dispositif de croissance pour une économie, sa capacité à innover.
(Fabienne Bartoli, « *Système national d'innovation : caractaristiques et perspectives pour les industries de santé en France* »).

Général :
The ideas of industrial district, cluster inter-sectoral linkages and regional specialization are not new. The thre classical sectors, agriculture, services and industry become more inter-connected. Consequently, the system and cluster approaches are attracted the attention of many scholars and practitioners from various disciplines over the last decade. While cluster concept is based on the specific networking and supply chain within the industrial complex, National System of Innovation (NSI) is among those frameworks developed along side with the above concept to

understand the evolution of innovation process, economic transformation and its interactions among the agents in the specific demographic and geographic areas institutions. […]
This term of National System of Innovation (NSI) can be easily viewed as an integrated version of clusters. Freeman (1987) defined the concept as the network of institutions in the public and private sectors whose activities and interactions initiate, import, modify and diffuse new technologies. He also amplified the idea of 'national systems' from a policy perspective, arguing that "… the rate of technical change in any country and the effectiveness of companies in world competition in international trade in goods and services, … depends upon the way in which the available resources are managed and organised, both at the enterprise and the national level". It can be seen that, these overall macro-economic features or structural features of NSI are extremely complex. The concept embraces a wide variety of economic and institutional phenomena that relate to the ways in which "real economies" operate and behave (Mothe and Paquet, 2000). Lundvall (1992) has differentiated five areas where differences between national systems might occur: in the internal organisation of firms; in inter-firm relationships; in the role and expectations of the public sector; in the institutional set-up of financial sector; and in the intensity and organisation of R&D. to sum up, the main idea of NSI is that firms cannot be viewed in isolation but must be viewed as part of a network of public- and private-sector institutions whose activities and interaction initiate, import, modify and diffuse new technologies/knowledge. Nevertheless, the linkages and the flows of intellectual resources between institutions are very crucial to the success of NSI. After all, the economic geography are often rated as the key success factors of NSI for instance the phenomena of Italian footwear industry, Silicon valley in USA, etc. Roelandt and Hertog (2000) argued that innovation system and networks operate at various geographical levels (supranational, regional, and local) or are specific to certain industries, technologies or clusters.
The systemic character of NSI concept makes it a useful tool for understanding the dynamics of innovation, and it is increasingly applied by policy makers as a framework for industrial and/or innovation policy making (Roelandt and Hertog, 2000). Edquist (1997) pointed out that the NSI concept is in fact a specific type of a much larger family of 'systems of innovation' approaches, which have system analysis as their common starting point but differ in the objective and level of analysis (supranational, regional, sectoral or technological systems of innovation). The increasing attention for NSI has a major cause in an economic trend called 'alliance capitalism', being the co-existence of by globalisation and liberalisation sharpened competition with an increasing number of network relations and strategic alliances (Dunning, 1997). This idea was often raised and fairly supported in OECD papers. Once, it was stated that "… relying on the interactionistic innovation theory and NSI approach: innovation is an interactive learning process demanding knowledge exchange, interaction and co-operation between various actors in a network of production or value chain (OECD, 1997). In order to study mechanism of the alliance capitalism phenomena and NSI, a cluster concept was introduced.
(Rak Vorrakitpokatorn, « *Revisit of Industrial Clusters* »).

Business - government relations – *Relations public-privé. L'espace géographique public est variable suivant les pays.*
Général : government regulates industries to prevent crucial national services from being disrupted (the airline and railroad industries), to ensure consumer safety (the chemicals and nuclear power industries), and for a wide variety of other reasons. Government becomes involved in business affairs to the extent that it tries to help solve what economists call "public goods" problems—providing or subsidizing goods and services that the public would benefit from, but that individual companies have no incentive to offer (a common example is training or retraining of workers). Business-government relations can be especially close in cases where countries are undergoing significant development and/or reconstruction—for instance, the former Soviet bloc countries. Yet another kind of business-government relationship exists when government employs businesses—for instance, the US government's hiring of private contractors in Iraq to undertake reconstruction work, among other things.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4747).

Economical sustainability – *Développement économique durable, économie viable.*
Général : sustainability has to do with the stewardship, as opposed to merely the use, extraction, and exploitation, of resources, from energy to fish. Under this topic, there are cases of the development of business and social practices that balance short-term business needs against the need for sustainable resource availability and environmental stewardship and preservation. Examples include restrictions on the exploitation of energy resources (the Alaskan Arctic Wildlife Preserve), food resources (fish—including endangered species), luxury resources (elephant tusks for ivory extraction), and forests (affecting the lumber industry, which sells to the construction and paper industries). Businesses in some countries—notably Germany, with a strong green social movement—have made sustainable (or green) production a matter of pride, and enjoy positive public relations as a result. Cases under this topic also address business-government cooperation around the development and use of energy sources, from wind to oil.
(www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4747).

Environmental issues – *Questions/préoccupations environnementales. Notion reliée de politique de l'environnement, d'enjeux environnementaux, de déséquilibre planétaire.*
Général : the most obvious ways in which businesses are confronted with environmental issues arise around environmental disasters (Exxon Valdez, Three Mile Island), cases which generally receive a lot of press coverage. Just as important under this topic are less spectacular cases and less obvious problems: Why do more and more inner city children suffer from asthma? What will happen to the chemical dumps no longer being cleaned up by the industry-subsidized but now defunct Superfund? Also covered under this topic are differences across states as to the

rigor and nature of environmental regulations, questions regarding energy use and dependence, and sensitive international issues (the environment-friendly Kyoto Protocol, to which the U.S. is not a signatory). (www.caseplace.org/topics/topics_list.htm?attrib_id=4847).

Environment (ecology)

Environmental sustainability – *Durabilité, soutenabilité, gestion durable de l'environnement.*

Environmental governance, governance for sustainability – *Gouvernance écologique (« durable » ?), gouvernance par l'environnement, gouvernance pour le développement durable, gouvernance et développement durable.*
Cf. « Institutional / Governance »
Général : the concept of environmental governance means : first, a summation of legal instruments, policies, rules, practices and institutions that govern or impact on environmental management, at the global, regional, national or local level; and second, a reference to a situation where various parties conduct their business within the bounds of

agreed rules and practices and with respect and support to the institutions responsible for environmental management. The disjunction between the theoretical construction of such rules and practices and the reality on the ground is noticed.
(John Mugabe & Godber W. Tumushabe, « *Environmental governance : Conceptual and emerging issues* »).

Général : governance and sustainable development are intimately tied together. The future role and architecture of institutions, from local to international levels, will be crucial determinants of whether future policy and programmes for sustainable development will succeed.
(www.earthsummit2002.org/es/issues/Governance/governance.htm)

Exemple : after the European Constitution Constitution Governance for Sustainable Governance as a Way Out?
European constitution currently under debate and European Sustainabile Development Strategy are « both are abstract concepts, lacking stakeholder participation and requirie transition management as well as balancing ambiguities (after all win-win-win solutions are exploited). The concepts of "happiness" (as presented by Layard and others) and work-life-society balance are suggested as a overarching goals for the further discourse on the European constitution to include sustainable development in a way that allows for personal identification of European citicens with both the constitution and the SDS. The metaphor of the Red Queen tells us that continuous innovation is crucial for the well-being and survival of evolutionary systems, which are running through a complex world of permanent change, while the evolution and characteristics of each is reflected in the evolution of the other. We cast a critical look on eco-innovations which are driven by incremental optimisation. The consequences of trade-off between efficiency and adaptivity are analysed at different scales. The paper presents also a plea for a "mode 3" science, including emotional feelings along with good science as well as ethics/morals when working on sustainable development. »
Friedrich Hinterberger, « *After the European Constitution Constitution Governance for Sustainable Governance as a Way Out?* »).
Union Européenne.

Environmental planning/management – *Gestion/planification environnementale(s).*
Général : rural developpement.
Increasing social demands for environmental services in the face of extensive deforestation, mismanagement of watersheds, and pollution of water by chemicals from agriculture offer new opportunities for rural development. Missing markets for improved watershed management, delivery of higher quality water to cities and irrigation districts, reduced pollution from use of chemicals in agriculture, greater biodiversity conservation and carbon capture, and improved landscape management call for- introduction of payments for environmental services. Many countries in the region have experimented with such schemes (FAO, 2004). They have reached large scale in Costa Rica, national-level pilot stage in Mexico, and are prevalent at the local level in numerous watersheds. PES allow resource owners to increase returns to investments in natural resources, transferring resources to rural areas in support of rural development initiatives. In Mexico, 80% of forests are in the ejido sector, and forest ejidos tend to harbor indigenous populations and the poorest among rural households. Environmental planning and management needed to deliver environmental services give an additional justification for pursuing a **territorial approach** to rural development. Regions as economic units will for this reason often correspond to watersheds and to ecologically homogenous territories.
Alain de Janvry & Elisabeth Sadoulet, « *Toward a territorial approach to rural development: International experiences and implications for Mexico's Microregions Strategy* »).

Natural resource management – *Gestion des ressources naturelles.*
Général : natural resource management, conservation and restoration are applications of ecological principles by humans. Judgment of success is from the human perspective. The scale of application is variable within the "human scale" of activity – yet manifested and viewed from global down to small acreages and households, even to the microscopic. Regulations and laws may be assets, or impediments, depending on their adaptability to local and temporal conditions and subject to skillful implementation over time. Economics may produce strong forces that support or undermine success. The perspective of individuals or groups of individuals often conflict with the needed changes and management activities. Although conservation and restoration are science based activities, we know far less than we need to have a routine procedure to follow. Therefore, our management actions must address the processes of conservation and restoration on an appropriate scale and then be maintained for an extended time with appropriate mid-course corrections for our ecological objectives to be approached.
(R. H. Richardson, www.utexas.edu/courses/resource/).

Général : many have concluded that non-renewable resources minerals and petroleum are unlikely to be depleted because as their costs rise, we will find substitutes, we will recycle, or we will make new sources accessible. Yet the extraction of these resources places a heavy toll on natural and social systems.
Indicators show, however, that renewable resources water, forests, topsoil, fisheries are under extreme pressure under our current practices, and their productivity is in decline. These resources are the basis for life on this planet, and their exploitation constitutes the primary source of livelihoods for most of the world's population. As human population doubles, and as we seek to improve the welfare of the three billion people who live on less than two dollars a day, pressure on these resources shall only increase.

Escaping this trap will require great ingenuity and cooperation across nations and cultures. For failure to manage these resources sustainably and equitably is in many cases already leading to conflict and disaster. Resolution of this challenge will be the key to sustainability.
(www.iisd.org/natres)

Exemple : four sustainability factors to successful NRM emerged from our study. These are : clear local financial investment, enhanced local technical capacity, sound political culture conducive to NRM, and a supporting National Mandate.
Philippines, LGU (Local Government Units)

Ecological economics – *Economie de l'environnement.*
Général : ecological economics is a **transdisciplinary field of inquiry** that facilitates understanding between economists, ecologists and many others interested in real solutions to environmental problems and the integration of new ideas to create a sustainable world. It includes a preanalytic vision of the economy as a part of the relevant whole, i.e. planet Earth, which is a thermodynamically closed and non-materially growing system.. Consequently the field addresses the optimal scale of the economy, efficiency in the allocation of resources (goods & services), and the equitable distribution of this resource flow among alternative people, and between humans & other species.
(www.ussee.org).

Exemple : **globalization** since World War II magnified the global divide between industrial nations (the North) and developing nations (the South) – and led to important environmental issues such as global warming and biodiversity destruction. The roots are in historic differences in property rights for natural resources – which in the South are common property and in the North, private property. These resulted in a pattern of North South trade involving resources v. industrial goods that magnifies the 'tragedy of the commons' to a global scale. The developing nations that specialize in resource exports – Africa, Central and South America – have been left behind and unable to meet the 'basic needs' of their population, while the Asian Tigers, Little Tigers, India and China have achieved higher productivity and wages, and faster development, by promoting knowledge-based exports. The **Knowledge Revolution** maps the way to the future. Global emissions markets – as in the Kyoto Protocol – signal the way ahead. But timing is key. Is there a timely solution to overcome the global divide, and achieve sustainable development in a global scale? We discuss a vision of a new economy and blueprints for the future.
(Graciela Chichilnisky, *« Beyond the Global Divide: From Basic Needs to the Knowledge Revolution* »).

Sustainable distribution system – *litt. Système de distribution durabble (marché). Notion liée : transport durable.*
Exemple : the Government's strategy for a sustainable system of distribution for the UK is :
• to promote a « Sustainable Market ». The market must function effectively, openly and fairly - not only here in the UK but at a global scale ;
• to promote integration of the freight transport infrastructure by means of "Strategic Planning" ;
• to ensure the freight transport industry achieves the Government's social and environmental objectives, by « Raising Standards ».
(www.dft.gov.uk/stellent/groups/dft_freight/documents/page/dft_freight_503891-05.hcsp)
Grande-Bretagne.

Sustainable design – *Démarche environnementale (dans le bâtiment)*
Général : the word sustain has roots in the Latin word sustineo, meaning "to hold up" or "to endure." Sustainability, as it applies to building design, consists of a focused, integrated, systems approach to developing and achieving a healthy and efficient building by jointly addressing economic, environmental, and human issues.
The advantages gained from incorporating sustainable concepts into a building include : long-term financial savings derived from O&M efficiencies, enhanced comfort and productivity of building occupants, reduced absenteeism and illnesses, a positive contribution to the environment.
(www.energydesignresources.com/resource/105/).

Ecosystem approach – *Approche écosystémique.*
Exemple : la convention sur la diversité biologique
The CBD [Convention on Biologica Diversity] sees the ecosystem approach as a strategy for the integrated management of land, water and living resources that promotes conservation and sustainable use in an equitable way. Application of the ecosystem approach will help to reach a balance of the three objectives of the Convention. It is based on the application of appropriate scientific methodologies focused on levels of biological organization, which encompass the essential processes, functions and interactions among organisms and their environment. It recognizes that humans, with their cultural diversity, are an integral component of ecosystems.
(www.aidenvironment.org/projects/A1025/freetext/index.php?UODFREETEXT_ID=A1025_theme1).

Exemple : Sustainable Fisheries Act (SFA)
Ecosystem approaches carry institutional requirements that demand major changes in research and training and require support from the user communities and the public. Ecologically sustainable fisheries are undoubtedly much different fisheries from many of those now observed. Actions to implement the SFA portend significant progress toward more sustainable fisheries and healthier ecosystems. However, major gaps exist in understanding how to

manage the transition from current fishery practices to ecologically sustainable ones, and significant increases in human and fiscal resources are necessary to overcome these gaps.
(www.afsc.noaa.gov/Publications/AFSC-TM/NOAA-TM-AFSC-135.pdf)

River basin management plan – *litt. Plan de gestion de bassin versant.*
Général : river Basin Management deals with technical, as well as socio-economic and ecological aspects and calls for an integrated approach. We developed such an approach during the preparation of the Netherlands' national water master plans. This approach consists of a comprehensive set of analysis steps, supported by mathematical tools for the analysis of natural resource systems in a socio-economic context. Using this approach we support water, river and floodplain managers world-wide in structuring complex decision-making processes and provide technical know-how for effective evaluation of planning alternatives. Information management systems, decision support systems and simulation models are important tools in our research and consultancy.
(Rinus Vis, « *Integrated river basin management* »).

Information ecology – *Ecologie de l'information.*
*Exempl*e : information ecology, a term that represents the **firm's entire information environment**. This ecology is expected to encompass the organization's culture, behavior and work processes, politics, and [finally] technoloy.
(Résumé du livre Davenport & Prusak, « The New Ecology »).

Général : the traditional view of organizational systems and supporting information and knowledge systems is based on the model of a well-oiled machine expected to deliver optimum performance derived from pre-defined parameters and specifications. Such systems consider performance as a derivative of external controls defined by the designers of the systems and have given marginal importance to the self-adaptive and emergent nature of human and organizational systems. These characteristics of human and organizational systems are particularly relevant to their adaptation and survival within dynamically changing business environments. Recently, some management thinkers have attempted to address the human bases of information systems within the framework of information ecology. This characterization, although interesting, needs to be further developed to account for the human sense making processes and self-regulatory nature of the natural ecosystems relevant to new organizational environments. We extend **the information ecology framework to a framework of knowledge ecology**. The knowledge ecology of organizational systems goes beyond the emphasis on information, to account for action, performance and adaptation of self-regulatory systems.
(Yogesh Malhotra, « *Information Ecology and Knowledge Management: Toward Knowledge Ecology fo Hyperturbulent Organizational Environments* »).

Governance.

Type (broad sense).

Global governance, trans-societal governance, post-territorial relations – *Gouvernance mondiale, globale, trans-sociétale. Relations post-territoriales.*
Général :
• Very different definitions of global governance exist, observed Zaki Laïdi, Senior Research Fellow at the Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, France. The term describes diverse processes, such as the avoidance of systemic crisis, the convergence of economies and societies on some common ground, the inclusion of the world's

poor and excluded, or the recognition of collective preferences of individual regions in trade or cultural matters, Laïdi said. Europe remains the region most strongly committed to the concept of global governance. Resistance to the concept has come from the United States which as a superpower believes it can "go it alone," as well as many poorer countries which believe "the rules of the game are stacked against them." While the shape and scope of global governance remains contested, Pace pointed to a body like the International Criminal Court as a new model of international lawmaking that embraces multiple sectors and crosses traditional lines for grouping governments. Pace also praised the European Union as a great experiment in international democracy and in redefining sovereignty.
OCDE
• Transnational Society, State Transformation and Global Governance :
What are the relationships among the ongoing transformation of states and state policies (formal government), growing transnational linkages and actors, and the broader issue of global order? (the project) draws on the study of: transnational economic integration; non-state actors and their relationship to formal policy processes and inter-state bargaining; emerging regional patterns; law, rights and identity beyond the context of the nation-state; and the changing security agenda in global governance. The project will also draw on a range of explanatory devices, from grand theory (realism, classical/neoclassical liberalism, Marxist and institutionalist approaches in political economy) and theoretical concerns (cultural theory, constructivism, cosmopolitanism), to the regional integration approaches important to (i) above or the study of institutional policy processes.
• Finally, the appearance of both an EU polity and a 'global polity' is suggestive of chang from established patterns of world order. It conveys a sense that world politics is becoming more 'organised' and, therefore, less anarchic. In terms of order this takes us away from the system of anarchy that formed the basis of the classical Westphalia system. In terms of units it implies a multiplication of numbers and types of significant actors in the system. In terms of processes, it suggests that world politics is as much about transnational, trans-societal and post-territorial relations as it is about inter-national or intergovernmental forms of interaction.
(Knud Erik Jørgensen & Ben Rosamond, « *Europe: Regional Laboratory for a Global Polity?* »).
Europe.

Emerging governance – *Nouvelles formes de gouvernance.*
Exemple : for cooperative energy in Northeast Asia to move from concepts to joint development projects, the domestic energy development governance structures in each country are as important as inter-national factors. The paper examines the governance structures of China's electricity industry, since that industry can be either an opportunity or an obstacle to an injection of more electric power that comes with joint exploration of fossil fuel and natural gas in the Russian Far East for consumption in China, the two Koreas, Japan, and Mongolia. China's electricity sector was under total monopoly by the national government until 1985. Reform in 1985 diversified electricity industry operators but led to confusion in the market. An Electric Power Law was enacted in 1996 to assist regulating the market but is already deemed outdated. Drastic reforms took place in 1998 with the abolishing of the Ministry of Electronic Power. China's State Power Company (created in 1996) is now the major industry agent at the national level. Simplification of bureaucracy at the national level is being repeated at the local level. This, in reality, means that local (provincial) governments have gained more power in deciding on electricity development projects. As such, it is necessary to take a bottom-up approach in identifying Chinese agents for cooperative energy development projects in Northeast Asia. The paper also identifies the necessary diversification of share/stake-holders to include local and national government agencies, the private sector, as well as multinational development agencies to make such projects sustainable.
(Daojiong Zha, « *Changes in China's Electricity Industry Governance: Implications for Energy Cooperation in Northeast Asia* »).
Chine.

Good governance – *Bonne gouvernance. Notion ambivalente à usage organisationnel, médiatique et politique.*
• Pour que le concept de "bonne gouvernance" trouve toute sa pertinence, il conviendrait donc de s'abstraire des paradigmes institutionnels à vocation universelle, de sortir des conceptions organisationnelles purement techniques, de briser les frontières artificielles entre Etat et "société civile" pour réhabiliter la notion "d'intérêt général", de promouvoir une approche globale des nécessaires réformes institutionnelles et des politiques macro-économiques, et enfin, de concevoir une idée de la "gouvernance" qui intègre dans un mouvement cohérent les niveaux nationaux et internationaux.
(www.hcci.gouv.fr/lecture/note/nl059.html)

Général : à la différence du gouvernement qui s'adresse à des individus et à des institutions, la gouvernance est un système de régulations qui vise des interactions. Le rapport gouvernants-gouvernés est remplacé par l'interaction d'acteurs individuels et institutionnels qui ont en partage la responsabilité du bien commun, et dont le jeu démocratique est garanti par les autorités publiques, sous le contrôle de tous les acteurs. Relevant, certes, du pragmatisme inhérent à toute gestion, une gouvernance est démocratique dans la mesure où elle assure l'interaction des acteurs sous le contrôle d'espaces publics, définis en fonction des droits humains et des principes généraux de l'Etat de droit (c'est ce qui distingue une «**gouvernance démocratique**» d'une « **bonne gouvernance** »).
(Patrice Meyer-Bisch, « *La notion de gouvernance culturelle* »).

Exemple : a vision for the Government of Nunavut
In preparation for Nunavut, extensive consultation with citizens of Nunavut resulted in a vision of government that:

- places people first;
- represents and is accountable and fair to all its residents;
- is a servant of the people of Nunavut;
- seeks direction from the people;
- is shaped by and belongs to the people of Nunavut;
- offers programs and services in an integrated and holistic manner;
- promotes harmony amongst people;
- places ownership of well-being into the hands of individuals, families, and communities;
- conducts itself with integrity and openness;
- encourages excellence and welcomes creativity; and
- incorporates the best of Inuit and contemporary government systems.

(« *Nunavut – Changing the Map of Canada* », Insights – Public Sector Management in Canada, Volume 3, Number 4, Public Policy Concern.)

Again there is considerable overlap between this list from Nunavut – even though it deals not with governance but with the narrower term government - and that produced by th United Nations. Another attempt to delineate some of the attributes of soun governance from an Aboriginal perspective comes from the work of Taiaiake Alfred, a Mohawk from Kahnawake. Alfred's set of characteristics do not solely address « sound » governance. Nonetheless, many of those that do – for example, the nee for trust between citizens and their government, the desirability of having high levels of participation, the importance of open communication – resonate well with both th United Nations and « western » lists.
(Tim Plumptre & John Graham, « *Governance and Good Governance: International and Aboriginal Perspectives* »).

Multi-level governance – *Gouvernance multiple, multi-niveaux.*
• *Notion reliée d'imbrication des différents niveaux d'intervention des acteurs politiques (local, national, européen).*
• *Principe de subsidiarité structuré en gouvernement à plusieurs niveaux.*
• *Il existerait trois formes de mécanismes de régulation de la société: la hiérarchie (autorité étatique), le marché et l'hétérarchie, c'est-à-dire une coordination par des réseaux auto-organisés et reposant sur des décisions prises en partenariat entre acteurs publics et privés (Jessop, 1998). Ces réseaux se composent soit d'individus soit d'organisations qui mettent en commun leurs ressources et coordonnent leurs actions pour optimiser les résultats recherché. Cette forme de coordination aurait existé depuis longtemps, mais en mineure par rapport au marché et à l'Etat. Son expansion actuelle, liée au phénomème paradoxal d'interdépendance croissante et d'autonomisation des acteurs agissant selon ces trois logiques, que ce soit au sein d'un niveau (local, national ou international) ou entre ces niveaux (multi-level governance), exprimerait un changement fondamental des structures de l'action publique.*
(www.unige.ch/forum/cgi-bin/cagnes?DoctorantsAgnes+DoctorantsAgnesHTMLArticle+6)

Général :
• Types of Multi-Level Governance :
TYPE I : general-purpose jurisdictions ; non-intersecting memberships ; jurisdictions organized in a limited number of levels ; system-wide architecture.
TYPE II : task-specific jurisdictions ; intersecting memberships ; no limit to the number of jurisdictional levels ;flexible design
• Because many current consultation procedures are limited by the number of actors involved and the issues addressed, representative governments should seek to develop new mechanisms that enable more participative governance. Actively involving interested actors in the policy-making process should make them more supportive of the resulting legislation; this, in turn, should make implementation and enforcement easier and more effective. While these conclusions may seem self-evident, continued cries from civic organisations and sub-national authorities for greater participation in the legislative process suggest that European and central governments have yet to understand fully the implications of moves toward a system of multi-level governance.
• Literatures share a basic postulate : dispersion of governance across multiple jurisdictions is more efficient than concentration of governance in one jurisdiction. Efficient governance adjusts particular jurisdictions to the trade-off between the virtues and vices of centralization. Large (i.e. territorially extensive) jurisdictions have the virtue of exploiting economies of scale in the provision of public goods, internalizing policy externalities, allowing for more efficient taxation, facilitating more efficient redistribution, and enlarging the territorial scope of security and market exchange. Large jurisdictions are bad when they impose a single policy on territorially heterogeneous populations
(Liesbet Hooghe & Gary Marks, « *Unraveling the central state, bUt how ? types of multi-level governance* »).

Exemple : multilevel gouvernance in Europe.
- Territorial Structures of Multilevel Governance in Existing States : French Regionalisation: Centre—Periphery Relationships since 1981 ; Italy: Towards a Federal State?; Complex and Asymmetrical (Con-) Federalism: Belgium and Spain.
- Multilevel Governance and Democracy : EU Structural Funds and Their Impact on Governance ; Regional Reform in France: Democratic Renewal or no Change? ; From Local Government to Local Governance: Democratic Renewal through Civil Society?
Multilevel Governance and the Accommodation of Population Diversity : Keeping Corsica Quiet: A Threat to the Unity of the French Republic?; Territorial Autonomy and Power-sharing: Northern Ireland and South Tyrol.

- Horizontal Manifestations of Multilevel Governance : The Emergence of New Territorial Units: Euroregions ; Cross-border Cooperation between Sub-state Territorial Units
(MA in Contemporary European Politics, University of Bath, Bath BA2 7AY).
Europe.

Polycentric governance, polycentrism, « framegration » – *Gouvernance polycentrique, polycentrisme, polycentralité, multigouvernance flexible. Notion souvent associée à la question urbaine.*
• *Système de plusieurs sphères d'autorité fragmentées et interdépendantes, dans lequel n'existe pas de distinction nette entre les affaires intérieures et les affaires internationales, et dans lequel les problèmes locaux peuvent prendre une ampleur transnationale et les défis mondiaux peuvent avoir des répercussions de voisinage. Il y a dans cette conception l'idée qu'un large spectre d'acteurs publics et privés collaborent et entrent en concurrence dans des coalitions mouvantes.*
(Sophie Toyer, « Dynamique des négociations internationales environnementales : jeux d'acteurs et interactions verticales
Le cas des négociations sur la biodiversité).

Général :
• Neologism suggesting "the simultaneity and interaction of the fragmenting and integrating dynamics that are giving rise to new spheres of authority and transforming the old spheres. It is also a label that suggests the absence of clear-cut distinctions between domestic and foreign affairs, that local problems can become transnational in scope even as global challenges can have repercussions for neighborhoods.
(L iesbet Hooghe & Gary Marks, « *Types of multi-level governance* »).

• In sum, polycentric governance has resulted from process of urban restructuring and the decentralization of governance powers and responsibilities. Whereas the first process diffuse power outwards from central cities to peripheral municipalities, the second process diffused power to local authorities throughout the metropolitan area. In order to achieve basic governance tasks in areas of common concern, policy communities and networks have become increasingly important for integration. Consequently, the governance context has not only become more **polycentric**, it has also become more complex and therefore more difficult for residents to access.
(Walter Nichols, « *Polycentric urban governance, polycentric social movement ?* »).

System of territorial administration – *Gouvernance, administration territoriale, gouvernance territoriale.*
• *Exemple* : la gouvernance territoriale.
Si la construction d'un territoire, au fondement des dynamiques de développement local, ne se confond pas avec la création d'espace politico-administratif à l'échelle locale, les collectivités territoriales sont amenées à jouer un rôle particulier dans la **gouvernance territoriale**. Cette forme de gouvernance se définit comme un mode de coordination – entre acteurs locaux puis entre groupes d'acteurs locaux et les niveaux plus globaux – qui conduit à la valorisation de ressources spécifiques et à la création d'une rente de spécificité [Leloup 2003]. « Le rôle de régulateur des collectivités territoriales apparaît en tant que double interface vis-à-vis de l'État et du niveau local. L'espace administratif issu des politiques de décentralisation pourrait s'avérer pertinent via son double rôle de coordination horizontale (coordonner les divers projets et les acteurs locaux) et verticale (vis-à-vis de l'État, des bailleurs et autres acteurs) » [Leloup et alii 2003]
(Alain Piveteau, « *Le concept de développement en débat ?* ».
France.

Exemple : the pattern of central-local relations known as the French « system of territorial administration » was a key feature of the traditional French model of policy and politics (Sadran 1992, Cole, 1998). It rested upon the principle of administrative uniformity across the nation. It recognised the superiority of central state interests over those of parties, regions, interest groups and localities. It formed part of a hierarchical mode of top-down organisation, whereby public policies originated within government departments or administrative corps; were implemented in localities by state field agencies and local authorities, and were co-ordinated by the prefect, the representative of the French state in the departments.
(Alistair Cole, « *Territorial Administration to Local Governance? Sub-national Politics and Policy-making in France* »).
France.

Multi-perspective governance - *Gouvernance multi-perspective, « à géométrie variable » (?). Notion peu documentée sous cette intitulé, qui articule les logiques des diverses parties prenantes, les niveaux territoriaux, les mandats et les pratiques.*
Exemple au niveau juridictionnel :
• **Cascading jurisdictional scale** - *Juridictions empilées.*
The territorial scale of jurisdiction multiplies across levels. Spreads governance across vastly different scales, but limits the total number of subnational levels to four or, at the most, five tiers for the larger EU countries.
Task-specific jurisdictions – *Juridictions spécialisées, sectorielles, dédiées*.
• **Intersecting jurisdictions** – *Juridictions croisées*.
Citizen is served not by 'the' government, but by a variety of different public service industries.

• **Non-intersecting jurisdictions** – *Juridictions homologues, de même niveau.*
Jurisdictions at the same territorial level do not overlap.

Exemple : le découpage de la gouvernance.
En effet, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) lui-même a fini par orienter ses interventions vers des stratégies basées sur une conception sectorielle de la gouvernance. Ainsi, sa littérature a commencé par distinguer les dimensions de la gouvernance et en a identifié trois :
- la *gouvernance économique*, processus de décision ayant une incidence sur les activités économiques du pays, ainsi que sur ses relations économiques avec les autres pays;
- la *gouvernance politique* axée sur l'élaboration des politiques publiques ;
- la *gouvernance administrative* qui concerne la mise en oeuvre des politiques publiques.
Alors qu'on pouvait s'attendre à ce que ces dimensions restent des axes de réflexion destinés à équilibrer une politique transversale de développement, elles se sont transformées en programmes d'activités sectorielles spécialisés, très largement autonomes les uns des autres, et de plus en plus atomisés.
Ainsi, la gouvernance économique et financière qui semble être la priorité actuelle du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) recouvre, entre autres, les mesures d'assainissement des finances publiques, le secteur financier (banques et micro finance), les politiques sociales, la lutte contre la corruption, autant de secteurs et de domaines qui, en l'absence de liens transversaux suffisamment forts, vont se spécialiser de plus en plus, et se développer en vase clos.
On pourrait faire des observations similaires pour la gouvernance politique et administrative qui donnent déjà lieu à une floraison de concepts ou d'expressions telles que: la gouvernance publique et la gouvernance privée; la gouvernance des institutions; la gouvernance locale; la gouvernance de la société civile, etc. Ici comme ailleurs, ce n'est pas tant la sectorisation qui pose problème que l'absence de principes transversaux susceptibles de garantir la nécessaire complémentarité de ces domaines d'activités.
Les orientations qui viennent d'être décrites présentent le double inconvénient de ne pas satisfaire aux exigences d'une bonne gouvernance, et, au plan pratique, de n'aboutir qu'à des résultats mitigés.
(Jacques Mariel Nzouankeu, « *La bonne gouvernance vue du Sud* »).

General-purpose jurisdictions – *Gouvernance générale, globale.*
Général : authoritative competencies are bundled into a small number of extensive packages at each level. Type I governance disperses authority across widely different levels, and constrains the number of levels by making the jurisdictions at each level multi- purpose. (…)
Decision-making powers are dispersed across jurisdictions, but bundled in a small number of packages. Federalists and students of intergovernmental relations tend to emphasize the costs of decomposing authority into disparate packages. This idea is especially strong in Europe where local government usually exercises "a wide spread of functions, reflecting the concept of general-purpose local authorities exercising comprehensive care for their communities."
(L iesbet Hooghe and Gary Marks, « *Types of multi-level governance* »).

Exemple : the boundaries that separate general-purpose governments are usually territorial, though some general-purpose governments encompass groups rather than territories. Examples are corporatist governance, the clan system in Somalia, communal self-governance in the Ottoman empire, religious self-governance in India, and consociational governance in pre-war Belgium and the Netherlands.
(Caporaso 2000, Krasner 1999 *in* Liesbet Hooghe and Gary Marks, « *Types of multi-level governance* »).
Somalie, empire ottoman, Inde ; Belgique, Pays-Bas.

System-wide architecture – *Architecture globale. Notion peu documentée dans le champ d'application « gouvernance », qualifiant les gouvernances de type I – fédéralisme – pour Liesbet Hooghe*.
Général :
• governance systems bounded together by a single court system with ultimate authority to adjudicate among contending jurisdictions.
• One does not arrive at general-purpose, non-intersecting, and nested jurisdictions by accident. Systemic institutional choice is written all over Type I governance. In modern democracies, Type I jurisdictions usually adopt the tria politicas structure of an elected legislature, an executive (with a professional civil service), and a court system. As one moves from smaller to larger jurisdictions, the institutions become more complex but the basic structure is similar. Though the institutions of the US federal government are far more complex than those of a French town, they resemble each other more than they do the Type II arrangements described below
(Liesbet Hooghe & Gary Marks, « *Types of Multi-Level Governance* »).

Impermanent jurisdictional system - *Système juridictionnel souple, adaptable, flexible.*
Général : type II jurisdictions are intended to respond flexibly to changing citizen preferences and functional requirements. The idea is rooted in Tiebout's argument that mobility of citizens among multiple competing jurisdictions provides a functional equivalent to market competition. In a subsequent article, Ostrom, Tiebout, and Warren put the burden of mobility and change on jurisdictions rather than on citizens. According to Frey, "FOCJ" [*functional, overlapping, and competing jurisdictions*]… are flexible units which are established when needed… [And] FOCJ are discontinued when their services are no longer demanded as more citizens and communities exit and

the tax base shrinks... FOCJ are an institutional way to vary the size of public jurisdictions in order to minimize spillovers. A change in size is, therefore, a normal occurrence."
(Liesbet Hooghe & Gary Marks, « *Types of Multi-Level Governance* »).

Indigenous governance – *Gouvernance autochtone. Les thèmes reliés sont souvent «souveraineté», «autodétermination»* (self-determination), *« autonomie », et « droits fonciers ».*
• *Les méthodes traditionnelles de gouvernance se concentraient principalement sur le bien commun et étaient en vigueur pour aborder les problèmes immédiats impliquant la survie de la tribu. Les décisions étaient prises sur une base collective et exigeaient souvent un certain temps parce que le principe du consensus était considéré par de nombreuses tribus comme un élément essentiel du processus décisionnel. L'harmonie était une valeur fondamentale parce que le conflit menacerait la survie de la collectivité.*
La centralité de la terre signifiait que les gens étaient obligés d'agir comme les gardiens de la Terre; la règle de la «loi naturelle» reposait sur le guidage du Créateur et était dont liée à la spiritualité, à la culture et à la langue autochtone. Son non-respect signifiait abdiquer la responsabilité et nier le mode de vie.
L'égalitarisme caractérisait la vie communautaire. L'individu avait une grande autonomie personnelle avec une obligation tout aussi forte envers la collectivité, parce que le bien-être de la collectivité dépendait de la force des individus qui la composaient. Les femmes jouaient divers rôles; dans certaines tribus, les femmes participaient peu à la gouvernance et, dans d'autres, comme au sein de la Confédération iroquoise, un système matrilinéaire était en vigueur en vertu duquel les femmes choisissaient et formaient les hommes qui allaient être les chefs de la collectivité. On se fiait aux anciens pour résoudre certains différends et pour donner des conseils, des orientations et une vision.
Souvent, la famille ou le clan était l'unité de base de la gouvernance. Les terres et les ressources étaient réglementées par le clan, si bien que les besoins pour la survie étaient satisfaits. De nombreuses sociétés autochtones accordaient peu de valeur au concept d'une «hiérarchie», si bien que le leadership au sein du clan était obtenu uniquement sur la base du respect qui était gagné et conservé; la responsabilité faisait partie intégrante de ce type de leadership (Graham et Plumptre, p. 23).
(Dave Courchesne Junior, « *Les formes autochtones de gouvernance* »).
Inde, Indonésie, Myanmar, Australie, Canada, USA,

Norm of *uti possidetis juris* - *Intangibilité des frontières issues de la décolonisation.*
• *Principe appliqué au XIXème siècle par les pays d'Amérique latine ayant acquis leur indépendance. Les limites des nouvelles républiques étaient calquées sur les frontières administratives des anciennes provinces espagnoles. Ce principe a également été adopté au sommet de l'OUA du Caire en 1964 pour ce qui est de la décolonisation de l'Afrique puis, plus tard, par la Commission d'Arbitrage de la Conférence pour la Paix en Yougoslavie en ce qui concerne les frontières des nouveaux Etats issues de l'éclatement de la fédération. On considère que le principe de l'uti possidetis compte au nombre des règles fondamentales du droit international public.*
Général : originates directly from the Roman law principle uti possidetis ita possidetis which assumes that the title of the goods belongs to its current possessor.
Rapporté au statut international du Somaliland

« Social pull » - *Pression sociale (en faveur des services d'utilité publique).*
Exemple : government electronic service delivery.
• In this paper, I present a good practice guide that draws insights from user studies to implement and evaluate user-centred design (UCD) in Government electronic service delivery (ESD). This guide could become a practical aid to implementation because it connects user studies and design. At least as important are ways that help designers understand the perspectives of citizens. And lastly, I explore ways of evaluating UCD so that it is seen as valuable in the context of government.
• In the first part of the paper, I focus on user-centred design in Government ESD in Australia within an international perspective. I examine audit reports and best practice guides of Government ESD in Australia. Though UCD is now a stated aim and given priority, little attention is paid to helping government officials dealing with ESD to make the shift to the users' perspective. This shift goes beyond the principles of site usability. It means starting from the user and his or her activities within their social and cultural context – rather than policy and what the department can offer. In the second part of the paper, I focus on a qualitative study of users of Government ESD in Australia. The study shows that users want services that are focused on activities. They want services that are easy to use. They want services that are secure and trusted and services that are responsive. Users also expect a choice of channels so that ESD can fit in with existing ways of accessing information and services.
• In the third part of the paper, I move from the sociological understandings of users of Government ESD to suggest actions that can be taken by designers of Government ESD, to make the services more user-focused. I outline the importance of personas and scenarios to tell a story about users. These stories which draw on user studies become important design tools for government ESD for they help place the insights of user studies, succinctly before the designers. The second aid to changing perspective is to work out ways for designers to become reflective about their own use.
• The concluding part of the paper converts knowledge about users' needs to evaluation criteria for user-centred design of government ESD. These performance criteria will help make user-centred design a central part of Government ESD.
(Supriya Singh, « *A good practice guide for Government electronic service delivery* »).
Australie.

Transnational governance – *Gouvernance mondiale, transnationale. Deux sens existent selon que le terme « transnational » se rapporte :*
• *à la disparition des états.*
Exemple : equally important role of various actors from within the private sector and civil society – surpassing the contribution and control of any single national government.
Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN); Global Digital Divide Initiative (GDDI)

• *à une forme de gestion et d'organisation d'un bien commun partagé entre plusieurs états.*
Exemple : le dernier exemple est celui du bassin du Nil qui pose un problème de gouvernance transnationale de l'eau douce. Six des dix pays riverains du Nil ont signé en 1994 un accord visant à créer un Comité de coopération technique pour la promotion du développement et la protection environnementale du Nil. L'Initiative du Bassin du Nil (NBI) a été lancée en septembre 1999 afin d'améliorer de façon durable le bien-être de toutes les communautés riveraines. Alors qu'il existe de nombreux intérêts divergents, il s'agit de créer un environnement où les parties puissent partager leurs points de vue et écouter les autres.
(www.portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=19403& URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)

Général : economic globalisation fosters transnational systems of governance that are seen to threaten nationally based systems of democracy. These developments raise several questions, both of a theoretical and of an empirical nature. First, what are the prospects for democratising transnational governance structures? In other words can democracy be disassociated from government? Second, what is the role of the EU – is it a transnational governance system or a fledgling system of government? Addressing these questions will help shed light on the third and final concern, namely, what is the democratic quality of the EU? The focus is on selected institutional aspects of the EU pertaining to Comitology, Courts, the European Parliament, and aspects of the process of constitution-making. Are these bodies representative of transnational governance, or of government? What are their contributions to democratizing the EU ?
(Erik Oddvar Eriksen & John Erik Fossum, « *Europe at cross-road : Government or Transnational Governance?* »).

Digital divide - *Fracture numérique/informatique.*
Général :
• The convergence of the Information and Communication Technologies (ICTs), the Internet, and the Web are striking developments of our times. The traditional constraints of space and time stand collapsed and the whole world is becoming a "Global Electronic Village". The Internet and the cable TV are imposing global stereotypes on the one hand, but also providing unlimited avenues for projection of the local, the particular, and the indigenous on the other. The ICTs are facilitating self-expression and self-assertion of the ethnic minorities across the bounds of nation-states, which as such are no more in a position to contain within their boundaries, their internal ethnic mobilizations.[1] The globalization of information is taking place, and the territorial boundaries are becoming meaningless in the face of multinational and transnational companies. There is a growing culture of interactivity. In the case of broadcast technologies, such as radio and television, information flow is generally one-way, and the viewers and listeners have a relationship with information but not with each other. But the modern media is extremely powerful to set the agenda of the emerging information society, as well as to influence the opinion of the masses. The emerging virtual communities are expanding their use of a decentralized nonhierarchical interactive communication infrastructure that promotes self-reliance, critical thinking, discovery, and openness to diversity, problems, and opportunities. Computer conferences, scholarly discussion lists, and bulletin boards have created new virtual communities which are engaged in a perpetual dialogue on various issues confronting us today. The ICTs and high-speed networks have an immense potential to provide real-time access to vast amounts of networked information. But the invisible hand of peer review has suffered a set back in this age of digital revolution. Since there is no competition for space on the web, a lot of junk is being made available via the Internet. The porno sites are another threat to the younger generation. But electronic publishing and the hypermedia have opened a new possibility for the academics to start their own electronic journals, newsletters, bulletin boards, discussion lists, and mailing lists. These developments have made real-time access to information a near reality. But the search engines still are supplying a lot of junk to the end users. In fact, organization of the web-based information is the biggest challenge for the professionals today. In case of esoteric information, the search engines return very few documents, but in case of exotic information, one gets thousands of hits. This causes irritation to the end user and also an encroachment upon his precious time. Library and information professionals can play a pivotal role in organizing the web and ensuring the end users' delight by furnishing them with customized information.
• There is a shift away from informing to involving people in the democratic processes in India. The democracy in India today will not be the same in the near future. The awareness and assertion of marginal groups and the end users is growing day by day, not because of the increasing literacy rate, but because of the penetrating impact of media on human minds. The cable TV has played a significant role in this regard. In fact, the emerging information society has moved away from authority-centered knowledge to reason-based social progress. In the industrial era, reason, order, and homogeneity were the ruling concepts. But in the postmodern era, spirit, chaos, and heterogeneity are the guiding principles. Even then, postmodern paradigm has failed to solve the problems of society at large. Looking beyond postmodernism, people have started taking cognizance of systems thinking, in which every individual is a whole within a whole (www). Previously, we were talking of the dualistic mode of whole-part relationships, but now systems thinking has led us to follow a holistic approach to social transformation. In the industrial age, the focus was

on the production and consumption of tangible goods, but in the post-industrial era the focus is on production and use of intangible assets, i.e. information and knowledge. The economic man of the industrial era was more concerned about the material assets, but the information person of the emerging information society is more bothered about the psychological and spiritual aspects of his existence. We have moved from atoms to bits. But this transition has not been reflected largely in library and information infrastructure (LII) in the developing countries. The LII in these countries has been designed to deal with order and homogeneity on the one hand, documents and groups on the other, whereas the need of the hour is to deal with chaos and diversity on the one hand, and networks and individuals on the other. Taking cognizance of this fact, an effort has been made in this paper to present state-of-the-art report on information management in India in the context of a networked world.

• In India, the ICTs may further increase the existing disparities. It is a country where 47.79% of its population is totally illiterate. There are wide variations between various states and groups. The Kerala State has the highest literacy rate of 89.79%, whereas the Madhya Pradesh State has the lowest literacy rate of 38.48 percent. Similarly the literacy rate among males is 64.13%, and among females it is 39.29 percent. In such a situation, information literacy for these illiterates will not mean anything, until and unless they are empowered with basic literacy skills. This problem will have to be tackled at two fronts. On the one hand, by providing free education to the weaker sections of the society, and on the other by saving the neo-literates from relapsing into relative illiteracy with the help of adult education programmes and a network of public libraries throughout the country. India has very good programmes, such as National Literacy Mission (NLM) and Jana Siksha Nilayams (JSN) for this purpose. But the position of public library service and school libraries is not up to the mark. Even a large number of college libraries are suffering from a lack of resources. Inflibnet, an ambitious programme in India with its commitment to extend its resources and services to college libraries, has not been able to do much for the college libraries in India. In the absence of a national policy on library and information system, the future of access management in the networked world is not very bright in India. The Government of India must frame a national policy to contain the growing 'digital divide' in India, otherwise the ruralites and other 'info-poor' will not be able to contribute efficiently and effectively in the national development. The professional associations in India will also have to make concerted efforts for obtaining this end. Only this way, we can sustain the democratic values enshrined in the Constitution of India.

• The international organizations, such as Unesco, IFLA, World Bank, and other funding bodies like IDRC, DANIDA, and SIDA should also take a lead in bridging this 'digital divide' in India and other developing countries of the world. This world can be called a 'global electronic village' only when everyone on this earth has equal and equitable access to the networked and distributed information. Everyone, who is committed to democratization of knowledge and information, must strive to bridge the growing 'digital divide' between and within the developed and developing nations on the one hand, and the 'info-rich' and the 'info-poor' institutions on the other.

(Jagtar Singh, « *From Atoms to Bits : Consequence of the Emerging Digital Divide in India* »).
Inde.

Digital Determinism – *Détermisme digital, « aliénation informatique ».*
Général : digital determinism is being perceived as a threat to human relations. Today man's existentialist freedom is being swallowed by a different kind of determinism – computer determinism – which is reducing existence into digitized data; this is a kind of determinism worse than its earlier varieties – theological, mechanistic, and dialectical – in the sense that the latter forms, while diluting man's autonomy, still entailed one or the other type of value – system derived from the divine, natural or historical imperatives. Computer determinism may be defined as the computer – done information – processing, decision – making activities in which human factor – the matrix of values – is eliminated.

(Jagtar Singh, « *From Atoms to Bits : Consequence of the Emerging Digital Divide in India* »).
Inde.

Democratic process.

E-Democracy, Digital democracy – *E-démocratie, Démocratie digitale, société civile en ligne, cyberdémocratie.*
• Possibilité de s'organiser en groupes, en associations électroniques.
• Moyen pour le citoyen de regagnee de nouvelles opportunités, afin de participer à la politique, à la gouvernance et à la société.
• Notion à la base : ENT, Environnement Numérique de Travail.
Cf. « Virtual community / Immaterial community / Collaborative dynamics »
Général : inter-related and complementary forces in pushing efforts at community building and political action extending beyond traditional state boundaries.

In a context driven less by hierarchical control and coercion and more by empowered networks and engagement, new systems of governance are forming or struggling to emerge, particularly globally and at the level of continents. Three sets of inter-related processes intertwined within e-governance's evolution are reported within the context of commerce, security and communit and by considering the influence of markets, states and civil society in shaping them.

(Jeffrey Roy, « *E-governance and International Relations: A Consideration of Newly Emerging Capacities in a Multi-level World* »).

E-Governance, Cyberspace governance –. *E-gouvernance, gouvernance par l'informatique.*
L' e-gouvernance est l'utilisation par le secteur public des technologies de l'information et de la communication dans le but d'améliorer la fourniture d'information et de service, d'encourager la participation du citoyen au processus de décision et de rendre le gouvernement plus responsable, transparent et efficace.
(www. portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=3038&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)

Général :
• E-governance does not invent anything new in the system of public administration. It only makes it possible to provide the usual services to the public in electronic format in addition to the usual procedure. Moreover, the e-governance system ensures better access of the public to information and thus creates conditions for increased transparency. As ill governance and application of corrupt practices are usually caused by the ignorance of people about the existing laws and procedures, improved access to information is susceptible to contribute to diminishing the occurrences of those corrupt practices.
• From a socioeconomic perspective of cyberspace governance, we develop two alternate ways that local knowledge and universal values can interplay to shape the nature of cyberspace governance. The first is called vertical-ism, which represents the primaryapplication of local knowledge with supplement from the universal values. The second is called horizontal-ism, which represents the primary application of universal values with supplement from local knowledge.
By conceiving the translation of territorial legal rules to cyberspace as the interplay between the processing, territorial and legal maps, we suggest that vertical-ism may result in an anomaly in that the strict application of existing laws to cyberspace may result in counter-intuitive decisions.
Furthermore, by borrowing concepts of multilateral organizations as applied in international trade and commerce, we argue that a horizontalism approach, while not ripe for general applicability to all aspects of cyberspace governance at the moment, is more suitable as the theoretical framework for electronic commerce. Further research is needed to examine the applicability of horizontal-ism to general cyberspace governance.
(Matthew K. Au, « *Cyberspace Governance: A Socioeconomic Perspective on the Interplay of Local Knowledge and Universal Value* »).

Exemple : the concept of e-governance is not absolutely new for Armenia. UNDP has already provided assistance to the government for creating and piloting e-governance systems, such as the pilot egovernance system for the Regional Administration of Lori and the e-visa system implemented together with the Ministry of Foreign Affairs. The Government and the donors have expressed their appreciation and will provide necessary support to the introduction of e-governance in Armenia and to the development of ICT in general. This strong interest and support to the development of ICT is based on the existence of big potential for the development of this sector in Armenia. Highly skilled professionals, companies and training institutions have access and are able to compete in the regional and international markets.
(Government of Armenia and United Nations Development Programme, « *E-Governance System for Territorial Administration* »).
Arménie.

Network governance – *Gouvernance des réseaux, gouvernance en réseau*.
Général : network governance means looking at how certain functions (administration, professional guidance, information management and dissemination, etc.) are carried out.
(Termes de référence de l'étude *« Survey of professional education networks in Africa. »*)

Général : possibly the impact of the alleged shift from "government" to "governance" on the role of political parties and representative institutions in contemporary democracies is more pronounced and more alarming than it has been assessed so far, and it deserves more scholarly attention. On the other hand the – admittedly anecdotal (but less for the Swiss case) - evidence I can rely on from empirical studies on policy-making that deal with this aspect leads to more differentiated conclusions. Clearly, more systematic empirical research is needed in order to lead to cumulative results. In line with the literature on the domestic effects of internationalisation we if the role of the parliament is weakened, this is not due to a shift towards less hierarchic "governance" but to technocratic reform under executive and administrative dominance. And in line with the literature on social policies, we also observe a decline of the influence of the neo-corporatist system of interest intermediation (in small countries where it was well established), this time followed by a stronger influence of parties and (in Switzerland) the parliament: associative governance was weakened as a whole, instead of being enhanced as is expected by theories of network governance. The literature on the EU and on internationalisation also concludes to the diffusion of a "regulatory state", another – deliberate for reasons of governability (in particular policy credibility) – shift resulting into a weakening of democratic control, but resulting into a weakening of associative governance too. Majone's work (among others Majone 1994) is exemplary in that respect, but interestingly the same author maintains that this shift was accompanied by a more influential role for parliaments, mainly through a strengthening of parliamentary committees, even in majoritarian systems like the UK traditionally dominated by the executive (Majone 1997). Also, national parliaments tend to exert – albeit unevenly – more stringent control over European legislation (Benz 2004), reducing thereby somewhat the notorious

“democratic deficit” of the EU.
In sum we observe a whole range of shifts in policy-making today: along with network governance, one can mention internationalisation and the related enhanced role for governments and bureaucratic segments, the decline of neo-corporatist concertation, the advent of the regulatory state, « judicialisation » (that is linked to europeanisation too through the role of the European Court of Justice) , « audience democracy » and mediatisation of politics… These shifts are sometimes contradictory (e.g. « audience democracy » and « network governance » or “judicialisation”), and we have no idea about their relative importance for the functioning of democratic systems, or about their impact on the role of parliamentary institutions and political parties on policy-making. Therefore not only do we need more systematic empirical research on these subjects, but also more theoretical refinement together with more « synoptic » (encompassing) theorisations. The so far insufficient evidence leads to contradictory conclusions, also because it is produced by researchers belonging to political science communities that do not communicate much with each other. We need then to overcome the present fragmentation of the discipline of political science along research objects and intellectual paradigms, and to establish a more sustained dialogue among researchers that tend to emphasise the shifts they are more familiar with, and to neglect shifts outside their area of specialisation.
(Yannis Papadopoulos, « *Network governance : governance without parties ?* »).
Suisse.

Général : in broad strokes, the theory [a theory that explains under what conditions network governance, rigorously defined, has comparative advantage, and is therefore likely to emerge and thrive] says that the network form of governance is a response to exchange conditions of asset specificity, demand uncertainty, task complexity, and frequency. These exchange conditions drive firms toward structurally embedding their transactions. Structural embeddedness enables the use of social mechanisms for coordinating and safeguarding exchanges. When all these conditions are in place, the network governance form has advantages over both hierarchy and market solutions in simultaneously adaptating, coordinating, and safeguarding exchanges.
(Candace Jones, William S. Hesterly & Stephen P. Borgatti, « *A general Theory of network governance : exchange conditions and social mechanisms* »).

Micronationalism, micronation – *Micronationalisme, Exemple : nationalisme digital (internet)*
Général : internet technology has given rise to thousands of micronations. While most represent a mere hobby or a political simulation, some have ambitions for statehood and recognition. Micronations will not become “real” nations unless they create a culture. (Scholiast.org)
(www.globalpolicy.org/nations/state/experindex.htm)

Général : looking at micronationalism as a whole, then, we see a very broad spectrum of activities, spanning from the trivial to the significant. To the serious researcher, it is all interesting - as part of the larger nationalist phenomenon, reduced to the smallest component elements, micronationalism can provide valuable insights. In many ways, micronationalism represents the ultimate reductio ad absurdum of Wilsonian self-determination.
In the opening of this essay, I asked whether there was any difference of kind between micronations and "real" nations. The answer, in my opinion, is: not if the micronation has managed to establish an actual "national" culture - which is to say, a culture that can unite the constituent members around a common goal, an ideal of community and togetherness. This may be true of any quasi-tribal structure, of course - it is even, momentarily, true of rioting football hooligans. Nevertheless, the litmus test must be whether the "nation" in question can muster the twin characteristics of durability and coherence. Whether micronationalism, still in its infancy, manages to produce such durable and coherent cultures from among its many experiments, remains to be seen. It would not surprise me, though. The potential is certainly there.
(Peter Ravn Rasmussen, « *What is Micronationalism ? An introduction* »).

Général : micronations – which are sometimes also referred to as cybernations, fantasy countries, model countries, new country projects, and online nations – are entities that resemble independent states, but for the most part exist only on paper, on the Internet, or in the minds of their creators. A small number have also managed to extend some of their operations into the real world. When they do touch on the real world, they converge to some degree with other organising paradigms that offer, or seem to offer, political or infrastructural independence of some sort.
The term « micronation », which literally means « small nation », is a neologism originating in the 1990s to describe the many thousands of small unrecognized statelike entities that have mostly arisen since that time. The term has since also come to be used retrospectively to refer to earlier unrecognised entities, some of which date to as far back as the 19th century. Modern micronational hobbyists sometimes refer to real sovereign nation-states as 'macronations'.
What is a micronation ? Micronations generally have a number of common features:
1. Many micronations assert that they wish to be widely recognised as sovereign states — but they are not so recognised by established states.
2. Micronations are quite small, both geographically and in terms of membership. They rarely have more than a few thousand members — and the vast majority have no more than one or two active participants.
3. Micronations typically issue formal instruments such as passports, stamps and currency, and confer titles and awards — but these are rarely recognised as having any form of validity outside their own communities of interest.
These criteria distinguish micronations from imaginary countries, eco-villages, campuses, tribes, clans, sects, and residential community associations, which do not usually seek to be recognised as sovereign.

Micronations should be distinguished from various entities which exercise effective governmental and military control over a territory, despite not being recognised as a state by most or all other states. Examples of such entities would include South Ossetia, Abkhazia, and Transdniester, or many parts of the world controlled by rebel guerilla groups. By contrast, micronations do not exercise effective military or governmental control of any more than a very small area (e.g. the private property of its founders), if that.
(www.answers.com/topic/micronation)

Citizen Engagement – *Participation citoyenne.*
Exemple : local Governance Morocco (LGM) (Citizen Engagement Project (CEP))
• The project is a pilot initiative designed to build Morocco's local capacities to support inclusive, optimum, and sustainable local development in the Tangiers-Tétouan and AlHoceima-Taza-Taounate areas. Among other things, the project aims to equip Morocco to expand innovative management approaches to local communities. Technical assistance will thus advise and assist Moroccan authorities in executing a new model of participatory management in the context of the decentralization/deconcentration process. This will improve civil governance in Morocco by strengthening local communities, dialogue between government and civil society, and broader citizen engagement in the political process.
• *Project Impact* : More effective management of government and local communities in dealing with citizens' concerns/aspirations, including more equal opportunity, greater gender equality, and better relations among citizens, government, and elected representatives.
• *Project Outcomes* : Capacity building (modernization) of territorial administrations and local communities under the project. Better consideration of people's needs in development processes implemented by local communities under the project. Coordination and more fluid, sustained, and effective vertical relations between the central government and local communities under the project (regions, provinces/prefectures, communes). Territorial administrations will have the capacity to replicate (expand) innovative management approaches supporting decentralization.
• *Project Outputs* : Strategic communication component: More appropriate, efficient, effective communication within local government and with partners (producers, associations).
• *Partnership management* component : Local communities are equipped to enter into productive partnership agreements with deconcentrated government and partners (producers, associations).
• *Operational behaviour*/design component :
- A multidimensional long-term vision emerges for the three decentralized government levels (regions, provinces/prefectures, communes), supported by strategies to guide development efforts.
- Local communities transform their corporate culture through systematic participatory management.
- Local communities and government are equipped to deal with conflicts relating to policy direction (focus), program design, and resource allocation.
- Territorial administrations and local communities are organizationally designed for decentralization.
• *Results-Based management* (RBM) component :
- Government and local communities build their assessment and decision-making capacities to make administrative and development activities more rational and effective.
- Local communities practise results-based financial management.
- Local communities adopt a "genderizing" approach to budgeting for planning, monitoring, and performance review procedures.
- Management capacity is built by following all phases of the management and results-based management (RBM) cycle.
• *Human resources* (HR) management component :
- The various local communities improve staff performance and motivation.
- All territorial administrations of targeted regions clearly agree on the competency profiles of the various management bodies they comprise, in keeping with decentralization.
- The basic/ongoing training system is strengthened for managers of territorial administrations and elected representatives to support decentralization.
- Managers of territorial administrations are selected and assessed more honestly and objectively.
• Networking and experience sharing component : Greater capacity to benefit from experience and lessons learned about decentralization and better local government, in Morocco and elsewhere.
(Ibolya Galambos, www.acdi-cida.gc.ca/cida_ind.nsf/0/0a6830bebf6600be8525702600544434?OpenDocument)
Maroc.

Democratization (and multiparty politics) – *Démocratisation (et mtultipartisme).*
Général : pluralism describes situations where distinct groups are actively autonomous and independent, but often interdependent, with legitimate claims and different positions on critical substantive issues. These differences are based on separate values, perceptions, objectives and knowledge. It describes the dynamic interplay between different ideologies, interests and organizations. When applied conceptually to forestry and rural development, pluralism may improve the understanding of certain organizational situations and improve the assessment and use of techniques and methods for sustainable forest management.
(…) Democratization and multiparty politics : the decline of centrally planned, one party states is allowing for the emergence of numerous political parties with different policies and objectives sometimes with a strong interest in the environment.
(Jon Anderson, Jean Clément & Loy Van Crowder, « *Accommodating conflicting interests in forestry concepts*

emerging from pluralism »).

Pluralist approach – *Approche pluraliste.*
Général : pluralism acknowledges a growing reality at the local, national and international levels. Put simply, « pluralism may be messy but it helps bring us closer to the reality of the field » (Garces,1997).

Exemple : proactive recognition of pluralism and its potentials calls for prudence and caution - it would be unwise to promote pluralism simply for pluralism's sake. A careful assessment is needed of situations (human as well as biophysical dimensions) to determine whether a better understanding of the pluralistic dynamics and the application of appropriate tools could improve the situation as well as whether, in the longer term, a pluralistic framework might be more sustainable.
From an institutional perspective, the promotion of pluralism in forestry and rural development cannot be achieved solely through decentralization, privatization, participation or other processes that are currently high on the development agenda. The solutions needed are of a more subtle and complex nature. There are many different examples of successful experiences to draw on rural fuel wood resource management contracts, territorial charters, codes of conduct – using varied organizational mechanisms. The fundamental question is whether pluralism has practical significance for sustainable forestry and rural development, and whether it can offer concrete tools and methods which contribute to sustainable forestry and rural development.
(Jon Anderson, Jean Clément & Loy Van Crowder, « *Accommodating conflicting interests in forestry concepts emerging from pluralism* »).

Hyperpluralism – *Hyperpluralisme. Notions reliées : « groupes d'intérêt ». « droit à la différence », « multicommunautarisme ».*
P.Yates (1977, et alli 1991, Judge, 1995) observe la multiplication du nombre des intérêts en jeu et leur diversité, empêchant les élites de contrôler les processus décisionnels, « jusqu'au chaos » (exemples de New-York ou New-Haven), ou au combat de rue (« street fighting pluralism *»), à « la ville sauvage » (M. Castells 1983). Dans les couloirs des mairies, chaque groupe d'intérêt tisse ses propres relations avec les divers segments de l'administration municipale. De Léon (1992) parle d'anti-régime, en référence opposée à C. Stone, comme « système défensif conçu pour bloquer et filtrer le pouvoir des gros intérêts économiques, protéger la ville des forces d'un marché dérégulé et de projets colossaux de croissance ». Analyse proches de travaux italiens et « des vétos croisés ». Dans une telle situation, il vaut mieux pour un maire ne rien faire que faire quelque chose (Dente 1990).*
Dans ces travaux, la question du territoire n'est pas abordée. Tout comme dans les approches en termes de coalition, il s'agit de la ville-centre.

Général : hyperpluralism results when too many groups come to think of government only in terms of what benefit they can secure from the public treasury. An explosion of government programs, particularl since the 1960s, has created interest-group politics. Groups are making demands on government—many of which are meritorious when examined individually, but break the bank when aggregated.
(Timothy J. Penny, « *The changing relationship between federal state and local governments* »).

Général : hyperpluralism is the belief that so many centers of influence are present that government is over-extended. In Hyperpluralism, so many groups contend for power that government is unable to function efficiently which is defined as Gridlock. In this theory the politicians concern themselves so much with re-election that they attempt to placate everyone.The result is the public policy that is confused and contradictory
(www.republic.k12.mo.us/highschool/teachers/kowens/amergov/plsintro.htm)

Institutions.

Global institutions, Global system - *Mondialisation… financière, inter-étatique, démocratique, (néo)libérale…*
Exemple : le Forum Social Mondial.
Le Forum social mondial est un espace de débat démocratique d'idées, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, de réseaux, d'ONG et autres organisations de la société civile qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par le capital et par toute forme d'impérialisme. A la première rencontre mondiale de 2001 a succédé un processus mondial de recherche et de construction d'alternatives aux politiques néo-libérales. Cette définition est inscrite dans la Charte des Principes du FSM.
Le Forum social mondial se caractérise également par sa pluralité et par sa diversité. Il n'est ni confessionnel, ni gouvernemental, ni partisan. Il se propose de faciliter l'articulation, décentralisée et en réseau, d'associations et de mouvements engagés, tant au niveau local qu'international, dans des actions concrètes de construction d'un autre monde, sans prétendre pour autant incarner une instance représentative de la société civile mondiale. Le Forum social mondial n'est ni une association, ni une organisation.
(www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=19&cd_language=3)

Exemple : analyse critique du système des NU (Nations Unies).
• Broadly speaking, the international system can be divided into four « chunks ». The first is treaties and conventions; the second is United Nations (UN) conferences such as those in Monterey and Johannesburg; thirdly, there are groupings of countries such as the G8 and the G20; fourthly, there are some 45 global multilateral institutions such as the World Bank, the International Monetary Fund (IMF), the World Trade Organisation (WTO) and the many UN agencies. These four parts of the international system do many useful things. The four parts together have not amounted to a system that will solve the big global issues. Treaties and conventions are usually very slow at solving global issues. Take global environmental problems. There have been no fewer than 240 treaties put in motion since 1960. And yet in Johannesburg a few months ago the leaders of the world had to confront once more that there hasn't been much progress in the environmental area – there has been a regression in many cases. This is usually for one of the following reasons. Many treaties are v ery slow to be ratified; it can take decades. Or when treaties are ratified they exclude some major players. Or when they are ratified they don't have secretariats. Or they are not being enforced at all.
• The big UN conferences are very useful in raising the awareness of people worldwide about a particular set of issues for a brief time. In that sense they do play an important role. But they are not good at producing real solutions to these issues. They don't last very long. There is no real brainstorming going on, and essentially the communiqués and calls for action are too general to amount to a detailed set of solutions. Groupings such as the G8 and the G20 (which is an offshoot of the G8 looking at the international financial architecture) have their own set of shortcomings. They do useful things but they are not very good at lo ngterm problem solving. Their methodology is largely reactive.
• Another problem with G8-type groupings is their exclusiveness. India and China are not in the G8 even though one person in three on the planet lives there. Also, they tend to lack a full range of relevant knowledge. Civil servants only know so much – they need the complementary knowledge and insights that come from business and civil society.
• Then there are the global institutions such as the World Bank, IMF and the UN agencies. Many of these institutions do very useful work and often have precious knowledge. But they can't fly solo when it comes to global problem-solving, in part because the countries that control them won't let them. They also have far less power than is often ascribed to them by public opinion. The WTO, for example, has a very small budget. They are often criticised heavily by protestors, if only because they are the visible part of the system.
(Jean-François Rischard, « *Network solutions for global governance* »).

Environmental governance – *Gouvernance environnementale.* ***Cf. «Environment / Ecology »***

Governance and natural resources management – *Gestion des ressources naturelles.*
Général : planning process, generally adaptable, embracing the elements of subsidiarity, equity and multi-stakeholder participation – (the bottom-line of decentralization)

Global (geo)spatial data infrastructure – *Infrastructure mondiale de(s) données spatiales.*
Général : l'infrastructure de données spatiales fournit une base pour la découverte, l'évaluation et l'application des donnnée spatiales par des utilisateurs et des fournisseurs à tous les paliers gouvernementaux, aux secteur commercial et sans but lucratif, aux milieux universitaires et par des citoyens en général. Le terme infrastructure favorise le concept d'un environnement de soutien fiable, analogue à une route ou à un réseau de télécommunications, qui, dans ce cas-ci, facilite l'accès à l'information géographique en utilisant un ensemble minimum de techniques, de protocoles, et de specifications normalisés. Comme des routes et des fils, une infrastructure de données spatiales facilite le transport des paquets d'information géographique presque sans limites.
(www.geoconnections.org/publications/Technical_Manual/html_f/s1_ch4.html)

Général : implementation of the objectives of Agenda 21 requires transnational understanding and analysis of environmental data the ECOSOC urges countries, to the extent possible and consistent with national priorities, to develop national spatial data information systems and co-operate to develop international spatial data standards.
(Conference Resolutions, Recommendations and Findings, 3rd Global Spatial Data Infrastructure (GSDI) Conference, Canberra, A.C.T., Australia, 17-19 November 1998).

Community Land Trust – *Fiducie communautaire territoriale/foncière. Notions imbriquées de drois fonciers, gestion locale, charte, bien commun, valorisation locale, automie économique, durabilité. Une filiation possible avec les « land rights » des peuples autochtones (Australie).*
Général : a Community Land Trust (CLT) is a form of common land ownership with a charter based on the principles of sustainable and ecologically-sound stewardship and use. The land in a CLT is held in trust by a democratically-governed group, while individuals own the buildings and the improvements created by their own labor and investment. Through an inheritable and renewable 99-year lease, the trust removes land from the speculative market and facilitates multiple uses such as affordable housing, agriculture, and open space preservation.
(www.smallisbeautiful.org/clts.html)

Down-sizing responsibilities – *Diminution de la sphère publique par une externalisation de prérogatives dans le champ économique (privatisation) ou social (co-gestion, délégation de responsabilité, démocratie d'action).*
Général : governments everywhere are under financial pressure to down-size and to retain control of only basic

functions such as policymaking, planning, legislation, law enforcement and monitoring. This results in the delegation of other functions to NGOs, private sector entities or others.
(J. Anderson, J. Clément & L. V. Crowder, « *Accommodating conflicting interests in forestry concepts emerging from pluralism* »).

Devolution – *Dévolution. Notion de déconcentration (de l'état, des pouvoirs). Idée proche : subsidiarité active.*
• Devolution can be considered a particular form of the general phenomenon of intergovernmental relations. It follow that the development of social policy under devolution can be illuminated by comparison with the intergovernmental relations of other states in delivering social policy.
• Though devolution did 'bring home' government to the Province, there remain serious doubts about the ability of the devolved agencies alone to satisfactorily restore full legitimacy to government. In future, the newly devolved bodies will have to interact with the wide range of bodies and organisations that form territorial civil society in Northern Ireland to generate the 'social capital' necessary to ensure social cohesion and good governance. The focus of the proposed research is therefore to examine the relationships between the Assembly/Executive and sub-regional governance (through public sector reform) and the contribution made by the Civic Forum to the work of the Assembly/Executive.
« Paul Carmichael & Colin Knox, « *Beyond Devolution - Widening and Deepening the New Governance of Northern Ireland* »).
Irlande du Nord (Ulster).

Decentralization – *Décentralisation (niveau institutionnel). Aussi dominante économique « Subnational and regional economics » (Banque Mondiale), « Poverty reduction program » (OCDE).*
Général : decentralization concerns the processes by which people and their institutions are empowered throughout an entire societal system whether at the global, national, local or household level. The greater the extent to which people are involved in decision-making, management and service delivery at all levels, the greater the potential for effective, sustainable and equitable development.
Decentralizing governance at the country level includes the whole system of the national legal and institutional framework and the empowerment of sub-national institutions at provincial, district, city, town and village levels in terms of fiscal, administrative and legal processes. In addition, effective decentralization involves the flow of information and resources between and among the various levels of governance from national to local and local to national. Some of the key modalities to effective decentralization include the full participation of the entire population, especially the poor, women, youth and ethnic minorities as well as the active partnerships of the various actors - national and local government, Non-Governmental Organisations (NGOs), Community-Based Organisations (CBOs), private firms and donors. UNDP provides technical and financial support for decentralization processes in 90 developing countries.
(www.undp.org/governance/decentralization.htm)

Exemple : good governance involves changes in values ; attitudes and behavior patterns; political and organizational structures; interest articulation and aggregation; participation; policy and decision making. Good governance for achieving human security requires human governance. This means a people-centered role for the state with effective participation of people in state, civil society and private sector activities. Success of decentralization is affected by capacity of local authorities. This relates to appropriate human resource management. Mongolian Government adopted a new Constitution in 1992 which, proclaimed a decentralized intergovernmental system, guaranteeing power for local governments. Following this move, the Government shall strive to put in place good governance that would develop and implement state policies efficiently, effectively serve the people, meet their basic needs and establish justice. In this context, this paper examines the historical evolution of Governance, its structure and organizational arrangements and the legal framework.
STRUCTURE AND THE RESPONSIBILITIES OF GOVERNANCE IN MONGOLIA
Mongolia is divided into 21 major territorial units known as Aimags and one capital city (Table 1). Nineteen of the Aimags are classified as rural and two as urban. Each of the rural units is further divided into smaller territorial units known as soums. The soums are divided into bags. Bags (around 1600) are the smallest administrative and territorial units in Mongolia. In each of these administrative units there is an appointed Governor representing the central administration, with associated staff (one medical doctor, 1 veterinary person and 1 accountant. -Figure 1), and an assembly (Public Hural), which is open to participation from all citizens of bags.
With the recent process of decentralization, the aimag Governor's office has to decide its budget and staff numbers. The line ministries are not involved in this process. These changes rely on a combination of principles of local self-governance and the central government authority. Instead of concentrating all the decision-making power at the center, it gives wide latitude in decision making power to local organizations. There is a vertical management link between aimag, sum, and bag Governors.
The aimag Governor appoints the sum Governor and the latter designates the bag leaders, respectively. Lower level authorities should report their work performances on a regular basis to the upper levels of government, while the latter have responsibility to monitor and evaluate their work results. As a general rule, the organizational structure is an important variable for effective management. Therefore, it is desirable that an organizational structure should normally be flexible and relatively easy to change, not permanent and rigid. As a result of structural change, the Ministry has been transformed into a policy-making professional organization, but does not administer or control the aimags as before.

(Yondonjugnai Unurborgil, « www.apo-tokyo.org/icd/papers/E-Publications/01.EffDecforICD/3-09.pdf)
Mongolie.

« Institutional void » - *Vide institutionnel.*
Général :
• An important characterization of the new governance arena considers that policymaking now proceeds in an "institutional void" (Hajer 2003). This notion contends that there are no clear rules and norms for processes of governance that are engaged in addressing multiple public problem domains. This paper attempts to clarify and examine such a claim in the UK's current and on-going context of partnership governance. We seek to identify the patterns that mediate between the traditional democratic institutions of policymaking and relatively new partnership forms by exploring elements of institutional design. Based on the analysis here, we propose that the notion of institutional void neglects the role played by the dominant underlying beliefs and values of the extant political system where conventional democratic institutions adapt to manage transformation in the public sector. Instead of the 'void' we see the emergence of a dominant set of institutional practices through which the governance arena is shaped.
• The partnership governance agenda entails the creation of goals, structures and processes and appointment of a 'manager' to control the "process". Through policy guidance documents, and managerial-pragmatist arguments in operation of partnerships, this new governance agenda is promoted and its practices are legitimated (Townley et al 2003). This paper empirically clarified the institutional environment and design aspects of partnership governance. It does not per se, deal with the resolution of the tension between institutional design and democratic governance. However, we note that this line of research may be taken forward by focusing on the contributive purpose and appropriate actionable form, as we have identified in this paper. Other researchers have posed a differentiated statement on discussion about appropriateness of different types with respect to the policy problems they purport to address. Huxham and Beech (2003) identify 'tensions' in inter-organisational collaborations and attempt to provide a practical organising scheme for managers involved in this activity. They define tensions not as contradictions but as somewhat equally viable alternatives contingent on time, place and value of a dilemma. Our research contributes to such practical analysis by showing the roots of tensions in the partnership arena, and highlighting the source of the dominant context within which managers of partnerships frame collaborative dilemmas. Tensions get resolved in favour of good performance reasons, because such reasons also imply penalties imposed by management performance regimes if not followed. Performance is defined narrowly in terms of partnership governance, in terms of outputs. And outcomes are conflated with the process of policymaking therefore failure of an 'unincorporated body' to prepare a community vision within a specified period of time is seen to be a failure of the organisational form rather than its context, pressures and capacity. The institutional void as a governance dilemma is occupied by this dominant way of knowing and identifying problems and solutions. The void presented by partnership governance as a 'reform movement' allows the pushing forward of a dominant notion of accountability, and consensus with its own regimes of surveillance and control (MacKinnon 2000, Ranson 2003, Clegg et al 2002). Partnerships are constructed in various ways, but facing such control mechanisms they tend towards a common form. As an actionable form, they evolve through stages internal to collaboration needs (Skelcher and Lowndes 1998), as well as through external pressures. In effect this set of control mechanisms and managerialist context provides the unstated rules that occupy the institutional void. There emerge well structured or strong tendencies in the design process that are concerned with major elements of governance found in the literature such as organisation of collaboration, management, deliberation arrangements, delivery and engagement with users. Our emphasis on the source of factors that fill up an 'institutional void' helps to explain the dominant arrangements found in the arena of governance.
(Chris Skelcher, Navdeep Mathur & Mike Smith « *Negotiating the institutional void : Discursive Alignments, Collaborative Institutions and Democratic Governance* »).

New governance for a « new security », security governance - *Sécurité globale.*
Exemple : china's advocacy of a "new security concept" coincides with U.S. initiatives to enhance security through new multilateral activities involving the region's military forces in training for peacekeeping and humanitarian assistance missions. China's "new security concept" serves to promote further dialogue on confidence building measures. These include a seminar on defense conversion and a regional maritime information center. U.S. proposals are focused on more practical military-to-military exercises. U.S. officials are at pains to include China in their proposals. The United States must work hard to ensure that China and the U.S. proposals do not become a zero sum game. The U.S. will have to be more accommodating and sophisticated in its response to the "ASEAN way" and security multilateralism under ARF auspices.
(Carlyle A. Thayer, « *China 's "New Security Concept" and ASEAN* »).
Chine.

Exemple : in its New Strategic Concept of 1991, NATO recognised that managing 'the diversity of challenges facing the Alliance' requires a broad approach to security. NATO has officially recognised that security has political, economic, social and environmental dimensions, as well as a military dimension, and has begun to incorporate these dimensions into its policy formulation. In doing so, even NATO, the quintessential cold war alliance and the key security organisation in Europe in the late 1990s, is reacting to a changing notion of European security. But how NATO manages this change, and how it relates to other transnational regimes in the process (e.g. EU, OSCE, WEU) will be central to the evolution of security governance in Europe.
(www.one-europe.ac.uk/cgi-bin/ esrc/world/db.cgi/proj.htm?id=7)
OTAN, Europe.

Society, social & culture.

Social cohesion – *Cohésion sociale. Notions reliées : intégration, inclusion, exclusion, valeurs partagées.*
Génréal : within the notion of social cohesion is the ideal of a communiity that embraces shared values and a commitment to mutual civic obligations, yet which also tolerates diversity. Far from eing antipathetic to social cohesion, Australia's non-government scholls can be seen as a model of unicity achieved through diversity.
(National Council of Independent School's Associations, « *Submission to the Austrailan Multicultural Foundation study on Religion, Cultural Diversity and Social Cohesion in Contemporary Australia* »).
Australie.

Général : social cohesion has become one of the catch phrases of social policy, but has no generally agreed-upon meaning. The term is often used informally, usually in reference to situations in which individuals are bound to one another by common social and cultural commitments. The definition used in the current research relate to the following characteristics:
• Individual commitments to common norms and values.
• Interdependence arising from shared interest.

• Individual identification with the group (Mitchell, 1968:165).
Etzioni (1961) defines cohesion as "a positive expressive relationship between two or more actors." This deliberately avoids the term group, since cohesion itself is often taken as one of the defining characteristic of groups. It also does not imply shared values or goals, but only common norms specifying the conditions of the relationships in question (Mitchell, 1968). It is the features of identification and membership which most closely relate social cohesion to the concept of community.
The Australian Local Government Association (1998) makes the link between the two concepts explicit in a policy statement on the role of local government in the promotion of a cohesive society: social cohesion is described as « the process of looking after the community, establishing support mechanisms and networks, and living and working in an environment of trust. »
(Sara Ferlander & Duncan Timms, « *Social Cohesion and On-Line Community* »).

Général : cohésion sociale et cohésion territoriale.
What is the difference between territorial cohesion and social and economic cohesion? According to Mr. Robert, the relationship differs for each dimension. In the case of "regional identities", for example, territorial and social cohesion are closely interrelated (e.g. geographic proximity and a shared sense of belonging), while economic cohesion separately addresses how market demands are comparable over a large territory. When dealing with connectivity or the ability of regions to handle globalisation, however, there is a much closer connection between economic and territorial cohesion. The boundaries between the three types of cohesion are fluid and dependent on the context.
(www.sharedspaces.nl/pagina.html?id=9141)

Social partnership – *Partenariat social. Notions reliées : action citoyenne, convention collective (par entreprise ou branche), dialogue social, gouvernance sociale.*
Général : the process where government, employers, trade unions, farmers and the community and voluntary sector devise economic and social agreements for an agreed timeframe. At national level, the draft social partnership agreement Sustaining Progress is under consideration for ratification by each partner to the agreement. At local level social partners are included in many decision-making and service delivery structures such as county development boards and area-based partnerships.
(www. www.cpa.ie/facts_jargon.html)

Exemple : les limites du modèle irlandais.
• One interpretation of the Irish model of social partnership is that it represents a « post-corporatist » method of economic and social governance (see O'Donnell & O'Riordan, 2000; O'Donnell & Thomas, 2002). No exact definition is provided for this concept, but it seeks to capture three developments that are considered pioneering about Irish social partnership.
- The first claimed innovation is that the Irish model stands apart from corporatist arrangements of the past as it involves not only trade unions and employer associations, but also a wide range of civic associations in the formation of national social agreements.
- A second new departure is that the social partners use deliberation as much as bargaining to conclude deals. Deliberation is regarded as a novel feature as it introduces new forms of decision-making into the policy-making process. Traditionally, corporatist deals have involved government committing itself to particular social and economic programmes to compensate trade unions for delivering wage restraint. These quid pro quo deals invariably involved government agencies devising, implementing, and monitoring initiatives. Using deliberation, it is argued, has changed this type of policy-making. Under the new regime stakeholders with a direct interest in the matter at hand are involved in all stages of the policy process.
- A third distinctive feature is that the socia agreements are no longer centralised in character. A decentralised dimension has been developed so that civic associations, which operate on the ground and have deeper knowledge, expertise and experience of an identified problem than civil servants can be mobilised to help design a superior local solution. […]
• On the one hand, opening up of a local partnership to social partnership has produced a range of benefits. On the other hand, these have not led to ordinary people or 'third sector' groups exercising greater control over the exercise of power. As a result, it would be misleading to present them as examples of empowered participatory democracy. Little emancipation has taken place even though policy-making has improved. These arrangements have had positive developmental effects on individuals from disadvantaged areas who have either directly benefited from the schemes or who have participated in the various committees and agencies that have been established. Local partnerships have facilitated and improved information flows between community groups and the state but it is moot whether civil society has been qualitatively upgraded as a result of these initiatives. It can be reasonably argued that local partnerships have led to better representation of different voices in policy discussions about local economic and social development and to important institutional modifications to the organisation of local government in the country. Moreover, government sponsored bodies have widened representation and civil servants probably now attach more meaning and importance to 'stakeholder practice'. […]
• The Irish experience also suggests that the decentralised partnership arrangements that have been set-up require civic associations to be too compliant and cooperative, causing their mischievous role to desiccate. In this situation they may lose the ability to be a countervailing force to state agencies unable to challenge established policy-making methods or ways of doing things: they become engaged in too much problem-solving and not enough in mischief-

making. Of course, the alternative scenario of community groups operating in a pure adversarial manner is equally unattractive as it forecloses the opportunity of building constructive alliances with government agencies and other potential allies for the betterment of the people they represent. The ideal balance is between equal amounts of mischief-making and problem-solving activity. Promoting equal amounts of each activity is far from easy and it is a matter that needs to be kept under constant review. But the strong suspicion is that the balance between the two is out of kilter in the Irish situation, with the result that civic associations do not campaign enough.
Retaining the capacity to mobilise their constituencies to challenge the agenda-setting capabilities of local power elites whether these are in the business or political arena and at the same help construct 'new' public organisation to deliver services to local communities is the challenge of the future.
(Paul Teague& Mary C. Murphy, « *Social partnership and loca development in Ireland : The limits to deliberation* »).
Irlande.

Social development – *Développement social.*
Général : social development encompasses a commitment to individual well-being and volunteerism, and the opportunity for citizens to determine their own needs and to influence decisions which affect them. Social development incorporates public concerns in developing social policy and economic initiatives.
(wwww. envision.ca/templates/profile.asp?ID=56)

Social enterprise, social firm – *Entreprise d'insertion, entreprise à vocation sociale. Notions reliées : économie sociale, troisième secteur, utilité publique.*
Général : notamment, il semble bien qu'au-delà du secteur public et du secteur privé à but de lucre, on puisse distinguer un troisième secteur qui, s'il n'est pas séparé des deux autres par des frontières parfaitement définies et étanches, possède néanmoins une dynamique propre suffisamment originale pour qu'on s'y intéresse de plus près. L'appellation "économie sociale" s'inscrit dans ce mouvement conceptuel qui, un peu partout dans le monde[3], cherche à compléter la vision dichotomique de l'activité économique. […]
Si l'appellation "économie sociale" se réfère plutôt à une tradition de pensée francophone ou latine, le concept de secteur « nonprofit » s'inscrit dans le courant anglo-saxon. Au niveau international, il convient aujourd'hui de se référer au cadre conceptuel qui a été construit pour la vaste étude comparative internationale coordonnée par la Johns Hopkins University (Baltimore, USA). Cette étude a réuni des équipes de recherche dans 22 pays (dont la Belgique). Pour l'ensemble des chercheurs associés au projet Johns Hopkins, le Nonprofit Sector est composé des organisations qui présentent les caractéristiques suivantes : (a) elles sont formelles, c'est-à-dire qu'elles ont un certain degré d'institutionnalisation, ce qui suppose généralement la personnalité juridique; (b) elles sont privées, c'est-à-dire distinctes de l'État et des organisations directement issues des pouvoirs publics; (c) elles sont indépendantes, au sens où elles doivent avoir leurs propres règles et instances de décision; (d) elles ne peuvent distribuer de profit à leurs membres et à leurs administrateurs; (e) elles doivent résulter d'une adhésion libre et volontaire de leurs membres.
Lorsqu'on l'applique à la réalité belge, le concept de Nonprofit Sector tel qu'il est défini au niveau international recouvre principalement les associations de fait, les ASBL et les établissements d'utilité publique. Ce concept limite donc le troisième secteur à la seule composante associative de l'économie sociale.
(Sybille Mertens, « *L'économie sociale, un troisième secteur à appréhender* »).
Belgique.

Général : social Enterprise is a broad term covering a number of areas that span several different industries and all sectors (business, non-profit and government). Major areas include : public and nonprofit management, corporate social responsibility / sustainability, international development, and social entrepreneurship. A further breakdown of these areas is provided below. The common thread uniting social enterprise related careers is the desire to blend business skills and personal values to achieve financial, social and environmental benefits.
(www2.gsb.columbia.edu/socialenterprise/ careers/resources/areas.html

Général : « social Enterprise » is the umbrella term that's been given to what is a very broad sector, but social enterprises are generally defined as 'businesses that trade for a social purpose'. Other models of social enterprise include development trusts, co-operatives, intermediate labour markets, community businesses and credit unions.
A Social Firm is a business set up specifically to create employment for disabled people. There are 3 core values that Social Firms will subscribe to within their businesses, orientated around Enterprise, Employment and Empowerment :
• *Enterprise* – Social Firms are businesses that combine a market orientation and a social mission ('businesses that support' rather than 'projects that trade') :
- At least 50% of the firm's turnover is earned through sales of goods and/or services. (Lowest for Social Firms April 2005 - 66%)
- The firm has an appropriate legal status. It must not be governed or driven by individual profit (except for worker co-operatives). Remote shareholders must not extract unreasonable profit.
- The firm is trading and follows business processes, such as having a business plan in place.
- The firm has a constitution or written guiding principles that reflect its employment objective re disabled people.
- The firm has a management structure that supports trading as the firm's primary purpose.
• *Employment* – Social Firms are supportive workplaces where the working environment is one that provides all employees with support, opportunity and meaningful work:

- More than 25% of employees are disabled people*.*Please note that used here 'disabled' includes those who are disadvantaged by mental health problems.
- All employees have a contract of employment and market wage at or above national minimum wage.
- An equal approach is taken to the type of employment contracts used (permanent, fixed term, temporary) between disabled and non-disabled staff.
- The firm operates processes to engage employees in their own and the organisation's development.
- The firm has procedures and policies in place in respect of Equal Opportunities and Health and Safety.
- The firm is compliant with relevant employers legislation e.g. Disability Discrimination Act and National Minimum Wage.
- All employees have the opportunity to progress either within the Social Firm or into alternative employment as appropriate.
- The firm is acknowledged as a good employer by employees and stakeholders.
- The firm is acknowledged as a good employer through an external accreditation process.

• *Empowerment* – Social Firms are committed to the social and economic integration of disabled people through employment. A key means to this end is economic empowerment through the payment of market wages to all employees :
- Reasonable adjustments are made for employees relevant to their needs.
- Staff development is a priority for the firm to maximise each employee's ability and potential.
- There are processes in place for managing stress. Staff are encouraged to have control over their working environment.
- The firm demonstrates a commitment to maintaining staff confidentiality. There is a procedure in place that demonstrates when staff have agreed what information can be shared.
- Volunteers have agreements that reflect good practice in volunteering.
- The firm provides Disability Equality and Awareness training to all staff as appropriate (e.g. mental health awareness).
- The firm has an added emphasis on training for disabled staff. Training reinforces and builds on learning and takes account of developing social skills as appropriate.
- The firm's organisational structure is enabling and encourages staff to participate in business decisions as appropriate.
- Trainees, work experience candidates and volunteers have different programmes and responsibilities to those of employees. Training should be time-limited and should lead to an award once competences are achieved.

(www.socialfirms.co.uk/what_is/what_is.php)

Transnational social space – *Espace social transnational, « globalisation sociale ».*
Général : transnational migration and transnationalisation in general challenge our traditional understanding of the North-South-bifurcation and the concepts of development dynamics and strategies. With transnational social spaces, the South is in the North, and the North is in the South. Borders of nation-states are not falling down, people and goods are not flowing around a globalised world without obstacles, but pluri-local, nation states spanning transnational ties and structures get increasingly important. Pluri-locally incorporated people could be a crucial resource for regional development because of their access to economic capital, due to their knowledge of transnational value chains and interaction channels and based on their multi-cultural sensibility and competences. National, supranational and global development strategieshavetobe complemented by transnational development concepts.
Besides the opportunities of transnationalism, there are certainly some challenging aspects of transnational socia spaces, as the examples of transnational crime andt errorist networks reveal. But in general terms, transnationalism and transnational social spaces could bring the world a little bit of peace and understanding. Living in different spaces of reference at the same time, transmigrants figure as a type of "**mass ambassadors**" of the ambiguity of the
Self and the Other, of the contradictory and the inconclusive in social life. Asking "where is Europe and its identity?" Wolfram Fischer-Rosenthal proposed that, "only recently the self-critique of modernity has been turned into an appraisal of states beyond clear and distinct judgement: the discovery and appraisal of ambivalence, as profoundly elaborated in the work of Zygmunt Baumann, a Polish, Israeli, British, Jewish, 'Old-European' sociologist of post-modernity" (2000: 57).
From this perspective, transnational migration and transnational social spaces in general could be considered as part of the critical yeast and driving force that could bind together the East and the West, the North and the South in the project of a Second and, this time, global and plural Modernity.
(Ludger Pries, « *Transnational migration as a chance for spanning the North-South-gap ?* »).

Society – *Société.*
• **Large-scale society** – *Société à grande échelle, société industrielle.*
Général : a society with cities, industry, intensive agriculture, and a complex international economy. Such societies have socio-economic classes and a government with hierarchies of officials. The importance of kinship is diminished in comparison to small-scale societies.
(www.anthro.palomar.edu/religion/glossary.htm)

• **Small-scale society** – *Société à petite échelle, société traditionnelle, « micro-société ».*
Général : a society of a few dozen to several thousand people who live by foraging wild foods, herding domesticated

animals, or non-intensive horticulture on the band or village level. Such societies lack cities as well as complex economies and governments. Kinship relationships are usually highly important in comparison to large-scale societies.
(www.anthro.palomar.edu/religion/glossary.htm).

Exemple : it is only possible to understand what is happening in Papua New Guinea today by having an appreciation of Melanesian society before there was any significant impact from Western society. People living in the country now known as Papua New Guinea developed hundreds of distinct languages. This is only possible (and necessary) because communities were isolated from each other especially by geographical boundaries like mountains and rivers. Even within the language groups communities were as small as the groups of families that combined together to hold their land against outsiders. These groups combined with each other in times of conflict developing affiliations and alliances of a political, military and social nature.
Amongst all these interactions, often involving intermarriage, these groups maintained their integrity by their close and integral relationship with the land. The land was prior and the group leaders maintained the group in order to maintain the land. Against outsiders the land was defended by force of arms. Within the group leaders went to extraordinary lengths to maintain this one to one relationship between the group and the land by exchange marriages, adoptions, and handing down from father to son and mother to daughter the stories of the group detailing their history and their tradition of land-holding. This would encompass a history of warfare, peace, natural catastrophes, technology, but above all survival. Even the examples of extinction of groups served the survival of other groups.
Though ruled by powerful autocrats (ol bigman), small-scale societies in Melanesia were in many ways egalitarian and even democratic. Every member of the group had rights and provided each was loyal to the group could expect to be looked after for every need until death. Most modern large-scale societies still cannot do this. This topic will be returned to in section three.
The most important aspect of the Melanesian small-scale societies is the all-pervasive group mentality which applies to all things in life including the very identity of the group. Various rituals and cults imbued young group members with the necessary attitudes and knowledge needed to prepare themselves for the defence and maintenance of the group. Right and wrong were determined purely by implications of such actions on the group. Stealing within the group was wrong but stealing from enemies was right. This particularized ethic is a very important feature of society that must be addressed in Papua New Guinea today.
The small-scale societies have persisted for tens of thousands of years. The early inhabitants occupied the entire island of New Guinea living very effectively by hunting and gathering. With the advent of agriculture after the last ice age 11,000 years ago small-scale societies have enjoyed settled agriculture. For ten thousand years the small-scale societies have flourished in an unbroken tradition to the modern day. In addition to the many domesticated plants introduced by early migrants several new plants were brought into cultivation locally including, sago, sugar cane, various green leaf vegetables and many fruits and nuts. This new technology allowed for a big increase in population, heightening inter-group tensions and rivalry over land holding.
Some scholars suggest that hunter-gatherer bands being nomadic or semi-nomadic were limited to about 30 persons. Settled agriculturalists however had an upper limit of about 400 being the upper limit on groups managed by face to face interaction. Groups would simply break up and seek new lands. If a group became too large for its land it had to acquire more by exploration, negotiation, or conquest, or suffer reduction by disease, hunger, or defeat. Since no group had superior military technology these conflicts were very local and groups stayed small. With these checks and balances a very significant population has persisted with uninterrupted traditions for many thousands of years. By comparison the most ancient large-scale society with unbroken cultural traditions up to the present day, that of China, goes back about five thousand years. Thus almost by definition Melanesian Society is very conservative and left alone by the outside world, may never have made the change to a large-scale society.
(Antony P. Power, « *Land Groups : the Foundation for Nation Building in Papua New Guinea* »).
Papouasie Nouvelle-Guinée, Mélanésie.

Postmodern society, postmodern territory – *Société post-moderne, post-modernisme. Notions incluses : fragmentation, juxtaposition, tolérance, hyperréalité (prépondérance de l'image), pastiche (récupération, recyclage), a-chronisme, culture médiatique, globalisme.*
Général : the main characteristic of postmodernism seems to be a loss of faith in the ideas of the Enlightenment. It is argued by postmodernists that people have become disillusioned with the idea that we can use science and rational thought to make the world a better place. People have become disillusioned with the idea of progress. There is greater understanding of negative effects of so-called 'progress', such as pollution, environmental damage and damage to human populations.
(www.chrisgardner.clara.net/atss/demo2/student/soc/post1.htm)

Exemple : the Tongass thus proves to be an interesting case study in postmodernist governance. It has become a virtual territory in the imagination of environmentalists surfing the Web, in search of a national myth, the American wilderness. It is a territory where potential places are wiped away before they exist. It is a virtual territory opened by virtual mobility. It is an electronic territory where a cluster of communities work together in **rhizome-like fashion**. The deterritorialization of the Tongass and electronic empowerment of the concerned e-citizenry has generated countless centers of activism, a huge **archipelago of electronic interconnectedness**, a typical post-post-modern landscape.
(François Duban, *« The new Tongass National Forest in Alaska. A Post Modern Territory of Many Communities* »).

Urban context.

Urban – *Urbain , par opposition à « rural ».*

Urban regime – *Régime politique urbain (RPU), politique de la ville.* ***Cf « Growth coalition / Economics ».***
Général : Emergence d'une capacité à gouverner dans un univers de diversité et de complexité. Comment peut-on apporter assez de coopération entre des groupes disparates pour que les choses se fassent ? La réponse théorique est simple : « mêler » les capacités des institutions et des acteurs non gouvernementaux. « Le régime » est le nom de ce mélange : un groupe informel mais relativement stable ayant accès à des ressources institutionnelles lui permettant de « jouer un rôle durable dans la sphère décisionnelle » C. Stone, père de cette théorie des RPU qu'il a bâti à partir de l'étude d'Atlanta (années 80-90). Les élus locaux en font partie. Deux facteurs clé : posséder une connaissance stratégique des transactions sociales et savoir s'en servir ; contrôler des ressources pour être un partenaire attractif pour la coalition.
Donc avoir une même vision du futur de la ville ; des intérêts locaux ; les acteurs économiques doivent être relativement intégrés ; il faut aussi une tradition de confiance et de pragmatisme dans la vie politique locale. Les grandes villes offrent plus de ressources. Les études empiriques montrent que les RPU ne sont pas une constitution inéluctable, toutes les villes ne disposent pas des conditions favorables. La théorie subit aussi la critique de localisme car l'accès aux ressources déborde le local.

Général : les ***urban growth coalitions***, coalitions urbaines pour le développement économique, impliquent de façon étroite promoteurs immobiliers, spéculateurs, entrepreneurs et élus locaux (Logan et Molotch 1987). La théorie des régimes politiques urbains (*urban regime theory*) montre des relations stabilisées et récurrentes entre intérêts privés et acteurs politiques locaux (Stone et Sanders, 1987). Ces analyse sont très liées au contexte américain dans lequel l'État est relativement faible. La dépendance d l'administration locale face aux impôts fonciers des entreprises et l'absence ou la faiblesse des partis politiques sont également susceptibles de renforcer cette dynamique. Michael Keating a proposé notamment pour le cas canadien, d'intégrer la variable étatique, médiateur et régulateur de ces coalitions et régimes (Keating, 1991). Au Canada, les entreprises privées semblent moins liées structurellement à la ville qu'aux Etats-Unis. De plus, à Ottawa, l'importance de la Commission de la capitale nationale sur le patrimoine naturel et bâti favorise moins ce type de coalition.
(Caroline Andrew & Christian Poirier, « *Décision et consultation au niveau local : dynamiques et tensions entre la démocratie représentative et la démocratie consultative à la ville d'Ottawa*. »)

Urban sprawl - *Expansion urbaine, étalement urbain.*
Général : l'urbanisation se poursuit aux États-Unis et se traduit par un étalement urbain (urban sprawl) mettant en scène les figures de l'***edge city*** (pôle suburbain) et de l'***edgeless city*** (forme urbaine peu dense). Ces nouveaux territoires ont tendance à délaisser la ville-centre (ayant pourtant été à l'origine de la dynamique économique de la métropole) et à l'isoler dans le champ politique. D'où l'analyse des chercheurs américains favorables à une coalition entre la ville-centre et les municipalités périphériques sur la base d'intérêts communs. Pour le moment la question métropolitaine n'est clairement formulée que dans deux États, le Minnesota et l'Oregon.
(Cynthia Ghorra-Gobin, « *De la ville à l'urban sprawl. La question métropolitaine aux Etats-Unis* »).

Informal settlement, squatter camp – *Habitat informel, habitat spontané.*
Exemple : given that 30 to 60 per cent of the population of cities in developing countries lives in irregular settlements,1 it is now widely accepted that regularization policies are — at least in the short-term — the only realistic solution to improving the housing conditions of the urban poor.
Afrique du Sud, PED, PMA

Urban governance – *Gouvernance urbaine.*
Exemples :
• France : we would highlight the enhanced role of cities in urban development as being particularly indicative of the new patterns of French urban governance. This has occurred at the expense of central planners and engineers, whose influence has undoubtedly diminished. The technical corps - notably the mining and bridges and highways corps - experienced the whole decentralisation process as an affront to their legitimacy and prestige (Morvan and Marchand, 1995.
(Alistair Cole, « *Territorial Administration to Local Governance? Sub-national Politics and Policy-making in France*).
• Amérique latine : six years ago, a network of researchers from Canada, Latin America, Africa, and Asia attempted to survey the corpus of urban research production in developing countries from the 1960s to the early 1990s. Based on this survey, we proposed a research agenda for each of the major regions. In the case of Latin America, this work led to a volume which contained four major essays - three by groups of researchers in each of Brazil and Venezuela; Mexico, Central America and Colombia; and South America, including Argentina, Chile, Peru, Bolivia. Ecuador and Uruguay - and an important overview essay by Jorge Enrique Hardoy. The research themes treated and proposed for future work by the sub-regional groups were extremely rich and varied, and can in any case be consulted in the published work (Stren 1995). In his overview essay, Hardoy emphasized a number of key substantive research themes which the sub-regional studies had highlighted, and which he felt were particularly important: the general pattern of urbanization and its relationship to the current model of development; the economic structure of cities; the dynamics of the built environment; urban poverty and social policies to mitigate this problem; city government; vulnerable groups (in particular, children); and the urban environment. At the same time, he questioned the support structures for urban research in the region, and asked researchers to consider for whom they were writing their studies, and for what purposes (Hardoy 1995).
The present article, while focusing more narrowly on governance questions, has focused on a much more limited number of areas of investigation: local governance processes and reforms, decentralization and social policy, democratization, new structures of participation and the role of civil society, and metropolization. Within each of these subject areas are issues of efficiency, social equity, and environmental sustainability. Based on my reading of current debates and urban research discussions in Latin America today, these are important questions which can be focal points for questions and further research. While different countries will put different emphases on any particular sub-set of research issues, it is important to develop networks of communication and exchange of research findings that will make clear how contextual differences ultimately affect and determine local policy choice. Although Latin American cities appear to share many similarities with developing cities elsewhere, the region has its unique characteristics and will undoubtedly respond to global forces in a unique fashion. Strong networks of local researchers can be a bulwark against unmediated global influences, while at the same time they can make informed and reasoned judgments about how best to incorporate useful external ideas and concepts into the local reform process. To function effectively, such networks need adequate support over an extended period, a free hand to decide on their own memberships and activities, and access to similarly minded researchers and activists in other regions.
(Richard E. Stren, « *New Approaches to Urban Governance in Latin America* »).

Amérique Latine.

Urban strategy - *Stratégie urbaine.*
Général : currently there are hundreds of good practices demonstrating that urban development can bring hope and not necessarily despair. The Urban Development Cooperation of the United Nations Development Programme is an example of a partnership involving various Governments, U.N. agencies, Development Banks, Civil Society Organizations, private sector, cities' associations, technical institutions, media and other actors at the global, regional and local levels. […] People are not a problem, but the richest potential resource that we have. We should endeavour to match needs and assets of the most vulnerable groups, thus improving their potential contribution to sustainable urban development. […] Urban governance provides tools and methodologies for regarding the poor as potential partners to improve the urban environment. It is widely known that, in developing countries, the poor tend to suffer the consequences of a deteriorating urban environment without necessarily contributing to environmental deterioration. On the contrary, the poor tend to become allies in recycling, waste management and affordable water and sanitation projects.
In conclusion, it is in principle possible to manage cities in a sustainable way. An urban strategy for the 21st Century should recognise that new management and governance responses will be needed, because it is no longer sufficient for local and national governments to just provide services to meet the basic needs of their citizens. For this to happen, traditional functions of government have to be tackled in non-traditional ways. Issues such as water, drainage, health, sanitation, transportation, safety, security, environmental protection, housing, energy, resource management, all require a specific equation of co-responsibility and participation, so that a common vision towards a viable urban future can finally happen.
(Jonas Rabinovich, « *From Urban Management to Urban Governance Towards a Strategy for the New Millenium* »).

Territorial agglomeration - *Organisation territoriale urbaine. Notions reliées : fusion des municipalités, communauté df'agglomérations, gestion intégrée de l'espace urbain.*
Général : la notion d'agglomération repose sur la perception empirique que se font les concitoyens d'une réalité vécue dans les espaces de forte densité. Dessinée par la continuité du bâti, elle se prolonge désormais par des espaces résidentiels, plus diffus, qui s'inscrivent dans la dépendance étroite de la ville centre. On parle alors d'aire urbaine, définie à partir des pratiques économiques et sociales de la population.
L'agglomération n'est pas obligatoirement tributaire des délimitations administratives préexistantes. Elle préfigure une organisation politique, fiscale et administrative locale efficace pour la gestion intégrée de l'espace urbain. L'organisation des agglomérations se réfère au projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale qui lui offre un cadre institutionnel.
L'agglomération a vocation à devenir un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité intégrée.
(www.alsace.equipement.gouv.fr/ DRE/glossaire_agglomerations.htm)

Exemple : in this article the concept of territorial agglomeration is discussed and reflected from the point of view of innovation activities. From this same angle, some suggestions are also made as to how to bring some clarity to the complex issue of the relationship between companies and their local operational environment. One of the conclusions is that a territorial agglomeration can be a basis for stimulating the local innovation environment, although the agglomeration does not necessarily contribute directly to the innovation activities of companies belonging to it. It is argued that a local innovation environment consists of many **interrelated elements** ranging from the institutional setting to the behaviour of individuals.
Also, a preliminary way to approach this complex issue is suggested. It is argued that a local innovation environment can be divided into three levels: 1. the structural and institutional level, 2. the level of organisational relationships, and 3. the level of individuals. The case of a digital media agglomeration in Tampere is used as an empirical illustration for the structural and institutional elements of a local innovation environment.
The **digital media agglomeration** in Tampere has its roots quite far back in history, but it grew very rapidly and reached its current form in the 1990s. It is dominated by the business units of large international digital media companies, which is partly linked to its weak entrepreneurial atmosphere. Its major strengths, however, are its educational institutions and science and technology base. Additionally, several local collective actions have been taken by both private and public actors, often together, towards facilitating and strengthening the agglomeration's institutional setting and knowledge base. Still, it should be emphasised that structures and the institutional setting alone cannot guarantee the innovation performance of a territorial agglomeration or a region.
(Jari Kolehmainen, « *Territorial Agglomeration as a Local Innovation Environment The Case of a Digital Media Agglomeration in Tampere, Finland* »).
Finlande.

City region, urban region – *Ville-région, région métropolitaine, métropolisation régionale. Notions reliées : « global city », « worl city », ville-capitale, métropole, métropolisation, organisation urbaine polycentrique, métropolitain maillé.*
Exemple : the Brussels-Capital Region is a special case in the construction of REVER [REseau Vert EuRopéen]. Since this is an urban region, the size of Brussels and the density of traffic require a more precise scale of work than for the rest of the north-western area of Europe. The advantage of integrating Brussels in the Outline Plan is to allow the major lines of REVER to cross the city-region, and t form links going through the town.
(www.departements-cyclables.org/.../ fiche%20reseau%20vert%20europ%E9en%20sch%E9ma%20directeur.pdf)

Bruxelles.

Transborder city-regions - *litt. cité-région frontalière*.
Général : les Européens nous invitent à explorer de nouveau le concept de polycentrisme, que ce soit à travers les travaux de recherche ou d'observation (Gloersen, Carrière), ou pour préparer le volet urbain de la future politique régionale européenne (Baudelle, Peyrony). Finalement, la question est simple : où sont nos pôles pertinents dans le contexte européen ? Nos voisins se posent donc la même question et y répondent parfois de la même manière… Les politiques nationales à l'égard des villes convergent alors, notamment chez les Hollandais et chez les Britanniques (Clark, Parkinson). Ces derniers promeuvent le concept de « **city-region** », après avoir dressé un constat sur les villes britanniques assez similaire au nôtre : des métropoles « dynamos » de l'économie, mais relativement faibles vues d'Europe.
(Vincent Fouchier, datar,
www.datar.gouv.fr/Datar_Site/Paru.nsf/0/9c775815cb71de39c1257019003b44da/$FILE/FOUCHER2.pdf)

Général : this paper examines barriers and bridges to integrated regional planning in transborder city-regions. City-regions are diverse, often conflicting, aggregations of contiguous cities, suburbs, and their environs. To improve quality of life and place in today's fast-growing city-regions requires a regional approach. However, globalization, neoliberalism and low-density urban sprawl have combined in ways that make integrated regional planning difficult to achieve. Fragmented ecologies of knowing, disarticulated infrastructures and uneven development thwart integration. There is a pressing need to build capacity for social and institutional learning, regulatory innovation and eco-efficiency in systems of production, distribution, and consumption. Along these lines, collaborative efforts to build interactive regional information systems are promising. The exponential growth of computing power, connectivity and flexibility enable us to study/understand/appreciate, and potentially manage, vastly more complex living and engineered systems than was hitherto possible. However, as we argue here, integrated regionalism cannot be realized on a strictly technical or top down basis. It requires an ecology of agents whose modus operandi includes peer-reviewed science, state-society synergy, civic engagement and efforts to advance principles of social democracy.
In this light, this paper draws attention to a collaborative "Regional Workbench" (RWB) program in the San Diego-Tijuana city-region. The RWB aims to create a transborder knowledge-based regional information infrastructure for sustainable development. It is a "learn-by- doing" experiment based on principles of distributed intelligence, federation, and dynamic knowledge networking.
In referencing this and other cases, this paper's broad objective is to suggest an agenda for integrated regional planning in transborder settings. The paper draws together insights from discourses on globalization, new regionalism, sustainability science, knowledge management, information integration and planning support systems.
(Keith Pezzoli, Richard Marciano & Ilya Zaslavsky, « *Transborder City-Regions and the Quest for Integrated Regional Planning : Challenges posed by disarticulated infrastructures, fragmented ecologies of knowing, and uneven development* »)

City development strategy, urban planning – *Stratégie de développement urbain, planification urbaine.*
Exemple : **urban regeneration** policies well explain the specific model of interaction in Turin between local and supra-local levels of government (being not only the national level important, but also the provincial, the regional and the European levels). Specific programmes set to tackle urban regeneration problems were available throughout the last decade of the past century, either designed at the regional, national or European level. Local political leaders decided to link the greater number of local initiatives to the programmes available (i.e. to available funding), but created in the same time a local co-ordination instrument that could give a common framework to the whole range of initiatives, devolving competencies and power to this new body: the Neighbourhood Special Project (NSP). The NSP can be seen as a strategic plan for urban regeneration policies, created by political leaders, re-allocating personnel from the Municipality and employing skilled personnel. After the first four years of activity (since 1997), in coincidence with local elections, the NSP turned into a permanent unit within the Municipality, the Neighbourhood Sector.
• This experience can be seen as a process of **jumping scales** to obtain the necessary resources to regenerate urban areas, but other experiences goes more in the direction of a production of politics of scale. The first example regards the Metropolitan Conference, created, in 2000, in the framework of the Strategic Plan by the Province and the Municipality of Turin, with the voluntary adhesion of 38 municipalities of the City area. The Conference has been thought as a flexible connecting place for the supervision of urban development strategies and the making of metropolitan scale agreements. It was an authority with no formal powers and all its decisions had to be approved by the members. It seemed that the Conference could have been the proper answer to the need of a metropolitan authority, but its excessive flexibility and the lack of any possibility to decide on important issues like territorial planning brought to the decision to "frozen" the Conference while searching for less informal instruments. The real problem was that both the Province and the City were in search of the right framework for competition, but a metropolitan level authority can directly compete with the Province (it should have formally the same role of the Province). From the point of view of the city of Turin, instead, the Conference was a too weak compromise in the process of institutionalisation of a metropolitan authority. The city has a Strategic Plan that regards the metropolitan area, programmes policies that goes beyond the municipal borders, needs a metropolitan dimension.
(Nunzia Borrelli & Marco Santangelo, « *Turin. Where territorial governance and politics of scale become keystones for the city development strategy* »).
Italie.

Exemple : strategic Urban Development Planning - Dar es Salaam, Tanzania
Urban management problems in the city of Dar es Salaam required an approach that was stakeholder-driven, focused on both the environment and development, and coordinated across sectors and agencies. The city agreed to introduce an environmental planning and management approach. A 'Strategic Urban Development Planning' framework (SUDP) was an integral outcome of the project, involving an environmental profile, community consultations and negotiations among issue-based working groups. The SUDP has generated concrete outputs - most notably strategies, action plans and capital-investment projects – as well as an inter-agency and cross-sectoral mechanism for coordinating city management.
(www.unchs.org/Istanbul+5/94.pdf).
Tanzanie.

Généralités : efforts aimed at the theoretical **integration of the issues of governance, territoriality and scalar redefinition** prove to be interesting especially when related to real cases: Turin's case can be seen as a typical case of post-fordist city striving for a diversification in its economy to strengthen a long term development perspective, but what is interesting is that economic issues are considered just as a part of a far more complex strategy. The city evolution in the last decade has been marked by the shift from a government system dealing with urban affairs to a governance mode designing new development trajectories. The Strategic Plan (1999) can be considered as the proper tool set up to the purpose. According to the Plan strategies, the city redefine its role and position in the European framework bringing out its local resources and know how, i.e. its territorial specificities.
The Plan itself has been built through a participative process, even if with an elitist policy that allowed the involvement of resourceful actors in the different stages of the Plan design and implementation. The resulting governance process can be labelled as territorial, since the local collective actor bet on the city milieu and on locally targeted development trajectories. It is interesting to see that the presence of a collective actor with a territorial strategy can be witnessed in other territorial policies, e.g. in the urban regeneration policies tackled through the Neighbourhood Special Project. Furthermore, the territorial collective actor shaped in the last decade has repositioned the city in the European arena through an active networking, while experimenting policies for a wider territory than that of the municipality. It can be said that Turin's territorial system has been re-composed at a different level, since many of the policies and strategies have now a metropolitan framework, and opportunities, resources and new partners can be find at this level.
Turin's case is then useful to stress the importance of territorial governance and an explicit politics of scale in analysing cities future development and, most important, to consider their complementarity in the analysis and the central role that the territory has in local development strategies definition.
(Nunzia Borrelli & Marco Santangelo, « *Turin. Where territorial governance and politics of scale become keystones for the city development strategy* »).
Italie.

Learning city – *Cité/ville apprenante. Notion reliée : intelligence collective de la ville.*
Exemple : Montréal.
Le potentiel de Montréal, cité apprenante est réel comme en témoignent son développement vers une économie du savoir, le nombre et la qualité de ses institutions d'enseignement à tous les niveaux, la multitude des ressources d'apprentissage informel, ses infrastructures sociales et d'information ainsi que sa diversité et son dynamisme culturels. Cependant, pour que cette concentration de ressources et de pratiques produise un continuum (Cooke, 2001) et génère des processus cumulatifs généralisés à l'ensemble de la population, pour que cette ville de savoir devienne une cité apprenante, il faudra agir et interagir autrement.
Un triple défi devra être relevé : premièrement, bâtir un consensus autour d'un projet mobilisateur axé sur le progrès économique, social et culturel de la métropole; deuxièmement, dynamiser et développer les réseaux d'information permettant aux individus et organisations d'exprimer leur demande, d'explorer les possibilités et de trouver des réponses; troisièmement, décloisonner les divers agents éducatifs et favoriser une synergie entre ce multiples ressources d'apprentissage.
(Paul Bélanger & Bärbel Paetsch, « *Montréal, ville apprenante* »).
Québec, Montréal.

Général : l'idée de Cité apprenante n'est pas une utopie, mais une stratégie nouvelle qui commence à faire son chemin dans beaucoup de villes du monde :Adelaide, Albury Wodonga, Ballarat, Canberra, Horsham, Kyabram Lithgow, Melton, Mt Evelyn, Port Augusta en Australie, Vienne (projet EQUAL) en Autriche, Helsinki et Tampere en Finlande, Glasgow (Glasgow Learning Alliance), Sheffield (Citinet), Southampton (IT network), Swansea, Thetford (On the Learning Curve) en Grande-Bretagne, Udaipur en Inde, Kakegawa, cité du lifelong learning au Japon, (Yarnit, 2000). Des réseaux nationaux de villes apprenantes ont été mis sur pied en Australie (Turning on learning communities, The Australian Learning Cities, The Learning Place, RMIT Learn Links), en Angleterre (The learning city network) et en Finlande (TELS); des réseaux internationaux ont également été créés (TELS, ELLI, R3L). L'associatio internationale des cités apprenantes (IAEC) basée en Finlande, réunit à elle seule 175 villes dans 26 pays. Partout, le même mot clé: la synergie entre les acteurs.
(Paul Bélanger & Bärbel Paetsch, « *Montréal, ville apprenante* »).

European city – *Europole.*

Exemple : the European city is a recognizable social and physical construct, with certain historical and morphological characteristics. But the European city is also a conglomerate of different traditions and developments of urban planning, urban culture, geography. Seen in this perspective, the Dutch city and the specific Dutch tradition of urban planning or 'stedebouw', is one of the tracks and contributions to what could be named "Europolis".
(www.tipus.uniroma3.it/Master/lezioni/KEES/Kees3.htm).
Pays-Bas

Metropolitan interconnectivity, interconnectedness – *Interconnectivité. Notions reliées :aires (urbaines) fonctionnelles, circulation des personnes, des idées et des capitaux, économie d'archipel, économie de proximité, transactions financières et économiques.*
Exemple : metropolitan interconnectivity – as an indicator of the 'archipelago economies' in Germany – estimated as the proportion of transactions undertaken only within and between the six most important German centres o corporate M&As* (Frankfurt, Düsseldorf, Hamburg, Munich, Berlin and Cologne). [*M&As : *Merger and Acquisitions Market*, marché des fusions et acquisitions].
(Andrés Rodríguez-Pose & Hans-Martin Zademach, « *Geographical Dynamics in the Old and New Economy – Analysing the German Merger and Acquisitions Market* »).
Allemagne.

Général : alors que le critère administratif, fondé sur la distinction entre communes rurales et urbaines crée un biais important entre les pays, la démarche morphologique, s'appuyant sur la continuité du bâti, ne reflète guère les espaces intégrés à la vie urbaine en termes sociaux et économiques. C'est ainsi une approche en termes d'aires fonctionnelles (Functional Urban Areas ou FUA) qui a été privilégiée, en cherchant à identifier des zones de migration pendulaire ou dites « de marché du travail »autour de chaque ville.
(Erik Gloersen, « *Faut-il des visions spatiales pour construire une Europe polycentrique ?* »).
Union Européenne.

Potential Urban Strategic Horizon (PUSH) - *Horizon Stratégique Urbain Potentiel*
Général : l'espace de proximité correspond néanmoins à un « horizon stratégique » au sein duquel la ville peut mobiliser des ressources dans le cadre d'une démarche stratégique, en cherchant à réoriente les flux à son profit et à intégrer d'éventuels espaces ruraux dans son développement. Ces zones de 45 minutes ont par conséquent été dénommées Horizon Stratégique Urbain Potentiel (« Potential Urban Strategic Horizon » - PUSH).
(Erik Gloersen, « *Faut-il des visions spatiales pour construire une Europe polycentrique ?* »).
Union Européenne.

Polycentric Integration Areas (PIA) - *Aires d'Intégration Polycentrique.*
Exemple : afin de produire une carte européenne des ensembles urbains polycentriques potentiels à l'échelle régionale, un seuil arbitraire de 33 % a été adopté : toute ville partageant plus d'un tiers de son PUSH avec une ville voisine a été intégrée à celui-ci. Cette démarche, appliquée de manière itérative, permet de regrouper 1 139 des 1595 villes étudiées en 249 Aires d'Intégration Polycentrique (« Polycentri Integration Areas » – PIA),
Erik Gloersen, « *Faut-il des visions spatiales pour construire une Europe polycentrique ?* »).
Union Européenne.

Town twinning, Twin cities, Sisters Cities - *Notion de jumelage étendue à une forme de coopération non institutionnelle entre acteurs sociaux, culturels et agents économiques.*
Exemple : twinning/Sister Cities Criteria
• *Overall factors to take into consideration :*
1. Genuine interest on both sides ; 2. Long-term commitment for the relationship ; 3. Adequate financial support for exchanges and maintenance of the sister cities relationship ; 4. Realistic assessment of what makes a successful sister cities relationship ; 5. Look for best results which will capitalize on existing strengths ; 6. A desire to learn from and share with a sister city can, in many cases, balance the lack of any similar characteristics with a potential sister city.
• *Specific categories of factors to take into consideration :*
- General : 1. Population, 2. Similar geographic location (e.g., port city, airport, mountains, etc.) ; 3. Comparison of key industries ; 4. Ethnic and cultural composition ; 5. Existing linkages (e.g., universities, businesses, etc.) ; 6. Role for Town's community organizations in the relationship
- Cultural/Civic/Educational (the presence of the following) :1. Museums, theatres, symphony/orchestra, libraries, 2. Variety of civic organizations, 3. Newspapers, television stations, sports teams, hospitals ; 4. Schools, colleges, universities.
- Economic : 1. Similar economic conditions ; 2. Level of government bureaucracy ; 3. Language/cultural patterns not creating barriers ; 4. Market analysis of industries ; 5. Investment climate and present investment levels ; 6. Branches of banks, factories, airlines present ; 7. Number of foreign residents locally
- Commercial :1. Trade and investment climate ; 2. If a port city; port connections ; 3. Trade in services (e.g., high-tech, education, business services, etc.) ; 4. Trade exchange potential, air links ; 5. Active Board of Trade or Chamber of Commerce ; 6. Diplomatic presence, Honorary Consuls ; 7. Number/flow of tourists ; 8. Presence of foreign businesses locally ; 9. Local businesses engaged in international activity
- Political : 1. Geographic location ; 2. History of diplomatic relations ; 3. Present degree of cooperation in political, economic, commercial, and cultural fields.

(www.markham.ca/markham/channels/edo/InterEcoAll.htm).

Functional city system – *Système fonctionnel urbain.*
Général : a functional city system is a network of cities that are linked, often in a hierarchical manner based on a given economic or socio-political function at the global or regional level. For instance, a worldwide network of airline hubs, global banking and financial headquarters, branches, and their networks, and even an Islamic network of cities, including pilgrim flows, can all be considered functional city systems. A given functional city system thus does not necessarily include certain cities with the same size population, nor will it coincide with an entire national urban hierarchy. The collection of different functional networks of a city serves to define that city's external linkages with the world economy and its status within the world city system. A city grows in importance if it performs effectively and efficiently a number of key functions that another one does not. It is submitted that this functional city system may more accurately depict the present evolving relations between cities in dynamic and interdependent interactions in a changing global economy, in preference to the hitherto popular formulation of cities in core-periphery, dependency, and linear relations. In contrast to the essence of the core-periphery theory, under the present regime of a highly integrated and evolving global economy the boundaries between the core and the periphery have become blurred. It is no longer necessary to subscribe to the simple concept of North-South dependency, because some of the multinationals from newly industrialized countries in the traditional South have started to penetrate cities in the North. These functional city systems are superimposed on a city, woven together into a mutually reinforcing, interdependent web. Cities are thus no longer defined by population size, but rather are defined by the operation of their externally linked functions. For example, Singapore serves as a hub of several functional networks, including imports and exports, telecommunications, international airlines, and international finance, thereby determining its extensive external linkages. In the present borderless economy, it is the acquisition and accumulation of functions that can determine the centrality and role of a city in the world economy.
(Fu-chen Lo & Yue-man Yeung, « *Emerging world cities in Pacific Asia* »).

Exemple : the element that distinguishes this new city system from previous conceptual constructs is that what used to drive and sustain the growth of cities was their special advantages with respect to raw materials, location, or transportation endowments, all derived from their spatial relations to an immediate hinterland. In the "functional city system" being identified here, it is the "functions" of a city that largely determine its role and importance nationally, regionally, and globally. In a borderless economy, these functions are spatially footloose and highly sensitive to cost factors and locales that are the most attractive for the generation of those functions. Thus, instead of a city system by population size, a linkage of cities through an important functional network tends to strengthen the external economic, social, and political relations of a given city within the network more than a city outside of the network. As the processes of globalization of production, capital markets, telecommunications systems, airlines and tourism, networks of transnational corporations, flows of new technology, investment and labour force are interwoven and superimposed one over another on major cities across the nations at the world regional level, the accumulation of different functions by a given city forms a foundation for its external linkage and economic strength of growth under the current world economic system. For instance, the populations of Singapore and Bangkok are smaller than that of Calcutta but both Singapore and Bangkok are emerging as world cities as their functional linkages have expanded with the global economic integration and rapid growth of Pacific Asia.
(www.unu.edu/unupress/unupbooks/uu11ee/uu11ee05.htm)
Singapour, Bangkok

Sustainable (durable) mobility – *Mobilité durable*
Général : pour gérer la mobilité, il est de plus en plus admis que les questions de planification territoriale / urbanistique sont liées, la compacité et la mixité des développements contribuant à une "mobilité durable". Un tel objectif peut être approché au travers de la planification territoriale; mais il peut aussi l'être à travers la fiscalité associée à la mobilité ou, plus encore, au foncier / à l'immobilier.
Dans ce contexte / parti, nous présenterons des mécanismes fiscaux (généralement existants) susceptibles de favoriser un tel développement urbanistique commun / intégré, ayant des impacts, directs ou indirects, favorables pour la mobilité durable. Ils posent évidemment la question, fondamentale, de la répartition des compétences à tous les niveaux (gouvernance urbaine).
(Patrick Frenay, « *Tax system, territorial development and durable mobility* »).

Functional world city system – *Système fonctionnel de la cité-monde.*
Exemple : a bird's-eye view of the region seems to suggest the possibility that a large-scale urban corridor stretching between the Tokyo area and north-east China via the two Koreas is yet another borderless economy at an advanced stage of development. This extended urban belt connects four major megalopolises in North-East Asia and includes some of the most developed parts of Asia in terms of infrastructure provision, technology and economic power. In the present climate of political détente, visionary plans for improved connectivity between the countries have been proposed, such as an underwater link between Pusan in South Korea and north Kyushu in Japan.
(www.unu.edu/unupress/unupbooks/uu11ee/uu11ee03.htm).
Pusan, Kyushu

Fast-growing city (and economy) – *« Explosion urbaine ».*
Exemple : thailand provides an interesting and unique case in which a study can be made of the linkages between

rapid economic growth and the process of urbanization. On the one hand, the two-digit growth rates in the last three years of the 1980s might be considered very high, but not out of ordinary because similar growth rates (even higher) had also been achieved by such countries as Korea, Taiwan, and Singapore. On the other hand, Thailand possesses several unique physical, demographic, and economic characteristics that make such a study interesting. For example, despite its being labelled an upcoming newly industrializing country (NIC), Thailand still has two-thirds of its population employed in the agricultural sector, where the per capita value-added is less than 10 per cent of the per capita value-added of the industry and service sectors. Thailand has only one large city, Bangkok, whose extreme primacy is already well known, and the level of urbanization is still low compared with other countries at the same level of economic development.
(www.unu.edu/unupress/unupbooks/uu11ee/uu11ee0v.htm).
Thaïlande, Bangkok

Urban sustainability, sustainable city – *Ville durable.*
Exemple : this section concludes the report discussing the concept of sustainable cities and topical concepts and tools in urban environmental management, such as **urban ecosystems**, **ecological footprints**, information technology, and "**digital society**." These concepts are discussed presenting the example of Japanese cities, which are already moving towards incorporating these issues into the environmental policy agenda. In order to understand the Japanese experience, the section starts with a description of this transformation in Japanese cities and then follows the discussion of the concepts cited above. Finally, overall closing remarks on urban issues are made.
Cities in Asia are diverse in terms of size, economic development, industrial activity, cultural background, and so on. There are "expanding" and "mature," poor and rich industrial and service-oriented, small and large, compact and sprawled cities. These different cities face different challenges and are at different stages of development; therefore the responses for these challenges must be oriented to their unique conditions. Moreover, Asian cities are facing rapid transformation. All this make urban environmental management a challenging task, one which requires attention from both local and national policy makers.
Less developed cities are in need of strengthening their institutions and legislations, creating monitoring schemes and financing urban infrastructure. Mature cities face problems due to mass consumption and must address these problems, moving towards resource conservation and eco-efficiency. In Japan, policies for these issues are under the umbrella of promoting of sound material-cycle societies. This concept is spreading to other Asian countries like South Korea and China. In addition, information and communication technologies are expected to decrease the burden on urban infrastructure, especially transport, thus decreasing environmental impacts, as well as increasing public awareness and participation.
The Japanese experience of overcoming pollution can be valuable for other Asian cities. Therefore, international cooperation between Japanese cities and other Asian cities has been encouraged in order to transfer the experiences in managing the urban environment.
(Hidefumi Imura, « *Urban sustainability : the Japanase experience, new concepts and the shift towards information technology.* »)
Asie.

Slow city – « Slow city ».
Général : founded two years ago, the Slow City movement was inspired by Slow Food, the Bra-based crusade against the Big Mac culture. Despite its culinary roots, though, Slow City is about much more than just the right to a long lunch followed by a siesta. It is an ambitious grassroots movement that aims to reinvent every aspect of urban life, by putting pleasure before profit, human beings before head office, slowness before speed.

From an upstairs window in Bra's city hall, a handsome 17th-century palazzo, Bruna Sibille, the deputy mayor, gazes out across a sea of red terra cotta rooftops. As a young man cycles languidly through the piazza below, her mouth curls into a satisfied smile.

"The Slow movement was first seen as an idea for a few people who liked to eat and drink well but now it is becoming a much broader cultural discussion about the benefits of doing everything in a less frenetic, less homogenized manner," she says. "It is not easy to swim against the tide of globalization, but we think the Slow philosophy is the best way to administer a city."

The Slow City manifesto contains over 50 pledges, such as cutting noise pollution and traffic, increasing green spaces and pedestrian zones, backing farmers who produce local delicacies and the shops and restaurants that sell them, and preserving local aesthetic traditions. Slowly but surely, Bra is working its way through the checklist.

The city has banned cars, as well as supermarkets and lurid neon signs, from parts of its historic core. Small family-run businesses -- think shops selling handwoven fabrics or speciality meats -- are granted the best commercial real estate. City Hall subsidizes building renovations that use the honey-coloured stucco typical of the Piedmont region. In schools, children are served organic fruit and vegetables grown by local producers.

To guard against the evils of overwork, every small food shop in Bra is obliged to close on Thursday and Sunday. City Hall now opens Saturday mornings to allow people to deal with bureaucratic tasks at a more leisurely pace. "We are slowly creating a new climate, a new way of looking at life," says Sibille.

For all their apparent nostalgia, though, Slow City campaigners are not Luddites. Yes, they want to preserve traditional architecture, crafts and cuisine. But they are also keen to use any technology that makes urban life more pleasant. In Orvieto, a Slow City perched on a hilltop in Umbria, electric buses glide silently through the medieval streets. All 32 Slow Cities use the Internet to trumpet the joys of a leisurely life and to share their administrative experiences.

"Let's make one thing very clear: Being a Slow City does not mean stopping everything and turning back the clock," insists Sibille. "We do not want to live in museums; we want to strike a balance between the modern and the traditional that promotes good living."
(Carl Honore, www.strans.org/slowlink.html)

En dehors du mot « *territory* », la notion de « *corporate governance* », est la plus populaire dans ce sondage internet. Elle se réfère au domaine économique.

L'environnement apparaît en 2ème et 3ème position, preuve d'une diffusion massive dans le champ des préoccupations générales mais en tant que secteur d'activité à part entière.

La première référence au territoire comme espace géographique donné apparaît à propos de la gestion urbaine.

PARTIE 2 : comparaison anglophone/francophone de quelques notions clés.

2.3. Notoriété des notions anglophones liées au mot « ter

Le développement local est une notion anecdotique, avec moins de 1,5% des références.

Sur la base des thèmes identifés dans le thésaurus anglais-français, un sondage Google « Recherche avancée /expression exacte / langue : anglais » a été réalisé. Le résultat est exprimé en nombre de pages et en pourcentage du total (20/08/05, 26 902 183 pages).

En dehors d'une appréciation générique sur la « bonne gouvernance » (3,17%), les références a des champs d'application sont très marginales (environnement, zone urbaine). .

Thèmes	Nombr	%
Corporate governance	12 600 000	26.64%
Environmental issues	7 800 000	16.49%
Environmental management	7 050 000	14.90%
Social development	5 020 000	10.61%
Urban planning	2 430 000	5.14%
Digital divide	2 350 000	4.97%
Urbanization	1 780 000	3.76%
Decentralization	1 590 000	3.36%

Le « capital social territorial », à la racine de bien des concepts modernes (et systémiques) relatifs au territoire, est le dernier thème de ce classement, avec 3 pages indexées sur presque 27 millions. Cette extrême discrétion dans l'information internet à la date d'interrogation se relève également dans les thèmes spécifiquement « territoriaux ». Dans l'univers internet anglophone, la polysémie du mot « territoire » apparaît comme plus restreinte que dans le monde francophone.

Good governance	1 500 000	3,17%
Social cohesion	674 000	1,42%
Local development	648 000	1,37%
Integrated Management	629 000	1,33%
Environmental planning	606 000	1,28%
Regionalism	604 000	1,28%
Social enterprise	483 000	1,02%
Local governance	365 000	0,77%
Local economic development	311 000	0,66%
E-Democracy	231 000	0,49%
Industrial ecology	134 000	0,28%
Environmental governance	117 000	0,25%
Urban governance	73 900	0,16%
Sustainable city	63 100	0,13%
Economic nationalism	44 100	0,09%
Urban region	42 700	0,09%
Business - government relations	33 500	0,07%
Postmodern society	24 500	0,05%
Endogenous development	16 600	0,04%
East-growing city	16 300	0,03%
National System of Innovation	15 600	0,03%
Indigenous governance	14 400	0,03%
Learning Region	13 500	0,03%
Network governance	12 400	0,03%
Polycentrism	6 490	0,01%
Participative budget	897	0,00%
Economic patriotism	815	0,00%
Economical sustainability	758	0,00%
Intrinsic community	191	0,00%
Archipelago economy	161	0,00%
Territorial agglomeration	125	0,00%
Local participative democracy	64	0,00%
Local territorial system	43	0,00%
Territorial diagnostic	32	0,00%
Territorial change management	4	0,00%
Social territorial capital	3	0,00%

PARTIE 2 : comparaison anglophone / francophone de quelques notions clés.

2.4. Notoriété comparée des notions anglophones et francophones.

2.4.1. Résultats quantitatifs.

Sur le même mode que précédemment, la notoriété internet des équivalences françaises des thèmes anglais - ou une des équivalences, 4 313 438 pages au total - a été mesurée. Les résultats figurent ci-dessous. Les comparaisons commentées dans le RAPPORT PRINCIPAL sont en gras sur fond jaune.

Nombre	%	Thèmes / Thems	%	Nombre
28 800	**0,67%**	**Gouvernance d'entreprise / Corporate governance**	**26,64%**	**12 600**
65 800	**1,53%**	**Questions environnementales / Environmental issues**	**16,49%**	**7 800**
88 100	**2,04%**	**Gestion de l'environnement / Environmental management**	**14,90%**	**7 050**
465 000	10,78%	Développement social / Social development	10,61%	5 020 000
32 500	0,75%	Planification urbaine / Urban planning	5,14%	2 430 000
155 000	3,59%	Fracture numérique / Digital divide	4,97%	2 350 000
723 000	16,76%	Urbanisation / Urbanization	3,76%	1 780 000
702 000	**16,27%**	**Décentralisation / Decentralization**	**3,36%**	**1 590**
193 000	4,47%	Bonne gouvernance / Good governance	3,17%	1 500 000
706 000	**16,37%**	**Cohésion sociale / Social cohesion**	**1,42%**	**674 000**
416 000	**9,64%**	**Développement local / Local development**	**1,37%**	**648 000**
161 000	3,73%	Gestion intégrée / Integrated management	1,33%	629 000
4 710	0,11%	Planification environnementale / Environmental planning	1,28%	606 000
202 000	4,68%	Régionalisme / Regionalism	1,28%	604 000

37	0,00%	Entreprise d'économie solidaire / Social enterprise	1,02%	483 000
27 700	0,64%	Gouvernance locale / Local governance	0,77%	365 000
34 200	0,79%	Développement économique local / Local economic development	0,66%	311 000
16 500	0,38%	E-démocratie / E-Democracy	0,49%	231 000
13 700	0,32%	Ecologie industrielle / Industrial ecology	0,28%	134 000
4 620	0,11%	Gouvernance environnementale / Environmental governance	0,25%	117 000
8 500	0,20%	Gouvernance urbaine / Urban governance	0,16%	73 900
6 820	0,16%	Ville durable / Sustainable city	0,13%	63 100
913	**0,02%**	**Nationalisme économique / Economic nationalism**	**0,09%**	**44 100**
108 000	**2,50%**	**Région métropolitaine / Urban region**	**0,09%**	**42 700**
197	0,00%	Relations public-privé / Business - government relations	0,07%	33 500
598	0,01%	Société post-moderne / Postmodern society	0,05%	24 500
12 400	0,29%	Développement endogène / Endogenous development	0,04%	16 600
3 740	0,09%	Ville champignon / Fast-growing city	0,03%	16 300
669	0,02%	Système national d'innovation / National System of Innovation	0,03%	15 600
505	0,01%	Gouvernance autochtone / Indigenous governance	0,03%	14 400
193	0,00%	Région apprenante / Learning Region	0,03%	13 500
122	0,00%	Gouvernance des réseaux / Network governance	0,03%	12 400
5 100	0,12%	Polycentrisme / Polycentrism	0,01%	6 490
10 300	**0,24%**	**Budget participatif / Participative budget**	**0,00%**	**897**
8 950	**0,21%**	**Patriotisme économique / Economic patriotism**	**0,00%**	**815**
8 320	0,19%	Economie durable / Economical sustainability	0,00%	758
569	0,01%	Communauté d'appartenance / Intrinsic community	0,00%	191
347	0,01%	Economie d'archipel / Archipelago economy	0,00%	161
19	0,00%	Agglomération territoriale / Territorial agglomeration	0,00%	125
350	0,01%	Démocratie participative locale / Local participative democracy	0,00%	64
4	0,00%	Système territorial local / Local territorial system	0,00%	43
8 450	**0,20%**	**Diagnostic territorial /Territorial diagnostic**	**0,00%**	**32**
0	0,00%	Gestion territoriale du changement / Territorial change	0,00%	4
5	**0,00%**	**Capital social territorial / Social territorial capital**	**0,00%**	**3**

2.4.2. La place respective du français et de l'anglais sur internet.

Texte extrait du site http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/Langues/2vital_expansion.htm

• Selon le cabinet d'études Netcraft (http://www.netcraft.com/Survey/), on dénombrait en décembre 2002, quelque 35 millions de sites Web actifs dans le monde soit au moins trois milliards de pages Web. Les langues les plus utilisées seraient l'anglais (72 %), l'allemand (7 %), le japonais (6 %), l'espagnol (3 %), le français (3 %) et l'italien (2 %).

• En 1999, la firme Alis Technologies effectuait une étude sur 60 00 sites diffusés sur Internet. Selon Alis Technologies, sur 3239 pages d'accueil ayant fourni un texte de plus de 500 caractères, il s'agit du classement en ordre décroissant des langues les plus fréquemment trouvées sur le Web.

En 2001, Media Group (d'après des recherches de Global Reach) publiait un autre résultat:

Rang	Langue	Nombre des locuteurs (en millions)
1	anglais	128
2	japonais	19,7
3	allemand	14
4	espagnol	9,4
5	français	9,3
6	chinois	7,0
7	néerlandais	4,4
8	coréen	4,3
9	suédois	3,6
10	italien	3,3
11	portugais	2,9
TOTAL	autres langues	88

• Sur l'autoroute de l'information, l'anglais règne en maître avec 84 % des résultats, alors que les locuteurs de cette langue ne comptent pour 6,4 % des sujets parlants dans le monde. Cela signifie qu'une part, que les anglophones utilisent plus que les autres communautés linguistiques les ressources de cette technologie et que, d'autre part, les locuteurs des langues autres que l'anglais s'y montrent moins intéressés. Ces résultats montrent que le français (4e place), l'espagnol (5e place) et l'italien (7e place) se rapprochent sensiblement; dans l'avenir, on doit s'attendre à ce que l'espagnol dépasse le français. Par ailleurs, certaines petites langues s'en tirent assez honorablement; pensons aux langues scandinaves (finnois, norvégien, islandais) qui, malgré le nombre très réduit de leurs locuteurs, réussissent à «rejoindre» le russe (14e place). (Alis Technologies)

• Pour l'instant, le français maintient une place relativement honorable, mais il n'est pas normal que cette position soit due en partie aux francophones du Canada français qui, représentant 7 % de la francophonie, occupent 30 % des sites en français.

• Ces faits démontrent que l'utilisation d'Internet dépend encore essentiellement des ressources de la technologie, mais aussi de la volonté des utilisateurs de l'utiliser. L'anglais, le japonais et l'allemand accaparent les premières places que certains pays bénéficient d'une technologie dont disposent beaucoup d'usages: les États-Unis, le Japon et l'Allemagne (incluant la Suisse). Pour le français, il semble que c'est en 1996 que s'est joué le sort de cette langue sur la Toile. En effet, cette année-là, la France a décidé de conserver intact son réseau Minitel au lieu de verser le contenu et de déplacer les utilisateurs de ce service vers Internet. La Toile planétaire ne comptait que 40 millions d'internautes en 1996, de sorte que son occupation instantanée par 20 millions de francophones aurait certainement pu avoir un impact considérable sur le réseau mondial. Pour l'instant, le français maintient une place relativement honorable, mais il n'est pas normal que cette position soit due en partie aux francophones du Canada français qui, représentant 7 % de la francophonie, occupent 30 % des sites en français.

Pour le moment, l'anglais occupe une place démesurée sur la Toile planétaire. Il est possible que cette place soit plus ou moins irréversible, dans la mesure où des habitudes se créent et risquent de s'installer définitivement. On peut croire aussi que la dominance de l'anglais est temporaire et que, tôt ou tard, d'autres langues émergeront. Il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle on peut présumer que les dix ou onze premières langues deviendront à peu près les seules à connaître une grande diffusion.

PARTIE 3

3. L'UNIVERS FRANCOPHONE DU MOT TERRITOIRE.

PARTIE 3 : l'univers francophone du mot « territoire ».

3.1. Audience du concept de territoire, « territorial » par accès internet Google.

Fiche de lecture

Résumé : le « territoire » est un mot-valise qui reste référé pour l'essentiel à l'univers d'un pouvoir qui se découpe pour se partager, appréhende avec difficulté les données qui parlent des interférences aux mêmes lieux, des interactions pour résoudre un problème, qui occulte les dimensions les plus novatrices dont la prise d'initiative est porteuse, qui reste très franco-français.

Réalisation : Interrogation du web francophone, sur les 365 jours antérieurs (Recherche du 16 juillet 2005).
Elle cherche à déterminer la notoriété de la notion : nombre de références répertoriées, dominantes sémantiques en langue française.
Les 100 premières références ont été sélectionnées. Une dizaine d'entre elles téléchargées et lues, pour chaque notion et sous- présentée.
Toutes les expressions où figure le mot « territorial » n'ont pas été interrogées, car il s'agit d'un essai, à valeur de « méthode d'investigation dans la masse ».
Vu l'importance prise par ce mode de communication, il est intéressant de se faire une idée de ce qui est rendu disponible en libre accès. Cet indicateur de positionnement des notions peut nourrir la réflexion sur la valeur accordée aux mots par lesquelles on soutient une volonté de changement, car on sait aussi qu'il faut une durée suffisante pour « faire référence ».

3.1.1. « Territoire ».

Résultats quantitatifs par ordre décroissant

« Territoire »	5 000 000
« Insertion territoriale »	172 000

« Ancrage territorial ».	8 890
« Territoire de projet »	3780
« Management territorial »	3 380
« Excellence territoriale »	322
« Qualité territoriale »	273
« Dialogue social territorial » (31/05/2005 : 16 900 000 pour « dialogue social »)	242
« Charte territoriale »	200
« Label territorial »	38
« Insertion territoriale locale »	5

Dominantes sémantiques

L'approche du territoire reste avant tout culturelle.
Mot valise par excellence, il est l'héritage d'un mode d'organisation à la française.

Territoire de pouvoir et de gestion
En nombre, la notion territoire évoque majoritairement des découpages : gestion publique, aménagement, fonctions administratives, urbanisme… et en creux tous les problèmes que posent ceux qui ne rentrent pas dans les cases (droit des étrangers, interdiction judiciaire du territoire)…

Le territoire est un terme de référence très emprunté par les approches sectorielles ou disciplinaires
Comme la sociologie, la statistique, l'histoire, de plus en plus souvent la cartographie, la formation aux métiers du territoire.
Très peu la géographie contrairement à ce qu'on pourrait imaginer.
Sectoriellement, il s'agit par exemple de l'agriculture (territoire agricole), de la démographie …

Associé à un contenu géographique précis, le territoire devient culturel, linguistique, identitaire
Territoire gaëlic, revendication d'existence territoriale … L'entrée québécoise est à signaler dans ce panel.
Le territoire d'appartenance culturelle est significativement représenté dans les 100 premières références.

Les champs de l'économie et du territoire se fréquentent de façon très économe !
Peu de références sont signalées sous cette rubrique. On trouve là un clivage sémantique : Il s'agit d'équipements, et très vite de produits touristiques qui ont le territoire comme passage obligé. Un espace nature qui invite au voyage…

Territoire, c'est aussi dans l'imaginaire, la révolte, l'art … et plus ou moins virtuel !
Exemples : Un webzine « Territoire Poetik », ou encore « Le Territoire Autonome de Krassdorf », réseau francophone, nation virtuelle appartenant au micromonde, un monde de joueurs où tout est permis. Ce site est en fait dirigé contre « la pollution, la korruption, la kukture avec un grand k ».

Très faible fréquence d'un territoire interface, interdépendance, croisement.
Quasi inexistence sous cette rubrique de ce qui est regroupé sous la rubrique des « territoires de projet ».

« Territoire » ou « territorial » croisé avec d'autres notions

Insertion territoriale, insertion territoriale locale

En premier lieu, il s'agit d'ancrage aux lieux dans un contexte en mutation où leur « place » est à définir : c'est voisin de territorialisation : insertion d'équipements comme des aéroports, avec un risque de conflits d'usage sur une surface au sol disponible globalement en diminution, insertion de cybercentres …
De façon intéressante, la notion qualifie des interdépendances, signifie une recherche de plus de cohérence, là où elle n'est pas donnée d'office par le référentiel ancien.
Par exemple, « l'insertion territoriale locale de l'activité agricole qui va de pair avec un mouvement de désectorisation de l'agriculture » ; « l'insertion sociale et territoriale des éoliennes qui passe nécessairement par une appropriation collective »...

Ancrage territorial

Comme celle d'insertion territoriale, la notion d'ancrage est souvent corrélée par « et » ou « de » avec une autre, pour marquer une évolution vers…Elle a une dominante économique dans sa notoriété.

Il s'oppose - ou fait contrepoids - au nomadisme des firmes dans la globalisation économique.
Une référence plaide « les effets de milieu », qui avec les réseaux et les externalités positives font la consistance des districts industriels. Peu présents ici. Ils sont visibles ailleurs dans la notion de système

productif local.

L'inscription d'une mesure, d'une catégorie d'acteur, d'une thématique dans un espace donné.
On prend la mesure de la perte des repères d'une démocratie qui se traduit dans ses élus, quand un Premier ministère met en place une mesure visant à favoriser l'**ancrage territorial** des élus régionaux, mais aussi européens, dans la vie politique. « Il s'agit de donner une stabilité aux majorités régionales, Rapprocher les députés européens des citoyens Moraliser les aides publiques versée aux partis politiques ».
On voit apparaître l'ancrage territorial du développement durable à petite dose dans quelques références.

Territoires de projet

La notion est employée pour traiter du meccano de la gouvernance publique locale
Les références sont moins axées sur l'économique que pour la notion d'ancrage territorial C'est essentiellement franco-français dans le nombre de références, tendant à désigner une démarche qui remet en cause un pouvoir territorial étatique ou descendant.
Ces dispositifs fonctionnent sur « des procédures à contours », des fonctionnalités territorialisées, avec une contractualisation multi-acteurs. Traduction d'une difficile décentralisation culturelle.
Le développement durable commence à y apparaître, mais l'« ancrage territorial » de celui-ci (via les Agendas 21 locaux par exemple) est quasi-absent des 100 premières références Google..

Management territorial

Il traite de la bonne gestion de l'emploi territorial dans le contexte de multiplication des découpages et du nombre des personnes employées dans ce domaine.
Il traite aussi du nouveau management de systèmes d'organisation publics complexes dans un monde où la place des réseaux – et celle des prés carrés - sont déterminantes. Déontologie du métier. Consultance. C'est une transposition du langage entreprenarial privé vers le public …

Excellence territoriale

Signifie l'engagement dans une démarche appliquée à une entrée territoriale, introduisant une culture du résultat, une méthode, une évaluation.
La finalité est socio-économique, soit de gouvernance publique locale, soit purement privée, toujours à multiples parties prenantes.

Qualité territoriale

Notion assez voisine, encore que située entre deux pôles : soit une stratégie de développement local intégré, relié avec l'extérieur ; soit une approche économique de la rente territoriale, « panier de biens », marketing touristique.

Charte territoriale

La notion signe clairement la démarche qui consiste à se mettre d'accord dans le cadre d'un objectif d'action partagé qu'un ensemble de parties prenantes - plutôt publiques - se donnent d'atteindre dans un espace donné.

Label territorial

Clairement situé du côté de la valorisation économique industrielle ou rurale, via l'entrée territoriale dans un contexte de compétitivité (terme assez peu apparu auparavant).

• **Concepts-clés :** notoriété de la notion de territoire sur le web francophone

• **Mots-clés thématiques :** territoire ; territoire de projet ; ancrage territorial ; inscription territoriale ; excellence territoriale ; qualité territoriale ; label territorial

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : multiples
Géoculture : aire francophone ; aire internautique

• **Mots-clés acteurs :** multiples : collectivités ; réseaux ; entreprises ; chercheurs ; consultants ; internautes

• **Mots-clés méthodologiques :** recherche documentaire via internet

Martine Theveniaut 20 Juillet 2005

3.1.2. Illustrations des références concernant le concept territoire, territorial.

Les fiches de lecture de cette section seraient accessibles sur le site ressources sous la rubrique « Document joint »

Pièce jointe à la fiche de lecture : illustrations des références concernant le concept territoire, territorial

1 - « Territoire » Dominantes à partir des 100 premières références google (sur les 5 000 000 !)

En nombre, territoire évoque majoritairement des découpages : gestion publique, aménagement, fonctions administratives, urbanisme
® Premières références en nombre : la Fonction Publique Territoriale ; puis Ministère de l'écologie et du développement durable ; Conseil général du Territoire de Belfort ; Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ; Autorisation de sortie du territoire ; La Région de Bruxelles-Capitale exerce ses compétences sur le territoire constitué par… Droit des étrangers : L'interdiction judiciaire du territoire, etc…

Territoire comme objet de représentation croise des disciplines, des filières, des secteurs

Géographie (plus faiblement signalée qu'on pourrait l'imaginer)
® Bibliographie thématique des géographes sur le territoire www.cnfg.univ-paris1.fr/them/terr.htm

Sociologie :
® Société Environnement Territoire : Transformations de la territorialité en rapport avec la crise contemporaine de la modernité. CNRS UMR 5603. www.univ-pau.fr ;
® Master Sciences et Territoire Maîtrise d'ouvrage et management de patrimoine bâti Outils, www.master-**territoire**.grenoble-universites.org

Histoire
France occupée, France occupante : le gouvernement du territoire ... Site de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine www.bdic.fr

Cartographie, statistique
® Système d'information du territoire genevois (SITG) www.sitg.ch ;
® Les dispositifs d'observation du territoire sont aujourd'hui à la mode www.ieti.fr/obsterri_accueil.htm
® Zoom sur un territoire : Exemple de « Portrait de territoire » proposé dans www.insee.fr/fr/insee_regions/ rhone-alpes/zoom/portrait_territoire.htm
® La défense et le marquage du territoire. Le rôle de la frontière. La représentation du territoire dans la cartographie, par les SIG (système www.eduscol.education.fr

Formation au métier
® Formation d'agent de développement local, Dess aménagement du territoire, métier du développement durable, Dess urbanisme www.projetdeterritoire.com/spip/index.php
Agriculture
® Données générales sur l'agriculture marocaine: territoire et population www.iav.ac.ma/pntta/ter-pop.htm
Territoire et produits. Présentation générale; Produits et Qualités; Développement territorial; Problèmes Environnementaux; Unités concernées www.capoul.toulouse.inra.fr/centre/centre/terrpropresentation

Territoire associé à un contenu géographique culturel, linguistique, identitaire
® Le territoire du Québec : Grâce à la diversité de ses ressources, le territoire public, qui représente 92 % du territoire québécois, contribue de façon marquée au développement (www.mrn.gouv.qc.ca/territoire/index.jsp)
® Ou une revendication territoriale : Un nouveau territoire naît dans les terres du Nord, par suite d'une revendication d'autodétermination d'une région appelée le Nunavut : collections.ic.gc.ca/arctic/francais/inuit/nunavut.htm
® Territoire Gaëlic,Site vitrine des produits issus de l'artisanat gaelique (www.territoiregaelic.com)

Territoire, c'est aussi une économie … surtout celle de l'aménagement de celui-ci
® Société centrale pour l'équipement du territoire au Cameroun (SCET) www.scetcam.com
® Haut débit pour tous - Aménagement numérique du territoire .Altitude Telecom est le partenaire des collectivités locales. Pour l'aménagement numérique de votre territoire www.altitudetelecom.fr/haut_debit.asp

Territoire, c'est aussi l'espace nature qui invite au voyage, un marketing touristique
® Site officiel du Groupe Territoire Culturel. ... Premier territoire au monde réservé à la création artistique en nature, protégé pour les générations (www.territoire.org)
® Le Territoire de l'Orignal à l'ouest du Québec, offrant une expérience unique aux amateurs de pêche, chasse à l'orignal et de l'ours noir www.mooseterritory.ca
® Nadine Bellangertexts and Authors she invitated World poetry, spoken word and travlestories www.territoirepoetik.tk
® Parc animalier lapon, visites toute l'année de l'élevage de rennes, boutique en ligne, animations Père Noël et traineau, parc animalier d'animaux nains à **...** www.**territoire**-lapon.fr

Territoire, c'est aussi dans l'imaginaire, l'art et le virtuel !
® Le Nouveau Territoire d'un Graphiste Free-lance. Présentation de ses réalisations en photos, peintures et en musique www.dogmael.com
® Le Territoire Autonome de Krassdorf est une nation virtuelle appartenant au micromonde, réseau francophone de nations virtuelles … « *Krassdorf, le territoire ou tout est permis Vous l'aurez kompris, vous êtes ici dans un univers virtuel. Un monde où des joueurs, sous un pseudonyme, vivent une vie imaginaire ni pire ni meilleure, mais différente, et beaukoup plus drôle !* » fernandahu.free.fr/Krassdorf
® Territoire PoétiK est un webzine traitant de sujets comme poésie, poétique ou bien écrits, mais aussi textes et nadjaphtaline, blog, création de blog www.webzinemaker.com/nadjaphtaline
® La 8e Mère-Veille - Le territoire couvert Vous croyez être trop loin pour nous? Renseignez-vous www.8emere-veille.qc.ca/territoire.htm

Très faible fréquence d'un territoire interface, interdépendance, croisement ; quasi inexistence sous cette rubrique des « territoires de projet »
® Développement Durable et Territoires …interdisciplinaire du développement durable à l'échelle du territoire.
® Le territoire serait le nouveau leitmotiv en ce début de XXIè siècle. ... www.revue-ddt.org
® Insertion & Solidarité sur un territoire Coopératif Provence Alpes Méditerranée Webmaster : Elizabeth Dugier www.collcoop.org/hdas
® EUROPA - Politique régionale Inforegio Bien que l'aménagement du territoire ne soit pas une compétence … Le territoire et son développement sont les vecteurs au travers desquels la cohérence ... www.europa.eu.int/comm/regional_policy/themes/spatial_fr.htm

2 – Dominantes dans « territoire » ou « territorial » associé à une autre notion

Toutes les notions qu'il est possible de croiser n'ont pas été examinées. L'exploration, à titre de test, est réalisée à partir des 100 premières références Google. En instillant du contenu à partir des références plus spécialement visitées pour argumenter le diagnostic.

Insertion territoriale, **insertion territoriale locale**

En premier lieu, il s'agit d'ancrage aux lieux dans un contexte en mutation où leur « place » est à définir: c'est assez voisin parfois de territorialisation
® Insertion territoriale de la plate forme aéroportuaire du Bourget ;
® MIT (Cambridge, États-Unis) sur l'insertion territoriale des aéroports américains et les conflits pouvant en découler www.univ-paris12.fr/creteil/2/faburel/fabu.htm
® L'insertion territoriale des Cybercentres : Creatif associe des acteurs engagés en France dans l'appropriation sociale et citoyenne des Technologies de l'Information et de la Communication. www.creatif-public.ne
® Flux, villes et pôles d'échanges - Centralités contemporaines (gares, aéroports,centres d'affaires, centres commerciaux), insertion territoriale www.enpc.fr/fr/formations/masteres/amur_programme_new1
® Stratégies d'insertion territoriale : L'insertion géographique des Tziganes,lieux de sédentarisation, droit d'habiter www.ac-nancy-metz.fr/cefisem/pagesdoc/bibliographies/bibliotsi/humeau.htm

De façon intéressante, la notion qualifie des interdépendances, signifie une recherche de plus de cohérence *(exemples)*
® L'insertion territoriale des activités scientifiques www.univ-tlse2.fr/certop
® L'insertion territoriale locale de l'activité agricole, qui va de pair avec un mouvement de désectorisation de l'agriculture www.eso.cnrs.fr/evenements/contributions_10_2004/ac.pdf
Les nouvelles formes d'insertion territoriale de l'activité agricole dans le périurbain albigeois (in Colloque «Espaces et sociétés aujourd'hui » La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action). UMR ESO CNRS www. eso.cnrs.fr/evenements/resumes « *Au-delà de sa seule fonction de « production de denrées », elle est en effet interrogée directement par l'ensemble de la société civile, notamment locale, qui souligne la dimension publique de l'activité dans le domaine du paysage, de l'environnement, de sa la cohérence avec les autres activités locales et avec l'image du territoire. Parallèlement, la campagne n'étant pas à part des évolutions du reste de la société, l'activité agricole*

fait partie de plus en plus de projets personnels (…) qui questionne les identités forgées dans et par l'activité ainsi que les frontières entre le privé (et dans celui-ci entre le familial, l'associatif et l'individuel), le professionnel et le public ».

® Villes et territoires : mutations et enjeux de l'insertion territoriale de ces centres urbains par rapport à des niveaux plus globaux: régional, national, voire mondial www.sedet.jussieu.fr/dl/SIViT2005.doc

® John Libbey Eurotext : Éditions médicales et scientifiques France ... La diversité des systèmes de production, de leur insertion territoriale en zone bananière et des modalités de leur contribution au développement durable.
www.john-libbey-eurotext.fr

® L'insertion sociale et territoriale des éoliennes passe nécessairement par une appropriation collective www.ademe.fr

® Les compétences en management public et rôle majeur d'insertion territoriale des agents pour le CNFPT
www.bbf.enssib.fr/bbf/html/2002

Ancrage territorial

La notion est souvent corrélée par « et » ou « de » avec une autre, pour marquer une évolution vers…Elle a une dominante économique dans sa notoriété.

La notion intervient en contrepoint de nomadisme, de mondialisation ; ou alors elle donne de la consistance territoriale à l'activité économique (voisien dans ce sens de Système production local)

® Mondialisation et ancrage territorial chez ST Microelectronics www.rives.revues.org/document16.html

® L'ancrage territorial au cœur des priorités opérationnelles de SUEZ
www.suez.com/documents/french/SUEZ_RADD04_ancrage_fr.pdf

® Nomadisme et ancrage territorial : reperes methodologiques www.ideas.repec.org/p/fth/aixmeq/95c03.html
renouvelee des relations firmes-territoires.

® La publicité transnationale entre universalisme marchand et ancrage territorial. Simona De Iulio. Maître de conférences en sciences de l'information et de ...www.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2002/DeIulio

® Le "village mondial" et l'ancrage territorial. La mondialisation renforce ainsi le besoin d'identité locale. ...
www.congres2005.cernet.fr/programme/conference4.html

® De la proximité dans les relations firmes-territoires. Nomadisme, entreprises et ancrage territorial des activités technologiques www.vcharite.univ-mrs.fr/GREQAM/pdf/working_papers/1998/98B06.pdf

® Forum "L'ancrage territorial des entreprises" Comment identifier et promouvoir les "effets de milieu" (réseaux et externalités positives) qui favorisent www.districts-industriels.com/letter_spl/spl_v_huit/newsletter_fr.htm

L'inscription d'une mesure, d'une catégorie d'acteur, d'une thématique dans un espace donné.

® Elections : favoriser l'ancrage territorial des élus.Le projet vise à favoriser l'ancrage territorial des élus régionaux mais aussi européens dans la vie politique. *« Il s'agit de donner une stabilité aux majorités régionales, Rapprocher les députés européens des citoyens Moraliser les aides publiques versée aux partis politiques »*
www.premier-ministre.gouv.fr/information/actualites_20/elections_favoriser_ancrage_territorial_38159.htm

® Ancrage territorial du Pact Habitat et Développement de la Gironde www.pacthdgironde.com/informations/ancrage_territorial.htm

® L'ancrage territorial du développement durable www.harmattan.fr

® Introduction au deuxième Sommet de la Terre à Johannesbourg 6/ Les plans d'action à l'échelle des collectivités 7/ Programmes et actions de l'union Européenne 8/ Ancrage territorial du développement durable : www.planetecologie.org/JOBOURG/Francais/Intro.html

® Les synergies, le travail en réseau et l'ancrage territorial. www.medias-cite.org/article.php3?id_article=141

® L'ancrage territorial regroupe les recherches sur l'évolution des systèmes productifs territoriaux, l'économie matérielle et l'innovation www.fqrsc.gouv.qc.ca/recherche/pdf/CRDT.pdf

®L'exigence d'un ancrage territorial pour accéder aux droits : seules les personnes domiciliées dans la commune vont se voir ouvrir www.gisti.org/doc/plein-droit/46/droits.html

Territoires de projet

Ce qui s'affiche dans les 100 premières références montre qu'il s'agit du meccano de la gouvernance publique locale, moins axé sur l'économique que la notion d'ancrage territorial
C'est essentiellement franco-français dans le nombre de références et tend à désigner une démarche qui remet en cause un pouvoir territorial étatique et descendant, fonctionne sur des procédures à contours de pertinence avec une contractualisation multi-acteur. Traduction d'une difficile décentralisation culturelle.

Le développement durable commence à y apparaître, mais l'« ancrage territorial » de celui-ci (via les Agendas 21 locaux par exemple) est quasi-absente.

Recherche d'organisation à une échelle proche du bassin de vie à l'initiative des élus locaux.

® Atelier SCoT et Projet de Territoire rapprocher des logiques de territoire de projet sans que toutes les communes du territoire de projet ne s'engagent www.urbanisme.equipement.gouv.fr/actu/scot/reunionsechanges/02022005/paysagglo.pdf

® Territoire de projet et partenariats: de ces deux facteurs, quel est celui qui précède et suscite l'autre ? www.culture-art-territoire.educagri.fr/atelier1.html

® Le Pays Sologne Val Sud constitue un "territoire de projet" au sens de la Loi sur les Pays www.payssologne-valsud.com/pays/

® Le territoire de projet LEADER+ des 2 Massifs Capicorsu, Nehbiu è Custera www.lentu.com/leader/leader.html

® Questions relatives à la définition du concept « territoire de projet » :Existe-t-il des territoires pertinents ? Comment les reconnaître ? www.pays.asso.fr

® Le pays n'est pas un nouvel échelon d'administration territoriale mais un territoire de projet à long terme. Un pays est un espace choisi et proposé www.moselle.cci.fr/implant/urbanisme/perimetre.

® Documents de conception urbanistique et paysagère sur l'ensemble du territoire de projet. De la conception technique qui y est liée sur tous les aspects ... www.geneve.ch/dael/amenagement/rectangle_dor/doc/annonce_appel_d'offres_Urbanisme_6_avril_2004.pdf

® Forum social tarnais : Le pays est un territoire de projet organisé à partir de plusieurs critères de pertinence : Critères géographiques et démographiques : une aire d'attraction www.forum-social-tarnais.org/article.php3?id_article=222

® Le Contrat ATEnEE permet au territoire de projet d'être le catalyseur. des acteurs et des initiatives. Le Contrat ATENEE, une approche globale www.ademe.fr/htdocs/actualite/appels/Documents/atenee_i.pdf

®La loi Voynet reconnaît la communauté d'agglomération comme un territoire de projet www.agglo.org/interco/interco.htm

® Club national des réseaux de villes :Agir concomitamment sur plusieurs facteurs de développement pour contribuer harmonieusement au développement du territoire de projet ainsi constitué www.reseaux-de-villes.org/qui.htm

® Zoom sur un territoire - C'est tout d'abord un "territoire de projet" : il se caractérise par la volonté de ses acteurs et habitants d'élaborer ensemble un projet commun. www.insee.fr/fr/insee_regions/alsace/zoom/pays/loaddt.htm

® Fédération des ressources locales et d'innovation, les parcs naturels régionaux apparaissent comme un exemple fécond de territoire de projet. www.senat.fr/seances/s199911/s19991109/sc19991109007.html

®CERDD - Centre Ressource du Développement Durable : Trois types de territoire de projet sont concernés : les pays au sens de la LOADDT, les communautés urbaines, les communautés d'agglomérations www.cerdd.org/article.php3?id_article=344

Management territorial

Un versant de bonne gestion de l'emploi territorial dans le contexte de multiplication des découpages

® Cahiers du management territorial -Portail d'information sur l'emploi territorial, la règlementation et les statutsde la fonction publique. www.territorial.fr/presse/cmg-index.php

® Le Management territorial. Une clarification des rôles entre élus et fonctionnaires territoriaux. Denys Lamarzelle. www.editions-papyrus.com/netlamar.htm

® Comité de Management Territorial. Présidé par Monsieur le Bourgmestre Marcel FISENNE. Composition www.sambreville.be/urban/acteurs/nivloc/cmt

Nouveau management de systèmes d'organisation publics complexes dans un monde où la place des réseaux est déterminante. Déontologie du métier. Consultance…

® European Vocational Training Association Mai 2001 Fondateur et P-DG de POLIA Consulting, conseil en knowledge management et management territorial. Fondateur et P-DG de CorEdge, www.evta.net/archives/bruges/biographies-prax.asp

® Les universités d'été du management territorial sont l'occasion de dresser un état des lieux de l'évolution des pratiques managériales et d'échanger sur des ... www.idecentralisation.asso.fr/INFOCO/Incdas.htm

® Il faut que le management territorial international soit développé puisque la compétition est mondiale www.insert-export.com/intermdp/actu/formationinter/dess-mipt-montp.htm

® Développement Local - La diversification versus la spécialisation, la compétitivité territoriale selon la logique du Management territorial www.developpement-local.com/article.php3?id_article=108

® L'Institut du Management Territorial et Européen évolue

www.cabinet-imte.com/Fiche%20competences_IMTE%20bd.pdf
® Le Management territorial à l'ère des réseaux, Jean-Yves Prax. www.amazon.fr/exec/obidos/ASIN/2708128027

Importance des références qui proposent de la formation (quelques exemples sans exhaustivité)

® Management territorial européen et international formant aux spécificités du management territorial européen. ... www.managementpublic.u-3mrs.fr/mastermtei.htm
® SPE : Management territorial (P). SPE : Economie de la Décision publique (P). Sciences humaines et sociales.Mention Sociologie Ethnologie www.ustl1.univ-lille1.fr/projetUstl/universite/lmd/liste_formations.pdf
® Projet : Gouvernance et management territorial ... Economie regionale et spatiale
Sciences administratives. Mots clés, Gouvernance management territorial ...
www.fucam.ac.be/rech_projet.php3?num=40&pere=131
® Management territorial. www.iae.univ-lyon3.fr/telechargement/cours/0604234.pdf
® La mention Entreprises et Territoires de management territorial des entreprises et des organisations, a. pour objectif de former www.univ-artois.fr/
® Institut d'Administration des Entreprises de Nancy pour …des services déconcentrés de l'Etat, cadres des agences d'urbanisme et de développement, comités d'expansion, consultants en management territorial
www.univ-nancy2.fr/IAE/m1.php%3Fref_espace=formations

Excellence territoriale

Signifie l'engagement dans une démarche appliquée à une entrée territoriale : une culture du résultat, une méthode, une évaluation …

® SPL INFO - Les clusters au service d'une stratégie d'excellence territoriale Créé en partenariat avec la municipalité de York et l'Université locale, ... www.districts-industriels.com
® Pour une politique agricole et forestière régionale Le Contrat d'excellence territoriale (CET) est une procédure d'interventioncollective. sur un territoire donné
www.cr-bourgogne.fr/guichet/publications/docs/contrat_agri_forest.pdf
® Décentralisation : à la recherche d'échelles spatiales pertinentes. L'excellence territoriale requiert transversalité et décloisonnement www.sceco.univ-poitiers.fr/recherpubli/doctravail/T2005-05.pdf
® Jardins Wallonie-2001. Une démarche de qualité et d'excellence territoriale. Installer une culture de l'évaluation et de la qualité s'avère indispensable www.wallonie-en-ligne.net/Jardins-de-Wallonie
® Résultats de l'appel à projets LEADER+ :Les 140 territoires ainsi retenus vont désormais s'organiser pour concrétiser leur projet de développement et les mener vers l'excellence territoriale. www.datar.gouv.fr
® Contribution du Conseil National des Économies Régionales CNER -L'excellence territoriale consiste à devenir « LE territoire de… », identifié à l'intérieur comme à l'extérieur
www.cner-france.com/images/DIVERS2005

Des organismes s'y réfèrent

® Association Européenne de l'Excellence Territoriale www.eurexcter.com www.labourline.org
(les plus nombreuses références)
® l'Ecole Européenne d'Excellence Territoriale (EEET), aujourd'hui Association Française d'Excellence Territoriale (AFET)
® IAE - Institut d'Administration des Entreprises de Nancy. Nouvelles approches du territoire : Territoires apprenants, innovants, développement durable. Une démarche globale d'amélioration continue des services rendus aux habitants et aux partenaires, et vise l'excellence territoriale. Urbanisme : Certification ISO 9002, www.univ-nancy2.fr
® TMO Régions- Le marketing territorial : du développement économique à l'excellence territoriale
Consultez la lettre d'information du mois... Ayez un temps d'avance... www.tmo-region.com/abonnement.php

Qualité territoriale

Entre une stratégie de développement local intégré, relié avec l'extérieur

® La marque Pays Cathare - Les 7 principes de la Qualité Territoriale, c'est une démarche qui concerne aussi bien l'agriculture, l'artisanat, le tourisme, le patrimoine www.aadel.org/pays_cathare/pc_marque_qualite.htm
® Localisation et qualité territoriale. -. Economie et potentiel de développement.Vitalité et participation locales www.economie.vd.ch/doc/classificPoles_2001.pdf
® Schéma Régional 2020 - Quelle qualité territoriale au service de la population à l'horizon de 20 ans (en termes de qualité culturelle, de qualité des emplois, d'épanouissement www.nordpasdecalais.fr/sradt/groupes/modedevie.htm

® in Colloque « La revanche du sectoriel et le renouveau de l'espace »- La qualité territoriale tend à se décliner comme un argument de marketing : se vendre avant même que de se développer www.asdeq.org/donnees/quebec/sem_dev_reg_99/toulon_1999.pdf , décliné localement pour mieux asseoir une présence. mondiale. www.hil.unb.ca/Texts/CJRS/Summer00/Lacour.pdf

Et une approche économique de la rente territoriale, « panier de biens », marketing touristique

® Volet emploi de la **charte territoriale** de cohésion sociale et convention d'objectifs avec l'Etat pour la mise en œuvre des contrats d'avenir Structure de marché et rente territoriale : On peut la nommer rente de qualité territoriale ou plus simplement rente territoriale (Mollard, 2001 www.ceep.u-bordeaux4.fr/pdf/seminaire/article%20MPH.pdf

® Les développement de relations transversales (Baronnies) ont su capter la rente de Qualité Territoriale. Le panier de biens. est-il généralisable ? www.inra.fr/rhone-alpes/documents/R2.pdf et www.ulb.ac.be/soco/asrdlf/documents/Letombe_Zuindeau.pdf

® La constitution d'une « rente de qualité territoriale » et comment celle-ci se construit-elle ? www.draf.auvergne.agriculture.gouv.fr/pole-trs/rapports/ConcluReunion01-03-02.doc

® Etude des relations qualité/territoires et des potentiels de rente de qualité territoriale sur l'ensemble de la région. Programme INRA DADP II Région www.iga.ujf-grenoble.fr/territoires/membres/doctorants/Hirczak.htm

® Contrat ATEnEE - Mayenne s'est lancé dans une démarche "qualité territoriale. pour l'avenir" qui repose sur les atouts et les acteurs locaux www.ademe.fr/Collectivites/Atenee/Documents/appel_projet.PDF

® AFIT – « Marques de territoire : montage de projets »: Spécificités, valeurs ajoutées, reconnaissance, qualité territoriale, impact marketing www.afit-tourisme.fr/article472.htm

® La VLHQT, la vache laitière à haute qualité territoriale et non pas à haute production www.inra.fr/dpenv/michac48.htm
et Lettre de la mission d'animation des agrobiosciences14 www.agrobiosciences.org/lettre/lettre15.htm

Charte territoriale

La notion signe clairement la démarche qui consiste à se mettre d'accord dans le cadre d'un objectif d'action partagé qu'un ensemble de parties prenantes territoriales se donnent d'atteindre

® Volet emploi de la charte territoriale de cohésion sociale et convention d'objectifs avec l'Etat pour la mise en œuvre des contrats d'avenir.Plusieurs références à des départements ou des villes. www.travail.gouv.fr/dossiers/contratd_avenir

® Charte territoriale d'accueil d'actifs en Massif-Central www.demain.fr/

® Charte territoriale des services publics - Val d'Adour www.openfing.org/proximites_sp/

® Charte Territoriale du Cadre de Vie www.cc-artois-lys.fr

® …la qualité des produits que souhaitent promouvoir la Charte territoriale www.euskalherria.com

® Aboutir à une charte territoriale globale de gestion intégrée de la zone côtière (à Bourgneuf) www.anel.asso.fr/pdf/Annexe_Baie_Bourgneuf.pdf

® Association pour la Fondation des Pays - Incorporé à la Charte territoriale, le Projet partagé permet, en outre, une réflexion prospective... www.pays.asso.fr/actualite/

® La lettre Ecobleue a proposé à l'UDF de labelliser les candidats des listes d'Union désireux de porter les valeurs de notre charte territoriale. ... www.ph24.com/page_generateur/Ecobleue_fourth/

2.8 Label territorial

® L'indispensable certification d'intérêt public - Une voie nouvelle : le label territorial, label d'une démarche de territoire. Alternative aux labels produits, la reconnaissance de démarches complexes www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Partie_5_2.pdf

® "Normandie Qualité Tourisme", une démarche qualité concrétisée par un label territorial pour fédérer et promouvoir les acteurs du tourisme en Normandie. ... www.normandie-qualite-tourisme.com/adh/restaurants.php

® Eurocin GEIE - Plan de marketing pour les produits agro-alimentaires et la promotion du label territorial "Le Alpi del Mare - Les Alpes de la Mer"www.eurocin.org/FRA/Page/t05/view_html?idp=158

® COMMISSION COMPETITIVITE DE L'ENTREPRISE : l'idée d'un développement propre au territoire, pouvant disposer d'un label territorial, associant, tourisme, science, culture et développement local
www.cgem.ma/IMG/doc/P.V._Reunion_17_Mars_2005.doc

® ADD black screened Territorial Sea baseline and label www.uscg.mil

® "This could either be a private label, territorial driven or similar niche domains focused," says Mehta. www.web.mid-day.com/news/business/2004/march/79644.htm

® La compétitivité économique : label de qualité, label territorial, dénomination d'origine, des produits biologiques ou naturels, des emballages particuliers ***www.europa.eu.int/comm/archives/leader2/rural-fr/***

3.2. Croisement de « théorie des réseaux » avec « territoire » par accès internet Google.

3.2.1. La théorie des réseaux.

Fiche de lecture

Résumé : 634 000 pour théorie des réseaux dans les 365 jours passés et 149 en croisant avec territoire (2 juin 2005).
« Un nouveau compromis historique reste à construire entre réseaux et territoire » (référence CNRS). En effet,le territoire reste abstrait, pensé en référence aux modélisations produites par les sciences « dures » que sont mathématiques, physique, neurologie, théorie des systèmes. Elles s'imposent comme mode de pensée dominant. Des décloisonnements peuvent être observées, à partir de quelques références, sur leur capacité à s'adapter aux applications territorialisées du développement durable ou des TIC

Environnement de sens de la notion de théorie des réseaux sur Google :
Relié à transport : intelligence économique ; aménagement du territoire ; infrastructures ; réseaux sociaux ; réseaux neuronaux et territoire cortical ; réseaux socio-techniques ; communication ; NTIC ; médias ; géographie ; géographie économique ; appui à la création d'entreprises ; théorie de la gouvernance

Résumé analytique de contenus repérés :

Christian Lefevre : pour l'IAURIF : ***« Le retour du local » interroge le sens du pouvoir et la gouvernabilité des territoires***
La situation est perçue comme inédite, notamment dans « les villes, lieux privilégiés de la polarisation de la croissance. Pas seulement « les villes globales », mais l'ensemble des niveaux de la hiérarchie urbaine, lieux essentiels de l'accumulation. Aujourd'hui, ce n'est plus tant un « pouvoir sur » qu'un « pouvoir pour » dont il faut parler, ce que S. Stone (1989) appelle « la capacité d'action » ou « capacité de production sociale », différentes de la capacité de « contrôle social ».

Les travaux de Pierre Velz sont présentés comme « inauguraux car ils affirment le caractère relationnel de l'économie moderne (1997) et attribuent une valeur positive à la densité et à la qualité de la coopération entre acteurs ».
Après un état de l'art qui marque l'emprise de la pensée américaine sur ces domaines conceptuels, la grave insuffisance de travaux de recherche (sur l'Ile de France notamment), et la tendance trop prégnante à des études urbaines qui se bornent au centre ville et pas aux territoires qui en dépendent, l'exposé de Christian Lefevre pose l'enjeu de « la gouvernabilité des territoires » : multiplication du nombre des intérêts en jeu et leur diversité, empêchant les élites de contrôler les processus décisionnels, « jusqu'au chaos » (exemples de New-York ou New-Haven), au combat de rue (street fighting pluralism), à « la ville sauvage ». Dans les couloirs des mairies, chaque groupe d'intérêt tisse ses propres relations avec les divers segments de l'administration municipale.
Certains chercheurs parlent d' « anti-régime », un système défensif pour bloquer et filtrer le pouvoir des gros intérêts économiques, protéger la ville des forces d'un marché dérégulé et de projets colossaux de croissance ». Avec « des vetos croisés », il vaut mieux pour un maire ne rien faire que faire quelque chose [1].

La fragmentation des espaces et des pouvoirs, l'absence de liens entre les acteurs, entraînent une perte de capacité de pilotage (de la métropole dans son ensemble dans le cas cité).
Cette fragmentation résulte tant de la décentralisation que de l'internationalisation. Elle entraîne la compétition entre territoires; la montée de la conflictualité entre acteurs dont les réseaux de relations se croisent peu et s'organisent autour d'intérêts différents.
La fragmentation politique a son pendant dans les milieux économiques, remettant en cause les structures traditionnelles de représentation des entreprises. De nouvelles formes d'organisation répondent à « des logiques d'influence ». Dans le but d'influer sur les pouvoirs politiques, les acteurs économiques s'organisent sur des bases territoriales identiques à celles des nouveaux pouvoirs. Les divergences d'intérêts sont de moins en moins intégrables par les structures de représentation [2].

Denise Pumain : « Le mystère de l'apparition du changement » interroge les systèmes d'explications
Les modèles dynamiques actuels s'éloignent des approches classiques « des lieux centraux » ou de « la loi rang et taille » qui n'expliquent pas le tout des systèmes de ville. Elle pose la relation entre « les lieux habités » et les lieux fréquentés » comme grille de lecture pour les systèmes de peuplement. Leurs dimensions correspondent à des durées admises pour le déplacement, variables parmi lesquelles on repère des seuils, des ordres de grandeur, l'heure dans la ville, la journée entre les villes. Ce qui permet d'établir des correspondances entre des modes de relation des sociétés à leur environnement, des modes

[1] « Développement, action publique et régulation », pour l'IAURIF (Institut d'Aménagement de d'Urbanisme de la Région Ile de France), 2003. 5ème ensemble de travaux coordonnés par Jean-Marc Offner, Christian Lefevre et Olivier Coutard , du Laboratoire LATTS, Ecole nationale des Ponts et Chaussées, avec des contributions d'enseignants d'Ile de France, de chercheurs, de praticiens oeuvrant auprès des décideurs, de décideurs, publics et privés

[2] idem, Christian Lefevre

de déplacement ayant leur vitesse propre, et des échelles d'organisation géographique de l'urbain, la ville et le système des villes. L'information concernant la structure des systèmes de peuplement étant en partie connue des acteurs, ils peuvent l'utiliser pour s'y conformer ou pour la contester.
Les géographes font aussi valoir qu'une structure spatiale peut exister sans que les acteurs qui contribuent à sa formation n'en aient conscience. Intervenir dans un processus auto-organisé n'est pas aisé. La modalité normale de l'évolution de ces entités que constituent les noyaux de peuplement reste la concurrence, la rivalité pour la captation des ressources, et cela depuis les querelles de clocher entre villages jusqu'aux rivalités pour l'acquisition des équipements entre grandes villes. Dans le monde actuel, l'évolution prévisible des systèmes de peuplement se déduit des modalités de leur dynamique passée, sous la contrainte d'une nouvelle accélération de la contraction de l'espace-temps, et la vitesse des communications inter-urbaines. Ce processus continue d'étendre ses effets à un nombre de villes toujours plus grand.

L'univers des possibles et la finitude du monde
Seule la finitude du monde pourrait restreindre ce processus, mais le système des villes du monde est encore loin d'être connecté avec toute la réserve de vitesse disponible. Les conséquences de cette « loi dromologique » sont un renforcement de leur structure hiérarchique, qui commence par le haut, avec la "métropolisation". Elle contribuera d'autant plus au renforcement des hiérarchies urbaines que la diffusion sera différée dans le temps et sélective spatialement. Faut-il se résigner à admettre l'évolution inexorable de nos systèmes de villes vers une concentration dans des métropoles toujours plus grandes et plus étalées ?
La connaissance des modalités de l'évolution des systèmes de peuplement n'implique pas la résignation, mais souligne l'ampleur et la force des interventions nécessaires pour en infléchir le cours. C'est aussi le rôle des modèles que d'aider à mesurer nos marges de manœuvre dans un univers de possibles [3].

Paul Marie Boulanger et Thierry Bréchet : « De nouveaux outils pour affronter les défis de la complexité d'un développement durable »
Une recherche belge part d'une analyse des classes de réseaux et d'un bilan de leur pertinence au regard de l'objet de l'étude avant de le définir (voir cette analyse résumée en pièce jointe).

Bilan des modélisations existantes
Trop souvent, le DD est abordé avec des instruments de modélisation et d'aide à la décision préexistants construits initialement pour une prise de décision appliquée à des questions politiques traditionnelles. L'approche scientifique au fondement de ces modèles est généralement unidisciplinaire et unigénérationnelle, ce qui va à l'encontre des principaux défis inhérents au DD. Un examen attentif de ces modèles révèle des faiblesses méthodologiques importantes. Le domaine de l'incertain et de l'aléatoire est réservé au futur et aux décisions humaines alors qu'il imprègne de bout en bout nos connaissances actuelles. La prise de décision est envisagée au niveau d'un régulateur centralisé (l'Etat) alors que le DD suppose une implication beaucoup plus importante des différents échelons décisionnels ; enfin, les interactions entre dimensions locales et globales sont sous-estimées.
Des modèles efficaces pour le DD devraient donc réunir les conditions suivantes : être interdisciplinaires, pouvoir adopter un horizon temporel de moyen et long terme et/ou modéliser explicitement les générations, prendre en compte l'aléatoire et l'incertain, déterminer le niveau optimal de décision et incorporer les variables de commande pertinentes à ce niveau. L'objectif de cette recherche est donc d'identifier les approches de la modélisation appliquée susceptibles de renouveler la pratique de l'aide à la décision en matière de DD par la sélection, la confrontation et l'intégration des connaissances scientifiques acquises dans divers domaines en matière de DD [4].

Des critères d'analyse comparée
La méthode en a sélectionné cinq pour confronter les différents outils et évaluer leur aptitude à aider la prise de décision en matière de DD, après un survol de la littérature :

- L'interdisciplinarité : indispensable pour rendre compte des interactions entre des dynamiques de nature très différente : physico-chimiques, biologiques, psychosociologiques, économiques, etc.
- La capacité d'adopter une perspective de long terme, une exigence inscrite au cœur même de l'idée de durabilité et justifiée par la recherche de l'équité inter-générationnelle.
- La prise en compte des interactions entre niveaux territoriaux, entre le local et le global. Cette exigence est particulièrement apparente dans les problèmes de changement climatique dont il est établi qu'ils sont le résultat d'agrégation au niveau du globe tout entier d'une infinité de comportements observables à une échelle géographique très réduite. En retour, des modifications affectant l'atmosphère terrestre dans sa globalité ont des répercussions extrêmement variables au niveau local.
- Le traitement de l'incertitude : celle-ci est évidemment étroitement liée aux trois critères précédents. Plus l'horizon temporel est éloigné, plus nombreux sont les niveaux pris en considération, plus nombreux aussi les savoirs disciplinaires à mettre en relation, plus les incertitudes sont grandes.
- La participation des parties prenantes : cette exigence découle à la fois de l'importance des incertitudes et des fondements

[3] 1ère journée Complexité, 27 novembre 2003 : « Les formes des systèmes de villes : dynamique ou évolution ? », Denise Pumain, Professeur à l'Université Paris 1, UMR Géographie-cités

[4] Modélisation et aide à la décision pour un DD : état de l'art et perspectives- Rapport final au SPP Politique Scientifique (SPP-PS) Rapport réalisé par Paul-Marie Boulanger et Thierry Bréchet, membres de l'IDD, dans le cadre du premier Plan d'Appui à une Politique de DD (PADD-I), Action de Support AS/F5/01 ; Novembre 2003. IDD 7, rue des Fusillés B-1340 Ottignies, Belgique e-mail : idd@euronet.be

mêmes du DD. Elle se justifie donc à la fois sur un plan instrumental (pallier les incertitudes, tenir compte des savoirs locaux) et sur un plan normatif (approfondir la démocratie).

Des modèles favorisant la compréhension concrète et intègrant les valeurs dans la prise de décision

Parmi les conclusions, fort intéressantes de cette étude sur la valeur comparée des modèles, une seule est reprise ici.

Ce qui, dans le discours scientifique est exprimé en termes de système (écosystèmes, systèmes hydriques, systèmes économiques, etc.), et donc d'entités abstraites s'incarne en autant d'objets concrets : prairies, rivières, usines, routes, arbres, véhicules en déplacement, etc. que chacun peut reconnaître. Dans toute la mesure du possible, on cherchera donc à construire les métamodèles en prenant l'espace comme principe intégrateur, avec les différentes couches qui le constituent et les objets naturels ou artificiels qui les « peuplent ».

L'évaluation en termes de DD demande aussi un autre type d'intégration, en termes de valeurs cette fois. C'est le problème principal que tente de résoudre une autre classe d'outils de l'aide à la décision, qui se situent davantage du côté de l'acteur, du décideur que du système. Il s'agit des méthodes d'analyse coûts-avantages ou coûts-efficacité, des méthodologies multi-critères et des instruments participatifs d'évaluation et de décision**.**

- **Concepts-clés :** opérationnalité de la modélisation des réseaux pour les systèmes de relations territoriales

- **Mots-clés thématiques :** intelligence économique ; aménagement du territoire ; infrastructures ; réseaux sociaux ; réseaux neuronaux et territoire cortical ; réseaux socio-techniques ; communication ; NTIC ; médias ; géographie ; géographie économique ; appui à la création d'entreprises ; théorie de la gouvernance

- **Mots-clés géographiques :**
Localisation : multiples

- **Mots-clés acteurs :** chercheurs ; décideurs

- **Mots-clés méthodologiques :** recherche documentaire via internet

Martine Theveniaut 28 juillet 2005

3.2.2. Illustrations des références sur le croisement de « théorie des réseaux » avec « territoire ».

Texte 1

« Développement, action publique et régulation », IAURIF (Institut d'Aménagement de d'Urbanisme de la Région Ile de France) Date exacte (?) Le forum ci-dessous date de novembre 2003.

Méthode : Résultat d'un travail collectif à l'initiative de l'IAURIF, qui a mobilisé 5 équipes universitaires de recherche et d'urbanisme sur 5 thèmes et a donné lieu a un CD Rom : société urbaine au 21ème siècle ; échelles de la ville : mobilité, mixité et choix résidentiels ; ville, performance et développement durable ; aménagement et projet urbain ; développement, action publique et régulation. Chaque laboratoire a « identifié des travaux majeurs, français et étrangers ; organisé sur cette base un débat ouvert aux milieux de la recherche pour discuter et compléter la liste ; produit un rapport pour faire ressortir, de façon pédagogique les apports vis à vis des nouveaux enjeux du développement urbain, la remise en cause d'idées acquises ou leur dimension prospective »

Le document disponible sous pdf via Google est le 5ème, coordonné par Jean-Marc Offner, Christian Lefevre et Olivier Coutard, Laboratoire LATTS, Ecole nationale des Ponts et Chaussées, avec des contributions d'enseignants d'Ile de France, de chercheurs, de praticiens oeuvrant auprès des décideurs, de décideurs, publics et privés.

Résumé du texte de Christian Lefevre : « Le pouvoir local en Europe ». Traits marquants dans les recherches qu'il a recensées.

Le changement de discours, avec **le retour du local** et notamment des villes, lieux privilégiés de la polarisation de la croissance. Pas seulement « villes globales », mais l'ensemble des niveaux de la hiérarchie urbaine, lieux essentiels de l'accumulation.
Caractère inaugural des travaux de Pierre Velz soulignant « le caractère relationnel de l'économie moderne » (1997) attribuant une valeur positive à la densité et à la qualité de la coopération entre acteurs. L'intégration européenne renforce les échelons locaux dans la coproduction des politiques publiques.

Trois approches classiques: le pluralisme, l'élitisme et le corporatisme s'intéressent à la distribution du pouvoir. Elles se distinguent des écoles juridiques ou politiques, estimant que le pouvoir va au-delà des structures institutionnelles formelles. Elles sont d'origine américaine parce que dans ce pays l'autonomie des villes est plus forte qu'en Europe.

Le pluralisme considère le pouvoir comme fragmenté, soumis à la compétition des groupes d'intérêts. R. Dahl (1961,2002) est le père de cette école et parle de polyarchie.
L'élitisme s'oppose à cela et considère le pouvoir comme réparti entre un très petit nombre d'individus et de groupes qui forment entre une élite dirigeante (Hunter 1953). Les structures démocratiques sont un écran de fumée.
Le corporatisme pour P. Schmiter (1980) est un système de représentation d'intérêts dans lequel les unités sont organisées en un nombre limité de catégories singulières, non volontaires, non compétitives, ordonnées hiérarchiquement, et différenciées fonctionnellement. Elles sont reconnues par l'Etat et exigent un monopole de représentation en échange su soutien qu'elles apportent . ce concept et celui de néo-corporatisme est né dans l'étude des politiques nationales.

La question est celle de « la gouvernabilité des territoires ». C'est le point de départ pour bâtir son intervention : Le pouvoir aujourd'hui n'est plus tant un « pouvoir sur » qu'un « pouvoir pour », ce que S. Stone (1989) appelle « la capacité d'action » ou « capacité de production sociale », différentes de la capacité de « contrôle social ». Il en résume les approches.

Gouverner par les coalitions : théories américaines avec deux approches :
« Les coalitions de croissance » (growth coalitions) Molotch et Logan (années 70-90) : propriétaires fonciers, milieux d'affaires qui en bénéficient directement ou indirrectement, médias, commerces… Ils se constituent en élite économique et « vendent » aux autres acteurs que « la croissance est bénéfique pour tous ». les élus locaux ne sont pas forcément membres de celles-ci. Théorie critiquée par son contralisme (cœurs de ville et pas leur environnement) et localiste (centré sur les acteurs locaux).
`

« Les régimes politiques urbains » (Urban Regimes) s'intéressent à l'émergence d'une capacité à gouverner dans un univers de diversité et de complexité. Comment peut-on apporter assez de coopération entr des groupes disparates pour que les choses se fassent ? La réponse théorique est simple : « mêler » les capacités des institutions et des acteurs non gouvernementaux. « Le régime » est le nom de ce mélange : u groupe informel mais relativement stable ayant accès à des ressources institutionnelles lui permettant de « jouer un rôle durable dans la sphère décisionnelle » C.Stone, père de cette théorie des RPU qu'il a bâti à partir de l'étude d'Atlanta (années 80-90). Les élus locaux en font partie. Deux facteurs clé : posséder une connaissance stratégique des transactions sociales et savoir s'en servir ; contrôler des ressources pour être un partenaire attractif pour la coalition.
Donc avoir une même vision du futur de la ville ; des intérêts locaux ; les acteurs économiques doivent être relativement intégrés ; il faut aussi une tradition de confiance et de pragmatisme dans la vie politique locale. Les grandes villes offrent plus de ressources. Les études empiriques montrent que les RPU ne sont pas une constitution

inéluctable, toutes les villes ne disposent pas des conditions favorables. La théorie subit aussi la critique de localisme car l'accès aux ressources déborde le local.
C'est la théorie qui séduit le plus les chercheurs européens, même si le contexte est différent sur divers points : le rôle de l'Etat plus grand qu'aux USA et les liens entre les échelons local/national restent plus forts ; les élus locaux sont les leaders de la mobilisation dans une coalition et pas les milieux d'affaires, c'est l'inverse aux USA ; les villes européennes n'ont pas, autant qu'aux USA, la nécessité d'attirer des activités économiques car leurs recettes fiscales en dépendent moins ; la culture civique des élites européennes est davantage tournée vers le social, le collectif, moins vers le marché ; les milieux économiques européens sont plus réactifs que proactifs.

Si la théorie des RPU s'intéresse au pouvoir local dans les grandes villes, la détermination territoriale de ce pouvoir reste largement incertaine. La littérature américaine traite du pouvoir municipal centre-ville). Or, aujourd'hui, la question du pouvoir en termes de capacité de production de politique publiques, nécessite de prendre en compte des territoires fonctionnels dépassant les limites administratives et intégrant les périphéries. **Des « territoires pertinents » sont actuellement en train de se constituer comme territoires politiques** : communautés urbaines, communautés d'agglomération (France), l'Autorité du grand Londres (GLA), les Cités métropolitaines en Italie. Peu de travaux ont abordé ces sujets : voir B. Jouve et C. Lefèvre (1999,2002).

« Le méso-corporatisme » est une notion récemment apparue, pour sortir d'une approche nationale. Il n'en existe pas de recensement. L'exemple de référence est la Communauté autonome de Madrid.

Des métropoles ingouvernables ?
Autre ensemble dont la provenance est aussi américaine. Ces théories empruntent largement au pluralisme.
« L'hyperpluralisme » (P.Yates 1977, et alli 1991 ; Judge, 1995) observe la multiplication du nombre des intérêts en jeu et leur diversité, empêchant les élites de contrôles les processus décisionnels, « jusqu'au chaos » (exemples de New-York ou New-Haven), ou au combat de rue (street fighting pluralism), à « la ville sauvage » (M. Castells 1983). Dans les couloirs des mairies, chaque groupe d'intérêt tisse ses propres relations avec les divers segments de l'administration municipale. De Léon(1992) parle d'anti-régime, en référence opposée à C. Stone, comme « système défensif conçu pour bloquer et filtrer le pouvoir des geros intérêts économiques, protéger la ville des forces d'un marché dérégulé et de projets colossaux de croissance ». Analyse proches de travaux italiens et « des vetos croisés ». Dans une telle situation, il vaut mieux pour un maire ne rien faire que faire quelque chose (Dente 1990).
Dans ces travaux, **la question du territoire n'est pas abordée**. Tout comme dans les approches en termes de coalition, il s'agit de la ville-centre.
« La fragmentation » des espaces et des pouvoirs comme résultat de la décentralisation et de l'internationalisation entraîne la compétition entre territoires; la montée de la conflictualité entre acteurs dont les réseaux de relations se croisent peu et qui s'organisent autour d'intérêts différents(Gordon et Cheshire, 1996).
Cette fragmentation politique a son pendant dans les milieux économiques, remettant en cause les structures traditionnelles de représentation des entreprises. De nouvelles formes d'organisation répondent à « les logiques d'influence » (Schmitter et Lanzalaco, 1989). Dans le but d'influer sur les pouvoirs politiques, les acteurs économiques s'organisent sur des bases territoriales identiques à celles des nouveaux pouvoirs. Les divergences d'intérêts sont de moins en moins intégrables par les structures de représentation. Plus encore que la prolifération, c'est l'absence de liens entre les acteurs qui est caractéristique de l'évolution. Ceci entraîne une perte de capacité de pilotage sur la métropole dans son ensemble (Balducci, 2002).

Conclusion :
Un pouvoir local qui reste « sous influence » de l'Etat à qui revient la fonction de « légitimation ». Aucune coalition n'est en mesure de vivre et encore moins de durer, sans « la bénédiction de l'Etat.
Les études manquent sur le mésocorporatisme comme modalité d'organisation (sauf Madrid et Londres)
Grave insuffisance de travaux de recherche sur l'Ile de France.

Autres contributions :
- La coopération entre acteurs publics dans la planification stratégique des métropoles européennes
- Les nouvelles modalités d'action publique, Jean-Marc Offner
- Maîtrise publique des services de réseaux et gouvernement des métropoles en France, Olivier Coutard

Le texte intégral (90 pages) en pdf peut être rendu disponible (si c'est jugé utile).

Texte 2

1ère journée Complexité, 27 novembre 2003 : Les formes des systèmes de villes : dynamique ou évolution ?
Denise Pumain, Professeur à l'Université Paris 1, UMR Géographie-cités pumain@parisgeo.cnrs.fr

L'histoire récente des écrits sur la ville est jalonnée de formalisations conceptuelles de la **production de l'espace urbain** (H. Lefebre,1974), de modèles de dynamique urbaine à la Forrester (1964), ou encore de modèles d'auto-organisation inspirés de la synergétique (Weidlich, 2000, Portugali, 1999) ou des structures dissipatives (Allen, 1998).
La théorie des jeux a inspiré un jeu de simulation des **interactions entre acteurs urbains**, maintes fois réédité, SIMCity. Mais, à un autre niveau d'organisation, apparaissent des propriétés émergentes, issues des différentes formes
Des **échanges et interactions qui se produisent entre les villes**, à plus ou moins longue distance. Ces propriétés sont caractéristiques de l'organisation des **villes en réseaux**, **villes en systèmes**, à un **niveau macro-géographique**, à l'échelle d'une grande région, d'un Etat ou d'un continent, voire du Monde. Elles contraignent à leur tour le devenir de chaque ville, dans la mesure où elles constituent des **règles spontanées de la co-évolution des villes**. Certaines de ces propriétés rapprochent les formes d'organisation des systèmes de villes de celles de systèmes physiques, tellement les régularités observées sont générales et universelles.

Les approches classiques : deux voies explicatives

La théorie des lieux centraux
La régularité de la disposition des villes dans un territoire, en fonction de leur espacement et de leur taille, a suscité des tentatives de formalisation au moins depuis le milieu du XIXe siècle. C'est le géographe allemand Walter Christaller (1933) qui apparaît comme l'inventeur d'une explication formalisée selon une hiérarchie emboîtée de niveaux fonctionnels pour la desserte en services de leur territoire environnant (la « région complémentaire » de la ville), sous la double contrainte du coût du franchissement de la distance du côté de la demande et de la rentabilité du service du côté de l'offre. Christaller illustre sa théorie de constructions géométriques, combinées à partir des figures du cercle et du triangle, sous forme de semis réguliers de centres urbains entourés d'aires de marché hexagonales emboîtées. Ces figures feront le tour du monde.

La loi rang-taille
D'autres représentations sont fondées sur la forme de la distribution statistique de la taille des villes, généralement mesurée par le nombre de leurs habitants. C'est le nom de Zipf qui reste attaché à la « loi rang-taille » (*rank-size rule*) même s'il emprunte à des travaux précédents qu'il omet de citer. Ses explications théoriques du modèle (« équilibre » supposé entre une force de concentration et une force de dispersion) manquent de rigueur et n'emportent guère la conviction. Toutefois, contrairement aux statisticiens de l'époque qui sont à la recherche d'une mesure de la concentration et n'utilisent les courbes qu'accessoirement, Zipf propose des analyses qualitatives de la forme des courbes, qu'il met en relation avec les vicissitudes politiques de la construction des Etats, ouvrant ainsi le modèle à une plus large interprétation. Plusieurs auteurs on démontré la compatibilité des deux approches, en introduisant des facteurs de variation aléatoires de la taille des villes dans une hiérarchie de niveaux (Beckmann, 1958).

Hiérarchie urbaine et modèles de croissance

Une propriété macro-géographique universelle
Des bases de données comparables ont établi l'universalité de la forme statistique de la distribution de la taille des établissements humains, dans toutes les régions du monde et au cours des temps historiques (Moriconi-Ebrard, 1993, Bairoch et al., 1988, de Vries, 1984, Fletscher, 1986). La pente de la loi rang-taille, interprétée comme un indice de l'inégalité de la taille des villes, varie entre des limites assez étroites, elle tend à être plus élevée dans les pays de peuplement récent. Il semble qu'elle se soit accrue au cours des deux derniers siècles dans plusieurs régions du monde.

Une propriété émergente issue d'un processus de croissance
Le statisticien Gibrat (1933) a démontré qu'une distribution logonormale de la taille des villes pouvait s'expliquer par un processus de croissance de la population des villes, de type exponentiel, dans lequel les taux de croissance (variations relatives de la population des villes) sont des variables aléatoires indépendantes de la taille des villes et d'une période sur l'autre. Un autre modèle de croissance, qui pourrait s'interpréter comme une version déterministe du processus décrit par Gibrat, mais qui aboutit à une distribution du type fonction puissance, a été proposé par H. Simon (1955).Le modèle de Gibrat a été testé avec succès sur de nombreux pays et pour différentes époques (Robson, 1973,
Pumain, 1982, Guérin-Pace, 1993, Moriconi-Ebrard, 1993). Un processus de **croissance distribuée** explique ce résultat de la compétition entre les villes pour l'attraction de la population. Il dépend de leurs interactions (notamment en termes d'adoption des innovations ou d'ajustement aux changements). En ce sens, la propriété de différenciation hiérarchique, caractéristique macrogéographique des systèmes de villes, peut être interprétée comme une propriété émergente qui résulte des interactions entre les villes à une **échelle méso-géographique**.

Des observations non expliquées

Le modèle ne permet pas d'expliquer les « anomalies », qui sont en fait des régularités, constatées au sommet de la hiérarchie des villes : la ou les premières villes d'un Etat (villes « primatiales ») sont surdimensionnées par rapport à ce que prévoit le modèle de Zipf (Jefferson, 1939, Moriconi-Ebrard, 1993).
Les régularités spatiales et fonctionnelles que tente d'expliquer la théorie des lieux centraux ne sont pas prises en compte par le modèle statistique etc.

Plusieurs voies de modélisation sont actuellement explorées, par des** géographes**, des** économistes**, mais aussi des** statisticiens **et des** physiciens**, pour tenter d'expliquer ce que des** économistes **comme Fujita, Krugman et Venables (1999) n'hésitent pas à considérer comme la plus grande énigme posée à la « nouvelle économie géographique ».

Nouvelles approches de la hiérarchie des villes

L'approche analytique de l'économie
Les économistes de la nouvelle économie géographique tentent d'interpréter la hiérarchie des villes, comme l'expression d'un optimum, à partir des principes de fonctionnement du marché. Ils continuent à se situer dans le cadre d'explications statiques, à la recherche d'une explication universelle valable en tout temps et tout lieu.

De nouveaux modèles de croissance
Sur des fondements proches de la micro-économie, des physiciens proposent des modèles de simulation aboutissant à une distribution de taille des villes de type paretien. Modèles de simulation multi-agents pour la formation des entreprises de Axtell et Florida (2000), modèle de « scale-free network » de Anderson et al. (2003).

Des modèles dynamiques plus complexes
Depuis les années 1980, des travaux associant souvent des physiciens et des géographes ont considérablement approfondi la notion de hiérarchie urbaine. Ils ont proposé de la considérer comme le produit d'interactions entre les villes, dans des **modèles dynamiques d'auto-organisation** tentant de reproduire les schémas d'organisation des lieux centraux (Allen et Sanglier, 1979, White, 1978, Wilson, 1980), ou d'expliquer la répartition de la population à partir des **migrations entres les villes** (Weidlich, Haag, 1988, Weidlich, 2000, Haag et al. 1992, Sanders, 1992).

Vers une théorie évolutive
Des observations des effets de la contraction espace-temps liée à l'accroissement des vitesses de communications (Bretagnolle, 1999) invitent à intégrer la dimension spatiale dans l'explication de la forme de la distribution des tailles de villes et de son évolution.Une théorie évolutive de l'urbanisation (Pumain, 1997) rapproche la théorie des lieux centraux et celle des modèles statistiques, (Bura et al., 1996). Elle relie explicitement les interactions entre les villes, leur croissance et le **processus d'innovation par émulation et élargissement de réseau**, comme moteur de l'évolution des villes. Pour obtenir un outil de simulation qui permette de reproduire la diversité des formes de systèmes de villes, observée par exemple en Europe, ou bien entre des pays ayant connu des histoires de peuplement bien particulières, il faut faire intervenir non seulement les propriétés caractéristiques de l'espace-temps au moment du développement des villes, mais aussi des éléments d'**organisation politico-administrative des territoires.**

Peut-on contrôler la forme des systèmes de villes ?

De la dynamique à l'évolution
Les géographes combinent plusieurs interprétations ne relevant plus d'une assimilation du changement à une histoire, ou à une dynamique, mais à une évolution. Un **système de villes** est une **forme d'adaptation au changement** engendré par les sociétés humaines, une invention dont la technicité n'est en général guère perçue dans les **représentations collectives**, et qui résulte de processus historiques d'auto-organisation. La spécificité évolutive des systèmes de villes est à rechercher dans au moins trois processus conjoints **: la transition urbaine** qui fait dériver la plupart des systèmes de villes par expansion, concentration et diversification d'un semis de peuplement ayant pour fonction originelle l'exploitation agricole d'un territoire; **le caractère connecté**, mutuellement informé et concurrent du réseau que forment d'emblée les établissements humains dès que s'accroissent les densités ou dès qu'apparaissent les villes (la prédation, le commerce, les échanges); enfin **ce réseau, objet spatial et historique, s'enracine dans un territoire ne conservant pas anthropologiquement les mêmes propriétés spatiales au cours du temps**.

La variation systématique de la portée des relations urbaines, la contraction de l'espace-temps, est un processus essentiel, qui différencie la dynamique des villes de celle d'autres systèmes dynamiques, et qui confère à la théorie des systèmes de villes sa dimension spécifiquement géographique. La conception évolutive prend en compte **la capacité créative des centres urbains**, **le flux des innovations** et **la création de richesses nouvelles**,seuls à même d'expliquer la poursuite de l'urbanisation (Bura et al., 1996). Les géographes font ainsi valoir qu'une structure spatiale peut exister (ou être conçue), sans que les acteurs qui contribuent à sa formation n'en aient conscience. Même si les relations les plus fréquentes se produisent à très courte portée, les échanges d'information véhiculés à longue distance induisent des interdépendances implicites entre les villes, en les situant dans des champs d'innovation ou de pouvoir susceptibles d'orienter leur développement. Le **concept de champ d'interaction** permet de montrer comment les effets de la concurrence directe pour l'appropriation des ressources entre villes

voisines se propagent de proche en proche pour élaborer, au niveau géographique supérieur, un **champ de concurrence global** et inconscient dans les représentations de leurs acteurs, mais prégnant en termes d'émergence et d'évolution des systèmes de villes.

En somme, l'histoire de « l'inertie des structures spatiales » reconnaît seulement l'existence des structures dont les acteurs ont pris conscience. Dans cette optique, les villes sont volontiers considérées comme des palimpsestes que retouche chaque génération, et l'espace modelé par avance est un obstacle à surmonter, à casser ou à recomposer. Si au contraire on définit **l'espace urbain comme espace relatif**, **construit par les relations entre les acteurs, on insiste sur sa formidable capacité d'adaptation, la même « ville » est en fait une entité en continuelle transformation.**

Un moteur pour l'évolution

Les modèles dynamiques actuels sont encore impuissants à rendre compte de l'émergence des nouvelles fonctions, des nouveaux éléments qui obligent à **réviser les nomenclatures** pour décrire l'état des systèmes (Allen, 1991). Pour résoudre ce mystère de l'apparition du changement, de la création de nouveauté, la géographie s'intéresse aux travaux des économistes sur les conditions d'apparition des innovations, à ceux des **sociologues** qui étudieraient la persistance des **réseaux sociaux localisés**, par-delà les générations, selon un **processus d'accumulation et de hiérachisation du capital social investi dans les lieux**. Elle explore les conditions et les modalités de la transformation des structures spatiales.

L'extraordinaire souplesse et capacité d'adaptation au changement dont font preuve certaines constructions géographiques est à souligner. Les **systèmes de peuplement** sont de bons exemples de cette **flexibilité**, de cette **aptitude à se transformer**, en matérialisant les changements sociaux. Ce que nous appelons ville aujourd'hui n'a plus rien à voir avec la ville de l'Antiquité, du Moyen-Age ou même de la Renaissance, pourtant il y a toujours cette ville. Les cartes du peuplement expriment dans la durée les modifications subtiles par lesquelles un même système de lieux habités s'empare plus efficacement d'un territoire.

En quoi réside cette capacité d'adaptation?

Le système de peuplement remplit, à un moment donné, des **fonctions de contrôle, de desserte, d'irrigation capillaire** d'un territoire. **L'articulation de deux échelles essentielles de la vie de relation** : les **territoires du quotidien**, formés par les **lieux habités** et leur environnement immédiat ; les territoires du pouvoir, politique, culturel ou économique, qui sont aussi des **lieux fréquentés** de façon moins habituelle. Les « territoires » en question combinent à des degrés divers une **spatialité de la continuité** et une **spatialité réticulaire**. Leurs dimensions correspondent en moyenne à des **durées admises pour le déplacement**, variables parmi lesquelles on repère des seuils, des ordres de grandeur, **l'heure dans la ville**, **la journée entre les villes**. Ce qui permet d'établir des **correspondances entre des modes de relation** des sociétés à leur environnement, **des modes de déplacement** ayant leur vitesse propre, et **des échelles d'organisation géographique** de l'urbain, la ville et le système des villes.

La construction progressive d'un système de peuplement hiérarchisé, avec des contrastes de plus en plus grands entre les dimensions et le degré de complexité de ses éléments, est une conséquence de l'adaptation progressive, historique, d'un système initialement bâti en fonction d'une certaine vitesse de circulation et qui s'est transformé pour permettre des vitesses plus rapides. Ce faisant, les sociétés se sont libérées progressivement de la dépendance écologique locale à l'égard des ressources offertes par leur site, et ont réduitss les aléas, les incertitudes menaçant leur survie et leur développement, en élargissant considérablement les **possibilités de substitution et de complémentarité de ressources**, par l'appel à celles de sites de plus en plus éloignés. Les systèmes de peuplement réalisent ainsi une nécessité évolutive, en adaptant constamment la structure spatiale des territoires à la contrainte de réduction des incertitudes de l'environnement immédiat, que se donnent en permanence pour objectif les sociétés humaines (Reymond, 1981). Ils sont les instruments privilégiés du **processus par lequel l'humanité « transforme l'étendue en espace »,** imprime peu à peu des propriétés anthropologiquement définies pour réduire « les rugosités naturelles » de la surface de la terre en créant un **milieu anthropisé**, homogénéisant les conditions du «**savoir habiter**» (Reymond, 1981).

Une dimension cognitive ?

L'information concernant la structure des systèmes de peuplement est en partie connue des acteurs, qui peuvent l'utiliser pour s'y conformer ou pour la contester. Cet aspect réflexif est-il susceptible de différencier à l'avenir l'évolution des systèmes de peuplement de celle d'autres systèmes auto-organisés ?

Plusieurs acteurs sont tentés par des interventions directes sur les systèmes de peuplement. Intervenir dans un **processus auto-organisé** n'est cependant pas aisé. Les **réactions locales des villes** menacées par les **effets de la métropolisation**, création de technopôles, marketing urbain, participation à des réseaux locaux ou européens, ont été imitées et généralisées à la plupart des villes du système. La modalité normale de l'évolution de ces entités que constituent les noyaux de peuplement reste **la concurrence, la rivalité pour la captation des ressources**, et cela depuis les querelles de clocher entre villages jusqu'aux rivalités pour l'acquisition des équipements entre grandes villes. Les intermèdes d'aménagement volontaristes des régimes socialistes en Europe de l'est n'ont apporté que des retouches très partielles aux formes de leurs systèmes de villes, et il est probable qu'en l'absence des contraintes imposées, l'évolution reprenne les modalités communes. Dans le monde actuel, l'évolution prévisible des systèmes de peuplement se déduit des modalités de leur dynamique passée, sous la contrainte d'une nouvelle accélération de la contraction de l'espace-temps, et la vitesse des communications inter-urbaines.

Ce processus continue d'étendre ses effets à un nombre de villes toujours plus grand. Seule **la finitude du monde** pourrait restreindre ce processus, mais le système des villes du monde est encore loin d'être connecté avec toute la **réserve de vitesse disponible**. Les conséquences de cette « **loi dromologique »** sont un **renforcement de leur structure hiérarchique**, qui commence par le haut, avec la "métropolisation". Ce phénomène n'a rien de nouveau, il n'est que la traduction dans les systèmes des villes de leur adaptation à un nouveau cycle d'innovations, de nombreuses nouveautés techniques, sociales et culturelles accompagnant les progrès de la vitesse des communications. Les **effets de ce cycle** sont appelés à se diffuser hiérarchiquement dans le système de peuplement. La métropolisation contribuera d'autant plus au renforcement des hiérarchies urbaines que la diffusion sera différée dans le temps et sélective spatialement.

Faut-il se résigner à admettre l'évolution inexorable de nos systèmes de villes vers une concentration dans des métropoles toujours plus grandes et plus étalées? La connaissance des modalités de l'évolution des systèmes de peuplement n'implique pas la résignation, mais souligne l'ampleur et la force des interventions nécessaires pour en infléchir le cours. Ainsi, si les Européens entendent préserver le patrimoine original que constituent les villes petites et moyennes, dont le grand nombre et la forte densité caractérisent le système de peuplement, ils doivent être prêts à mettre en oeuvre des politiques interventionnistes fortes, coûteuses (du moins selon les normes actuelles de comptabilité qui n'évaluent guère les nuisances ni les avantages des cadres de vie), et persévérantes. Quelle maîtrise pouvons-nous avoir de ce changement-là ? C’est aussi le rôle des modèles que d’aider à mesurer nos marges de manœuvre dans un univers de possibles.

Texte 3

Livre blanc sur la gouvernance - Chantier n° 4 - Cohérence et coopération dans une Europe en réseau- Rapport du groupe de travail "Gouvernance dans une Europe en réseau", mai 2001

Résumé: Dix points clés pour une Europe en réseau

1. Les réseaux prennent une importance croissante dans le cadre de la gouvernance et du processus décisionnel.
Les réseaux s'affirment de plus en plus comme un puissant instrument, capable d'aider à résoudre de nombreux problèmes inhérents aux politiques publiques modernes. Dans le champ de la politique publique, en particulier, ils peuvent:

- gérer avec souplesse et rapidité des questions extrêmement complexes, y compris de dimension internationale;
- impliquer un large ensemble d'acteurs dans la délibération, de manière à accroître la qualité et l'acceptabilité des choix politiques en tenant compte de la diversité croissante des besoins;
- tirer le meilleur parti de la banalisation des technologies de l'information et de la communication.

2. Les réseaux sont d'ores et déjà une réalité pour la gouvernance en Europe

L'Union européenne et ses États membres ont déjà largement recours aux réseaux, dans tous les domaines et pour différentes fonctions. Ils sont appelés à prendre une importance croissante pour la gouvernance européenne, car ils offrent la souplesse nécessaire pour gérer la diversité profonde, et parfois l'opposition radicale, des cultures et structures administratives des différents États membres. C'est encore plus vrai, bien évidemment, dans la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale.

3. Quatre catégories de réseaux travaillant avec/pour la Commission européenne

L'examen d'une cinquantaine de réseaux interagissant avec l'Union européenne, suivi de l'analyse approfondie de plus d'une vingtaine de réseaux utilisés par la Commission pour la formulation ou la mise en œuvre de ses politiques, ont permis de dégager quatre grandes catégories:

- réseaux d'information et d'assistance aux citoyens et aux organisations, au sujet des politiques ou des programmes de la Commission;
- réseaux sollicités dans le cadre des procédures de consultation, lors de la définition ou de la révision d'une politique ou d'un programme;
- réseaux de mise en œuvre et d'adaptation des politiques de l'Union (programmes, dispositions législatives, etc.);
- réseaux dédiés à l'élaboration de politiques (y inclus la réglementation).

4. Un rôle particulier pour la Commission dans la gestion des réseaux de politique publique

S'agissant des trois premières catégories de réseaux, les caractéristiques et les problématiques communes qui les définissent sont relativement indépendantes du type de politique concerné.

Il semble en revanche que les réseaux dédiés à l'élaboration de politiques publiques présentent d'importantes différences selon qu'il s'agit de politiques communautaires, dont le processus décisionnel est régi par la méthode communautaire, ou de politiques intergouvernementales, fondées sur le consensus. Cette analyse pourrait bien faire avancer le débat sur la capacité des réseaux à jeter des ponts entre les politiques intergouvernementales (en recourant, par exemple, à la méthode ouverte de coordination) et les politiques communautaires (qui pourraient s'appuyer sur la méthode de coopération renforcée).

5. Supprimer les cloisonnements sectoriels et administratifs

Les administrations interagissent de manière croissante au sein de réseaux avec des experts ou avec le secteur privé, mais elles le font de manière très segmentée, par secteur ou domaine (on citera simplement, au niveau de l'Union, les DG sectorielles, les comités de la Commission, les commissions du Parlement européen, les Conseils spécialisés, etc.), sans interagir avec les autres secteurs ni avec la société au sens large. Supprimer les barrières entre secteurs dans le cadre des processus de consultation et d'élaboration des politiques (au sein de la Commission, du Parlement européen et du Conseil) apparaît comme une nécessité incontournable pour maîtriser la complexité croissante des problèmes de nos sociétés modernes.

L'ouverture des réseaux sectoriels aux groupes "d'intérêt général" (parlements nationaux, comité économique et social, comité des régions…), représentatifs des intérêts de la société dans son ensemble, permettrait d'élargir les perspectives et l'appréciation des problèmes en identifiant plus tôt les conflits d'intérêts et en se plaçant d'entrée de jeu "au-dessus de la mêlée".

6. Outils de réseautage

C'est grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC) que les réseaux ont connu un développement sans précédent et qu'ils ont prodigieusement amélioré leur efficacité dans toutes les fonctions qu'ils assument. Ces technologies sont indispensables à tous les réseaux, mais elles ne sont pas suffisantes pour avoir un réseau. Ce sont les hommes et les organisations qui font le réseau; les TIC exercent seulement un effet de levier sur son efficacité et sa capacité à tisser des liens – encore que cela puisse demander une révision et une remise à plat du mode d'organisation et de fonctionnement du réseau. Le développement des réseaux transeuropéens de transport (notamment le train à grande vitesse) ont également joué un rôle non négligeable, en permettant aux gens de se rencontrer plus facilement et plus fréquemment.

7. Préparer les structures et le personnel de la Commission à la gestion de réseaux

Si elle veut tirer tout le parti possible des réseaux et interagir avec eux plus efficacement, la Commission (et sans doute aussi d'autres institutions européennes) doit profiter du processus de réforme administrative en cours pour adapter ses structures et son personnel au fonctionnement en réseau (création d'équipes transversales par rapport aux différentes directions générales, déhiérarchisation des structures, renforcement des délégations de responsabilités et de pouvoir – surtout au profit des femmes, qui se montrent de remarquables animatrices de réseau –, une plus grande transparence, une meilleure remontée d'information à l'issue des consultations ou des interactions avec le "monde extérieur", plus de souplesse dans l'affectation des budgets aux différentes actions ou dans le temps, etc.).

8. Les réseaux comme instruments privilégiés pour élargir le cercle des acteurs européens

Demain, les enjeux et les défis de la gouvernance européenne exigeront l'implication de la majorité des 500 millions de citoyens que comptera l'Europe, selon un processus qui parte davantage de la base. Les 1 à 2 millions d'Européens qui participent directement aux réseaux transnationaux dédiés aux politiques européennes ne sont pas seulement profondément motivés; ils possèdent aussi la maîtrise nécessaire des affaires européennes pour faciliter l'émergence d'une société civile européenne organisée. Les réseaux sont des multiplicateurs, et la mobilisation de leurs membres pourrait avoir un effet d'entraînement sur la participation des citoyens en tant qu'acteurs de l'Europe.

La Commission pourrait jouer le rôle d'animateur, en structurant le réseau, en gérant les conflits, en fournissant les outils d'interaction ainsi que l'assistance technique, et en veillant au respect des règles de base convenues entre tous les participants. Elle pourrait même assurer le pilotage du réseau en le dotant d'une "vision" intégratrice ou en anticipant une possible crise.

9. Des réseaux pour réussir l'élargissement

Dans la mesure où ils constituent des mécanismes efficaces pour construire et développer des relations de confiance, les réseaux peuvent se montrer particulièrement adaptés à la mise au point de nouvelles politiques communes ou à l'intégration de nouveaux membres, comme dans le cadre du prochain élargissement de l'Union. Ils sont plus aptes à évoluer que les structures hiérarchiques et peuvent plus facilement absorber de nouveaux membres.

Les réseaux peuvent assurer des fonctions de contrôle et d'application (par la pression des pairs et à l'aide d'indicateurs prédéfinis, convenus entre tous) aussi bien que de soutien et d'assistance (par le soutien des pairs et les échanges de personnel), par des mécanismes "doux", qui ne demandent ni lois, ni structures formelles, ni financement important. Ils contribuent en outre à faire prendre conscience des forces et des contraintes mutuelles existant dans une structure multilatérale, entre membres égaux. Enfin, en faisant ressortir les solutions ou les approches individuelles adoptées par tel ou tel État membre, les réseaux donnent aux nouveaux membres l'assurance que des solutions distinctes peuvent coexister, et leur présentent un éventail d'options parmi lesquelles ils pourront choisir la mieux adaptée à leurs besoins et à leurs contraintes.

10. Les possibilités et les modalités d'utilisation des réseaux de politique publique doivent être explorées de façon plus systématique

Le groupe de travail estime que nous avons encore tout à apprendre sur l'utilisation des réseaux comme instruments de politique publique. Il recommande de procéder à un examen périodique de l'expérience acquise dans la mise en place et la gestion de réseaux pour la gouvernance européenne. Il importe d'identifier les bonnes pratiques, de les promouvoir dans toutes les institutions de l'Union européenne et de favoriser les échanges en la matière avec les États membres, qui eux-mêmes se tournent de plus en plus vers les réseaux dans le cadre de leurs politiques nationales.

Extraits p 37 : Subsidiarité horizontale : créer des réseaux d'administrations nationales

"La Banque centrale européenne (BCE) est un exemple d'un tel réseau, car elle a été créée par les banques centrales nationales, qui participent à la prise de décision et forment son bras opérationnel […] La BCE n'est pas une superstructure créée ex nihilo et placée au-dessus des banques centrales nationales obéissant à ses ordres. C'est un réseau généré par ces banques elles-mêmes; simplement, il se trouve que son nœud de coordination/décision est situé à Francfort."1 Les administrations actuelles, que ce soit au niveau régional, national ou européen, ont du mal à suivre le rythme et l'ampleur des mutations en cours. Gérer une démocratie de 500 millions de citoyens et intégrer des risques transnationaux complexes (guerre, criminalité organisée, trafic de drogue, immigration, risques sanitaires et environnementaux) suppose que les gouvernements et les administrations interagissent plus rapidement qu'ils ne le font dans le modèle hiérarchique qui prévaut encore aujourd'hui.

L'évolution vers un système administratif en réseau implique une réorganisation par sphères de gouvernement plutôt que par niveaux, chaque sphère étant organisée selon une architecture fonctionnelle. Cela permettra une interaction entre les ministères des affaires européennes de chaque pays ou région, entre les ministères en charge des mêmes politiques (à l'instar d'Europol ou d'Eurojust), entre les parlements, entre les autorités chargées de la réglementation ou entre les cours des comptes. Les États fédéraux connaissent déjà ce type d'interconnexion entre institutions, mais, dans le cas de l'Union, cela ne demande pas nécessairement une structure fédérale.

La Commission pourrait jouer le rôle d'animateur, en structurant le réseau, en gérant les conflits, en fournissant les outils d'interaction ainsi que l'assistance technique, et en veillant au respect des règles de base convenues entre tous

les participants. Elle pourrait même assurer le pilotage du réseau en le dotant d'une "vision" intégratrice ou en anticipant une possible crise

Extraits p 38 3. Subsidiarité active pour l'implication des régions et des partenaires locaux

De nombreuses contributions [5] et auditions (notamment les auditions d'autorités locales et régionales menées par le groupe de travail 3b) ont critiqué la subdivision "hiérarchique" des responsabilités par étages structurés en niveaux (que ce soit dans le système fédéral allemand, décentralisé, ou dans le système britannique, plus centralisé). Dans les questions politiques modernes, tous les niveaux ont un rôle à jouer. C'est ce qu'exprime la notion de "subsidiarité active", que l'on pourrait paraphraser par une formule telle que "délégation vers le haut en partant de la base", où des partenariats ad hoc se nouent pour traiter un problème déterminé. Comme il a été dit lors de l'audition sur les acteurs locaux, le concept actuel de subsidiarité est à la fois hiérarchique et fonctionnel: "Dans l'actuel modèle "hiérarchique" de la subsidiarité négative, les compétences sont allouées au "niveau le plus approprié", avec, par exemple, le niveau de l'Union qui s'occupe du contrôle du trafic aérien et le niveau local qui gère la collecte des déchets. En appliquant la méthode de la "subsidiarité active", des partenariats (contrats?) seraient conclus entre les différents niveaux politiques [européen, national, régional et local] pour aborder également la question de l'impact local du trafic aérien (bruit, pollution…) ainsi que celle de la conformité de la collecte de déchets avec les directives et règlements concernant plus généralement le recyclage".
Cette méthode contribuerait également à résoudre un problème récurrent des États fédéraux (on pense surtout à l'Allemagne, mais aussi à la Belgique et même à l'Espagne), où le niveau fédéral se voit souvent proposer des paquets de mesures "fermés", résultant de négociations régionales dans le cadre desquelles les partenaires sociaux et la société civile ont déjà été consultés à différents niveaux. Le niveau fédéral se trouve ainsi mis au pied du mur, n'ayant guère la possibilité de rejeter ou de modifier les accords proposés. Que deviennent, dans ce cas, la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes au niveau fédéral?

Extraits : ANNEXES

Définition et principales caractéristiques des grandes familles de réseaux

La littérature spécialisée abonde en définitions du terme "réseau". Toutes sont incomplètes dans la mesure où elles décrivent une réalité qui reste floue. Certains auteurs[1], par exemple, définissent les réseaux par leur opposition aux structures pyramidales, mais, selon d'autres, la pyramide aussi est une forme de réseau. C'est ce qui ressort clairement des enseignements que l'on peut tirer des réseaux informatiques. Ces derniers font également ressortir certaines forces et faiblesses des réseaux en fonction de leur architecture:
• **les réseaux hiérarchisés** se bornent à reproduire des structures pyramidales ou arborescentes. Ils sont faciles à gérer, mais ne se prêtent guère à une communication souple et rapide, car tout est contrôlé par l'organe central. De plus, la défaillance d'un nœud affecte tous les nœuds de niveau inférieur;
• **les réseaux en étoile** sont organisés autour d'un noyau central qui contrôle et gère toutes les communications. Ils sont relativement faciles à gérer eux aussi et, cette fois, la défaillance d'un nœud n'affecte pas le reste du réseau. Celui-ci demeure cependant à la merci de goulots d'étranglement ou d'une panne générale si le noyau central faiblit ou cesse de fonctionner, puisque la communication d'un nœud à un autre passe nécessairement par cette "plaque tournante";
• **les réseaux maillés** relient de nombreux acteurs entre eux. Ils sont relativement à l'abri des goulots d'étranglement et des pannes affectant un nœud ou une liaison, mais ils sont plus onéreux et plus difficiles à gérer.

La définition utilisée dans le présent rapport caractérise les réseaux comme **une forme d'interaction entre de nombreux individus et/ou organisations qui occupe une position intermédiaire entre la liberté, voire l'anarchie du contrat/marché et la structure hiérarchique [6].**

Un réseau de politique publique, en particulier, réunit l'ensemble des acteurs participant à la formulation et à la mise en œuvre d'une politique dans un secteur déterminé. Il se caractérise par des interactions à caractère essentiellement informel entre des acteurs publics et privés qui ont des intérêts distincts mais complémentaires, et qui coordonnent leurs efforts pour résoudre les problèmes de l'action collective sur un mode non hiérarchique [7] .

D'un point de vue sociologique, il est intéressant de noter que **la confiance** peut reposer sur trois niveaux de relations [8]:
• **la "tribu"** des individus qui partagent les mêmes valeurs, la même langue, la même culture, la même religion, etc.;

5 "Towards a new role for cities in a network Europe?", contribution de l'association "Eurocities" au livre blanc de la Commission sur la gouvernance européenne, 2001.

6 "Evolution in Governance: what lessons for the Commission? A first assessment", N. Lebessis et J. Paterson, Cellule de prospective de la Commission européenne, série Working Papers, 1997.

7 "What's so special about policy networks? – An exploration of the concept and its usefulness in studying European Governance", European Integration Online Papers, T.A. Börzel, 1997.

8 "The governance approach to european integration: network governance", M. Jachtenfuchs, 2000.

• **les individus qui ont déjà travaillé ensemble** de manière satisfaisante dans le passé (partenaires actifs);
• **les individus que d'autres interactions rapprochent** (une cause ou une expérience commune, des liens sociaux, le même métier ou la même fonction dans la société…).

Il apparaît finalement que la description d'un réseau de politique publique doit prendre en compte trois éléments:
• **le réseau lui-même**, décrit par les acteurs qui s'intéressent à une certaine politique et décident de partager leurs ressources (matérielles et immatérielles) ainsi que par les liaisons qu'ils établissent pour échanger ces ressources. Le réseau peut dès lors être décrit par l'intensité, le type et la fréquence des interactions le long de ces liaisons;
• **la méthode de mise en réseau**, qui englobe toutes les "structures de gouvernance", les processus et les règles régissant les interactions entre les membres (échange d'informations, communication avec l'extérieur, partage de ressources …);
• **la gestion du réseau**, qui consiste au départ à structurer le réseau en l'aidant à se fixer des objectifs communs, à se doter des processus évoqués ci-dessus et à définir les rôles et les fonctions de chaque membre. Par la suite, les activités de gestion pourront s'étendre à des aspects tels que le pilotage et l'animation du réseau, l'entretien d'une dynamique de soutien des pairs ou la mise au point de procédures pour l'exécution de tâches plus complexes comme l'arbitrage de conflits ou la gestion d'une crise externe.

Plan du rapport

PREMIERE PARTIE: LES RESEAUX DE POLITIQUE PUBLIQUE EN EUROPE.....
1. Définitions, caractéristiques et problèmes de gestion
2. Typologie des réseaux travaillant avec/pour l'Union européenne
3.Le rôle de la Commission dans la gestion des réseaux qui travaillent avec/pour elle
4. Réseaux dédiés à l'élaboration de politiques ou de réglementations
4.1 Comités
4.2 Caractéristiques des réseaux participant à l'élaboration de politiques communautaires
4.3 Caractéristiques des réseaux de politique publique participant à l'élaboration de politiques intergouvernementales
5. Outils de réseautage

DEUXIEME PARTIE: COMMENT S'ASSURER QUE LES RESEAUX DEMEURENT OUVERTS ET RESPONSABLES
1. Ce sont les hommes qui font les réseaux
2. Formaliser les processus d'interaction, pas les responsabilités et attributions
3. Gérer les réseaux avec des objectifs bien définis, partagés par tous les membres, et à l'aide d'indicateurs mesurables
4. Se préparer à la gestion de crise
5. Supprimer les cloisonnements sectoriels et administratifs

TROISIEME PARTIE: COMMENT S'ASSURER QUE LES RESEAUX SONT REPRESENTATIFS ET INCLUSIFS
1. Le travail en réseau demande des aptitudes particulières
2. Les réseaux réclament de lourds investissements, mais ceux-ci sont rentabilisés sur le long terme
3. Recourir à des experts indépendants pour l'animation de débats et l'arbitrage des conflits

QUATRIEME PARTIE: UNE UNION EUROPEENNE EN RESEAU
1. Élargir le cercle des acteurs européens
2. Subsidiarité horizontale: créer des réseaux d'administrations nationales
3. Subsidiarité active pour l'implication des régions et des partenaires locaux
4. Des réseaux pour l'élargissement

ANNEXES I
Annexe I: Définition et principales caractéristiques des grandes familles de réseaux
Annexe II: Critères de gestion garants de l'efficacité, de la transparence, de la responsabilité et de la représentativité du réseau: leçons tirées de quelques exemples concrets
Annexe III: Membres et mandat du groupe de travail

Texte 4

Résumé du rapport : Modélisation et aide à la décision pour un DD : état de l'art et perspectives- Rapport final au SPP Politique Scientifique (SPP-PS)

Rapport réalisé par Paul-Marie Boulanger et Thierry Bréchet, membres de l'IDD, dans le cadre du premier Plan d'Appui à une Politique de DD (PADD-I), Action de Support AS/F5/01 ; Novembre 2003.
IDD 7, rue des Fusillés B-1340 Ottignies, Belgique e-mail : idd@euronet.be

Cette recherche s'inscrit dans le cadre de l'article 35 de l'Agenda 21 qui invite à « mettre au point et appliquer de **nouveaux outils analytiques et prévisionnels** permettant d'étudier avec plus de **précision l'influence croissante de l'intervention de l'homme et des tendances démographiques sur les systèmes naturels de la Terre**, et de mesurer les effets et les conséquences de cette intervention et de cette dynamique ». Cet article énonce la nécessité « d'appuyer la mise au point de nouveaux systèmes et techniques simples à utiliser et permettant de **coordonner les processus multidisciplinaires** - physiques, chimiques, biologiques et socio-humains – qui fournissent ensuite **informations et connaissances aux décideurs et au grand public** ».

Objectifs de la recherche

Trop souvent, le DD est abordé avec des instruments de modélisation et d'aide à la décision préexistants construits initialement pour une prise de décision appliquée à des questions politiques traditionnelles. L'approche scientifique au fondement de ces modèles est généralement unidisciplinaire et unigénérationnelle, ce qui va à l'encontre des principaux défis inhérents au DD.
Un examen attentif de ces modèles révèle des faiblesses méthodologiques importantes. Le **domaine de l'incertain et de l'aléatoire est réservé au futur** et aux décisions humaines alors qu'il imprègne de bout en bout nos connaissances actuelles. La prise de décision est envisagée au niveau d'un **régulateur centralisé** (l'Etat) alors que le DD suppose une implication beaucoup plus importante des différents **échelons décisionnels** ; enfin, les **interactions entre dimensions locales et globales** sont sous-estimées.

Des modèles efficaces pour le DD devraient donc réunir les conditions suivantes : être interdisciplinaires, pouvoir adopter un horizon temporel de moyen et long terme et/ou modéliser explicitement les générations, prendre en compte l'aléatoire et l'incertain, déterminer le niveau optimal de décision et incorporer les variables de commande pertinentes à ce niveau. L'objectif de cette recherche est donc d'identifier les approches de la modélisation appliquée susceptibles de renouveler la pratique de l'aide à la décision en matière de DD par **la sélection, la confrontation et l'intégration des connaissances scientifiques acquises** dans divers domaines en matière de DD.
La méthodologie est articulée autour de trois leviers :
- la nécessité d'une modélisation, pas nécessairement quantitative, mais la plus rigoureuse possible afin de garantir l'objectivité et la reproductibilité des résultats
- la recherche des niveaux les plus adéquats de décision et l'intégration des variables de commande correspondant à ces différents niveaux dans la modélisation
- le tout au service d'une vision interdisciplinaire, intergénérationnelle et non-déterministe du développement.

Méthodologie

La méthode a d'abord consisté à sélectionner les critères auxquels confronter les différents outils afin d'évaluer leur aptitude à aider la prise de décision en matière de DD. Un survol de la littérature consacrée à l'évaluation en terme de DD fait apparaître l'importance de cinq grandes exigences :
- L'interdisciplinarité : indispensable pour rendre compte des interactions entre des dynamiques de nature très différente : physico-chimiques, biologiques, psychosociologiques, économiques, etc.
- La capacité d'adopter une perspective de long terme, une exigence inscrite au cœur même de l'idée de durabilité et justifiée par la recherche de l'équité inter-générationnelle.
- La prise en compte des interactions entre niveaux territoriaux, entre le local et le global. Cette exigence est particulièrement apparente dans les problèmes de changement climatique dont il est établi qu'ils sont le résultat d'agrégation au niveau du globe tout entier d'une infinité de comportements observables à une échelle géographique très réduite. En retour, des modifications affectant l'atmosphère terrestre dans sa globalité ont des répercussions extrêmement variables au niveau local.
- Le traitement de l'incertitude : celle-ci est évidemment étroitement liée aux trois critères précédents. Plus l'horizon temporel est éloigné, plus nombreux sont les niveaux pris en considération, plus nombreux aussi les savoirs disciplinaires à mettre en relation, plus les incertitudes sont grandes.
- La participation des parties prenantes : cette exigence découle à la fois de l'importance des incertitudes et des fondements mêmes du DD. Elle se justifie donc à la fois sur un plan instrumental (pallier les incertitudes, tenir compte des savoirs locaux) et sur un plan normatif (approfondir la démocratie).

Pour pouvoir confronter les différents paradigmes de modélisation à ces critères, une étape supplémentaire doit être franchie : leur traduction en termes méthodologiques plus précis et plus opérationnels. Que veut dire, par exemple, l'interdisciplinarité en modélisation ? Clairement, le critère demande à être traduit dans le langage spécifique de la

modélisation, c'est-à-dire en termes de variables (d'état, d'input, d'output, de commande, etc.) et de relations entre variables. Il en va de même pour les autres critères. Ainsi, la prise en compte du « long terme » ne signifie pas nécessairement que le modèle doit pouvoir être simulé sur des périodes de 25 ou 50 années ou davantage. Le simple fait de se placer dans une optique plurigénérationnelle peut à certaines conditions s'assimiler à une vision à long terme, etc.

Une analyse des classes de modèles

Les cinq critères sélectionnés traduits en termes épistémologiques ont été confrontés aux principales classes de modèles utilisés actuellement en soutien à la prise de décision.Il s'agit de classes générales de modèles dans lesquelles peuvent se ranger la plupart des modèles concrets utilisés pour l'aide à la décision ou l'étude du DD. Une cotation très sommaire en trois positions a été adoptée pour exprimer à quel point chacune de ces approches nous paraissait les rencontrer. Les arguments qui les justifient nous paraissent revêtir un certain intérêt. Il s'agit de s'engager dans une démarche collective visant à faire évoluer les outils scientifiques et techniques en vue de les adapter aux besoins des politiques de DD.

Les modèles d'équilibre général calculables
Ces modèles s'appuient sur la théorie économique néoclassique : la dynamique économique résulte de la confrontation, par les mécanismes de marché, des comportements individuels des consommateurs, des producteurs et du régulateur (l'Etat). L'ajustement entre les offres et les demandes pour les biens présents sur les marchés détermine les prix relatifs de ces biens, lesquels reflètent, par-là, les *préférences* des individus. Les atouts principaux de cette classe de modèles résident dans ces fondements théoriques des comportements individuels et leur interdépendance bien que ce soit au prix d'un certain détachement par rapport au réalisme. Si ces modèles sont capables d'analyses intergénérationnelles en terme de bien-être, ils sont néanmoins peu propices à des approches interdisciplinaires.

Les modèles macro-économétriques
Les modèles macro-économétriques ont été conçus pour évaluer les impacts des politiques macroéconomiques de stabilisation. Ils sont validés par des méthodes économétriques et permettent la réalisation de projections de court et moyen termes. Ils sont couramment utilisés pour guider les politiques économiques. Leur atout principal réside dans cette insertion au sein du processus de décision et dans leur capacité à produire des évaluations quantitatives réalistes
et réfutables. Ils sont cependant restreints aux analyses de moyen terme et essentiellement ouverts aux questions socio-économiques et environnementales.

Les modèles d'optimisation centralisée
Exploitant les méthodes de la recherche opérationnelle, ces modèles sont avant tout orientés vers une description des choix technologiques. Une fonction objectif est déterminée (minimisation des coûts) et le modèle permet d'identifier les options technologiques qui, sous respect des contraintes imposées (disponibilité des technologies, prix, demande), remplissent le mieux cet objectif. Ces modèles sont donc davantage normatifs que descriptifs dans le sens où
ils fournissent la meilleure solution au problème posé, sans dire sous quelles conditions cette solution est réalisable. Ils ne reposent pas sur une description des comportements d'agents- individuels. Ces modèles permettent néanmoins une approche prospective des choix technologiques. Ils peuvent en outre être enrichis de comportements économiques et d'aspects environnementaux.

Les modèles de dynamique des systèmes
Leur atout principal est leur interdisciplinarité. Tout ce qui peut être représenté en termes de stock et de flux et sous forme d'équation différentielle trouve place dans les modèles de type dynamique des systèmes. C'est, notamment, une façon très naturelle de représenter des écosystèmes. Par ailleurs, la théorie (générale) des systèmes sur lesquelles ils sont fondés fournit une sorte de métathéorie qui permet la communication entre disciplines différentes. Ils sont particulièrement bien adaptés aux problèmes de long terme. En revanche le traitement des interactions entre niveaux y est particulièrement problématique, à moins d'interconnecter plusieurs modèles de DS. Ils se prêtent assez mal à la gestion de l'incertitude, étant donné le caractère rigide des relations entre variables et le nombre très élevé de paramètres ou de coefficients à prendre en compte pour une analyse de sensibilité.

Les modèles multi-agents
Le potentiel des modèles multi-agents est considérable pour la prise en compte du DD parce qu'ils se révèlent, au terme de notre analyse, les plus performants sur les cinq critères retenus. Ces performances s'expliquent par leur caractère « bottom-up », leur non-linéarité naturelle et, par dessus tout, par leur aptitude à représenter les interactions entre les agents et leur environnement. Certes, toutes les applications en modélisation multiagents n'ont pas de **composante spatiale**, mais la grande majorité d'entre elles prennent en compte les interactions d'agents sur et avec un « territoire » et donc un environnement. Leur handicap principal tient à leur relative jeunesse, ce qui explique que certaines étapes de la modélisation, telles que le calibrage et la validation des modèles, posent encore de nombreux problèmes. C'est dans ces domaines que le besoin de R&D se fait le plus sentir.

Les réseaux bayésiens
Il s'agit avant tout de **modèles d'évaluation du risque** et l'on ne s'étonnera donc pas si leur atout majeur réside dans le traitement de l'incertitude. Néanmoins, ils ont d'autres atouts. Ainsi de l'interdisciplinarité : des variables appartenant à des domaines totalement distincts peuvent être associées dans un réseau bayésien pour autant qu'elles puissent s'exprimer en termes probabilistes. Le caractère graphique du réseau bayésien facilite la communication avec les parties prenantes. Les interactions entre niveaux peuvent être prises en compte de manière limitée étant donné que les modèles de RB sont acycliques et ne permettent donc pas de représenter les feedbacks de façon naturelle. Il ne s'agit pas de modèles dynamiques et la prise en compte du temps est peu satisfaisante.

Cette analyse des différentes classes de modèles peut s'interpréter comme une matrice *M.C*, où *M* représente le nombre de classes de modèles envisagés, *C* étant le nombre de critères. Une fois cette matrice constituée, l'analyse prend un tour plus concret en se penchant sur les pratiques de modélisation dans deux thématiques exemplatives du DD: l'énergie et l'aménagement du territoire.Chacune de ces thématiques peut être décomposée en un certain nombre de problématiques. Ainsi, pour l'énergie, les problématiques du nucléaire, des ressources renouvelables, de l'utilisation rationnelle de l'énergie, de l'accès des populations (du Sud, en particulier) aux services énergétiques, etc. Dans le cas de l'aménagement du territoire, on touche aux problématiques de la mobilité, de la gestion de l'eau, de la biodiversité, de l'exclusion sociale, de l'énergie, des aménités paysagères, etc..
Chacune de ces problématiques, envisagée dans une perspective de DD, requiert également une démarche plus ou moins interdisciplinaire, à plus ou moins longue échéance, etc. Autrement dit, pour pouvoir apprécier l'importance du respect des cinq critères définis plus haut dans le cadre de thématiques concrètes comme l'énergie ou l'aménagement du territoire ou de toute autre thématique qui entre dans le champ du DD (l'eau, la biodiversité, la pauvreté, etc.), il est nécessaire d'examiner dans quelle mesure les problématiques qui les constituent exigent, elles-aussi, le respect des cinq critères.

L'exercice de confrontation des critères aux problématiques suppose une grande familiarité avec celles-ci dont les chercheurs ne pouvaient se prévaloir. C'est pourquoi la démarche suivie a été essentiellement participative.

Elle a consisté à demander aux membres du comité d'accompagnement de remplir, pour leur compte un tableau croisé «problématiques - critères », en attribuant à chaque case une cote indiquant à quel point le critère ***c*** est important pour la prise en compte de la problématique *p*. Les matrices ainsi recueillies et celles proposées par les chercheurs ont alors été discutées et une matrice de synthèse constituée de commun accord.

A ce stade de la recherche, on disposait donc pour chaque thématique d'une matrice *M.C*, croisant les modèles et les critères ainsi que d'une matrice *C.P*, croisant les critères et les problématiques. L'adéquation relative des types de modèles à la thématique analysée, c'est à dire aux problématiques qui la constituent et qui peut s'exprimer dans une matrice *M.P* (modèles-problématiques) peut alors être obtenue par une opération logique ou mathématique, comme par exemple un produit matriciel. La matrice *M.P* est donc le résultat d'une opération qui tient compte simultanément de l'importance de chaque critère pour chaque problématique et de la plus ou moins grande aptitude du type de modèle à respecter le critère en question. Ainsi, une classe de modèles qui est moins performante pour le critère "participation des parties-prenantes", par exemple, sera d'autant moins adaptée à la thématique analysée que celle-ci comprend un plus grand nombre de problématiques pour lesquelles la participation des parties prenantes est importante.

Conclusion et pistes de recherche

Il nous semble que l'approche adoptée ici peut être étendue dans plusieurs directions. Elle peut s'appliquer
- à d'autres **thématiques** (comme l'eau, la biodiversité, le changement climatique, etc.) pour dégager ensemble, développeurs de modèles, utilisateurs et commanditaires, les orientations à privilégier en matière de R&D.
- à d'autres types d'outils que les modèles proprement dit comme les **méthodes multi-critères**,
- aider les pouvoirs publics à sélectionner les outils les plus appropriés pour effectuer les évaluations en terme de DD de leurs plans, programmes et stratégies. En effet, à partir d'une matrice « outils-critères » et d'une matrice « critèresproblèmes », la méthode permet de dégager la matrice « outils-problèmes » recherchée.
- La démarche peut également s'effectuer dans le sens « outils-problèmes » et « problèmescritères », débouchant alors sur une matrice « outils-critères ».

Parmi les différentes approches de modélisation, la mieux adaptée aux exigences d'une politique de DD est la plus récente et la plus expérimentale : il s'agit des modèles de simulation multi-agents. En revanche, les techniques les plus utilisées sont celles qui souffrent le plus des lacunes constatées initialement, ce qui était prévisible puisque ce sont ces lacunes qui ont motivé cette recherche. L'analyse a cependant permis d'identifier précisément ces lacunes ainsi que, le cas échéant, les moyens d'y remédier plus ou moins partiellement. Par exemple, un usage plus systématique des analyses de sensibilité permettrait d'introduire davantage la notion d'incertitude dans les diagnostics fournis par les modèles.

L'analyse par thématique confirme partiellement ce diagnostic. **C'est dans le domaine de l'aménagement du territoire que les avancées sont les plus significatives.** Celles-ci sont dues pour l'essentiel à l'utilisation et à la mise en relation d'outils différents pour la simulation proprement dite, l'élaboration des scénarios, la visualisation des résultats,

etc. Il faut cependant ajouter que certaines approches se prêtent plus facilement que d'autres à cette mise en réseau d'outils. Toutefois, le facteur le plus important d'intégration est la représentation explicite de l'espace et sa visualisation grâce aux Systèmes d'Information Géographique (GIS, en anglais) qui permet la superposition, tout en conservant un référentiel commun, de dynamiques et de temporalités différentes.

En ce qui concerne la thématique de l'énergie, les échanges qui se sont tenus lors de la table ronde ont révélé que des **pratiques participatives** avaient déjà cours, à un degré plus ou moins explicite, plus ou moins institutionnalisé, sans que les **développeurs** n'en aient toujours vraiment conscience. Certes, les paradigmes dominants en la matière ne sont pas *a priori* les plus performants du point de vue des cinq critères retenus, mais leur analyse a révélé qu'ils offraient une contribution spécifique importante à l'évaluation des politiques pour leur contribution au DD. Cette contribution ne doit pas être occultée.

Globalement, les approches de modélisation appliquées utilisées en soutien à la prise de décision devraient être à la fois diversifiées (recours à des paradigmes plus adaptés aux enjeux spécifiques du DD, tels que le multi-agents) et améliorées par l'exploitation de techniques ou de pratiques permettant de mieux rencontrer les aspects liés à l'intergénérationnel, à l'interdisciplinaire, à la participation, à l'incertitude et à la glocalité des questions rencontrées aujourd'hui par la politique économique.

Les résultats obtenus concernant l'adéquation des classes de modèles à la problématique du DD peuvent être naturellement étendus à la **construction de « métamodèles »** au sein desquels les énoncés (lois, généralisations empiriques) de différentes disciplines peuvent être articulés en vue d'une **évaluation intégrée en termes de DD « Sustainability Impact Assessment »**. Les cinq critères retenus gardent toute leur pertinence dans cette perspective et les conclusions concernant l'adéquation de telle ou telle approche peuvent être extrapolés à la construction de ces métamodèles.

Certaines méthodologies offrent un « plus » par rapport aux critères retenus : celui de proposer un ou plusieurs **principes intégrateurs** qui facilitent l'intégration des connaissances et la participation des parties prenantes. C'est le cas des « réseaux bayésiens » et de la «dynamique des systèmes». Dans le cas des premiers, le principe intégrateur est le **concept de probabilité et donc de risque**. Dans le second, c'est **la notion de système**. Ces principes intégrateurs sont à la base de deux véritables métathéories. L'une, **la théorie bayésienne des probabilités est une métathéorie de la connaissance, de l'information et de la croyance**. L'autre, **la théorie des systèmes, constitue une métaphysique scientifique, une ontologie scientifique du monde comme systèmes composés d'une hiérarchie de sous-systèmes**. Le fait de se baser sur l'une ou l'autre de ces métathéories constitue la raison pour laquelle les réseaux bayésiens et les modèles de dynamique de système paraissent plus aptes que d'autres à servir de base aux métamodèles nécessaires à l'évaluation intégrée du DD.

Ces principes intégrateurs se situent à un niveau élevé d'abstraction, compréhensible pour des scientifiques, mais qui ne facilite guère la participation des autres parties prenantes. D'autres formes d'intégration basées sur d'autres principes sont donc requis. L'analyse des modèles développés dans le cadre des problèmes d'aménagement du territoire a mis en évidence **le rôle de la représentation de l'espace comme principe effectif d'intégration.** Un des facteurs qui peuvent expliquer ce rôle est le fait que l'espace s'offre à des **représentations graphiques** (cartes, systèmes d'information géographiques, simulations en trois dimensions, animations, etc.) qui sont d'un niveau de réalisme largement supérieur à n'importe quel texte et même n'importe quel schéma ou diagramme.

Dans le cadre de ces représentations, ce qui, dans le discours scientifique est exprimé en termes de système (écosystèmes, systèmes hydriques, systèmes économiques, etc.), et donc d'entités abstraites s'incarne en autant d'objets concrets : prairies, rivières, usines, routes, arbres, véhicules en déplacement, etc. que chacun peut reconnaître. Dans toute la mesure du possible, on cherchera donc à construire les métamodèles en prenant l'espace comme principe intégrateur, avec les différentes couches qui le constituent (l'espace, de ce point de vue, est fait d'un empilement de plans) et les objets naturels ou artificiels qui les « peuplent ». Le type d'intégration que permet le représentation explicite de l'espace reste de l'ordre du cognitif même si à un niveau plus concret que ce que permettent les notions desystème ou de probabilité.

L'évaluation en termes de DD demande un autre type d'intégration, en termes de valeurs cette fois. C'est le problème principal que tente de résoudre une autre **classe d'outils de l'aide à la décision, qui se situent davantage du côté de l'acteur, du décideur que du système.** Il s'agit des méthodes d'analyse coûts-avantages ou coûts-efficacité, des méthodologies multi-critères et des **instruments participatifs d'évaluation et de décision**.

L'aide à la décision en termes de DD peut donc se résumer à la recherche de deux principes intégrateurs, l'un au niveau cognitif, l'autre au niveau axiologique. Car il s'agit, d'une part, d'unifier des croyances et des savoirs et de l'autre d'agréger des jugements de valeur. Seule la première opération nous a retenu ici. L'autre n'est pas moins importante.

3.3. « Géographie économique » : de quel territoire parle t'on ? Comparaison Google – littérature grise.

3.3.1 Etat des lieux sur la géographie économique.

Fiche de lecture

Résumé :
Géographie économique : 117 000
Economie géographique : 625.
Globalement, il s'agit de spatialiser l'économie. Il s'agit de localisation et d'optimisation des facteurs d'implantation, de stratégie d'implantation. On reste loin du « territoire », système d'action, système d'acteurs composite, relations des hommes et de leurs environnements. Au mieux, le territoire est « une variable active ».
Néanmoins, certains chercheurs affirment que « le tournant territorial est en train de façonner les formes à venir du capitalisme contemporain ».

Réalisation :
Premier temps : exploration par moteur de recherche Google des notions croisant Géographie + économie, sur l'année écoulée, toutes langues, avec accès en français.
Deuxième temps : Consultations d'un certain nombre des références pour analyser de quelle façon elle utilise le terme de territoire. Confrontation avec des sources récentes (hors références Google).

Contenu de la notion de géographie économique.
Les systèmes géophysiques et humains de relations qui président à l'inscription des activités productives dans des contextes géographiques divers, continents, pays, villes, montagnes, etc. ;
Des thématiques multiples : tourisme, industrie, agriculture, ville, développement, investissement, gestion de l'eau, économie de la connaissance, etc… ;
Des approches appliquées par la relation avec d'autres disciplines (sociologie, histoire, législation, relations internationales, et même géostratégie d'entreprise, gestion…) ; par des méthodes de recherche (géographie sonore, géographie socio-économique, système d'information cartographique, modélisation (s), cursus de formation, textes d'auteurs lors de colloques…).

Contenu de la notion d'économie géographique.
Avec la redécouverte dans les années 70/80 d'un ouvrage de Marshall (1879), le territoire devient objet de recherche.
Jusque là, il se confondait avec l'espace dans le domaine de la « science régionale ».
Elle correspond, semble-t'il, au retour du territoire chez les économistes (Souvent cités Beccatini, Krugman, Aydelot, Scott).

Résumé des contenus résumés dans les pièces jointes :

A partir du site via Google

- « Géographie socio-économique ou économie géographique » (2000), paru sept ans après « Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique » (1992). Ouvrage sous la direction d'Alain Lipietz & Georges Benko. Il fait une lecture critique du courant de la géographie économique et résume de nombreux cas de terrain. « Le grand élan créatif des géographes des années quatre-vingt semble essoufflé. Les " localistes " durent se résoudre à reconnaître le poids des grandes entreprises globalisées et la fragilité de leurs chers districts. Le développementalisme enraciné (embedded en anglais) dans le local, via un régulationnisme ou un institutionnalisme se replie en Grande-Bretagne vers une " géographie culturelle " se rapprochant de la " sociologie de la vie quotidienne ". Laissant à l'abandon le champ des déterminants économiques des transformations de la géographie humaine ».
- « Concept de géostratégie de l'entreprise » : Les approches qui découlent des corpus de la géopolitique, ou de l'économie géographique ne traitent pas de la « géostratégie d'entreprise » qui rendrait intelligible la fin de l'illusion cartographique et traduirait la capacité constructive et anticipatrice des dirigeants dans le cadre du processus stratégique de l'entreprise, en y introduisant l'hypothèse géographique.
- Renvoi à quelques serveurs recensés par l'Université de Toulouse.

Complétées par les apports du colloque de Marseille 5èmes rencontres inter-universitaires d'économie sociale et solidaire : « ESS et territoires » (11 et 12 mai 2005)

- Territoires et economie sociale et solidaire : une mise en perspective (2005) par Gabriel Colletis, Patrick Gianfaldoni, et

Nadine Richez-Battesti : approches économiques contemporaines du territoire ; relations avec ESS : la gouvernance territoriale, les territoires cognitif et axiologique.

- Quel « tournant territorial » de l'économie mondiale globalisée ? Bernard Pecqueur : « Dans les faits empiriques, la régulation par le local s'opère et prend une place croissante dans les modes d'organisation de la production. Ces formes d'organisation territoriale ont des invariants. Les conditions sont réunies pour penser le changement en incluant la dimension territoriale comme variable critique. Les caractéristiques du modèle de la production territorialisée nous mènent à l'instauration d'un rapport local/global renouvelé autour de l'articulation complexe entre l'ancrage et l'a-spatialité de la production. Le territoire devient un espace central de coordination entre les acteurs cherchant à résoudre des problèmes productifs inédits. Deux modèles productifs encastrés apparaissent et cohabitent en fonction du type de combinaison noué entre la proximité organisationnelle et la proximité géographique montrant ainsi l'irruption claire de la variable territoriale dans l'organisation du capitalisme contemporain. Cette réappropriation se fait au détriment du primat de la firme qui cesse alors d'être l'acteur premier pour ne devenir que la résultante de ces initiatives. Les conditions favorables à ce retournement émergent massivement mais restent provisoires, à éclipses et conservent une forme d'aléatoire. Il n'en reste pas moins que le tournant territorial est en train de façonner les formes à venir du capitalisme contemporain ».

- « Rendre les recompositions spatiales adéquates à des dynamiques de solidarité méconnues » Jean-Claude Diébolt. « Les tissus économico-sociaux se recomposent à mesure qu'une recomposition spatiale se diversifie. Faute de culture collective, des dynamiques de novations solidaires, repérables en tous champs d'activités, échappent à l'observation instituée. Comment adapter représentations et pratiques sur le territorial aux ressources de démarches solidaires actuelles, en dépassant l'inarticulation entre échelles et un déficit de formation chez les décideurs ? »

• **Concepts-clés** : déterminants des recompositions spatiales

• **Mots-clés thématiques :** géographie économique, économie géographique, économie de la connaissance ; économie de la proximité ; économie des interactions ; économies d'échelle ; rendement croissant ; externalités et agglomérations ; polarisation ; lieux-aimants ; coût de transport ; systèmes productifs localisés ; technopoles ; innovation et dynamiques urbaines ; mégalopoles ; métropoles globales ; espace économique ; géostratégie d'entreprise.

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : diverses
Articulations territoriales : centre/périphérie...
• **Mots-clés acteurs :** Chercheurs (producteurs des textes). Ceux dont on parle : firmes, investisseurs, milieux innovateurs ; dirigeants ;
• **Mots-clés méthodologiques :** recherche documentaire sur internet

Martine Theveniaut, 28 juillet 2005

3.3.2. Illustrations des références sur la géographie économique : de quel territoire parle t'on ?

Texte 1

Résumé de l'ouvrage Alain Lipietz & Georges Benko : « Géographie socio-économique ou économie géographique » (2000) sept ans après « Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique » (1992). (www. lipietz.club.fr/URB/URB_2000aChap1.htm)

La référence théorique des auteurs : la méthodologie des études est l'enracinement, ou l'encastrement, des rapports marchands ou hiérarchiques dans le tissu social qui préexiste et se réforme en permanence

Abandonner aux économistes l'espace économique ?

Lecture critique des travaux de la géographie économique (années 80).
Elle connaissait alors une sorte d'âge d'or. En économie s'affrontaient des mégathéories. Mais aucune théorie ne parvenait à expliquer que certaines régions, parfois microscopiques (en fait de simples agglomérations) faisaient preuve d'un succès aussi durable qu'inattendu. Les géographes s'intéressant à l'économie régionale, ou les sociologues s'intéressant à la spécificité des " lieux ", avaient leurs explications. Pour eux, le destin du local n'était pas la simple projection du global. Si de nouveaux centres d'activité parvenaient à émerger et à se stabiliser, ils le devaient d'abord à eux mêmes, à leurs caractéristiques internes.
Cette " **personnalité régionale** " se trouvait un nom plus moderne : la " **bonne gouvernance** ". C'est-à-dire une capacité, sans doute héritée d'une culture historique, de stabiliser des **modes de coopération interne**, entre capital et travail, entre grandes entreprises et sous-traitants, entre administration et société civile, entre banque et industrie. Selon Piore et Sabel (1984), la dynamique industrielle de ces " régions qui gagnent ", baptisées d'un nom repris d'Alfred Marshall, les ***districts industriels***, serait en conformité avec le nouveau modèle du développement succédant au fordisme : l'ère de la **" grappe " de petites entreprises innovantes** se coordonnant par le marché et surtout par le " face-à-face ".

Reflux des « localistes » du développementalisme « enraciné dans le local » (anglais *embedded*)
Le grand élan créatif des géographes des années quatre-vingt (panorama dans *Les Régions qui gagnent)*, semble essoufflé. Les " localistes " durent se résoudre à reconnaître le poids des grandes entreprises globalisées et la fragilité de leurs chers districts. Le développementalisme " **enraciné** " dans le local, via un régulationnisme ou un institutionnalisme conquérant (à la O. Williamson 1975**,** 1981, 1989, 1991) se replie alors, en Grande-Bretagne vers une " **géographie culturelle** ", fort intéressante se rapprochant de la " **sociologie de la vie quotidienne** ". Laissant à l'abandon le champ des déterminants économiques des transformations de la géographie humaine [9].

En fait, *Les Régions qui gagnent* avaient atteint leurs objectifs en présentant aux lecteurs francophones les acquis des années 80; encore restait-il à les faire fructifier. Par exemple, en explorant les " *Régions qui perdent* ", selon le titre inévitable d'un recueil québécois [10]. Et surtout en n'ignorant pas que les districts, hélas, ne sont pas seuls au monde. Développer ces pistes aurait impliqué un programme de recherche géographique et sociologique, régulationniste ou institutionnaliste, que l'on pourrait résumer ainsi : partant de la sociologie d'un espace suffisamment englobant, expliquer les **nouveaux arrangements économiques territorialisés**, et évaluer la compétitivité (et donc la stabilité) de tels arrangements (" blocs hégémoniques régionaux ", dirait Gramsci) pour juger de leur stabilité dans un monde globalisé. Il n'en fut pas ainsi.

Le débat scientifique ayant horreur du vide, le champ laissé vacant par la nouvelle géographie économique fut bientôt occupé par un revenant : la " ***Regional Science*** ", croisée avec une nouvelle théorie du commerce, sous la baguette de Paul Krugman,se tailla une gloire spectaculaire. Enfin un économiste du courant dominant s'occupait des régions ! Soyons justes : Paul Krugman[11] ne reprenait pas telle quelle la science régionale de Walter Isard. Il recueillait au passage une bonne partie de la critique de Kaldor contre la théorie de l'équilibre pur et parfait, sans

[9] Nous ne voulons pas ici mettre en cause la générosité intellectuelle et l'érudiction d'un David Harvey (1996), ni, plus généralement, la foisonnante richesse de la géographie tant " radicale " que " culturelle " anglo-saxonne, dont Peet (1998) offre un remarquable tableau. Mais il est patent que ce tournant " culturel " laissait la voie libre au grand retour d'un économisme géographique. Sur le dernier livre de D. Harvey, et sa " loyauté " à l'égard de la *radical geography*, voir Galano & Lipietz (1998) ; pour une critique du " *cultural shift* " de la géographie radicale anglo-saxonne, voir Lipietz (1999).

[10] *Et les Régions qui perdent*… ?, Actes du colloque sur le développement régional tenu à l'Université de Québec à Montréal, et édité par Coté, Klein et Proux (1995), s' empare justement du concept de " district industriel " non pas comme un modèle normatif, mais comme un outil analytique qui " constitue une piste féconde pour mieux comprendre les possibilités et les obstacles qui se dressent sur la voie du développement des régions non-métropolitaines ". Pour ce faire, les auteurs mettent l'accent sur la mobilisation des acteurs locaux et sur le tissu de leurs relations, ce qui était bien l'intention implicite des *Régions qui gagnent*

[11] Krugman en collaboration paru en juin 1999, *The Spatial Economy : Cities, Regions, and International Trade* par Masahisa Fujita, Paul Krugman, Anthony J. Venables (Cambridge, MA, MIT Press) 367 pages
On trouvera une présentation de travaux français inspiré par la " nouvelle économie géographique " à la Krugman dans le n° 131, (oct.-déc. 1997-5) de la revue *Économie et Prévision*, et également dans le n°2 de 1996 de la *Revue Économique*, et le n°45 (1997, janv./mars) de la revue *Annales d'économie et de statistique*

épaisseur et sans devenir. Il récupérait l'héritage marshallien (les " économies externes de proximité ou d'agglomération "). Surtout, il couplait l'économie régionale avec une théorie du commerce, cherchant à comprendre pourquoi une région devenait, par effet cumulatif sur une trajectoire, au début arbitraire, plus compétitive qu'une autre. Bref, il reconstruisait, sur la base d'une théorie économique néo-classique amendée par les effets externes de Marshall, la théorie structuraliste des rapports centre-périphérie, ce que les théoriciens des districts industriels avaient oublié de faire.

Seulement voilà. L'économie géographique de Krugman reste un économisme mal spatialisé ; car il considère l'espace comme un plan, homogène et isotrope à quelques irrégularités près (rivières, mines…), un " contenant ", où viendrait s'inscrire l'activité d'unités économiques. Dès lors, par le seul jeu des forces du marché (les coûts de transports et les économies externes d'agglomération), les industries se localiseraient à partir d'un hasard initial, puis, selon la logique de la concurrence oligopolistique, chercheraient à s'agglutiner (Hotelling) ou s'écarter les unes des autres (Lösh), formant ainsi des **réseaux de lieux centraux**. La géographie humaine, régionale, économique, ou écologique, considère au contraire que l'espace est la dimension matérielle des rapports sociaux.
C'est l'activité humaine, les rapports humains de toutes natures, qui constituent la substance même de l'espace, un peu comme dans la théorie einsteinienne où l'espace n'existe que comme champ de forces, comme variation de potentiel, structuré par son contenu de matière et d'énergie. L'espace régional est tissé par des rapports sociaux passés, il est remodelé par les multiples initiatives des acteurs (les administrations, les entreprises…) qui cherchent à " tirer parti " d'un espace humain " toujours déjà donné " (comme disait Louis Althusser), mais, ce faisant, transforment cet espace, modifient le champ des forces.

Exemple : On ne peut comprendre la restructuration de l'espace français des années 1945-1975 (Lipietz, 1977). que par une double approche :

- généalogique, où le passé social de chaque région (vieille urbanisation industrielle, prédominance de la petite production agricole etc.) offre des opportunités de localisation,
- structuraliste, où le modèle de développement capitaliste contemporain (en l'occurrence le fordisme), réalité nationale ou globalisée, recherche une spatialité propre traduisant ses rapports internes : en l'occurrence, la tri-partition du travail entre conception, assemblage déqualifié et fabrication qualifiée. Dans les années 60/70, en France comme aux États-Unis, la synthèse sera la mise en place de " circuits de branche ", les fonctions les plus qualifiés restant dans les " berceaux industriels " et les tâches taylorisées se " délocalisant " vers les campagnes…

Espace donné (généalogique) et **espace projeté (par la structure active)** sont tous deux la dimension spatiale, ou la **spatialité de rapports sociaux**, les uns déjà établis, les autres en plein essor, et de leur fécondation réciproque naît la réalité d'une géographie socio-économique. On ne peut rapporter une telle réalité ni au tissu social préalable, ni à un paradigme d'organisation et de relations industrielles appelé à remodeler le monde à son image. Chaque réussite, chaque " région qui gagne ", est un miracle, une " trouvaille ". Les fameux " districts industriels " de la Troisième Italie seraient l'héritage d'une structure sociale rurale solidaire remontant au début du siècle, soit comme la projection d'un modèle post-fordiste aspirant à l'hégémonie mondiale ! L'erreur des mythographes des districts industriels fut sans doute de s'enfermer dans l'une ou l'autre de ces deux tendances.

Le vrai travail commence sur la base d'une analyse concrète d'un espace coagulant ayant déjà un long passé socio-économique …

Il se poursuit par une compréhension de la variété (limitée certes, mais pas du tout univoque) des **modèles d'arrangements** du capitalisme contemporain (capital/travail, banques/industries, donneurs d'ordres/sous-traitants, administrations/économie).

1ère partie : l'opposition méthodologique entre l'économie régionale à la Krugman et la nouvelle géographie économique.
2ème partie : visite de quelques capitales de l'économie globale.
3ème partie dans le tiers-monde.
La dernière reviendra sur les vieilles régions industrielles qui, semble-t-il, avaient perdu…

Anatomie des effets d'agglomération

La nouvelle géographie socio-économique, celle qui s'est bâtie à l'époque du fordisme sur l'étude des " **circuits de branche** ", puis a encensé les" districts industriels " du post-fordisme, avait souligné qu'en quelque sorte chaque région " méritait", par son tissu social propre, sa spécialisation dans le capitalisme contemporain : Les " **effets externes de proximité ou d'agglomération** ". Tel est le nœud du débat. L'analyse de Krugman par des géographes économiques (Martin et Sunley), et deux articles de géographes américaines relativisent la vision simpliste des districts " italianisants ". C'est vrai, reconnaissent les deux géographes de Cambridge, Krugman affermit le lien entre la formation d'agglomérations industrielles et le commerce à longue distance, il insiste sur ce que les amoureux de districts tendaient à oublier, le rôle de la demande locale, qu'il appelle les " **externalités pécuniaires** ", et qui explique le " verrouillage " à partir d'une trajectoire antérieure : une grande ville peut difficilement redevenir une petite ville ou changer complètement de spécialisation. Mais là s'arrête la science de

l'économiste. Paul Krugman ignore le rôle des mœurs, de la culture, des rapports sociaux, des institutions, et cela pour une raison méthodologique : on ne sait pas formaliser mathématiquement les externalités " cognitives ", **la diffusion et l'entretien des savoir-faire**, ni **la disponibilité à coopérer**, tout ce qu'Alfred Marshall avait appelé " **l'atmosphère industrielle** ", et qui devrait être au cœur de la géographie industrielle et humaine en général. *L'agglomération est à l'espace ce que l'apprentissage est au temps*. La **proximité** est la première forme de mise en rapport des activités humaines.

Faut-il en revenir à la théorie devenue classique de " districts industriels " à l'italienne, ces réseaux coopératifs des petites et moyennes entreprises, pour rendre compte du succès des **agglomérations** (pas seulement en termes de richesses, mais d'équité sociale) ? Non, répond Ann Markusen. Partant d'une étude empirique des " agglomérations qui gagnent " aux **États-Unis**, elle repose la question : comment, dans un monde aussi " glissant ", où les entreprises pourraient si facilement se délocaliser là où le terrain et la force de travail sont les moins chers, comment se fait-il que **certains lieux** " aimantent " les emplois ? Elle montre qu'il existe certes aux États-Unis des " districts italianisants ", mais elle identifie trois autres types de " **lieux-aimants** " :

- ceux qui s'ancrent autour d'une ou plusieurs grosses entreprises, comme des rayons autour d'un moyeu,
- ceux qui s'ancrent autour d'une grande installation d'État (administration, base militaire…),
- et enfin de pures " plates-formes de satellites ", succursales de grandes entreprises extérieures à la région. On reconnaîtra dans ce dernier cas une forme d'agglomération typique du " fordisme périphérique " (Lipietz 1985). Ann Markusen souligne bien la fragilité et les **inégalités interrégionales** qui peuvent en résulter. Mais elle ne s'étend guère sur la sociologie interne ou les mesures administratives qui peuvent conforter ces agglomérations. Les " économie externes pécuniaires " de Krugman (l'effet de masse critique d'une demande locale) semblent alors la seule explication.

Anna-Lee Saxenian compare les deux districts " italianisants " les plus célèbres des États-Unis : la ***Silicon Valley*** et la ***Route 128*** **de Massachusetts**, dont Krugman a remarqué – sans l'expliquer – la divergence face à la chute des commandes militaires. La première s'en est tirée, la seconde est entrée en crise. Ici, la géographie sociale reprend ses droits : ces deux districts étaient en fait fondés sur des cultures, des rapports sociaux différents. Dans une analyse extrêmement riche et imagée, Anna Lee Saxenian dynamite la notion *d' **économie externe*** **(unique fenêtre des économistes vers le " local "),** en montrant que la distinction interne-externe ne renvoie qu'à une forme d'organisation " atomistique " (leibnizienne ?) de la firme, intégrée verticalement et en relation contractuelle avec d'autres firmes.
Ce tableau vaut pour la Route 128 et les firmes qu'elle abrite, mais pas à Silicon Valley, ni pour les petites, ni pour les grandes firmes. Silicon Valley est un vrai district marshallien, agglomérant des unités spécialisées, unités en relation permanente sur l'ensemble de la région, et pas plus spécialement avec les divisions de la même firme qu'avec l'extérieur de la firme. On assiste alors à des phénomènes de **conception-fabrication *partagée* entre deux firmes** (par exemple pour une puce RISC), organisation qui semblait l'apanage de la division fonctionnelle interne à la firme. Or cette possibilité est une **donnée *locale* de la région-réseau**, elle dépend d'une **culture tissée de ces rapports de coproduction**. La preuve en est que deux établissements d'une même firme (Digital Equipment) se comportent différemment selon qu'ils sont sis Route 128 ou à Silicon Valley !
Sa conclusion est une magnifique illustration de ce qui oppose l'espace des économistes, un espace vide préalable où s'inscrivent et se juxtaposent des firmes-atomes, et l'espace d'une géographie socio-économique, toujours déjà donné comme tissé des rapports, comme culture, comme atmosphère, qui seul donne une substance à la " proximité "[12].

Mégalopoles et métropoles globales

Cette nouvelle conception de l'espace comme tissé de relations sociales, ces villes que l'on appelle " globales ", selon la belle expression de Saskia Sassen (1991). Oh ! certes, le terme " **ville-globale** " tend au statut peu enviable de " concept-valise ". Néanmoins, il souligne combien le vieux schéma braudelien de la ***" world-economy "*** **centré sur une grande ville** (Venise, Amsterdam, Londres, New York) confirme aujourd'hui plus que jamais sa valeur descriptive et même heuristique.

Des mégapoles, ou mieux des " mégalopoles "[13], il y en a dans tout le Tiers-Monde et pour des raisons qui tiennent à sa sociologie de capitalisme périphérique (Lipietz, 1985). Dans le monde développé, ce phénomène est plus rare. Deux aux États-Unis : " l'ancienne ", New-York – New Jersey, capitale d'un monde atlantique, et la nouvelle, celle de Californie du Sud, centrée sur Los Angeles. Sur l'autre rive du Pacifique, deux mégalopoles, l'une du sur-développement, l'autre du Tiers-monde, qui demain peut-être se battront pour la domination de l'autre rive du Pacifique : Tokyo et Shangaï.

Et puis, l'Europe, avec ses deux très anciennes mégalopoles, Londres et Paris, qui restent des " villes-globales " mais ne sont pas capitales du bloc Europe. La capitale de l'Europe, c'est Francfort, et ce n'est pas une

[12] Voir les travaux de " l'école française de proximité " Pecqueur B., Gilly J.-P., Lung Y., Zimmerman J.-B. Rallet A. entres autres (*Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 1993 n°3 " Économie de proximités ") et aussi Huriot J.-M. (1998), une présentation rapide dans Benko (1998).

[13] Selon la formule déjà fort ancienne de Gottman (1961), qui en exprime mieux la folie…

mégalopole.Ce simple fait fait réfléchir. La nature, voire la taille d'une **capitale d'économie-monde**, ne dépend pas uniquement de son statut " externe ", de sa place dans la hiérarchie urbaine globale. Elle dépend d'abord et avant tout de la nature des rapports sociaux locaux.

Ce que montre une **expérience d'" observation participante "**, dans une Commission préparatoire au Schéma Directeur d'Ile de France, puis au Conseil Régional d'Ile de France. Le texte soutient que la distinction entre les deux modèles influe non seulement sur la polarisation sociale à l'intérieur de la métropole (ce qui n'est pas une découverte !), mais même sur la *taille* de la métropole elle-même. Dans le modèle du capitalisme le plus désorganisé, le plus " aléatoire ", main d'œuvre et emplois affluent spontanément sur le pôle où leur rencontre sera la plus probable : une véritable " mégalopole stochastique ". Dans le second modèle qui organise de plus en plus systématiquement le rapport salarial, de l'apprentissage à la définition des stratégies de reconversion, l'urbanisation (y compris dans la métropole) reste de taille " humaine ", en tout cas " gèrable ". Le plus étonnant fut l'entêtement d'une partie des élites parisiennes à chercher le salut dans l'imitation du modèle londonien, vers un " Grand Paris " à 15 millions d'habitants, alors que la véritable rivale, l'Allemagne, ignorait la mégapolisation. Il fallut la révolte des administrés et de leurs élus pour que le projet soit abandonné… ce qui ne veut pas dire qu'il ne se réalisera pas, tant est forte la dynamique sociale qui pousse à la mégalopolisation de l'Ile de France.

Mais, dira-t-on, il y a des mégalopoles qui gagnent : Los Angeles ! Ce n'est pas si simple, comme le montre **Allen Scott, auteur majeur de la géographie économique anglo-saxonne**. Il magnifiait les " effets d'agglomération " des gigantesques pôles de croissance urbaine, qui fondaient la richesse de Los Angeles. Son diagnostic est aujourd'hui plus mitigé. Au fourre-tout des " effets d'agglomération " et autres " économies externes " se substitue une analyse plus fine : Los Angeles est bien un " **district de réseaux** " un amas de plusieurs types de " lieux-aimants " au sens d'Ann Markusen, avec des **districts " italianisants "** et des **réseaux " moyeu-et-rayons ".** Cette diversité lui a permis de s'adapter à la chute des commandes publiques militaires. Surtout, Los Angeles a su, en s'appuyant sur le district cinématographique d'Hollywood, devenir la capitale culturelle mondiale du post-modernisme : de la musique, de la mode, du multimédia. Cette ville qui n'a pratiquement plus d'industrie automobile devient un centre mondial du design des carrosseries ! Mais la médaille a son revers. S'appuyant sur la thèse des " deux capitalismes " de Michel Albert (version popularisée de l'analyse régulationniste des deux après-fordisme), Allen Scott montre que Los Angeles, mégalopole flexible, est particulièrement sensible aux chocs de la demande mondiale (en l'occurrence, de chute de la demande militaire), et surtout manque d'institutions de " gouvernabilité ". Il est émouvant de voir l'auteur, pour sauver une ville qu'il aime, en appeler aux recettes d'une sociale-démocratie écologisante : le développement d'un " tiers-secteur " communautaire dans les quartiers populaires, et l'initiative publique planificatrice, pour lancer un pôle de véhicules électriques !

Pourtant, Los Angeles n'est pas tissée seulement par les tendances lourdes du rapport salarial. Cette structuration en mégalopole flexible se donne comme une " rigidité " : un espace donné. Dans cet espace vont se situer des **communautés humaines concrètes**, rassemblées par d'autres liens sociaux, parmi lesquelles ceux de la communauté ethnique. Comme les cellules d'un organe au sein d'un organisme plus vaste, une communauté " trouve " sa place dans cet espace, elle le modifie, le déforme, y assure sa " niche ", et concourt ainsi à la dynamique urbaine d'ensemble. C'est ce que montre le chapitre de Dong-ok Lee sur la **communauté coréenne de Los Angeles**. L'auteur s'interroge sur la divergence entre la spécialisation sectorielle du marché du travail coréen et celui de la mégalopole. Elle nous montre un flux d'immigrants présentant toute la gamme des qualifications et apportant parfois avec ceux du capital, en tout cas des liens avec la jeune puissance industrielle exportatrice de la Corée du Sud. Mais ces " **liens de sang** ", ce **sentiment d'appartenance**, ne peuvent déboucher sur une **communauté entrepreneuriale** que s'ils se constituent leur propre espace, leur propre district. Ce sera " Koreatown ", près du Centre (dans la " zone grise " d'A. Scott). Puis la sous-puissance commerciale coréenne élargira son influence vers les quartiers en déshérence de South-Central, jusqu'à se heurter aux émeutes ethniques hispaniques ou afro-américaines.

Après ces brefs aperçus sur deux des cinq mégalopoles du Nord capitaliste avancé (avec New York, Londres et Tokyo), la contre-épreuve est évidemment **Francfort-sur-le-Main, capitale économique d'un des trois blocs de la Triade : l'Europe**. Dès l'exergue, Klaus Ronnenberg et Roger Keil en soulignent le caractère provincial. Petite métropole de moins d'un million d'habitants, Francfort est elle-même **diffractée en plusieurs noyaux industriels**, eux-mêmes directement " **globalisés ", autour de son inévitable centre financier de gratte-ciels**. Les auteurs montrent que cette improbable spatialité de " ville-globale " (qu'ils rapprochent cependant d'autres exemples comme San Francisco, centre de la zone urbaine multi-nodale qui inclut la Silicon Valley) plonge ses racines dans l'histoire, qui a vu la ville-marchande postée sur un gué devenir métropole (mais parmi d'autres) du fordisme automobile allemand. Elle reflète surtout la manière dont l'Allemagne de l'Ouest a régulé son fordisme (" l'économie sociale de marché "), puis l'a orienté très tôt vers l'exportation, mais une exportation fondée sur la qualité de la main d'œuvre plus que sur la flexibilité " externe " (c'est-à-dire la facilité d'embaucher et licencier). Ce fordisme extraverti s'est glissé dans une forme d'après-fordisme **basant lui aussi sa compétitivité sur la qualité**. Une qualité qui se reflète jusque dans la **planification urbaine**, la lutte pour sauvegarder des zones vertes dans les interstices entre les différents **pôles de croissance** de la région urbaine. S'est ainsi mise en place une " **régulation régionale horizontale** " fondée sur un certain équilibre " socio-écologiste ".

Mais nos auteurs ne cachent pas les fragilités de cette régulation régionales. La ville-modèle de l'alliance rose-et-

verte est minée par les déchirures verticales d'un capitalisme qui se globalise sous la dominance du libéralisme économique. La " société en sablier " (Lipietz (1996)) commence à se manifester, même en Allemagne : le vaste centre des classes médianes commence à se différencier, et vers le bas tombent les chômeurs, précaires, exclus, et cette fracture s'exprime dans le racisme… Francfort est sans doute un modèle alternatif à la mégalopole, mais un modèle peut-être instable, en tout cas imparfait.

Des districts dans la périphérie ?

Si la méthode " socio-économique " en géographie humaine se révèle éclairante dans l'analyse des capitales de l'après-fordisme, la question se pose immanquablement : qu'en est-il dans les " régions qui perdent ", c'est-à-dire à la **périphérie (interne ou externe) du monde capitaliste développé** ? Y a-t-il dans le Tiers-Monde des " districts à l'italienne " (du type " Troisième Italie ", c'est-à-dire semblables à la Vallée de Prato en Toscane) ? Puis, plus généralement : y a-t-il des districts marshalliens, même au cœur des mégalopoles typiques du Tiers-Monde ?

Le cas de Blumenau dans l'État de Santa-Catarina (sud du Brésil), présenté par Cécile Raud, se présente comme une illustration parfaite de la validité des analyses à la Trigila et Bagnasco (1988, 1994) sur la " construction sociale du marché ", cet enracinement du marché dans la socialité locale, transposées de la " Troisième Italie " au Tiers-monde. Elle montre la formation d'une **paysannerie égalitaire**, issue d'une immigration d'artisans allemands puis italiens. Un phénomène de colonisation assez proche de la Nouvelle-Angleterre chère à M. Piore et C. Sabel, ces grands admirateurs de la Troisième Italie. Rompant avec les **vieux schémas structuralistes " Centre-périphérie "**, elle montre le caractère endogène de l'industrialisation de cet État, en six villes moyennes spécialisées. Elle n'ignore pas pour autant les spécificités d'une industrialisation périphérique : l'offre de biens intermédiaires étant peu sûre, la concentration verticale est plus poussée qu'en Italie. Mais, comme en Italie, les districts ont leurs fragilités. Leurs propres succès créent des pénuries de main d'œuvre qualifiée, auxquelles seule pourra remédier une politique volontariste de formation professionnelle et de transferts technologiques. Enfin, une politique macroéconomique inappropriée (la surévaluation monétaire du Real sous Cardoso) peut compromettre la compétitivité des localités les plus entreprenantes.

Le cas Gamarra au Pérou est celui d'un petit Hong Kong textile surgi au cœur de la mégalopole capitale d'un pays à peine émergent et ravagé par la guerre civile, dans une " zone grise " coincée entre le Marché de gros et les bidonvilles. Un district industriel fondé sur la **culture communautaire des amérindiens descendus de la sierra, Quechuas et Aymaras**. L'un d'entre nous a visité avec stupéfaction ce miracle, il y a quelques années, accueilli par l'un des fameux frères Suarez immortalisés par Portocarreiro et Tapia. Un vrai choc : au fond d'un atelier misérable, un entrepreneur indigène organise la division du travail entre micro-entreprises pour livrer *just-in-time* 100 000 survêtements en Russie, tout en s'extasiant sur l'œuvre de Brusco et en dissertant sur les qualités relatives de machines coréennes, allemandes et italiennes. Interrogée, une jeune couturière avoue qu'elle préférerait que l'atelier familial soit installé " au pueblo ", mais voilà, celui-ci est à 3 000 mètres d'altitude et la route s'arrête 1 000 mètres plus bas. La globalisation au pays du Temple du Soleil ! On caresse l'idée qu'après tout la " construction sociale du marché " vouait la culture Quechua à se transformer en district industriel, aussitôt transposée dans un port… Mais Cristina Cacérès évite ce piège. Elle nous montre **la généalogie du local**, qui s'enracine sur un vieux passé industriel (district de mécanique lié à la noria des camions, usines textiles intégrées) qui a " essaimé " le savoir-faire, elle décortique le miracle de cette localisation particulière. Elle n'ignore pas cependant cette forme de **résistance de la société civile à l'oppression bureaucratique** qui a finalement débouché sur une " demande de formalisation ".Elle n'ignore pas non plus **les impasses d'un district de la pauvreté**, où les enfants n'ont guère le temps d'apprendre, de se qualifier… Le système productif local de Gamarra risque dès lors de rater son passage au statut d'" Aire-Système ", c'est-à-dire d'articulation de plusieurs branches connexes en un système hautement qualifié.

Aveiro et Águeda au centre du Portugal : José Reis se place en ce moment-charnière où il est peut-être déjà trop tard. Revenant, en planificateur régional, sur cette région d'industrialisation " endogène " qu'il avait étudiée quelques années avant, il pose, avec une certaine angoisse, la question clé. Les " localistes " ont exalté les qualités du tissu social local qui ont permis le développement de districts industriels dans une économie d'accumulation extensive (on produit de plus en plus, mais de la même façon). Ils ont tendance à penser que ces mêmes qualités (volonté d'ascension sociale par le travail, disponibilité à l'émulation et à la coopération, essaimage, esprit communautaire…) prédisposent ce tissu à l'innovation technique. Ce n'est malheureusement pas si simple. Faute d'une **politique de promotion technologique volontariste**, locale et nationale, le district peut s'endormir sur ses lauriers. Il devient alors une simple localisation possible pour l'implantation d'usines de montage, simples chaînons de circuits fordiens transnationaux. À le lire, Aveiro et Águeda seraient bien près d'avoir manqué ce que Cécile Raud espère pour Blumenau. Le " modèle-district " n'est donc pas la panacée.

Le cas de Taïwan **:** You-tien Hsing décrit la contribution **des entrepreneurs de Taïwan à l'industrialisation des provinces côtières de la Chine Populaire.** Le titre (qui est, en fait, une expression proverbiale) en dit le propos : la " communauté de culture " de part et d'autre du Détroit, bien au-delà de la communauté de langue, est la clé du succès de ces entrepreneurs dans l'Empire de la transition du maoïsme au capitalisme sauvage. On pourrait lire ce texte comme un traité de corruption des bureaucrates chinois à l'usage des investisseurs. On aurait tort. En fait, il s'agit d'un exercice de sociologie appliquée à la géographie industrielle. Partant de l'analyse classique du " don-

contre-don " (opposé à l'échange purement marchand), Youtien Hsing réinsère ce schéma dans la conjoncture d'une culture particulière, celle de la Chine, avec sa tension entre administration centrale et administration locale, et d'un processus historique particulier, la " privatisation " d'une économie planifiée sous la forme d'une **transformation des administrateurs locaux en entrepreneurs (collectifs) locaux**. Elle contribue ainsi magistralement à l'analyse de **la transition de la Chine à l'économie de marché**. Elle offre un aperçu de la manière dont deux cultures sont en quelque sorte prédisposées à nouer des rapports d'investissements transnationaux. On dira que ces cultures sont très proches (des " Chinois du Sud ", de toute façon). Certes. Mais il serait intéressant de comparer cet exemple à la difficulté de " recoudre " les deux Allemagnes, ou les deux moitiés de l'Europe.

Les vieilles régions industrielles : agonie ou renaissance ?

L'analyse doit s'attarder davantage sur ce qui meurt que sur ce qui naît dans ces vieilles régions industrielles frappées au cœur par la grande crise du fordisme, à partir des années soixante-dix : **le Mid-West américain (les Grands Lacs), le Nord-Est anglais, le bassin minier belge.** Régions de misère et de désespoirs, où le cinéma lui-même n'ose s'aventurer que sous le masque de l'humour, ou du mélodrame sentimental ou mystique (*Roger and I, Raining Dogs, La promesse, La vie de Jésus, Marius et Jeannette, Ça commence aujourd'hui…*).
La " ceinture de rouille du Mid-West ", est décrite dans un texte stupéfiant d'optimisme par R. Florida. Les faits sont là : ce cœur de l'industrie fordiste au sens propre qui semblait devoir être balayé par l'éclosion de la " ceinture du Soleil " (Virginie-Texas-Californie), a repris de la vigueur à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt. Et pas seulement par la greffe de nouvelles industries dans un cimetière d'usines fordiennes (comme à Pittsburgh), mais bien par **une " destruction créatrice " au sein même des vieilles industries**. Une **japonisation** véritable, ou du moins métissée, s'insinue dans le vieux tissu industriel, avec ses caractères maintenant classiques : **travail en modules, cercles de qualité, *just-in-time*, conception partagée avec les fournisseurs.** R. Florida ne nous cache pas les retards et l'inégal développement de ce processus, mais surtout souligne l'efficacité de l'invasion modernisatrice japonaise : par leurs effets de démonstration, par la concurrence, par les cahiers de charge imposés aux fournisseurs, le fordisme a appris du Toyotisme, au prix d'une **baisse modérée de sa syndicalisation**.

Tout autre est le tableau désespéré de l'Angleterre du Nord-Est que nous livre Ray Hudson. Pays du thatcherisme, de la " Société en Sablier ", où la vieille classe médiane, autrefois protégée par l'État-Providence, se vide inexorablement vers la misère tandis que l'argent s'accumule au sommet. Ray Hudson nous fait toucher du doigt les origines de la catastrophe, dans l'Âge d'or antérieur, celui des années cinquante : la stabilisation d'un étrange **fordisme paternaliste**, où l'ouvrier était accompagné du berceau à la tombe par **une culture locale et un État travailliste protecteur**. Ce duopole (un syndicalisme jaloux, un capitalisme paternaliste souvent d'État) s'appuyait en réalité sur des industries antérieures au fordisme et par nature épuisables : mines, sidérurgie, chantiers navals. La transition au toyotisme y était *a priori* difficile. Les Japonais (et les Américains) sont venus cueillir des ouvriers aux abois, pour leur infliger les chaînes d'un néo-taylorisme, à l'extrémité déqualifiée et flexible de circuits de branche transnationaux. Japonisation de pacotille où le *just-in-time* n'est pas commandé par l'ouvrier qualifié, mais subi par le sous-traitant en fin de chaîne.
Tout aussi impossible était l'autre mensonge thatchérien : l'éclosion de districts de PMI dynamiques. La **culture de l'entrepreuneriat** ne se commande pas par de belles brochures en couleur du " **marketing de la localité** ". La région ne vend que sa soumission, son **désespoir social, géré par le cycle " stages bidons, Contrats Emploi-Solidarité, chômage, et on recommence** ". La " régénération de pacotille " débouche en fait sur un seul accomplissement : l'éclosion, au profit de classes moyennes locales et surtout extérieures, d'un **tertiaire touristique fondé sur l'embaumement des friches industrielles**, autour des docks transformés en centres de loisirs post-modernes.

Pourquoi la *Rustbelt* américaine semble-t-elle s'en tirer, et pas le Nord-Est britannique ? Risquons quelques hypothèses, esquissées par Ray Hudson lui-même. Nous l'avons dit : il y a moins loin du fordisme américain au " Toyotisme métissé " que des industries du XIXè siècle aux industries *High-Tec*. Surtout, le thatcherisme fut accouché dans l'affrontement décisif entre un **syndicalisme purement défensif** et un **capitalisme financier peu lié au territoire national**. Leur mariage " keynésien " s'est déchiré en une seule bataille, perdue : celle des mineurs. D'une culture de haine et de préjugés de classe, héritée de l'Empire Britannique, ne pouvaient naître ni le toyotisme, ni les districts à l'italienne…

La reconversion ratée du bassin minier en Limbourg belge offre le même tableau, à première vue. Erik Swyndedown décrit une industrie, une culture travailliste qui se meurt, et la farce d'une reconversion en parc de loisir, prétexte à de juteuses mais **improductives opérations foncières**. Et cette similitude est en soi intéressante, car on oppose trop souvent les Wallons archaïques aux Flamands dynamiques : or le Limbourg est une région flamande. C'est donc bien le tissu social toujours déjà donné, hérité du passé, qui pèse du poids mort des choses sur l'esprit des survivants. Mais nous ne sommes pas dans l'Angleterre de Thatcher, mais au pays du consensus enraciné dans les " piliers " de l'accord fordiste belge, remontant à Henri de Man. Le texte de Swyngedown est essentiellement consacré à l'aspect institutionnel des choses. Comme Hudson, il montre que la restructuration de la région-cœur d'un pays a été à la fois le reflet, mais aussi le moyen, la dimension matérielle, d'une **restructuration des alliances**, **des compromis de classe " hégémoniques " au niveau de l'État national.** Mais, plus qu'Hudson, il se penche sur la **dimension institutionnelle de cette hégémonie.** L'hégémonie, au sens de Gramsci, c'est la

capacité pour un groupe social de proposer ses intérêts comme ceux du peuple tout entier. Comme l'approche régulationniste l'a montré, cette hégémonie s'appuie sur un modèle de développement, qui lui même est régulé par des institutions. Le bloc hégémonique fordien se régulait par les compromis noués au sein d'un **oligopole social (le grand capital, et le travail organisé syndicalement) sous les auspices de l'État national**. E. Swyngedown explique comment le fordisme belge fut réduit par encerclement : " évidement " de l'État-Nation (et fédéralisation jusqu'à l'émiettement dans le cas belge), création de nouvelles institutions condensant à un niveau " *glocal* " (à la fois globale et locale) l'alliance d'un sur-État (la Commission Européenne), des multinationales, des intérêts financiers locaux. Mais justement, cette alliance aux intérêts étroits n'a rien d'hégémonique, et laisse à la déréliction les **groupes exclus (petits entrepreneurs locaux, chômeurs, immigrés, écologistes…).**

Le bassin minier du Nord-Pas-De-Calais présentés par Christophe Demazière et Georges Benko aborde la question sous l'angle des institutions. Ancrant solidement leur démarche dans l'approche régulationniste, ils esquissent une histoire de ce bassin qui ne diffère pas fondamentalement de celle du Limbourg chez Swyngedown. Pourtant, leur bilan est beaucoup moins pessimiste. Il est vrai que le bassin s'inscrit dans **une dynamique plus articulée à une métropole, celle de Lille**, dont les nombreux atouts assurent une certaine **attractivité**. Il est vrai aussi que les efforts nationaux de **reconversion industrielle** furent plus précoces (et pas " de pacotille " : le bassin minier devient peu à peu un vrai pôle automobile). Mais surtout, il semble bien que l**es administrations locales, et notamment le Conseil Régional,** en particulier sous l'impulsion de la Verte Marie-Christine Blandin, aient choisi, au contraire du Limbourg, une conduite " hégémonique " de **mobilisation de tous les acteurs, des entrepreneurs aux chômeurs…**

Marseille : Encore plus optimiste est la lecture de sa renaissance possible présentée par Bernard Morel. Marseille-ville, plutôt ses élites, semblent avoir tout raté, même le fordisme. Et pourtant, si l'on considère l'ensemble de **l'aire métropolitaine, de Fos à Aubagne et de la Joliette au Pays Aixois,** le tableau qui ressort évoque davantage un petit Los Angeles qu'un petit Newcastle. Comme dans le Limbourg, **la restructuration du bloc hégémonique régional a contourné celui de la métropole elle-même**. Fos s'est fait jadis sans Marseille, et de même aujourd'hui les pôles d'Aix ou de la haute vallée de l'Huveaune. Les résultats sont là : **Marseille est une ville en crise entourée d'au moins cinq pôles en expansion.** Une expansion physique et économique, au coût politico-social élevé (deux des pôles énumérés par Bernard Morel sont dirigés par le Front National !) Mais ces données objectives ne ferment pas les portes de l'espoir, loin de là. Qui (quelles alliances, quel projet social) saura à la fois revivifier Marseille intra-muros et unifier autour d'elle sa métropole multi-nodale ? Seule l'histoire pourra le dire.

Car la géographie socio-économique pour laquelle plaide ce volume est nécessairement une **géographie historique**. C'est-à-dire ouverte aux échecs (mérités ou non) comme aux succès (miraculeux ou construits).

Texte 2

Résumé d'une intervention : Concept de « géostratégie » de l'entreprise, Paul Simion, 2001

Les approches qui découlent des corpus (géopolitique, économie géographique, etc.) ne traitent pas de la «géostratégie d'entreprise » qui rendrait intelligible la fin de l'illusion cartographique et qui traduirait la capacité constructive et anticipatrice des dirigeants dans le cadre du processus stratégique de l'entreprise, en y introduisant l'hypothèse géographique.

Les approches découlant des différents corpus :

La géostratégie

Différents auteurs cherchent à appréhender la « géostratégie », sans s'accorder sur sa définition [T. de Montbrial & J. Klein, 2000].

- référence à la **géopolitique** [H. Courtau-Bégarie, 1999]
- **rivalités et antagonismes étatiques**. Yves Lacoste [1991]

Lorsque l'on remplace « l'État » par « l'entreprise », le « conflit » par « l'adversité ou l'alliance » pour répondre à des fins de développement de l'entreprise, les données géographiques s'inscrivent dans une «**théorie des enjeux**» au service de l'expansion stratégique de l'entreprise et de la stratégie elle-même.

L'intelligence économique a pour objet le traitement de l'information au sens large afin de servir la politique et la stratégie. Elle succède au renseignement qui correspond en fait à un moyen d'action et de pouvoir [Besson & Possin, 1997]. Poser le postulat de « l'hostilité » comme clé de lecture de la différence, c'est omettre à contrario les idées de compromission ou encore d'adaptabilité.
L'hypothèse géographique inclut un territoire économique désormais global et sans frontières, hormis celles générées par une construction virtuelle dans laquelle l'enjeu de l'entreprise est d'y trouver et d'anticiper des marchés solvables ou émergents.

La prise en compte de la géographie au travers des outils de la stratégie d'entreprise est limitée.

Ils abordent certains champs de la géographie (**répartition dans l'espace et localisation**, ressources énergétiques, **démographie**) en les positionnant comme des variables secondaires de choix stratégique :

- Surveillance de l'environnement concurrentiel, analyse de l'environnement national et international K.J. Andrews [1971]2 ; H. Weihrich [1982] intègre des vecteurs d'analyse du champ géographique (zone géographique, démographie) en favorisant l'action cognitive des dirigeants par une conception active et interrogative qui se préoccupe du rapport entre l'entreprise et son environnement. Le cabinet Mc Kinsey traite de la « couverture géographique ».
- D'autres auteurs se rapprochent de l'hypothèse géographique en l'associant à la **planification stratégique**. Des arrangements combinatoires géographiques restent à explorer, des niveaux de complexité ne peuvent pas toujours être associés de façon homothétique à des structures de décisions stratégiques, Perlmutter et Heenan [1979]. Jacques Campistro [2000] présente la «tectonique managériale» comme une démarche permettant à l'entreprise de structurer, de construire, de hiérarchiser l'espace en le stabilisant.
- Le fait que les états soient passés du paradigme de l'usage de la force militaire pour faire valoir leurs prérogatives à celui de la puissance économique, demande un effort de réflexion particulier aux entreprises dans le contexte de la globalisation.La globalisation induit une lecture géographique de **la création d'espaces**, que la fin de l'illusion cartographique a générée.

Lire géographiquement la création d'espaces et les représentations qui l'accompagnent pour servir la stratégie de l'entreprise.

La Gestion Internationale (GI)
Elle est remplacée par le développement international qui devient une composante stable et permanente de la stratégie. Auparavant, l'entreprise, disposait du temps nécessaire pour atteindre sa phase de maturité sur son marché de prédilection (en général national) sans devoir penser à sa stratégie de croissance internationale. Désormais elle doit penser la « globalisation ». Il en découle une **vision géostratégique de l'entreprise** qui laisse place à l'inéluctabilité du caractère géographique.

La nouvelle économie géographique (NEG) paraît limitative,
en s'étayant sur trois concepts clés

- Les économies d'échelle ou rendement croissant, les externalités qui rendent compte des agglomérations, et le coût de transport, [J.L. Mucchielli, 2001]. Ils excluent le poids plus ou moins prépondérant d'autres facteurs contingents qui accentuent le choix des dirigeants, notamment leur vision géographique du monde des dirigeants. La prise en compte des ressources, des populations, des cultures, ainsi que d'autres facteurs ne sont pas encore abordés.

- Lorsque la NEG traite des comportements stratégiques, c'est-à-dire des décisions déjà prises par les dirigeants d'entreprise, elle étudie le caractère « a posteriori » des décisions. Cette analyse opérée par l'économie géographique s'oppose à la caractéristique prospective ou anticipative des choix stratégiques ainsi qu'à la « practicité » (« praxis ») de l'acte stratégique.

La géographie est l'intelligence de l'espace [Brunet &Ferras, 1993] **ou la science des espaces et des lieux** [Nonjon, 1992].

- [Nonjon, 1992] appréhende l'espace géographique comme « concret, cartographiable, organisé par les différents flux concernant les différents agents de l'économie », tandis que l'espace économique est «un espace abstrait, défini par les relations économiques structurelles qui existent entre les différents éléments économiques ».
- Pour F. Perroux, les espaces économiques se résument à trois éléments : un espace homogène composé d'un système de prix, un champ de force correspondant à une zone d'influence économique et un plan rendant compte des relations entre la firme, les fournisseurs et les acheteurs. Il existe donc une dualité entre un « espace concret » et un « espace économique », permettant de projeter la stratégie de l'entreprise.
- Elisée Reclus développe la discipline de l'espace géographique en recherchant un idéal d'organisation libertaire du monde [cité in Bailly & Ferras, 1997]. Dans cette approche, l'espace géographique apparaît alors comme une construction soumise aux enjeux sociaux et économiques, à la dynamique des lieux, aux stratégies des acteurs, et aux structures et modèles d'espace. Enfin, le géographe participe à l'évaluation prospective des territoires en fournissant des éléments stratégiques, lors de l'élaboration des projets et des questionnements stratégiques [Brunet & Ferras, 1993].

Le concept de géostratégie peut alors s'appliquer à l'entreprise par analogie à la géostratégie appréhendée au sens politique et militaire, mais également en complétant les différents corpus que nous avons signalés.
Il devient une clé de lecture originale des modalités de **genèse des stratégies d'entreprise** des dirigeants dans le contexte de la mondialisation.

- L'intégration par les entreprises d'éléments d'analyse géographique dans leur processus stratégique,
- La question géographique s'impose aussi comme un conditionnement extrinsèque.

La mondialisation comme catalyseur de la mise en exergue de l'hypothèse géographique
Les frontières jusque-là infranchissables laissent la place à un champ d'opérations mondial global.

- L'entreprise sans frontières [Kenichi Ohmae, 1991 & 1996]. Les **états-nations** sont devenus des unités opérationnelles artificielles dans une économie planétaire alors que les **états-régions** sont les moteurs de la prospérité mondiale.
- L'accentuation de « **l'interdépendance des nations** » se révèle à travers la formation de **réseaux d'entreprises mondialisées.**
- L'apparition d'une autre perception du monde, la « planète devenue un village » (Mac Luhan), incite à considérer un paysage concurrentiel mondial.
- L'organisation mondiale désignée par le terme de «**système monde** », basée sur un centre exploitant et utilisant des périphéries appauvries, ne correspond plus à la réalité. L'interdépendance des économies se propage du fait de l'augmentation des alliances et des fusions entre firmes. Néanmoins, cette situation d'interdépendance est catégorielle, puisqu'elle s'observe plus au niveau des grandes firmes que des PME.
- Tenir compte initialement d'un possible géographique mondial oblige donc l'entreprise à penser et à intégrer très tôt une vision et des questionnements géographiques, au risque de succomber à des prédateurs venus d'ailleurs. Ainsi, la mondialisation modifie le moment de la réflexion en rendant quasi nul le cycle d'hystérésis qui existait entre le point de création de l'entreprise et lorsque le besoin de réflexion stratégique géographique était associé à son expansion.

Les stratégies des multinationales se sont révélées sur deux axes majeurs : le recentrage géographique de l'investissement direct international ; le recentrage de type sectoriel. Dans ce sens, la concurrence pousse les multinationales à se spécialiser davantage sur les produits et les métiers pour lesquels elles peuvent détenir des parts élevées du marché mondial ou valoriser leurs acquis technologiques, Atlas mondial des multinationales [Dupuy & Milelli & Savary, 1991]
La multinationalisation généralisée des entreprises a été un préalable à l'adoption de stratégies globales. Les industries mondiales illustrent cette évolution en cherchant à réduire leurs coûts par l'accès à un marché plurinational : l'objectif principal de leurs stratégies globales est d'atteindre la taille minimale optimale où le coût moyen unitaire de production devient le plus bas. Pour accéder aux marchés et réduire leurs coûts de production, les firmes multinationales disposent de **zones géographiques d'influence** où elles ont créé un certain nombre de filiales industrielles. Ainsi, la globalisation des stratégies spatiales nécessite des **relocalisations industrielles**.

Perceptions de l'environnement des dirigeants, vecteur de la vision stratégique géographique
Dans le cadre de **l'éco-logique**, la théorie de la contingence prédomine. Elle donne un rôle majeur à l'environnement ou au marché à partir duquel l'inspiration économique est prépondérante en mettant en exergue les concepts d'efficience, de coûts, ou de compétitivité.
Child poursuivant les travaux de Chandler précise qu'il faut « séparer les caractéristiques objectives de l'environnement de leur perception par le groupe de dirigeants et l'évaluation qu'ils en font ». Cette notion de filtre

est importante car les choix stratégiques des dirigeants induisent un processus de changement au sein de l'organisation. Or, ils ne tiennent pas obligatoirement compte des caractéristiques réelles de l'environnement, mais des interprétations individuelles de chaque dirigeant. Il faut donc nuancer le postulat de rationalité des décisions par rapport à l'influence du facteur d'environnement géographique.

- « La stratégie est une révolution, tout le reste n'est que de la tactique », Gary Hamel [La conquête du futur, Gary Hamel & C.K. Prahalad, InterEditions, 1995]. Les entreprises doivent développer leurs compétences de base pour élaborer une intention stratégique quant à leur métier futur en pratiquant une anticipation de leur domaine d'activité.
- W. Chan Kim et René Mauborgne [1999] étudient « la pensée latérale ou créative » qui vise à briser les règles communément acceptées de tel ou tel secteur d'activité, et appellent cette théorie « l'innovation en valeur ».

La géostratégie de l'entreprise :
Des éléments clés de la géographie :
- La **maîtrise des espaces** qui constitue un facteur important de développement,
- La **densité des réseaux** de communication et des transports,
- La **localisation des activités** en corrélation avec les transports,
- Les conditions de **localisation des ressources** (matérielles, humaines, marchés),
- La répartition et les modalités des **activités d'exploitation des ressources** (naturelles, de production), etc.

Des éléments de l'**approche cognitive** de la stratégie d'entreprise. Les clefs du processus stratégique résident dans la pensée des dirigeants.

La géostratégie d'entreprise servant à anticiper et à construire des scénarios de bataille en fonction de données géographiques et économiques. Le champ de bataille est le lieu de confrontations entre des entreprises concurrentes, ce qui induit une typologie de l'objet des batailles : avec le « **marché de confrontations** » mais aussi les « **ressources productives et logistiques** », tous deux mondiaux et tous deux localisés. Une des questions qui s'impose est l'optimisation des ressources en fonction de leur répartition spatiale pour convenir aux finalités du champ de bataille choisi. Deux types de stratégies sont prédominants : la **stratégie uniforme globale**, ou la **stratégie spécifique locale**. Elles sont concomitantes à une conception de la décision centralisée et déconcentrée ou sinon décentralisée et déconcentrée. Un autre principe est celui de la logistique prise au sens large : il correspond alors au vecteur de la maîtrise et du contrôle des **processus amonts et avals** de l'entreprise.

Caractéristiques épistémologiques du concept de géostratégie d'entreprise :
- Le caractère « **prospectif** » [Godet, 1992] s'entend dans le sens de l'anticipation stratégique, de la vision géographique et de la projection de cette vision dans une optique opérationnelle et stratégique. Ainsi, la géostratégie suppose le déroulement de scénarios dans le temps, c'est-à-dire la succession d'actions opérationnelles issues d'une construction de l'histoire future de l'entreprise en capitalisant sur ses compétences clés.
- La facette «**dynamique** » induit une progression des actions stratégiques dans le temps ainsi que leurs anticipations. C'est-à-dire que des actions prédéterminées vont permettre d'instruire une stratégie opérationnelle et de dérouler les scénarios choisis. Cette dynamique est de l'ordre de la manœuvre offensive ou défensive.
- Le déterminant « **holiste** » dans le sens où la géostratégie d'entreprise nécessite une démarche systémique donc globale, c'est-à-dire qui tient compte de variables multiples de choix ainsi que de leurs interactions.
- La dimension « **spécifique** » car l'élaboration d'une stratégie d'entreprise est un acte unique et singulier qui conduit à la détermination d'une stratégie propre à l'entreprise étudiée. Cette stratégie résulte également de la rareté des ressources géographiques et en conséquence est le produit d'une itération unique.

Ainsi, la géostratégie d'entreprise serait alors : « l'ensemble des comportements, des analyses, des réflexions holistiques des dirigeants contribuant à organiser de façon prospective (au sens anticipatif) la pratique stratégique pour transformer et utiliser l'espace, associée à ses attraits et ressources géographiques au mieux des intérêts de l'entreprise et de ses finalités ».

Paul Simion, Consultant en organisation 70 rue du faubourg Saint-Martin 75010 Paris - Tél : 01.44.52.09.20 - Fax : 01.44.52.93.05 E-mail : Paul.simion@libertysurf.fr
Doctorant en Sciences de Gestion ; option stratégie à l'Universite Paris Dauphine, CREPA (Centre de Recherche Economique Pure et Appliquée)
Contribution à la 10ème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique, 13-14-15 juin 2001 (Faculté des Sciences de l'administration Université Laval Québec)

Texte 3

Quelques serveurs en Economie géographique

http://www.univ-tlse1.fr/lereps/liens/serveurs.html
Dernière mise à jour : 03/4/2000

Analyse Théorique des Organisations et des Marchés (ATOM)
3 axes de recherche: organisations, contrats et institutions

Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (BETA) :
Les principaux axes de recherche :

* Économie du Changement et Gestion des Systèmes (ECHANGES)
* Théorie et Modélisation Économiques(THEME)

Centre de Recherche sur les Dynamiques et Politiques Economiques et sur l'Economie des Ressources (CEDERS)
Deux axes principaux : les politiques économiques de l'emploi et lespolitiques macro-économiques dans les PVD

Centre d'Économie et de Finance Internationale (C.E.F.I.)

Centre d'Etudes des Modes d'industrialisation (CEMI)
Le CEMI-EHESS a pour domaines de compétences l'étude des modes de développement et de modernisation, l'analyse des systèmes économiques socialistes et ex-socialistes, l'analyse comparative des systèmes économiques. Le CEMI a acquis une longue expérience dans l'étude des économies de type soviétique avant la transition et les changements structurels des années quatre-vingt-dix

Centre for Economic Policy Research (CEPR)

Centre d'Etudes Prospectives d'Economie Mathématique Appliquées à la Planification (CEPREMAP) :
Les principaux thèmes de recherche :

*La théorie économique formalisée, les problèmes d'allocation, d'incitation et d'assurance, les formes de la concurrence et les fondements micro de la macroéconomie.
*La modélisation macroéconomique, ses méthodes de résolution, de simulation et d'estimation, ses applications à l'analyse de la croissance et des fluctuations, à l'évaluation des politiques de l'emploi et de redistribution, des politiques budgétaires et des stratégies de l'intégration européenne.
*L'analyse du changement technique, institutionnel et social, conditions sociales de l'innovation, de l'efficacité et de la flexibilité, rôle et évolution des institutions, étude comparative des modèles nationaux de croissance, applications sectorielles ou globales de ces analyses, notamment dans la perspective de la " Régulation ".

Centre d'Enseignement et de Recherche en Analyse Socio-Economique (C.E.R.A.S.)
Ilcouvre les champs suivants:
la théorie de la décision et la théorie des jeux, appliquées à l'étude des institutions de marché et desorganisations en général
la micro-économie géographique, en particulier l'analyse de la localisation des activités, des marchés locaux dutravail et du rôle des infrastructures ;
la macro-économie en liaison avec l'économie géographique, le commerce international / interrégional, lacroissance, et l'économie monétaire internationale.

Centre d'Économie Industrielle CERNA
le CERNA est le laboratoire d'économie industrielle de l'Ecole des Mines de Paris. L'économie industrielle étudie la dynamique des entreprises et des marchés, ainsi que l'action publique sur cette dynamique.

Centre d'Etudes des Techniques Financières et d'Ingénierie (CETFI) :
6 grandes orientations :

* Analyse financière de la firme : Analyse et stratégie des groupes industriels et financiers.
* Marchés boursiers
* Théorie et gestion de la banque : Modélisation micro-économique de la gestion bancaire.
* Gestion de patrimoine Finance internationale : Multinationalisation.
*Finance et management : Théorie des organisations, politique générale et stratégie financière des organisations bancaires et non bancaires.

Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED)
Le CIRED a été fondé en 1973 par le professeur Ignacy Sachs pour étudier les tensions entre environnement, gestion à long terme des ressources naturelles et développement économique. Il s'attacha, durant les années soixante-dix, à l'élaboration de

la problématique de l'écodéveloppement qui vise à résorber et prévenir ces tensions par un jeu sur trois groupes de variables : les styles de consommation, les choix technologiques et l'aménagement de l'espace. Aujourd'hui les thèmes traités couvrent de nombreux domaines de l'économie et de la gestion de l'environnement. Rendez-vous en rubrique "Recherches" pour en savoir davantage sur ces thèmes...
Le CIRED est dirigé depuis 1987 par Jean-Charles Hourcade. Il dépend de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (l'EHESS), et est associé au Centre National de la Recherche Scientifique (le CNRS- UMR 8568).

Centre de Recherche en Epistémologie Appliquée de l'Ecole Polytechnique (CREA)
1.Ses recherches sont centrées sur les différents aspects des sciences cognitives
2.Ses recherches sont théoriques au double sens de modélisation mathématique et de réflexion épistémologique.
3.Ses recherches sont polyscientifiques au sens où leur interdisciplinarité est intrinsèque et endogène, imposée par la nature même des structures cognitives comme structures symboliques abstraites descriptibles dans des langages formels appropriés mais émergeant de processus dynamiques sous-jacents complexes, de nature physique, biochimique, neuronale.

Centre de Recherche en Économie et Statistique (CREST)

Le Département et Laboratoire d'Economie Théorique et Appliquée (DELTA)
Unité mixte de recherche résulte du regroupement en 1988 du Centre d'Économie Quantitative et Comparative de l'EHESS (UA 040928) et duLaboratoire d'Economie Politique de l'ENS (LA 040055). Placé sous la triple tutelle du CNRS, de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole des hautes études ensciences sociales, le laboratoire est né d'une ambition d'intégrer activités de recherche et enseignement doctoral

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Marseille) :
Ce serveur est intéressant car il abrite entre autre le serveur du **Greqam** de Marseille. Nous pouvons retrouver sur celui ci une rubrique sur les ressources pour économistes dans laquelle sont répertoriés les grands instituts de recherche internationaux.

Groupe d'Analyse et de Théorie Economique (GATE)
Analyse des phénomènes économiques contemporains étudiés au travers de quatre axes :

* micro-économie du travail et de l'emploi
* économie et finance internationales
* monnaie-finance
* économie industrielle : coordination et apprentissage

Groupe de recherche sur le Risque, l'Information et la Décision (GRID)
École Normale Supérieure de Cachan et centre CNRS
1)Étude expérimentale des décisions individuelles face au risque3. Management des risques financiers technologiques et environnementaux
2. Étude de la rationalité (instrumentale et cognitive) en
situation de risque ou d'incertitude
4. Management stratégique et organisation industrielle

Institut de Droit et Economie de la Firme et de l'Industrie (IDEFI)

L'Institut d'Economie et de Politique de l'Energie (IEPE, Grenoble) :
Ce centre de recherche est centré sur l'analyse des dynamiques du secteur énergétique. Il peut être intéressant car on accède à la presse d'EDF, Electicity Journal.

Institut d'économie régionale du Sud-Ouest (IERSO)

Institut de Recherche Economique sur la Production et le Développement (IREPD, Grenoble).
Les travaux de recherche sont consacrés aux transformations de l'organisation industrielle dans et entre les firmes.

Institut de Sciences Mathématiques et Économiques Appliquées (ISMEA)

Laboratoire d'Analyse et de Techniques Économiques (LATEC)
Differents thèmes de recherche sont étudiés dont : l'Economie spatiale, régionale et des ressources naturelles, Finance et contrôle organisationnel,l' Econométrie et mathématiques appliquées,l' Economie industrielle, la Macroéconomie monétaire, La théorie économique des phénomènes politiques et la méthodologie économique, L'économie sociale et de la culture.

Laboratoire d'Economie Experimentale de Strasbourg (LEES) :

Laboratoire d'Economie des Transports (LET, Lyon) :
Le LET est rattaché à l'Université de Lumière-Lyon2, à l'Ecole Nationale des travaux publics de l'Etat et au CNRS. Ce serveur nous permet d'accéder au serveur de la Conférence Européénne des Ministres des Transports (CEMT).

THéorie Economique, Modélisation et Applications (THEMA)
Les activités scientifiques du THEMA ont été organisées autour de sept programmes. Les domaines de spécialisation initiaux du laboratoire centrés autour de l'analyse microéconomique sont restés des champs privilégiés de la recherche au THEMA : économie publique, théorie des jeux, théorie des contrats, économie industrielle, économie de l'assurance, finance, microéconométrie. D'autres domaines prennent cependant une importance croissante dans notre projet scientifique, et tout particulièrement la macroéconomie et la macroéconométrie.

Les serveurs spécialisés

Thèorie des jeux :
Centre Interuniversitaire de la Théorie des Jeux (CITG)
http://fismat.dima.unige.it/citg/citg.htm

Evolutionary Game Theory (MIT Press, Boston, USA)
http://www-mitpress.mit.edu/

International Journal of Game Theory
http://www-mitpress.mit.edu/

Finance
Le site de la Société des Bourses Françaises.
http://www.bourse-de-paris.fr

Serveurs pour tout savoir sur la banque et la finance.
http://www.qualisteam.com/
http://www.imaginet.fr/omnium/som.html
University of Texas
http://kiwiclub.bus.utexas.edu
Université du Mainz (Allemagne) : http://fin.bwl.uni-mainz.de

Les serveurs étrangers

Ce qu'on trouve de mieux sur Internet est sans aucun doute la base de données NETEC (Manchester,UK). Ce serveur comprend 3 parties : BIBEC, WOPEC et WEBEC.
Bibec est une base de données bibliographique comprenant 40 000 working papers venant de 250 laboratoires ou instituts internationaux comme par exemple le CEPREMAP (R. Boyer,Paris), le CEPR (M. Aoki, Stanford Université), l'Université de Berkeley en Californie, l'Université de Louvain, le Gremaq (J.J Laffont, Université de Toulouse),....
Wopec est donc une partie de Netec qui collecte l'information bibliographique sur des working papers en économie disponibles sur Internet. Cela concerne donc des working papers electroniques.
Webec, par contre, s'occupe de regrouper l'information concernant des working papers papiers. Ce "serveur base de données" fait un effort de classification pour améliorer la disponibilité de l'information économique sur WWW.
Working Paper Archive (WPA, Whashington, USA) : Ces archives électroniques élaborées par Larry Blume de Cornell Université et Bob Parks du Département Economique de l'Université de Washington à St Louis, sont classés en 21 thèmes. Il est possible de les récupérer par ftp.
Brookings Institution (Washington,USA) : U.S Department of Agriculture Economic Research Service (Cornell, USA). fttp://usda.mannlib.cornell.edu European University Institute (IUE, Florence,IT). http://www.iue.it Institute for International Economics (IIE,Washington, USA) . http://www.iie.com MERIT (Maastricht, NL). http://meritbbs.rulimburg.nl Merit est un institut de recherche universitaire basé à la faculté des Sciences Economiques de l'Université de Limburg à Maastricht. C'est un laboratoire qui est spécialisé dans l'économie de l'innovation et du changement technique. National Bureau of Economic Research (NBER, Massachusetts, USA). http://nber.harvard.edu

http://www.economics.harvard.edu
Ce vaste site permet d'explorer les différents visages de l'économie. On trouve des articles de nombreux professeurs, nombre d'informations sur l'économie internationale ainsi que des publications du Harvard Institute of International Development. A la Harvard Business School (HBS) se trouvent toutes sortes d'informations sur la vie des entreprises, la nouvelle et l'ancienne économie. Et de nombreuses case-studies, ces études centrées sur une entreprise, qui ont fait la spécialité de HBS. On y trouve des textes de la célèbre HBSReview.

© Université Toulouse 1 Sciences Sociales
Place Anatole France - 31042 Toulouse cedex - France
http://www.univ-tlse1.fr

Texte 4

Territoires et économie sociale et solidaire : une mise en perspective par Gabriel Colletis LEREPS/GRES (Université de Toulouse 1), Patrick Gianfaldoni CEFI (Université de la Méditerranée) et PRATIC – CRIC (Université d'Avignon) et Nadine Richez-Battesti CEFI (Université Méditerranée)Résumé Colletis, Gianfaldoni, Richez-Battesti

A - Le territoire : un objet de recherche économique contemporain

La problématique du territoire ne s'est échafaudée dans sa formulation générale actuelle que très progressivement, en marge de l'analyse économique. Cette construction a supposé que l'image du territoire se distingue de celle de l'espace et s'affranchisse de la question des coûts. Avec la redécouverte d'un ouvrage de Marshall (1879), le territoire est redevenu un objet de recherche pour les économistes. Jusque là, il se confondait avec l'espace dans le domaine de la **science régionale**.

Les approches économiques contemporaines du territoire

L'école allemande de la localisation est la première à proposer une **construction conceptuelle de l'espace** : localisation des activités agricoles tout d'abord, localisation industrielle par la suite, théorie générale de la localisation enfin dans une perspective inspirée de la théorie de l'équilibre général et en vue d'identifier les déterminants de la localisation " optimale " des activités, Colletis-Wahl (1994).

La redécouverte des "districts industriels" évoqués par Marshall[14] est dûe à Beccatini (1979). Il introduit la question de la polarisation ("les secrets sont dans l'air"). L'accumulation lui parait être à l'origine du développement de certaines industries dans certains lieux (plutôt urbains) désignés par le terme de "districts", elle porte moins sur une disponibilité de matières premières ou sur du capital matériel, que sur des savoir-faire, tacites ou non codifiés, qui se transmettent par l'observation d'une génération à l'autre. La porte conceptuelle est ouverte sur la question du territoire : les dimensions hors coûts et non spécifiquement marchandes. Elle débouche sur la double question de **l'innovation** et de **l'apprentissage**.

Les "**milieux innovateurs**" est un courant initié par Aydalot (1984). A travers différents programmes de recherche développés du milieu des années 80 à nos jours, les "milieux" ont été abordés dans une perspective techno-productive, socio-économique et institutionnelle, culturelle et patrimoniale [15].

Les "systèmes productifs localisés" et, dans une acception proche, **les " systèmes localisés d'innovation "** constituent une forme originale d'organisation industrielle pour laquelle **le territoire est une "variable active"** : division forte du travail entre entreprises, caractère diffus de l'industrialisation, importance de la flexibilité et des économies d'agglomération, importance des régulations locales à travers le jeu combiné du marché et des mécanismes de réciprocité et de solidarité (Colletis, Courlet, Pecqueur,1992).
Citons les travaux sur **les "technopoles"**, qui associent innovation et **dynamiques urbaines** [16], ainsi que ceux sur les **"districts technologiques"** [17] qui articulent territoire et création de technologie en insistant sur la question de l'information et de la connaissance.

Le courant des économistes de la proximité, Bellet, Colletis, Lung (1993) repose sur 4 propositions : l'analyse est centrée sur la sphère productive et **la création de ressources** ; une place majeure est accordée à **l'histoire** dans l'analyse ; l'émergence des territoires se fonde sur **un processus d'apprentissage collectif** ; les rapports privilégiés sont par essence **hors marché**.

Le courant "régulationniste" et l'approche RST (Boyer, Aglietta, Orléan) a comme projet d'appréhender la question de la diversité des processus productifs et d'intégrer l'espace dans une perspective qui, sauf Lipietz [18], l'aura assimilé à la question de la diversité des capitalismes nationaux : les dimensions sectorielles tout d'abord, puis territoriales de cette diversité.

---

[14] Pour une synthèse de travaux sur les districts industriels, se reporter à Benko G., Dunford M. et Heurley J."Districts industriels : vingt ans de recherche", *Espace et Sociétés*, n°88/89, 1997, L'Harmattan ; ou encore à Beccatini G., Bellandi M., Dei Ottati G. et Sforzi F. "From Industrial Districts to Local Development. An Itinerary of Research", Edward Elgar Publishing, 2003, Cheltenham, UK.

[15] De nombreux travaux sur les "milieux innovateurs" ont été développés à Neuchâtel (Suisse) au sein de l'Institut de Recherches Economiques et Régionales (IRER).

[16] Parmi les auteurs s'inscrivant dans cette approche, très orientée vers certaines pratiques de développement local, notons M. Quéré M. ou l'ouvrage de Ch. Longhi et J. Spindler (2000), "Le développement local", L.G.D.J.

[17] Citons Ch. Antonelli (1986), "Technological Districts and Regional Innovation Capacity", *Revue d'Economie régionale et urbaine*, n° 3; ou encore G. Colletis (1992), "Eléments de caractérisation du district technologique", Colloque "Industrie et territoire. Les systèmes productifs localisés", Grenoble.
8 Voir à ce sujet l'ouvrage de A. Torre et A. Rallet (1995), *Economie industrielle et économie spatiale*, Paris, Economica.

[18] A. Lipietz (1977), Le capital et son espace, Paris, Maspero.

Problématiser le territoire

L'endogénéisation du territoire. La représentation du territoire la plus féconde est celle d'un territoire "révélé" lors de la résolution d'un "problème"(Colletis et Pecqueur, 1993). Pour qu'il y ait territoire, trois proximités doivent être combinées : spatiale, organisationnelle, et institutionnelle.
La proximité institutionnelle est parfois refusée par les économistes qui préfèrent raisonner avec d'autres référents théoriques inspirés par l'économie des conventions, et plus fréquemment par l'économie des interactions[19].

L'ancrage (Colletis, Gilly, Pecqueur, Perrat et Zimmerman, 1997 ; Colletis et Rychen, 2004) distingue deux configurations polaires :

- **la localisation** (l'avantage comparatif est fondé sur les prix)
- **la "territorialisation"** (suggèrant que la firme est capable et a intérêt à tisser des liens avec d'autres acteurs, liens marchands et non marchands : Liens de proximité dans un même espace, fondés sur une proximité organisationnelle et surtout institutionnelle ; liens résultant de la production de normes, de règles, voire de représentations et de valeurs communes ; résolution de problèmes "inédits", mobilisant des savoir faire et des compétences tacites ou non codifiées.

La viabilité du territoire suppose sa capacité à créer et redéployer des ressources, avec trois modes : : l'agglomération, la spécialisation, et la spécification. Cette dernière se distingue de la spécialisation car elle est fondée sur des compétences redéployables, dépendantes des liens institutionnels qui lient les acteurs entre eux (partage de valeurs et de représentations).

Le rôle des acteurs publics dans la mise en œuvre de **stratégies d'ancrage :** production de confiance, identification et attraction de compétences potentiellement complémentaires. Ce qui renvoie en amont à une compétence ou une légitimité agrégée : celle d'un **acteur d'intermédiation**[20].

Le patrimoine territorial est « constitué par la mémoire de situations de coordination antérieures réussies, la confiance entre les acteurs qui en est le résultat, des ressources cognitives spécifiques virtuellement complémentaires, susceptibles d'être combinées pour résoudre des problèmes productifs à venir » (Colletis et Pecqueur, 2004). La notion de patrimoine, se différencie donc de celle de "capital" (Barrère, Barthélemy, Nieddu et Vivien, 2005).

L'articulation des espaces de gouvernance : Plutôt que d'employer le terme "d'emboîtement", celui "d'enchevêtrement" est mieux approprié pour qualifier les situations d'interdépendance ou de recouvrement de territoires dont la géométrie n'est pas donnée à l'avance. Le local est une composante du global et non une de ses sous-parties. Le global n'est pas exogène, ne s'impose pas de l'extérieur à un local qui n'aurait d'autre choix que celui de s'adapter. La représentation ici suggérée n'est pas sans incidence sur la façon de penser les politiques publiques et les configurations de gouvernance locale. Elle entretient des relations directes avec les recherches et les dynamiques en cours dans le champ de l'économie sociale et solidaire.

B - Territoires et économie sociale et solidaire

La gouvernance territoriale

La gouvernance des organisations s'intéresse à **la répartition du pouvoir** dans une approche microéconomique, et à la prise de décision dans le cadre d'un **modèle stakeholder** (prise en compte d'un ensemble large de parties prenantes).

L'axe sur les politiques publiques met au cœur de l'analyse l'acteur public et ses stratégies, notamment partenariales, les coopérations multi-niveaux, les modes de régulation et le régime de gouvernance.

La gouvernance mondiale ou encore la gouvernance globale se préoccupe des relations entre régulation étatique et mondialisation économique.

2 Les territoires cognitif et axiologique

La référence commune permettant la coordination ne peut être réduite à une accumulation de connaissance commune mais doit intégrer des représentations sociales communes (opinions, croyances). Les catégories de

[19] « La confiance » (Dupuy et Torre, 2004), « la rationalité située » ou encore « levoisinage » (Vicente, 2004) ; « les "encastrements et découplages » et le rôle-clé des réseaux sociaux et autres cercles d'appartenance (Grossetti et Bès, 2003).

[20] Situation de "gouvernance locale", Gilly, Leroux et Wallet, 2004.

confiance et de capital cognitif sont essentielles pour appréhender les **réseaux d'acteurs** ; la légitimation idéologique oblige à des pratiques discursives et de travail se référant aux **méta-valeurs de l'utilité sociale**, de **l'intérêt général et collectif**.

Les processus cognitifs : sont à la conjonction de l'espace commun abstrait construit par des groupes et d'un espace physique (Pecqueur et Zimmermann, 2004). Deux idées fortes en découlent : **l'ancrage territorial**, à travers la proximité géographique, participe largement à l'approfondissement de processus cognitifs et à la durabilité/stabilité des relations de coordination entre acteurs ; la frontière caractérisant une rationalité contextuelle et un groupe d'agents situés délimite un **espace de proximité institutionnelle ou organisée**.

Granovetter (1985) propose une analyse en termes d' « encastrement » (*Embeddedness*) : toute activité productive et économique repose à la fois sur de « la confiance interpersonnelle nécessaire à la délégation de l'autorité » et sur « une affiliation sociale créant les conditions d'une limitation des revendications socio-économiques et de l'acceptation de conventions d'effort ». Reposant sur l'identité socio-politique, la culture syndicale de la participation, l'homogénéité communautaire, des relations interpersonnelles fondant la confiance sur de la réciprocité établie par la répétition des actions, enchevêtrement des engagements (Dupuy et Torre, 2004). Ces appartenances se traduisent dans des pratiques ordinaires, des expériences vécues, des apprentissages concrets construisant les **règles de la coopération** (Eme,2005) ; préalables à l'action collective en vue de la production de biens publics ou à caractère d'intérêt général et aux interfaces de médiation entre société civile et puissance publique (Enjolras, 2005).

Des croyances collectives partagées ou des croyances sociales ?
Des valeurs relevant de l'intérêt collectif et de l'intérêt général présideraient aux choix rationnels, aux règles d'organisation, aux services rendus Parodi (2005*)*. La polysémie du terme solidarité peut déboucher sur des interprétations théoriques distinctes.
Les tensions pèsent sur l'intérêt général et sont d'autant plus prononcées que les réseaux sont constitués de partenaires publics et privés sans but lucratif ; que l'utilitarisme social peut conduire à une dispersion des valeurs et à une perte de finalité ; qu'il peut être battu en brèche par la conformation à des modèles de gestion, de management et de professionnalisation, allant à l'encontre des valeurs qui fondent leur **territoire axiologique**, les valeurs solidaires et démocratiques

Conclusion

Le projet collectif est l'essence même de l'émergence de toute expérience d'ESS.
Restent en suspens les questions relatives

- aux formes d'**institutionnalisation** de ces expériences ;
- à leur **reproductibilité** dans le temps et dans l'espace ;
- à leur **contribution durable au développement d'un patrimoine territorial**.

A ce stade, deux traits distinctifs :

- La part et le rôle accordé au projet varient souvent en fonction du degré d'institutionnalisation d'une OESS : de moteur de l'action collective et façonneur des pratiques, il peut se limiter au discours et à l'incantation.
- Les formes que prennent les pratiques démocratiques se déclinent en interne et en externe et interrogent les **modalités de la participation** d'un côté et **les modalités de la représentation** de l'autre. Elles concernent les manières de prendre des décisions, de répondre aux nouveaux besoins et enjeux, de produire l'intérêt général. `

A l'aune de ces deux dimensions, on pourrait ainsi tracer les trajectoires de projet de développement dans le cadre d'une économie plurielle et de ce que Desroche appelait « **les utopies pratiquées** ».

Territoires et economie sociale et solidaire : une mise en perspective par Gabriel Colletis LEREPS/GRES (Université de Toulouse 1), Patrick Gianfaldoni CEFI (Université de la Méditerranée) et PRATIC – CRIC (Université d'Avignon) et Nadine Richez-Battesti CEFI (Université Méditerranée)

Résumé de l'intervention (Marseille 11 et 12 mai 2005) par Martine Théveniaut
5èmes rencontres inter-universitaires d'économie sociale et solidaire : « ESS et territoires ».

Texte 5

Quel « tournant territorial » de l'économie mondiale globalisée ? Bernard PECQUEUR Institut de Géographie Alpine, Université Joseph Fourier, Grenoble, France

Après la crise du fordisme, une longue période d'après crise se décante aujourd'hui. Elle replace l'activité dans un contexte d'économie cognitive (B. Walliser 2000)[21] où les processus de construction des ressources cognitives par les acteurs prennent une place prépondérante. Des analyses de l'évolution du capitalisme parlent d'émergence d'un modèle dialectique local/global Cohen (2004)[22].
Son hypothèse : le local n'est plus seulement un lieu légitimé d'action économique, mais plus encore un niveau crucial d'adaptation au global, une modalité centrale de la régulation du capitalisme contemporain.

Dans les faits empiriques, la régulation par le local s'opère et prend une place croissante dans les modes d'organisation de la production.

L'exaspération du nomadisme des firmes questionne les territoires d'ancienne prospérité devenus incapables de rivaliser avec ces nouveaux « territoires du faible coût de production ». L'observation rétrospective des tissus économiques des pays d'ancienne industrie (finalement les autres aussi) montre l'existence de formes d'organisation de type territorial très nombreuses et très efficientes.

Les italiens (G. Beccattini 1979)[23] font redécouvrir au monde les « districts industriels » : « une entité socio-territoriale caractérisée par la présence active d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et historique donné il tend à y avoir osmose parfaite entre communauté locale et entreprises » : Caractéristiques : Une remarquable capacité d'adaptation et une réactivité aux mouvements du marché dans un monde globalisé. Il faut relativiser l'ampleur du mouvement au regard de l'imaginaire de la mondialisation qui amplifie la perception du phénomène très au delà de sa réalité. (Courlet, Pecqueur, 1992)[24]. Les DI consacrent la rencontre des firmes et des hommes sur un espace concret.

Le GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs) en filiation avec les travaux pionniers de Ph. Aydalot (1986)[25] illustre les modalités territoriales du processus de l'innovation : Un glissement de la figure isolée de l'entrepreneur (vertu nécessaire mais non expliquée) au « milieu » entrepreneur et donc innovateur. Le « milieu », (difficilement traduisible en anglais, signe de la spécificité de la notion) exprime la dynamique territorialisée du changement.

Plus globalement, le SPL (Système Productif Localisé) propose une généralisation des situations du district dans laquelle on trouve deux types de coordination des acteurs : le marché et la réciprocité (Courlet 2001)[26] qui constituent deux systèmes d'échange intriqués l'un dans l'autre.

Dans le recensement des formes d'organisation spatiale dans la proximité des producteurs, on trouve également les SYAL (SYstèmes Agroalimentaires Localisés). qui sont définis comme : « des organisations de production et de services (unités de production agricoles, entreprises agro-alimentaires, commerciales, de service, de restauration,...) associées de par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique » (CIRAD-Sar 1996)[27].
Plus qu'une simple application du SPL, le SYAL démontre que la territorialisation de la production ne se limite pas à l'industrie traditionnelle ou à celle de l'innovation (rôle identitaire particulier des biens alimentaires ; matière première vivante, par nature saisonnière ; lien avec les caractéristiques du milieu et la gestion des ressources naturelles).

La forme SYAL peut prendre également un tour beaucoup plus complexe lorsque les territoires produisent plusieurs biens et services (notamment touristiques) qui en se combinant créent une offre composite particulière au lieu. On est alors en présence d'un modèle dit du « panier de biens » (B. Pecqueur 2001)[28] qui reflète la constitution d'une offre de biens et services co-construite par l'interaction entre offreurs et demandeurs dans laquelle ces derniers jouent un rôle très actif. La combinaison complexe de divers éléments fait exister des « éco-systèmes sociétaux »

---

[21] Walliser B. (2000) : *L'économie cognitive*, éditions O. Jacob, 258p.

[22] Cohen D. (2004) : La mondialisation et ses ennemis, Grasset, Paris, 264 pages.

[23] Becattini G. (1979) : Dal settore industriale al distretto industriale, *Rivista di Economia e* Politica Industriale, vol2, pp. 7-21.

[24] Courlet C. et Pecqueur B. (1992) : *Les systèmes industrialisés localisés en France : un nouveau modèle de développement*, in G. Benko et A. Lipietz (1992) : *Les régions qui gagnent*, Presses Universitaires de France.

[25] Aydalot Ph. (1986) : *Milieux innovateurs en Europe*, Paris GREMI, Economica.

[26] Courlet C. (2001) : *Territoires et régions, les grands oubliés du développement économique*, l'Harmattan, 133 pages.

[27] CIRAD-Sar (1996) : *Systèmes agroalimentaires localisés : organisations, innovations et développement local* ; Montpellier, rapport CIRAD. On lira également avec intérêt une illustration systématique pour l'agriculture andine dans le cas des fromageries de Cajamarca au Pérou, dans la thèse de F. Boucher (2004) dirigée par D. Requier-Desjardins (université Versailles-Saint Quentin en Yvelines).

[28] Pecqueur B. (2001). Qualité et développement territorial : l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés, *Economie Rurale*, N° 261, janvier-février, pp. 37- 49.

dans lesquels se coordonnent des éléments de proximité géographique d'abord et de proximité organisationnelle ensuite. Ces systèmes empruntent à la sphère de l'homme (facteurs technico-économico-anthropiques) et à la sphère de la nature (facteurs éco-climato-pédologiques). Ce ne sont pas seulement les produits et les services qui se vendent localement, mais, à travers les contributions de tous les acteurs (y compris les acteurs publics) et l'intégration des aménités environnementales (paysages, climats, etc.), *c'est le territoire lui-même qui est le produit vendu*, c'est lui qui constitue l'offre composite. Ainsi, l'avantage qui peut se dégager de ce passage de la somme des produits locaux à la production territoriale, constitue un effet de rente dite « de qualité territoriale » (A. Mollard 2001)[29].

La littérature anglo-saxonne a développé également cette jonction entre espace local et développement. P. Krugman (1995)[30] propose l'idée d'externalité locale (« localexternal economies »). Ces externalités se concrétise par des « clusters »: « a cluster is a geographically proximate group of interconnected companies and associated institutions in a particular field, linked by commonalities and complementarities. The geographic scope of a cluster can range from a single city or state to a country or even a group of neighboring countries » M. Porter (2000)[31].
Stöhr, un des pionniers du développement « from below » (« par en bas ») a proposé récemment une rétrospective et une actualisation des travaux notamment vis à vis des expériences du Sud (W. Stôhr, 2003) [32]. D. Mac Cormick (2003)[33] s'interroge sur l'opportunité de favoriser les clusters industriels en Afrique. La notion de cluster reste relativement floue et s'applique à des échelles d'espace très variables.

Les invariants de ces formes d'organisation territoriale

La société et la communauté sont en osmose (on fait là une référence explicite aux catégories de F. Töennies). . L'économie territoriale illustre la porosité du rapport marchand vis à vis du reste des relations sociales, ce qui annonce la notion d'ancrage territorial.
Le fonctionnement et l'organisation des systèmes locaux de production sont également marqués par **l'historicité et la mémoire collective**. En effet, une caractéristique essentielle de ces systèmes est la construction sociale d'un capital cognitif collectif. Pour G. di Méo (2001)[34], le territoire est à la fois un espace social et un espace vécu. Sa connaissance passe par l'écoute des acteurs par la prise en compte de leurs pratiques, de leurs représentations et de leurs imaginaires spatiaux". Au-delà d'un capitalisme lié aux rationalités individuelles régulées par le marché, il existe aussi des espaces peuplés d'acteurs économiques et qui interagissent avec les conditions de mise en marché.
La modalité marchande n'est pas la seule dans l'ordre de la coordination, ilexiste aussi au sein du territoire, **des relations de réciprocité**. L'agent qui s'insère dans un système de réciprocité doit pouvoir compter sur le maintien dans le temps de son identité vis à vis d'un ensemble plus complexe : le métier, la famille, la communauté, le groupe social voire le territoire (dans sa définition de construit d'acteurs). La réciprocité s'enracine dans l'identité sociale de l'agent. Cela suppose que ce sentiment d'identification soit suffisamment répandu au niveau de l'environnement de proximité de cet agent. La réciprocité est constitutive du processus de territorialisation.
L**e territoire comme dispositifd'innovation**. Ainsi, le rôle croissant des « clusters technologiques » dans la création de l'innovation montre que les conditions de différenciation de la production sont aujourd'hui favorables au développement d'une forme proprement territoriale de l'innovation, moteur essentiel de la croissance.N. Massard et A. Torre (2004)[35] montrent que l'innovation territoriale résulte d'un double effet la concentration et la proximité. Ces deux effets se combinent différemment suivant les contextes locaux. Capacités locales d'absorption des externalités, taille des firmes, relations intra ou inter branches, mode de gouvernance institutionnelle, sont autant de variables qui permettent plus ou moins le jeu des proximités et concentrations géographiques. « L'innovation est un construit social reposant sur des processus et des interrelations sociales et territoriales qui interviennent à tous les niveaux ». Les géographes de l'UQAM (J.M. Fontan, J.L. Klein et D.G.Tremblay 2004)[36] donnent un statut spatialisé au processus de l'innovation en défendant l'hypothèse selon laquelle « l'innovation est conditionnée par un contexte social (...) on est alors en mesure de parler de l'existence d'un ensemble de systèmes d'innovation sociale appartenant à des espaces géographiques allant de l'espace mondial à l'espace local... ». On est en présence d'une dynamique « enchassée dans le local et le global ».

Les conditions sont réunies pour penser le changement en incluant la dimension territoriale comme variable critique. Principales caractéristiques de la dynamique territoriale telle qu'elle émerge aujourd'hui (genèse, processus,…).

---

[29] Mollard A. (2001).- "Qualité et développement territorial : une grille d'analyse théorique à partir de la rente ".- *Economie rurale*, N° 263, mai-juin, pp. 16-34

[30] Krugman P. (1995) : *Development, Geography and Economic Theory*, MIT Press, Cambridge, 117 pages.

[31] Krugman P. (1995) : *Development, Geography and Economic Theory*, MIT Press, Cambridge, 117 pages.

[32] Stöhr W. (2003) *: Le développement from below vingt ans plus tard*, in J. M. Fontan, J.L. Klein et C. Lévesque : *Reconversion économique et développement territorial*, Presses Universitaires du Québec), pp. 119-143.

[33] Mac Cormick D. (2003) : *Faut il favoriser les clusters industriels en Afrique?* ; Le Courrier ACP-UE, n°196, janvier-février.

[34] Di Meo G. (2001) : *Géographie sociale et territoire*, éd. Nathan Université, 273 pages.

[35] Massard N. et Torre A. (2004) : *Proximité géographique et innovation*, in Pecqueur B. et Zimmermann J.B. : *Economie de proximités*, Hermes-Lavoisier, 264 pages.

[36] Fontan J.M., Klein J.L. et Lévesque B. éditeurs (2003) : Reconversion économique et développement territorial, 340 pages.

De l'avantage comparatif à l'« avantage différenciatif »

Les cadres de l'échange sont de moins en moins les Etats-Nations mais plutôt les « régions » au sens d'A. Scott (2001)[37], c'est à dire des configurations agglomérées de grande taille, construites et non données. Ce constat remet en cause le modèle type ricardien de l'échange international à base d'« avantages comparatifs ». Lorsque les producteurs de chaussures du choletais disaient que leurs concurrents d'Asie du Sud-Est mettaient leurs chaussures sur le marché français au prix où ils achetaient le cuir, on atteint là les limites de la comparabilité. la sortie du problème consiste à différencier le produit pour qu'il devienne « spécifique » et donc échappe à la concurrence.

Les fabricants du choletais ont donc cherché tout d'abord à monter en gamme pour permettre une augmentation des prix, puis dans un second temps à maîtriser la mode en amont du produit afin de faire ainsi un produit différent de la chaussure standard importée. Il s'agit là d'un processus de spécification qui existe par exemple dans les productions agro-alimentaires avec le phénomène des AOC (« Appellation d'Origine Contrôlée ») ou encore avec le tourisme et l'économie culturelle (B. Pecqueur 2004)[38]. Il s'agit donc pour les territoires non plus de se spécialiser dans un schéma comparatif mais plutôt d'échapper aux lois de la concurrence lorsqu'elles sont impossibles à suivre en visant la production pour laquelle ils seraient (dans l'idéal) en situation de monopole. Un tel type de comportement remet en cause le découpage par systèmes productifs nationaux (espaces donnés) puisque les initiatives ne résultent pas d'une politique centralisée à l'échelle d'un Etat-Nation mais de groupes d'acteurs mobilisés pour résoudre un problème productif.

De l'actif à la ressource[39] : vers un amont de la production

En premier lieu, le territoire n'est pas seulement un espace donné postulé et prédécoupé sur lequel se déroule des dynamiques spécifiques sous l'égide des autorités locales (« local authorities » au sens de la littérature anglo-saxonne, c'est à dire, ici, les collectivités territoriales issues de ladécentralisation), il est aussi et peut être surtout le résultat d'un processus de construction et de délimitation par les acteurs ; Un tel processus est éminemment géographique.

En second lieu, la valorisation de l'activité économique par les dynamiques territoriales implique un amont des inputs (actifs qui sont utilisés pour entrer dans la réalisation des produits) que nous nommerons « ressources territoriales » et qui fait l'objet de débat sur sa nature « patrimoniale ».Les acteurs se regroupent par groupes en fonction des problèmes productifs qu'ils ont à résoudre à une échelle méso-économique qui n'est donc ni l'individu ni le tout. Ces groupes d'acteurs peuvent avoir des mobiles et des processus très divers pour se regrouper en vue d'un avantage dont chaque membre serait bénéficiaire (groupe de pression, syndicat, entreprise,...). L'observation empirique des modes d'organisation des institutions économiques, montre que ce sont les stratégies de coalition entre différents groupes autour d'une question productive qui est agissante. Ainsi, l'approche méso-économique de l'espace économique constitue-t-elle l'analyse des dynamiques de construction d'un «dedans » par rapport à un «dehors». Le territoire va résulter de ce processus de discrimination. Un territoire peut donc être provisoire et incomplet. Il est la conjonction de l'espace commun abstrait construit par des groupes et d'un espace physique lorsque ce dernier contribue à l'élaboration de la ressource qui fonde le « dedans » par rapport au « dehors ». Le processus de discrimination (à l'instar du « search » d'H. Simon) agit comme un filtre cognitif qui permet de limiter autant que possible l'incertitude radicale subie par chaque individu.

Si l'existence du territoire suppose une construction historique longue de la part des acteurs, cela signifie que les externalités territoriales créées par les acteurs résultent d'un processus amont dans un monde non marchand. C'est le sens d'une distinction cruciale entre ressource et actif (G. Colletis et B. Pecqueur 1993)[40]. L'actif est un facteur « en activité » c'est à dire valorisé sur le marché. La ressource constitue une réserve, un potentiel latent voire virtuel qui peut se transformer en actif si les conditions de production ou de création de technologie le permettent.

En guise de conclusion

Les caractéristiques du modèle de la production territorialisée nous mènent à l'instauration d'un rapport local/global renouvelé autour de l'articulation complexe entre l'ancrage et l'a-spatialité de la production.Le territoire devient un espace central de coordination entre les acteurs cherchant à résoudre des problèmes productifs inédits. On est alors en présence d'une double combinaison entre activité ancrée et activité nomade des firmes. Deux modèles productifs encastrés apparaissent et cohabitent en fonction du type de combinaison noué entre la proximité organisationnelle et la proximité géographique montrant ainsi l'irruption claire de la variable territoriale dans l'organisation du capitalisme contemporain. Au fond, *le développement territorial ce sont les acteurs (les populations ancrées dans des espaces physiques)* qui se réapproprient l'action de produire sous la contrainte du consommateur. Cette réappropriation se fait au détriment du primat de la firme qui cesse alors d'être l'acteur premier pour ne devenir que la résultante de ces initiatives. Les conditions favorables à ce retournement émergent massivement mais restent

[37] Scott A. (2001) Les régions et l'économie mondiale, l'Harmattan, 187 pages.

[38] Pecqueur B. (2004) : Vers une géographie économique et culturelle autour de la notion de territoire, Géographie et Culture.

[39] Des économistes de l'université de Reims autour, notamment, de C. Barrère et M. Nieddu développent à propos de ressource, la notion de patrimoine, catégorie inédite en économie. Ils en cherchent le statut et l'origine. On lira en particulier le dossier : « patrimoines, ordres et développement du capitalisme » dans la revue Géographie, Economie, Société, vol. 6, n°3, juillet-septembre 2004.

[40] Colletis G. et Pecqueur B. (1993) : Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes vers de nouvelles rencontres productives?, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°3, pp. 489-508.

provisoires, à éclipses et conservent une forme d'aléatoire. Il n'en reste pas moins que le tournant territorial est en train de façonner les formes à venir du capitalisme contemporain.

Résumé de l'intervention de B. Pequeur (Marseille 11 et 12 mai 2005) par Martine Théveniaut
5èmes rencontres inter-universitaires d'économie sociale et solidaire : « ESS et territoires ».
bernard.pecqueur@ujf-grenoble.fr

Texte 6

« Rendre les recompositions spatiales adéquates à des dynamiques de solidarité méconnues »
Jean-Claude Diébolt

Le GREGUM du Mans est un laboratoire de recherche et un réseau d'acteurs (l'association CHEMINEMENTS) qui cherchent à constituer un Centre de Ressources structurant des analyses appliquées à une base de données sur des réalisations solidaires manquant largement de visibilité.

Les tissus économico-sociaux se recomposent à mesure qu'une recomposition spatiale se diversifie. Faute de culture collective, des dynamiques de novations solidaires, repérables en tous champs d'activités, échappent à l'observation instituée : comment adapter représentations et pratiques sur le territorial aux ressources de démarches solidaires actuelles, en dépassant l'inarticulation entre échelles et un déficit de formation chez les décideurs ?

La variété et la dispersion thématique des recompositions spatiales

Le spatial s'identifie à des territoires, peuplés de lieux actifs et d'endroits conviviaux, indissociables de surfaces et de déplacements, entre ce à quoi les politiques publiques et les gestions privatisées les bornent. Elargir la perspective sur des espaces a pour corollaire de restituer à la notion de solidarité les ambiguïtés qui la traversent quand on la réfère à sa mise en œuvre collective : tandis que des aspects libéraux, corporatistes, communautaristes se consacrent à gérer des transformations spatiales qui décomposent les liens sociaux, une orientation d'économie solidaire innovante fait émerger une utilité collective et humaine transversale aux particularismes des aspects précédents.
Il faut donc envisager comme nouvelles solidarités les actions prospectives économiquement solidaires, différenciables des aménagements sociaux du libéralisme.

Les hypothèses de travail s'appuient sur des initiatives en nombre, méconnues dans la plupart des études sur l'économie solidaire. Elles mettent à jour des perspectives de solidarité économique en décalage par rapport aux canons de la viabilité lucrative et du seul bénévolat.
Plusieurs corrélations se notent alors entre recompositions spatiales et nouvelles solidarités. En répartissant les activités à la source de transformations des espaces sur trente champs, on observe que des restructurations imputables aux sociétés de capitaux s'accompagnent parallèlement de créations impulsées par des entreprises solidaires sur les mêmes situations.

D'autres cas de figure complètent cette relation globale :

- une dissociation radicale entre des démarches gestionnaires et des constructions d'espaces autogérés et co - gérés ;
- une perspective écologiste où économique et social se subordonnent à l'environnemental.

A- Tour d'horizon sur une recomposition spatiale :

Dans les espaces recomposés, la vie quotidienne renvoie à des besoins mal satisfaits, et pourtant aussi basiques que s'alimenter et se vêtir : être socialement intégré exige de se loger, de se déplacer, d'être scolarisé pour mieux partager des cultures communes…

Matériellement, la distribution spatiale des logements et des transports traduit une déstructuration sociale où les exclusions s'accentuent

- *Un locatif tari, en raison d'espaces bouleversés par des spéculations et par des temporalités familiales et professionnelles recomposées*. En réaction, "Habitat et Humanisme", crée des SIRES (Service Immobilier Rural Et Social), outils régionaux voués à optimiser les parcs immobiliers au profit des défavorisés.
- *Des transports paradoxaux sont ralentis faute de stationnements et encombrent l'espace à mesure que les usagers démunis en sont écartés* : Il est significatif que le sigle de la RATP soit détourné pour nommer l'action revendicative d'un «Réseau pour l'Abolition des Transports Payants».

Sur le plan relationnel, ni les services de proximité existants ni l'insertion ne résorbent des distances creusées entre populations et individus

- *Les proximités étendent leurs besoins au-delà des soins et d'une domesticité offerte à domicile ; informatique et information sont requises pour recomposer des espaces habitables :* Il est opportun d'élargir des services de proximité sectorisés, afin qu'ils satisfassent aux besoins primordiaux en information, en communication, en soutien aux activités. Au total, réfléchir sur une portée solidaire et citoyenne des usages privés comme publics des réseaux informatiques, rend attentif à la notion même de réseau. Des connivences, soit communautaristes, soit corporatistes, procédant par groupement affinitaire ou par union d'intérêts privés pénètrent au cœur des groupements solidaires ; elles se démarquent d'une solidarité qui motive une économie humainement novatrice. Ces modalités de relations concernent la question du marchand, concevable comme lucratif ou solidaire, ce que refusent certains SELS, coupant par là le don réciproque du reste de la vie sociale et le ramenant au repli communautariste d'un club de troc…

- *S'intégrer socialement n'est pas réductible à une mobilité professionnelle dont les précarisations déchirent le tissu social :* La proximité implique le champ de l'insertion que les politiques publiques ont fait évoluer dans une double direction : se territorialiser et s'individualiser. Les dispositifs poussent les demandeurs d'emploi à se tourner vers les offres issues de secteurs pénibles, mal payés et déconsidérés, ce qui sacrifie d'autant les chantiers novateurs ; spirale qui aggrave les précarités et les exclusions en méconnaissant des situations extrêmes de non employabilité et en suscitant des travailleurs pauvres. Les Groupements d'Employeurs, comme les Compagnies du Temps Partagé, sont opposables à des Banques du Temps, inspirées par une réduction radicale des inégalités sociales. De même, les essais de Bureaux des Temps initiés par des municipalités sont à examiner dans leurs finalités et leurs résultats, en ce qu'ils renforcent les dépendances salariales. Désormais, seul un entreprendre solidaire original se voue à réduire une fracture rendue structurelle : outre les épiceries solidaires, notons le cas des écrivains publics, sur le modèle de «L'Encre Bleue» à Marseille, dont les 65 membres actifs opèrent des milliers d'interventions. Même si les tentatives émergentes paraissent dérisoires, impuissantes à imposer une humanisation au marché capitaliste, rien n'autorise à prédire leur stagnation ni jusqu'où elles se diffuseront…

B - La dimension des pays dans un développement local recomposé :

Le traditionnel conserve partiellement un potentiel d'attractivité, à ceci près qu'il est cantonné à un rôle subalterne. Toutefois, lorsqu'une actualisation des potentiels d'héritages délaissés est relayée par des politiques labellisant leur valeur ajoutée sociale et technique, ces résurgences artisanales et artistiques génèrent un développement et des richesses. Pensons au Chasse Marée à Douarnenez, que l'on rapprochera des Systèmes Productifs Locaux, avec la coutellerie de Thiers, le jouet dans le Jura, l'optique en Rhône-Alpes…

L'abandon d'un échelon national livre à eux-mêmes des îlots décentralisés

Actuellement, se joue peut-être une partie d'importance, centrée autour de la revendication de démocratie participative : des recompositions de milieux, urbains, semi – urbains, ruraux, s'opèrent-elles au gré de décisions lointaines et externes, qui président aux délocalisations que renforce la décentralisation, ou inaugurent-elles un espace public ouvert aux acteurs locaux ?

- *Une étude comparative de pays indiquerait que les richesses sont fonction de dynamiques d'acteurs soutenus par les élus plus que d'une quantité initiale de ressources :* Un capital culturel et humain s'installe ça et là comme moteur d'économie. La Haute Vallée de l'Aude, en Languedoc-Roussillon, isolée et sous – équipée, tente de compenser son déficit en voies de circulation par une mobilisation d'acteurs autour de potentiels valorisants. Des acquis en densité d'animations –telles que rallyes, festivals, carnavals- peuvent remédier au dénuement en terme d'installations. Si l'on esquisse un parallèle avec le Pays d'Alençon, ce dernier, après l'inventaire de ses trésors architecturaux, conclut au pittoresque de cadres de vie pleins de charme. Toutefois, lister des possibilités d'hébergements ne suffit pas : Réhabiliter un habitat à l'abandon, en vue d'en retirer des lieux d'accueils touristiques –par gîtes, tables d'hôte, fermes auberges- relève d'une dynamique si elle se couple à des émergences d'animations : un maillage remarquable en Pyrénées contraste avec la modestie des installations de proximité ou familiales dans l'Orne et la Sarthe, en correspondance avec les densités opposées d'implantations d'Accueil Paysan. En outre, les stratégies pyrénéennes articulent le patrimoine au tourisme : par « Hébergement rural », un anneau Internet très fourni, et par ARCEP, un organisme d'animation axé sur les valorisations locales.

- *Les rapprochements entre communes et les programmes urbains ont à dépasser des fonctionnalités éclatées en se tournant vers des participations d'acteurs :* La course à une efficacité rentable immédiate sacrifie la ressource humaine ; elle propage insidieusement un gel généralisé dans une animation collective des territoires par fascination des élus envers la figure du chef d'entreprise, de surcroît courtisé en tant que fournisseur d'emplois. Evaluer une richesse économique sur un mode libéral en la mesurant en valeurs boursières, se paie par l'abandon des richesses en co - constructions inventives. Notre étude du Pays d'Alençon, en ce sens, constate que la perspective de pôles est érigée en modèle d'animation locale, conformément à une mode aussi répandue qu'impensée. Or, de même que les partages effectifs opérés par un réseau sont à vérifier pour chacun d'eux, de même un pôle risque d'importer le modèle d'échanges commerciaux lucratifs dans la vie civile : seules des initiatives compétitives, sachant élaborer une stratégie de communication, étant appelées à contracter des accords localement.

Des espaces isolés ont besoin autant d'ouvertures à l'interne que sur l'extérieur

- *Les espaces locaux doivent associer vivre, faire et être ensemble, c'est-à-dire favoriser une participation généralisée loin de subordinations stérilisantes :* Un électoralisme étroit est guetté par le piège majeur de constituer des fiefs où les mandats se transmettent sur un mode cooptatif quasi-héréditaire, sous le paravent de consultations, et où des fidélités dérapent en inféodations. Autrement dit, penser les relations éventuelles entre le spatial, le social et le citoyen, induit de co-relier les contextes de vie avec les pratiques de démocratie participative opposables à l'exclusivité d'une démocratie de délégation. Le cas de « Nuage France », qui (re)donne sur un quartier un rôle moteur à des créations artistiques souligne combien des élus ont à encourager ces pratiques, partout émergentes.

- *Un rôle moteur de développement ouvert est dévolu à un tourisme relationnel, conjoint à un patrimoine à réactualiser, rapprochant cultures et générations* : Un gigantisme d'investissements financiers mondialisés débouche sur la consommation d'un tourisme vendant des produits à des clientèles ciblées. Lui est opposable la mobilisation des habitants actifs autour d'un patrimoine, drainant des énergies qui étendent ces deux secteurs à toutes autres activités, sur le modèle pionnier d'Accueil Paysan : loisirs, logement, TIC, agriculture, alimentation et restauration… Ces novations ne se cantonnent pas à des espaces ruraux : face aux concentrations en complexes, les coopérations et mutualisations font naître des rassemblements itinérants, de Bobigny au Larzac, en passant par Lille, Hourtain, etc. Que les évènements solidaires recomposent les structures d'accueil, les exemples n'en font pas défaut : depuis le modeste « Amis des Pyrénées », dans la tradition d'économie familiale, jusqu'aux pôles régionaux comme « APARE » ou « ARPE », joints au réseau « GEC ». Cette gamme de réalisations montre comment des chantiers de réhabilitation –voir l'ampleur des pierres sèches- favorisent des ouvertures sur l'international, suite à REMPARTS. Et elles redonnent sens au technique par ses effets de déblocages sociaux, inversant radicalement la logique des mutations technologiques libérales, qui creusent les distances sociales. Rappelons que la division technique du travail, organique, concilie l'ancien et le nouveau par ses actualisations. C'est pourquoi le bilan sur des innovations est à relativiser en ce que perdurent les acquis de périodes antérieures. «Aude vacances», entre autres, fait persister une éducation populaire décalée par rapport aux loisirs à consommer ; «Renouveau vacances» gère ses installations dans la durée, signifiant que des formes passées de colos et autres séjours populaires conservent leur fréquentation. Que les nouvelles solidarités se mêlent au social de l'éducation populaire ancienne s'interprète par une pratique des décloisonnements commune aux deux familles, comme l'explicite l'Association Française de Pastoralisme : des activités traditionnelles sont authentiquement transversales, plus et autrement que par une multifonctionnalité affichée par des milieux urbains en reconstruction et en quête de sens.

- *Migrations et recompositions d'espaces – temps voués au travail et aux loisirs confèrent au culturel une portée mondialisée à intégrer aux politiques locales* : L'artistique, le culturel, les loisirs, participent de plus en plus à des rôles de production économique ; non seulement par les emplois directs et indirects naissant à partir d'œuvres et de leur diffusion, mais en s'implantant dans la géographie internationale. On pense aux musiques et aux théâtres valorisés par des migrants : les diagnostics et informations dont disposent les responsables territoriaux sont très en retard en ce domaine… L'avènement de temps libre et l'extension des interventions de proximité s'arrêtent aux limites des publics exclus et précaires; et le contexte d'individualisme consumériste, fermé à des engagements responsables, fait utiliser ces temps et espaces à des gadgets ou à des évasions. Or, tandis que des surcoûts dans les logements et dans l'alimentaire se voient corrigés partiellement avec la densité d'actions innovantes initiées dans ces champs, les services de proximité reculent à s'engager dans des expérimentations – comme en témoignent les résistances à étendre le titre emploi – services, à d'autres utilisations qu'à des apports défiscalisés aux familles aisées…

- *Réaffecter des espaces désaffectés ouvre aux pays locaux un vaste chantier voué à créer des échanges culturels à dimension économique* : Le rapport LEXTRAIT de l'ex-ministère du Patrimoine a dénommé fort justement « espaces intermédiaires » les lieux abandonnés que des groupes de créateurs réinvestissent pour en faire des plate – formes multiservices. Partant d'un rôle d'indicateur sur les carences d'un système économique, où des avancées se paient lourdement en recompositions spatiales déséquilibrées, ces endroits cristallisent des expérimentations : squats artistiques, réponses aux insuffisances locatives, ils débouchent aussi sur des écosites, des écovillages… Ces expérimentations font aussi repenser le cliché répandu, affirmant que les évolutions d'une économie industrielle amèneraient la primauté des services sur les fabrications. Pour une économie solidaire, installer ses activités productives dans un espace public conditionne son existence même, généralisant ce qu'opèrent les ressourceries dans le champ des déchets et les énergies renouvelables, substituables aux pollutions du nucléaire. Sans quoi, cantonnée à des dépannages sans statut, en marge des leviers qui déclenchent des évolutions, il ne s'agit pas d'économie mais de bénévolat privé, anecdotique, relégué à un rang de sous-emploi, déqualifié et maltraité. Des services dans le non lucratif appartiennent alors à une catégorie subalterne de la domesticité…

C - Concilier des productions locales et une distribution urbaine dans une ecologie urbaine face aux disjonctions spatiales dues a un agroalimentaire et a une grande distribution polluant les villes

Les concentrations dans la distribution, en recomposant les espaces périurbains, sont à la source d'une multi – polarisation qui hypertrophie les transports routiers. Le besoin de désengorger les espaces de circulation génère l'idée de logistique solidaire, telle que la porte TEREM. Cette structure de formation – action dans le champ d'un commerce solidaire, étend son projet à l'étude d'un entrepôt – école, destiné à organiser les circulations entre producteurs d'Ile de France et des distributeurs solidaires sur Paris. Conçue dans l'optique d'une expérimentation transférable, l'initiative incite à faire converger les réseaux de commerce équitable, celui des épiceries solidaires, et, progressivement, toutes créations artisanales, artistiques, d'insertion, etc.… Par combinaison des interactions entre champs et de l'interactivité entre acteurs, est inaugurée une longue marche vers une gestion environnementale et humanisée des circulations en espaces intra et péri – urbains.

Des polarisations libérales sont à repenser, pour qu'une pluralisation des centres se coordonne et régule les circulations de biens

- *Optimiser les circulations de productions dépend de solidarités à tisser en amont* : La vocation d'utilité sociale dans la proximité inspire le rapprochement entre le projet de TEREM et le développement des épiceries solidaires impulsé par ANDES : la logistique solidaire s'appliquant aux plateformes d'approvisionnent en préparation dans un réseau d'épiceries intégrant les exclus. Coordonner des ceintures périurbaines productives et une distribution en ville à

réorganiser, va de pair avec la constitution de plateformes régionales réparties nationalement de façon à réduire les distances de transport.

- *Passer d'un marché mystificateur au commerce régulé appelle un marchand qui réajuste les offres et les demandes en les coordonnant* : TEREM répond aux gaspillages d'énergies et aux saturations circulatoires que le système compétitif accumule. A la suite de l'ouverture de trois magasins-écoles, insertion implantant un marchand solidaire en tissu urbain en même temps que formant des exclus à la vente, TEREM projette de structurer la diffusion de toutes les productions, celles du secteur protégé rejoignant celles du commerce équitable et d'autres, issues du caritatif… Cette prospective aventureuse, sans rentabilité immédiate, étrangère aux investissements du privatisé lucratif, opposant un commercial massif et des commerces de proximité, engage l'enjeu d'une rénovation des cycles de production afin de répondre à des échanges par circuits courts.

Pour recomposer des espaces écologiquement, des transports de marchandises ne se dissocient pas des déplacements de personnes

- *Au lieu de la seule solution tarifée, renvoyer le transport de biens à l'attention aux liens tourne vers la socialité à recréer en ville, que les entassements spatiaux ont étouffée* : Parmi les modalités de livraison en ville, sont apparus des moyens écologiques à finalités solidaires : partant de vélos–taxis en tandem, on ressuscite les triporteurs ; co - voiturages et transports à la demande se banalisent ; et des aéronefs sont à l'étude pour du fret lourd ! Ces novations résultent du besoin de fluidifier des mégalopoles ingérables ; en émerge un gisement inédit de nouveaux métiers, portant sur une mobilité intra–urbaine. Tandis que les collectivités, plutôt que de s'attaquer au défi de la circulation, se réfugient dans des stratégies de communication pour se vendre, se créer une image séduisante, TEREM élabore tout autrement, sans campagnes médiatiques lourdes, dispendieuses et sans efficacité probante, une logistique solidaire. Une longue phase de préparation met en relation des réseaux ; des coopérations et mutualisations anticipent sur approvisionnements et livraisons…Les propriétés spatiales dépendent des durées adoptées pour préparer les activités.

- *Au lieu de juxtaposer des produits à livrer, des liens à établir entre matériel et culturel rapprochent les acteurs entre eux et avec des consommateurs* :Coordonner des ceintures périurbaines productives et une distribution en ville à réorganiser, va de pair avec la constitution de plateformes régionales réparties nationalement de façon à réduire les distances de transport. Les circuits courts couplés à des parcours touristiques se prolongent par d'autres esquisses d'une refonte solidaire de la diffusion : des contrats avec des organismes municipaux, écoles ou centre sociaux, assurent une alimentation bio et le commerce équitable ; des partenariats avec des grosses entreprises développent des ventes sur place aux employés…

D - les espaces recomposés impliquent des services publics a élargir par des co – gestions solidaires

Recomposer des espaces exige de refondre des services publics voués à une protection civile. Il s'agit de passer de contrôles administratifs et de programmes étatiques à des co – gestions citoyennes, publiques et solidaires, chargées de veille et d'entretien sur les environnements.

Protéger et contrôler renvoie d'abord à prévenir, ce qui ne se conçoit, sur de vastes espaces, que par l'appel à toutes les compétences

- *Les recompositions technocratiques ont à s'infléchir en coordinations techniques :* Les bassins versants sont à reconstituer : mentionnons « Rivages de France », l'un des organismes mixtes, tant associatif qu'intégré aux pouvoirs publics, attestant la prise en charge de cette tâche.

- *Les responsabilités d'une agriculture industrialisée mènent à responsabiliser une agriculture écologique en vue de retrouver le lien essentiel entre paysans et paysages :* D'autres aspects des carences qui se font jour de plus en plus nettement dans l'agriculture intensive et industrielle, présentent des incidences sur l'espace. Les poulaillers géants de l'avicole, l'élimination du lisier porcin, contraignent à adopter des dispositions administratives limitatives ; mais, là encore, des issues alternatives doublent la logique d'un privatisé (mal) contrôlé par l'Etat, avec les installations de méthanisation qui résorbent les déjections tout en fournissant des résidus fertilisants. En acceptant une agriculture qualitative, on a pu souligner que l'on suscite des participations d'usagers–acteurs à des aménagements de transports, à l'habitat, à la commercialisation de produits frais. Le prolongement de ces dynamiques consiste à inclure des dynamiques citoyennes solidaires dans une prise en charge environnementale des territoires. Ce qu'entreprennent « Eaux et Rivières » en Bretagne, un SICALA en Haute Loire, etc.

Un patrimoine habitable à aménager demande de modifier l'approche des richesses

- *Quels liens poser entre rentabiliser des fabrications et être attentif au mieux – être ?* : Une autre économie est en voie d'initiation, apte à mettre en pratique la récente valorisation de l'intérêt écologique ; sinon, la multifonctionnalité, convoquée en remplacement des insuffisances du taylorisme, en restera à l'état de slogan stérile, tant l'emprise d'une pensée analytique, n'opérant que par découpages et juxtapositions, perdure dans les pratiques et les formations. Concernant des approches globales des environnements, on remarque des pôles régionaux, tels ARPE et IDEA, qui complètent les réseaux devenus pratiquement institutionnels, comme GRAINE, l'UNCPIE. Le besoin de préservation,

source d'espaces publics protégés, gérés ou prospectés en vue de les étendre –voir SAFER et DATAR-, s'enracine dans un désir plus profond de se réapproprier les milieux vivants. Ainsi prend place le phénomène de société qui renouvelle les jardins : collectifs, familiaux ; ouvriers, d'insertion, pédagogiques, au pied d'immeubles -« dans tous ses états », « Cocagne » s'intitulent significativement les réseaux.

- *Les appels à une nature sont à analyser concorder avec des milieux habitables* :Quoi de plus naturel, semble-t-il, que de s'appuyer sur « la » ou « une » nature ? Mère, fondatrice, originelle, elle remplit la fonction du mythe. Malheureusement, le dérapage des approximations fait glisser du besoin de croire au désir de posséder des pouvoirs absolus et une relation directe avec eux. Et la nature que l'on fait parler nous plonge dans la mystification : retenons qu'une conservation relève de politiques culturelles, exigeant de combiner l'Etat à des initiatives civiles, celles des CIVAM, FNAB, Accueil Paysan, AMAP. Enseignement et recherche détiennent une portée économique : il est devenu vital de préciser que la génétique, la chimie organique, la neurophysiologie, ne constituent pas vraiment des travaux biologiques : l'épidémiologie, le suivi des espèces hors laboratoires, dans leurs espaces de vie, ont quasiment disparu, ce qui nous appauvrit en données scientifiques sur le vivant, sur nous-mêmes… Sans la généralisation de ces vérités de bon sens, un « naturel » incompréhensible est plaqué sur des recompositions d'espaces où l'on trouve des réserves foncières dévolues à des loisirs aristocratiques, du type des chasses à courre, des safaris. Sur un plan matériel, que le statut des forêts soit public ou privatisé, ces espaces boisés se heurtent à une lourdeur d'entretien où le capitalisme trouve ses limites en ce que ni les propriétaires civils ni la dépense publique ne la supporte. Les risques d'incendies qui sont afférents à cette carence suggèrent une démarche de transversalité, propre à l'économie solidaire. Les loisirs sportifs de plein air, les randonnées équestres, les sentiers de découverte, les circuits VTT, représentent simultanément des opportunités de conservation du patrimoine forestier. De même qu'à propos de la gestion de bassins versants pour veiller aux risques d'inondations, ces esquisses de co–gestion à formaliser entrent dans la perspective de services publics non étatiques ni délégués à des sociétés privatisées lucratives. Un exemple est fourni par une Association Départementale des CCFF, qui rassemble plus de 3000 auxiliaires intervenant sur les feux de forêts : parvenue à s'imposer auprès des pouvoirs publics : ils en dotent les équipes de matériels et les associent totalement aux missions des pompiers.

Conclure pour ouvrir sur un prolongement qui est un prealable : les diagnostics locaux sont a adapter aux richesses solidaires actuelles

Faute de culture collective, les dynamiques novatrices échappent à l'observation institutionnelle : nous travaillons donc à rechercher comment peuvent s'organiser des articulations entre échelles spatiales, et quelles formations suggérer aux décideurs, afin d'adapter représentations et pratiques territoriales aux ressources des démarches solidaires actuelles. « Par quels diagnostics territoriaux inscrire des dynamiques solidaires innovantes dans un développement local ? ». A titre d'ébauche de méthode, nous invitons à se tourner vers un corpus de conceptions, formalisées sur des plusieurs milliers de cas, ce qui édifie une analyse structurelle où se combinent : des «familles» de structures, substituables à une approche par statuts juridiques ; des «mouvances» d'acteurs, pointant des valeurs et principes indiquant sur quelles compatibilités associer des porteurs de solidarités ; des «champs» d'activités et des «critères» d'innovations et d'émergences qui font situer qualitativement des transformations profondes ; des «catégories» qualifiant des degrés de dépendance ou d'autonomie présents dans des réalisations, des modes de fonctionnement, de financements, d'ancrages dans des finalités. Cette méthodologie est destinée à établir avec pertinence un état des lieux, qui rende lisibles et visibles des espaces de solidarité à accompagner. Les diagnostics pratiqués aujourd'hui, nous semble-t-il, reposent sur des bases trop étroites, hors de proportion avec l'ampleur des émergences. Corrélativement, cette étroitesse renvoie à des acquis culturels trop partiels sur l'économie, entraînant chez les décideurs des méconnaissances de possibilités
viables, qui sont décrétées abusivement négligeables ou immatures.

« Rendre les recompositions spatiales adéquates à des dynamiques de solidarité méconnues »
Jean-Claude DIEBOLT Chercheur associé au laboratoire du Gregum au Mans (Groupe de REcherche en Géographie sociale de l'Université du Maine) et fondateur – animateur du Réseau Cheminements
Résumé de l'intervention (Marseille 11 et 12 mai 2005) par Martine Théveniaut
5èmes rencontres inter-universitaires d'économie sociale et solidaire : « ESS et territoires ».

3.4. Audience du concept « dialogue social territorial » par accès internet Google.

3.4.1. Etat des lieux sur le dialogue social territorial.

Fiche de lecture

Résumé : 242 références pour "dialogue social territorial" en un an (31 mai 2005)
16 900 000 pour dialogue social.
En France, même si le dialogue social territorial (DST) s'applique à un nombre croissant de situations, de personnes et de cas concrets, il ne réussit pas véritablement à faire référence comme système de pensée et d'action. Ce concept transversal sort des cadres « légitimes ». L'amplitude de cet écart ne trouve son explication que dans la puissance des résistances au changement dont la notoriété fait partie, se constituant comme écran aux réalités de tout ce qui se tisse en arrière-plan. Et pourtant, le DST ne contribue-t'il pas à l'émergence d'un territoire-acteur, parce que multithématique donc transversal, mis en œuvre par une démarche participative multi-acteurs, concrètement appliqué à des situations où toutes les parties prenantes sont à priori gagnantes, puisqu'elles partagent le destin d'un même territoire de vie ?

Méthode de réalisation de la fiche de lecture :
Toutes les références ont été sélectionnées. Une trentaine de documents sur les 242 ont été consultés pour ce diagnostic d'audience et proposer quelques documents de référence en pièce jointe.
Cette consultation a été confrontée avec la connaissance du su jet, issue de relations établies de longue date avec l'un des promoteurs français, France Joubert, à qui la fiche a été envoyée pour avis. Cet exemple montre l'écart entre une information disponible et la réalité d'une émergence socio-économique et politique. Il met en évidence l le caractère irremplaçable des « acteurs agissants » pour l'accréditation d'une information qualitative constitutive d'un site ressources dédié à une alliance internationale de territoires.

Contenu de la notion accessible :
- La qualité de l'emploi que ce soit dans le travail saisonnier, intérimaire, l'insertion, les TPE, et plus généralement les réponses à la précarisation des conditions de travail.
- La gestion prévisionnelle des emplois, des compétences, ou des âges…
- L'action interprofessionnelle appliquée localement dans les très nombreuses instances où les acteurs du dialogue social siègent,
- La contribution aux stratégies pour l'emploi (Stratégie européenne et déclinaisons nationales et locales, Plan de cohésion sociale, voire stratégie des pôles de compétitivité).

La loi du 4 mai 2004 réformant la négociation collective ouvre une voie de reconnaissance, mais ce n'est pas tant pour amplifier ses acquis, que pour accompagner la remise en cause du rôle de la convention collective de branche, notamment en introduisant la possibilité pour des accords d'entreprise d'y déroger dans un sens moins favorable du fait de leur champ d'application territoriale.

Obstacles à son émergence :

Le difficile ancrage territorial d'une co-construction d'objectifs de projet :
- La question est presque toujours limitée au dialogue social dans les références, avec un strapontin territorial. Les fondements de l'approche territoriale du dialogue social ne sont pas posés de façon claire.
- « Faut-il les considérer comme des découpages simplement administratifs et politiques ou comme des espaces réellement vécus et investis par des acteurs porteurs de projets ? ».
- Comment s'articulent les légitimités des institutions, des échelons, au croisement de l'économique et du social (cohésion sociale, emploi, industrie et mutations économiques) ?
- Doit-on entendre le dialogue social au sens strict des relations entre organisations syndicales et patronales, ou doit-on en avoir une conception élargie du "dialogue sociétal" sur des thèmes les plus divers ?
- Quelques références signalent le lien existant avec les territoires de projet, intercommunalités, « Pays », une fois Maison de l'emploi, comme pouvant faciliter la promotion du dialogue social territorial et la participation des différents acteurs économiques.
- Rien n'indique une approche territoriale « systémique » de recomposition de l'action économique et sociale.

La dimension européenne est très faiblement présente dans les références Google.

Le concept serait-il perçu comme français ? Quelques renvois à des programmes européen (comme EQUAL).

Or, le constat est que « les responsabilités du dialogue social sont immenses (…) les attentes très fortement sous-estimées à l'échelle européenne. ». Suit une liste de sujets méritant un dialogue social « digne de ce nom » : l'inégalité du développement territorial, celle des salaires, l'insécurité des revenus, les restructurations économiques, la mobilité, la formation… Mais le cadre prévu initialement pour le dialogue social européen en limite les possibilités : il faudrait en effet articuler le dialogue social au niveau macroéconomique à celui relatif aux conditions de travail ».
« Quant au dialogue social territorial, il n'est entré que tardivement dans les préoccupations européennes. Or, il est indispensable à l'efficacité de l'action publique européenne ». « Mieux vaut partir du terrain pour y ancrer les politiques publiques ; faire appel aux acteurs de terrain est aussi une façon de définir la subsidiarité ».
« L'expertise des partenaires sociaux locaux est nécessaire. Pratiquement tout reste à faire pour que les syndicats s'impliquent dans l'élaboration de projets.
Robert Salais, lors d'une Table-Ronde sur la question avec des participants d'Europe du Sud et de l'Est, sans date [41] .

• **Concepts-clés :** dialogue social territorial

• **Mots-clés thématiques :** dialogue social territorial ; qualité de l'emploi ; travail saisonnier ; travail intérimaire ; insertion professionnelle ; TPE ; précarisation des conditions de travail ; groupements d'employeurs ; stratégies locales pour l'emploi ; mutations économiques

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : France ; Europe **;** diverses
Géoculture : bassin d'emploi ; lieux de vie
Articulations territoriales : entre les acteurs et les compétences territorialisées social, emploi, industrie

• **Mots-clés acteurs :**
Acteurs porteurs : organisations patronales, syndicats de salariés, puissance publique ; Comités de Bassin d'emploi ; structures territoriales dédiées à l'emploi
Acteurs visés : actifs ; salariés ;

• **Mots-clés méthodologiques :** recherche documentaire sur internet

Martine Théveniaut , 27 juillet 2005

[41] www.confrontations.org/publications/lettres/48/23.php

3.4.2. Illustrations des références concernant le concept de « dialogue social territorial ».

Texte 1

Compte rendu du 4ème Salon des Groupements d'Employeurs : « Les groupements d'employeurs, un outil ancré dans les politiques territoriales » Châtelerault, 29 et 30 septembre 2004

La deuxième table ronde permet l'expression de cinq personnes représentant des institutions concernées par la problématique des stratégies locales pour l'emploi :

• Jean Pierre Meunier, PDG d'Atlantique-Alimentaire et président d'Aria
• France Joubert, vice président du CRGE au titre de l'Union régionale CFDT
• Joël Ruiz, directeur général d'Agefos PME
• Marie-Andrée Ruault, Vice-président du Conseil régional Poitou-Charentes
• Rémy Dhesse, de la Direction générale à l'emploi et à la formation professionnelle au ministère.

« Qu'est-ce que ça apporte à des entreprises de s'impliquer dans des stratégies locales ? »

Jean-Pierre Meunier : Quand on est groupés, on est plus forts et les réflexions en commun font apparaître des solutions nouvelles. Pour lui, plusieurs arguments militent en faveur des groupements d'employeurs :
• Les GE sont une bonne solution pour éviter les salarié-es intérimaires qui sont toujours des demandeurs ou demandeuses d'emploi, mais qui adaptent leurs comportement aux employeurs et aux administrations. Certaines personnes sont inscrites dans plusieurs agences de travail temporaire et travaillent en fait six jours par semaine. Dans un GE, ces personnes auront un comportement de salarié-e classique.
• Lorsque les entreprises sont petites, elles n'ont pas systématiquement la capacité de régler les questions de ressources humaines. Un GE peut donner des réponses sur les embauches ou les classifications, et les réductions d'emploi dans une entreprise seront compensées par les besoins d'une autre entreprise.
Pour que les GE fonctionnent bien, ils doivent être composés de chefs d'entreprise convaincus. Il est intéressant de regarder ce qui va bien dans les GE qui fonctionnent bien. Il est essentiel de ne pas créer des systèmes compliqués et onéreux, mais de viser la simplicité. Pour cela, il est nécessaire de faire des économies d'échelle et de capitaliser les compétences.
Pour aider les GE à régler leurs problèmes, des outils existent : des fiches métiers pour préciser la nature des postes. Cela aide les employeurs et permet que le GE fournisse du personnel adéquat aux entreprises.

« Est-ce que la mobilité est une donnée à prendre en compte, à accepter, à organiser ? »

France Joubert : Il y a deux sortes de mobilités et elles sont très différentes : la mobilité choisie et la mobilité subie. Beaucoup subissent la mobilité, la précarité ou le chômage. Face à cela, il faut prendre les choses en main et aller en amont des systèmes. Les GEA sont nés vers 1988 d'une loi promulguée en 1985. C'est l'aboutissement d'un travail entre les partenaires sociaux et d'une réflexion sur les relations entre l'emploi et son contexte sociologique. il y a eu les Gaec, quand la famille s'est écroulée, puis les Cuma, quand le machinisme s'est développé, enfin, les GEA quand la main d'ouvre a disparu. Nous avons donc inventé une charte de la qualité de l'emploi. Cela signifie que les conventions collectives et le dialogue de branche ne suffisent pas. Aujourd'hui, des employeurs du Nord Deux-Sèvres cherchent des gens capables de monter des murs de briques – les maisons en briques redeviennent d'actualité- et dans la recherche d'emploi, ils n'ont que : plâtriers, avec tel indice dans la convention collective…
On parle autrement du travail lorsqu'on parle de flexibilité, de mobilité… les salariés eux-mêmes veulent de la mobilité. Mais pas n'importe laquelle. Certains n'ont pas accès à la mobilité qui permet de progresser. Avoir accès à la mobilité est en réalité un luxe réservé à ceux qui, dans l'entreprise, sont le plus souvent dans l'encadrement. Les syndicats ont bien défendu le pouvoir d'achat, les statuts, mais la valeur du travail et l'intérêt du travail, sa finalité ont été négligés et laissés à la seule responsabilité de l'employeur et la mobilité du travail joue aujourd'hui contre les salariés, contre l'économie et contre la démocratie. Ce n'est pas parce qu'on est dans une petite entreprise qu'on a des petits droits ! Les partenaires sociaux ont montré le chemin après la dernière guerre mondiale, pour mettre en place la sécurité sociale et revendiquer la gestion d'un service public ! Ils doivent encore montrer le chemin aujourd'hui sur l'emploi et la formation.Il faut faire jouer la mobilité des structures et les GE sont les fers de lance de ce renouveau économique, culturel et social.

« L'Agefos PME se préoccupe de l'approche territoriale et de la formation depuis longtemps. Quelle est, à ce titre, votre perception de la réforme de la formation professionnelle ? »

Joël Ruiz : Les groupements d'employeurs intéressent particulièrement Agefos PME dans l'environnement actuel. Plusieurs constats :
• L'effet démographique et les tensions prévisibles sur le marché du travail, avec les départs massifs des salariés dans certains domaines,
• Le durcissement de l'offre sur ce marché du travail pour les PME
• L'accroissement des pratiques d'infidélité au travail (des jeunes, en particulier, qui passent d'entreprise en

entreprise), nouvelles donnes dans les comportements sociaux,
• une caractéristique française : les PME recrutent à proximité de leur lieu d'implantation et notamment du fait du « modèle français » d'incitation des salariés à acquérir leur logement (la politique de l'aide à la pierre), ce qui les fixe localement dans un marché du travail à proximité de leurs logements (même s'il y a des contre-exemples).
Pour la CGPME et les partenaires sociaux, il y a donc nécessité d'actions locales et de renforcement de la coopération interentreprises. Les GE font partie des acteurs qui peuvent nous aider dans ce sens.
La négociation sur la déclinaison de la réforme de la formation dans notre champ de compétence (accord du 20 septembre 2004) a porté sur le contrat de professionnalisation, l'aide au remplacement des salariés partis en formation et la professionnalisation et l'aide au plan de formation.

Face à ces questions, trois nécessités il faut trouver des solutions de branches ou des solutions locales, avec des concertations, et la mobilisation de tous les acteurs de proximité, travailler sur les mobilités transversales des compétences, si possible conclure des conventions territoriales d'objectif sur l'emploi et la formation.
Dans la Région Centre, l'Agefos PME a réalisé un travail intéressant : une carte régionale des GE,
des guides d'entretien pour recenser les problèmes des entreprises, l'observation sur les entreprises de dix GE interprofessionnels.Les enseignements tirés sont un manque de capitalisation des bonnes pratiques, un besoin de méthodes sur les problèmes de développement local, des problèmes de formation inhérents de chaque GE. Agefos PME Centre a rencontré les Directeurs des DDTEFP pour partager ses observations. Ces concertations ont débouché notamment sur le projet de favoriser les GE comme acteurs de développement local et comme interlocuteurs directs de l'entreprise. Cette perspective présente deux avantages : d'une part, c'est notre cœur de métier en tant qu'Agefos PME, car chaque GE est adhérent à l'Opca,, d'autre part, vous GE, vous regroupez les entreprises et à ce titre, vous avez un effet « levier ». Nous souhaitons donc travailler avec vous. Nous sommes persuadés que c'est en agissant au plus près des salariés qu'on répond le mieux à leurs besoins. C'est pourquoi nous avons créé une commission paritaire nationale sur la problématique des compétences transversales et des déclinaisons territoriales.

Marie-Andrée Ruault En tant que chargée de l'emploi et de la formation professionnelle au Conseil Régional, elle veut faire de l'emploi sa priorité et le développement économique est l'affaire de tous.
Nous avons remarqué que l'équipe qui nous a précédés à la région aidait fortement les entreprises, mais qu'il manquait à son programme le volet de l'économie sociale. Nous avons donc engagé des projets avec différents partenaires et nous voulons travailler à une nouvelle approche territoriale, pour une politique de l'emploi particulièrement axée sur les salarié-es en difficulté et particulièrement les femmes et les jeunes en situation précaire et les salarié-es de plus de 50 ans. Nous continuons à réfléchir dans ce sens et, parallèlement, nous travaillons à quelques actions précises, comme les plateformes de reconversion pour les personnes privées d'emploi, afin de les aider à retrouver un emploi qui corresponde aux besoins des entreprises,
La démarche de la Région est d'élaborer des projets à court, moyen et long termes, qui soient inventés avec les différents interlocuteurs, selon les territoires. Les groupements d'employeurs peuvent contribuer à ce travail. La région veut également faciliter l'accès à la validation des acquis de l'expérience (VAE), comme outil au service d'un maximum de personnes qui ne possèdent pas de validation par le diplôme, mais ont une réelle expérience. Dans cet esprit, le Conseil régional finance des « points relais conseils pour la VAE ».
Les contrats de territoire existaient déjà sous l'ancienne équipe régionale, mais la nouvelle équipe a décidé d'augmenter la contribution financière à ces contrats pour les emplois tremplins, afin d'aider des jeunes créateurs et créatrices d'entreprises et des associations qui ont besoin d'embaucher. Il s'agit d'une aide vraiment novatrice et qui doit favoriser des emplois durables. Les aides financières aux entreprises vont être assorties d'une charte signée par les entreprises, comportant des critères d'emploi et de dialogue social. Les entreprises sont très sensibles à la nécessité de fidéliser leurs salarié-es. Enfin, pour améliorer la formation et l'information, la Région veut ouvrir des lieux pour tous les publics afin que les informations sur la formation soient réellement et facilement accessibles auprès de guichets uniques. Cette disposition doit bénéficier à la fois aux salarié-es et aux employeurs. La Région Poitou-Charentes ne construira pas à elle seule une dynamique de retour à l'emploi. Cette construction nécessite les forces de tous les partenaires.

« Est-ce que le ministère peut continuer à ne pas donner aux Groupements d'employeurs la place qu'ils méritent ? »

Rémy Dhesse : Je voulais tout d'abord souligner l'importance dans ce contexte de prégnante actualité de faire le choix de la réflexion collective et de l'analyse des pratiques, indépendamment des changements permanents qui entourent l'action publique. La politique nationale de l'emploi entretient avec le territoire un rapport ancien qui date d'une vingtaine d'année mais également un rapport complexe dans la distinction qui est faite entre politique territorialisée et politique territoriale. Or, qu'il s'agisse de la Stratégie européenne pour l'emploi (SEE), du Plan national d'action pour l'emploi (PNAE), du Plan de cohésion sociale (PCS) ou de la stratégie des pôles de compétitivité, les cadres qui structurent la politique de l'emploi visent tous à orienter les acteurs et les actrices vers une logique de projet de territoire et à faire converger leurs priorités autour d'une stratégie locale partagée.
Les groupements d'employeurs, par les réponses qu'ils apportent aux questions de développement de l'activité et de l'emploi, ont eux aussi un rôle à jouer dans l'élaboration de ces stratégies locales pour l'emploi. Les orientations de la politique de l'emploi française 2003-2006 sont fondées sur une approche intégrée de l'économique et du social au bénéfice d'une politique de l'emploi préventive et plus active, pour tous. Elles s'appuient sur une démocratie participative renforcée, impliquant les partenaires sociaux, les collectivités territoriales, les entreprises et les acteurs

locaux dans l'exercice de leurs responsabilités.
Elle se caractérise par : la volonté d'engagement de l'ensemble des acteurs en faveur de l'emploi, de simplification et de meilleure lisibilité des politiques publiques, de rapprocher les réponses aux besoins des personnes, des entreprises et des territoires, une logique de proximité ; une programmation pluriannuelle, illustrée par exemple par le Plan de cohésion sociale, mais également par la réforme budgétaire de l'Etat et la mise en place en 2006 de la loi organique relative aux lois de finances.
Dans le même ordre d'idées, la territorialisation de la politique de l'emploi qui s'appuie sur les équipes locales du SPE a progressivement modernisé ses pratiques en s'appuyant sur des diagnostics, des plans d'action, des programmations et des évaluations pour apporter des réponses de proximité, adaptées aux besoins et aux réalités locales. Centrée au départ sur la politique de lutte contre le chômage de longue durée, la démarche a été progressivement élargie en 2002 à la mobilisation contre les difficultés de recrutement, en 2003 à l'accompagnement des mutations économiques et en 2004 au renforcement des moyens d'anticipation et de prévention des effets sociaux des mutations.

Le Plan de cohésion sociale, présenté par le gouvernement le 30 juin 2004 et le projet de loi de programmation 2005-2009 qui l'incarne reposent sur le postulat selon lequel la cohésion sociale est l'un des moteurs centraux de la croissance et de la performance. Il prévoit la création de 300 maisons de l'emploi, lieu de l'anticipation des besoins, privés, publics, parapublics, de l'adaptation de la formation et de la relation entre le demandeur d'emploi et l'entreprise. Ce projet vise à fédérer tous les partenaires, à permettre l'identification des besoins quantitatifs et qualitatifs en emplois et à échanger sur la structuration des formations en fonction de ces besoins. En permettant un dialogue plus construit avec les entreprises, il permet de contrer la déconnexion trop grande entre d'une part l'analyse de l'évolution des métiers et des besoins en ressources humaines et d'autre part l'offre de formation et l'orientation des jeunes et des chômeurs et chômeuses. En ce sens, la participation des groupements d'employeurs aux maisons de l'emploi pourra favoriser la réflexion et l'action du SPE sur les prévisions des besoins de main d'œuvre, l'anticipation, la restructuration et la reconversion des territoires, la gestion des compétences, les réponses aux difficultés de recrutement, la gestion des âges, et, de manière plus générale, l'ancrage territorial des entreprises.

Enfin, l'objectif de la politique industrielle du gouvernement et de la stratégie des pôles de compétitivité affirmées au cours du CIADT du 14 septembre dernier, autre cadre structurant la politique de l'emploi, est de renforcer les spécialisations de l'industrie française, d'améliorer l'attractivité des territoires et de lutter contre les délocalisations. Cette option tient compte de l'effet d'entraînement de l'industrie française sur l'ensemble de l'économie nationale et les créations d'emplois induits directs et indirects qu'elle suscite, en particulier dans le domaine des services aux entreprises et aux personnes.
Là encore, le groupement d'employeurs a été identifié lors de ce CIADT comme un dispositif adapté aux « pôles de compétitivité industriels » dont ils peuvent constituer une des conditions de succès en étant un lieu de coopération interentreprises et de mutualisation en matière d'acquisition et de développement des compétences. Ainsi la dimension *Ressources Humaines* et les rôles d'expertise et d'appui des acteurs du SPE deviennent des éléments structurant la stratégie des pôles de compétitivité.

En guise de conclusion**,** l'État est confrontés à trois paradoxes :
- Le premier concerne la diversité des postures de l'État et du SPE dans les constructions territoriales. Les lieux, les stratégies et les actions qui se concrétisent sont multiformes et dépendent du contexte local et du jeu des acteurs. Cette diversité est légitime, mais l'enjeu central pour l'État réside dans sa capacité à rendre cohérents les cadres d'observation, d'action, de programmation et d'évaluation des politiques publiques dans un jeu d'acteurs de plus en plus complexe.
- Le deuxième paradoxe concerne la notion d'emploi. Selon que l'on est élu-e d'une collectivité territoriale, membre d'un comité de bassin d'emploi, partenaire social, chef d'entreprise ou acteur du service public de l'emploi, la définition n'est pas la même. Le service public de l'emploi parle plutôt d'accès et de retour à l'emploi, le monde de l'entreprise soulignera les besoins de compétences ou les difficultés de recrutement, alors que le point de vue des collectivités territoriales s'exprimera en termes de logique de développement économique et de l'activité... La notion d'emploi est donc une notion polysémique. L'enjeu pour l'État est de favoriser la prise en compte de ces différentes approches pour élaborer le plan d'action local territorialisé et contribuer au projet de territoire.
- Le troisième paradoxe est celui relatif à la notion de transversalité. Les études « Emploi et territoires » que nous avons commanditées dans le cadre de l'accord de coopération DGEFP/Datar ont toutes observé que la présence du SPE aux différents niveaux territoriaux - national, régional, départemental ou local - rend son action pertinente et contribue à la cohérence territoriale. Elle représente une réelle valeur ajoutée sur le territoire. Un enjeu pour l'État réside aujourd'hui dans sa capacité à articuler les différents niveaux du SPE (SPER, SPED et équipes territoriales), en lien avec les plans d'action stratégiques de l'État en région et en département (PASER et PASED) et en tenant compte, à chacun de ces niveaux, des projets de territoire portés par les élu-es dont la responsabilité a été renforcée par les lois de décentralisation.

Dans ce contexte, la réussite de la construction d'une gouvernance territoriale prise au sens européen du terme c'est-à-dire de la recherche d'une convergence des politiques publiques autour d'un projet de territoire porté par les acteurs locaux, dépendra de la capacité de l'État et de ses partenaires (les collectivités territoriales et les partenaires sociaux) à partager et à communiquer l'information et l'analyse des problèmes liés à l'emploi, à définir des priorités et une stratégie locale, à programmer des plans d'action cofinancés, à évaluer les actions et ainsi à

résoudre les enjeux organiques qui lient l'emploi et le développement des territoires.

Du débat qui suit les échanges de cette deuxième table ronde, on peut retenir les remarques sur la démocratie participative d'une part et sur le tutorat en entreprise d'autre part.

France Joubert : à la notion de gouvernance telle que Rémy Dhesse la propose, il faut ajouter celle de **démocratie participative**. Par exemple, si l'on veut construire une Maison de l'emploi, il faut la construire avec tous les acteurs et toutes les actrices concerné-es, et avec les gens qui ont déjà réalisé des choses sur leur territoire.

Jean Vincent :soulève la question du **tutorat** sur laquelle butent les contrats en alternance. Il considère qu'avec la réforme de la formation professionnelle, le temps de la formation ex cathedra est terminé, car le formateur doit descendre dans l'entreprise pour réaliser la transmission des savoir-faire. Or, dans l'entreprise, ce type de formation est difficile : l'artisan est pris par son travail sur les chantiers, il a peu de temps. Le groupement d'employeurs peut être une solution si des salariés de plus de 50 ans, pris en charge par la collectivité du GE sont mis en situation d'apporter leurs savoir-faire et leurs compétences aux jeunes.
Joël Ruiz répond par la question du mode de financement de tout ce qui n'est pas le face-à-face pédagogique. Il reste à inventer des critères d'évaluation pour ces modes de transmission. Il nous faudrait raisonner en termes d'objectifs attendus et non d'heures de formation financées.

CRGE - 58, rue de la Marne - 86 000 POITIERS - Tél: 05 49 88 25 57 - Fax: 05 49 88 97 70
Contact E-mail: crge@wanadoo.fr

Texte 2

4ème de converture « Territoires et dialogue social - Quelles initiatives pour quels secteurs ? »
Editeur(s) : Chronique Sociale Auteur(s) : H. Jacot, P. De Roo, L. Tortel, Collection : Savoir communiquer. Parution : 06/05/2005

Présentation par l'éditeur

À l'heure de la mondialisation, le dialogue social foisonne à l'échelle des territoires. Tant il est vrai qu'une réponse à la globalisation libérale s'élabore nécessairement d'abord au niveau local. Pourtant une double ambiguïté doit être levée :

- doit-on entendre le dialogue social au sens strict des relations entre organisations syndicales et patronales, ou doit-on en avoir une conception élargie de "dialogue sociétal" sur des thèmes les plus divers ?
- quant aux territoires, faut-il les considérer comme des découpages simplement administratifs et politiques ou comme des espaces réellement vécus et investis par des acteurs porteurs de projets ?

C'est à cette *double interrogation* que vise à répondre cet ouvrage en examinant successivement :

- le territoire comme "nouvelle frontière" du dialogue social et la "dualité du territoire", à la fois institutionnel et construit par les initiatives des acteurs
- l'interaction "acteurs/projets/territoires" dans de nombreux exemples, de la Haute Vallée de l'Aude au Budget Participatif à Porto Alegre, en passant par le plan stratégique de Barcelone, ou le comité de bassin d'emploi de Lille
- les voies et moyens de la "territorialisation" du dialogue social au sens habituel, mais aussi de son "élargissement" à de nouveaux champs et à de nouveaux acteurs dans le cadre d'une "gouvernance locale" en constructionDans un tel mouvement, la légitimité des acteurs n'est pas figée ; elle est toujours en débat, s'inscrivant, au moins sous une forme interrogative, dans la perspective d'un nouveau "contrat social".

Ce livre s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux relations professionnelles et/ou au développement local : élus territoriaux, partenaires sociaux, militants associatifs, opérateurs et praticiens, citoyens engagés. Il vise à leur fournir des repères pour la réflexion comme pour Faction.

Au sommaire

Avant-propos
Introduction : Territoires et acteurs : du dialogue social au dialogue sociétal
Le dialogue social territorial. Genèse d'une problématique
L'invention du territoire
Le territoire comme rapport social
Territoires en mouvement, initiatives et projets
L'investissement associatif dans un territoire : Haute vallée de l'Aude
Un incubateur de citoyenneté : le budget participatif à Porto Alegre
La territorialisation du dialogue social
Les perspectives d'un dialogue social élargi
Conclusion : Acteurs et territoires : du dialogue social au contrat social ?
Références bibliographiques

Texte 3

Charte de l'Association Européenne de l'excellence territoriale

Charte des finalités et objectifs

A Paris, les 24 et 25 novembre 2000,

les participants de la réunion de lancement de l'Association européenne de l'Excellence territoriale prenant acte des acquis du réseau EUREXCTER au cours de quatre années de fonctionnement s'inscrivent dans la continuité de ces actions et se reconnaissent dans la présente charte des finalités et des objectifs à laquelle ils adhèrent.

Finalités de l'Excellence territoriale en Europe

Etre au service du développement durable des territoires et de la coopération interrégionale en Europe
Contribuer à la cohésion sociale et aux respects des droits fondamentaux
Assurer l'amélioration de la qualité de la vie au travail, dans la famille, dans la Cité et le territoire
Participer à la diffusion de la culture de l'Excellence territoriale dans les pays candidats à l'Union

Objectifs

Poursuivre et étendre les acquis d'un réseau européen stable de projets territoriaux d'innovation et de développement durable ; *faire entendre sa voix au niveau européen*

Développer la participation des citoyens et les relations entre le dialogue social dans les entreprises et le dialogue civil dans la société au niveau local ; *vers des " territoires apprenants " et des " territoires de projet "*

Orienter les relations entre la grande entreprise et les territoires vers une plus grande complémentarité dans chaque secteur d'activité industrielle ; vers des " territoires acteurs collectifs " dialoguant avec les " acteurs du secteur industriel "

Diffuser les politiques temporelles en Europe et contribuer à l'égalité des chances et à la conciliation de la vie familiale et professionnelle ; *vers des " tables partenariales " produisant des " pactes de mobilité "*

Approfondir la coopération des institutions de formation et de recherche avec les partenaires sociaux pour donner un contenu concret à la société de la connaissance ; vers une " charte des universités et des villes et territoires européens "

Inventer de nouvelles formes de gouvernance territoriale

Favoriser un processus d'apprentissage et de culture européenne commune ; vers des références et des critères pour les acteurs de la gouvernance européenne.

Etre force de proposition pour de nouvelles politiques communautaires auprès des institutions communautaires et des partenaires du dialogue social européen.

Rencontres européennes de l'Excellence Territoriale - Paris : 23, 24 et 25 novembre 2000 www.eurexcter.com

Texte 4

DIANES (*Dialogue sur le territoire pour une Nouvelle Europe Sociale)*

Point de départ du projet :	DiaNES, Dialogue sur le territoire pour une Nouvelle Europe Sociale, est le résultat de plusieurs années de travail et de trois programmes européens qui ont de bâtir un partenariat, de tester une méthode de travail et de multiplier les arguments en faveur du dialogue social territorial.
Contexte	C'est à la demande de la commission européenne que le programme DiaNES a été lancé. DiaNES est l'aboutissement de 5 années de travail et le fruit d'une collaboration entre acteurs de terrain et représentants institutionnels.
Lieux et modalités du dialogue social	Dianes est un réseau d'organisations syndicales de salariés. Ce n'est pas un réseau de dialogue direct avec employeurs mais un lieu favorisant l'échange et la mobilisation des syndicats de salariés sur ce thème. Les organisations syndicales CCOO, CISL, CFDT, DGB de quatre régions européennes, après avoir montré que le dialogue social au niveau territorial avait des effets concrets sur la vie des entreprises et des salariés et défini le territoire comme un espace de concertation, de négociation et de projet, se sont donnés comme objectif d'élargir leur recherche et leur champ d'action. Des organisations patronales et associatives ont aussi participé à certains projets.
Réglementation de base	Le projet s'appuie depuis fin octobre 2003 sur une association de préfiguration de droit français (loi 1901).
Place des pouvoirs publics	La Commission européenne, la Région Poitou-Charentes sont impliqués dans la promotion du réseau. Les Pouvoirs Publics (Etat et Régions) des différents pays représentés soutiennent l'initiative.
Autres partenaires	Confédération Européenne des Syndicats. Fondation
Organisation et mise en œuvre	DiaNES propose la création d'un outil, ouvert et permanent s'appuyant sur le réseau des organisations construit au fil des différents programmes – DISNE (Dialogue social et nouveaux emplois) et PISTEE (Promouvoir les initiatives sociales territoriales pour l'emploi en Europe). Il s'agit de promouvoir et développer les pratiques du dialogue social territorial dans les régions d'Europe. Pendant un an, les animateurs du projet ont dégagé : - Des éléments méthodologiques autour, des arguments du dialogue social territorial, des différents niveaux auxquels il se construit ainsi que les formes et les modalités des pratiques. - Les thèmes ou arguments du Dialogue Social Territorial - Les Formes que prend le Dialogue Social Territorial - Concertation, Accords, Actions et Dispositifs ont fait l'objet d'un travail approfondi qui a permis de sensibiliser d'autres partenaires européens.
Public cible	Organisations syndicales de salariés, institutions européennes et régionales, organisations représentatives des employeurs, associations de développement local, élus locaux …
Mode de financement	Union Européenne / Région Poitou-Charentes.
Prise en compte du territoire	Un réseau d'organisations régionales.
Eléments d'évaluation et conditions de réussite	A ce jour, 10 organisations, 8 régions et 7 pays sont impliqués dans le lancement du réseau européen DiaNES. Ils ont à leur disposition les moyens de Décrire, d'Analyser et de Diffuser les formes et les enjeux du dialogue social territorial. Plus de 50 cas ont été analysés. Ils peuvent rejoindre le travail important fait dans le développement de la politique de l'emploi à travers les Pactes Territoriaux. Le projet a été un partenaire actif dans la création de l'événement, Carrefour International de l'Innovation sociale, qui se tient au Futuroscope les 27 et 28.10. 2003. Les statuts d'une association européenne DiaNes y seront proposés. Le projet a déjà programmé les futures activités : Base de données, Actions pilotes, Formation, Forum annuel (Barcelone 2004) et publications.
Perspectives de développement	Projet de lancement du réseau de ressources en 2004.
Contacts pour en savoir plus	France JOUBERT 06 70 00 14 67 ciste2@wanadoo.fr Yves MONTEILLEET 06 08 77 58 48 ymconseil@wanadoo.fr

PARTIE 4

4. RELIER LES NOTIONS AUX PERSONNES ET STRUCTURES RESSOURCES.

PARTIE 4 : relier les notions aux personnes et structures ressources.

4.1. Première liste de personnes et structures pour une AIT.

La liste proposée a été réalisée par extraction lors des explorations internet d'autre part et incoporation des participations volontaires. C'est une première liste, indicative, à la date du 28 août 2005.

Prénom	Nom	Dominante / Thèmatique[42]	Structure	Adresse	Via
			LOCAL LIVELIHOODS LTD.	St Oswalds Barn, Herefordshire, HR3 5HB, UK - Telephone +44 (0)1497831 Courriel info@locallivelihoods.com	Réponse questionnaire (3/05)
		Gouv CIV	FIM	Secrétariat à Montréal : 407, rue Mc Gilll, bureau 800, Montréal (Québec), Canada H2Y 2G3 – tel : +1 -514 – 499 – 1567 Courriel : info@fimcivilsociety.org	Repérage web
		ENV	IIED		Repérage web
		ENV	MEDIATERRE portail géographique international	C/o IEPF 56, RUE SAINT-PIERRE - 3e étage - QUÉBEC G1K 4A1 CANADA TÉL. 1 418 692 5727 iepf@iepf.org	
Philippe	AMOUROUX	ECO	PSES – FPH	philippe@alliance21.org et pses-sp@alliance21.org	FPH / centres d'intérêt corrélés
Eric	ANDRIEU	Gouv PUB	VP Conseil Régional Languedoc-Roussillon Président UNADEL	Mairie 11330 Villerouge Termenès Courriel : ericandrieu@wanadoo.fr	Relation de longue date MT intéressé par l'AIT
Mustapha	BARGOUTI	Géo-socio-CULT	Health Development and policy Institute,	PO box 1351 Ramallah, Palestine mustapha@hdip.org	Repérage FSM JH - Candidat humaniste aux présidentielles en Palestine
Bernard	BAYOT	ECO	R E S E A U FINANCEMENT ALTERNATIF	Av. Cardinal Mercier 53, 5000 Namur, Belgium Tel : +32 (0)81 71 15 71 Courriel : info@rfa.be	Réponse questionnaire (2/05)
Eléonore	BECHAUX	ENV	FN des Parcs Naturels Régionaux – Europe international	9 rue Christiani 75018 Paris Tel : 01 44 90 86 20 Courriel : ebechaux@parcs-naturels-regionaux.tm.fr	Contacts répétés depuis 2004
Gilles	BEVILLE	Gouv PUB	MAE/DGCID/DCT	20 Rue Monsieur 75700 Paris 07SP Tel : 01 53 69 30 62 Courriel : gilles.beville@diplomatie.gouv.fr	Contacts et partenaire depuis 2002

[42] Dominantes dans la fonction remplie / recroisant l'approche territoire : ECO Economie – ENV Environnement – SOC Social – Gouv.PUB Amélioration de la gouvernance à l'initiative des institutions publiques Gouv CIV ou de la Société civile - Géo-socio-CULT définit une appartenance à dominante géoculturelle – CONN/ACT Connaissance pour l'action (Recherche et formation)

Karl	BIRKHOLZER	ECO	EURONET	Technische Universität Berlin, IFG Lokale Ökonomie, Sekr.4-8 Franklinstr.28/29 D – 10587 Berlin Tel : + 49 30 314 267 40 Courriel euronet@tu-berlin.de	MT membre depuis 1998
Christophe	BLAVOT	ENV	IEC - Ecologie industrielle	81 avenue Carnot 93360 Neuilly-Plaisance Courriel : christophe@blavot.com	Intervenant Cerisy 14-21 juin 2005
Christiane	BOUCHART	Gouv PUB	RTES	Hôtel de ville BP 667 F 59033 Lille Cedex Tel 03.20.49.50.18 Courriel : cbouchart@mairie-lille.fr	Manifestation d'intérêt pour l'AIT
Bernard	CAILLAUD	CONN/ACT	ENPC – CERAS Laboratoire commun d'analyse socio-économique	28, rue des Saints-Pères, F-75343 PARIS Cedex 07 Tel 33 (0)1 44 58 28 71	Repérage web
Vincent	CALAME	CONN/ACT		vincent@mapeadores.net	FPH
Laurent Rachel	CARROUE DE CARVALHO	Gouv PUB	ADFIG (Association pour le Développement du Festival International de Géographie)	Mairie F 88100 Saint-Dié Courriel : rdecarvalho@ville-saintdie.fr	Repérage web suivi d'un échange de courriels et marque d'intérêt
Valerie	CARTER	Gouv PUB	SEEDA (South East England Development Agency) Rural sector director	SEEDA Headquarters, Cross Lanes, Guildford GU11YA GB valeriecarer@seeda.co.uk	Rencontre Univ. Rurale 2004
Joël	CHARRE	CONN/ACT	Unité Mixte de Recherche, colloque SAGEO	74, rue Louis Pasteur, 84029 Avignon cedex 1 Tél. : 04 90 16 26 98 Courriel : sageo2005@univ-avignon.fr	Repérage web
Marie-Thérèse	CHAUPIN	ECO	A.T.E.L.I.E.R (Association Textile Européenne de Liaison, d'Innovation, d'Echange et de recherche).	c/o Filature de Chantemerle. F-05330 Saint-Chaffrey Tel : 04 92 25 71 88 Courriel : atelier5@wanadoo.fr	Réponse questionnaire (2/05)
Philippe	CHESNEAU	Gouv PUB	VP CR PACA	Hôtel de Région, 9 place Jules Guesdes 11481Marseille cedex 3 Tel 04 91 57 55 63 Courriel : pchesneau@hdr.cr-paca.fr	Rencontré à Marseille3/05, intéressé
Anne-Laure	CHEVRON	ECO	YAMANA	81 bis rue Gantois, 59000 Lille Tel : 03 20 15 14 50 Courriel : annelaure.chevron@yamana-mvd.org	Réponse questionnaire (2/05)
Jean	CLEMENT				
Léo	DAYAN	Gouv PUB	APREIS (Acteurs, Pratiques, Recherches Européennes et Internationales pour le développement durable)	11 rue Pache 75011 Paris webmaster@apreis.org	Via Bulletin International de développement local durable

André	DOLLFUS	Gouv CIV	T2D2	La Baume 48110 Molezon Tel : 04 66 44 74 29 Courriel : dollfus@aol.com	Co-fondateur T2D2
Léon Céline	DUJARDIN LACHICAR	SOC Gouv CIV	ESAN	ESAN Secretariat, 60, rue Ste Catherine 59000 Lille France Tel./FAX: +33. (0)3.20.55.10.99 Courriel : mail: info@esan.org	Contact FPH Fiche de suivi n°22276 (6/2005)
John	DUNCAN	Gouv CIV	COMMACT	COMMACT UK : C/o CBS Network, Princes House, 5 Shandwick Place, Edinburgh EH 2 4 RG Tel: 0131 229 7257; Fax 0131 2219798; Courriel: info@cbs-network.org.uk	Contact Liverpool septembre 2004
Suren	ERKMAN	ENV	Institute for Communication and Analysis of Science and Technology (ICAST)	P.O. Box 474CH - 1211 Geneva 12 Switzerland - Tel + 41 22 346 10 87 Courriel: suren.erkman@icast.org suren.erkman@roi-online.org	Partenaire FPH
Jafah	FARAH	Gouv CIV	Mosawa Center Advocacy Centre for Arab Citizens of Israel	2 Khoury Street, PO Box 4471 Haifa 31045 Israel mosawa@rannet.com	Repérage et expression d'intérêt FSMed
Gilda	FARRELL	Gouv PUB	Conseil de l'Europe (DDCS)	Gilda.farrelle@coe.int	Participation AIT lancement (11/04)
Thomas	GARCIA	Gouv CIV	Espace Nord-Sud	17, rue de Boston 67000 Strasbourg Tel 03 88 61 15 50 ; Courriel : commerce.equitable.alsace@wanadoo.fr	Réponse questionnaire (2/05)
André	GARCIA	CONN/ACT	GEOSCOPIE		Repérage internet
Marc	GASTAMBIDE	Gouv PUB	DATAR (Europe et international)	1 avenue Charles Floquet 75343 Paris Cedex 07 Tel : 01 40 65 10 69 Courriel : marc.gastambide@datar.gouv.fr	Contacts répétés AL 2004-2005
Tony	GIBSON	Gouv CIV	Scarman Trust, Neignbourhood Initiatives Foundation	67 Beech Grove, Blackhill, Tyne and Wear NE17 7TD UK tony.Gibson@blueyonder.co.uk	Vie relations EURONET
Annie-Charlotte	GIUST	CONN/ACT	Centre ESTA	10 rue Peclet 75015 Paris centre.esta@wanadoo.fr	Convention MT
David	HARTSOUGH	Gouv CIV	Non violent Peaceforce (Director of special projects) www.nonviolentpeaceforce.org	721 Shrader Street, San Francisco, CA 94117 USA	Repérage FSM
Edith	HEURGON	CONN/ACT	CCIC	Tel 01 45 24 42 13 ; 06 80 23 73 60 (Mobile) Courriel heurgon@noos.fr	Partenaire AIT/FPH
Eddie	HIGGINS	ECO	SIPTU Syndicat majoritaire en Irlande, membre du Social Partnership) Co-ordinator strategic development initiatve	SIPTU House, Forster Court, Galway City, Ireland Courriel : ehiggins@siptu.ie	Membre de DiaNes

André	HOCHBERG	Gouv CIV	France Benevolat	127 rue Falguière 75015 Paris Tel : 01 40 61 01 61 Courriel : contact@francebenevolat.org	Réponse questionnaire (2/05)
Agnès	HUBERT	Gouv PUB	Parlement Européen, conseillière	Direction Générale des Commissions et Délégations B-1047 Bruxelles Courriel : ahubert@europarl.eu.int	Rencontre Univ. Rurale 2004
Maryse	HUET	Gouv PUB	MIME	maryse.huet@mime.travail.gouv.fr	Partenariat Poitiers Pactes Locaux
Suzanne	HUMBERSET	Gouv CIV	RITIMO	21 ter rue Voltaire 75011 Paris Tel 33 00 (0)1 44 64 74 14 Courriel rinoceros@globenet.org et s.humberset@ritimo.org	Partenaire FPH
France	JOUBERT	ECO	DIANES	Tel 06 70 00 14 67 Courriel ciste2@wanadoo.fr Yves MONTEILLEET 06 08 77 58 48 Courriel : ymconseil@wanadoo.fr	Via Pactes Locaux
François	JUNG-ROZENFARB	Gouv CIV	CARE International	Tel 01 53 19 89 95 Courriel jungrozenfarb@carefrance.org	Repérage web + courrier marquant l'intérêt (2/05)
Eric	LAVILLUNIERE	ECO	CECOP	Rue Guillaume Tell 59b – B-1060 Bruxelles Tel 32/2/ 543 10 33 Courriel cecop@cecop.org et ela@cecop.org	Relations réseaux dont Pactes Locaux
Géraldine	LECHEVALIER	Gouv CIV	Pactes Locaux	LE TRONQUAY (14490), rue le Bas Hamel Courriel : geraldine.lechevalier@wanadoo.fr	Présidente Pactes Locaux
Yvon	LECLERC	CONN/ACT	RÉSEAUX	2480 Chemin Ste-Foy, Québec, G1V 1T6 Tel : 418-780-0993 Courriel : info. info@journal-reseaux.ca yvonleclerc@videotron.ca	Réponse questionnaire (2/05)
Bernard	LEURQUIN	Gouv PUB	APFP	Le Mas des Lombards F – 04660 Champtercier Tel 04 92 31 93 41 Apfp@yahoo.com	Relation PIC
Michael	LEWIS	ECO	RCDEC ET RIPESS	Center for Community Enterprise Tel 250/ 723- 1139 cclewis@island.net	Relations Liverpool 9/04
Alain	LIPIETZ	CONN/ACT	UMR 8504 – Géographie-cités Député européen	22 rue du 11 novembre 94800 Villejuif Courriel : alain@lipietz.net	Repérage web
Mr	LOGANATHAN	ECO	ASSEFA	279, Avvai Shanmugam Salai, Royapettah, Chennai – 600 014 Tel : 91.44.28133203,91.44.28130026, Courriel : assefa@md2.vsnl.net.in	Via Bulletin International de développement local durable
Gérard	LOGIE	Gouv CIV	ATOS	Courriel glogie@club-internet.fr et anne.charriere@wanadoo.fr nperlas@info.com.ph	Participation réunion de travail ATOS (1/05)

Ronan	MACADAM	Gouv PUB	Conseil Régional Poitou-Charentes (Programme Co-ordinator Interreg 3B, Atltantic Area) <r.mcadam@cr-poitou-charentes.fr>	15 rue de l'Ancienne Comédie, 86000 Poitiers Courriel: r.mcadam@cr-poitou-charentes.fr	Connaissance perso de Judith, a exprimé un intérêt à venir à la restit°
Jean-Claude	MAIRAL	Gouv PUB	VP CR Auvergne Commission Nationale Coopération Décentralisée	36 rue de l'Oridelle 03000 Moulins Tel : 06 80 74 23 32 Courriel : jcmairal@yahoo.fr	Contacts et collaboration AL 2003-2005
Paul	MAKEDONSKI	Gouv CIV		makedonski@terra.com.pe	Partenaire FPH
Lucile	MANOURY	CONN/ACT	Contact / Université coopérative européenne	Coordination : Collège Coopératif Provence-Alpes-Méditerranée, 2, avenue Jules Isaac - B.P. n° 61 Carré Pro - 13101 Aix-en-Provence cedex 01 Tél. 33 (0)4 42 17 03 00 - Fax : 33 (0)4 42 21 26 11 - E-mail : collcoop@univ-aix.fr et lmanoury@collcoop.org	Relation via MB[2]
Edgar Roger	MORIN DELORME	CONN/ACT	APC et Association Européenne du PROGRAMME MCX (Modélisation de la Complexité)	7 rue St Claude, 75003 Paris Courriel : mcxpac@globenet.org	Repérage web
Camilo	MORTAGUA	CONN/ACT	APURE	Courriel camilo.mortagua@netc.pt et josy.richez@up.univ-aix.fr	Manifestation d'intérêt pour AIT
Antonella Gabriela	NOYA MIRANDA	ECO	OECD- LEED	LEED Programme (OECD) 2 rue André Pascal F- 75775 Paris Cedex 16 Te + 33 0 45 24 93 04 Courriel : antonella.noya@oecd.org Gabriela.miranda-gallardo@oecd.org	Relation amorcée via Délos
Mme Rosario	ORTIZ	Gouv CIV	RIOD (SCS)	r.ortiz.scs@vl.videotron.ca	Repérage web
John Alan	PEARCE KAY	ECO	CBS Network	Princes House 5 Shandwick Place Edinburgh EH2 4RG UK Tel +44 (0) 131 229 7257 Courriel : info@cbs-network.org.uk	Réponse questionnaire (2/05)
Gérard	PELTRE	Gouv PUB	Vice président du Comité consultatif du développement rural de la Commission Européenne	Mairie de Lachaussée, 2 rue Hongres F55210 Lachaussée Courriel Gerard.peltre@wanadoo.fr	Repérage Univ. Rurale 2004
JP Michel	PIECHAUD MOUSEL	ENV	Association 4 D Président de 4D	150-154 rue du Faubourg Saint-Martin 75010 Paris Tel 01 44 64 74 94 Courriel : crio@association4d.org	Partenaire FPH Intervenant Cerisy 14-21 juin 2005
Yvon	POIRIER	Gouv CIV	Bulletin International de développement local durable	565, rue de l'Eglise /401 Québec (QC) G1K 9G5 Canada ypoirier@videotron.ca	
Paulette	POMMIER	Gouv Pub	DATAR, suivi SPL	DATAR 1 rue Charles Floquet 75343 Paris, Cedes 7 Tel 01 40 65 12 34 Courriel : paulette.pommier@datar.gouv.fr	Repérage web

Jean-Charles	POUTCHY-TIXIER	Gouv PUB	Conseil National des Transports	34 Avenue Marceau - 75 008 PARIS France Tel : +33 1 53 23 85 87 Courriel : Jean-Charles.Poutchy-Tixier@cnt.fr	Réponse questionnaire (4/05)
			Alliance Gouvernance AFRICAINE		VIA Pierre Calame
			CGLU		VIA Pierre Calame
Giancarlo	RAMAIOLI	ECO	Activelink	10 Upper Grand Canal Street, Dublin 4, Ireland - Telephone: +353 +1 6677326 Courriel: gian@activelink.ie	Réponse questionnaire (3/05)
Mary-Françoise	RENARD	CONN/ACT	CERDI Centre d'études et de recherches sur le développement international)	65, boulevard François Mitterrand 63000 Clermont Ferrand Tél . 04 73 17 74 00 Courriel: cerdi@u-clermont1.fr	Repérage web
Bernardo	REYES	CONN/ACT	Chantier : Evaluation et indicateurs d'une socio-économie solidaire	breyes20cl@yahoo.com et indicators@socioeco.org	Recommandé par Françoise Wauttier
Thierry	RIBAULT	CONN/ACT	CLERSE – Lille 1	Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques UMR 8019 CNRS Faculté des Sciences Economiques et Sociales Université des Sciences et Technologies de Lille 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex tel : 03 20 12 54 33 Courriel : Thierry.Ribault@univ-lille1.fr	Intervenant Cerisy 14-21 juin 2005
Jean-Marie	ROUILLIER	ECO	CDIF	11, rue Guilloud 69003 Lyon Tel 04 78 54 67 09 Courriel : jm.rouillier@wanadoo.fr	Repérage web
Anne-Marie	SACQUET	Gouv CIV	Directrice Comité 21	132 rue de Rivoli 75001 Paris Tel : 01 55 34 75 21 Courriel : sacquet@comite21.org	Contacts réguliers depuis 2004. Partenariat T2D2
Robert	SALAIS	CONN/ACT	EUROCAP	salais.robert@idhe.ens-cachan.fr	Partenariat Poitiers Pactes Locaux
Patrick	Salez	Gouv PUB	Commission Européenne, Adm. principal Aménagement du territoire	Commission Européenne, Rue de la loi 200 B-1049 Bruxelles patrick.salez@cec.eu.int	Rencontre Univ. Rurale 2004
Jacques	TERRENOIRE	CONN/ACT	Fondation scientifique de Lyon et du Sud Est	4, rue Président Carnot 69002 F- Lyon Tel 33 (0) 4 78 92 70 03 Jacques.terrenoire@fslse.org	Partenaire AIT/FPH
Samuel	THIRION	Gouv Civ	Plate-Forme européenne dialogue politique et promotion…citoyens dans l'économie	Samuel.thirion@coe.int	Participation AIT lancement (11/04)
Didier	TOQUE	ENV	DIL	3 rue de Vanves, 92100 Boulogne Billancourt Tel 01 46 94 06 93 Courriel : didier.toque@dil.asso.fr	Reprérage web

Jones	TRACEY	ECO	SEN	Kuumba Imani Millennium Centre, 4 Princes Road, Liverpool L8 1TH Tel: 0151 707 7729 Courriel : info@sen.org.uk	Rencontre à la conférence de Liverpool (9/04)
Marie-Madelein e Céline	USSELMANN ROZENBLAT	CONN/ACT	Mappemonde UMR CNRS 6012 ESPACE	17 rue de l'Abbé de l'Epée 34090 Montpellier mappemonde@mgm.fr et rozenblat@mgm.fr	Repérage net
Viviane	VANDEMEUL EBROUCK	ECO	INAISE (International Association of Investors in the social economy)	Chaussée de Charleroi 51B bte 1 - B-1060 Bruxelles, Belgique Tel : +3222345797 Courriel : inaise@inaise.org	Réponse questionnaire (2/05)
Pierre	VELZ	CONN/ACT		14 rue Broca 75005 Paris Courriel : veltz@enpc.fr	Relation PIC
Jérôme	VIGNON	Gouv Pub	Commission Européenne DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances	Commission Européenne B-1049 Bruxelles Tel : +32 2 299 11 11 Jerome.vignon@cec.eu.int	Relation PIC - lettre aux Pactes Locaux
Robert	VILLENEUVE	CONN/ACT	EUREXTER	91, rue de Monceau ; 75008 PARIS Mobile : +33 (0)6 07 58 68 89 Courriel: eurexcter@wanadoo.fr	Partenariat Poitiers Pactes Locaux
Celina	WHITAKER	Gouv Pub	Equipe Projet Sol Equal	Cw.projet.sol@ouvaton.org	Relation professionnell e JH
Roger	WINTERHALT ER	Gouv CIV	Maison de la Citoyenneté Mondiale	20 rue Paul Schutzenberger – 68200 Mulhouse Tél : 03 89 33 97 86 Courriel : mcm.arso@wanadoo.fr	Réponse questionnaire (2/05)
Alain	YVERGNIAUX	Gouv Pub	Elu Agglomération rennaise PEKEA (Political and Ethical Knolrdge on Economic Activities Research Programme)	Adresse Pennec-Conseils 14 rue Antoine Dumont 35760 St-Grégoire Tel : 02 33 25 05 05 Courriel : a.yvergniaux@penne-conseils.com et pekea@pekea.org	Via relations Pactes Locaux
Bertrand	ZUINDEAU	ENV	Réseau DD et Territoires Fragiles	www.revue-ddt.org	Repérage web
Bertrand	ZUINDEAU	CONN/ACT	CLERSE – Lille 1	Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques UMR 8019 CNRS Faculté des Sciences Economiques et Sociales Université des Sciences et Technologies de Lille 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex tel : 03 20 43 66 17 Courriel : Bertrand.Zuindeau@univ-lille1.fr	Intervenant Cerisy 14-21 juin 2005

4.2. Fiches organismes et structures.

4.2.1. La fiche organisme-type.

ADRESSE :

PAYS :

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) :

SITE WEB :

COURTE PRESENTATION :
- Mission
- Fonctionnement

CONCEPTS-CLES :

MOTS-CLES THEMATIQUES :

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
- Localisation :
- Géoculture :
- Ecosystème :
- Articulations territoriales :

MOT-CLES ACTEURS :

MOT-CLES METHODOLOGIQUES :

DATE et AUTEUR DE LA FICHE :

4.2.2. Liste des fiches organismes.

1. AGRITERRA
2. AIMF - Association Internationale des Maires francophones
3. Alliance 21 - Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
4. APC - Association pour la Pensée complexe
5. APREIS - Acteurs, Pratiques, Recherches Européennes et Internationales pour le développement durable
6. ARBORUS
7. ASSEFA - Association for Sarva Seva Farms
8. ATOS - Alliances pour la Triarticulation de l'Organisation Sociale
9. CARE international
10. CBS Network
11. CDIF - Club des districts industriels français
12. Club National des Réseaux de Villes
13. Collectif pour une Economie Solidaire -Alsace
14. COMMACT - Commonwealth Association for Local Action and Economic Development
15. DATAR - Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale - Prospective territoriale
16. DIL - Décentralisation & Initiatives Locales
17. ECDPM - Centre européen de gestion des politiques de développement
18. ENDA-tm - Environnement et Développement du Tiers Monde
19. ESAN - European Social Action Network - Réseau européen d'action sociale
20. EUREXCTER - Association Européenne de l'excellence territoriale
21. FIM- Forum International de Montréal : références concernant les réseaux de la démocratie mondiale, les sites de la société civile internationale et les participants à la rencontre internationale sur la démocratie mondiale « G05 » de mai 2005
22. France Bénévolat
23. Globenet3 - Réseau global pour « the Threefolding social »
24. GPF - Global Policy Forum
25. INAISE - International Association of Investors in the social economy
26. IOG - Institute On Governance (Institut sur la Gouvernance)
27. LEED - Développement économique et création d'emplois locaux (
28. Local Livelihoods
29. Maison de la Citoyenneté.mondiale
30. Maison de la Géographie
31. MEDIATERRE
32. PEKEA et réseaux associés
33. Liens et partenaires du RCDEC - Réseau Canadien de Développement Economique Communautaire
34. Réseau Financement Alternatif
35. Réseaux (Revue)
36. RITIMO-RINOCEROS
37. ROI - Resource Optimization Initiative
38. Yamana

4.2.3. Contenus des fiches organismes.

AGRITERRA

ADRESSE : Agriterra ; Willemsplein 43-II, 6811 KD Arnhem Pays-Bas
Téléfone: 026-4455445 ; Fax: 026-4455978 Courriel : agriterra@agriterra.org

PAYS : Pays-Bas

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Directeur: dr. Kees Blokland

SITE WEB : www.agriterra.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : L'objectif d'Agriterra est de promouvoir, faciliter et appuyer des coopérations de longue durée entre des organisations des ruraux aux Pays-Bas et celles dans les pays en voie de développement. Les organisations des ruraux et/ou leurs alliances internationales forment le groupe cible d'Agriterra : unions de paysans et de femmes rurales, de coopératives, organisations de jeunes agriculteurs et des autres organisations dont les membres vivent en milieu rural.

Fonctionnement : Agriterra a été créée en 1997 par les organisations rurales néerlandaises : l'organisation néerlandaise d'agriculteurs et d'horticulteurs (LTO-Nederland) et ses organisations régionales, les organisations de femmes rurales néerlandaises et la centrale des organisations de femmes rurales (CPVO), le conseil national des coopératives agricoles et horticoles (NCR), le contact néerlandais des jeunes agriculteurs (NAJK). Elles constituent le Conseil d'Administration et le Conseil de Consultation d'Agriterra. Le siège d'Agriterra se trouve à Arnhem . Elle a 21 collaborateurs.
Le conseil d'administration est composé de huit membres. Il est présidé par Gerard Doornbos qui préside également LTO-Nederland. Jusqu'en 2002 il était aussi le président de la fédération internationale des producteurs agricoles (IFAP).
Agriterra s'adresse aux organisations rurales des pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. L'aide qu'elle fournit ne passe pas à travers des autorités ni des intermédiaires, mais directement de paysan à paysan, de femme rurale à femme rurale, de coopérative à coopérative.
De l'aide néerlandaise au développement, seul un pourcentage relativement faible atteint directement les organisations des ruraux. En augmentant cette portion de l'aide, Agriterra veut appuyer les ruraux à prendre en main eux-mêmes leur

développement.
C'est pourquoi Agriterra a passé une alliance stratégique avec ICCO (organisation inter-églises de coopération au développement), et CORDAID, (l'organisation catholique de coopération au développement). Cordaid et ICCO appuient financièrement les activités et partagent avec Agriterra leurs expertises et expériences dans le domaine du développement rural. En outre, ils collaborent avec Agriterra pour influencer la politique de coopération au développement néerlandaise et européenne en faveur des organisations rurales.

CONCEPTS-CLES : coopération internationale rurale non gouvernementale

MOTS-CLES THEMATIQUES *:* coopération internationale Nord/Sud

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Pays-Bas, Afrique, Amérique, Asie
Géoculture : milieu rural
Articulations territoriales : coopération directe entre organisations rurales

MOT-CLES ACTEURS : syndicats de paysans ; organisations rurales ; coopératives agricoles ; producteurs ; femmes rurales

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : formation ; lobying

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, juillet 2005

AIMF : Association Internationale des Maires Francophones

ADRESSE : 9 rue des Halles, 75001 Paris Tel : 01 44 88 22 88

PAYS : France

PERSONNE CONTACT EN FRANCE : Bertrand Delanoë, Maire de Paris, président du Bureau
Gilles Gauthier : Secrétaire permanent : g.gauthier@aimf.asso.fr

SITE WEB : www.aimf.asso.fr

COURTE PRESENTATION :

Mission : L'AIMF, créée en 1979 à l'initiative des maires de Paris et de Québec, a pour vocation de rassembler les maires et responsables des capitales et métropoles où le français est la langue officielle, la langue de communication ou une langue largement utilisée, et de faire entendre la voix des collectivités locales en leur offrant une tribune internationale. En tant que réseau de villes attachées à agir au plus près des citoyens, l'AIMF développe une coopération étroite dans les domaines de l'activité municipale, en rendant concrète la solidarité entre ses membres.

Opérateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'AIMF répond aux souhaits des chefs d'Etat et gouvernement de pays francophones : renforcer la démocratie locale, accompagner les politiques de décentralisation et donner aux collectivités locales les moyens d'assumer leurs nouvelles responsabilités.
Par le biais de ses programmes de formation, avec son expertise et la réalisation d'outils adaptés, l'AIMF contribue également à la diffusion des connaissances et des savoir-faire en matière de gestion municipale. Elle participe ainsi à l'animation de la coopération décentralisée francophone.

Fonctionnement : 115 villes sont adhérentes représentant 46 pays.
Assemblée générale est composée des membres de l'Association, l'assemblée générale se réunit chaque année et définit les orientations de l'Association ainsi que les grands principes de son action. Elle se prononce également sur le rapport moral, administratif et financier de l'Association, ainsi que sur le projet de budget.
Parallèlement, six commissions de travail délibèrent sur un thème : Décentralisation et démocratie locale ; Développement urbain et durable ; Modernisation des services et formation des personnels municipaux ; Animation du réseau des villes membres et échanges multiculturels ; Politique de santé locale ; Aide humanitaire.
Moyens de financement : Le budget prévisionnel de l'année 2005, voté à Ouagadougou en novembre 2004, s'élève à 5.033.000 euros. L'AIMF s'appuie sur quatre sources de financement : les subventions des Etats, des villes membres, des organismes locaux, parmi lesquels le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) occupe une place importante, des Fonds d'urgence, expression d'une nouvelle solidarité en faveur des villes victimes d'une catastrophe ou d'une crise grave.
2006 : Année Léopold Sédar Senghor : « La Francophonie, c'est cet humanisme intégral qui se tisse autour de la Terre ; cette symbiose des énergies dormantes de tous les continents, de toutes les races, qui se réveillent à leur chaleur complémentaire, in Esprit n°311, 1962.

CONCEPTS-CLES et MOT-CLES METHODOLOGIQUES : défense de la francophonie ; solidarités inter-urbaines

MOTS-CLES THEMATIQUES : réseau international de villes francophones ; gestion municipale ; démocratie locale ; décentralisation ; coopération décentralisée francophone

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : 46 pays
Géoculture : aire francophone
Ecosystème : systèmes urbains
Articulations territoriales : villes associées dans une participation associative internationale

MOT-CLES ACTEURS : collectivités locales urbaines, Etats

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 11 juillet 2005

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

ADRESSE : C/o FPH 38 rue Saint Sabin 75011 Paris Tel 01 43 14 75 75

PAYS : France et Suisse

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : **Pierre Calame, Françoise Macé pic@fph.fr**

SITE WEB : www.alliance21.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : en 1988, un groupe international de réflexion, le groupe de Vézelay, lance un appel pour les Etats Généraux de la planète. Cet appel fait naître en 1994 l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Elle participe à l'émergence des mouvements sociaux affirmant que le monde n'est pas une marchandise et qu'il faut construire la mondialisation de la citoyenneté.
D'une coalition anti-globalisation à une alliance pour une autre mondialisation, sept ans pus tard, se tient à Lille, en France, du 2 au 10 décembre 2001, la première Assemblée mondiale de Citoyens, qui réunit quatre cents participants, représentant de façon équitable les régions du monde et les milieux socioprofessionnels, préfigurant un Parlement de la planète. Les résultats débouchent sur des priorités communes ; la validation d'un texte et d'un processus de promotion d'une Charte des responsabilités humaines ; un sommaire d'une stratégie de changement pour le 21ème siècle.

Fonctionnement : les travaux de l'Alliance ont été principalement supportés financièrement, surtout dans les années 2000-2001, par la FPH et accompagnés par son équipe permanente de travail, avec d'autres**.** C'est le point d'aboutissement d'un processus de construction collective, poursuivi par étapes dans le cadre de programmes de travail réunissant de multiples chantiers internationaux, par thème, par région ou par milieu socioprofessionnel. Une longue période de bilan (2002-2003)fait suite à l'Assemblée mondiale de Citoyens, pour partager l'analyse des acquis et la définition d'une stratégie jusqu'en 2010, interrompant le déroulement immédiat de l'activité. Elle débouche en 2004 sur une clarification des rôles respectifs de la fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH) et de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, dans le portage des activités au service de l'objectif.
Période 2003-2010 : **La FPH « veut contribuer à l'émergence d'une communauté mondiale pour assumer les interdépendances entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère à l'échelle de la planète ; pallier l'absence actuelle de régulations politiques mondiales ; concevoir et conduire les grandes mutations indispensables pour que le monde soit viable ». Elle privilégiera pour la période 2003-2010 trois modes d'action « l'élaboration collective, la mise en débat, la diffusion et la mise en oeuvre de propositions alternatives : l'émergence d'alliances citoyennes, internationales ; les méthodes et outils adaptés aux besoins des alliances citoyennes, à l'élaboration et la diffusion de propositions collectives, au partage de l'expérience, à la construction de l'intelligence collective ».**

CONCEPTS-CLES : gouvernance mondiale ; charte des responsabilités humaines

MOTS-CLES THEMATIQUES : Parlement de la planète ; éthique de la responsabilité ; unité et diversité ; identités culturelles et globalisation; tolérance, autonomies et diversité ; dialogue entre les cultures ; sciences et technologies ; éducation pour tous ; médias libres ; systèmes alternatifs de production et de consommation ; développement local ; solidarités et alternatives économiques ; droits politiques, économiques, culturels et sociaux ; dialogue pour la construction de la paix ; gestion des relations entre les sociétés et leur environnement ; public-privé, rôles, régulations et partenariats ; réforme de l'Etat ; mondialisation, solidarités et accès aux ressources ; rapports Nord-Sud ; gouvernance mondiale ; économie mondiale ; entreprises multinationales et nouvelles régulations.

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France, Suisse, membres originaires des 5 continents et divers pays à dominante francophone
Articulations territoriales : alliance internationale d'acteurs volontaires sur des objectifs d'action
MOT-CLES ACTEURS : personnes et organisations, collèges d'acteurs, dominante francophone
MOT-CLES METHODOLOGIQUES : prototype d'alliance citoyenne.

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 11 juillet 2005

APC : Association pour la Pensée Complexe

ADRESSE : AEMCX, BP 154, 13605, Aix-en-Provence, Cedex 1 Courriel : mcxpac@globenet.org

PAYS : France, Europe

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Daniele Durieu : daniele.durieu@univ.u-3mrs.fr

SITE WEB : www.mcxapc.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : l'Association pour la Pensée complexe **APC** a été fondée par Edgar Morin. Elle est directement inspirée par son œuvre. Cette association vise à promouvoir la pensée complexe. Elle se propose de fonctionner à la manière d'un catalyseur, ses vocations étant aujourd'hui :
-de contribuer à la promotion d'une pensée complexe dans tous les domaines de la société et de la connaissance afin d'aider les sociétés à répondre aux défis défi de la complexité que rencontre la "Terre-Patrie"
- de stimuler et susciter dans le plus grand nombre possibles d'institutions, de cercles, de groupes. Des initiatives de recherches et d'animation des réflexion collectives sur l'action humaine en situation complexe.
d'œuvrer à l'insertion de la pensée complexe dans l'éducation, la formation, la recherche, les stratégies, les programmes.
- d'établir des relations en réseau avec les associations, les équipes universitaires, les groupes et les personnes dans le monde qui s'attachent au développement de la pensée complexe dans les cultures et les enseignements, en tirant parti notamment des multiples ressources permises par les communications et les documentations permises sur les toiles Internet.
Pour ce faire, l'APC a publié un annuaire intercontinental de la pensée complexe qui sera prochainement mis à jour.

Fonctionnement : elle met en œuvre le Programme européen MCX (Modélisation de la Complexité). L'AE.MCX (Association du Programme Européen Modélisation de la Complexité) est présidée par Jean Le Moigne . Le programme a émergé à la fin des années quatre vingt de la rencontre d'universitaires, de scientifiques et de responsables d'organisations (entreprises et administrations) principalement européens et francophones se proposant de coopérer avec intelligence dans une commune attention aux multiples complexités que rencontrent les sociétés contemporaines.Attention activée par la volonté de relier - et non plus de séparer - le comprendre et le faire, les connaissances et les pratiques, la réflexion et l'action, au sein d'un projet culturel, civique et pragmatique de développement des Nouvelles sciences d'ingénierie des systèmes complexes.
Plutôt que d'attendre que les institutions sociales se réforment miraculeusement, il s'agit de témoigner, de confronter nos innombrables et diverses expériences professionnelles et civiques, avec modestie, sans arrogance, mais avec une "obstinée rigueur, comprendre pour faire et faire pour comprendre".
A partir de 1997, publications de "Chemin-Faisant" et co-animation du site Web avec l'APC www.mcxapc.org

CONCEPTS-CLES : modélisation de la complexité ; pensée complexe

MOTS-CLES THEMATIQUES : applications à divers champs de connaissance

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France, Europe
Géoculture : aire francophone

MOT-CLES ACTEURS : chercheurs, philosophes, acteurs sociaux

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : prospective ; méthodes de modélisation de la complexité

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 17 juillet 2005

APREIS : Acteurs, Pratiques, Recherches Européennes et Internationales pour le développement durable

ADRESSE : 11 rue Pache 75011 Paris Tel : 00 33 (0)1 45 94 12 56

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Direction générale et scientifique : Léo Dayan Economie internationale, Stratégies de la durabilité (France) webmaster@apreis.org

SITE WEB : www.apreis.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : laboratoire-réseau coopératif mondial,créé en septembre 2003 par le laboratoire de recherches et d'actions locales pour le développement durable, association loi française 1901.
Recherches-formations-actions-réalisations intergénérationnel, interculturel, interdisciplinaire, interprofessionnel pour la mise en oeuvre partenariale et interactive de la durabilité locale et globale
Une source civile d'informations, de propositions, d'initiatives, d'études, de projets et de réalisations pour le développement local durable,
Un vecteur du transversal.

Fonctionnement
Site accessible en quatre langues: français, anglais, espagnol et portugais.
A signaler un projet en cours : la première université mondiale nomade au Niger en 2005.

CONCEPTS-CLES : Recherche-formation-action-réalisation de la durabilité

MOTS-CLES THEMATIQUES : Stratégies, imaginaires, modes d'organisation, institutions, formes de gouvernance, culture, technologies, formations et métiers pour la durabilité
Ecologie industrielle, économie solidaire, organisation partenariale
Entreprise durable, investissement éthique, équité sociale, égalité des droits, insertion sociale
Commerce équitable, mobilité douce, tourisme durable,
Environnement, Prévention globale du risque environnemental
Dynamiques interculturelles, solidarités régionales, coopérations décentralisées
Coopérations transnationales, gouvernance mondiale
Développement local, démocratie locale de responsabilité

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France, USA, Canada, Mexique, Brésil, Argentine, Niger, Cameroun, Italie, Suède, Pologne, Allemagne, Espagne
Articulations territoriales : groupes de coopération thématiques bi-nationaux, reliés au niveau international

MOT-CLES ACTEURS : praticiens, experts, chercheurs, énergies civiles, entreprenants

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : espace coopératif mondial ; approche transversale et partenariale ; source civile d'informations;

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 12 juillet 2005

ARBORUS

ADRESSE : ARBORUS : 7, Square Desaix 75015 Paris Tel : 01 45 78 93 28

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Cristina LUNGHI , déléguée générale : arborus@arborus.org

SITE WEB : http://www.arborus.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : l'Association Arborus est une ONG Française (type loi 1901) sans but lucratif, créée en 1995. Elle a pour objectif la promotion de la démocratie en Europe par la valorisation du rôle des femmes. Elle est composée principalement de femmes responsables dans les entreprises (DRH, dirigeantes, cadres). Arborus travaille dans la perspective d'une part de la compréhension du phénomène discriminatoire envers les femmes en Europe, d'autre part de faire évoluer les situations existantes, par la promotion des femmes dans les processus de décision.

Fonctionnement : sa déléguée générale est membre de l'observatoire de la parité, commission gouvernementale visant la promotion de la parité dans les lieux de pouvoir et chargée de mission aupres du Ministère de la Parité et de l'Egalité professionnelle pour la mise en place d'un label « Egalité » pour les entreprises.

Arborus a développé des pôles de compétences liés plus particulièrement à la promotion du rôle des femmes dans les processus décisionnels qui sont la source des décisions impliquant des femmes et qui sont encore du monopole des hommes.
Le travail entrepris par Arborus s'inscrit dans une dimension européenne et internationale. Des partenariats avec des organisations essentiellement féminine sont été conclus en Italie, Espagne, Suède, Allemagne, GB, Espagne, Roumanie, République Tchèque et Russie.
Actions concrètes

- Des études comparatives européennes sont menées avec des pays partenaires.
- Des formations spécifiques pour les femmes sont proposées pour encourager les femmes à prendre place dans les processus décisionnels dans le secteur politique (femmes désireuses d'entrer en politique) ; dans le secteur économique (femmes voulant évaluer leur projet d'entreprise et avoir accès aux techniques de management).
- Un Observatoire Européen de l'égalité des chances et des politiques temporelles : il a pour mission de devenir le centre de ressource européen relatif aux problématiques soulevées par la participation croissante des femmes dans le monde économique (égalité professionnelle, création d'entreprise), et à l'articulation des temps de vie (conciliation entre la vie professionnelle, la vie familiale ou personnelle, et plus largement l'ensemble des temps sociaux (temps associatif, transports…), évolution des équilibres familiaux, parentalité, etc.). Il a pour vocation d'être le centre de référence d'un réseau d'acteurs de l'entreprise, susceptible de l'alimenter sur les initiatives menées, de procéder à l'évaluation et la capitalisation de celles-ci, et de les diffuser.

CONCEPTS-CLES : Promotion du rôle des femmes dans les processus décisionnels ; conciliation entre la vie professionnelle, la vie familiale ou personnelle

MOTS-CLES THEMATIQUES : parité ; temps sociaux ; politiques temporelles

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France (PACA, Bretagne)
Géoculture : intégrer l'égalité homme-femme dans la culture des entreprises et le fonctionnement démocratique.
Articulations territoriales : Association basée en France reliée sur projets dans plusieurs pays d'Europe.

MOT-CLES ACTEURS : femmes DRH, dirigeantes, cadres d'entreprises
Partenaires **:** entreprises, organisations syndicales, administrations, associations, experts, EUREXCTER

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : recherche-action ; formation ; lobbying

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 15 juillet 2005

ASSEFA : Association for Sarva Seva Farms

ADRESSE : ASSEFA, 279, Avvai Shanmugam Salai, Royapettah, Chennai – 600 014
Phone:91.44.28133203,91.44.28130026, Fax:91.44.28133196

PAYS : Inde

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) :
M.S. Loganathan, directeur exécutif E-Mail: assefa@md2.vsnl.net.in

SITE WEB : ASSEFA-Inde (site WEB en anglais seulement) www.planetfinance.org/hosting/assefa/index
ASSEFA-Italie (site WEB en italien et en anglais) www.assefaitalia.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : L'Association est fondée en 1969 au Tamil Nadu (sud de l'Inde), à partir des terres réunies par Vinoba Bhave, disciple de Gandhi. Elle remplit une mission inspirée du concept de « sarvodaya » qui signifie «bien-être pour tous», pour « améliorer le statut économique, social et culturel des communautés rurales, améliorer leurs compétences et capacités d'auto gestion; pour que les communautés rurales s'unissent sans discrimination pour élever la vie sociale, culturelle de tous, et pour établir des communautés auto suffisantes, confiantes en soi, autogérées reposant sur les principes de liberté, égalité économique et justice sociale. »

Fonctionnement : Le Gram Sabha (assemblée du village) et les Groupes d'Entraide féminins sont les espaces de décision grâce auxquels les villages construisent un développement en 5 phases **:** planification, mise en œuvre de projets pilotes, implantation avancée, développer l'autonomie et l'effet d'entraînement (appui à d'autres villages). L'expérience d'ASSEFA permet de constater qu'en général le cycle de développement prend entre 12 et 15 ans. Une fois que la communauté locale est devenu autonome et autosuffisante, elle peut néanmoins requérir le soutien d'ASSEFA pour des besoins ponctuels. Les GE, dont le membership est exclusivement féminin, ont développé divers outils de micro-crédit, de fonds communautaires, d'assurance vie et des assurances pour le bétail. Chaque GE est limité à 20 personnes. Actuellement, 7634 GE concernent 124 451membres au total, enregistrés dans 51 entités régionales nommées «Trusts». Les «trusts», étant des entités légales, sont en mesure de négocier et contracter avec des ministères, des banques et autres entités externes. Ils détiennent l'ensemble des actions de la Sarvodaya Nano Finance Limited, enregistré auprès de la Reserve Bank of India. C'est la première institution de micro-crédit en Inde appartenant aux femmes.
Dès les débuts d'ASSEFA, des groupes locaux en Italie ont organisé des activités de soutien, de financement et des échanges de terrain. Ce partenariat de solidarité internationale se réalise sur un pied d'égalité. C'est ASSEFA, en Inde, qui détermine les projets à soutenir. Les groupes italiens se sont constitués en association.
En 2005, ASSEFA est au service de 5 720 villages, répartis dans sept états de l'Union. La majorité, 3 439 villages, sont situés dans l'état du sud de l'Inde, le Tamil Nadu.Au total 321 500 familles (moyenne de 4 personnes par famille). Le programme d'éducation connaît un vif succès. Au total, ce sont 31 667 élèves, dans 572 écoles différentes, principalement pour des études primaires. Au total, il y a 1062 enseignants (1/3) et d'enseignantes (2/3).

CONCEPTS-CLES : développement communautaire holistique d'inspiration gandhienne

MOTS-CLES THEMATIQUES : développement communautaire rural ; finance solidaire ; solidarité internationale

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Inde, Italie
Géoculture : Inspiration gandhienne du « Sarvodaya » (bien-être pour tous)
Articulations territoriales : organisations villageoises autogérées avec des trusts régionaux, avec l'échelon national et avec la solidarité internationale (Italie)

MOT-CLES ACTEURS : femmes ; communautés villageoises

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : pratique organisationnelle de l'autogestion, éducation populaire

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Théveniaut 10 juillet 2005

ATOS : Alliances pour la Triarticulation de l'Organisation Sociale

ADRESSE :
GlobeNet3 Global Secretariat Unit 718 CityLand MegaPlaza Ortigas, Pasig City, PHILIPPINES
Tel: +63-2-687-7481 Telefax: +63-2-687-7482 info@globenet3.org

PAYS : **France**

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Gérard Logié : glogie@club-internet.fr et Anne-Marie Charrière : anne.charriere@wanadoo.fr

SITE WEB :
Réseau G3N. http://www.globenet3.org/ et http://www.truthforce.info/
Site France [http://atos.ouvaton.org]

COURTE PRESENTATION :

Mission : Pour « Le noeud Atos-Gn3 » se constitue en septembre 2002. Ce réseau français est membre du réseau international GN3 pour la triarticulation sociale (Global Network for Social Threefolding, Globenet3 ou Gn3.
Atos-Gn3 participe à la vie de la société civile par l'organisation d'événements en collaboration en partant d'une vision pragmatique de la triarticulation sociale fondée sur l'observation des faits sociaux, en cherchant à parler un langage adapté à notre époque, capable de toucher le coeur des gens et de les passionner intérieurement. Cette initiative de formation populaire a pour mission de rendre à la fois compréhensible et intime le changement de paradigme dans la pensée sociale du XXIe siècle, dans les relations entre spiritualité et religions, dans le rapport science et conscience, dans les relations Nord-Sud.

Fonctionnement
La forme de base du réseau Atos est le groupe d'initiative. Il existe 2 groupes internes fonctionnels (traduction ; appel à médiateur) et 3 groupes externes pour un travail de fond et des actions sur la base d'alliances avec des réseaux, associatifs et individuels. Il existe aussi des groupes régionaux, des forums ATOS annuels ou bisannuels.Les membres d'Atos-Gn3 prennent librement des initiatives en fonction de leurs relations de proximité que celles-ci soient géographiques, professionnelles, citoyennes ou thématiques.
En 2003, Atos-Gn3 a pris l'initiative de la publication en langue française du livre de Nicanor Perlas. A cette occasion, il est venu en France et a organisé différents évènements liés à des dynamiques sociales locales (salon d'agriculture biologique en Bretagne, forum social local à Lyon, Maison des Jeunes en banlieue parisienne) ou thématiques (économie associative, finance solidaire).

CONCEPTS-CLES : Triarticulation sociale / social Threefolding

MOTS-CLES THEMATIQUES : transformation socio-économique mondiale, pouvoir culturel de la société civile ; développement durable localement intégré

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France
Géoculture :
Ecosystème :
Articulations territoriales : nœud français d'un réseau international basé aux Philippines

MOT-CLES ACTEURS : créatifs culturels ; engreneurs naïfs ; engreneurs critiques ; contestataires ; expérimentateurs ;

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : groupes d'initiatives reliés, formation populaire

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Théveniaut, 10 juillet 2005

CARE ONG internationale

ADRESSE : **?**

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : François Jung-Rozenfarb, Responsable du développement, du mécénat et des partenariats (France) Tel 01 53 19 89 95 ; Courriel jungrozenfarb@carefrance.org

SITE WEB : site internet www.**care**france.org ; : www.**care**.org ; www.**care**usa.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : CARE œuvre pour bâtir un monde d'espoir, de tolérance et de justice sociale ; vaincre la pauvreté ; constituer une force globale et un partenaire de référence au sein du mouvement mondial consacré à l'éradication de la pauvreté. Son engagement est total en faveur de la dignité humaine. Cette organisation mène différents programmes : développement urbain d'approche multisectorielle, développement de petites activités économiques, sécurité alimentaire, éducation Environnement . Pour l'ensemble de ses actions, Care privilégie une approche globale du problème. Elle prend en compte l'ensemble des composantes qui affectent les moyens de subsistance des foyers les plus vulnérables : accès à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement, à l'emploi et à la santé, pour combattre la pauvreté en zone urbaine et périurbaine. Elle identifie les groupes les plus vulnérables, les contraintes qui s'opposent à leur développement et les réponses pour les dépasser, améliorer la qualité de vie des habitants et leur permettre de sortir des conditions de vie précaires.

Au-delà de la mise en œuvre de ces programmes, Care dénonce et porte l'attention du public et des pouvoirs publics sur des atteintes faites aux droits de la personne humaine dans tous les pays où l'association est présente, aussi bien au Nord qu'au Sud. Elle s'engage dans un dialogue constructif avec les autorités coutumières, nationales ou internationales pour faire évoluer des situations ; développe des actions de témoignage, d'information et de conviction pour améliorer le respect des droits politiques, sociaux et économiques des populations les plus vulnérables.

La vision et la mission reconnaissent qu'il faut des solutions innovatrices pour mettre fin à la pauvreté et que le fait de lutter contre la discrimination sous toutes ces formes, d'influencer les décisions relatives aux politiques doit faire partie des efforts déployés pour atteindre des changements durables.

Fonctionnement : CARE compte 11 agences nationales autonomes, établies selon les lois du pays qui apportent compétences techniques, ressources humaines expatriées, financements, contrôle de gestion et relais en terme de témoignage et de communication aux projets terrain. Les structures sur le terrain sont autonomes. Care a fait le choix de la décentralisation et du développement des compétences locales. 350 expatriés travaillent sur le terrain pour l'ensemble du réseau.
Coordonnées par un Secrétariat International basé à Bruxelles, les antennes nationales travaillent ensemble à la mise en œuvre des programmes à travers le monde. Le Secrétariat dispose de bureaux de représentation à Genève et New York pour faire entendre de manière concertée la voix du réseau et des bénéficiaires auprès des institutions internationales.

CONCEPTS-CLES :

MOTS-CLES THEMATIQUES : coopération internationale ; développement urbain ; gestion communautaire des ressources ; crédit,épargne ; organisations de micro-financement locales ; sécurité alimentaire ; représentation auprès des institutions internationales

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Antennes en Allemagne, Angleterre, Autriche, Australie, Canada, Danemark, France, Pays bas, Japon, Etats -Unis et Norvège Bruxelles. Représentation internationale et coordination à Genève et New-York.
Pays bénéficiaires : Haïti, Niger, Inde, Laos, Salvador ; Afghanistan ; Comores ; Togo ; Bénin ; Thaïlande, Vietnam etc.Articulations territoriales
Articulations territoriales : Antennes nationales autonomes, reliées avec les terrains d'actions et avec l'international pour le portage global des causes défendues par CARE.
MOT-CLES METHODOLOGIQUES : Sécurité des conditions de vie des ménages (Household livelihood security) ; méthodes de « prêt par les pairs » ; approche intégrée multisectorielle

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 10 juillet 2005

CBS Network

ADRESSE : Princes House 5 Shandwick Place Edinburgh EH2 4RG UK

PAYS : UK, Ecosse

CONTACT : (retour questionnaire)

SITE WEB : www.cbs-network.org.uk

COURTE PRESENTATION :
CBS Network promotes and encourages all forms of community-owned and controlled enterprise such that local communities will become more self-reliant, sustainable and enhance their quality of life through economic and social activities. Objectives:

- To provide information and advice on community enterprise to members and other organisations and individuals
- To promote and help establish community enterprise in Scotland and overseas
- To undertake research into the nature of community enterprise and the wider social economy
- To develop methods of evaluating the impact of community enterprise
- To alert decision-makers to the benefits of community enterprise and lobby on behalf of community enterprise
- To link and network with organisations and individuals
- To keep CBS Network going!

Current activities:
Providing information and advice to members (c. 100) ; Supporting the Scottish Social Enterprise Coalition from A Big Lottery Grant ; Revising the Social Accounting and Audit Manual (EQUAL Programme – Quality and Impact Project) ; Evaluations and contract through our trading subsidiary company ; Support for projects in India through CBSN International ; Research into social accounting and social enterprise development

Publications and documentation : Getting Started ; Community Economic Profiling ; Credit Union Handbook
Pocket Credit Union Book ; Social Accounting and Audit Manual, Workbook and CD

CONCEPTS-CLES : développement économique communautaire

MOTS-CLES THEMATIQUES : local communities; community enterprise; social economy; lobby on behalf of community enterprise; Support for projects in India

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Royaume Uni, Ecosse

MOT-CLES ACTEURS :

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : publications; documentation; audit :Support for projects in social economy; lobbying

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 22 juillet 2005

CDIF Club des districts industriels français

ADRESSE : CDIF 11, rue Guilloud, 69003 Lyon Tel/Fax : +33(0)4 78 54 67 09 contact@cdif.fr

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Jean-Marie ROUILLIER, délégué du "Pôle verrier de la Vallée de la Bresle" jm.rouillier@wanadoo.fr
Contact Datar : paulette.pommier@datar.gouv.fr

SITE WEB : www.districts-industriels.com

COURTE PRESENTATION :

Mission : le CDIF créé en juillet 1997 fédère les principaux Pôles industriels et SPL français. Répartis sur l'ensemble du territoire national et intervenant dans des secteurs d'activités variés, ce sont, à travers eux, plus de 5 000 entreprises et 150 000 emplois qui sont concernés par ce "réseau des réseaux". Par ses groupes sectoriels, ses journées thématiques et ses travaux d'études, le CDIF est un centre de ressources et un lieu d'échange pour les réseaux favorisant le transfert de bonnes pratiques et les partenariats inter-filières.
Le CDIF se donne pour objectif d'être un lieu d'échange d'expériences entre SPL, un centre de ressources pour favoriser l'innovation et les partenariats de ses adhérents, un espace d'ouverture vers d'autres réseaux d'entreprises en France, en Europe et dans le monde.
Il a également pour objectif de : faire connaître la démarche de SPL auprès d'autres territoires et auprès des organismes institutionnels susceptibles de pouvoir leur apporter un appui technique ou financier, participer à la valorisation des savoir-faire de ses membres.

Fonctionnement : échanges ; mise en œuvre de projets collectifs ; développement d'actions sectoriels ; développement d'actions (inter)régionales ; lobbying et diffusion d'information ; représentation, témoignage et participation collective à des évènements
Des rencontres ont été organisées par le CDIF, les 1er et 2 juin 2005, à Saint-Étienne sur le thème : " Les réseaux d'entreprises et les territoires". Elles ont permis à une cinquantaine de SPL et à leurs partenaires de se réunir et de s'exprimer. « *Briques de base d'une politique de compétitivité* » pour JP Aubert Délégué interministériel MIME (Mission interministérielle aux mutations économiques)
Certains SPL établissent une "charte de partenariat" pour régir les coopérations interentreprises au sein du SPL.
Ce document, signé par chaque entreprise du SPL, peut avoir plusieurs vocation : définir un engagement déontologique ; arrêter une ligne de conduite des participants (dans le traitement des informations et des affaires...) ; engager les entreprises sur un programme d'actions.
Une coopération France-Allemagne pour favoriser les liens inter-SPL est engagée depuis 2003 autour d'un site portail (Contact DATAR gaelle.pinson@datar.gouv.fr , site : www.datar.gouv.fr et Verein Deutscher Ingenieure, Silke Stahl-Rolf, stahl-rolf@vdi.de ; site : www.kompetenznetze.de).

CONCEPTS-CLES : Systèmes productifs locaux en réseaux

MOTS-CLES THEMATIQUES : coopération interentreprises ; Chartes interentreprises

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France
Géoculture : culture entrepreneuriale ancrée territorialement
Articulations territoriales : réseau national horizontal relié au national et à l'européen.

MOT-CLES ACTEURS : entreprises
Partenaires institutionnels : Direction du Développement local et des Participations de la CDC ; Fonds Social Européen (FSE) ; DIGITIP Ministère de l'économie, des finances et de l'Industrie ; Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle du Ministère des affaires sociales.

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : échanges ; mise en œuvre de projets collectifs ; développement d'actions sectoriels ; développement d'actions (inter)régionales ; lobbying et diffusion d'information ; représentation, témoignage et participation collective à des évènements

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 18 juillet 2005

Club National des Réseaux de Villes

ADRESSE : **Club National des Réseaux de Villes** - Le Causse, Espace Ressources - 81100 CASTRES
Tél : 05 63 735 049 email : cnrv@reseaux-de-villes.org

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Bernard MURAT, président

SITE WEB www.reseaux-de-villes.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : conçus depuis 1991 pour piloter des démarches territoriales innovantes en terme de notion de projet de partenariat public/privé, conception de l'action publique sur un territoire à l'échelle des enjeux de services et d'usages, les réseaux de villes sont à la croisée des territoires vécus et des contrats territoriaux, en termes d'échelles territoriales ou de détermination contractuelle. Leur position de coordination du dialogue territorial les amène à devenir animateur du pilotage inter-contractuel. Ni instances politiques, ni institutions, ni territoires de représentation d'intérêt collectifs légitimés par un vote, ils représentent l'approche "développement" contenue dans les deux lois d'orientation successives de 1995 et 1999 sur l'aménagement et le développement du territoire.
Dans le respect de principes fondateurs et de "référents éthiques", le Club national se donne pour raison d'être de « devenir un interlocuteur privilégié de l'Etat en matière d'Aménagement du Territoire, notamment dans le cadre de la préparation des prochains contrats de plan Etat / Région ; de contribuer à enrichir l'expérience et le savoir-faire de chacun des membres du Club à travers l'échange et la confrontation de leurs pratiques ; d'apporter un appui logistique à l'émergence de nouveaux réseaux de villes ; de conduire des études et des recherches portant sur l'articulation "politique des réseaux intervilles / politiques d'Aménagement du Territoire.

Fonctionnement : ce sont des collectivités librement associées (villes, agglomération, pays...). Le Club assure la coordination du dialogue inter-territorial et conçoit des projets. Le club à mis en place un centre de ressources multimédia, base vivante d'expériences accessible sur son site Internet.

CONCEPTS-CLES : Coordination des Réseaux de Villes librement associées

MOTS-CLES THEMATIQUES :; champs d'action privilégiés dans les contractualisations : tourisme et culture ; technologie de l'information et de la communication ; développement économique local ; habitat ; insertion, emploi, jeunes et quartiers ; développement universitaire ; transports et urbanisme ; promotion économique conjointe ; sport et loisirs ; environnement ; santé ; développement durable

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Membres reliés par la Club national Aire 198 ; Albi-Castres-Mazamet-Rodez ; Alpes du Sud ; Association Limoges-Poitiers ; Comité de promotion et de développement du Triangle ; Charente Océan ; Conférence des villes-centres des Grandes agglomérations de Rhône-Alpes ; Conférence des Villes de Bretagne ; Côte d'Opale ; Estelle - Sud Massif central ; La Rochelle Rochefort ; Les Perles Vertes de l'A75 ; Le Triangle d'Oc ; Limousin Axe Majeur ; Normandie Métropole ; Nîmes - Arles – Avignon ; Oise-La-Vallée ; R.A.F.H.A.E.L. ; Réseau Culturel des Villes de Picardie ; Réseau de Développement des Villes du Centre ; Réseau des villes de Guyenne
Rhin-Sud ; Sens - Fontainebleau – Montereau-Montargis ; Sillon Alpin ; Sillon Lorrain ;Villes d'Oc et du Quercy
Géoculture : aires urbaines
Articulations territoriales : partenariat multi-échelons de regroupement territoriaux volontaires ; articulation politique des réseaux intervilles avec les politiques d'aménagement du territoire

MOT-CLES ACTEURS : responsables urbains publics et privés ; réseaux en fonction d'interlocuteurs de l'Etat en matière d'aménagement du territoire

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : mutualisation ; complémentarité **;** pilotage inter-contractuel

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 21 juillet 2005

Collectif pour une Economie Solidaire -Alsace

ADRESSE : Espace Nord-Sud 17, rue de Boston 67000 Strasbourg, Tel : 03 88 61 15 50
commerce.equitable.alsace@wanadoo.fr

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Thomas Garcia, coordinateur (retour questionnaire)

SITE WEB : www.alsace-equitable.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : Constitué de manière informelle en 1998 afin de soutenir la campagne d'opinion d'AGIR ICI et du C.C.F.D. pour le référencement des cafés labellisés « Max Havelaar » dans les grandes surfaces de la région, puis créé légalement en association de droit local en janvier 2001 le Collectif pour une Economie Solidaire Alsace a pour objectif principal de « Promouvoir en Alsace le commerce équitable et l'économie solidaire en faveur des pays du Sud »
Activités actuelles : L'action du « Collectif… » se situe principalement dans 4 domaines :
L'information : contacts avec la presse généraliste et/ou spécialisée, interventions en milieu scolaire et para-scolaire, organisation de conférences, tables-rondes, conception et diffusion de supports promotionnels ou pédagogiques
L'animation : ventes promotionnelles de produits Max Havelaar dans les grandes surfaces, organisation d'événements (ex : Choco-Ethique, Consom'acteurs, Marché Européen du Commerce Equitable) ou participation à des manifestations locales, …
La prospection des lieux de grande consommation en vue d'y promouvoir la diffusion des produits issus du commerce équitable…
Le lobbying : campagne « Appel de Strasbourg » (2001) contre les M.G.V. dans le chocolat, campagne « Exigeons plus de produits équitables » (2003) pour le référencement d'un plus grand nombre de produits labellisés dans la grande distribution, contacts avec les élus, les collectivités locales, …

CONCEPTS-CLES :

MOTS-CLES THEMATIQUES : solidarité internationale; commerce équitable; économie solidaire; coopération Nord-Sud

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France, Alsace

MOT-CLES ACTEURS :
Partenaires : régionaux Alsace; Max Havelaar ; organisation allemande ; pays du Sud ;
Cible : grande distribution ; élus et collectivités

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : sensibilisation (tous publics); conception et diffusion de supports promotionnels ou pédagogiques; animation; organisation d'évènements; prospection commerciale; lobbying

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 22 juillet 2005

COMMACT : Commonwealth Association for Local Action and Economic Development

ADRESSE :
Bureau international en Malaisie: Ksd-21 Jalan Malawali, Taman Setapak, 53000 Kuala Lumpur, Malaisie Tél 00 60 3 424 2169 Fax : 00 60 3 421 9849 ; E-mail baginda@popjaring.my
COMMACT UK : C/o CBS Network, Princes House, 5 Shandwick Place, Edinburgh EH 2 4 RG
Tel: 0131 229 7257; Fax 0131 2219798;
PAYS : **Royaume Uni**

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : John Duncan E-mail: info@cbs-network.org.uk

SITE WEB : www.cbs-network.org.uk click on COMMACT

COURTE PRESENTATION :

Mission : COMMACT est un réseau international de personnes et d'organismes investis dans le développement local centré sur les personnes (People's Centered Development), fondé à la suite d'une conférence internationale, tenue à Goa en Inde, en 1965.
Son orientation principale est tournée vers la capacitation de ses membres. Il organise une conférence internationale tous les deux ou trois ans, intitulée *« Working for Common Wealth »*. Les personnes visées sont celles qui agissent au niveau local qui d'habitude ne peuvent pas assister à une réunion internationale.
Il met à disposition de ses membres de petits fonds d'assistance technique ; met en œuvre des programmes d'échange pour visiter d'autres pays, partager des expériences et les appliquer, une fois de retour. Un programme d'échange est en cours entre l'Inde et le R-U.
Il encourage des projets bilatéraux entre ses membres (Exemple de la communauté du Kerala soutenu par le réseau de Community Business Scotland (CBS).
Website international (en cours) . Il publie chaque année sur le thème du « développement centré sur la personne ». Documents disponibles au bureau britannique de COMMACT.

Fonctionnement : COMMACT est reconnu comme une association soutenue par la Commonwealth Foundation. Il est organisé en «sections nationales» en GB, Inde, Afrique du Sud, Nouvelle Zélande et Australie ; et des membres dans beaucoup d'autres pays de Commonwealth avec un bureau international en Malaisie

CONCEPTS-CLES : Développement local centré sur les personnes / People's Centered Development

MOTS-CLES THEMATIQUES : combat contre la pauvreté, l'inégalité, l'exclusion et pour la santé ; socio-économie solidaire ; éducation populaire ; coopération bilatérale sur projets nord /sud

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Grande-Bretagne, Inde, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle Zélande, Malaisie
Géoculture : Zone Commonwealth
Ecosystème :
Articulations territoriales

MOT-CLES ACTEURS : leaders locaux ; praticiens de terrain, ; réseau international

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : capacité citoyenne ; éducation populaire

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Théveniaut, 5 février 2005

DATAR : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale

Université d'été de la prospective territoriale en Europe - Edition 2005 « Connaissance, intelligence et territoires » - Les 7 et 8 septembre 2005 à Lille

ADRESSE : 1, avenue Charles Floquet 75343 Paris cedex 7 Tel : +33(0)1 40 65 12 34

PAYS : France

SITE WEB : www.datar.gouv.fr

COURTE PRESENTATION :

Contexte : la première Université d'été de la prospective territoriale en Europe s'est tenue à Lille en2004. Elle est le fruit d'un partenariat entre la DATAR, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et la Préfecture, le ministère de l'Equipement. Cette université a rassemblé environ 400 personnes issues de tous les horizons institutionnels (Etat, collectivités territoriales, agglomérations, pays et métropoles, professionnels, cabinets d'experts, universités et également d'horizons géographiques variés).Elle a été marquée par la tenue d'un forum de prospectivistes de différents pays européens,la présentation de plusieurs exercices de prospective territoriale et des confrontations d'experts, de prospectivistes et d'acteurs des territoires autour de réflexions prospectives.
En 2005, la DATAR et ses partenaires souhaitent inscrire l'université d'été sur la toile de fonds de la stratégie élaborée en mars 2000 au conseil européen de Lisbonne qui assigne à l'Union européenne, d'ici 2010, l'objectif de *« devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique, capable d'une croissance économique durable, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ».* Elle constitue un cadre de référence pour préparer l'adoption des orientations stratégiques de l'Union ainsi que leur déclinaison par chaque Etat membre dont, en France, l'un des axes sera la politique des pôles de compétitivité (www.competitivite.gouv.fr), mais aussi la préparation des futurs contrats de plan Etat – Région (www.CPER.net)

Objectifs : l'Université d'été de la prospective territoriale en Europe a pour objectif de questionner et de mettre en débat dans une perspective de long terme des expériences régionales européennes de développement fondées sur la connaissance, qu'elles se dénomment « territoires intelligents », « régions de la connaissance », ou «régions apprenantes » au service de l'emploi et de la cohésion régionale. Ces expériences seront éclairées par l'apport de grands témoins qui analyseront l'évolution de nos économies et sociétés « industrielles » vers des économies et sociétés fondées sur le savoir, et identifieront les « ingrédients » et les défis d'une société de la connaissance et le rôle des territoires dans ce contexte.

Plusieurs questions structureront la réflexion : Comment s'opère l'intégration, l'interaction et la synergie entre savoir-faire et compétence, éducation et culture de base, investissement en recherche scientifique et recherche-développement, capacité entrepreunariale ? Comment la prospective peut aider à la définition de stratégies locales et régionales proactives pour s'inscrire dans l'économie de la connaissance ? Qui sont les parties prenantes (universités, centres de recherche, entreprises, centres de formation, citoyens, collectivités locales, associations) et quel est leur rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies collectives territoriales ?
Quels sont les ressorts de la coopération et les effets de la mutualisation sur le développement de la connaissance, l'apprentissage territorial ? Les régions et les villes jouent-elles un rôle nouveau pour stimuler l'apprentissage collectif, l'innovation et quelle gouvernance territoriale en découle ?

CONCEPTS-CLES : économie territoriale fondée sur le développement de la connaissance

MOTS-CLES THEMATIQUES : métropoles globales ; pôles de recherche, de compétitivité et d'innovation ; eurorégions ; territoires intelligents ; développement régional ; régions apprenantes

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES : France, Europe

MOT-CLES ACTEURS : Etat, collectivités territoriales, agglomérations, pays et métropoles, professionnels, cabinets d'experts, universités

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : prospective territoriale

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 19 juillet 2005

DIL : Décentralisation & Initiatives Locales

ADRESSE : 3, rue de Vanves 92100 Boulogne Billancourt Tél : 01 46 94 06 93

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Didier TOQUÉ Président : didier.toque@dil.asso.fr

SITE WEB : www.dil.asso.fr

COURTE PRESENTATION :

Mission :Décentralisation & Initiatives Locales (DiL), fondée en 2002, est une association de loi 1901 dont la vocation est d'observer et étudier les initiatives locales remarquables en matière de développement durable, et en particulier de concertation et débat public.
Pour partager ses observations, promouvoir les bonnes pratiques et répondre aux besoins d'échanges d'expériences des collectivités territoriales françaises, l'association DiL développe quatre activités : l'organisation de voyages d'études en France et à l'international ; la conception et l'organisation de congrès ; l'organisation et l'animation de conférences-débats ; la création et diffusion de guides pratiques et outils.

Fonctionnement : DIL a 3 permanents, le président fondateur, Natacha SENGLER, Coordinatrice des projets et Bouchra ZEROUAL Chargée de mission.
Exemples 'activités :
DiL étudie les bonnes pratiques « Pilot regional toolkit workshop » (2005) – Roumanie. Participation à un groupe de travail sur la participation citoyenne avec 10 autres organisations non gouvernementales européennes et contribue à l'échange d'expériences entre la France et les pays d'Europe centrale et orientale.
« Les rencontres délibératives du 21ème siècle » (2004) - Etats-Unis. Etude des processus délibératifs développés par America Speaks et formation aux méthodes de facilitation des débats de l'organisation.
« Les politiques durables de gestion des déchets des collectivités » Canada, Suède, Belgique…

CONCEPTS-CLES :

MOTS-CLES THEMATIQUES : Développement durable ; politique publiques de déchets ; concertation ; débat public

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France

MOT-CLES ACTEURS : consultants
Bénéficiaires : collectivités territoriales ; société civile

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : voyages d'études ; rencontres délibératives ; conception de congrès ; diffusion et guides pratiques

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 19 juillet 2005

ECDPM : entre Européen de Gestion des Politiques de Développement.

ADRESSE : Onze Lieve Vrouweplein 21, 6211 HE Maastricht, Pays-Bas
Courriel : info@ecdpm.org
téléphone : +31 (0)43-350 29 00
télécopie : +31 (0)43-350 29 02

PAYS : Pays-Bas

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) :

SITE WEB : www.ecdpm.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : créé en 1986, le Centre européen de gestion des politiques de développement œuvre pour améliorer les relations en matière de commerce et d'aide entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP-UE).

La mission du Centre consiste à favoriser le bon fonctionnement des politiques internationales qui régissent les relations de développement entre les pays ACP et les États membres de l'UE. Pour réaliser cette mission, ECDPM aide des personnes physiques ou morales à renforcer leurs propres capacités, pour être bien informées. Sûres d'elles, elles peuvent alors se joindre aux négociations et obtenir les meilleurs accords possibles pour leur pays ou pour le groupe qu'elles représentent.
ECDPM met des ressources et son expertise à la disposition des parties prenantes des politiques ACP-UE : recherches et informations liées aux politiques, méthodes de renforcement des capacités, concrétisation de la facilitation (du dialogue entre les parties), mise en réseau, séminaires et conférences.
Le Centre a opté pour une structure en programmes consacrés à des grands thèmes : dimensions politiques du partenariat, relations commerciales ACP-UE, large participation des acteurs non étatiques à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, réforme des donateurs pour une meilleure utilisation de leurs fonds.

Fonctionnement : le Centre reçoit un appui stratégique et financier du ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, de Suède, de Finlande et de Belgique, de l'Agence suisse de développement et de coopération et de l'Instituto Português de Apoio oa Desenvolvimento du Portugal. L'ECDPM a bénéficié en 2003-2004 d'un appui aux projets du Department for International Development (R-U), de la Commission européenne, du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), du Secrétariat du Commonwealth et de l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF).

CONCEPTS-CLES : intégration des résultats des évaluations dans les politiques de développement ; recherche pilotée par l'aval ; dimension politique du partenariat ;

MOTS-CLES THEMATIQUES : science officielle ; connaissances traditionnelles ; accord ; politique de développement ; mondialisation ; décentralisation, bureaucratie.

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Maastricht, Pays-Bas ; Bruxelles, Belgique
Géoculture :
Ecosystème :
Articulations territoriales : 89 pays

MOT-CLES ACTEURS : UE ; gouvernements ; partis politiques ; ONG ; appareil judiciaire ; médias ;

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : gestion de réseaux ; renforcement des capacités ; partenariats ; évaluation ; génération des connaissances ; facilitation ;

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Alain Laurent, 22 juillet 2005

ENDA TM : Environnement et Développement du Tiers Monde

ADRESSE : **Siège**: 4 et 5, rue Jacques Bugnicourt exKléber BP 3370, Dakar, Sénégal : Tel 0221 842 82 50 (lignes groupées) - E mail : se@enda.sn

PERSONNE CONTACT EN France : Contact: Farid YAKER ; 5, rue des immeubles industriels
75011 Paris – France Tél.: (331) 44 93 87 40 E-mail: enda-europe@wanadoo.fr ; http://perso.wanadoo.fr/enda-delegation

SITE WEB : www.enda.sn

COURTE PRESENTATION :

Mission : Enda-tm**,** fondée en 1972 à Dakar comme programme conjoint du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification et de l'Organisation Suédoise pour le Développement International, s'est constituée le 27 juin 1978 comme organisation internationale à caractère associatif et à but non lucratif.
Enda s'investit avec les groupes de base, à partir de leurs expériences et en fonction de leurs objectifs, dans la recherche et la mise en œuvre d'un développement alternatif. La lutte contre la pauvreté constitue la ligne d'action principale d'enda. Les activités d'Enda sont reparties à peu près pour moitié en actions directes sur le terrain (santé, agriculture, assainissement, éducation alternative, jeunes travailleurs, etc.), et pour moitié en recherches, conseils, consultations, formation, publication et information

Fonctionnement :
Les instances statutaires : Une Assemblée générale d'une quarantaine de membres représentatifs d'Enda dans toute sa diversité. Un Conseil d'administration de 16 membres pour assurer le suivi des nouvelles orientations stratégiques de l'Organisation.
Enda est composée d'entités autonomes, coordonnées par un secrétaire exécutif, agissant dans différents domaines liés à l'environnement et au développement : 24 équipes thématiques au siège de l'organisation à Dakar, agissant dans plusieurs pays du Sud : 21 antennes décentralisées, 14 en Afrique, 5 en Amérique du Sud, 2 en Asie . L'organisation est représentée en Europe, et bientôt au Japon
Pour agir, enda s'appuie essentiellement sur les initiatives et les moyens d'action populaires
L'accompagnement des groupes populaires requiert la collaboration de nombreuses institutions et administrations du tiers monde ; l'engagement personnel de volontaires originaires du Sud et de certains pays industrialisés ; des facilités accordées par les Etats du tiers monde et, en premier lieu, par le Sénégal ;
L'organisation évoluant, le besoin de créer des synergies entre domaines et niveaux d'intervention, s'intensifie. Il s'agit de décloisonner et de coordonner les activités des différentes entités - entre elles et avec les partenaires extérieurs - pour toucher le plus grand nombre.

CONCEPTS-CLES : coopération internationale ancrée près des besoins avec des groupes de base

MOTS-CLES THEMATIQUES : lutte contre la pauvreté **;** développement urbain ; services de base ; économie populaire ; femmes/ genre ; enfants travailleurs ; programmes transversaux

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : tous les continents
Articulations territoriales : un secrétariat exécutif coordonne 21 antennes décentralisées dans le monde

MOT-CLES ACTEURS : Bénéficiaires : initiatives et les moyens d'action populaires ; initiatives individuelles et collectives ; groupes de base et mouvement associatif

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : présence à tous les niveaux d'action et de décision ; implication d'intellectuels et de cadres ; implication dans les débats internationaux pour faire entendre et admettre les positions du tiers-monde

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Théveniaut 15 juillet 2005

ESAN : European Social Action Network - Réseau européen d'action sociale.

ADRESSE : ESAN Secretariat, 60, rue Ste Catherine 59000 Lille France Tel./FAX: +33.(0)3.20.55.10.99 e-mail: info@esan.org et ESAN 17, rue de Londres 1070 Bruxelles Belgium Tel./FAX: +32.(0)2.512.92.96
e-mail: esan.belgium@belgacom.be

PAYS : Belgique, France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Léon DUJARDIN (président) leon.dujardin@wanadoo.fr

SITE WEB :

COURTE PRESENTATION :

Mission ESAN, créé en 1991 favorise une coordination de l'action sociale en Europe et travaille avec d'autres associations et organismes institutionnels.
Le fil rouge de son mode d'action consiste à partir des exclus : Que vivent-ils sur le terrain ? En quoi ce vécu est pris en charge dans les politiques publiques ? Comment interpeller sur des politiques en gestation ? Comment être présent dans les consultations sur ces politiques ?
Les programmes en cours sont les suivants : L'europe doit être l'affaire de tous - Agir contre l'exclusion avec les citoyens acteurs ; Programme anti-discrimination ; Programme mobilité européenne de la Jeunesse ; Programme réfugiés et demandeurs d'asile ; Projet Former sans exclure ; Projet B.E.T.S.I. ; Programme Mobilité des personnes âgées

Fonctionnement : Ce réseau de réseau est animé par un conseil d'administration. Il est implanté dans 17 pays d'Europe (12 dans l'UE, ainsi que la Roumanie, la Russie). Au total, environ 3000 organisations de terrain.
Exemple d'action :Depuis 2000, ESAN a lancé des cahiers « Dire pour agir », exprimant la parole de personnes victimes de la pauvreté et de l'exclusion sociale sur leur situation et leurs désirs. Ces témoignages sont destinés à être lus et entendus par les hommes politiques, les décideurs, les journalistes et les médias, les industriels, et le grand public. Depuis 2001, ces cahiers sont présentés à des décideurs dans le cadre d'un forum de deux jours au Parlement Européen.

CONCEPTS-CLES : Promotion d'une action sociale basée sur la parole des exclus

MOTS-CLES THEMATIQUES : action sociale ; engagement citoyen dans les affaires publiques

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France, Belgique, Europe
Articulations territoriales : Réseau européen de réseaux d'action sociale

MOT-CLES ACTEURS : travailleurs sociaux ; réseaux d'action sociale
Bénéficiaires : exclus

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : susciter l'expression des exclus ; interpellation des pouvoirs publics

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 17 juillet 2005

EUREXCTER : Association Européenne de l'excellence territoriale

ADRESSE : Association européenne de l'Excellence Territoriale - 91, rue de Monceau ; 75008 PARIS
E-mail : eurexcter@wanadoo.fr

PAYS : Europe

PERSONNE CONTACT : Robert Villeneuve , directeru. Il est aussi membre du Centre Européen des Entreprises d'Intérêt économique général: Mobile : +33 (0)6 07 58 68 89

SITE WEB : www.eurexcter.com

COURTE PRESENTATION :

Mission : Le réseau EUREXCTER s'est constitué en 1996 et a formalisé une charte lors d'une réunion à Paris en novembre 2000.
Sa finalité est d'être « au service du développement durable des territoires et de la coopération interrégionale en Europe ; de contribuer à la cohésion sociale et aux respects des droits fondamentaux ; d'assurer l'amélioration de la qualité de la vie au travail, dans la famille, dans la cité et le territoire ; de participer à la diffusion de la culture de l'Excellence territoriale dans les pays candidats à l'Union ».

Fonctionnement :
EUREXCTER a participé et/ou porté plusieurs projets européens, notamment :
Le pojet CAPVOICE- EUROCAP , dans des entreprises et régions de sept pays de l'UE : L'acronyme fait référence à la « capability for voice » qui dans l'approche de SEN représente la possibilité pour les individus de faire entendre leur voix sur la préparation des décisions qui impactent leurs possibilités « d'agir et d'être ». Il organise d'une convention entre chercheurs et partenaires sociaux sur l'économie basée sur la connaissance, pour produire ensemble une analyse des faits et faire des propositions.
Le projet COPARSOC cherche à renforcer l'efficacité de la Stratégie Européenne pour l'Emploi en associant les partenaires sociaux à donner leur avis et y apporter leur concours . L'un de ses résultats est d'aller vers un réseau expérimental européen de partenaires sociaux associés en vue de l'évaluation du processus emploi et des PNAE.

CONCEPTS-CLES : capacitation socio-économique par un dialogue amélioré entre parties prenantes

MOTS-CLES THEMATIQUES : dialogue social dans les entreprises ; dialogue civil dans la société au niveau local ; projets territoriaux ; politiques temporelles

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Union Européenne, France
Articulations territoriales : réseau actif sur projets euroépens

MOT-CLES ACTEURS : partenaires sociaux ; responsables de projets de territoires ; chrecheurs ; société civile

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : capacitation ; recherche-action ; lobbying

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Théveniaut, 15 juillet 2005

FIM : Forum International de Montréal - Références via le site.

1 Réseaux Dém.mond. doc
2 Sites société civile internationale
3 Dém.Mond. particip.G05

1 Organismes repérés par FIM (Forum International de Montréal pour la Conférence G05 : « La démocratie mondiale:Visions et Stratégies de la Société Civile
(29 mai AU 1er juin 2005 MCGILL UNIVERSITY, MONTRÉAL, CANADA
*Référence internet : **http://g05.netedit.info/fr/g05.aspx?sortcode=1.16.23** (mise à jour 26 août 2004)*

Alliance pour un monde responsable, Pluriel et Solitaire
http://www.alliance21.org/fr/presentation/

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant. Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et à valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la légitimité des divers points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

Breton Wood Project
http://www.brettonwoodsproject.org/index.shtml

Le « Breton Wood Project » agit en tant que réseau d'information au niveau des media et comme agent d'influence auprès de la Banque mondiale et du Fond monétaire international. Le « Breton Wood Project » a comme priorité des sujets portant sur la gouvernance et la responsabilité. Le « Breton Wood Project » fut fondé comme une initiative indépendante par une organisation internationale non gouvernementale anglaise. Ce dernier travaille pour l'accroissement de la transparence et de la participation des sociétés civiques dans les politiques et interventions de la Banque mondiale et le Fond monétaire international.

Citizens for Global Solutions
http://www.globalsolutions.org/index.htm
The Challenge of Global Democracy - Report of an NGO Retreat Addressing the Democratic Deficits in International Decision Making (pdf)

Le « Citizens for Global Solutions » a comme vision un avenir dans lequel les nations s'uniront ensemble pour abolir la guerre, protéger nos droits et libertés, et résoudre les problèmes de l'humanité. Cette vision demande la collaboration d'institutions internationales supportant la démocratie. Ces institutions doivent appliquer les lois sur le respect de la diversité et l'autonomie nationale et communautaire.

The Coalition for a World Parliament and World Democracy
http://www.world-democracy.org/

Le « Coalition for a World Parliament and World Democracy » cherche à nommer une assemblée parlementaire mondiale pour l'avancement de la compréhension et l'implication des citoyens de la société civile et des gouvernements; pour promouvoir la démocratie mondiale en collaboration avec les institutions internationales ce qui améliorera le processus démocratique sur toutes les chaînes de la société; et aider les citoyens et sociétés civiles à résoudre les crises mondiales et d'injustices pour la démocratie et la non-violence.

Focus on the Global South
http://www.focusweb.org/main/html/

Le « Focus on the Global South » est un programme de recherche sur les politiques de développement, analyse et actions. Ce programme a été fondé en 1995 et est attaché à l'Institut de recherche, Social Research Institut (CUSRI), de l'Université de Chulalongkorn à Bangkok, Thailand.

Halifax Initiative Coalition
http://www.halifaxinitiative.org/

L'Initiative d'Halifax est née à la faveur d'un mouvement international d'organisations non gouvernementales désireuses d'évaluer le rôle et les résultats des institutions de Bretton Woods au moment de leur 50e anniversaire. À l'hiver 1995, des ONG canadiennes participant au mouvement « 50 ans, c'est assez » ont mis sur pied l'Initiative d'Halifax dans le but de voir à ce que les demandes en faveur d'une réforme fondamentale des institutions financières internationales figurent en bonne place à l'ordre du jour du sommet du G7 qui avait lieu à Halifax en juin cette année-là. Depuis ce temps, l'Initiative d'Halifax s'est imposée comme le principal groupe canadien d'action, de revendication et d'éducation sur la question des institutions financières internationales.

Network Institute for Global Democratization (NIGD)
http://www.nigd.org

Fondé en 1997, NIDG a pour objectif de promouvoir la démocratisation mondiale en produisant et en développant la connaissance des mouvements, organisations, et états démocratiques. NIDG a pour conviction que la mondialisation doit être basée sur un dialogue multiculturel relevant à la fois les aspects philosophiques et fondamentaux dans une réforme concrète.

Parliamentarians for Global Action (PGA)
http://www.pgaction.org/

Fondée en 1978, le « Parliamentarians for Global Actions » est une organisation ayant un réseau unique comptant plus de 1350 membres du parlement dont 110 ont été nommés dans des législatures nationales. Ces législateurs s'engagent dans une variété d'initiatives cherchant à promouvoir la démocratie, la paix, la justice, et le développement à travers le monde. En 1991, le PGA a formé les forces pour la paix et la démocratie supportant la coalition des institutions démocratiques tout en considérant la gouvernance, la sécurité et les lois. Les forces pour la paix et la démocratie ont travaillé sur une variété d'initiatives de la démocratisation; assistance électorale, plan de prévention répondant aux crises politiques et la consolidation des parlements et les structures de leurs comités.

The Parliamentary Network on the World Bank (PNOWB)
http://www.pnowb.org/html/index.php

Le « Parliamentary Network on the World Bank » est une organisation orientée sur l'action des parlements pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans le développement international.

Worldwide Democracy Network (WDN)
http://www.wwdemocracy.nildram.co.uk/index.htm

Le « Worldwide Democracy Network » a été fondé pour la transformation du système démocratique et de sa gouvernance.

World Federalist Movement
http://www.wfm.org/

Le « World Federalist Movement (WFM) » est un mouvement international travaillant pour la justice, la paix et une prospérité viable.

The World Movement for Democracy
http://www.wmd.org/

Le « World Movement for Democracy » est un réseau de démocrates incluant des activistes, des professionnels, des universitaires, et des fondateurs qui se sont rassemblés pour coopérer dans la promotion de la démocratie. Le «World Movement for Democracy » cherche à renforcer la democratie dans les endroits où elle est faible et encourager les groupes pro démocratique dans différents pays qui ne sont pas en transition démocratique.

World Social Forum (WSF)
http://www.forumsocialmundial.org.br/home.asp

Le « World Social Forum [WSF] » est un forum où les groupes et les mouvements de la société civile opposés au néo-libéralisme et un monde dominé par le capital et par les pratiques impérialistes peuvent débattre leurs idées. Le WSF se propose de discuter de sujet sur la mondialisation et la solidarité, les droits de l'homme et de la femme, et l'environnement tout en tenant compte des systèmes et institutions démocratiques au service de la justice sociale, de l'égalité, et de la souveraineté des peuples.

CONCEPTS-CLES : Démocratie mondiale

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES : monde **;**

MOT-CLES ACTEURS : société civile **;**

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : organisations internationales reliées à des groupes d'action ou réseaux des territorialement implantés dans le monde

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 15 juillet 2005

2 Sélection de sites Internet de la société civile, signalés par le Forum International de Montréal (FIM), ONG internationale ayant pour but d'accroître la participation et l'influence de la société civile au sein des organisations multilatérales

AMNESTY INTERNATIONAL, une ONG internationale qui tente d'empêcher les gouvernements et groupes d'opposition de commettre certaines des violations les plus graves des droits de la personne

ATTAC, Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, un réseau international "né de la volonté de reconquérir les espaces abandonnés par la démocratie au seul bénéfice de la sphère financière et des transnationales"

BULLETIN DES NÉGOTIATIONS DE LA TERRE, service d'information concernant les pourparlers en matière d'environnement et de développement ayant cours aux Nations Unies

CCCI, Conseil canadien pour la coopération internationale, site contenant des textes sur le rôle des ONG dans le monde et au Canada

CCPI, Coalition pour la Cour pénale internationale, une association de plus de 1 000 ONG du monde entier, qui travaille depuis 1995 à la mise en place d'une Cour pénale internationale juste, efficace et indépendante

CISL, Confédération internationale des syndicats libres, qui compte des organisations affiliées dans 145 pays et territoires, avec 125 millions d'adhérents, dont 43 millions de femmes

CONGO, Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies

COORDINATION SUD, collectif d'ONG françaises "partageant une éthique commune en matière de programmes de développement et d'actions d'urgence pour les populations vulnérables des pays du Sud"

DROITS ET DÉMOCRATIE, un organisme canadien créé pour encourager et appuyer les valeurs universelles des droits humains et promouvoir les institutions et pratiques démocratiques partout dans le monde

EARTHACTION, un réseau mondial d'alerte à l'action, qui plaide pour rendre l'ONU davantage capable de prévenir les massacres et de préserver l'environnement

ENDA TIERS-MONDE, un réseau international basé en Afrique et spécialisé sur les questions d'environnement et de développement, notamment sur la Convention internationale de lutte contre la désertification

FIDH, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, qui regroupe des organisations de 90 pays et encourage la mise en œuvre des instruments internationaux sur les droits de l'homme

FSM, Forum social mondial, Porto Alegre, Brésil

HUMAN RIGHTS WATCH, une ONG internationale qui se consacre à protéger les droits de l'homme partout dans le monde

IANSA, Réseau d'action internationale sur les armes légères regroupant plus de 340 organisations de 71 pays différents, qui luttent contre la prolifération et l'usage néfaste des armes légères ou de petit calibre

ICBL, version française du site de la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel

OBJECTIF TERRE, bulletin de suivi des accords internationaux en environnement

RÉSEAU INTERNATIONAL DES ONG SUR LA DÉSERTIFICATION (RIOD), un réseau mondial d'ONG et d'organisations communautaires de base qui oeuvrent dans le domaine de la luttre contre la désertification

SOLAGRAL, une ONG française spécialisée sur les questions d'environnement et d'alimentation, qui publie la revue *Le Courrier de la planète*

WOMEN'S HUMAN RIGHTS NET, un site ONG qui surveille la mise en œuvre des engagements internationaux à l'égard des femmes

CONCEPTS-CLES : relations entre organisations de la société civile et institutions multilatérales

MOTS-CLES THEMATIQUES : divers

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : diverses
Articulations territoriales : relations des réseaux représentant la société civile avec les institutions multilatérales

MOT-CLES ACTEURS : société civile

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : lobbying ; force de proposition

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Théveniaut, 15 juillet 2005

3 G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 Montréal, Canada
May/Mai 29 - June/Juin 1, 2005

PARTICIPANT LIST / LISTE DES PARTICIPANTS

ALGERIA / ALGÉRIE
Prof. Youcef BENABDALLAH
Email / Courriel : ybenabdallah@yahoo.fr
CREAD (Centre de recherche en économie
appliqué pour le développement), Algiers

ARGENTINA / ARGENTINE
Mrs Mercedes Isabel BOTTO
Email / Courriel : mbotto@flacso.org.ar
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales
(FLACSO), Buenos Aires
Ms. Jimena GARROTE
Email / Courriel : garrote@cels.org.ar
Centro de Estudios legales y sociales (CELS),
Dr. Saul KEIFMAN
Email / Courriel : saulkeifman@sinectis.com.ar
Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires
Ms Norma SANCHIS
Email / Courriel : nsanchis@fibertel.com.ar
International Gender & Trade Network, Buenos Aires
Mrs. Alejandra Esther SOLLA ALEJANDRA
Email / Courriel : asdir@fundses.org.ar
Fundacion SES, Buenos Aires

AUSTRALIA / AUSTRALIE
Mr. Jim REDDEN
Email / Courriel : james.redden@adelaide.edu.au
Institute for Business Economics and Law, Adelaide
Prof. Jan SERVAES
Email / Courriel : j.servaes@uq.edu.au
University of Queensland, Brisbane

BANGLADESH / BANGLADESH
Mr. Zaki HASAN
Email / Courriel : zaki@actionaid-bd.org
ActionAid Bangladesh, Dhaka

BARBADOS / BARBADE
Mrs. Margaret D. GILL
Email / Courriel : dmgill@wichill-edu-bb
Caribbean Association for Feminist Research & Action
(C.A.F.R.A.),

BELGIUM / BELGIQUE

Mr. Raf GEENENS
Email / Courriel : raf.geenens@kubrussel.ac.be
Catholic University of Brussels (K.U.Brussel), Brussels
Page 1 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)

BRAZIL / BRÉZIL

Ms Cleomice ALMEIDA DIAS
Email / Courriel : cleoceacc@bol.com.br - ceacc
Centro de estudos e ações culturais de cidadania
(CEACC), Rio de Janeiro
Mr. Marcus DE CASTRO
Email / Courriel : mfcastro@unb.br
Univrsity of Brasilia, Brasilia
Dr. Marcos A. DOS SANTOS REIGOTA
Email / Courriel : marcos.reigota@uniso.br
University of Sorocaba- Brazil, Sorocaba
Mr. Cândido GRZYBOWSKI
Email / Courriel : candido@ibase.br
IBASE-Brazilian Institute of Social and Econimic Analyses,
Rio de Janeiro
Mr. David HATHAWAY
Email / Courriel : hathaway@unisys.com.br
AS-PTA Consultants in Alternative Agriculture Projects,
Brasília
Mrs Gisela HATHAWAY
Email / Courriel : gisela.hathaway@camara.gov.br
Brazilian House of Representatives, Brasília
Mr. Adriano Campolina SOARES
Email / Courriel : adrianocampolina@actionaid.org.br
ActionAid International, Rio de Janeiro

CAMEROON / CAMÉROUN

M. Paul SAMANGASSOU
Email / Courriel : samangassou@yahoo.fr
Bureau d'activités socio-caritatives (BASC), CARITAS
Caméroun, Yaoundé

CANADA / CANADA

Mr. Mark ABLEY
Email / Courriel : markabley@sympatico.ca
, Pointe Claire
Ms Lina AKHDAR
ICVolunteers, Montréal
Ms Shelina ALI
ICVolunteers, Montréal
Dr. Warren ALLMAND
Email / Courriel : wallmand@canada.com
World Federalist Movement - Canada (WFMC) ,
Montréal
Dr. Jean-Pierre ARCORAGI
Email / Courriel : jean-pierre.arcoragi@hec.ca
Global Democratic Council (Canada), Montréal
Ms Marine ARMSTRONG
Email / Courriel : marine@infolink.ca
InfoLink: The Conference Publishers, Ottawa
Ms Janice ARNOLD
Email / Courriel : jarnold@cjnews.ca
The Canadian Jewish News, Montréal
Mr. René AUDET
Email / Courriel : audet.rene@courrier.uqam.ca
Chaire de recherche au Canada en mondialisation,
citoyenneté et démocratie - UQÀM, Montréal
Mr. Mohamed BAATOUR

Email / Courriel : ctmontreal@bellnet.ca
Consulat de la République Tunisienne à Montréal,
Montréal
Mme Stéphanie BACHAND
ICVolunteers, Montréal
Page 2 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
M. Mohamed BADREDDINE
ICVolunteers, Montréal
Mr. Stanley BAKER
Email / Courriel : stanbake@airenet.net
World Federalists, Montréal
Mr. Siddharth BANNERJEE
Email / Courriel : siddharth.bannerjee@gmail.com
Concordia University, Montréal
Mr. Ryan BARKER
Email / Courriel : barker@parl.gc.ca
Parliamentary Centre, Ottawa
M. Jean-Paul BATSALLE
ICVolunteers, St-Hubert
Mr. Mitchell BEER
Email / Courriel : mitchell@infolink.ca
InfoLink:The Conference Publishers, Ottawa
Ms Avril BENOIT
Email / Courriel : avril_benoit@cbc.ca
CBC Radio One, Toronto
Mr. Miguel BERNAL-CASTILLERO
ICVolunteers, Montréal
Mme France BERNIER
Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Montréal
M. Guillaume BIGAOUETTE
ICVolunteers, Montréal
Dr. Edmond BRENT
Email / Courriel : ebrent@aei.ca
Universala Esperanto-Asocio, Longueuil
Mr. Peter BRODER
Email / Courriel : pbroder@imaginecanada.ca
Imagine Canada, Toronto
Ms Diana BRONSON
Email / Courriel : dbronson@dd-rd.ca
Rights & Democracy, Montréal
Mr. Randy BROTTO
ICVolunteers, Montréal
M. Dorval BRUNELLE
Email / Courriel : brunelle.dorval@uqam.ca
Observatoire des Amériques - UQÀM, Montréal
Mme Martine BURELLE
ICVolunteers, Montréal
Mme Mélissa CABANAGH
2/3 monde, Montréal
M. Raphaël CANET
Email / Courriel : canet.raphael@uqam.ca
Université du Québec à Montréal (UQÀM), Montréal
Ms Susan CARTER
Email / Courriel : slcarter@magma.ca
, Ottawa
Mrs Carmen CARVAJAL
Email / Courriel : carmen@amarc.org
AMARC, Montréal
Mr. Yanick CHAMBERLAND-RICHER
ICVolunteers, Montréal
Mr. Michel CHAURETTE
Email / Courriel : michelc@ceci.ca
Centre canadien d'étude et de coopération internationale
(CECI), Montréal
Mme Catherine CHAUVIN

Email / Courriel : cchauvin@ville.montreal.qc.ca
Ville de Montréal, Montréal
Ms Simone CHIA
Concordia University, Montréal
Page 3 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
Mr. Abdul Aziz CHOUDRY
Email / Courriel : azizch@spl.at
GATT Watchdog, Montréal
Mr. Michael CLAGUE
Email / Courriel : mclague@telus.net
The Carold Institute, Vancouver
Mr. Bernard COLAS
Email / Courriel : bcolas@colas.ca
Commission du droit du Canada, Ottawa
Mr. Michael COOKE
Email / Courriel : mcooke@gbrownc.on.ca
George Brown College / The Carold Institute, Toronto
Mme Anyle COTÉ
Email / Courriel : anyle@sympatico.ca
Droits et Démocratie / The Carold Institute, Montréal
M. François COUTU
Email / Courriel : francoisc@hotmail.com
Organisation Nations Unies, Montréal
M. Gabriel DANIS
Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Montréal
Mme Stéphanie DAOUST
2/3 monde, Montréal
Mr. Steven DASILVA
Email / Courriel : steve.dasilva@utoronto.ca
University of Toronto, Toronto
Mr. Graham DATTELS
Email / Courriel : graham_dattels@acdi-cida.gc.ca
Canadian International Development Agency ,
Gatineau
M. Brice Armand DAVAKAN
Email / Courriel : davakanb@hotmail.com
Chaire de recherche au Canada en mondialisation,
citoyenneté et démocratie - UQÀM, Montréal
Mme Sandra DE MOURA
Email / Courriel : demous@parl.gc.ca
Parliamentary Centre, Ottawa
M. Philippe DE OLIVEIRA
ICVolunteers, Montréal
Mr. Doron DEKEL
Email / Courriel : doron@worldgov.info
World Federalist Movement - Canada (WFMC),
Toronto
M. Luc DORAY
Email / Courriel : ldoray@ville.montreal.qc.ca
Ville de Montréal, Montréal
Mr. Tim DOTTRIDGE
Email / Courriel : tdottridge@idrc.ca
International Development Research Centre, Ottawa
Dr. Jules DUCHASTEL
Email / Courriel : duchastel.jules@uqam.ca
Université du Québec à Montréal (UQÀM), Montréal
Ms Darcy DUNTON
ICVolunteers, Montréal
M. Robert DUTIL
Email / Courriel : robert.dutil@canam.ws
Structal une division du groupe Canam inc. ,
Charlesbourg
Mr. Amine EL KABBAJ
Email / Courriel : aelka077@uottawa.ca
University of Ottawa, Ottawa

Mr. Dick EVANS
Email / Courriel : richard.evans@dal.ca
Dalhousie University (+ Oxfam Canada), Halifax
Mme Sandra FAYAD
ICVolunteers, Montréal
M. Normand FLEURY
Email / Courriel : informo@esperanto.qc.ca
Universala Esperanto-Asocio, Montréal
Dr. John W. FOSTER
Email / Courriel : jfoster@nsi-ins.ca
The North-South Institute, Ottawa
Page 4 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
Mme Christine FRÉCHETTE
Email / Courriel : cf@fina-nafi.org
Forum sur l'intégration nord-américaine, Montréal
Ms Elizabeth FRIESEN
Email / Courriel : oehfries@connect.carleton.ca
Carleton University, Ottawa
Mme Myriam GAFAROU
ICVolunteers, Montréal
Prof. Gilbert GAGNÉ
Email / Courriel : ggagne@ubishops.ca
Université Bishop's, Lennoxville
Ms Mireille GAGNÉ
Email / Courriel : mgagne@centremusique.ca
Réseau international pour la diversité culturelle ,
Montréal
Mme Ariane GAGNON-LÉGARÉ
Email / Courriel : arianegl@hotmail.com
Université de Québec à Montréal - UQÀM, Montréal
Ms Maria Cecilia GAMERO
ICVolunteers, Montréal
Ms Bryn GAY
Email / Courriel : bgay@nsi-ins.ca
The North-South Institute/Institute Globalization and the
Human Condition, Ottawa
Mme Catherine GEOFFROY
Email / Courriel : laflamme.geoffroy@sympatico.ca
Forum International de Montréal (FIM), Montréal
Mme Sandrine GOPAULEN
ICVolunteers, Montréal
Mme Emmanuelle GRUBER
Quartier Libre, Montréal
Mr. Alireza HAJIHOSSEINI
Email / Courriel : alireza@studentworldassembly.org
Student World Assembly , Montréal
Mr. Peter HAJNAL
Email / Courriel : peter.hajnal@utoronto.ca
University of Toronto, Toronto
Mr. Ken HALL
Haisla Nation, Kitimaat Village
Prof. Arpi HAMALIAN
Email / Courriel : arpi.hamalian@sympatico.ca
The Carold Institute / Concordia University, Montréal
Mr. Ben HISHON
Email / Courriel : ben.hishon@utoronto.ca
University of Toronto, Toronto
Ms Debbie HUM
InfoLink: The Conference Publishers, Ottawa
Mr. Justin JAGOSH
Email / Courriel : jjagosh@hotmail.com
Simon Fraser University, Montréal
M. Jacques JOBIN
Email / Courriel : jacques@jobin.cc
VNG-International, L'Ange Gardien

Mr. Patrick JOHNSTON
Email / Courriel : patrick@gordonfn.org
Walter and Duncan Gordon Foundation, Toronto
Ms Suzanne KACZMAREK
ICVolunteers, Montréal
Mr. Chaitanya (Chai) KALEVAR
Email / Courriel : just1world@globalsurvival.ca
Just One World, Toronto
Ms Devorah KATZ
Email / Courriel : devorahk@hotmail.com
, Montréal
M. Mathieu KHADOUR
Email / Courriel : mkhadour@gmail.com
, Montréal
Page 5 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
M. Jooned KHAN
Journal La Presse, Montréal
Ms Karine KISILENKO
ICVolunteers, Montréal
Ms Kristin KOPRA
InfoLink: The Conference Publishers, Ottawa
Mme Katie KREM
ICVolunteers, Montréal
Prof. Diane LABERGE
Email / Courriel : labergediane@hotmail.com
The Carold Institute, Montréal
M. Michel LABRECQUE
SRC - émission Sans frontières, Montréal
Mme Ariane LAFORTUNE
ICVolunteers, St-Bruno
M. Maxime LALIBERTÉ
2/3 monde, Montréal
M. Richard LANGLOIS
Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Montréal
M. Gérald LAROSE
Centre de recherche sur les innovations sociales
(CRISES), Montréal
M. Mario LAVOIE
Email / Courriel : mario_l@cam.org
Forum International de Montréal (FIM), Montréal
Mrs Aude LECOINTE
Email / Courriel : aude@fimcivilsociety.org
Forum International de Montréal (FIM), Montréal
Mr. Peter LEE
Email / Courriel : pkflee@hotmail.com
Concordia University, Montréal
Mr. Stelios LOIZIDES
Email / Courriel : loizides@conferenceboard.ca
The Conference Board of Canada, Ottawa
Mme Marlihan LOPEZ-GERENA
ICVolunteers, Montréal
Ms Elaina MACK
Email / Courriel : ejmack@rogers.com
Carleton University, Ottawa
Ms Heather MACKENZIE
Email / Courriel : hmack@videotron.ca
Concordia University, Montréal
Mr. Jeffrey MACKENZIE LEE
Email / Courriel : jeffmackenzielee@hotmail.com
Concordia University, Montréal
M. Christian MAJOR
Forum International de Montréal (FIM), Montréal
Ms Carmen MALENA
Email / Courriel : cmalena@ccapcable.com
, Stoneham

Mme Christel MARCHAND
2/3 monde, Montréal
Mr. Nigel MARTIN
Email / Courriel : nigelm@videotron.ca
Forum International de Montréal (FIM), Montréal
Mme Mariola MISIOROWSKA
ICVolunteers, Montréal
Ms Mejlina MODANU
Email / Courriel : mmodanu@nsi-ins.ca
The North-South Institute, Ottawa
Page 6 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
Mme Erica MUZZIO
ICVolunteers, Montréal
Ms Aidah NANGENDO
ICVolunteers, Longueuil
Ms. April O'DONOUGHUE
Email / Courriel : info@odon.ca
O'Donoughue & Associates Event Management Ltd.,
Montréal
Mme Marie-Ève PARENTEAU
ICVolunteers, Montréal
Mr. Jules PATENAUDE
Email / Courriel : jpatenaude@ville.montreal.qc.ca
Ville de Montréal, Montréal
Ms Evagelia Angie PELONIS
ICVolunteers, St Laurent
Ms Lorraine PELOT
Email / Courriel : lpelot@lcc.gc.ca
Law Commission of Canada, Ottawa
Mme Albanela PÉREZ-SUAREZ
International Network for Cultural Diversity,
Mme Belmira PERPÉTUA
ICVolunteers, Montréal
Ms Fabienne PRESÉNTEY
Email / Courriel : charte.canada@alliance21.org
Alliance Citoyenne pour une charte des responsabilités
humaines, Montréal
Mr. David QUIGG
Email / Courriel : time4peace@fastmail.fm
International Society for Peace and Human Rights
(ISPHR), Vancouver
Ms Michelle QUIGG
Email / Courriel : micheluna@yahoo.com
University of British Columbia, Vancouver
Dr. Marc RABOY
Email / Courriel : marc.raboy@mcgill.ca
McGill University, Montréal
Mr. Abeed RAMJI
Email / Courriel : abeedramji@gmail.com
Student World Assembly - Montréal, Montréal
M. François REBELLO
Groupe Investissement Responsable, Montréal
M. Sidney RIBAUX
Équiterre, Montréal
Mme Roxana ROBIN
Email / Courriel : info@aipe-cci.org
Aide Internationale pour l'enfance (AIPE), Montréal
Mme Cécile SABOURIN
Email / Courriel : cecile.sabourin@uqat.ca
Université de Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT),
Montréal
M. Daniel SANSFAÇON
Email / Courriel : dsansfa@crime-prevention-intl.org
Centre international pour la prévention de la criminalité
(CIPC), Montréal

Mme Melanie SARROINO
ICVolunteers, Montréal
Dr. Mark SELMAN
Email / Courriel : selman@sfu.ca
Simon Fraser University / The Carold Institute ,
Vancouver
Mme Marwa SEMHART
ICVolunteers, St. Laurent
Page 7 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
Mme Catherine SÉVIGNY
Email / Courriel : seve555@hotmail.com
Université Laval, Sherbrooke
Ms Karin SIMONSON
Email / Courriel : nosnomis@hotmail.com
Centre for Applied Studies in International Negotiation
(CASIN), Ottawa
Mr. Hugh SMILEY
Email / Courriel : hughsmiley@sympatico.ca
University of Toronto, Toronto
Dr. Marcelo SOLERVICENS
Email / Courriel : marcelo.solervicens@amarc.org
AMARC, Montréal
Mme Despina SOURIAS
Email / Courriel : despina@fimcivilsociety.org
Forum International de Montréal (FIM), Montréal
Ms. Jayne STOYLES
Email / Courriel : stoyles@wfm.org
World Federalist Movement - Canada (WFMC),
Toronto
Mme Marianne STRAUSS
ICVolunteers, Montréal
Ms Rieky STUART
Email / Courriel : riekys@oxfam.ca
Oxfam Canada, Ottawa
Ms Michelle SWENARCHUK
Email / Courriel : swenar@cela.ca
Canadian Environmental Law Association, Toronto
Mme Veronique TALBOT
ICVolunteers, Montréal
M. Benjamin TEITLEBAUM
Ministère des Relations
internationales du Québec (MRI),
Dr. Alan THOMAS
Email / Courriel : athomas@oise.utoronto.ca
OISE / The Carold Institute, Toronto
Mrs Cécilia THOMPSON
ICVolunteers, Montréal
Ms Vanessa TIMMER
Email / Courriel : vtimmer@interchange.ubc.ca
University of British Columbia, Vancouver
Ms Sophie TOUPIN
Email / Courriel : sophie@amarc.org
AMARC, Montréal
M. Alain TREMBLAY
Email / Courriel : alain.tremblay@mrq.gouv.qc.ca
Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ),
Montréal
M. Louis-Michel TREMBLAY
2/3 monde, Montréal
Ms. Monica TREVINO-GONZALEZ
Email / Courriel : monica.trevinogonzalez@mail.mcgill.ca
McGill University, Montréal
Ms Anne TURNER
Email / Courriel : anne.turner@mcgill.ca
McGill University, Montréal

Dr. Yves VAILLANCOURT
Email / Courriel : vaillancourt.yves@uqam.ca
Université du Québec à Montréal (UQÀM), Montréal
Mr. Kimon VALASKAKIS
Email / Courriel : kvalaskakis@ca-ggg.org
Club of Athens - Global Governance Group, Montréal
M. Pierre VÉRONNEAU
Email / Courriel : veronneaup@oxfam.qc.ca
Oxfam-Québec, Montréal
Page 8 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
Mr. Michel VERRET
Email / Courriel : verretm@oxfam.qc.ca
Oxfam-Québec, Montréal
M. Jean-François VIAU
Email / Courriel : jfviau@ville.montreal.qc.ca
Ville de Montréal, Montréal
Ms Angela WANG
ICVolunteers, LaSalle
Ms Amelia WASSERMAN
ICVolunteers, Montréal
Mr. Fergus WATT
Email / Courriel : wfcnat@web.ca
World Federalist Movement - Canada, Ottawa
Ms June WEISS
ICVolunteers, Kirkland
Ms Sylvia WELKE
Email / Courriel : sylvia@infolink.ca
InfoLink: The Conference Publishers, Ottawa
Ms Jennifer WESTLAKE
InfoLink:The Conference Publishers, Ottawa
Ms Amanda WHITE
Email / Courriel : nsi@nsi-ins.ca
The North-South Institute, Ottawa
Dr. Elizabeth WHITMORE
Email / Courriel : elizabeth_whitmore@carleton.ca
Carleton University, Ottawa
Dr. Maureen WILSON
Email / Courriel : mwilson@ucalgary.ca
University of Calgary, Calgary
Ms Meredith WOTTEN
Email / Courriel : meredith.wotten@mail.mcgill.ca
McGill University, Montréal
Mme Élizabeth WRIGHT
Email / Courriel : bpf.oaw@sympatico.ca
Communauté baha'ie du Canada, Québec
M. Armand ZABIHIYAN
ICVolunteers, Montréal

COLOMBIA / COLOMBIE
Ms. Jeanine EL´GAZI
Email / Courriel : jelgazi@mincultura.gov.co
Ministry of Culture -Colombia, Bogotá

ESTONIA / ESTONIE
Ms. Kristina MÄND
Email / Courriel : kristina@ngo.ee
Network of Estonian Non-Profit Organizations (NENO),
Tallinn

FINLAND / FINLANDE
Ms Heidi HAUTALA
Email / Courriel : heidi.hautala@eduskunta.fi
Parliament of Finland, Eduskunta
Mr. Sami LAHDENSUO

Email / Courriel : sami.lahdensuo@cmi.fi
Crisis Management Initiative , Helsinki
Ms Katarina PATOMÄKI
Email / Courriel : katarina@nigd.org
Network Institute for Global Democratization (NIGD),
Helsinki
Mrs Sari VARPAMA
Email / Courriel : sari.varpama@ykliitto.fi
Citizens' Global Platform, Helsinki
Page 9 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)

FRANCE / FRANCE
Mr. Olivier ANDREU
Email / Courriel : olivier.andreu@edf.fr
Electricité de France, Paris
Mr. Patrice BARRAT
Email / Courriel : patrice.barrat@bridge-initiative.org
Bridge Initiative, Paris
Mr. De la Chapelle BERTRAND
Email / Courriel : lachapelle@openwsis.org
Bridge Initiative, Paris
Mrs Karine Alice BRUN
Email / Courriel : karina.brun@bridge-initiative.org
Bridge Initiative, Paris
M. Jean-Jacques COZZARI
Email / Courriel : Jean-Jacques.COZZARI@wanadoo.fr
, Mouans-Sartoux
Mr. Troy DAVIS
Email / Courriel : troydavis@post.harvard.edu
Ingénieur - consultant en démocratie , Strasbourg
Mr. John EVANS
Email / Courriel : evans@tuac.org
Trade Union Advisory Committee to the OECD (TUAC),
Paris
M. Jean-Pol ÉVRARD
Caritas - Forum International de Montréal, Paris
Mme Rachel HAAB
Email / Courriel : rachel.haab@fslse.org
Fondation Scientifique de Lyon , Lyon
M. Gustavo MARIN
Email / Courriel : gustavo@alliance21.org
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme, Paris

GERMANY / ALLEMAGNE
Dr. Rasmus TENBERGEN
Email / Courriel : tenbergen@world-parliament.org
The World Parliament Experiment, Alfter

GHANA / GHANA
Mr. Lambert Kweku OKRAH
Email / Courriel : lokrah@yahoo.co.uk
The Institute of Cultural Affairs International, Accra

GUATEMALA / GUATEMALA
Mr. Hans Petter BUVOLLEN
Email / Courriel : hans.buvollen@undp.org
United Nations Development Programme, Guatemala City

GUINEA / GUINÉE
Ms Elizabeth CÔTÉ
Email / Courriel : ifes-guinee@biasy.net
IFES, Conakry
Page 10 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)

HONG KONG / HONG KONG

Ms Irene TONG
Email / Courriel : ilktong@hku.hk
University of Hong Kong, Hong Kong

INDIA / INDE

Mr. JAGADANANDA
Email / Courriel : cysdbbsr@vsnl.net
Centre for Youth and Social Development (CYSD), Bhubaneswar

Dr. Mehmud H. A. LAKDAWALA
Email / Courriel : ifieahdad1@sancharnet.in
Sanchetana Community Health and Research Centre , Ahmedabad

Ms Lalita RAMDAS
Email / Courriel : lramdas@vsnl.com
Greenpeace - India; Pria - India; Pak India Forum (PIPFPD) - National Committee, Alibag

Mr. Ramu L. RAMDAS
Email / Courriel : lramdas@gmail.com
Pak India Forum (PIPFPD) ; IPSI - Indo-Pak Soldiers Initiative; CNDP-INDIA, Alibag

Dr. Rajesh TANDON
Email / Courriel : info@pria.org
Society for Participatory Research in Asia (PRIA), New Delhi

INDONESIA / INDONÉSIE

Ms Hira P. JHAMTANI
Email / Courriel : semestha@yahoo.com
Third World Network, Denpasar

IRELAND / IRLANDE

Mr. Seán Ó SIOCHRÚ
Email / Courriel : sean@nexus.ie
CRIS Campaign , County Dublin

Dr. Fabrizio TRIFIRO
Email / Courriel : trifirof@tcd.ie
Institute for International Integration Studies
Trinity College Dublin , Dublin

JAPAN / JAPON

Dr. Maria Fernanda TUOZZO
Email / Courriel : fertuozzo@yahoo.co.uk
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO/Argentina), Tokyo

KENYA / KENYA

Ms. Lynn MUTHONI WANYEKI
Email / Courriel : wanyeki@iconnect.co.ke
African Women's Development and Communications Network (FEMNET), Nairobi
Page 11 6/22/2005

LEBANON / LIBAN

Mr. Ziad ABDEL SAMAD
Email / Courriel : annd@annd.org
Arab NGO Network for Development (ANND), Beirut

Mrs Wafa EL YASSIR
Email / Courriel : npa@cyberia.net.lb
Norwegian People's Aid, Beirut

MONGOLIA / MONGOLIE

Ms Undarya TUMURSUKH

Email / Courriel : undarya@mobinet.mn
International Civil Society Forum for Democracy (ICSFD),
Ulaanbaatar

MOZAMBIQUE / MOZAMBIQUE
Mr. Helder MALAUENE
Email / Courriel : hmalauene@fdc.org.mz
Fundação para O Desenvolvimento
da Comunidade (FDC), Maputo

NEW ZEALAND / NOUVELLE-ZÉLANDE
Dr. Betsan MARTIN
Email / Courriel : betsan@paradise.net.nz
Puawananga - Independent Research
and Adult Education, Lower Hutt

NIGERIA / NIGÉRIA
Mr. Tade P. ADEKUNLE
Email / Courriel : tadekunle@yahoo.com
National Association of Nigerian Theatre Arts
Practitioners, Lagos

PAKISTAN / PAKISTAN
Noor jehan PANEZAI
Email / Courriel : drnpanezai@yahoo.com
Member of Parliament, Islamabad

PALESTINIAN TERRITORY / TERRITOIRE PALESTINIEN
Mr. Izzat ABDUL-HADI
Email / Courriel : izzat@bisan.org
Bisan Center for Research and Development,
Ramallah

PERU / PÉROU
M. Paul Antoine MAQUET MAKEDONSKI
Email / Courriel : makedonski@terra.com.pe
Alliance pour un monde responsable et Solidaire,
Lima
Mrs Rocío VALDEAVELLANO ROCA REY
Email / Courriel : jubileoperu@speedy.com.pe
Peruvian Jubilee Network, Lima
Page 12 6/22/2005

PHILIPPINES / PHILIPPINES
Ms Felicidad IMPERIAL SOLEDAD
Email / Courriel : lloydrj@parliament.uk
Philippine Council for NGO Certification (PCNC),
Manila
Mr. Antonio TUJAN JR.
Email / Courriel : atujan@info.com.ph
Asia Pacific Research Network, Manila

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE
Ms Victoria ELIAS
Email / Courriel : velias@mail.ru
Centre ECO-Accord/ European ECO-Forum, Moscow

RWANDA / RWANDA
Mr. Johnson Alinari MUGAGA
Email / Courriel : mugagaj@yahoo.ca
Rwandese Association of Local Government Authorities,
Kigali

SENEGAL / SÉNÉGAL
Mme Diana Annick SENGHOR
Email / Courriel : secretaire@panos-ao.org

Institut Panos Afrique de l'Ouest, Dakar
Mme Haoua Dia THIAM
Email / Courriel : haoua@webmails.com
Assemblée nationale du Sénégal, Dakar
Mme Mamadou Lamine THIAM
Email / Courriel : mlthiam@yahoo.com
Assemblée Nationale/Parlamentarians for Global Action (PGA), Dakar

SOUTH AFRICA / AFRIQUE DU SUD

Mr. David KALETE
Email / Courriel : kalete@civicus.org
CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, Johannesburg
Dr. Kumi NAIDOO
Email / Courriel : kumi@civicus.org
CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, Johannesburg

SPAIN / ESPAGNE

Mr. Michael (Felix) DODDS
Email / Courriel : fdodds@stakeholderforum.org
Stakeholder Foroum, San Sebastián
Mr. Felipe GOMEZ
Email / Courriel : fegomez@der.deusto.es
ALBOAN-IJND, Bilbao
Mr. Joel MARSDEN
Email / Courriel : joel@bus-pro.com
Global Human Referendum, Madrid

SWEDEN / SUÈDE

Ms Inger BJORK
Email / Courriel : inger.bjork@forumsyd.se
Forum Syd, Stockholm
Ms Maud JOHANSSON
Email / Courriel : maud.johansson@forumsyd.se
Forum Syd, Stockholm
Mr. Svante SANDBERG
Email / Courriel : svante.sandberg@sida.se
Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

Mr. Moncef ACHOUR
Email / Courriel : achourmoncef@yahoo.fr
Secrétariat Executif Sommet Mondial Société de l'information, Genève
Mrs. Renata BLOEM
C.O.N.G.O., Geneva
Mr. Markus BRUN
Email / Courriel : brun@fastenopfer.ch
Fastenopfer, Luzern
Général Hugues DE COURTIVRON
Email / Courriel : huguesdecourtivron@dcaf.ch
Centre de Genève pour le Contrôle démocratique des Forces Armées (DCAF), Genève
Mr. Hamish JENKINS
Email / Courriel : jenkins@ilo.org
International Labour Organization (ILO), Geneva
Mr. Cyril RITCHIE
Email / Courriel : c.ritchie@fiig.org
International Civil Society Forum for Democracy (ICSFD), Geneva
Mme Sarah VADER SAFFAR
Email / Courriel : ssa@weforum.org
World Economic Forum, Cologny

M. Sebastien ZIEGLER
Email / Courriel : sziegler@mandint.org
Mandat International, Geneva
THAÏLAND / THAÏLANDE
Mr. John SAMUEL
Email / Courriel : john.samuel@actionaid.org
ActionAid Asia Regional Office, Bangkok
TUNISIA / TUNISIE
Mr. Chékib DHAOUADI
Email / Courriel : chekib_dhaouadi@yahoo.fr
Association Tunisienne des Droits de l'Enfant, Bizerte
UGANDA / OUGANDA
Mr. Zie GARIYO
Email / Courriel : zgariyo@udn.or.ug
Uganda Debt Network (UDN), Kampala
Ms Sarah OKWAARE
Email / Courriel : sarah.okwaare@actionaid.org
ActionAid International Uganda, Kampala
Mr. Augustine RUZINDANA
Email / Courriel : augustin@starcom.co.ug
Parliament of Uganda, Kampala
Page 14 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI
Mr. Simon BURALL
Email / Courriel : buralls@parliament.uk
One World Trust , London
Ms. Rudo CHITIGA
Email / Courriel : r.chitiga@commonwealth.int
Commonwealth Foundation, London
Mr. Stuart ETHERINGTON
Email / Courriel : stuart.etherington@ncvo-vol.org.uk
The National Council for Voluntary Organisations ,
London
Mr. Gordon GLASS
Email / Courriel : glass22@spamex.com
2020*Vision Ltd, Bath
Ms Kristina HINDS
Email / Courriel : k.g.hinds@lse.ac.uk
London School of Economics (LSE), London
Mr. Sony KAPOOR
Email / Courriel : sonykapoor@aol.com
Jubilee USA Tax Justice Network Tobin Tax Network
Christian Aid, London
Mr. Matti KOHONEN
Email / Courriel : m.t.kohonen@lse.ac.uk
Tax Justice Network - London School of Economics
(LSE), London
Mr. Robert LLOYD
Email / Courriel : lloydrj@parliament.uk
One World Trust , London
Ms Michelle LORNIE
Email / Courriel : m-lornie@dfid.gov.uk
Department for International Development, Glasgow
Mr. Jeff POWELL
Bretton Woods Project, London
Prof. Jan Aart SCHOLTE
Email / Courriel : scholte@warwick.ac.uk
University of Warwick, Coventry
Mr. Martin SIME
Email / Courriel : martin.sime@scvo.org.uk
Scottish Council for Voluntary Organisations,
Edinburgh

UNITED STATES / ÉTATS-UNIS
Ms Gemma ADABA

Email / Courriel : icftuny@igc.org
International Confederation of Free Trade Unions
(ICFTU), New York
Dr. Akwasi AIDOO
Email / Courriel : a.aidoo@fordfound.org
The Ford Foundation, New York
Ms Pauline T. ALBRIGHT
Email / Courriel : jotal@earthlink.net
Maryknoll, New York
Ms Nancy ALEXANDER
Email / Courriel : ncalexander@igc.org
Citizens' Network on Essential Services, Silver Spring
Ms Sarah ALVORD
Email / Courriel : sarah_alvord@harvard.edu
Kennedy School of Government - Harvard University,
Cambridge
Ms Amalia ANDERSON
Email / Courriel : amalia@leagueofruralvoters.org
League of Rural Voters, Minneapolis
Ms Rosa BALACO
Email / Courriel : lobm@airmail.net
One World Now, Houston
Mr. Manish BAPNA
Email / Courriel : mbapna@care2.com
Bank Information Center, Washington
Page 15 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
Ms Gabrielle BARDALL
Email / Courriel : gbardall@ifes.org
IFES - Democracy at Large, Washington
Ms Joan BECKER
Email / Courriel : joan.becker@csun.edu
, Northridge
Dr. David BROWN
Email / Courriel : dave_brown@harvard.edu
Kennedy School of Government - Harvard University,
Cambridge
Ms. Tosca BRUNO
Email / Courriel : moynihan@maxwell.syr.edu
Moynihan Institute of Global Affairs at The Maxwell School
of Syracuse University, Syracuse
Dr. Richard H. BURKHART
Email / Courriel : dickburkhart@comcast.net
Coalition for a World Parliament
& Global Democracy, Seattle
Mr. Aldo CALIARI
Email / Courriel : aldo@coc.org
Center of Concern, Washington
Ms Kristin DAWKINS
Email / Courriel : kdawkins@iatp.org
Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP),
Minneapolis
Ms Tanya DAWKINS
Email / Courriel : dawkinst@mindspring.com
Inter-American Forum & Global
Local Links Project, Coral Gables
Mr. Thalif DEEN
Inter Press Services (IPS), New York
Dr. Monique DEVEAUX
Email / Courriel : monique.deveaux@williams.edu
Williams College, Williamstown
Mr. James EARLY
Email / Courriel : early1947@aol.com
Center for Folklife and Cultural Heritage, Smithonian
Institute, Washington D.C.
Mr. Tony FLEMING

Email / Courriel : tony@tonyfleming.org
University of Maryland, Greenbelt
Mr. Doug GAMBLE
Email / Courriel : dagamble@worldnet.att.net
Highlander Research and Education Center,
Maryville
Ms Nina GREGG
Email / Courriel : ngregg@att.net
Communication Resources, Maryville
Mr. Lars HASSELBLAD TORRES
Email / Courriel : lhtorres@americaspeaks.org
AmericaSpeaks and the Deliberative
Democracy Consortium, Washington D.C.
Prof. Amir HUSSAIN
Email / Courriel : amir.hussain@csun.edu
Loyola Marymount University, Northridge
Ms. Lisa JORDAN
Email / Courriel : l.jordan@fordfound.org
The Ford Foundation, New York
Mr. Thierno KANE
Email / Courriel : thierno.kane@undp.org
United Nations Development Programme, New York
Dr. Hans KLEIN
Email / Courriel : hans.klein@pubpolicy.gatech.edu
Georgia Institute of Technology, Atlanta
Dr. Palitha KOHONA
Email / Courriel : kohona@un.org
United Nations, NY
Mr. Randy KRITKAUSKY
Email / Courriel : rkritkausky@ecologia.org
ECOLOGIA, Middlebury
Ms Mona LEE
Email / Courriel : mona_lee@comcast.net
Coalition for a World Parliament & Global Democracy,
Seattle
Page 16 6/22/2005
G05 Global Democracy / Démocratie mondiale 2005 (cont'd / suite)
Mrs Irina LI
Email / Courriel : lirinas@yahoo.com
University of Pittsburgh, Pittsburgh
Mr. David LIONEL
Email / Courriel : lioneltv@aol.com
Earth Television Public Education Foundation, Santa
Monica
Mr. Steven LUX
Email / Courriel : sjlux@syr.edu
Maxwell School/Syracuse University, Syracuse
Ms Leah MARGULIES
Email / Courriel : margleah@aol.com
Corporate Accountability International, New York
Mr. Edward MCMAHON
Email / Courriel : emcmahon@uvm.edu
University of Vermont, South Burlington
Ms Kathryn MULVEY
Email / Courriel : kmulvey@stopcorporateabuse.org
Corporate Accountability International, Boston
Mr. Benton MUSSLEWHITE
Email / Courriel : lobm@airmail.net
One World Now, Houston
Mrs Simonetta NARDIN
Email / Courriel : snardin@imf.org
International Monetary Fund (IMF), Washington D.C.
Dr. Melanie Beth OLIVIERO
Email / Courriel : melanieo@whistleblower.org
Government Accountability Project, Washington D.C.
Mr. William PACE

Email / Courriel : getson@wfm.org
World Federalist Movement, New York
Dr. Carol PANDAK
Email / Courriel : pandakc@rotaryintl.org
Rotary International, Evanston
Ms Nadine PERRAULT
Email / Courriel : nperrault@unicef.org
UNICEF, New York
Mr. Thomas PONNIAH
Email / Courriel : TPonniah@clarku.edu
Clark University, Worcester
Mr. Danny POSTEL
Email / Courriel : danny.postel@opendemocracy.net
openDemocracy.net, Chicago
Mr. Mark RANDAZZO
Email / Courriel : mark@fntg.org
Funders Network on Trade and Globalization (FNTG),
San Francisco
Dr. Aruna RAO
Email / Courriel : arao@genderatwork
Gender at Work, Bethesda
Dr. James RIKER
Email / Courriel : jriker@civilsociety.umd.edu
The Democracy Collaborative, College Park
Mr. Curtis ROJAKOVICK
ICVolunteers, Richboro
Ms Nadia ROUMANI
Email / Courriel : nroumani@cceia.org
Carnegie Council on Ethics and International Affairs, New
York
Mr. Rick ROWDEN
Email / Courriel : Rick.Rowden@actionaid.org
ActionAid International USA, Washington DC
Ms. Marcy SCHNITZER
Email / Courriel : mstephen@vt.edu
Virginia Tech, Blacksburg
Mr. Frank SCHROEDER
Email / Courriel : fschroeder@fesny.org
Friedrich Ebert Foundation New York, New York
Ms Lene SCHUMACHER
Email / Courriel : schumacher@wfm.org
World Federalist Movement Institute for Global Policy,
New York
Prof. Joseph SCHWARTZBERG
Email / Courriel : schwa004@tc.umn.edu
University of Minnesota, Minneapolis
Prof. Andrew STRAUSS
Email / Courriel : andrewstrauss@comcast.net
Widener University School of Law, Wilmington
Mr. Paul Nehru TENNASSEE
Email / Courriel : Ptennassee@napfe.org
World Confederation of Labor (WCL), Washington
D.C.
Mrs Ludmila UNGUREANU
Email / Courriel : ludmila_ungureanu@yahoo.com
University of Pittsburgh, Pittsburgh
Mr. Robert WHEELER
Email / Courriel : robineagle@worldcitizen.org
Coalition for World Parliament and World Democracy,
Fayetteville
Ms Thomasina WILLIAMS
Email / Courriel : t.williams@fordfound.org
The Ford Foundation, New York
Ms Nebiyat WOLDEMICHAEL
Email / Courriel : nebi@pgaction.org
Parliamentarians for Global Action (PGA), New York

ZIMBABWE / ZIMBABWE
Mr. Ezra MBOGORI
Email / Courriel : ezra@mwengo.org.zw
MWENGO (Mwelekeo wa NGO), Harare
Mr. Charles MUTASA
Email / Courriel : charles@afrodad.co.zw
African Forum & Network on Debt & Development
(AFRODAD), Harare

France bénévolat

ADRESSE : 127 rue Falguière 75015 Paris, Tel 01 40 61 01 61 ; contact@francebenevolat.org

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : André Hochberg et Dominique Thierry (retour questionnaire)

SITE WEB : : www.francebenevolat.org

COURTE PRESENTATION :

Mission :
- Développer la promotion du bénévolat en France auprès de toutes les catégories de populations (jeunes, actifs, demandeurs d'emploi, femmes au foyer, retraités)
- Améliorer la lisibilité locale du tissu associatif existant
- Prospecter les besoins des associations en compétences bénévoles
- Assurer une fonction de conseil, d'orientation et de suivi de tout bénévole potentiel
- Améliorer la gestion des ressources humaines bénévoles au sein des associations

Fonctionnement :
Un site national (à la fois ressources/information et offres/demandes de compétences bénévoles) : actuellement 14 000 consultations/mois
Développement d'un réseau territorial de Centres et d'Antennes de proximité (actuellement une centaine ; objectif à terme de 600 à 800)
Lourde politique à l'égard de tous les média sur la promotion et l'amélioration de l'image du bénévolat associatif
Travail inter associatif sur la gestion des ressources humaines bénévoles ; avec les universités et les Grandes Ecoles pour développer des Relais du bénévolat étudiant ; avec les Caisses de retraite pour développer des Relais du bénévolat des retraités
Coopération internationale avec structures homologues au niveau mondial (IAVE) et plus particulièrement les pays francophones
Etudes et colloques ; Publications concernant retraite et bénévolat, gestion des ressources humaines bénévoles, bénévolat au Canada. La France bénévole 2004 (avec le CERPHI)

CONCEPTS-CLES : solidarité intergénérationnelle

MOTS-CLES THEMATIQUES : promotion du bénévolat; orientation des bénévoles; gestion des ressources humaines bénévoles

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France

MOT-CLES ACTEURS :
Partenaires : Universités; grandes écoles; Caisses de retraite; réseau international IAVE; pays francophones . Cibles : médias, jeunes, actifs, demandeurs d'emploi, femmes au foyer, retraités, collectivités territoriales, grands réseaux associatifs

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : site national de promotion du bénévolat; constitution de réseau territorial; campagnes médias; études; colloques

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut

Globenet 3

ADRESSE : GlobeNet3 Global Secretariat- Unit 718 CityLand MegaPlaza Ortigas, Pasig City, PHILIPPINES
Tel: +63-2-687-7481

PAYS : Philippines

PERSONNE CONTACT : info@globenet3.org

SITE WEB : www.globenet3.org et www.truthforce.info

COURTE PRESENTATION :

Mission : le réseau global pour « the Threefolding social » (GlobeNet3 ou GN3) réunit des individus intéressés dans divers pays du monde à apporter une contribution constructive aux défis de la planète en abordant des questions globales à partir de la perspective d'un développement soutenable complet par « threefolding social » (triarticulation sociale).

Fonctionnement : GN3 est un réseau global horizontal activé par des "noeuds" géographiques et fonctionnels dans des secteurs stratégiques du monde. "GN3 a actuellement 17 implantations géographiques et noeuds fonctionnels, situés dans quatre continents. Le secrétariat du réseau compte un membre aux USA et deux aux Philippines. Contact : James Sharman. js@info.com.ph

Principaux nœuds en activité :
Etats-Unis : Action Sociale,Californie, (dccheath@yahoo.com) établi en juillet 2002 et est centré en Californie, Etats-Unis avec 6 membres actuellement.
Suède : Merkur GN3, Gothenburg, (http://www.gn3.se) établi en juillet 2002 pour l'expression scandinave des idées et des impulsions dans l'esprit de GN3 Contact Hans Brodal hansbrodal@work.utfors.se
Hollande : Groupe YG3 de la jeunesse en fondé en mars 2003 Contact Naäma : naamap@zonnet.nl
Ainsi que **Initiative Sociale – Hollande** avec 3 membres nodaux, 5 membres support et quelques amis. Contact: Margalit Laufer (margalit@scarlet.nl)
Philippines : Les ASSOCIÉS Contact avec Nicanor Perlas (cadi@info.com.ph) établis en juillet 2002 est l'acronyme pour l'avancement philippin et le renouvellement par des réseaux de Threefolding, l'éducation, la recherche et le service. Ils ont 13 membres nodaux et 30 membres support dans les trois groupes principaux d'île des Philippines: Luzon, Visayas, et Mindanao. Les membres sont des individué issus de la société, du monde des affaires, du gouvernement qui dans leur propre travail ont trouvé des moyens créateurs d'augmenter et accélèrent le mainstreaming dans l'approche « threefolding sociale » pour un développement soutenable par divers points d'entrée culturelle, politique, et économique.
Danemark : 3-Partners est établi depuis avril 2002 à Copenhague avec 3 membres et a depuis lors réussi à trouver beaucoup d'amis. Les membres 3-Partners sont nationalement fondés à Jylland (Aarhus) et à Copenhague. Contact person and information of 3-Partners: Niels Johan Juhl-Nielsen, njohan@juhl-nielsen.dk
Israël : Activistes pour la société civile israélienne (ICS) – Israel, Contact D.n Hamovil, 17930, Israel; Téléphone: ++972-4-9059333 (civilsociety@barak-online.net www.civilsociety.co.il/eng)fondé en 2000 par Dr. Yeshayahu Ben-Aharon, philosophe et activiste social, fondateur de la communauté intentionnelle alternative de Kibbutz de Harduf et cofounder de GN3, et d'Eyal Ziegelman entrepreneur social. Aujourd'hui ils sont joints par un groupe de 15 juifs et Arabes, travaillant dans les domaines de l'éducation, des médias, de l'environnement, de l'organisation sociale et des droits de l'homme
Norvège : Groupe de développement social fondé en 2002 , compte 6 membres. Contact : Christina Andersson (christina.andersson@cultura.no or christina@andersson.ms)
Allemagne :**Nœud Recherche de GN3**, fondé en juillet 2002, avec 9 membres et de nombreux membres épisodiques sur les travaux thématiques ou territoriaux. Il a pour fonction de construire la vision et les missions de GN3 Contact : Christoph Strawe - Institut@sozialimpulse.de www.sozialimpulse.de www.threefolding.net

CONCEPTS-CLES : threefolding social / triarticulation sociale ; construction de la mondialisation

MOTS-CLES THEMATIQUES : multiples autour du développement durable intégral ou complet

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Philippines, monde
Articulations territoriales : Réseau mondial de personnes volontaires

MOT-CLES ACTEURS :

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : vulgarisation **;** formation ; recherche-action

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 17 juillet 2005

GPF : Global Policy Forum

ADRESSE : 777 UN Plaza, Suite 3D, New York, NY 10017, USA.

PAYS : USA (siège), Allemagne (bureau)

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) :
James A. Paul, Directeur Exécutif

SITE WEB : www. globalpolicy.org

COURTE PRESENTATION :

Mission : le Forum Politique Global est une organisation à but non lucratif ayant statut consultatif auprès des organismes des Nations Unies. Elle a été fondée en 1993 pour renforcer le cadre juridique international en faveur d'une société globale plus équitable et plus durable. Elle agit comme un groupe de pression.

Le GPF considère que son action constitue une réponse à la globalisation dans laquelle les officiels, les diplomates et les responsables des grandes entreprises prennent des décisions qui affectent toute l'humanité sans contrôle démocratique et ni transparence.
Sa mission est d'exercer une vigilance sur la prise de décision politique des Nations Unies, favoriser la transparence concernant les décisions de portée globale, sensibiliser et mobiliser en faveur de la participation des citoyens, et se faire le défenseur de causes essentielles comme la paix et la justice internationales. Pour cela, l'organisation exerce une surveillance continue sur les processus de définition des politiques, informe le public, analyse les problématiques et déclenche des actions citoyenne. Elle a choisi de cibler le système des Nations Unies, l'institution internationale la plus inclusive offrant le meilleur espoir d'un avenir durable de l'humanité.
Les thèmes de travail sont : paix et sécurité ; politiques sociales et économiques, financement du système NU, rôle des ONGs, réforme du système NU, justice internationale, « empire onusien », évolution de la souveraineté des Etats, formation, communication grand public et media, recherche et publications.

Fonctionnement : le budget 2005 de l'organisation s'élève à 320 000 US$, dont plus de la moitié d'origine individuelle. Les cinq permanents de l'équipe dirigeante – James A. Paul : directeur, Céline Nahory : coordonnatrice du programme Conseil de Sécurité, Katarina Wahlberg : coordonnatrice des programmes Politiques Economiques et Sociales, Jams Wong : administrateur Système informatique et Jens Martens : directeur du bureau Europe – sont épaulés par des volontaires de plusieurs pays.
Un conseil d'administration (board) rassemble différentes personnalités : analyste politique, juriste, responsable associatif, spécialiste du foncier…

CONCEPTS-CLES : états émergents et Populations Non-représentées ;

MOTS-CLES THEMATIQUES : problèmes globaux ; pauvreté globale ; allègement de la dette ; commerce international ; égalité des sexes ; droits des travailleurs et droits sociaux ; libéralisation économique et intégration ; environnement ; biens publics ; système fiscal global ;

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : New Yok, USA ; Bonn, Allemagne
Géoculture :
Ecosystème :
Articulations territoriales :

MOT-CLES ACTEURS : groupe de pression ; système des NU : Banque Mondiale ; OMC ; analyste politique ; juriste ; responsable associatif : spécialiste du foncier ; bénévoles ;

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : approche holistique ; réseautage ; coalition ; vigilance ; groupe de pression ;

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Alain Laurent, 21 juillet 2005

INAISE : International Association of Investors in the social economy

ADRESSE : INAISE, Chaussée de Charleroi 51B bte 1 - B-1060 Bruxelles, Belgique inaise@inaise.org Tel + 32 22345797

PAYS : Belgique

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Mr Vandemeulebroucke (retour questionnaire)

SITE WEB : www.inaise.org

COURTE PRESENTATION :

Mission :
Créé à Barcelone, Espagne, en 1989 à l'initiative de 7 organisations financières de l'économie sociale, INAISE contribue au développement du mouvement de la finance sociale et solidaire. Des investisseurs sociaux, de la Norvège à l'Afrique du Sud et du Costa Rica au Japon, se sont unis pour montrer au monde entier que l'argent peut être facteur de changement social et environnemental. Leurs objectifs sont le financement de projets sociaux et environnementaux et l'échange d'expériences (échecs et réussites) et d'informations sur les nouvelles formes de financement existant de par le monde.

Fonctionnement :
Par leur politique d'investissement, les membres d'INAISE soutiennent et favorisent le développement d'organisations et d'entreprises actives dans de nombreux domaines.
Le réseau INAISE stimule et soutient la coopération internationale entre les investisseurs de l'économie sociale.
Est un centre d'information à l'attention d'organisations et de particuliers qui s'intéressent au financement de l'économie sociale.Assure la diffusion d'informations sur les développements et les expériences des membres, sur les nouvelles publications et donne un calendrier des conférences et des séminaires. Organise des conférences et favorise les échanges d'expériences. Contribue et coordonne des projets de recherche en relation avec le financement de l'économie sociale, avec l'appui d'institutions nationales et internationales. Coordonne et facilite l'organisation de projets communs des membres

CONCEPTS-CLES : coopération internationale entre les investisseurs de l'économie sociale

MOTS-CLES THEMATIQUES : finance solidaire ; développement durable ; énergies renouvelables ; production biologique ; écoconstruction ; économie sociale ; coopératives ; développement social ; enseignement et formation ; soins de santé ; relations Nord-Sud ; arts et culture

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Belgique
Articulations territoriales : Non renseigné

MOT-CLES ACTEURS :
Membres et partenaires : monde

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : échanges d'expériences; diffusion d'information; publications; calendrier de conférences; projets de recherche; faciliteur de l'organisation de projets communs des membres

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 22 juillet 2005

IOG : Institute On Governance (Institut sur la Gouvernance)

ADRESSE : 122 Clarence St., Ottawa, Ontario, Canada, K1N 5P6 - Tel: 1 613 562-0090, Fax: 1 613 562-0097, Email: info@iog.ca

PAYS : **Canada**

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) :
Suzanne Ménard au (613) 562-0092, poste 239 smenard@iog.ca
Laura Edgar au (613) 562 0092, poste 226 ledgar@iog.ca.

SITE WEB : www.iog.ca

COURTE PRESENTATION :

Mission :
L'Institut sur la gouvernance est un centre d'études et de recherches canadien, sans but lucratif, fondé en 1990. L'objectif est d'approfondir, partager et favoriser une gouvernance responsable et inclusive au Canada et à l'étranger en aidant les gouvernements, le secteur bénévole et les collectivités à mettre ce concept en pratique. La gouvernance se préoccupe de savoir comment sont prises les décisions importantes qui touchent aux intérêts de la société ou d'une organisation. Pour IOG, le terme inclut les traditions, les institutions et les processus qui déterminent la façon dont le pouvoir est exercé, la voix des citoyens prise en compte et les décisions prises concernant l'intérêt général.

L'institut bâtit et anime des réseaux et des partenariats d'apprentissage pour diffuser les expériences et les meilleures pratiques relatives aux innovations en matière de gouvernance. Il offre des services consultatifs, fait de la recherche sur demande et développe des stratégies dans tous les domaines thématiques.
Les thèmes de travail de l'institut sont : Capacité d'élaboration des politiques, Valeurs, éthique et risque, Gouvernance autochtone, Technologie et gouvernance, Gouvernance des conseils d'administration, Responsabilisation et mesure de rendement, Santé et gouvernance, Réforme démocratique et engagement des citoyens, Gouvernance environnementale, Gouvernance dans le secteur bénévole.

Fonctionnement :
L'IOG dispose d'un centre d'apprentissage et organise des ateliers, des forums, des conférences, des tables rondes, des voyages d'étude et des séminaires.
L'institut, basé à Ottawa, est chapeauté par un conseil d'administration composé de personnalités éminentes des secteurs public et privé et du monde universitaire. Les membres de l'institut proviennent de disciplines et d'horizons variés, la plupart ayant occupé des postes importants dans la fonction publique, les institutions universitaires et les secteurs sans but lucratif et privé. Ils sont en contact avec des cadres supérieurs de tous les niveaux de gouvernement, ainsi que des secteurs privé et bénévole, ce qui offre des perspectives complémentaires – points de vue internes et externes – sur les défis auxquels sont confrontés les leaders d'aujourd'hui.
IOG travaille avec de nombreux collaborateurs d'organismes gouvernementaux, internationaux, associatifs et privés. A partir du Canada, base d'origine, IOG étend son réseau en Afrique, Caraïbes, Europe de l'Est, Moyen-Orient, Asie du Sud-Est et Asie du Sud.

CONCEPTS-CLES :

MOTS-CLES THEMATIQUES : gouvernance autochtone ; gouvernance des conseils d'administrations

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Ottawa, Canada
Géoculture :
Ecosystème :
Articulations territoriales :

MOT-CLES ACTEURS : fonctionnaires ; professionnels expérimentés ;

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : plan d'action personnelle ; jeux de rôles ; apprentissage actif

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Alain Laurent, 20 juillet 2005

LEED : Développement économique et création d'emplois locaux.

ADRESSE : LEED Programme (OECD) 2 rue André Pascal F- 75775 Paris Cedex 16
Te + 33 0 45 24 93 04

PAYS : Europe, France

PERSONNE CONTACT : Antonella NOYA et Gabriela MIRANDA : Courriel : antonella.noya@oecd.org
Gabriela.miranda-gallardo@oecd.org

SITE WEB *:* www.oecd.org

COURTE PRESENTATION :

Mission :
Le Programme pour le développement économique et la création d'emplois au niveau local (LEED) a été créé en 1982, à l'initiative de la France et de l'Italie, pour stimuler l'emploi au niveau local par des politiques d'emploi actives en faveur de l'emploi indépendant et de la création d'entreprises. Il repère, analyse et diffuse les idées innovantes en matière de développement local, la gouvernance et l'économie sociale. En 22 ans d'existence, il a contribué à donner un fondement rationnel aux nouvelles politiques et améliorer les pratiques locales.
.
Fonctionnement
Reposant sur la libre participation des pays, son programme de travaille bénéficie d'une grande souplesse de fonctionnement. Le Programme LEED est doté d'un Comité de direction composé de 27 pays et 4 organisations internationales, qui sont tous des participants à part entière. Il met à profit les ressources et l'expertise supplémentaires que lui fournit le Club des Partenaires, qui réunit plus de 100 membres (administrations infranationales, ONG, fondations, institutions de recherche) regroupés au sein de quatre forums : le Forum des villes et des régions, le Forum sur l'entreprenariat, le Forum sur les innovations sociales et le Forum sur les partenariats et la gouvernance locale. (Contact Club : Lucy.Clarke@oecd.org)

LEED fait partie du Centre pour l'Entreprenariat, les PMEs et le développement local, Le Centre, créé en juillet 2004, joue un rôle de catalyseur pour développer les synergies au sein de l'Organisation. LEED collabore avec le Groupe de travail sur les PMEs , plusieurs autres services de l'OCDE (tel que le Centre pour la coopération avec les pays non membres et la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales).
Une unité décentralisée, le Centre OCDE/LEED de Trente pour le développement local, a été créée en 2003 pour renforcer les capacités au service du développement local en Europe centrale, orientale et du Sud-Est.

CONCEPTS-CLES : développement économique et initiatives locales

MOTS-CLES THEMATIQUES : création d'emplois au niveau local ; développement économique ; gouvernance ; économie sociale ; création d'entreprises

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Représentants : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, États Unis Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Mexique, Norvège, Nouvelle Zélande, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, la Commission européenne, la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), associée à l'Initiative centre européenne (ICE), ainsi que la Banque interaméricaine de développement (BID).
Articulations territoriales : Programme européen avec des représentants

MOT-CLES ACTEURS : représentants par pays ou institutions ; partenaires ; initiatives

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : échanges d'expériences ; conférences ; information ; expertise

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 17 juillet 2005

Local Livelihoods Ltd.

ADRESSE : St Oswalds Barn, Herefordshire, HR3 5HB, UK,
Telephone +44 (0)1497831; info@locallivelihoods.com

PAYS : UK

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : (retour questionnaire)

SITE WEB : www.locallivelihoods.com

COURTE PRESENTATION :

Mission *:*
Local Livelihoods is a well established small enterprise that specialises in localism; assisting local communities organise and manage their own affairs while being part of the wider world.

Objectives
Local Livelihoods aims to provide an insightful and trusted service to the global transformation taking place. Specifically assist in directing that change towards a democratic and civil society agenda in which local communities have the right and capacity to determine their own affairs while recognising and respecting the rights of others of the wider world.

Fonctionnement *:*
Current activities: Designing local organisational structures and systems, training in regeneration/ development and social enterprise, undertaking social auditing, writing toolkits and guides, supporting communities undertake economy mapping and strategy planning.
Project Cycle Management and Social Audit database that

Publications and documentation: Social Audit Toolkit; Project Cycle Management Toolkit; Participation Toolkit; Community Enterprise Toolkit

CONCEPTS-CLES : développement économique communautaire

MOTS-CLES THEMATIQUES : développement économique communautaire

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Royaume Uni

MOT-CLES ACTEURS : structure d'appui
Bénéficiaires : communautés locales

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : empowerment ; audit social ;

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 22 juillet 2005

Maison de la Citoyenneté Mondiale

ADRESSE : **MCM Alliance Rhin Supérieur Oberrhein (MCM-ARSO)** 20 rue Paul Schutzenberger – 68200 Mulhouse Tél. : 33 (0) 3 89 33 97 86 Courriel : mcm.arso@wanadoo.fr

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Roger Winterhalter (retour questionnaire)

SITE WEB :

COURTE PRESENTATION :

Mission :
Lieu d'échanges et de propositions expérimental, informel, transnational, pluraliste et organisé.
Le point d'entrée : partir d'une citoyenneté active et de proximité pour développer une citoyenneté mondiale.
Avec pour principes de base que « toutes les femmes et tous les hommes sont doués. Il suffit de le vérifier à l'expérience ; les affaires de tout le monde doivent être traitées par tout le monde ; appprendre à s'enrichir de nos diversités pour découvrir nos ressemblances.La société d'aujourd'hui et de demain sera multiculturelle ou ne sera pas ».

Fonctionnement :
Organisation, avec le soutien de la FPH, d'une assemblée transfrontalière de citoyens, avec des ateliers thématiques qui croisent réflexion et expérimentation :

- gouvernance, animation de la citoyenneté active, contre-pouvoir, politique sociale
- société multiculturelle, mieux-vivre ensemble, solidarités internationales, paix et désarmement.
- l'économie au service de l'Homme, l'insertion sociale par l'économique et l'activité, le rôle des syndicats, la prise en compte des exclus et des précaires.
- la santé.
- l'environnement et les énergies renouvelables.
- la communication.

CONCEPTS-CLES : faire vivre une citoyenneté active dans une dimension transfrontalière

MOTS-CLES THEMATIQUES : société multiculturelle; citoyenneté; solidarité transnationale France-Allemagne ; économie et monnaie solidaires; gouvernance; contrepouvoir; politique sociale ; paix et désarmement ; santé; environnement ; communication

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France (Alsace)
Géoculture : Culture des confins (France Allemagne-Suisse)
Articulations territoriales : entre les régions, et les pays du grand Est

MOT-CLES ACTEURS : citoyens transfrontaliers

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : outils d'intelligence collective ; animation de mise en réseau; échanges d'expériences

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 23 juillet 2005

Maison de la Géographie

ADRESSE : Maison de la Géographie, 17 rue Abbé de l'Épée 34090 MONTPELLIER, Tél.: +33 4 67 14 58 28. Courriel : asso.reclus@mgm.fr ***PAYS :*** France

SITE WEB : Site : www.mgm.fr/ARECLUS
CONTACT (COURRIEL) avec le groupe «Internet» de la rédaction : Mappemonde@mgm.fr

COURTE PRESENTATION :

Mission :
Son ambition est de fournir aux chercheurs, aux organismes publics, aux collectivités locales, aux entreprises et aux associations, des moyens de connaissance et de compréhension, voire d'anticipation, des changements qui interviennent dans les territoires français et étrangers: nouveaux équipements, nouvelles implantations d'activités, structures et dynamiques locales et régionales, tensions et ruptures.
À partir des deux grands programmes originels que sont la réalisation de l'Atlas de France et de la Géographie Universelle, le GIP prolonge ses travaux dans quatre directions :
Dynamiques des territoires, processus et instruments: recherche fondamentale sur espace et territoire ; production de l'espace; ruptures, inégalités, solidarités sur le territoire; la ville et l'urbanisation; région et régionalisation; modèles, espaces et territoires; l'information géographique; l'image géographique.
Atlas européen : dynamique des lieux, régions, villes et réseaux d'Europe; données géographiques en Europe; Atlas de France; atlas régionaux et locaux.
Atlas mondial : le système Monde; atlas thématiques du Monde; pays et territoires du Monde, Géographie Universelle; Méditerranée et pays méditerranéens; coopération scientifique et technique.
Formation et communication: recherche sur le message et l'image géographiques; mise au point d'instruments pédagogiques; contribution à des actions de formation (initiale ou professionnelle) par la recherche.

Fonctionnement :
La Maison de la géographie est le siège et le laboratoire central de l'Association RECLUS, créée en mai 1997 pour maintenir et développer l'esprit de recherche géographique coopérative à l'origine du Groupement d'intérêt public RECLUS dans les années 1980 et pour valoriser ses principales réalisations. L'association compte environ 150 géographes répartis dans toute la France.

Revue «en ligne» d'accès gratuit, à l'adresse www.mappemonde.mgm.fr**.** Mais Internet est une jungle , la rédaction a ouvert des rubriques spécifiques :
Ces lieux dont on parle et Vu sur Internet donnent des aperçus des faits et images géographiques et des outils de la géographie accessibles sur le réseau, un signalement de «curiosités», d'images remarquables ou de documents trouvés sur un thème d'actualité; des dossiers de synthèse sont également constitués à partir d'autres sources, apportant ainsi une valeur ajoutée au réseau.
Les bonnes adresses de M@ppemonde décrivent des sites particulièrement intéressants et de qualité proposant un maximum de sites francophones ou dont la consultation demande des notions minimales d'anglais.
Internet en pratique permet un dialogue avec les lecteurs de *Mappemonde* sur les applications d'Internet en géographie. Internet a l'apparence technique d'un réseau d'ordinateurs interconnectés, mais c'est avant tout un moyen de mettre en contact des personnes.

CONCEPTS-CLES : système Monde ; acteurs et processus de production de l'espace géographique

MOTS-CLES THEMATIQUES : dynamiques des territoires ; espace et territoire ; production de l'espace; ruptures, inégalités, solidarités sur le territoire; ville et urbanisation; région et régionalisation; espaces et territoires; information géographique.

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES *:* internationaux, multiples, fonction des laboratoires et des auteurs

MOT-CLES ACTEURS : chercheurs, organismes publics, organismes de recherche, collectivités locales, entreprises, associations, étudiants, tout public intéressé, médias.

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : recherche géographique coopérative ; recherche fondamentale ; épistémologie ; modélisation ; coopération scientifique et technique : formation et communication ; image géographique ; instruments pédagogiques ; contrats de recherche ; mots clés trilingues (français, anglais, espagnol ou parfois une autre langue dans la revue Mappemonde).

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 10 juillet 2005

MEDIATERRE (Système d'information mondial francophone pour le développement durable)

ADRESSE : **C/o IEPF** 56, RUE SAINT-PIERRE - 3e étage - QUÉBEC G1K 4A1 CANADA TÉL. 1 418 692 5727
COURRIEL iepf@iepf.org INTERNET http://www.iepf.org

PAYS : **Quebec**

PERSONNE CONTACT : Adama Samassekou (président du Comité d'Orientation International)

SITE WEB : www.mediaterrre.org

COURTE PRESENTATION :

Mission :
Médiaterre est une initiative de type II, définie à l'occasion du Sommet Mondial sur le Développement Durable, en application du paragraphe 52 du Plan d'action de Johannesburg qui recommande " d'assister les pays en développement et les pays avec des économies en transition pour réduire la fracture numérique. Il vise donc à la réduction de la fracture numérique Nord/Sud et au renforcement des capacités en permettant les échanges entre acteurs du développement durable.
Le projet est mené sous le pilotage de la Francophonie (IEPF- Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie, organe subsidiaire de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie) et d'un Comité d'Orientation International dont la première réunion s'est tenue à Ouagadougou les 15 et 16 mai 2003 lors du Séminaire francophone sur "L'information au service du développement durable".
Médiaterre diffuse et propose des échanges d'informations en s'appuyant sur deux principes : l'information et les connaissances comme bien public ; les principes de gouvernance multiacteurs. Il participe également à la diversité linguistique sur la toile mondiale, élément important de la diversité culturelle.
Conçu sur la synergie entre des réseaux et des sites spécialisés, il vise à constituer l'outil de référence en français le plus exhaustif dans le domaine du développement durable. Tous les thèmes et grands groupes identifiés dans l'Agenda 21 seront intégrés au système d'information dans une perspective transversale en mettant en évidence les liens qui les unissent. La démarche est focalisée sur le développement d'outils et de méthodes favorisant le partage de l'information, en renforçant les foyers de compétences, toujours dans un objectif de renforcement de capacité, et en se dotant d'outils fédératifs (bases de données, forums, calendriers des activités, annuaires…).

Fonctionnement :
Acteurs de niveau 4 : ce sont les responsables de portails (géographiques et thématiques), ils ont une tâche d'animation. Le Comité d'Orientation International de Médiaterre pilotee politiquement l'évolution du réseau.
Il est présidé par M. Adama Samassekou. Son secrétariat exécutif est assuré par l'IEPF Il est composé des partenaires de niveau "4" (Responsables portails régionaux et thématiques).
Acteurs de niveau 3 : ils ont une compétence particulière et animent une problématique (qui ne fait pas l'objet d'un portail).
Le Comité Technique pilote le déploiement technique du système. Il est présidé par Agora 21, et est composé des acteurs qui assurent le fonctionnement technique du système.
Acteurs de niveau 2 : ce sont les modérateurs. Le niveau 1 recoupe les auteurs qui n'ont pas le pouvoir de modération.
Les portails régionaux et les portails mis en place sur les thématiques les plus importantes sont pilotés par des Comités régionaux ou thématiques, coordonnés par un acteur de niveau "4". Le Comité régional facilite l'intégration du système Médiaterre dans l'espace régional.

CONCEPTS-CLES : réduction de la fracture numérique pour les pays en voie de développement

MOTS-CLES THEMATIQUES : divers autour du développement durable et de l'accès à l'information

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Québec, et divers monde
Géoculture : aire francophone
Articulations territoriales : niveaux de globalité réliés aux niveaux de mise en œuvre localisés et thématiques

MOT-CLES ACTEURS : réseaux et acteurs de la coopération internationale.

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : information et capacitation ; portails géographiques par pays ; portails thématiques ; portails acteurs

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 17 juillet 2005

PEKEA ONG internationale

ADRESSE : PEKEA, Maison du Ronceray, 110 rue de la Poterie 35 000 Rennes, France

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : pekea@pekea.org

SITE WEB : www.pekea.org

COURTE PRESENTATION :

Mission :
PEKEA est un réseau mondial de relations internationales et de réflexion qui compte plus de 700 chercheurs et des milliers de personnes impliquées dans des associations et des collectivités partenaires, pour la production d'un savoir politique et éthique sur les activités économiques.
Objectif : Penser autrement les activités économiques et concevoir les moyens pour faire de la terre une planète humaine et solidaire. En d'autres mots favoriser l'avènement d'une civilisation fraternelle où la coopération est plus importante que la compétition.
L'idée de PEKEA a émergé en 2001 à partir d' un argument général écrit pour être les termes de référence pour la construction d'un Savoir Politique et Ethique sur les Activités Economiques.
Le colloque de Santiago du Chili (2002) a permis de préciser des fondements généraux
servant de problématique pour guider le programme de recherche. Le colloque de Rennes (2003) a ouvert le travail de construction de quatre blocs de connaissance éclairés par l'éthique et la démarche démocratique participative qui considèrent toute personne humaine comme un être libre, d'égale dignité et membre d'une communauté planétaire fraternelle : la valeur sociétale ; la démocratie face à l'écocratie ; les comportements individuels et sociaux ; le futur commun possible.

Fonctionnement :
L'activité principale est d'élaborer et de diffuser des connaissances sur les activités économiques,ce qui signifie construire un savoir politique et éthique sur les activités économiques pour une planète humaine et solidaire.
Un conseil scientifique pluridisciplinaire international s'assure de la pertinence, de la qualité et de l'orientation des travaux qui reçoivent le label PEKEA sans pour autant être des "positions PEKEA". Ces travaux restent de la responsabilité de leurs auteurs. En revanche des positions PEKEA officielles peuvent être ratifiées par l'Assemblée Générale après avis favorable et proposition du conseil scientifique. PEKEA peut aussi co-organiser des projets avec l'accord du Conseil d'administration.

CONCEPTS-CLES : production d'un savoir politique et éthique sur les activités économiques

MOTS-CLES THEMATIQUES : multiples en relation avec l'objet principal

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : siège en France (Rennes) ; monde
Articulations territoriales : coordination internationale des membres, individus et organisations

MOT-CLES ACTEURS : Professionnels de la production-diffusion de connaissance : chercheurs, universitaires et doctorants des sciences humaines et sociales ; experts impliqués dans des activités économiques; citoyens qui apportent le soutien de la société civile.

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : réseaux décentralisé de production et diffusion de connaissances

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut, 17 juillet 2005

Liste des réseaux, centres de recherche et médias associés à PEKEA

1 RESEAUX

International

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
http://www.alliance21.org/
L'Alliance est un réseau informel constitué de personnes, institutions et mouvements qui, conscients de la complexité des problèmes actuels, recherchent les mutations nécessaires pour agir et peser ensemble sur l'avenir. Ils créent ainsi une dynamique sociale et inventent de nouvelles formes d'action collective.

Focus on the Global South
http://www.focusweb.org/
Focus aims to consciously and consistently articulate, link and develop greater coherence between local community-based and national, regional and global paradigms of change. Focus on the Global South strives to create a distinct and cogent link between development at the grassroots and the "macro" levels.

Forum Social Mondial (Mumbai 2004)
http://www.wsfindia.org/

Global Exchange
http://www.globalexchange.org/
Global Exchange is an international human rights organization dedicated to promoting environmental, political and social justice. Since our founding in 1988, we have increased the US public's global awareness while building partnerships worldwide.

Handicap International
Prévenir, réparer, accompagner et intervenir en urgence…Des programmes pluridisciplinaires pour améliorer les conditions de vie des personnes en situation de handicap ou de vulnérabilité.
http://www.handicap-international.org/esperanza/site/page_type/accueil.asp
contact@handicap-international.org

International Development Exchange (IDEX)
http://www.idex.org/
is a San Francisco based non-profit organization that partners with grassroots organizations in seven countries in Africa, Asia and Latin America, while actively engaging and informing North Americans in the challenges facing communities in these regions. Since 1985, IDEX has channeled over $2.4 million to fund more than 500 self-help community projects that create social change and economic independence for people who earn less than $1 a day, particularly women, indigenous peoples and youth.

OXFAM
http://www.oxfam.org/
Oxfam International is a confederation of 12 organizations working together in more than 100 countries to find lasting solutions to poverty, suffering and injustice. With many of the causes of poverty global in nature, members of Oxfam International believe they can achieve greater impact in addressing issues of poverty by their collective efforts. To achieve the maximum impact on poverty, Oxfams link up their work on development programs, humanitarian response, lobbying for policy changes at national and global level. Our popular campaigns and communications work is aimed at mobilizing public opinion for change.
As well as a global network of partnerships and working experience in more than 100 countries, Oxfam International also has member organizations with head offices in four continents.
Oxfam international est une confédération de 12 organisations qui, avec leurs 3000 partenaires répartis dans plus de 100 pays, élaborent des solutions durables à la pauvreté, à la douleur et à l'injustice.
Pour maximiser l'impact de leurs actions, les membres d'Oxfam International abordent de manière collective les multiples facteurs de pauvreté, qui sont par nature des facteurs mondiaux. Ainsi, les Oxfams coopèrent étroitement dans leurs différents domaines d'activités : programmes de développement, aide humanitaire et lobbying en faveur de changements politiques au niveau national et mondial. Les campagnes et la communication que nous réalisons visent à mobiliser l'opinion publique en faveur de changements.
Oxfam Internacional es una confederación de 12 organizaciones que trabajan en conjunto con 3000 organizaciones locales en más de 100 países, para encontrar soluciones definitivas a la pobreza, el sufrimiento y la injusticia. Dado que muchas de la causas de la pobreza son de carácter global, los miembros de Oxfam Internacional confían en que pueden lograr un mayor impacto en tratar el tema de la pobreza, a través de su esfuerzo colectivo.

REDES SOBRE POLÍTICAS SOCIALES Y ECONÓMICAS ALTERNATIVAS
De parte de Urbared:
http://www.urbared.ungs.edu.ar/recursos_vinculos_redes.htm

The International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)
http://www.ictsd.org/
The International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) was established in Geneva in September 1996 to contribute to a better understanding of development and environment concerns in the context of international trade.
As an independent non-profit and non-governmental organisation, ICTSD engages a broad range of actors in ongoing dialogue about trade and sustainable development. With a wide network of governmental, non-governmental and inter-governmental partners, ICTSD plays a unique systemic role as a provider of original, non-partisan reporting and facilitation services at the intersection of international trade and sustainable development.

The International Forum on Globalization (IFG)
http://www.ifg.org/
is an alliance of sixty leading activists, scholars, economists, researchers and writers formed to stimulate new thinking, joint activity, and public education in response to economic globalization.
Representing over 60 organizations in 25 countries, the International Forum on Globalization associates come together out of a shared concern that the world's corporate and political leadership is undertaking a restructuring of global politics and economics that may prove as historically significant as any event since the Industrial Revolution. This restructuring is happening at tremendous speed, with little public disclosure of the profound consequences affecting democracy, human welfare, local economies, and the natural world.

Solidarity Fund
http://www.solidarity-fund.org/
Le Fonds Mondial de Solidarité vise à renforcer l'action internationale en matière de lutte contre la pauvreté et pour l'accélération du rythme de développement social et humain des pays les plus pauvres.
Initiative du président tunisien Ben Ali, reconnue et soutenue par l'ONU.

Afrique

Christian relief and development association (CRDA) (Ethiopie)
Objectives : Strengthening the capabilities of member agencies to help disadvantaged communities and groups improve their standards of living and their control over their own livelihood on a sustainable basis.
http://www.vihinternet.org/asso/crda/
crda@telecom.net.et

Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD) – Sénégal
Regroupe 150 ONG au **Sénégal** sur les 300 évoluant dans le pays est né en 1982.
http://www.congad.sn/
congad@sentoo.sn

ENDA Environment and Development Action
http://www.enda.sn/
Environnement et Développement du Tiers Monde (Enda-tm), fondée en 1972 à Dakar comme programme conjoint du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification et de l'Organisation Suédoise pour le Développement International, s'est constituée le 27 juin 1978 comme organisation internationale à caractère associatif et à but non lucratif.

Penserpouragir
est un portail dédié aux acteurs du développement local au Mali et en Afrique. Comme son nom l'indique, il s'intéresse à donner des références pour la préparation des actions de développement, à mettre en valeur les expériences réussies, et à favoriser le partage d'information et de points de vue entre les acteurs du développement local.
http://www.penserpouragir.org/

Latin America

ABONG Associação Brasileira de Organizações Não Governamentais
foi criada em 1991 como forma de representar coletivamente as ONGs junto ao Estado e aos demais atores da sociedade civil. Seu principal objetivo é representar e promover o intercâmbio entre as ONGs empenhadas no fortalecimento da cidadania, na conquista e expansão dos direitos sociais e da democracia.
Atualmente a ABONG tem 270 associadas com destacada atuação na esfera pública em áreas como direitos humanos, políticas públicas, questões agrárias e agrícolas, questões urbanas, desenvolvimento regional, meio ambiente e ecologia.
http://www.abong.org.br/
abong@uol.com.br

El Instituto Argentino para el Desarrollo Económico (IADE)
http://www.iade.org.ar/
Asociación civil sin fines de lucro fundada el 3 de agosto de 1961, en la Ciudad Autónoma de Buenos Aires (Argentina) por un grupo de profesionales, cooperativistas, técnicos y empresarios.

Las actividades principales del IADE son:
- Organizar seminarios, cursos, conferencias y debates sobre temas sociales, económicos y políticos
- Actualizar información y datos acerca de la estructura económica del país y la coyuntura económica nacional y mundial.

Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra – Mouvement des paysans sans terre -Brésil
http://www.mst.org.br/
Production et diffusion d'outils pédagogiques autour de la réforme agraire au Brésil et du Mouvement des Sans Terre; échanges entre acteurs sociaux…Ce projet s'intègre dans un partenariat de longue date entre Frères des Hommes Europe et le Mouvement des Sans Terre.

REAS - Red de Redes de Economía Alternativa y Solidaria
http://www.reasnet.com

Rede Brasileira de Socioeconomia Solidária
http://www.milenio.com.br/mance/rbses1.htm

Via Campesina
http://www.viacampesina.org/
Via Campesina is an international movement which coordinates peasant organizations of small and medium sized producers, agricultural workers, rural women, and indigenous communities from Asia, America, and Europe. It is an autonomous, pluralistic movement, independent from all political, economic, or other denomination. It is integrated by national and regional organizations whose autonomy is jealously respected. Via Campesina is organized in seven regions as follows : Europe, Northeast and Southeast Asia, South Asia, North America, the Caribbean, Central America, and South America. Via campesina has one member and is collaborating with other organisations in Africa.
How was Vía Campesina created ? Its origin goes back to April 1992, when several peasant leaders from Central America, North America, and Europe got together in Managua, Nicaragua, at the Congress of the National Union of Farmers and Livestock Owners (UNAG). In May of 1993, the First Conference of Via Campesina was held in Mons, Belgium, where it was constituted as a World Organization, and its first strategic guidelines and structure were defined.The Second International Conference was held in Tlaxcala, Mexico, in April, 1996, which was attended by 37 countries and 69 organizations in order to analyze a series of issues that are of central concern to small and middle-scale producers, such as : food sovereignty, agrarian reform, credit and external debt, technology, women's participation, rural development and others.
Vía Campesina es un movimiento internacional que coordina organizaciones campesinas de medianos y pequeños agricultores, de trabajadores agrícolas, mujeres y comunidades indígenas de Asia, Africa, América y Europa. Es un movimiento autónomo, pluralista, independiente de denominaciones políticas, económicas o de otra índole. Está integrada por organizaciones nacionales y regionales, cuya autonomía es celosamente respetada. Está organizada en 7 regiones : Europa, Noreste y Sudeste de Asia, Asia del Sur, América del Norte, El Caribe, Centro América y América del Sur. La Via Campesina tiene un mimebro y collabora con otras organizaciones campesinas en Africa.

Via Campesina est un mouvement international qui coordonne des organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, d'Amériques, d'Europe et d'Afrique.

North America

Institute for Policy Studies
http://www.ips-dc.org/
The Institute for Policy Studies is the USA's oldest multi-issue progressive think tank. Since 1963, the Institute has worked with social movements to forge viable and sustainable policies to promote democracy, justice, human rights, and diversity. IPS played key roles in the Civil Rights and anti-war movements in the 1960s, the women's and environmental movements in the 1970s, the anti-apartheid and anti-intervention movements in the 1980s, and the fair trade and environmental justice movements today.

InterAction (USA)
The largest alliance of U.S.-based international development and humanitarian nongovernmental organizations.
American Council for Voluntary International Action http://www.interaction.org/
jbishop@interaction.org (contact : Jim Bishop)

Réseau information québécois axé femmes
http://www.cybersolidaires.org/

The Bretton Woods Project
http://www.brettonwoodsproject.org/
The Bretton Woods Project works as a networker, information-provider, media informant and watchdog to scrutinise and influence the World Bank and International Monetary Fund (IMF). Through briefings, reports and the bimonthly digest Bretton Woods Update, it monitors projects, policy reforms and the overall management of the Bretton Woods institutions with special emphasis on environmental and social concerns.
Created as an independent initiative by a group of British non-governmental organisations (NGOs), it works with an extensive network to press for increased transparency and civil society participation in World Bank and IMF policies and interventions. This includes over 7000 non-governmental organisations, policy-makers, journalists, researchers and parliamentarians worldwide.

50 Years Is Enough: U.S. Network for Global Economic Justice
http://www.50years.org/
is a coalition of over 200 U.S. grassroots, women's, solidarity, faith-based, policy, social- and economic-justice, youth, labor and development organizations dedicated to the profound transformation of the World Bank and the International Monetary Fund (IMF). The Network works in solidarity with over 185 international partner organizations in more than 65 countries.

Asia

International NGO Forum on Indonesian Development (INFID)
http://www.infid.org/
Regroupement d'ONGs d'Indonésie et d'Océanie pour le développement de ces régions.

Japan International Volunteer Centre (JVC)
To promote equal opportunity through international solidarity without regard to national boundaries, and to encourage self-sufficient natural farming and environmental protection
http://www.jca.apc.org/jvc
jvc@jca.apc.org

The CSO Network Japan (CSONJ)
was launched in 1999 under the framework of the US-Japan Common Agenda to effectively deal with global challenges facing humanity. CSONJ aims to enhance partnership development between CSOs internationally as well as between CSOs and government, business, and foundations. It promotes capacity building of Japanese CSOs by focusing on skill development in areas such as fundraising, policymaking and organizational management. CSONJ also promotes to build community-to-community links in Asia.
http://www.csonj.org/english/
info@csonj.org

The Japan NGO Center for International Cooperation (JANIC)
is a non-profit, non-partisan networking NGO founded in 1987 by a group of NGO leaders who saw the need to better coordinate activities in Japanese society and facilitate communication with overseas groups.
http://www.janic.org/
global-citizen@janic.org
Directory of Japanese NGOs Concerned with International Cooperation : http://www.janic.org/en/dir-index.html
a list of 116 Japanese NGOs which their overseas activities contains poverty reduction, educational support, medical and healthcare services, environmental protection, relief and emergency assistance for refugees etc.

Voluntary Action Network India (VANI)
Their main area of work is networking, social development, and programmes for youth. VANI's objective is to create a socially justifiable, equitable, gender-sensitive society, and to encourage voluntary action within the country.
http://www.humanscapeindia.net/volun/ngos/vani.htm
vani@nda.vsnl.net.in
A list of voluntary organisations is in alphabetical order. To read the profile of any particular voluntary organisation click on the name of the organisation. : http://www.humanscapeindia.net/volun/ngoa.htm

Europe

Agir Ici
http://www.agirici.org/
Aujourd'hui, 2,4 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour. Plus d'1milliard sont privés d'eau potable. 840 millions souffrent de la faim. Pendant ce temps, 120 personnes s'accaparent plus de 474 milliards de

dollars. Ca vous révolte ? Nous aussi. Pour lutter efficacement contre les injustices, Agir ici s'engage à : Informer et mobiliser les citoyens.Faire pression sur les décideurs. Proposer des solutions concrètes. Construire un monde juste et solidaire, c'est possible. Passez à l'acte. Maintenant.

BOND (British Overseas NGOs for Development)
is the UK's broadest network of voluntary organisations working in international development (NGOs).
http://www.bond.org.uk/
bond@bond.org.uk

Catholic Agency For Overseas Development (CAFOD)
http://www.cafod.org.uk/
CAFOD raises funds from the Catholic community in England and Wales, the UK government and the general public so that it can:

- promote long-term development
- respond to emergencies
- raise public awareness of the causes of poverty
- speak out on behalf of poor communities
- promote social justice in witness to Christian faith and gospel values

CEDETIM
Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale
http://www.cedetim.org/

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD)
Association Loi 1901, reconnue d'utilité publique. Les évêques de France lui ont confié la tâche de consacrer la collecte du 5ème dimanche de Carême au profit de la solidarité internationale et plus précisément à l'accomplissement de deux missions : appuyer des projets de développement, sensibiliser l'opinion publique à la situation des pays pauvres.
http://www.ccfd.asso.fr/
ccfd@ccfd.asso.fr

CONCORD is the European NGOs Confederation for Relief and Development.
Its 16 international networks and 18 national associations from the European Member States and the candidate countries represent more than 1200 European NGOs vis-à-vis the European Institutions.
http://www.concordeurope.org/
secretariat@concordeurope.org

CRID
Centre de recherche et d'information pour le développement
http://www.crid.asso.fr/
Fondé en 1976 par 8 associations, le Centre de recherche et d'information pour le développement avait pour objectif de produire une réflexion sur le développement et la coopération internationale. Il rassemble aujourd'hui 49 associations de solidarité internationale (ASI) françaises qui :
partagent une même conception du développement humain, solidaire et durable passant par le renforcement des sociétés civiles,
travaillent en partenariat avec un réseau de 1 500 partenaires, dans les pays du Sud et de l'Europe de l'Est, engagés dans le développement de leur communauté,
mettent en œuvre des actions d'éducation au développement en France et promeuvent des campagnes citoyennes,
participent à la construction d'un "mouvement mondial de solidarité internationale" et cherchent à le déployer en France.
Les membres du Crid représentent en France un réseau de 7 500 groupes locaux rassemblant 180 000 bénévoles.
Le Crid bénéficie du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

Forum Social Européen (London 2004)
http://www.fse-esf.org/

Forum Social Local du Pays de Rennes
http://www.fsl-rennes.org/

Ipam
http://www.reseau-ipam.org
Le réseau « Initiatives Pour un Autre Monde » est né de la volonté de six associations de solidarité internationale de se regrouper. En se structurant en réseau, leur souci est de répondre à une double exigence :
celle de poursuivre l'action de solidarité initiée pendant les années 70 au cœur des mouvements de résistance à la domination coloniale et impérialiste .
celle de répondre aux nouvelles et aux anciennes formes de domination qui marquent la période actuelle.

Il s'agit en somme de se regrouper pour produire une pensée renouvelée de la situation mondiale et pour construire une stratégie et des pratiques de solidarité en capacité de répondre aux défis d'aujourd'hui en s'appuyant, notamment, sur les ressources du réseau. Celui-ci regroupe des compétences et des champs d'intervention différents et complémentaires qui vont de la documentation à la recherche de financements en passant par la formation et l'élaboration de propositions alternatives.

La mission pour la coopération non gouvernementale (MCNG)
est chargée de favoriser la concertation et de développer le partenariat entre l'Etat et les acteurs français non gouvernementaux qui souhaitent participer à la coopération au développement : associations de solidarité internationale et de volontariat, collectivités territoriales, monde socio-économique. Elle est le "bureau des ONG" du ministère des affaires étrangères. Elle finance les ONGs grâce à plusieurs dispositifs.
http://www.diplomatie.gouv.fr/solidarite/mcng/
infos : http://www.coordinationsud.org/appui/financement/mcng.html

Les pénélopes
http://www.penelopes.org/
Les Pénélopes ont pour but de promouvoir, d'éditer et de diffuser des informations, utilisant tous types de médias, du point de vue des femmes et de favoriser toutes activités assurant l'échange, le traitement, la mise à jour, la centralisation et la diffusion de ces informations en faveur de toutes les femmes du monde.

ROCADE, Réseau des Objecteurs de Croissance pour l'Après-DEveloppement
http://www.apres-developpement.org/
Décroissance, après – développement, casser l'imaginaire développementiste et décoloniser les esprits.

Terre Sacrée : Observatoire de la mondialisation
http://terresacree.org/obsmondi.htm
Association sans but lucratif, entend analyser les phénomènes de globalisation économique et financière et lutter contre cette évolution qui n'a rien de fatale, qui conduit à une régression de l'humanité et tourne le dos à la solidarité internationale.

Union syndicale G 10
http://www.g10.ras.eu.org/
L'Union syndicale G10 Solidaires, constituée à partir de dix syndicats autonomes, non-confédérés, regroupe actuellement trente-sept fédérations ou syndicats nationaux. Elle est présente dans soixante-dix départements à travers des structures interprofessionnelles locales.

2 -RESEARCH CENTRES -CENTRES DE RECHERCHE - CENTROS DE INVESTIGACIONES

Center For Civil Society (UCLA)
The Center for Civil Society is the focal point for the School of Public Policy and Social Research's programs and activities in non-profit leadership and management, grassroots advocacy, nongovernmental organizations, and philanthropy. Located in the global city of Los Angeles, the Center focuses on both regional and international aspects of civil society.
http://www.sppsr.ucla.edu/ccs/
Contact : Helmut Anheier, Director, *Professor, Department of Social Welfare*
anheier@sppsr.ucla.edu

Center For Public Diplomacy (USC)
http://www.uscpublicdiplomacy.com/
cpd@usc.edu

Centre Europe Tiers-Monde (CETIM)
http://www.cetim.ch/index/index_fra.htm
" Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé, mais un seul monde mal développé "
Telle est la conviction du Centre Europe - Tiers Monde (CETIM), fondé en 1970. Tout en poursuivant ses activités de recherche et de publication de livres sur les relations Nord-Sud, le CETIM s'est engagé progressivement dans le domaine des droits humains et participe activement aux travaux des Nations Unies les concernant.
Le CETIM a publié et diffusé à ce jour quelque quatre-vingts ouvrages et offre ses services aux associations et aux ONG désireuses de profiter de son concours technique et de son expérience d'édition. Ces ouvrages sont principalement destinés à informer le grand public et à susciter une solidarité active entre les victimes des violations des droits humains, face aux problèmes de société liés à la globalisation.

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités sur le développment international
Université du Québec en Outaouais (UQO)
http://www.uqo.ca/ries2001/

COMPLEJIDAD
http://complejidad.org/

Página del Instituto Internacional para el Pensamiento Complejo (IIPC), un instituto universitario creado en 1997, presidido por el pensador francés Edgar Morin y consagrado a estudios sobre la complejidad y su manifestación en el pensamiento, las ciencias, la historia, el arte, las organizaciones y la política.
El instituto está situado en el Vicerrectorado de Investigación y Desarrollo (VRID) de la Universidad del Salvador (USAL), Buenos Aires, Argentina.

ECAAR – Economists Allied for Arms Reduction
http://www.ecaar.org/
Economists Allied for Arms Reduction seeks to promote objective economic analysis and appropriate action on global issues relating to peace, security and the world economy.

Eumed,Universidad de Malaga
El grupo de investigación eumed.net se creó en 1994 en la Universidad de Málaga. Está reconocido por la Junta de Andalucía con el identificador SEJ-309. Es un equipo multidisciplinar; de titulados en diversas especialidades de Derecho, Informática y Económicas. El grupo de investigación eumed.net mantiene relaciones de colaboración con un gran número de instituciones, empresas y centros de investigación de la Unión Europea y de la cuenca mediterránea, con los que colabora habitualmente en encuentros y proyectos de I+DT en comercio electrónico. Trabajamos por encargo de instituciones públicas - UE, Gobierno Español, Junta de Andalucía - y empresas privadas.

El grupo de investigación eumed.net define su objetivo como "la promoción del uso de Internet como vía para el desarrollo social y económico en Europa, la cuenca mediterránea y Latinoamérica".
Hay que evitar que las nuevas tecnologías agraven las diferencias sociales. La promoción del uso comercial de Internet entre los grupos sociales, regiones y países más atrasados es una tarea necesaria que corresponde a las administraciones públicas de los países más afortunados. Es por eso que nuestros miembros colaboran y participan en la Internet Society, la iniciativa Aldana y otros grupos de presión de objetivos similares.
http://www.eumed.net/

GERM (Groupe d´études et de recherches sur les mondialisations)
http://www.mondialisations.org/
Le portail international de recherche, formation et veille sur les mondialisations

GRESEA – Groupe de Recherche pour une Stratégie Économique Alternative
http://users.skynet.be/gresea/
Axée sur l'économie internationale, sa recherche a porté notamment sur les filières de production, sur les nouvelles technologies de l'information, sur la dette du Tiers-Monde, ou encore sur l'émergence des marchés communs régionaux.
Au cours des dernières années, le GRESEA s'est en particulier attaché aux logiques qui guident les entreprises transnationales, à la bulle financière, aux institutions financières internationales, ainsi qu'aux résistances à la mondialisation.

International Development Economics Associates (IDEAS)
http://www.networkideas.org/
IDEAs or International Development Economics Associates is a pluralist network of progressive economists across the world. It seeks to undertake and promote a range of activities including research, teaching, dissemination and application of critical analyses of economic policy and development. IDEAs is motivated by the need to strengthen and develop alternatives to the current mainstream economic paradigm as formulated by the neo-liberal orthodoxy, which has failed to achieve sustainable, equitable and participatory growth.

Initiative For Policy Dialogue (Columbia University)
The IPD is a global network of economists and social scientists based at Columbia University. IPD was established in July 2000 to help developing and transition countries explore economic policy alternatives. Debates on development strategies are often confined to a narrow range of options. IPD brings substance to the policy debate by providing analysis of alternatives, while leaving the selection of policy to the political process.
http://www-1.gsb.columbia.edu/ipd/
information@policydialogue.org

Institute of Social Science and Management
University of Kalmar, Kalmar, Sweden,
http://www.hik.se

Instituto de Investigaciones Económicas

http://www.iiec.unam.mx

ISMEA, Institut des Sciences Mathématiques et Economiques Appliquées
L'ISMEA a été fondé au lendemain de la seconde guerre mondiale par François PERROUX, professeur au Collège de France (Paris). Depuis plus de 40 ans, l'ISMEA édite la collection la plus complète de publications scientifiques dans le domaine économique. Ces publications prolongent des recherches originales entreprises par l'Institut et par les centres de recherche qui lui sont associés. L'ISMEA organise régulièrement des séminaires de recherche internationaux sur les problèmes de l'économie contemporaine.
http://www.ismea.org/

Instituto Superior de Economie e Gestão
(ISEG), Universidade Tecnica de Lisboa, Lisboa, Portugal,
http://www.iseg.utl.pt

People-Centered Development Forum
http://www.pcdf.org/
The PCDForum envisions human societies in which three values serve as organizing principles of public policy : Justice, inclusiveness, sustainability.
In the belief that voluntary citizen action is the necessary foundation of transformational change, the Forum works with and through other civil society organizations through alliance building, educational outreach, and the articulation of a shared vision. Its activities are carried out by: an international secretariat, cooperating organizations, an international advisory board.

Red Eurolatinoamericana Celso Furtad
Bajo la sugerencia del Instituto de Investigaciones Económicas de la UNAM(México, directora Alicia Girón), y del Instituto Superior de Matemáticas y Economía Aplicadas (ISMEA de París, director Gérard De Bernis) han decidido crear la Red Eurolatinoamericana Celso Furtado de Estudios sobre el Desarrollo Económico.
La Red Eurolatinoamericana Celso Furtado de Estudios sobre el Desarrollo Económico tiene la obligación- una obligación científica - de no aislar los aspectos políticos de los aspectos económicos de la realidad. Así, la Red se encuentra con la necesidad de analizar de manera profunda los fenómenos políticos para abrir nuevas vías a los pueblos que sufren gravemente estos fenómenos y que los sobrellevan duramente, y a los movimientos sociales. No podríamos sostener que el debate sobre las políticas económicas es externo al campo del análisis científico, es indispensable analizarlas consecuencias de las políticas concretas desde un punto de vista científico. Existe una ciencia política, la economía siempre ha sido llamada economía política, no es la economía abstracta la que puede ser considerada como científica, sino el modo de análisis que tiene en cuenta los diversos aspectos de la realidad social y en particular sus determinantes.
http://www.redcelsofurtado.edu.mx

Redesist
http://www.ie.ufrj.br/redesist/
QUEM SOMOS
Uma rede de pesquisa interdisciplinar, formalizada desde 1997, sediada no Instituto de Economia da Universidade Federal do Rio de Janeiro e que conta com a participação de várias universidades e institutos de pesquisa no Brasil, além de manter parcerias com outras instituições da América Latina, Europa e Ásia.
Who we are
An interdisciplinary research network based in the Institute of Economics of the Federal University of Rio de Janeiro, Brazil. The network consists of several universities and research institutes in Brazil and has established partnerships with institutions in Latin America, Europe and Asia.
http://www.ie.ufrj.br/redesist/

Reggen
The UNESCO Chair and UNESCO-UNU Network on Global and Sustainable Development REGGEN, was created to study the complex process of globalization that is increasing and intensively articulating national and regional economies in very different forms.
Our site intends to promote the REGGEN's activities and the projects of the REGGEN's members.
http://www.reggen.org.br/
Pr Theotonio Dos Santos, President of PEKEA Scientific Board.

School Of Public and international Affairs (SIPA - Columbia University)
http://www.sipa.columbia.edu/
contact: Coralie Bryant, Director, Program in Economic and Political Development
cb276@columbia.edu

Social Movements Directory, Répertoire des Mouvements Sociaux
Repertorio de los Movimientos Sociales – FMA/ WFA/
http://www.social-movements.org/

Le Forum Mondial des Alternatives (FMA) est un réseau international de centres de recherche et d'intellectuels militants du Sud et du Nord créé en 1997 et visant à soutenir le processus de convergences des mouvements sociaux et l'émergence d'alternatives de développement démocratiques, plurielles et durables à la mondialisation néo-libérale et aux différentes formes de discrimination ou de domination.

Throughout the world, engaged citizens are meeting and mobilizing to promote human rights and social justice while reinforcing their opposition to commercialization, social regression, and economic and military aggression. Social movements are organizing in international and trans-thematic coalitions for maximum impact and greater power. The Social movements directory is a World Forum for Alternatives (WFA) initiative to make known, or improve knowledge of, these new global actors. It includes social movement profiles and analysis articles.
En el mundo entero, ciudadanos se reunen y se movilizan para oponer las ideas de derechos y de justicia a todas las formas de mercantilización, de regresión social y de agresión ecológica o militar. Hoy en día, estos movimientos se organizan en coaliciones internacionales y transtemáticas para presionar los centros de poderes. El repertorio de los movimientos sociales es un proyecto del FMA cuya ambición es de hacer conocer, o conocer mejor, a esos nuevos actores de la sociedad mundial. El repertorio está compuesto por fichas descriptivas de movimientos sociales y artículos de análisis.

The Other Economic Summit - TOES
http://www.ee.upenn.edu/~rabii/toes/

TOES/USA is part of an international non-governmental forum for the presentation, discussion, and advocacy of the economic ideas and practices upon which a more just and sustainable society can be built - "an economics as if people mattered." TOES promotes economics which incorporate the sustainable use of natural resources and the productive engagement of all people in the development of their communities and societies. It addresses the disarray in conventional economics by helping to bring such economic thinking into line with late twentieth century realities.

The Transnational Institute
http://www.tni.org/
Founded in 1973, TNI was set up to build a network of scholar-activists to address the growing gap between rich and poor. The Institute consists both of a network of scholar-activists in North and South who gather to coordinate work and share analysis, and a set of Amsterdam-based projects on global issues. Today, the Institute stands at the crossroads of the global peace and global justice movements and its scholar-activists address the wide range of issues relevant to both movements. Recognizing the urgency of the current period, a key area of work for TNI will include positioning the Institute to best respond to the needs of those intersecting movements.

UAHC,Universidad Academia de Humanismo Cristiano,
Co-organizadora del seminario internacional de lanzamiento de PEKEA en Sept 2002, Santiago de Chile, Chile
Pr Juan Soto Godoy.
http://www.academia.cl/

Urbared
urbared es una iniciativa conjunta del Instituto del Conurbano de la Universidad Nacional de General Sarmiento de Argentina (UNGS) y el Instituto de Investigaciones Sociales de la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM).
urbared propone estimular la formación de una comunidad de investigadores, formadores y agentes y decisores de políticas públicas urbanas (gobernantes locales, funcionarios, asistentes sociales, miembros de ONGS, promotores del desarrollo popular, comunicadores, etc.) de amplio alcance y diversidad de puntos de vista, para el intercambio crítico y la generación de propuestas sobre política social urbana. A través de esta página web se intenta poner al alcance de todos sus integrantes información y recursos que puedan serles de utilidad, combinando las posibilidades de un centro de documentación y de una revista electrónica.
http://www.urbared.ungs.edu.ar/
José Luis Corragio

URFIG - Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation
http://www.urfig.org/
Nous sommes des internationalistes. La mondialisation, phénomène objectif, nous réjouit dans la mesure où elle rend plus impérieuse l'exigence éthique de non-discrimination, où elle facilite le rapprochement entre les peuples et l'émergence d'une solidarité mondiale, où elle pose, dans le concret des défis qu'elle provoque, la question de la subsidiarité et de la capacité à mettre en place, au niveau mondial, des institutions transparentes et contrôlées. (…)
Par contre, ce que nous combattons, c'est la globalisation, une vision très partisane du monde qu'on s'efforce – milieux d'affaires, partis politiques et media – de nous présenter comme un phénomène inéluctable, comme l'horizon indépassable d'une humanité qui serait arrivée à la fin de son histoire.

MEDIA

APCNews
http://www.apc.org/
The Association for Progressive Communications
Internet and ICTs for Social Justice and Development

Common Dreams NewsCenter
http://www.commondreams.org
Common Dreams is a national non-profit citizens' organization working to bring progressive Americans together to promote progressive visions for America's future. Founded in 1997, we are committed to being on the cutting-edge of using the internet as a political organizing tool - and creating new models for internet activism.
Breaking News & Views for the Progressive Community.
An eclectic mix of politics, issues and breaking news with an emphasis on progressive perspectives that are increasingly hard to find with our corporate-dominated media.

Grassroots Economic Organizing
http://www.geonewsletter.org/
The Newsletter for Democratic Workplaces and Globalization from Below.

OneWorld (News Source Network)
http://www.oneworld.net/
The OneWorld network spans five continents and produces content in 11 different languages, published across its international site, regional editions, and thematic channels.

Positive Futures Network
http://www.futurenet.org/
Positive Futures Network (PFN) as an independent, nonprofit organization dedicated to supporting people's active engagement in creating a just, sustainable, and compassionate world. + positive communication.

POST-NEOLIBERAL REVIEW (USA)
http://www.geocities.com/postneoliberal_review/
significant post neoliberalism texts

The American Prospect Online
http://www.prospect.org/
The American Prospect was founded in 1990 as an authoritative magazine of liberal ideas, committed to a just society, an enriched democracy, and effective liberal politics. Robert Kuttner, Robert Reich, and Paul Starr launched the magazine initially as a quarterly.
Since then, the Prospect has grown into a monthly magazine with a paid circulation of 55,000, a special in-depth report in most issues, and a daily Web magazine (www.prospect.org) with more than 300,000 monthly visitors.

The New Internationalist Magazine Online
http://www.newint.org/
New Internationalist Publications is a communications co-operative based in Oxford with editorial and sales offices in Toronto, Canada; Adelaide, Australia; Christchurch, Aotearoa /New Zealand; and Lewiston, USA. It exists to report on issues of world poverty and inequality.
focus attention on the unjust relationship between the powerful and the powerless in both rich and poor nations; to debate and campaign for the radical changes necessary if the basic material and spiritual needs of all are to be met.

Voice of America (news source)
http://www.voanews.com/

En Français :

La Péniche

http://www.la-peniche.fr/
Éditions, presse et communication dans l'économie sociale et solidaire.

Le Monde diplomatique
http://www.monde-diplomatique.fr/

Magazine Place Publique
http://www.place-publique.fr/
Créée et animée par une équipe de journalistes indépendants, l'association Place Publique est devenue, par son approche engagée de l'information, son éthique éditoriale, sa proximité avec les réseaux associatifs, un acteur de

premier plan dans le mouvement citoyen.

Mouvements
http://www.mouvements.asso.fr/
Depuis novembre 1998, la revue **Mouvements** alimente le débat social culturel et politique dans une perspective résolument ancrée à gauche. Animée par une équipe pluraliste, tant par les profils socioprofessionnels que politiques.

POLITIS
http://www.politis.fr/
Hebdomadaire citoyen

Revue Territoires – ADELS (Association pour la Démocratie et l'Éducation Locale et Sociale)
http://www.adels.org/
L'Adels est un lieu d'échange et de propositions pour le développement de la démocratie locale.
L'Adels est partie prenante des mouvements citoyens qui, du local au mondial, tissent un réseau de coopération en faveur de l'émergence d'une nouvelle société civique.
L'Adels édite le mensuel Territoires. La revue est composée d'un journal d'actualité, informant sur les initiatives citoyennes des collectivités locales et des associations (16 pages), et d'une revue thématique présentant chaque mois, un dossier complet (40 pages) sur une question concernant la citoyenneté locale.
L'Adels organise aussi des formations, des études-actions, des séminaires.

Témoignage Chrétien
http://www.temoignagechretien.fr/
Journal hebdomadaire d'actualité

Territoires, la revue de la démocratie locale
http://www.adels.org/territoires/
Chaque mois 2 cahiers pour promouvoir les initiatives locales de citoyenneté.

Transversales Science Culture
http://www.globenet.org/transversales/
Face à la crise des régulations économiques, financières et sociales, au creusement des inégalités, à la multiplication des conflits, aux ravages de l'ultralibéralisme et à la perte généralisée des repères, *Transversales* cherche à tracer des perspectives pour construire un autre monde.
Lettre bimestrielle fondée en 1990 par Jacques Robin, alors animateur du GRIT (Groupe de réflexion inter et transdisciplinaire), *Transversales* a succédé à la *Lettre Science Culture du GRIT*, dont elle poursuit les objectifs : être un espace d'information critique sur les interactions entre science et culture..

Viva Presse
http://www.viva.presse.fr/
Le magazine de la protection sociale, de la santé et des solidarités

Pièce jointe à la FO RCDEC

LIENS DISPONIBLES SUR LE SITE RCDEC http://www.ccednet-rcdec.ca/

Réseaux régionaux du RCDÉC

Réseau de DÉC de l'Alberta
Depuis 1998, les praticiens de l'Alberta forment un réseau en se réunissant sur une base ponctuelle pour organiser des conférences sur le DÉC et développer la stratégie provinciale d'investissement dans le DÉC.
La première conférence du réseau de DÉC de l'Alberta a eu lieu à Red Deer au mois de mai 1999. En septembre 2000, la deuxième conférence s'est tenue à Calgary de concert avec la première assemblée générale annuelle du RCDÉC. La troisième conférence a eu lieu à Edmonton en mai 2002 et la quatrième, à Calgary en octobre 2003. Ces événements ont mené à la création d'un réseau provincial officieux de praticiens en DÉC.
À la suite de la conférence de Calgary, un comité d'organisation comptant des représentants de Calgary, Red Deer et Edmonton s'est formé. Celui-ci a pour rôle d'étudier les possibilités de structures pour le réseau et de créer, en se basant sur les outils du RCDÉC, une présentation servant à faire des démarches auprès d'autres praticiens en DÉC de la province.
Wendy Klassen et Marcia Tait, membres du comité d'organisation, co-président également le comité de planification de la cinquième conférence, qui se tiendra à Red Deer en octobre 2005.

Pour plus d'information, contactez:
Wendy Klassen, Community Facilitator
Social Planning Department, City of Red Deer
Wendy.klassen@reddeer.ca
T:(403) 342-8102 F:(403) 342-8222
Marcia Tait, MSW, RSW
Community Services, City of Edmonton
marcia.tait@edmonton.ca
T:(780) 496-4875 F:(780)496-4942

Région de l'Atlantique
En juin, environ sept membres du RCDÉC en Atlantique nous avons tenu notre première conférence téléphonique.

L'ordre du jour était le suivant:
•Compte-rendu du Congrès pancanadien de Trois-Rivières. Les participants se sont dits contents d'avoir eu l'occasion de se réunir pour partager leurs expériences et se conforter dans leur mission sociale. Ils ont toutefois constaté que la croissance de l'organisation avait rendu nécessaire une prudence accrue en matière de gestion organisationnelle et de gouvernance.
•Discussion sur le rôle des membres dans la promotion du programme de DÉC auprès des candidats fédéraux et sur le fonctionnement d'un réseau dans la région de l'Atlantique. Nous avons discuté de l'orientation que devrait prendre le réseau. Les membres ont suggéré des démarches progressives misant sur notre actif actuel afin de développer notre capacité provinciale et, éventuellement, mettre sur pied une conférence régionale.
•Nous prévoyons tenir une autre conférence téléphonique à l'automne 2004 et rencontrer des représentants du gouvernement local afin de faire progresser la mise en œuvre des programmes du RCDÉC et d'économie sociale.
Je vous invite à me faire part de vos commentaires sur le présent article ou sur d'autres sujets liés au DÉC et à notre région, en particulier en ce qui a trait aux façons de développer le mouvement dans la région de l'Atlantique.
Contactez:
Seth Asimakos,Coordonnateur régional de l'Atlantique
(506) 636-8542
sasimakos@ccednet-rcdec.ca

Réseau de DÉC de la Colombie-Britannique
Histoire: Issu du groupe de travail sur le DÉC de la Colombie-Britannique formé en 1990, le Réseau de DÉC de la Colombie-Britannique a été constitué officiellement en 2001 en tant qu'affilié régional du RCDÉC.
Mission: Le Réseau de DÉC de la Colombie-Britannique a pour mission de créer des liens entre les organisations de DÉC, promouvoir les pratiques exemplaires dans le secteur et élargir le soutien de celui-ci à l'échelle de la province. Cette organisation dirigée par ses membres et responsable devant ceux-ci vise les objectifs suivants :
Sensibiliser le public à l'impact des initiatives économiques communautaires;
Souligner l'importance du rôle de tous les échelons gouvernementaux comme partenaires dans la mise en place de politiques favorisant le DÉC;
Rehausser la capacité des praticiens de DÉC à débattre de questions essentielles au succès des initiatives de DÉC locales;
Accroître la capacité des praticiens à travailler pour apporter des avantages économiques à l'échelon régional/provincial.
Sommaire des activités:
2001
Participation de 240 praticiens de DÉC de la Colombie-Britannique à la campagne Counting Communities In! Economic Solutions for BC. Par le biais des dix forums d'une journée qui ont eu lieu de part et d'autre de la province, la campagne a

contribué à sensibiliser la population au rôle vital des collectivités dans le renforcement de l'économie provinciale.
2002
Distribution d'un bulletin électronique mensuel à 990 praticiens
Développement organisationnel (formation du comité de leadership)
Tenue de quatre réunions axées sur l'échange d'information, la planification des initiatives de DÉC et l'entraide (Vancouver, Vernon, Prince George et Winnipeg)
Présentation d'un exposé lors du Congrès pancanadien du RCDÉC/PATDEC
2003
Publication d'un bulletin électronique mensuel intitulé CED in BC, qui compte plus de 1000 abonnés
Présentation d'exposés sur le DÉC auprès d'organismes communautaires et lors d'une conférence provinciale
Participation au groupe de travail sur les régions rurales de la Colombie-Britannique et au projet pilote par conférence Web
Croissance du nombre de membres du Réseau de 61 %
Événement régional - Good Business: An Introduction to Social Enterprise in BC. Cet événement d'une journée a réuni 144 participants pour des séances plénières et des ateliers axés sur l'entreprise sociale.
2004
Publication du bulletin électronique *CED in BC*
Organisation, au mois de mars, d'un déjeuner-conférence sur le DÉC et l'économie sociale intitulé *Community Economic Development and the Social Economy: A Pan Canadian perspective*, auquel ont participé des intervenants clés du DÉC et de l'économie sociale au Canada. Les participants ont discuté des structures en place au Québec et à l'échelon international, des leçons apprises et du programme politique pour la mobilisation du mouvement de DÉC au Canada.
Pour en savoir plus sur le Réseau de DÉC de la Colombie-Britannique, communiquez avec:
Ellie Langford Parks
Tél. : (250) 653-9612
Courriel : eparks@ccednet-rcdec.ca

Réseau de DÉC du Manitoba
La réunion de lancement de la division manitobaine du Réseau canadien de DÉC a eu lieu le 23 juin 2004. Les membres (c'est-à-dire tous les membres du RCDÉC du Manitoba) ont convenu de la nécessité de former un réseau provincial afin de consolider le travail et les initiatives de défense des intérêts déjà en cours et d'en rehausser la valeur. Ils ont déterminé que le rôle de ce réseau consisterait à:
1. Faciliter la communication au sein du secteur
2. Offrir des possibilités d'apprentissage
3. Faire valoir nos intérêts par rapport à des enjeux politiques essentiels à la revitalisation des collectivités.
Le réseau de DÉC du Manitoba travaille actuellement à la définition des structures, des priorités et des stratégies appropriées. Sa prochaine réunion aura lieu en septembre.
Bien que ce réseau soit nouvellement formé, le secteur du DÉC au Manitoba est déjà solidement établi et très actif. Parmi les activités récentes ou en cours au Manitoba, notons les suivantes:
-Rencontres avec des politiciens et des dirigeants afin de discuter du soutien politique, stratégique et financier du DÉC et de l'économie sociale.
-Présentation d'exposés lors du Congrès pancanadien de DÉC à Trois-Rivières
-Mise sur pied d'un service d'assistance technique au développement communautaire et au DÉC géré par SEED Winnipeg
-Création d'un programme de formation intermédiaire en développement communautaire et en DÉC offert en partenariat avec le Red River Community College
-Mise en place d'un fonds d'investissement en capitaux propres dans le DÉC
-Création de la Manitoba Research Alliance on CED in the New Economy (alliance de recherche sur le développement économique communautaire dans le contexte de la nouvelle économie), qui mène actuellement 42 projets de recherche à l'échelle de la province sur une vaste gamme de sujets.
Contactez: Brendan Reimer
Tél. : (204) 927-3203
Courriel : breimer@ccednet-rcdec.ca

Réseau de DÉC du nord de l'Ontario
Le réseau de DÉC du nord de l'Ontario est un groupe récemment formé qui représente plusieurs petites communautés et villes de notre région. Nous collaborons de près avec la Coalition des communautés en santé de l'Ontario, et sommes adhérés au Réseau canadien de DÉC. Nos membres sont des éducateurs(trices), des agents de développement communautaire, et des gens qui oeuvrent dans le secteur à but non-lucratif, et qui partagent un but en commun : celui de promouvoir et de soutenir le développement économique communautaire pour le bien social, économique et environnemental du nord de l'Ontario.
Nos buts:
•Offrir un mécanisme d'échange d'information qui peut rapprocher les gens qui oeuvrent dans le DÉC dans notre région.
•Partager des occasions de rechange, de réseautage et de formation afin d'améliorer la capacité du secteur.
•Identifier des thèmes clés d'apprentissage pour le secteur, et offrir des occasions d'apprentissage une fois par année.
•Identifier et partager nos expériences en DÉC y compris nos besoins, nos défis, nos succès, et les impactes de notre travail sur nos communautés.
•Créer des liens avec le RCDÉC et autres organismes clés oeuvrant dans le DÉC.
Le réseau de DÉC du nord de l'Ontario est ouvert à ceux et celles qui s'intéressent à comment le DÉC peut apporter une solution au déclin socio-économique dans la région.

Pour plus d'information concernant les réseaux Ontariens, contactez:
Monique Beaudoin
Tél. : (705) 671-9983
Courriel : mbeaudoin@ccednet-rcdec.ca

Réseau ontarien en emergence
En juin, environ seize membres et partenaires du RCDÉC en Ontario se sont rassemblés via audioconférence. Inspiré-e-s par le mouvement de l'économie sociale au Québec et par l'incroyable succès de la conférence nationale en DÉC de Trois Rivières, ceux-ci ont décidé de se rassembler afin de promouvoir le développement de mécanismes qui nous permettraient de promouvoir le DÉC dans cette province.
On a aussi identifiés les obstacles suivants au DÉC en Ontario:
•Le besoin de promouvoir le DÉC comme une stratégie viable de développement auprès des bailleurs de fonds gouvernementaux;
•Le fait que seul le nord de l'Ontario soit doté d'une agence de développement régionale;
•Le fait qu'il n'y ait aucune entente en place concernant le marché du travail en Ontario.
De plus, les participant-e-s ont reconnu l'importance de renforcer les liens entre les francophones, anglophones, autochtones, et groupes de femmes qui font du DÉC dans leur milieu. Nous avons donc décidé de miser sur le développement d'outils de communication qui permettront aux membres de l'Ontario de:
•Discuter les enjeux et échanger de l'information
•Construire des relations avec une diversité de groupes linguistiques, culturels, et régionaux;
•Appliquer au niveau provincial le travail effectué par le RCDÉC au niveau national (quant à l'élaboration de programmes de politiques publiques, de financement, de développement de resources humaines, etc).
Le groupe est à la recherche de fonds qui nous permettront de mieux soutenir un réseau ontarien, d'augmenter notre capacité de promotion du DÉC au niveau provincial, et enfin, de se rencontrer personnellement afin de s'outiller, de faire du réseautage, et de construire ensemble un programme de politiques en matière de DÉC pour l'Ontario.

Québec
La façon de développer le RCDÉC au Québec reste à définir. Le DÉC est un secteur dynamique au Québec. *Nous y retrouvons une panoplie de regroupements qui s'insèrent à intensité variable dans cette stratégie.* Le défi pour notre région consiste à trouver des moyens de promouvoir le DÉC et d'échanger avec les autres régions du Canada en venant compléter les structures déjà en place. Cet exercice aura pour effet, espérons-le, de favoriser l'élaboration de stratégies de DÉC innovantes au Canada, permettant ainsi la transmission de nos succès aux gouvernements provinciaux et fédéral. Le Congrès pancanadien de DÉC du printemps 2004, **Des communautés en action pour un monde meilleur,** tenu à Trois-Rivières et organisé par le RCDÉC, le PATDEC, le Chantier d'économie sociale et ÉCOF-CDÉC de Trois-Rivières, est un bon exemple de véhicule pour entretenir les liens avec les organisations du Québec.
En embauchant un nouveau coordonnateur pour la région, au printemps 2004, nous avions justement pour but de nous montrer à l'écoute des membres du Québec et de nous concerter avec les autres regroupements sur les liens à développer pour atteindre les objectifs communs. Au début de l'automne 2004, nous prévoyons communiquer avec nos membres pour qu'ils nous fassent part de leurs attentes, mais aussi pour les informer sur les activités qui se déroulent dans leurs territoires et secteurs d'activité respectifs. Nous espérons être présents aux diverses activités liées au DÉC dans la région.
Contactez:
Daniel Champagne
Tél. : (514) 747-8293
Courriel : dchampagne@ccednet-rcdec.ca

Saskatchewan
Pour en savoir plus sur le Réseau de DÉC de Saskatchewan, communiquez avec Flo Frank: flofrank@sk.sympatico.ca

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Solidarité rurale
La mission de Solidarité rurale du Québec est de promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés, de manière à renverser le mouvement de déclin et de déstructuration des campagnes québécoises. Solidarité rurale regroupe une diversité d'organismes ayant pour intérêt le développement et l'émancipation de ces communautés.http://www.solidarite-rurale.qc.ca

L'Association des centres locaux de développement du Québec(ACLDQ)
ACLDQ a pour mission de rassembler sur une base volontaire les CLD à travers le Québec dans le but de promouvoir le développement local, de renforcer l'autonomie des CLD membres et d'accroître leurs performances. http://www.acldq.qc.ca

Le Réseau des sociétés d'aide au développement des collectivités du Québec
Le Réseau des SADC du Québec est un regroupement d'organismes à but non lucratif qui travaille à faire émerger le meilleur des régions et à assurer leur développement. Il regroupe les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) ou les Centres d'aide aux entreprises (CAE), ceux-ci ont la mission de venir en aide aux collectivités des régions en leur fournissant des ressources qui favorisent leur développement économique et social. http://www.reseau-sadc.qc.ca/indexz.htm

Le Réseau québécois de Villes et Villages en santé
Le Réseau québécois de Villes et Villages en santé est un organisme qui regroupe plus de 140 municipalités. Leur principe : la concertation au sein des différents services municipaux ainsi qu'avec les organismes du milieu, qu'il s'agisse des ressources du réseau de la santé, de celui de l'éducation, du monde du travail, des groupes communautaires ou encore des citoyens eux-mêmes. Il se base sur le fait que les municipalités représentent le niveau politique le plus près de la population et sans doute le plus significatif pour sa santé puisque la qualité de vie d'un individu est un facteur prépondérant de son état de santé. http://www.rqvvs.qc.ca/

La Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC)
La TNCDC a pour mission de regrouper les corporations de développement communautaire (CDC) du Québec et les soutenir dans leur mission tout en faisant la promotion de la place incontournable qu'occupe le mouvement communautaire autonome dans le développement local, et ce, dans une perspective de justice sociale et de développement global et durable de notre société. Les CDC sont des regroupements multisectoriels locaux d'organismes communautaires ayant comme mission d'assurer la participation active du mouvement communautaire au développement socioéconomique de son milieu.
http://www.tncdc.qc.ca/

Le Réseau de développement économique et d'employabilité(RDÉE)
Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) optimise le potentiel économique des communautés francophones (hors Québec) et acadiennes. Il est présent - par l'entremise d'organisations provinciales et territoriales - dans toutes les régions du pays à l'extérieur du Québec. Il a pour mandat d'offrir divers services aux communautés afin de créer des entreprises et des emplois durables. http://www.rdee.ca/

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Les Corporations de déveoppement économique communautaire du Québec
Les CDEC sont des outils que se sont donnés les acteurs du développement économique et social pour concerter leurs efforts et agir ensemble pour maximiser les effets de leur action respective, à l'échelle de leur arrondissement ou de leur ville et au bénéfice de leur communauté.

Liste des CDEC par territoire
CDEC Ahuntsic-Cartiville
http://www.cdec.qc.ca/
CDEST Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
http://www.cdest.qc.ca/
CDEC Centre-Sud – Plateau-Mont-Royal
http://www.cdec-cspmr.org/
CDEC Rivière-des-Pairies – Pointe-aux-Trembles – Montréal-Est
http://www.sodec.qc.ca/
CDEC Rosemont –Petite-Patrie
http://www.cdec-rpp.ca/
CDEC Côte-des-Neignes – Notre-Dame-de- Grâce
http://www.cdeccdnndg.org/

RESO Sud-Ouest de Montréal
http://www.resomtl.com/
CDEC Centre-Nord (Villeray, Parc-Extention, Saint-Michel)
http://www.cdec-centrenord.org
CREC de Saint-Léonard
http://www.crec-stleonard.qc.ca/
CDEC de Lasalle – Lachine Transaction pour l'emploi
http://transaction-emploi.qc.ca/
CDEC de Sherbrooke
http://www.cdec-sherbrooke.qc.ca/
ÉCOF (Trois-Rivières)
http://www.ecof.qc.ca/
CDEC de Québec
http://www.cdecdequebec.qc.ca/

ÉCONOMIE SOCIALE

Le Chantier de l'économie sociale
La principale mission du Chantier est de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec et ce faisant, de faire reconnaître le caractère pluriel de notre économie. Le Chantier rassemble une diversité d'organismes, de chercheurs et de regroupements oeuvrant au développement et à l'émancipation de l'économie

sociale au Québec. http://www.chantier.qc.ca/

Le Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC)
Le Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC) a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat afin de résoudre les problèmes de main-d'œuvre du secteur. Il vise à assurer une connaissance approfondie du marché du travail et l'élaboration de stratégies d'action et de formation continue en économie sociale et en action communautaire.http://www.csmoesac.qc.ca/

Les regroupements sectoriels
L'Association québécoise des centres de la petite enfance
L'organisme rassemble divers regroupements régionaux de CPE au Québec. Les CPE sont des organismes à but non lucratif offrant des services de garde en regard des besoins exprimés par le milieu. http://www.aqcpe.com/

Réseau des ressourceries du Québec
Une ressourcerie est une entreprise de réutilisation et de transformation des déchets qui poursuit deux buts: améliorer l'environnement et créer des emplois durables. Le Réseau des Ressourceries du Québec offre de nombreux services: recherche de financement, prédémarrage, mise en marché, etc. http://www.reseauressourceries.org/

DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'EMPLOYABILITÉ

Le Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité (RQuODE)
Le Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité (RQuODE) a pour mission de favoriser l'intégration au travail des personnes éprouvant des difficultés sur le plan de l'emploi en regroupant et en soutenant les organismes communautaires spécialisés en développement de l'employabilité. http://132.214.37.239/rquode/AccueilSansFlash.htm

L'Association des clubs de recherche d'emploi du Québec (ACREQ)
La mission de l'Association des clubs de recherche d'emploi du Québec (ACREQ) est de lutter contre l'exclusion sociale en contribuant, par l'intermédiaire d'un réseau de clubs de recherche d'emploi, à ouvrir aux personnes privées d'emploi l'accès au travail. L 'ACREQ est un réseau constitué d'une quarantaine d'organismes qui offrent leurs services dans différentes régions du Québec. http://www.cre.qc.ca/

Le Collectif des entreprises d'insertion du Québec
Le Collectif est un regroupement d'entreprises d'insertion à caractère provincial. Il est à la fois consultatif et décisionnel, selon les mandats, et met en place des services répondant aux besoins des membres. Il est capable de développement et de critique sociale, capable de saisir les enjeux sociaux, de recueillir l'information pertinente, de l'analyser et de la diffuser à ses membres et partenaires clairement et rapidement. http://www.collectif.qc.ca/

Le Réseau des Carrefour Jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ)
Le Réseau a pour mission de regrouper et de représenter les Carrefour Jeunesse-emploi afin de développer, de promouvoir et de défendre collectivement une approche communautaire adaptée aux besoins locaux, visant à favoriser l'intégration sociale et économique des jeunes adultes québécois. Les Carrefour Jeunesse emploi (CJE) s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 35 ans et offrent gratuitement l'accès à différentes ressources afin de les informer, les orienter, les supporter, les conseiller et les encourager dans leurs démarches d'intégration en emploi http://www.cqea.qc.ca/

Le Réseau canadien des entreprises d'entraînement (RCEE)
Sa mission est de fournir des services aux entreprises d'entraînement canadiennes afin d'assurer leur fonctionnement, leur représentation et leur développement au sein d'Europen et de développer davantage d'entreprises d'entraînement au Canada. L'entreprise d'entraînement est une simulation des plus réalistes d'une entreprise réelle, avec toutes ses fonctions administratives. Les transactions qu'elle effectue avec ses 3 000 semblables réparties mondialement permettent de recréer parfaitement toutes les facettes du commerce local et international. http://www.rcee-cpfn.ca/nouveau_rcee/index.html

Le Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone
Le Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone (CNDRHC) réunit des représentants du gouvernement du Canada et des membres de la communauté minoritaire de langue anglaise du Québec. Leur partenariat découle d'un objectif commun : le développement de communautés anglophones fortes et durables aux quatre coins du Québec. http://www.buildingcommunities.ca/

MOUVEMENT COOPÉRATIF

Conseil Canadien de la Coopération
Agenda annuel et bottin de ressources sur l'ensemble du mouvement coopératif francophone du Canada.
http://www.ccc.coop/francais/accueil/accueil.asp

Le Conseil de la coopération du Québec

Le Conseil de la coopération du Québec a pour mission de participer au développement social et économique du Québec en favorisant le plein épanouissement du mouvement coopératif québécois et ce, en accord avec les principes et les valeurs de Alliance coopérative internationale. Pour réaliser cette mission, il organise la concertation entre les secteurs coopératifs et avec leurs partenaires, effectue la représentation et défend les intérêts de l'ensemble du mouvement coopératif québécois, favorise le développement coopératif afin de multiplier les effets bénéfiques de la coopération pour ses membres et pour la population. http://www.coopquebec.coop/

La Fédération québécoise des coopératives de travail (FQCT)
La Fédération québécoise des coopératives de travail (FQCT) a été créée pour regrouper les coopératives de travail dans le but de protéger leurs intérêts et de promouvoir leur développement. http://www.fqct.org/

Regroupement québécois pour la coopération du travail (RQCT)
Le Regroupement québécois pour la coopération du travail rassemble des personnes et des organismes et a comme objet le développement d'une culture et d'un mouvement de la coopération du travail. Il contribue à la création de coopératives de travail par une démarche d'éducation populaire. Il participe au déploiement du courant de l'économie sociale dans la société. Regroupement québécois pour la coopération du travail (RQCT) n'est pas membre du RCDÉC. http://www.rqct.coop/

Le Mouvement coopératif en habitation du Québec
Le Mouvement coopératif en habitation du Québec regroupe les différentes fédérations régionales de coopérative en habitation ainsi que divers acteurs du mouvement coopératif du Québec. L'organisme se veut le porte-parole de ses membres au Québec. http://www.cooperativehabitation.coop/

L'Association des groupes de recherche techniques du Québec (AGRTQ)
L'Association des groupes de recherche techniques du Québec (AGRTQ) regroupe l'ensemble des GRT au Québec. Les GRT sont des organismes sans but lucratif (OSBL) d'économie sociale qui offrent support et expertise aux groupes promoteurs de projets immobiliers dans le domaine du logement coopératif et sans but lucratif, des installations de Centres de la petite enfance (CPE) et des organismes communautaires. http://www.agrtq.qc.ca/

Mouvement coopératif canadien, Secretariat Cooperatives
Trousse d'information sur le démarrage de coopérative pour les groupes entrepreneurs.
http://www.agr.gc.ca/policy/coop/home_f.phtml

FORMATION EN MILIEU POPULAIRE

L'Institut de développement communautaire
L'Institut de développement communautaire est né grâce aux efforts de personnes impliquées dans les milieux communautaires. Celles-ci entendaient soutenir le travail des organisations de ce secteur et agir pour contrer les inégalités sociales et économiques qui existent dans nos collectivités. L'Institut travaille avec les groupes du milieu pour renforcer les organisations, créer des occasions de réflexion et de partage d'expertise, aider à canaliser les ressources disponibles vers le développement des collectivités et donner lieu à des initiatives qui favorisent une citoyenneté active.
http://instdev.concordia.ca/

Le Centre St-Pierre
Le Centre St-Pierre offre des services de formation, d'accompagnement, d'intervention communautaire, prioritairement aux individus et aux groupes des milieux défavorisés et à ceux qui interviennent auprès d'eux. http://www.centrestpierre.org/indexa.htm

Le Centre de Formation Populaire
Le Centre de Formation Populaire se définit comme un organisme de formation à l'intention des intervenantEs, des salariéEs et des membres des groupes communautaires. Toutes leurs activités de formation prennent en compte la culture et les valeurs propres au mouvement communautaire. http://www.lecfp.qc.ca/

RECHERCHE

L'ARUC en économie sociale
L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) est une infrastructure de partenariat pour la recherche, la formation, la diffusion et l'échange de connaissances en économie sociale. http://www.aruc-es.uqam.ca/

Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISE)
Le CRISES compte 33 chercheurs universitaires qui appartiennent principalement à huit universités : l'UQAM, l'UQO, l'UQAR, l'Université Laval, H.É.C. Montréal, l'Université Concordia, l'Université de Montréal et l'INRS Urbanisation, Culture et Société. Ces chercheurs proviennent de diverses disciplines : anthropologie, psychologie, relations industrielles, sciences de la gestion, science économique, sociologie et travail social. Les travaux du centre interuniversitaire reposent sur une thématique principale, celle " des innovations et des transformations sociales ", et cible trois axes complémentaires : 1) les innovations dans les rapports de travail et d'emploi; 2) les innovations dans les rapports de consommation, en l'occurrence

ceux des services aux personnes; 3) les innovations dans les rapports au territoire. http://www.unites.uqam.ca/crises/

Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC)
Le CIRIEC-Canada est une association scientifique sans but lucratif qui s'intéresse à toutes les formes d'organisations et d'activités économiques orientées vers l'intérêt général ou collectif. Que ce soit à partir de la recherche, de la formation, de la diffusion ou de l'intervention, le CIRIEC-Canada vise à contribuer au développement de cette forme d'activité économique en apportant, à son développement, un soutien éclairé et critique. http://www.ciriec.uqam.ca/

La Chaire de recherche en développement des collectivités
Les travaux de recherche de la Chaire se font à l'échelle du Québec, du Canada et des Amériques de même qu'à l'échelle internationale dans une perspective Nord-Sud. Ils portent sur la place qu'occupe le territoire et les collectivités locales dans le développement économique et social, particulièrement sur le registre des pratiques innovantes de création de richesses (en économie sociale, en organisation communautaire, en développement local et en développement régional) et sur celui des nouvelles politiques publiques de développement. http://www.uqo.ca/crdc-geris/

TRANSPOL
Le Groupe de recherche TRANSPOL poursuit des travaux sur les thèmes du travail atypique, du vieillissement au travail, des politiques sociales, des retraites, de l'économie sociale et de la formation de la main d'oeuvre, en collaboration avec plusieurs chercheurs universitaires, des décideurs, des concepteurs de politiques, des représentants des milieux syndicaux et communautaires, à l'échelle nationale et internationale. http://transpol.inrs-ucs.uquebec.ca/

FINANCEMENT

Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)
Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.
http://www.fonds-risq.qc.ca/index.htm

L'Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM)
L'ACEM a pour mission la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, grâce à un moyen novateur : le crédit communautaire. L'ACEM accorde des prêts et un soutien technique à des personnes qui n'ont pas accès au crédit traditionnel pour le démarrage ou l'expansion de leur entreprise ou organisme.
http://www.carleton.ca/cedtap/dir_tech/french/association_communautaire_d.htm

Le fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement des fonds communautaires (FILACTION)
FILACTION apporte aux entreprises et aux fonds de micro-crédit du Québec une partie de la capitalisation requise pour l'atteinte de leurs objectifs de développement économique et social. http://www.filaction.qc.ca/

Le Fonds de solidarité FTQ
Le Fonds de solidarité FTQ est une société de capital de développement qui fait appel à l'épargne et à la solidarité de l'ensemble de la population québécoise. Sa mission principale est de contribuer à créer et à maintenir des emplois au Québec, en investissant dans les moyennes et petites entreprises. http://www.fondsftq.com/

Réseau Financement Alternatif

ADRESSE : Av. Cardinal Mercier 53, 5000 Namur, Belgium Tel : +32 (0)81 71 15 73 ; info@rfa.be

PAYS : Belgique

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Bernard Bayot : .bayot@rfa.be (réponse questionnaire)

SITE WEB : www.rfa.be

COURTE PRESENTATION :

Mission :
La finance, l'éthique et la solidarité sont à priori trois concepts ne s'associent pas spontanément. La finance éthique & solidaire montre qu'on peut concilier performance et bien commun, économie et respect de l'environnement, argent et humanité. Le RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF, ASBL issu du monde associatif, s'y attelle depuis 15 ans .
Objectifs : Concilier argent, éthique et solidarité afin de contribuer à une société plus juste et plus humaine!

Fonctionnement :
Pole information-sensibilisation des épargnants et investisseurs, des instances politiques, des institutions financières, du monde associatif, universitaire, ... à davantage d'éthique et de solidarité dans les rapports à l'argent. Par ce biais, nous développons des outils de communication sur la finance éthique et solidaire (périodiques, guides, rapports, site Internet). Nous organisons des colloques, conférences, séances d'information, tables rondes. Nous participons à des groupes de réflexions et de recherche. Nous participons à des foires et salons.

Pole recherche-action – CRIFES(Centre de recherche et d'information en Finance Ethique et Solidaire) : instigateur de débats, initiateur de réflexions et développeur de pistes novatrices en matière de finance éthique et solidaire. Par ce biais,nous menons des études (recherche - innovation - faisabilité - aide à la décision) sur les différents thèmes de la finance éthique et solidaire: l'investissement socialement responsable, le crédit socialement responsable, le service bancaire universel...

Pole solidarite: Depuis son origine, le reseau financement alternatif se veut réinvestisseur de fonds dans l'économie sociale.Par ce biais, nous apportons un soutien financier à nos associations membres, grâce aux produits financiers solidaires que nous développons avec des partenaires financiers reconnus et fiables.

Publications : Interface, Dépêche de finance éthique et solidaire, Guide des placements éthiques et solidaires, Rapports de recherche.

CONCEPTS-CLES :

MOTS-CLES THEMATIQUES : finance éthique et solidaire; investissement socialement responsable; crédit socialement responsable; service bancaire universel; réinvestissement de fonds dans l'économie sociale; développement de produits financiers solidaires

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Communauté française de Belgique, Belgique, Union européenne.
Géoculture : aire francophone

MOT-CLES ACTEURS :
Membres en Communauté française de Belgique, nos partenaires en Communauté française de Belgique, en Belgique et dans l'Union européenne

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : information-sensibilisation; outils de communication; Débat public; recherche innovation

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 22 juillet 2005

Réseaux

ADRESSE : 2480 Chemin Ste-Foy, Québec, G1V 1T6 Tel 418-780-0993 info@journal-Réseaux.ca

PAYS : Canada (Quebec)

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Yvon Leclerc yvonleclerc@videotron.ca (retour questionnaire)

SITE WEB : www.journal-reseaux.ca

COURTE PRESENTATION :

Média de grands reportages, d'analyse et de réflexion, le journal RÉSEAUX se concentre sur les dossiers de développement économique et régional ayant une signification pour les milliers d'acteurs œuvrant dans ce domaine au Québec.

Activités actuelles : RÉSEAUX est un mensuel d'information destiné prioritairement aux cadres, aux professionnels, aux bénévoles et aux élus œuvrant dans les réseaux québécois de développement économique et régional.
Contenu et rubriques
Le contenu de RÉSEAUX comporte trois grandes sections
ACTUALITÉS est consacrée aux nouvelles récentes liées au développement économique et régional. Leur analyse s'effectue dans diverses rubriques : Éditorial ; Entrevue du mois ; Idées, événements et débats ; Nouvelles brèves ; Gens de chez nous (nominations, départs, mutations, etc.) ; Dossiers thématiques
RÉSEAUX. C'est ici que les réseaux partenaires pourront communiquer avec leurs membres et surtout, avec les autres réseaux.
CHRONIQUES ET SERVICES comprend des rubriques permettant aux différents réseaux du développement économique et régional de s'échanger ou de communiquer des informations et ce, grâce à des rubriques comme : Carrières et professions ; Chronique Échos de la recherche ; Chronique Innovation ; Chronique Développeurs québécois dans le monde ; Chronique Lu pour vous.

CONCEPTS-CLES : approche croisée du développement économie-territoire-décideurs locaux

MOTS-CLES THEMATIQUES : développement économique et régional ; media du développement territorial

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Québec
Articulations territoriales : système d'action territorial intégré de développement

MOT-CLES ACTEURS : cadres d'entreprise ; professionnels du développement territorial ; bénévoles ; réseaux ; associations

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : média de reportage; information croisant économie, territoire et réseaux

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 22 juillet 2005

RITIMO, animateur du site RINOCEROS

ADRESSE : Ritimo - 21 ter rue Voltaire. 75011 Paris. France
Tél. : 33 (0)1 44 64 74 14 - Fax : 33 (0) 1 44 64 74 55 - Courriel rinoceros@globenet.org

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Suzanne Humberset : s.humberset@ritimo.org

SITE WEB : rinoceros@globenet.org

COURTE PRESENTATION :

Mission :
Rinoceros est un espace partagé d'informations qui propose des analyses et des propositions des sociétés civiles et des mouvements altermondialistes de tous les continents. Ce site utilise PHP, MySQL et SPIP logiciel libre sous licence GNU/GPL. Il est hébergé par Globenet.
Il propose des informations en ligne : articles, dossiers, sélection de livres, bases de données de sites, d'auteurs, un annuaire des acteurs du changement, un agenda, la base de données bibliographiques (environ 30 000 références) ; la base d'expériences issues du terrain DPH (Dialogues Pour l'Humanité) ; il offre des outils méthodologiques pour retrouver facilement l'information et pour construire collectivement un système d'information pour l'action ; il promeut des campagnes citoyennes internationales pour agir, interpeller, faire pression ; cherche à mettre en avant une diversité géographique et culturelle des points de vue, particulièrement en diffusant des contributions des pays des Suds ; favorise la collaboration de tous ceux qui veulent participer.

Fonctionnement :
Pour faire une recherche, les dossiers référencés présentent de manière synthétique et détaillée un ensemble d'informations sur un sujet précis. Les dossiers publiés comprennent systématiquement une présentation historique et conceptuelle du sujet, des analyses suivant trois axes méthodologiques (politique, société et culture, économie) ainsi qu'une bibliographie. Plus de 300 associations internationales référencées (essentiellement francophones)
Des cartographies conceptuelles présentent les acteurs et les thèmes constituants des grandes questions. Une analyse est présentée et chacun des concepts est défini dans un dictionnaire qui part de la compréhension du sens des mots que donnent les animateurs du site et qui s'enrichit à l'usage.

CONCEPTS-CLES : réseau international d'échanges d'informations utiles à l'action

MOTS-CLES THEMATIQUES : droits fondamentaux ; démocratie et citoyenneté ; diversité ; égalité ; guerre et paix ; savoirs,cultures et identités ; médias, information et communication ; mondialisation ; développement durable

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : France
Articulations territoriales : Travail en réseau national de centres de documentation éclatés, reliés entre eux et avec l'étranger.

MOT-CLES ACTEURS : documentalistes ; enseignants, formateurs, animateurs, chercheurs, étudiants, élèves de lycées et collèges, journalistes, militants d'associations, tout public ; acteurs du changement ; acteur collectif réseau

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : système d'information pour l'action ; campagnes citoyennes internationales pour agir, interpeller, faire pression

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Théveniaut, 11 juillet 2005

ROI (Resource Optimization Initiative)

ADRESSE : Resource Optimization Initiative ROI,
Program Office,1378, A block, Sahakar Nagar, Bangalore - 560 092. India
Tel: +91 (80) 2362 2896 - E mail: ***suren.erkman@roi-online.org***

PAYS : Inde

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : **Suren Erkman** E mail: suren.erkman@roi-online.org

SITE WEB : En cours

COURTE PRESENTATION :

Mission :
ROI a été déclaré fin 2004 en tant que Trust Caritatif (ONG). Le soutien initial a été apporté par la FPH et l'Etat de Genève.
ROI est conçu essentiellement en tant qu'institution de recherche et de formation à l'écologie industrielle, visant les pays en voie de développement.
La mission première de la ROI est la promotion de l'Écologie Industrielle en tant que plateforme de planification des ressources dans les pays en voie de développement, en tenant particulièrement attention au fait que la plupart des populations dans ces pays n'ont pas un accès facile aux ressources matérielles et énergétiques.
Un séminaire d'inauguration, co-organisé avec l'Institut Indien de Management de Bangalore a eu lieu en avril 2005. Il fait partie des instituts respectés. Beaucoup des dirigeants indiens très connus en sont des anciens diplômés.
Parmi les études suivies en continu : Une étude sur les flux énergétiques et matériels par les trois systèmes agro-industriels identifiés: riz, canne de sucre et coton. L'objectif ést de développer et de tester de nouveaux systèmes de mesure pour quantifier les bénéfices net pour la société (par exemple, heures/homme , emploi / kilolitre d'eau etc). De tels calculs pourront être utiles pour comparer les bienfaits pour les différentes activités agro-industrielles dans une région donnée, et les développer en conséquence.

CONCEPTS-CLES : institution de recherche et de formation à l'écologie industrielle

MOTS-CLES THEMATIQUES : Écologie Industrielle ; planification des ressources matérielles et énergétiques des pays en voie de développement

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Inde
Ecosystème : systèmes agro-industriels

MOT-CLES ACTEURS : Bénéficiaires visés **:** responsables dirigeants de la planification des pays en voie de développement

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : recherche et de formation ; systèmes de mesure d'impact écologie et emploi

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Théveniaut, 15 juillet 2005

VRM : Villes et Régions du Monde

ADRESSE :
Jean-Pierre Collin Coordonnateur VRM, INRS-Urbanisation, Culture et Société, 3465, rue Durocher, Montréal (Québec) H2X 2C6 - Tél. (514) 499-4041 Télec. (514) 499-4065 jean-pierre.collin@inrs-ucs.uquebec.ca

PAYS : Québec

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : Jean-Pierre Collin Coordonnateur VRM : jean-pierre.collin@inrs-ucs.uquebec.ca et Mélanie Gauthier Agente de liaison VRM Melanie_Gauthier@UCS.INRS.ca

SITE WEB : www.vrm.ca

COURTE PRESENTATION :

Mission :
Villes Régions Monde est un réseau interuniversitaire en études urbaines et régionales dédié à la concertation et à l'animation de la recherche et de la formation ainsi qu'à la valorisation et à la diffusion des résultats.
Par la valorisation et le transfert des résultats de la recherche et les liaisons avec les intervenants gouvernementaux et socio-économiques, VRM préside à la création de synergies entre les chercheurs québécois membres du réseau et contribue à accroître et à consolider les échanges à l'échelle canadienne et internationale.
1. Favoriser les échanges et la diffusion des résultats de la recherche en études urbaines et régionales entre les chercheurs et les professionnels du réseau et hors réseau
2. Offrir des outils d'aide à la recherche et un soutien à la valorisation
3. Vulgariser les résultats des recherches réalisées par les chercheurs du réseau VRM
4. Promouvoir la recherche et la production intellectuelle aux cycles supérieurs et encourager l'échange entre les chercheurs de la relève intéressés aux études urbaines et régionales
5. Accroître et consolider les échanges à l'échelle canadienne et à l'échelle internationale

Fonctionnement :
Prenant appui sur une dizaine d'établissements universitaires, VRM forme une équipe multidisciplinaire et interuniversitaire, un « réseau de réseaux » comptant des membres dans la plupart des institutions universitaires québécoises, de même que quelques chercheurs hors Québec. Une équipe de professionnel(le)s de la recherche, de l'informatique et de l'éditique soutient le réseau dans ses réalisations. Les projets s'inscrivent dans une démarche intégrée de construction d'un site Internet destiné à un public de chercheurs, d'étudiants et de partenaires socio-économiques issus des milieux académique, politique, civique et privé. VRM est financé par Valorisation-Recherche Québec (VRQ) et le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC).

CONCEPTS-CLES :

MOTS-CLES THEMATIQUES : organisation territoriale et développement ; aménagement : environnement ; gestion du secteur local ; nouveaux enjeux urbains

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Québec, Canada
Géoculture :
Ecosystème :
Articulations territoriales : Canada, USA, France, Suisse, UK, Allemagne, Belgique, Catalogne, Collaboration avec le Réseau canadien de recherche sur « la gouvernance multi-niveaux et les politiques publiques urbaines ».

MOT-CLES ACTEURS : économistes ; politologues ; géographes ; sociologues ; démographes ; aménagistes ; architectes ; historiens ; spécialistes de la planification territoriale ; ingénieurs

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : réseau de réseaux ; répertoire des sites internet ; calendrier d'évènements scientifiques ; compendium des bases de données ; géomatique appliquée ; bibliothèque des syllabus

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Alain Laurent, 20 juillet 2005

YAMANA

ADRESSE : 81 bis rue Gantois, 59000 Lille, Tel 03 20 15 14 50

PAYS : France

PERSONNE CONTACT (COURRIEL) : annelaure.chevron@yamana-mvd.org (retour questionnaire)

SITE WEB :

COURTE PRESENTATION :

Mission :
YAMANA est une organisation dont l'objectif est de contribuer à améliorer l'impact sociétal (social et environnemental) des activités et des échanges économiques afin de permettre un développement durable au Sud comme au Nord.

Fondée sur la complémentarité des acteurs et des pratiques, Yamana propose une approche qui permet d'envisager à terme une mise en phase efficiente de l'offre et de la demande de « produits responsables » sur le plan social et environnemental.

Fort de son expérience dans la médiation, l'accompagnement et la réunion des parties prenantes, YAMANA propose une démarche simple et opérationnelle, pour que les efforts de chacun évoluent conjointement vers l'intégration durable d'une politique de RSE. L'application de cette démarche concerne l'ensemble d'une filière, de la matière première à la vente, du local à l'international.

Fonctionnement :
Sur les 3 niveaux que sont la consommation, la distribution et la production, YAMANA accompagne respectivement les collectivités territoriales et acteurs du territoire, les organismes professionnels et les entreprises (principalement les PME) et ce, en lien avec les pouvoirs publics et les parties prenantes des pays producteurs concernés.
Activités actuelles Certification dans la filière de tapis fait main (Label Step); Développement et promotion du commerce et de la consommation responsables; Zones d'intervention France, Afghanistan, Tunisie et Maroc.

CONCEPTS-CLES : approche commerciale intégrée Nord-Sud pour une consommation responsable

MOTS-CLES THEMATIQUES : promotion du commerce et de la consommation responsables; certification dans la filière de tapis fait main; commerce équitable; responsabilité sociétale des entreprises; développement durable au Sud comme au Nord; intégration durable d'une politique de RSE

MOT-CLES GEOGRAPHIQUES :
Localisation : Région Nord Pas de Calais (France)
Partenaires de projets en cours en France, Afghanistan, Tunisie et Maroc.
Membres en Suisse, Inde, Népal, Pakistan, Iran.
Aire de diffusion : monde
Articulations territoriales : . projets bilatéraux structurants une relation du local à l'international

MOT-CLES ACTEURS :
Producteurs du Sud ; consommateurs ;
Partenaires : collectivités territoriales, acteurs du territoire, organismes professionnels, entreprises, PME, parties prenantes des pays producteurs concernés.

MOT-CLES METHODOLOGIQUES : fonction médiatrice d'interface ; mettre autour de la table des parties prenantes sur un objectif de résultat ; certification

DATE et AUTEUR DE LA FICHE : Martine Theveniaut 22 juillet 2005

PARTIE 5

5. OUTILLER UNE MONTÉE EN GÉNÉRALITÉ.

PARTIE 5 : outiller une montée en généralité.

5.1. Le prototype de fiche de lecture territoriale (FLT).

L'objet de la fiche est de présenter l'activité d'une organisation, une expérience pratique, une recherche, un système d'information, un réseau, l'organisation d'un événement ... Si l'action est choisie, c'est qu'elle se réfère explicitement à l'ancrage territorial. Elle éclaire le territoire comme étant un système de relation.

Deux niveaux ont été distingués :

Un *niveau descriptif* : Partie A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

Question initiale	Dénomination	Signification	Exemples
Qui ?	Acteurs porteurs	• Description des acteurs initiateurs au point de départ et porteurs à l'instant T. • Acteur au sens des personnes ou des groupes (formels ou informels) qui ont pris l'initiative de l'expérience / la production (du quelque chose) / la démarche/ l'action dont il s'agit.	• Individu ou un groupe d'individus prenant l'initiative de..., collectivité publique décidant de s'organiser pour..., réseau portant un thème fédérateur..., entreprise qui intègre dans sa gestion (durer, faire un profit) une dimension de durabilité, de gouvernance, de redistribution... en l'appliquant spatialement quelque part..., organisation internationale en charge d'un problème mondial (désertification...), ethnie, habitants d'un quartier ou communauté humaine qui se prend en charge pour mieux assurer sa survie matérielle, se donne des règles du jeu, coopère, et cherche par exemple à surmonter un conflit de légitimité entre pouvoir traditionnel et pouvoir étatique (Assamo)..., groupe identitaire (ou non) qui essaye de surmonter un conflit religieux, dépasse un clivage ou un cloisonnement et crée un lieu interreligieux ou interethnique pour ce faire... (Irlande, Palestine, Inde/Pakistan au Cachemire...)
D'où (ça vient) ?	Origine de la démarche	Racines de l'action : le diagnostic pose les problèmes et les besoins initiaux, les facteurs déclenchants, le point de départ.	
Pour quoi (faire) ?	• Objectifs	Cibles, Enjeux, Objet(s), objectif(s), en précisant le point d'entrée thématique principal de l'action.	- Economie - Environnement - Social – Amélioration de la gouvernance à l'initiative des institutions publiques - Amélioration de la gouvernance à l'initiative de la société civile.
Où ? Avec quelle spécificité ?	Spécificités territoriales	• Localisation géographique de l'initiative • Contexte géoculturel : système social, linguistique, religieux de type	

		identitaire ou d'appartenance, • Contexte environnemental : les relations avec l'umwelt, la sphère bio-géo-physique (notion d'empreinte écologique, bassin versant, réseau hydrographique, écosystème…) • « Meccano » territorial : ancrages, articulations entre lieux territoriaux, relations entre les contextes, léchelons de solutions à des problèmes et situations interdépendantes.*Ces différentes facettes du territoire ont des prolongements en termes de gouvernance interne et externe.*	
Avec qui ?	Parties prenantes	• Parties prenantes de l'action en interne : financeurs, partenaires réunis pour « faire ». • Parties prenantes en externe : alliances, coalitions, alliés.	
Pour qui ?	Bénéficiaires	Les bénéficiaires, les personnes/structures visés par la démarche (en externe). Quelles catégories de personnes sont les destinataires, les bénéficiaires de la résolution des problèmes par l'atteinte des objectifs que se donne le système d'action ? Quelle est la cible ? le public ?	
Comment (ça fonctionne) ?	Modes d'actions	Modes opératoires, d'organisation, actions menées…	

Un *niveau analytique* sous l'angle de la relation : Partie B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

Question initiale	Dénomination	Signification	Exemples
Quel est le résultat ?	Du déclaratif aux résultats	• Quel est le résultat ? L'objectif est-il atteint ? Y at-il des écarts ? Ecarts entre le déclaratif et les résultats atteints. Il ne s'agit pas de juger mais de pointer des problèmes de fond (structurels) qui pourraient s'avérer communs et les enjeux d'un franchissement d'étape.	• Une relation de routine (relation procédure) d'une relation d'élaboration (créatrice, productrice, édificatrice, « bâtisseuse », constructrice…). • Ce qui est créatif, création, créativité…, ce qui constitue une avancée, un progrès, un « plus » par rapport à une situation à problème qu'il faut décrire avec précision si possible. • Nouveau partenariat, nouvel outil, action commune, dynamique inédite, contenu de formation particulier…
Quelles avancées ?	Structuration interne des relations humaines	• Ce qui a fait que ça a « produit », changé ou grandi individuellement et collectivement. • Progrès de la gouvernance interne dans le champ relationnel (Questions « qui ? » et « avec qui ? » de la partie description). • Limites atteintes ou seuils de pertinence d'un fonctionnement donné. • Ingrédients particuliers : négociation, médiation, dialogue interculturel, outillage…	• Facteurs, jalons, processus, modes de fonctionnements qui ont permis d'atteindre les résultats. • Apports, limites de la cooptation sur des valeurs communes si elles durent peu de temps, apports et limites d'un système d'action institué ou institutionnel…, interrelations humaines pour changer d'échelle ou décloisonner (obtenues, envisagées, à promouvoir), coopération, partenariats, réseautage.
Quelle organisation	Forme d'organisation	• Les systèmes de contraintes des différents acteurs (échelons, relations	• Subsidiarité active, décentralisation effective, nouvelle

des relations ?	des relations territoriales	administrées, territoires institutionnels ou imposés) de nature politique, administrative, technocratique, lié au marché global, …) s'entrechoquent avec les relations volontaires (territoires construits ou librement consentis). • Formes territoriales de gouvernance et ce dans toutes les thématiques (économie, écologie, social, sociétal). • *Niveau élémentaire* : fonctionnement des formes locales et/ou régionales de démocratie : organisation, mandatures, types d'élections, lois et usages, formes de représentations, délégations de pouvoir ou de représentation… • *Autre niveau* : ancrage territorial du changement, au sens strict de système de relations portant une action « organisée » dans un espace ou autour d'un enjeu territorialisé.	répartition des responsabilités sur des critères d'efficacité et de pertinence sont des « issues » d'amélioration qu'il faut relever. • Conseils de développement et liens avec les acteurs socio-économiques dans un contexte environnemental donné, lutte contre la désertification ce qui suppose la coopération de différentes échelles de solutions. • Relation entre structuration interne et externe, multipartenariale, au regard de l'objectif.
Quels progrès dans les « capacités à » ?	« Capacitation » au sens de « rendre capable »	Formalisation dans le registre des dynamiques humaines d'une pratique, d'un outil, d'une compétence nouvelle issue de l'apprentissage (apprentissage collectif, sur le tas…) et/ou de l'éducation.	• En gros, toute démarche formelle d'apprentissage qui concourt au 1+1=3 : inter, trans, multi-, poly, diversité… et outils/pratiques liés, telle l'évaluation, • Place, rôle/statut des éducateurs…) et/ou de la formation : initiale, continue, professionnelle + outils, validation (formation qualifiante)…
Quel niveau d'engagement ou d'obligation ?	Outils, pratiques et/ou règles, normalisation, contractualisation…	Deux formes institutionnalisées (politique, administrative technique, juridique…) des différents aspects de la gouvernance : • *Normalisation* (ce qui produit de la régulation, de la règle, du droit, de la norme…). • *Contractualisation* (ce qui organise une responsabilité partagée, qui engage, qui formalise une avancée, qui officialise un partenariat, une collaboration,…).	Formalisation dans le registre de la production. Exemples : chartes, codex, traités, règlements de conflits écrits ou non écrits, contrats, lois appliquées…
Quelle diffusion ?	Essaimage.	Inclus dans cet item : • *Evaluation* : appréciation qualitative et quantitative, externe/interne, co-/auto… et les prolongements en termes de suivi, contrôle, sanction et production de normes (référentiels, référentiels, contrats..). • *Conceptualisation* : avancée théorique reprise par la communauté des chercheurs, l'opinion publique, le sens commun … ce qui « fait courant de pensée ». • *Vulgarisation* : sortir de son langage et de sa culture (pédagogie, andragogie), notion de diffusion, de types de communication… • *Communication* : stratégie, politique, outils, cibles, types (plutôt contenant)… • *Information* : discours non technique, de vulgarisation (plutôt contenu)…	
Quelle éthique ?	Valeurs.	• Fondements intangibles (par rapport aux indicateurs classiques du développement) : culture (racines,	

		expression, activité), spiritualité, valeurs (humanistes, morales, philosophiques, déontologiques…)… • Ethique, déontologie de la mise en oeuvre dans l'expérience décrite (du côté de la pratique).	
	Commentaires GE par rapport à l'AIT.	Ils sont centrés sur les avancées dans le décloisonnement (décloisonnement, inter, trans), les valeurs dans le lien entre l'expérience décrite (son contexte) et les « premiers pas possibles vers » que cela manifeste ou rend pensables	

5.2. La FLT au banc d'essai.

1. L'Agenda 21 des Philippines (PA 21) : prototype de triarticulation économie-politique-société civile.

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Origine de la démarche et acteurs porteurs
L'origine date de 1992, lorsque le nouveau président des Philippines, Fidel V Ramos, invite 18 dirigeants de la société civile à un dialogue sur le développement durable. Ces personnes reviennent tout juste du Sommet de la terre à Rio. Un décret loi du 1er septembre 1992 institue, pour la première fois au monde, un organe de coordination national chargé de mettre le pays en conformité avec l'Agenda 21 mondial. Le 26 septembre 1996, le président inaugure formellement le document qui devient l'instrument de sa politique de développement. Le 30 octobre 1996, le gouvernement des Philippines informe les membres de l'APEC (Coopération économique Asie Pacifique) dont font partie les Etats Unis, la Chine, le Japon, que son Plan d'Action Individuel (PAI) pour la libéralisation de l'aire commerciale sera subordonné au respect du PA 21.

• Objectifs
Le PA21 cherche un type de solution capable de répondre à la multidimensionnalité des problèmes de la société philippine, de son peuple et de son environnement, affectés par la globalisation. Sa construction part d'une question demeurant implicite : « Quelle est l'image de la société sur laquelle repose la conception classique du développement ? Est-ce l'image que nous voulons utiliser ? ». Récusant l'approche bipartite (Etat, Entreprise), le PA21 reconnaît à la société civile le pouvoir de contrebalancer des initiatives jugées défavorables. Elle réussit en 1996, par exemple, à empêcher l'Etat d'accepter 2 milliards de dollars US d'investissement pour des raisons écologiques et sociales.
Une définition du développement durable sert de cadre de référence à la construction du PA21 qui a donné lieu à la publication d'un « Manuel pour un développement durable localement intégré ». Cette définition intègre sept dimensions du développement : écologique, humain, spirituel, social, culturel, politique, économique.

• Spécificités territoriales
La difficulté a été de passer d'un modèle de politique nationale à un programme d'action mis en œuvre localement. Les collectivités locales sont invitées à formuler et à réaliser leurs propres "plans de développement durable localement intégrés" (DDLI). Un travail méthodologique de classement des idées, des notions, des dimensions du développement durable et de leur traduction locale ont débouché sur la production d'un Manuel pour l'implantation locale de l'Agenda 21 des Philippines. Il existe actuellement 25 projets de partenariats triarticulés au niveau local.

• Parties prenantes
Les divergences entre le monde politique, celui des affaires et les organisations de la société civile demandent deux ans de débats véhéments, de consultations nationales et régionales pour déboucher. Des centaines de personnes participent à l'élaboration du document ; des milliers apportent leur soutien pour constituer un contrepouvoir impliqué et contrebalancer les initiatives du privé et du politique.

• Bénéficiaires
Les habitants de l'Archipel, très affectés par la pauvreté.

• Modes d'actions
Le Conseil philippin de développement durable est mis en place (PCSD) . Il est présidé par un membre du Cabinet et le directeur général de l'Autorité nationale du développement économique (NEDA). Il est coprésidé par des représentants de la société civile qui possède son propre secrétariat parallèle. Avec le temps, des représentants des entreprises ont rejoint le PCSD, qui est devenu tripartite. Le même principe s'applique aux échelons infra.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.
Sous l'influence philippine, l'APEC s'ouvre à de nouvelles questions, femmes, jeunes,environnement en 1996. Devenu pionner reconnu, les Philippines coordonnent les Conseils Nationaux DD de la région Asie Pacifique.
En 1998, les Philippines sont invitées à présider la 6ème session de la Commission des Nations Unies sur le développement durable. Pour une première fois, la société civile est admise à participer. Les années suivantes l'innovation introduite par les Philippins d'inviter la société civile est reprise.
Difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des DDLI pour faire face aux importants besoins de formation au DD et à sa gestion, assurer la continuité des projets à cause des changements des équipes politiques locales.

• Structuration interne des relations humaines. Non spécifié.

• Forme d'organisation des relations territoriales.
Elles sont articulées du global au local : Agenda 21 mondial ; Agenda 21 régional (APEC), PA21 des Philippines faisant

valoir le droit international pour juguler le développement néolibéral dans la zone depuis 1998 ; déclinaisons locales de « plans de développement durable localement intégrés » (DDLI).

• « Capacitation » au sens de « rendre capable »
En ce qui concerne les processus triarticulés, le PA21 prône constamment la participation simultanée de la société civile, du gouvernement et des entreprises à tous les niveaux d'engagement : dans les villages, les villes, les provinces, les régions et au niveau national. La société civile peut répondre à cette exigence parce que, comme l'indique le PA21, ses réseaux sont présents dans presque toutes les provinces des Philippines.
En ce qui concerne les contenus, le PA21 examine chaque préoccupation du point de vue de la sphère de la société dont elle relève. Par exemple, le programme de développement culturel est conçu à partir des réalités de la culture et non des seuls besoins de l'économie. Ainsi, l'éducation ne se résume pas à de la formation professionnelle. Le PA21 lui donne pour fonction première de développer toutes les potentialités humaines. Une démarche similaire est appliquée aux problématiques des sphères politique et économique.

• Outils, pratiques et/ou règles.
Concertation ; cadrage méthodologique pour ancrer une approche globale ; productions de manuel.

• Essaimage
L'exemple philippin a donné naissance à un réseau mondial qui s'en inspire pour l'ancrage de ces avancées dans la réflexion et les pratiques. Voir fiche organisme Globenet 3. Et en France ATOS.

• Valeurs
La version globale et intégrée du développement durable s'énonce à travers quinze principes : développement de toutes les potentialités humaines ; science holistique et technologie appropriée ; sensibilité culturelle, morale et spirituelle ; autodétermination ; souveraineté nationale ; respect de la différence de sexe ; paix, ordre et unité nationale ; justice sociale, équité inter et intra-générationnelle ; équité spatiale ; démocratie participative ; viabilité des institutions ; développement économique viable, sain et pluriel ; population prospère ; respect de l'environnement ; équité géographique et gestion des ressources sur une base communautaire ; coopération mondiale.

• Références documentaires : Source : Lecture de l'ouvrage de Nicanor Perlas : « La société civile : le 3ème pouvoir, Changer la face de la mondialisation ». Traduction française, 2003 aux Editions Yves Michel

• Concepts-clés : développement durable localement intégré ; triarticulation

• Mots-clés thématiques : développement durable

• Mots-clés géographiques :
Localisation : Philippines ; APEC zone de libre échange Asie Pacifique
Géoculture : Non renseigné
Ecosystème : Insulaire
Articulations territoriales : les différents échelons sont reliés depuis l'Agenda 21 mondial, la régions APEC, le pays avec des déclinaisons locales.

• Mots-clés acteurs : Responsables politiques : organisations de la société civile ; entreprises

• Mots-clés méthodologiques : débats à participation tripartite ; manuels pédagogiques

• Saisie par : Martine Theveniaut, relecture 28 juillet 2005

• Langue de la fiche : fr

A.COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs et origine de la démarche
Inspirée par Mahatma Gandhi et son disciple Vinoba Bhave, ASSEFA est une association de développement rural fondée en 1969 au Tamil Nadu (sud de l'Inde). À partir des terres réunies par Vinoba Bhave, ASSEFA soutient le développement des villages afin d'améliorer la situation des paysans sans terres.

• Objectifs
S'inspirant du concept de « sarvodaya » qui signifie «bien-être pour tous», ASSEFA poursuit l'objectif suivant : « Améliorer le statut économique, social et culturel des communautés rurales, améliorer leurs compétences et capacités d'auto gestion. ASSEFA désire également que les communautés rurales s'unissent sans aucune forme de discrimination et travail pour élever la vie sociale, culturelle de tous, et pour établir des communautés auto suffisantes, confiantes en soi, autogérées reposant sur les principes de liberté, égalité économique et justice sociale. »

Dès les débuts d'ASSEFA, des groupes locaux en Italie ont organisé des activités de soutien, de financement et des échanges de terrain. Ce partenariat de solidarité internationale se réalise sur un pied d'égalité. C'est ASSEFA, en Inde, qui détermine les projets à soutenir. Les groupes italiens se sont constitués en association (ASSEFA-Italia).

• Spécificités territoriales
L'initiative relève pour l'essentiel d'acteurs qui s'auto-organisent avec une philosophie de l'action et une stratégie évolutive reliant
- l'action locale de façon horizontale (effets d'entraînement) ;
- l'action locale avec les échelons supérieurs,
- les régions et plusieurs Etats de l'Inde (démultiplication des potentiels par le changement d'échelle) ;
- et l'action avec des acteurs de la solidarité internationale, sur un pied d'égalité et dans une durée suffisante, pour gérer des cycles de développement villageois (12 à 15 ans) et consolider des acquis plus généraux (35 ans d'existence).

ASSEFA a soutenu le développement d'un grand nombre d'activités et de projets au niveau des villages, de groupes de villages et au niveau de fédérations de groupes de villages, ainsi que par des « trusts régionaux.

• Parties prenantes
Les «trusts», étant des entités légales, sont en mesure de négocier et contracter avec des ministères, des banques et autres entités externes. Les «trusts» détiennent présentement l'ensemble des actions de la Sarvodaya Nano Finance Limited, qui est enregistré auprès de la Reserve Bank of India. Ainsi, il s'agit de la première institution de micro-crédit en Inde appartenant aux femmes.

• Bénéficiaires
Habitants des communautés villageoises.

• Modes d'actions
Afin que les communautés locales deviennent autonomes et autosuffisantes, ASSEFA développe une double stratégie qui consiste à «mobiliser la communauté» et «bâtir des institutions communautaires».
Le Gram Sabha (assemblée du village) et les Groupes d'Entraide (GE) féminins sont les espaces de décision grâce auxquels les villages construisent un développement en cinq phases **:**
- planification,
- mise en œuvre de projets pilotes,
- implantation avancée,
- développer l'autonomie
- et effet d'entraînement (appui à d'autres villages).

L'expérience d'ASSEFA permet de constater qu'en général le cycle de développement prend entre 12 et 15 ans. Une fois que la communauté locale est devenu autonome et autosuffisante, elle peut néanmoins requérir le soutien d'ASSEFA pour des besoins ponctuels.

Les (GE) sont la base de l'organisation des institutions dans les villages. Les GE, dont le membership est exclusivement féminin, ont développé divers outils et instruments de micro-crédit, de fonds communautaires, d'assurance vie et des assurances pour le bétail. Chaque GE est limité à 20 personnes. Actuellement, 7634 GE concernent 124 451membres au total, enregistrés dans 51 entités régionales nommées «Trusts».

ASSEFA mobilise 19 000 femmes rurales, dans 600 groupes laitiers, afin que le surplus de lait serve au développement des villages. Avec l'amélioration de la production de lait grâce à des services vétérinaires, des assurances sur le bétail et de la meilleure nourriture pour les vaches, les familles sont en mesure de produire un excédent de lait. Afin d'éviter de perdre ce lait, et pour augmenter les revenus, un réseau de six usines coopératives permet de traiter 70 000 litres par jour.

ASSEFA favorise la participation des villageois qui sont appelés à discuter ensemble, à statut égal, des problèmes de leur

communauté et des solutions à y apporter, concernant, par exemple, l'utilisation des ressources locales ou l'entraide à l'intérieur d'un village.

Depuis plus de 25 ans, afin d'améliorer l'éducation, des écoles sont construites dans les villages qui sont trop éloignés des écoles publiques. L'objectif est notamment d'améliorer le niveau d'éducation des femmes (48% des élèves sont des filles). Le programme d'éducation connaît un vif succès. Au total, ce sont 31 667 élèves, dans 572 écoles différentes, principalement pour des études primaires. Au total, il y a 1062 enseignants (1/3) et d'enseignantes (2/3). Afin d'éviter d'exode des jeunes vers les grandes villes, des écoles techniques ont été créées pour des métiers utiles et nécessaires dans les villages (réparation de moteurs, électricité, plomberie, travaux de textile, etc.). ASSEFA se préoccupe de former le personnel enseignant aux valeurs qu'elle poursuit.

ASSEFA a développé une très grande série d'initiatives et de projets : éducation à la paix ; mariages communautaires hindous, musulmans et chrétiens afin d'améliorer la paix et l'harmonie (plus de 12 000 personnes ont participé à ce méga évènement en 2003) ; marchés dans les villes pour la vente directe des produits; micro-entreprises pour l'artisanat dans les villages; promotion de la santé, notamment pour les femmes et les enfants; amélioration de l'habitat ; éducation à la philosophie « sarvodaya » notamment pour la jeunesse.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.

En 2005, ASSEFA est au service de 5 720 villages, répartis dans sept états de l'Union. La majorité, 3 439 villages, sont situés dans l'état du sud de l'Inde, le Tamil Nadu. Au total 321 500 familles (moyenne de 4 personnes par famille).

• Essaimage
Approche conçue dans une durée suffisante, pour gérer des cycles de développement villageois (12 à 15 ans) et consolider des acquis plus généraux (35 ans d'existence).

• Valeurs
Les valeurs sont l'amour, la vérité et la justice. ASSEFA prône le respect des individus dans leur intégrité sociale, culturelle et économique, en puisant le meilleur des traditions et de la modernité.

• Commentaires
Pour M.S. Loganathan, directeur exécutif d'ASSEFA, il est essentiel de diffuser et de renforcer les échanges avec d'autres acteurs mondiaux car il « espère par-là peser sur les modes de mondialisation. ».
Le directeur exécutif d'ASSEFA, M. Loganathan, pourrait être une personne à sensibiliser à la mission, il est venu en France en 2002. Il était alors disposé à participer à un réseau international d'acteurs du développement local durable, pour peser sur la mondialisation.

• Références documentaires :
Articles d'Yvon Poirier à partir des notes de son voyage en Inde en 2002, dans « Info –Test n° 4 », 15 janvier 2004 et dans « Bulletin International de Développement Local Durable » n° 12, Octobre 2004 ; Rapport annuel 2003-2004 en anglais.
ASSEFA-Inde (site WEB en anglais seulement) www.planetfinance.org/hosting/assefa/index
ASSEFA-Italie (site WEB en italien et en anglais) www.assefaitalia.org

• Concepts-clés : développement communautaire holistique

• Mots-clés thématiques : organisations villageoises autogérées, reliées entre elles; microfinance ; trusts régionaux; solidarité internationale

• Mots-clés géographiques :
Localisation : Inde, Italie
Géoculture : philosophie de l'action gandhienne du « Sarvodaya » (bien-être pour tous)
Articulations territoriales : entre communautés/régions/National/international

• Mots-clés acteurs Gram Sabha (assemblée de village) ; groupes d'entraide féminins : leadership féminin

• Mots-clés méthodologiques : parité de statut de parole entre membres de la communauté ; éducation ; promotion des échanges intercommunautaires et confessionnels

• Saisie par : Martine Theveniaut, 14 février 2005
• Langue de la fiche : fr

3. « La Société civile, troisième pouvoir » (Nicanor Perlas) : contribution à une autre mondialisation.

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Proposition d'une typologie des acteurs porteurs d'une mondialisation à visage humain

Au point de départ : les personnes qu'il désigne comme « des créatifs culturels »

Le nouveau type de mondialisation à visage humain est l'oeuvre de ce que les sociologues appellent « les créatifs culturels ». Ils ont l'habitude de rejeter l'hédonisme, le matérialisme et le cynisme. Ils ne manquent pas d'argent, mais ils ne courent pas après. Ils ont tendance à joindre l'acte à la parole. Au stade le plus avancé, ils sont une force puissante, au diapason avec les causes mondiales et les systèmes globaux. Ils sont à l'origine des fonds d'investissement pour le développement durable, la consommation responsable, l'écotourisme, une économie mondiale socialement et écologiquement responsable.

Les créatifs culturels sont intéressés par une spiritualité expérimentale. C'est dans le conflit entre le modèle matérialiste et l'orientation spirituelle qui réside peut-être « le clash des civilisations . Beaucoup sont des internautes et ils ne sont pas pour rien dans le coup d'arrêt porté à l'AMI. Ils sont estimés à 44 millions de personnes aux USA (1990). Lorsqu'ils viennent aux fonctions d'état ou de marché, ils arrivent avec leurs valeurs et sont d'intenses pôles de changement des institutions.

Parmi ces créatifs culturels : deux sortes d'engreneurs » : ils peuvent être « naïfs » ou « critiques »

Une partie des engreneurs est composée de contestataires qui n'ont aucune confiance dans les institutions. Ils considèrent ceux qui discutent comme des naïfs ou des vendus. Leur point faible est de méconnaître les contraintes structurelles qui pèsent sur les grandes institutions. Une autre partie est composée de ceux qui réalisent des pratiques alternatives locales. Ce sont les organisations de la société civile (OSC) au niveau des communautés humaines. Certains d'entre eux sont les chevilles ouvrières de partenariats triarticulés.

« Les engreneurs » cherchent, dans la sphère économique ou politique où ils se trouvent à améliorer le système néolibéral, avec un modèle plus systémique que social, en utilisant les connaissances de la société civile à leur avantage.Des individus et des institutions ont compris le besoin d'une approche globale du développement durable, le besoin de discuter. Ils ont une ouverture véritable et ajustent leur approche à celle de l'interlocuteur. D'autres souhaitent instaurer concrètement des partenariats trisectoriels authentiques. Ils sont plus ou moins touchés par l'envie de profiter des petits avantages économiques et politiques du dialogue. N. Perlas nomme cette « maladie de l'âme » la ROUILLE (Residue of Unresolved Statism, ou Résidu d'un Etatisme non Résolu, « Rust » signifiant rouille). Elle pousse à vouloir la place de l'autre, sans occuper la sienne, toute la sienne, rien que la sienne.

• Origine de la démarche

Après l'échec de l'AMI, la déroute de l'OMC à Seattle, en décembre 1999, a fait apparaître un troisième pouvoir sur la scène mondiale. Elle empêche les ministres des 135 pays réunis au sein de l'OMC de parvenir à un nouveau consensus qui aurait accéléré l'instauration de formes discutables de mondialisation. Cette troisième force est la société civile mondiale, thème central de ce livre. L'auteur défend l'idée que la société civile est une institution culturelle. C'est de là qu'elle tire son essence, son inspiration et son pouvoir d'animation. La signification de la culture reste trop restreinte et empêche de comprendre la puissance et la diversité de son pouvoir. La culture est le domaine des idées, des conceptions du monde, des savoirs, des significations, des symboles et de l'identité. La "sphère culturelle" est celle qui se consacre au développement de toutes les capacités humaines. Nous lui devons l'art, l'éthique, le savoir, la sagesse, notre sens du sacré et beaucoup d'autres choses qui font que la vie vaut la peine d'être vécue. Développer le discernement suppose que l'on comprenne ce qu'est la société civile. Cette compréhension ne s'obtient que par des progrès individuels dans la mobilité intérieure et la connaissance de soi.

• Objectifs

En rédigeant ce livre, l'auteur souhaite préparer la société civile à éviter ce qui la menace. Ses forces sont divisées en trois segments principaux : l'action alternative concrète, la contestation, la coopération partenariale. Les divisions risquent de saper le pouvoir de la société civile, faute d'une entraide suffisante ou par des critiques mutuelles. Les intentions sincères d'engager un partenariat tripartite au sein de la mondialisation élitaire ajoutent à la confusion dans un contexte de multiplication de partenariats trisectoriels (PTS) mondiaux, thématiques ou continentaux. Comment devenir capable de discerner la vraie coopération et les tentatives subtiles de récupération sans tomber dans le piège de la récupération ? Mais le piège peut aussi se retourner contre celui qui l'a posé ! Pour se préparer à cette tâche historique, la société civile doit vérifier ses hypothèses : Qui est-elle ? D'où vient-elle ? D'où tire-t'elle son pouvoir ? Elle pourra apprendre à apprécier les opportunités et les approches possibles du défi de la mondialisation élitaire, à partir de cette clarification.

• Ses propositions

Deux tâches urgentes attendent la société civile, une fois qu'elle a réussi à prendre le chemin de la vraie connaissance d'elle-même, de son rôle et de ses pouvoirs.

La première tâche consiste à mettre en œuvre un *processus de triarticulation* viable, c'est-à-dire différentes formes d'interactions, basées sur des principes et impliquant les institutions des trois sphères autonomes, mais néanmoins interdépendantes, de la société : le politique, l'économique et le culturel. La société sera "saine" si les trois sphères se reconnaissent, se confortent mutuellement et si elles développement leurs initiatives en étant conscientes de leur impact potentiel sur les deux autres.

Une institution-clé doit donc avoir clairement conscience de sa sphère d'appartenance et du pouvoir institutionnel qu'elle détient au sein d'un monde tripolaire. L'absence de conscience de ces appartenances respectives pour une institution peut conduire à certains risques comme « la récupération » ou « l'instrumentalisation ». On est dans ce cas lorsqu'un

gouvernement veut décider du contenu de l'éducation, ce qui est du rôle des institutions de la sphère culturelle, au lieu de jouer son rôle qui est d'assurer le droit à l'éducation pour tous.
Ces interactions se feront dans un effort commun pour résoudre les problèmes de la planète.

La deuxième tâche consiste à utiliser les processus triarticulés pour générer « la substance de la triarticulation ». Il s'agit de créer une forme de mondialisation qui permette effectivement l'instauration d'un développement durable, global et intégré. Ces dernières décennies, la société civile a défendu la sphère culturelle contre les tendances de plus en plus totalitaires de certains gouvernements et de certaines firmes. Dans tout pays, dans toute région, sur toute scène du théâtre mondial où la société civile défend avec succès son autonomie, la triarticulation de fait se met en place. Cette triarticulation de fait est "l'enfance" d'une triarticulation authentique. La triarticulation consciente apparaît lorsque les trois pouvoirs institutionnels reconnaissent que la société se compose de trois sphères et qu'ils en sont les institutions clé. La société civile, pour sa part, peut choisir de reconnaître les rôles légitimes que le marché joue dans l'économie et le gouvernement dans la vie politique, une fois que ces rôles ont été dépouillés des purs motifs de profit et de pouvoir. Les considérations politiques et économiques conserveront toute leur importance. Mais les préoccupations écologiques, sociales, culturelles, humaines et spirituelles introduiront peu à peu dans le programme des éléments permettant de progresser vers un développement durable global et intégré.

La triarticulation avancée est la phase adulte de la triarticulation. Le respect et la confiance mutuels sont établis. Et la substance de chacune des trois sphères représentées est bien comprise et se construit sur la base d'initiatives nouvelles, créatives, et même radicales. Dans la triarticulation avancée, seules les découvertes réellement empiriques de l'économie néolibérale seront retenues et mises en œuvre dans le contexte d'une économie associative. Ainsi, la notion de marché ouvert sera conservée, mais le prix et le profit ne seront plus des indicateurs déterminants dans la prise de décision économique. En revanche, ces grandeurs seront prises en compte par les associations économiques lorsqu'il s'agira de s'assurer que les besoins fondamentaux de chacun sont satisfaits de la bonne manière par le système économique. A l'heure actuelle, la triarticulation avancée demeure un objectif qui n'est pas atteint.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.
La réflexion ne part pas de rien, elle est adossée à l'exemple de l'Agenda 21 des Philippines. Voir fiche de lecture

• Essaimage Voir fiche organisme
La pensée de Nicanor Perlas sert de fédérateur. Le GN3 est un réseau global lâche, horizontal mais agissant par des "noeuds" géographiques et fonctionnels. Actuellement 17 dans quatre continents. Ils sont basés : sur la côte Est en Suède http://www.gn3.se/ ; Danemark Niels Johan Juhl-Nielsen njohan@juhl-nielsen.dk ; Norvège christina.andersson@cultura.no et christina@andersson.ms ; Hollande naamap@zonnet.nl et margalit@scarlet.nl; Allemagne ; France http://atos.ouvaton.org ; Israel : Téléphone: ++972-4-9059333, civilsociety@barak-online.net et www.civilsociety.co.il/eng ; Afrique du Sud ; Philippines cadi@info.com.ph; Japon ; USA (Californie) dccheath@yahoo.com et sur la Côte occidentale.

• Valeurs
La culture est fondamentalement l'espace social où s'élaborent l'identité et le sens. Les deux sont inséparables. L'identité et le sens permettent aux êtres humains de s'orienter dans la connaissance, les émotions, l'éthique. Autrement dit, la culture est cette source inépuisable qui détermine et nourrit le comportement humain. Une perte de sens se traduit par des enchaînements de comportements aberrants et destructeurs. La découverte du sens, en revanche, accroît la créativité, la compassion et l'efficacité. Il est clair que l'institution - en l'occurrence la société civile - qui a autorité sur les questions de sens et d'identité, et par suite sur les comportements, exercera une influence considérable sur la société d'un pays et la société mondiale.

• Références documentaires
Nicanor Perlas .- La société civile : le 3ème pouvoir. Changer la face de la mondialisation .- Editions Yves Michel,Traduction française 2003, 331 pages

• Concepts-clés : développement durable localement intégré ; triarticulation

• Mots-clés thématiques : pouvoir culturel ; société civile ;

• Mots-clés géographiques :
Localisation : Philippines
Articulations territoriales : ancrage territorial du changement par des nœuds interconnectés mondialement

• Mots-clés acteurs : créatifs culturels ; engreneurs naïfs ; engreneurs critiques ; contestataires ; expérimentateurs ;

• Mots-clés méthodologiques : conceptualisation/diffusion d'une pensée destinée à l'action
• Saisie par : Martine Theveniaut, relecture 28 juillet 2005

• **Langue de la fiche :** fr

4. La Maison de la géographie : un lieu coopératif de production de connaissances sur le territoire.

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs et origine de la démarche
La Maison de la géographie a été ouverte en 1984, dans la même dynamique que la constitution du GIP RECLUS (Réseau d'Etude des Changements dans les Localisations et les Unités Spatiales) rendant hommage à Elisée Reclus, un géographe novateur réprouvé par l'institution politique et universitaire de son époque.
Il s'agissait de sortir du carcan d'une géographie traditionnelle pour favoriser la curiosité d'esprit, la rigueur de la mesure et du raisonnement, l'analyse spatiale, le travail sur les acteurs et les processus de production de l'espace géographique, l'implication dans les questions d'environnement et d'aménagement.
Les premiers travaux ont porté sur l'emploi en France, la mise en scène des organisations spatiales de régions ou de pays à l'aide de modèles, le rassemblement de grandes bases de données et leur traitement pour l'Atlas de France et pour des parties du Monde, la coordination de la rédaction de la Géographie Universelle.
Des difficultés sont apparues en 1994, lors d'un changement de majorité politique. Le ministère chargé de la Recherche a décidé de mettre fin prématurément au GIP, condamné à disparaître le 31 décembre 1997. C'est pour éviter une rupture de continuité que l'Association RECLUS a été fondée.

• Objectifs
Son ambition est de fournir aux chercheurs, aux organismes publics, aux collectivités locales, aux entreprises et aux associations, des moyens de connaissance et de compréhension, voire d'anticipation, des changements qui interviennent dans les territoires français et étrangers : nouveaux équipements, nouvelles implantations d'activités, structures et dynamiques locales et régionales, tensions et ruptures.
À partir des deux grands programmes originels de l'Atlas de France et de la Géographie Universelle, le GIP prolonge ses travaux dans quatre directions :
- Dynamiques des territoires, processus et instruments: recherche fondamentale sur espace et territoire ; production de l'espace; ruptures, inégalités, solidarités sur le territoire; la ville et l'urbanisation; région et régionalisation; modèles, espaces et territoires; l'information géographique; l'image géographique.
- Atlas européen : dynamique des lieux, régions, villes et réseaux d'Europe; données géographiques en Europe; Atlas de France; atlas régionaux et locaux.
- Atlas mondial : le système Monde; atlas thématiques du Monde; pays et territoires du Monde, Géographie Universelle; Méditerranée et pays méditerranéens; coopération scientifique et technique.
- Formation et communication: recherche sur le message et l'image géographiques; mise au point d'instruments pédagogiques; contribution à des actions de formation (initiale ou professionnelle) par la recherche.

• Spécificités territoriales : Multiancrage de laboratoires de recherche reliés entre eux par des évènements, des programmes de recherche, des relations internet, des relations interpersonnelles.

• Parties prenantes
Le GIP RECLUS s'est engagé dans une politique de coédition avec Publisud, Anthropos, Economica, Fayard et de diffusion via la Documentation française. Il a assuré des missions de formation en liaison avec les Universités; nombre de doctorants ont bénéficié de son appui, et nombre de jeunes ont créé des entreprises d'études géographiques et de cartographie.
Le GIP RECLUS a passé des accords internationauxde recherche avec l'Union européenne, avec d'autres pour des travaux et atlas sur le Brésil, la Russie, l'Inde, le Viêt-Nam, le Laos, l'Iran, etc. Le GIP RECLUS a acquis une notoriété internationale, accrûe par le succès des travaux sur les Villes européennes, les structures de l'espace européen (la «banane bleue» est née au GIP), les Zones franches, etc.

• Bénéficiaires : chercheurs, étudiants, décideurs territoriaux, médias

• Modes d'actions
La forme choisie d'un GIP, innovation du ministère de la Recherche de 1982 assure, sous l'autorité de l'assemblée générale des institutions membres, et d'un conseil d'administration, une personnalité morale et la possibilité de signer des contrats, d'éditer, de vendre ; et par là d'échapper à la tutelle directe des organismes de recherche et des universités, ouvrant de larges possibilités d'action.
Le GIP est conçu comme un réseau d'équipes acceptant de collaborer à des programmes, disposant de moyens convenables, garantis pour plusieurs années. 25 organismes de recherche, ministères et institutions publiques ont accepté de s'associer. Le GIP RECLUS a fonctionné en liaison avec le Centre de calcul de Montpellier (CNUSC). L'apparition de microordinateurs performants (Macintosh) a permis d'établir une chaîne de traitement statistique et cartographique de pointe, tout en aidant les équipes dispersées à s'équiper de leur côté.
Il a beaucoup travaillé avec des Ministères (Emploi, Industrie, Transports, Mer, Culture, etc.), la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), des collectivités locales, des associations et des entreprises.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats. Non informé

• **Structuration interne des relations humaines.** Non informé

• **Forme d'organisation des relations territoriales.** Non informé

• **« Capacitation » au sens de « rendre capable ».** Non informé

• **Outils, pratiques et/ou règles.**
Mappemonde est une revue trimestrielle en couleur fondée en 1986, consacrée à l'image géographique, ses formes, son élaboration et ses enseignements. Elle comporte des articles, des notes, des comptes rendus, des tables et des index annuels. Ses articles sont toujours illustrés et assortis de résumés et mots clés trilingues (français, anglais, espagnol ou parfois une autre langue). Leur adoption est décidée par le comité de rédaction, après évaluation par plusieurs rapporteurs.
A partir du 73ème numéro (2003), M@ppemonde, est devenue une revue «en ligne» d'accès gratuit, à l'adresse www.mappemonde.mgm.fr
Internet est une jungle , la rédaction a ouvert des rubriques spécifiques :
Ces lieux dont on parle et Vu sur Internet donnent des aperçus des faits et images géographiques et des outils de la géographie accessibles sur le réseau, un signalement de «curiosités», d'images remarquables ou de documents trouvés sur un thème d'actualité; des dossiers de synthèse sont également constitués à partir d'autres sources, apportant ainsi une valeur ajoutée au réseau.
Les bonnes adresses de M@ppemonde décrivent des sites particulièrement intéressants et de qualité proposant un maximum de sites francophones ou dont la consultation demande des notions minimales d'anglais.
Internet en pratique permet un dialogue avec les lecteurs de *Mappemonde* sur les applications d'Internet en géographie. Internet a l'apparence technique d'un réseau d'ordinateurs interconnectés, mais c'est avant tout un moyen de mettre en contact des personnes. Pour prendre contact avec le groupe «Internet» de la rédaction : Mappemonde@mgm.fr

• **Valeurs**
Déontologie : Contribuer à une théorie critique de la société : « Les géographes ont le devoir, la responsabilité, de présenter le Monde, de représenter ses configurations et ses différences, de le comprendre et de l'expliquer, de saisir ses tendances et ses transformations ».
La carte, instrument de recherche sert moins à donner à voir que « donner à comprendre et à discuter; donner à voir pour mieux débattre. Cela est vital dans les relations avec les organismes d'étude ou d'aménagement et d'urbanisme ».

• **Références documentaires :** Maison de la Géographie, 17 rue Abbé de l'Épée 34090 MONTPELLIER, Tél.: +33 4 67 14 58 28. Courriel : asso.reclus@mgm.fr
Site : www.mgm.fr/ARECLUS

• **Pièces jointes :**
- « Géographie des migrations, ou l'antimonde en crue » de Roger Brunet (intervention au Forum international Migrations et errances,à l'UNESCO, les 7 et 8 juin 2000)
- « Pour une pratique raisonnée et rationnelle de la représentation des territoires » Roger Brunet (Colloque de Turin, IRES Piemonte, Représentations et territoires (octobre 1999)

• **Concepts-clés :** production de l'espace géographique (acteurs et processus de)

• **Mots-clés thématiques :** dynamiques des territoires ; production de l'espace; ruptures, inégalités, solidarités sur le territoire; ville et urbanisation; région et régionalisation; espaces et territoires; information géographique

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : France, Europe

• **Mots-clés acteurs** chercheurs, organismes publics, organismes de recherche, collectivités locales, entreprises, associations, étudiants, tout public intéressé, médias.

• **Mots-clés méthodologiques :** recherche géographique coopérative ; recherche fondamentale ; épistémologie ; modélisation ; coopération scientifique et technique : formation et communication (recherche sur le message et l'image géographiques) ; formation (initiale ou professionnelle) par la recherche ; image géographique ; géographie universelle ; instruments pédagogiques ; contrats de recherche ; mots clés trilingues (français, anglais, espagnol ou parfois une autre langue dans la revue Mappemonde).

• **Saisie par :** Martine Theveniaut 19 février 2005

• **Langue de la fiche :** fr

5. La lutte contre la désertification au Maroc : bilan et perspectives du troisième rapport national (2004).

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs
Le gouvernement marocain est le porteur légitime et l'auteur du 3ème rapport d'exécution du Plan d'Action National (PAN). Il s'inscrit dans le processus, le calendrier et les modalités de suivi de la mise en œuvre de la Convention de lutte contre la désertification des Nations Unies. L'UNCCD est le premier cadre d'action international juridiquement contraignant faisant suite au Sommet de la Terre, entré en vigueur en 1996.

• Origine de la démarche
Le Maroc a ratifié l'UNCCD en 1996, ainsi que les conventions sur les changements climatiques et la biodiversité. Elles ont eu un rôle « catalyseur » pour engager un processus national de réflexion, d'analyse et de débat sur la gestion, la conservation et le développement des ressources naturelles. L'état des lieux, l'évaluation de l'expérience, l'identification des besoins par région touchée, à moyen et long terme, a progressivement constitué une référence pour définir les options stratégiques.
Le premier Plan d'Action National (PAN), engagé en 1998 est validé en 2001. En 2002, le rapport d'exécution met en relief le caractère essentiellement sectoriel des stratégies de protection et développement des ressources naturelles. Le 3ème rapport présente donc les évolutions entre 2002 à 2004, avancées et obstacles, sur la voie d'une meilleure intégration des programmes. Concrètement un certain nombre de réalisations sectorielles, engagés avant 2002, se sont poursuivies.

• Objectifs
Planifier la lutte contre la désertification dans une perspective intégrée de développement durable.

• Spécificités territoriales
Préexistence de traditions associatives aussi bien dans les villes que dans les campagnes :
Les relations socio-économiques manifestent la présence d'un esprit collectif, qui se traduit dans l'organisation en « Jmaâ en Twiza » qui jouent un rôle prépondérant dans la prise de main par la population locale. Bien que la situation crée un défi collectif d'une autre ampleur : déséquilibre entre ressources humaines et ressources naturelles, appauvrissement des populations, exode vers les villes et l'étranger.

Déclinaison des projets par écosystèmes :
La stratégie 2020 se décline pour l'espace agricole pluvial, la forêt (12% du territoire national, les parcours et l'élevage dans l'Est depuis 2004, avec le renforcement des capacités locales et la mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG) socio-territorial, l'assistance aux associations de micro-crédits, le développement des marchés, la valorisation de la filière ovine.

• Parties prenantes
Aux différents échelons (les informations conernent aussi les spécificités territoriales et le meccano de la gouvernance :
National : l'Organe National de Coordination (ONC) fonctionne depuis 2003 avec un comité de pilotage permanent. Les deux chefs de file de la coopération bilatérale (RFA) et multilatérales (PNUD) ainsi que les ONG organisées en réseau RIOD depuis octobre 1997, y participent.
Aux niveaux régional et provincial : des ateliers de planification regroupent périodiquement les services techniques de l'Etat, les collectivités locales, les associations de développement local, l'université, l'agence de développement social, les animateurs… L'implication des collectivités locales reste encore assez limitée. Or leur rôle est primordial. Le secteur privé est peu représenté aussi bien au niveau de l'ONC qu'au niveau des instances régionales et provinciales.
Au niveau local : l'approche participative tend à être généralisée pour les projets de développement rural intégrés. Elle est mise en œuvre depuis 2003 au Souss-Massa-Draâ dans le Sud du Maroc avec le Réseau des Associations de la Réserve de la Biosphère de l'Arganeraie (RARBA) qui regroupe une centaine d'associations.

Le Maroc a passé des conventions de partenariat avec le Mécanisme Mondial, le PNUD, la RFA (opérationnalisation des instances de pilotage du PAN aux niveaux national et sub-national, en particulier dans la région pilote de Souss-Massa-Draâ, élaboration de projets locaux de développement), l'Union Européenne et l'OSS (l'Observatoire du Sahara et du Sahel) (observation, surveillance, suivi-évaluation de la désertification et des impacts du PAN).

Des liens existant entre le PAN et les programmes d'action sous-régionaux et régionaux (PASR, PAR) sur diverses thématiques, mais la dernière réunion tenue (octobre 2004 à Alep en Syrie) a constaté l'absence des financements en adéquation avec les objectifs initiaux.

• Bénéficiaires : Les habitants des zones concernées.

• Modes d'action
L'intégration des politiques publiques dédiées s'est traduite sur le plan institutionnel par la création, en 2003, d'un Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD) rattaché à la Primature. Un Secrétariat d'Etat au Développement Rural auprès du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes (MADRPM) a été crée en 2004, avec pour mission d'opérationnaliser la stratégie 2020 de développement rural et de dynamiser les organes interministériels et les mécanismes mis en place à cet effet. Un projet fédérateur de renforcement des

synergies entre les conventions de Rio a été décidé, appelé « Auto-Evaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Global» (ANCRE).
Malgré les dispositions prises, la mise en oeuvre sur le terrain demeure jusqu'ici bien faible, constate les rapporteurs. Cette situation est due, entre autres, aux difficultés d'opérationnaliser les principes d'intégration, de concertation, de participation et de décentralisation au niveau local.

Les moyens mis en œuvre restent en dessous des besoins exprimés pour inverser le processus de désertification. Le Plan de Développement économique et social du Maroc (2000 à 2004), représente 8 milliards de dirhams sur un budget global de 17,69 milliards de dirhams destiné aux programmes agricoles et forestiers ayant trait au développement rural et à la lutte contre la désertification (1 US dollars = 8,39 dh ; 1 Euro = 11,09 dh) . Les ressources financières mobilisées demeurent essentiellement d'origine publique.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.
L'impulsion donnée par l'UNCCD semble avoir rencontré au Maroc un terrain réceptif et créé l'occasion de s'atteler à ce chantier avec des références participatives. Les résultats ont marqué des progrès dans le taux d'accès à l'eau potable des populations rurales (55%). La généralisation est prévue pour 2010, accompagnée de l'organisation des populations pour qu'elles prennent en charge la gestion des équipements mis en place à leur profit. Même progression pour l'électrification, les routes, l'éducation de base ou la santé, qui ne réussissent pas, toutefois, à combler le déficit.
En deux décennies, l'amélioration de la production agricole à travers le transfert technologie, la recherche et le recours au crédit est effective.

Le montage institutionnel du PAN n'est pas encore formalisé au niveau régional et provincial. Le décloisonnement institutionnel entre ministères se réalise non sans obstacles : verticalité des circuits ; la difficulté de recomposition d'une approche intégrée à la base ; l'inadéquation des procédures budgétaires habituelles au regard de la souplesse qu'exige le financement des actions prévues dans ce type de projets. Les relations partenariales entre les communautés rurales et les autorités locales et au-delà en sont encore peu habituelles.

Difficultés récurrentes aussi du fait de la faible organisation des populations bénéficiaires ; les faibles capacités d'animation et d'accompagnement des structures de proximité ; de l'écart entre les savoir faire ruraux et la connaissance des techniques de formulation ou de gestion de projets, des opportunités offertes par les bailleurs de fonds ou les instances internationales, ainsi qu'une faible capacité de négociation et de plaidoyer.
Si RIOD constitue une interface entre la société civile, les instances gouvernementales et les organisations internationales, le nombre d'associations membres est faible par rapport à l'importance du tissu associatif marocain dans le milieu rural.

En dehors des spéculations agricoles, le secteur privé investit très peu dans l'aménagement et la gestion des ressources naturelles.

• Structuration interne des relations humaines. Non spécifié par le rapport

• Forme d'organisation des relations territoriales.
Les processus budgétaires annuels, centralisés, sont peu propices à la promotion de l'entrée spatiale de développement. La logistique sectorielle du processus de programmation budgétaire est verticale. Or, à l'échelle locale, les priorités sectorielles ne coïncident pas toujours sur le même territoire. Au sein du même secteur, la structure de la masse budgétaire ne favorise pas la démarche de projets intégrés dans la mesure où cette structure est de caractère linéaire.

• « Capacitation » au sens de « rendre capable »
Un programme national d'apprentissage des jeunes ruraux à l'horizon 2010 est mis en place pour former 300.000 jeunes dont 60% dans le secteur de l'agriculture et 40% dans les secteurs non agricoles en milieu rural.
A Agadir, en juin 2004, les associations formulent les recommandations suivantes : la constitution de relais locaux (points focaux locaux) pour la médiation entre les échelons ; limiter l'intermédiation entre les niveaux avec des canaux directs de communication, leurs propres plaidoyers pour le lobbying en matière de lutte contre la désertification ; le renforcement du rôle de la Jmaâ en tant que structure locale ancrée dans le territoire pour une meilleure efficience; stimuler les collectivités décentralisées en structures électives en vue d'une meilleure intégration des programmes de lutte contre la désertification au niveau local ; une approche participative institutionnalisée, impliquant tous les partenaires intéressés aux questions d'environnement (services étatiques, représentants des populations, sociétés civiles et bailleurs de fonds).

• Outils, pratiques et/ou règles.
Le Système de Circulation de l'Information sur la Désertification (SCID), initié en 1998, a été rénové en 2003 et 2004. http://scid.madrpm.gov.ma:8080/sisei
Un dispositif de surveillance et de suivi-évaluation, en coopération avec l'OSS, avec un cadre général d'orientation popur l'amélioration de la connaissance du phénomène, le suivi-évaluation des effets de la sécheresse, la gestion des ressources naturelles et l'amélioration de l'organisation institutionnelle. Le dispositif global intègre les niveaux national, régional et local ; identifie les institutions, les acteurs, les problématiques et les types d'indicateurs pour chacun de ces trois niveaux.

• **Essaimage** Non informé par le rapport

• **Valeurs**
La mise en œuvre se fonde sur les valeurs définies par l'UNCCD : participation des habitants et communautés concernées ; partenariats multiacteurs.

• **Commentaires**

• **Références documentaires :** Troisième Rapport National du Maroc sur la mise en œuvre de la Convention sur la désertification,novembre 2004. Disponible sur le site de l'UNCCD www.unccd.int
Sites : http://scid.madrpm.gov.ma:8080/sisei ; www.pan.ma ;http://www.madrpm.gov.ma ; www.eauxetforets.gov.ma

• **Concepts-clés :** planification à moyen terme de lutte contre la désertification

• **Mots-clés thématiques :** Convention internationale de lutte contre la désertification ; développement durable ; décentralisation ; collectivités locales ; déforestation ; surpâturage ; surexploitation des ressources naturelles

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : Maroc
Géoculture : organisation des sociétés rurales
Ecosystème : zones menacées par la désertification ; irrigation, gestion conservatoire des Terres Bour ; les terres de pâturages ; palmeraies ; forêt ; bassins versants ; reboisement ; aires protégées ; Sahara
Articulations territoriales : Maroc ; Union du Maghreb Arable , membre du groupe régional africain de l'UNCCD ; relations bilatérales Maroc/Allemagne ; relations Maroc / UE ; relations Maroc/ Nations Unie

• **Mots-clés acteurs :**gouvernement du Maroc, ministères ; autorités locales ; ONG ; communautés rurales ; experts internationaux ; réseaux ; RIOD ; RARBA
• **Mots-clés méthodologiques :** rapport annuel selon modèle international UNCCD

• **Renvois :**

• **Saisie par :** Martine Theveniaut, relecture août 2005
• **Langue de la fiche :** fr

6. Réseau International des ONG sur la Désertification (RIOD) : participation active des habitants

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs

Le RIOD est un réseau international d'Organisations non gouvernementales (ONG) et d'Organisations communautaires de base (OC) constitué pour suivre la mise en oeuvre de la Convention internationale de lutte contre la désertification (UNCCD) adoptée en 1994, dans le prolongement du Sommet de la Terre de 1992.

• Origine de la démarche

Les actions de lutte contre la désertification relevaient exclusivement des Etats, notamment pour le reboisement et l'aménagement de forêts. Elles ont vite montré leurs limites : vision trop sectorielle ; efforts de planification, de gestion et de suivi au-dessus de ses moyens matériels, humains et financiers des Etats. Dans les années 1980, les effets catastrophiques de la désertification amènent des ONG du Nord à intervenir, tout d'abord pour apporter des secours alimentaires d'urgence, puis pour aider les populations à faire face par elles-mêmes à la situation dans une approche de développement rural intégré. Dans les années 1990 les autorités gouvernementales tout comme les ONG reconnaissent le rôle principal des populations et de leurs organisations communautaires de base pour lutter contre la désertification et la nécessité de réformes législatives, foncières. En mars 1995, un forum national réunit au Sénégal une centaine de représentants d'ONG, d'organisations communautaires, de mouvements de femmes, de jeunes et d'acteurs gouvernementaux. Informés de l'existence de l'UNCCD, le forum désigne le CONGAD comme point focal national du RIOD et met en place un comité national de coordination des ONG en matière de lutte contre la désertification.

Progressivement, le RIOD fédère ainsi un grand nombre d'acteurs de terrain du Maghreb, de l'Afrique noire et au-delà.

• Objectifs

L'objectif global du réseau est de veiller à ce que les dispositions de la Convention concernant les acteurs non gouvernementaux (communautés locales, organisations non gouvernementales et communautaires, associations de la société civile, etc.) soient mises en application dans le cadre de la préparation et la mise en oeuvre des programmes de lutte contre la désertification. Il s'agit entre autres de promouvoir l'échange d'informations et d'expériences entre ONG du monde entier, l'information et la sensibilisation des populations au Sud comme au Nord sur la dégradation des terres et ses effets sur le revenu des populations rurales.

Trois types d'activités sont menés pour réaliser ces objectifs. Il s'agit des activités de base, des activités de lobbying au niveau international, et des activités communes.

• Spécificités territoriales

La nécessité d'articuler présence internationale, ancrage national passant par les Etats, et ancrage local, passant par les ONG, les organisations communautaires et la mobilisation des bénéficiaires.

• Parties prenantes

Les membres du réseau sont des ONG et des OC engagées dans des activités directes ou indirectes de lutte contre la désertification.

• Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les ONG et les OC en priorité. En effet, la Convention s'appuie sur deux principes fondamentaux : la participation des communautés locales aux actions de lutte contre la désertification et l'établissement de liens de partenariat entre les catégories d'acteurs. A travers ces principes, les signataires de la Convention s'engagent à créer les conditions propices à cette participation.

• Modes d'actions

Le Point Focal National procède à la mise en place d'un mécanisme de consultation de coopération avec les ONG et OC au niveau de son pays dans le but de s'assurer que les personnes déléguées aux rencontres gouvernementales et intergouvernementales font correctement le travail;s'assurer de l'élaboration (au moins une fois par an) d' un rapport sur l'application de la Convention destiné aux autres membres du réseau; promouvoir des campagnes de lobbying sur l'application de la Convention; organiser des campagnes de sensibilisation sur le rôle des ONG et OC dans l' application de la Convention; promouvoir, faciliter et animer des conférences électroniques à l'intention des ONG et OC au niveau national.

Les termes de référence du Point Focal Régional consiste à animer le réseau à l'échelle de la région et à évaluer son fonctionnement global. Il doit également être en contact régulier avec les organismes intergouvernementaux de la région afin d'informer les points focaux opérant à l'echelle sousrégionale et nationale . Trois principaux types d'activités sont menés par le Point Focal Régional pour l'Afrique. Il s'agit de la diffusion de l'information, du renforcement de capacités et des missions d'appui.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.

Les informations disponibles ne permettent pas de mesurer l'effet de la dynamique externe de l'organisation du RIOD sur la mise en œuvre de l'UNCCD en Afrique.

• Structuration interne des relations humaines

• Forme d'organisation des relations territoriales.

• « Capacitation » au sens de « rendre capable »
Le projet de renforcement de capacités du RIOD vise à mettre en oeuvre l'approche participative des acteurs les plus concernés, les ONG et les communautés locales, qui ne sont pas informés de l'existence de la Convention ou n'en comprennent pas le langage. Il comporte un ensemble d'activités préparatoires. Certaines que les ONG peuvent mener seules ; d'autres qu'elles doivent mener de concert avec les pouvoirs publics dans le cadre des PAN. Il s'agit notamment de l'identification des acteurs, la vulgarisation de la Convention auprès des communautés locales, la tenue de concertations décentralisées, le forum des acteurs non gouvernementaux. Il s'agit donc par essence d'un projet à mettre en oeuvre au niveau national. Le document de ce projet est disponible en français et en anglais. Il est à disposition des Points Focaux. Certains l'ont adapté à leur contexte et l'ont soumis à des bailleurs de fonds.

• Outils, pratiques et/ou règles.
La diffusion de l'information et la communication s'opère à travers la publication d'un bulletin régional d'information (Tango, la Tribune des Acteurs Non Gouvernementaux)
La production de la lettre circulaire sur la désertification s'inscrit dans les activités du projet de renforcement des capacités de communication au sein du réseau. La version originale est produite par le Centre de Liaison pour l'Environnement International (CLEI), en tant que Point Focal International du RIOD. L'information publiée porte sur l'évolution des négociations de la Convention et les activités des organisations non gouvernementales dans sa mise en oeuvre.
L'animation des conférences électroniques est une autre dimension du projet de renforcement des capacités de communication : RIOD.ENG (anglais), RIOD.FRA (français), RIOD.ESP (espagnol). Le RIOD.FRA vise particulièrement les pays africains francophones.
Dépliant promotionnel RIOD et plaidoyer
Répertoire des expertises locales
Répertoire des associations membres du RIOD

• Essaimage
Il semble difficile au RIOD de s'élargir hors de l'Afrique et de l'aire francophone.

• Valeurs
La déontologie du RIOD se concentre sur la recherche d'une traduction opérationnelle des principes d'action internationaux pour que la participation démocratique des communautés locales et des ONG, pour que des conventions partenariales multiacteurs contribuent plus efficacement à la lutte contre la désertification..

• Références documentaires :
Site : www.riodccd.org ; Secrétariat du RIOD International : Mme Rosario ORTIZ, Directeur de Programme de RIOD, SOLIDARITE CANADA SAHEL (SCS) r.ortiz.scs@vl.videotron.ca
Site des Nations Unies : www.unccd.int

• Pièce jointe : Résumé d'une étude de 1997 « Rapport adressé au Bureau des Nations Unies pour les Services de Projet (UNOPS).Contrat N° : C-97-0130, sur l'organisation en réseau pour tenir compte des enjeux de la participation, de l'ancrage local jusqu'au lobbying international.

• Concepts-clés :

• Mots-clés thématiques : organisation en réseau des acteurs de la lutte contre le désertification

• Mots-clés géographiques :
Localisation : pays d'Afrique noire ; Maghreb, Canada
Géoculture :
Ecosystème : écosystèmes de terres arides, semi-arides et subhumides sèches
Articulations territoriales : Point focal (national) ; Point focal Régional ; Point focal global
.

• Mots-clés acteurs : ONG ; organisations communautaires ; mouvements de femmes, de jeunes et d'acteurs gouvernementaux

• Mots-clés méthodologiques : réseau international d'acteurs localement ancrés

• Renvois : Fiches de Lecture La convention UNCCD ; le PAN Maroc

• Saisie par : Martine Theveniaut 2 mai 2005

• Langue de la fiche : fr

Pièce jointe à la FLT : Réseau International des ONG sur la Désertification (RIOD) : participation active des habitants

Résultats d'une étude sur les réseaux et les organisations dans l'action internationale de promotion de causes collectives

La construction de **système d'action internationale en réseau d'ONG et de communautés de base** a donné lieu à une étude en 1997. Elle a été réalisée à la demande d'un groupe de représentants du Réseau du RIOD avec l'appui de l'UNSO /PNUD. Elle a été menée par Hans Holmén, Maître de Conférence, et Magnus Jirström, Maître Assistant au Département de Géographie Sociale et Economique de l'Université de Lund en Suède. L'étude s'est déroulée de mars à juin 1997, mais elle a aussi intégré les réunions avec les représentants du RIOD à Hyderabad en Inde en Décembre 1996, et à New-York, USA en Janvier 1997.

L'étude s'est appuyée sur l'analyse documentaire de la constitution de réseau en général et de la constitution en réseau des ONG en particulier, de documents de base du RIOD et quelques études récentes. Des entretiens oraux ou écrits avec les représentants d'autres réseaux one été menés.
Un atelier s'est tenu à Lund en Suède du 22 au 25 Mai 1997 pour la présentation d'un rapport intermédiaire avec des pistes à approfondir.

Réseau et organisation

Les termes « réseau » et « constitution en réseau » qui présentent un caractère volontariste ainsi qu'informel et exclusif suscitent beaucoup d'intérêt.
Le réseau est vieux comme le monde. Les gens pauvres ont toujours compté sur les dispositions de sécurité (limitées) des réseaux à petite échelle pour s'entraider. Ces réseaux ne se mettent en marche que quand des besoins spécifiques se font sentir.Les gens plus aisés utilisent les réseaux pour contribuer de manière réciproque au renforcement de leurs carrières. Ces types de réseaux tendent à devenir permanents et à s'institutionnaliser.

Les réseaux d'ONG qui existent ont été fondés pour remédier aux insuffisances dans la diffusion de 1'information, souvent en réaction aux acteurs et institutions reconnues. Plus souvent qu'on ne le croit, ils ont démarré en petits groupes informels ayant une même vision. Au fur et à mesure que le temps s'écoule et que les réseaux s'agrandissent, ils arrivent à être confrontés à une situation où l'écart avec leurs objectifs du départ les obligent, soit à se dissoudre, soit à reconstituer leurs structures, augmenter leur niveau de formalisation, se structurer à la manière des organisations.

Une très grande confusion prévaut quant à la différence précise entre un réseau et une organisation.
En général le mot réseau signifie simplement qu'un certain nombre de facteurs sont inter- reliés. En sociologie et en anthropologie, les réseaux sont généralement perçus comme «la toile de relations sociales dont les personnes s'entourent» et/ou «le modèle global au sein d'un groupe qui agit afin de réaliser les objectifs partagés" On peut trouver ces groupes au sein d'une même organisation ou ils peuvent constituer un 'réseau' liant les différentes organisations de façons formelles ou non formelles

Un réseau est un schéma d'une certaine durabilité, composé de noeuds et de liens. Le but du réseau est de gérer les flux de différentes sortes générés dans les nœuds. En entreprise commerciale, et géographie économique, les réseaux sont considérés comme des formes de coopération entre des unités formellement indépendantes et de façon plus courante comme des relations durables qui dépassent les frontières organisationnelles. Les acteurs au sein des réseaux ont des intérêts communs aussi bien que conflictuels. Ils peuvent souhaiter renforcer la coopération et créer de façon conjointe de nouvelles valeurs, en même temps que chaque participant peut vouloir conserver pour lui même autant que possible de la valeur créée.
Les réseaux, par conséquent sont des phénomènes extrêmement variés. Certains sont locaux ou nationaux, tandis que d'autres ont l'ambition de devenir globaux. Certains sont d'une nature militante et tentent ouvertement d'influer sur la politique et de favoriser les intérêts de certains groupes de là société. D'autres sont discrets et peuvent constituer des liens entre des organisations établies et/ou des élites.
Afin de comprendre les possibilités et le fonctionnement des réseaux, il ne faudrait pas uniquement se focaliser sur les structures organisationnelles et leur conception formelle. Ce n'est pas dans cet aspect que se trouve leur dimension importante. Les activités de réseaux sont plus importantes que les structures formelles et le sentiment d'affiliation et d'appartenance réside moins dans les institutions que dans la communication.

Constitution de Réseaux

II est évident que la mise en réseau comme pratique volontaire entre des acteurs indépendants présuppose une sorte de besoin partagé et de consensus concernant les avantages et le but de la constitution en réseau. Seules les personnes qui sentent le besoin d'une coopération à travers des frontières organisationnelles sont susceptibles de joindre ou de créer un réseau.

L'activité essentielle des réseaux consiste à tisser un réseau de relations, indépendamment de structures formelles. La mise en réseau est un processus d'apprentissage. La mise en réseau tend à être plus efficace aux niveaux régional et local qu'aux niveaux national et international Dans de nombreuses régions du monde, les moyens de

communication qui existent ne permettent pas une interaction fréquente sur de longues distances. Certains gouvernements sont extrêmement méfiants voire même hostiles aux activités qu'ils ne peuvent contrôler et par rapport aux ONG. Ces circonstances réunies montrent le niveau de difficultés qu'implique le lancement d'un réseau mondial qui présuppose une mise en réseau efficace entre les organisations enracinées dans un grand nombre de contextes divers.

Qui doit déterminer le programme?

L'importance d'une "vision partagée" est régulièrement mentionnée. Les réseaux sont des communautés d'idées. En tant que tels, ils tendent aussi à être exclusifs formant une sorte de fraternité informelle. A cet égard, les réseaux constituent une arme à double tranchant. Plusieurs auteurs soulignent que parfois, entre les ONG, il semble exister un certain degré de jalousie et une absence de désir à partager l'information. Elle entrave la constitution en réseau « global » des ONG.

Quelques exemples permettent d'illustrer les problèmes dans la formulation d'une vision partagée sur l'agriculture durable dans un réseau ONG péruvien. Les paysans (campesinos) avaient besoin d'une formation, ainsi que d'une réforme de leurs pratiques agricoles traditionnelles pour nourrir une population en croissance. Cependant, certaines organisations avaient des appréhensions à propos des effets sociaux, environnementaux, et technologiques de l'agriculture traditionnelle des Andes par rapport à l'environnement. Au lieu de considérer les vues des fermiers comme un point de départ indiqué pour la construction de ce réseau, les agences d'appui ont consacré leur temps et leurs efforts à « susciter une sensibilisation » chez les fermiers, avec pour conséquence un retard de deux ans pris au niveau des activités du réseau.

D'autres soutiennent que la seule façon d'arriver à une entente sur la dégradation environnementale au niveau du village passe par le biais de la création d'une action mondiale. La désertification ne constitue pas un phénomène local. La désertification est partout et mondiale. L'alternative du développement des ONG n'est pas tant un projet de village qu'un mouvement humain mondial pour une transformation sociale. Si ceux qui gèrent réellement les terres perçoivent cela comme une nécessité préalable, il pourrait bien y avoir un retard sérieux et une entrave aux améliorations en matière d'utilisation pratique des terres.

Derrière des slogans actuellement populaires comme « prise de décision » et « sensibilisation », se cachent fréquemment des ambitions de « non membres » pour établir un agenda et imposer une vision du monde. En fait, de nombreuses ONG du Nord et du Sud, ayant une assise financière, participant au développement dans les zones rurales des pays pauvres, sont guidées par des idéologies qui ont de l'importance pour eux même, mais qui s'avèrent moins importantes chez les pauvres du Tiers Monde. Il est clair que de telles attitudes ne peuvent mener à un partage et à un apprentissage mutuel censés légitimer la construction de beaucoup de réseaux d'aujourd'hui.

Catégories de réseaux

On peut donc classer les réseaux d'ONG en fonction, par exemple de leur couverture géographique, du type d'activité, etc. La classification la plus simple consiste à distinguer le réseaux qui ont un objectif unique et ceux qui ont des objectifs multiples; réseaux de partage d'information et de l'autre des réseaux, essentiellement occupés à mener des campagnes, faire des plaidoyers et du lobbying. On peut également établir une distinction entre les réseaux assez homogènes (sur le plan de l'affiliation) et les réseaux localisés et les réseaux hétérogènes et à site multiples de l'autre. RIOD se caractérise à la fois comme un réseau hétérogène, à multiples objectifs et à sites multiples.

Différents types de réseaux

Quatre types de base de réseaux sont :

Les réseaux horizontaux qui relient des institutions ayant des intérêts similaires oeuvrant dans le même domaine ou domaine affilié.'

Les réseaux verticaux d'institutions qui travaillent sur des aspects différents ou sur le même problème ou sur des problèmes différents mais ayant un lien entre eux.

Les réseaux d'information qui fournissent des services d'informations centralisées aux membres ou à d'autres usagers, en leur permettant d'échanger des informations en cas de besoin.

Les réseaux de formation qui offrent une formation et des services d'encadrement aux participants travaillant indépendamment dans leurs propres domaines d'interventions.

On peut ajouter la catégorie du petit réseau - local ou régional - qui a pour vocation de répondre aux besoins journaliers et divers des pauvres propriétaires de terre et dont la capacité de communication internationale est faible, excepté celle de plaidoyer.

Une autre catégorie est constituée par le type de réseau qui fonctionne principalement au niveau international et pour lequel le plaidoyer est crucial et parfois constitue la seule fonction (ex GRAIN, IFOAM, 1BFAN).

Structure et activité

Les différentes activités dans lesquelles les réseaux s'engagent requièrent des capacités différentes de la part des organisations membres ainsi que des structures organisationnelles et des degrés de formalisation différents du réseau lui-même.

Les types d'activités que les réseaux choisissent de poursuivre vont inévitablement accroître les demandes pour différents types de structures organisationnelles et de niveaux de formalisation du réseau. Parallèlement, toute

structure de réseau donné ne permettra uniquement au réseau que de poursuivre de façon effective certaine de ces activités. Il est extrêmement improbable qu'un réseau puisse avoir en même temps une structure relâchée et formelle si elle accorde la priorité aux activités de plaidoyer et de lobbying. D'un autre côté, un réseau centralisé et hautement formalisé ne sera probablement pas très efficace dans la conduite des activités de partage d'information. Le risque d'une communication à sens unique est évident, et dans ce cas on peut à peine parler d'un réseau.

La circulation de l'information

Deux types de base « idéal » : la roue de bicyclette et la toile d'araignée.

Dans la roue de bicyclette, tous les échanges se font par le biais du centre, et sous une forme très simple, toutes les informations sont diffusées du centre vers l'extérieur. Est-ce réellement un réseau ou simplement une liste d'adresses ? La différence réside dans le fait de savoir si les membres sont des générateurs actifs d'information qui peuvent donc être aidés dans le partage de celle-ci, ou des récepteurs passifs d'informations libres qui n'offrent aucun intérêt dans l'effort de la partager.

Dans un réseau où la constitution de réseau se fait non seulement entre le centre et la périphérie, mais horizontalement, directement, entre les différents membres, le réseau ressemble davantage à une toile d'araignée ayant une somme considérable de contacts spontanés entre les membres et parfois entre les membres et le point focal.

Rehausser, améliorer el relancer un réseau

Les réseaux deviennent ainsi internationaux de différentes façons et pour une multitude de raisons.

La première est la perception parmi les initiateurs d'un manque d'accès aux savoirs et informations pertinentes et à un manque de coordination de l'existant. La constitution en réseau, on l'espère, facilitera la recherche de nouvelles voies de compréhension et d'intervention dans des circonstances qui sont complexes et qui défient une simple analyse. C'est en d'autres termes, non seulement une manière de venir à bout de l'isolement et du manque de ressources mais souvent aussi une réaction à la façon de penser conventionnelle. Elle est l'expression d'une alternative proche. Un diagnostic partagé, une réflexion, une concrétisation et une coordination à un niveau stratégique caractérisent ce processus.

Les réseaux sont éphémères. Ceci en partie, parce que beaucoup de réseaux d'ONG gaspillent les ressources car ils fonctionnent sans s'assurer qu'il y a conformité entre les buts du réseau et les aspirations des membres. Et en partie parce que les réseaux ne sont pas toujours clairs quant à ce qu'ils prévoient de soutenir; la production du produit, l'entretien d'une base pour usager, la relation entre les membres d'origine, l'association en tant que organisation

Certains réseaux peuvent comparativement avoir une longue durée de vie et survivre aux phases de développement.Ce que ces réseaux relativement durables ont en commun, est le fait qu'ils sont parvenus à une phase de consolidation s'étant montrés capables de résoudre à la fois les incertitudes de l'enfance institutionnelle, ainsi que les crises apparemment inévitables au cours des dernières phases. Ces crises semblent communes lorsque la conception organisationnelle et les structures de gestion ne sont plus adaptées aux nouvelles tâches, si bien que les membres ont des difficultés à comprendre leurs rôles.

Les étapes de l'évolution d'un réseau

Tous les réseaux ont un point de départ, ils passent par plusieurs phases de croissance et de maturité et ils disparaissent ou se réorganisent lorsque les buts ont été atteints, ou lorsqu'il est clair que les buts sont impossibles à atteindre, soit parce que les objectifs n'étaient pas réalistes dès le départ, soit parce qu'il y a des dysfonctionnements au sein du réseau lui-même, ou les deux.

Dans chaque phase de développement, les réseaux sont confrontés à des problèmes variés qui nécessitent d'être résolus : nouvelles demandes, problèmes d'organisation, liens internes et externes, influence, transparence, etc. En même temps que la structure, le statut légal, les solutions financières.

En phases ultérieures, une visibilité forte est souvent considérée comme essentielle pour aider à générer une impulsion. C'est au cours de cette phase que l'interaction entre les membres s'accentue (ateliers, programmes de formation, visites d'échanges, etc..;) que les ONG commencent à davantage rechercher une entente plus compréhensive et plus subtile des problèmes complexes qu'ils rencontrent.

Forces centralisatrices dans les réseaux

Au cours des dernières années, il s'est produit un véritable boom des ONG engagés dans les activités environnementales, de secours et/ou de développement notamment dans les pays en développement. Tandis que la plupart des ONG sont locales, beaucoup sont des organisations du Nord ou d'aide internationale de diverses sortes. Une conséquence de ce boom est que dans certains pays en développement il existe plus de 1000 ONG internationales privées qui se marchent les unes sur les autres et luttent pour trouver des opportunités pour dispenser l'aide de manière effective.

Afin d'éviter une reproduction supplémentaire, les réseaux d'ONG existants peuvent commencer par coopérer de diverses manières, pour se constituer en réseau d'une échelle plus grande, et éventuellement fusionner. Avec une dimension élargie, des circulations d'informations croissantes, suivront les demandes pour une efficacité accrue, une coordination, une hiérarchisation et une formalisation des responsabilités et des relations au sein du réseau.

Conditions préalables pour une efficace constitution en réseau d'ONGs

Sur la base des interviews, des discussions d'ateliers et d'études approfondies, il est possible de donner une liste de conditions préalables et de problèmes à considérer, pour toute personne déterminée à établir un réseau liant les différentes organisations non gouvernementales.

Les réseaux ne se créent pas sans au préalable des études de faisabilité
Les réseaux ne se créent pas en une nuit
Les réseaux sont des créations temporaires
Les réseaux ont besoin de compter sur leurs propres ressources
Les réseaux ont besoin d'une affiliation diversifiée.
Les réseaux ont besoin d'une gestion flexible et d'une capacité de s'adapter en fonction du temps et au gré des circonstances.
La constitution de réseau est plus importante que les structures formelles
Les réseaux ont besoin d'ancrages solides dans les communautés locales
Un contact face à face entre les membres est essentiel, particulièrement dans les réseaux en émergence.

7. La convention des NU sur la lutte contre la désertification : une action mondiale volontaire.

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs

La question a été discutée pour la première fois à l'échelle planétaire lors de la Conférence des Nations Unies sur la désertification organisée en 1977 à Nairobi (Kenya). Par manque d'appui administratif et financier, la tentative a échoué. En 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, dite Sommet de la terre, recommande la création d'un Comité intergouvernemental de négociation en vue de préparer, avant juin 1994, une Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD). Elle est adoptée à Paris le 17 juin 1994 ; elle est entrée en vigueur en décembre 1996. La Conférence réunit 180 pays signataires désignés comme « Parties ». Ce sont des États ou des organisations d'intégration économique régionale (comme l'UE, l'OUA…) qui décident de la mettre en oeuvre.

• Origine de la démarche

Le constat initial est que les écosystèmes des terres arides, semi-arides et subhumides sèches qui couvrent plus d'un tiers des terres immergées du globe sont extrêmement vulnérables à la surexploitation et à I'usage inapproprié des terres. La centaine de pays concernés se caractérisent par leur pauvreté, leur marginalisation, leur instabilité politique et la faiblesse de leur poids politique.

• Objectifs

Prévenir la dégradation des terres et réhabiliter les terres dégradées sont des problèmes complexes, car il faut s'attaquer aux causes sous-jacentes de ce qui provoque la désertification, transformer en profondeur les systèmes productifs et les modalités de la gouvernance, mobiliser les forces vives à commencer par les habitants des espaces concernés.

Cette convention est un instrument de coopération qui a force d'obligation juridique. Elle définit, pour une première fois, une conception commune d'un problème international interdépendant, des principes, des objectifs et des centres de convergence d'actions coordonnées.

• Spécificités territoriales

Le facteur crucial de réussite réside dans l'aptitude des habitants des zones pauvres en ressources à concilier l'intensification de la production agricole, une meilleure gestion des zones de pâture, la diversification de leurs moyens d'existence, sans dégrader l'environnement plus qu'il ne l'est déjà. La diversité des écosystèmes nécessite une connaissance des réalités de terrain, une pédagogie et une vision globale pour organiser des réponses adéquates aux différents échelons de solutions.

Le combat contre la désertification constitue un des champs d'action de « la gouvernance mondiale qui consiste à gouverner les relations qui transcendent les frontières nationales pour résoudre des problèmes de portée planétaire en impliquant une multitude d'acteurs, étatiques ou non, aux niveaux mondial, régional, sub-régional, national et local » (Uwe Holtz, Bonn, 26 mai 2003). En ce sens, l'UNCCD est un laboratoire de la coopération.

• Parties prenantes

Ce sont principalement les Etats Parties, les ensembles régionaux (au sens onusien), des ONG et des réseaux, des observateurs, des experts et des chercheurs, des bailleurs de fonds nationaux ou internationaux, publics et privés.

• Bénéficiaires

Plus de 250 millions d'individus sont directement touchés par la désertification, un milliard de personnes vivent dans des pays considérés comme des pays à risque.

Les petits agriculteurs (hommes et femmes), les pasteurs, les nomades et les autres utilisateurs locaux des sols sont indispensables au processus de lutte contre la désertification, puisqu'ils sont en contact étroit avec la terre. Les responsables locaux - doyens de villages, chefs traditionnels, représentants de groupes communautaires - et les autorités locales (fonctionnaires régionaux, de circonscription et municipaux) sont, eux aussi, essentiels pour mobiliser les forces.

• Modes d'actions

La Conférence des Parties est l'organe suprême décisionnel de la Convention. Elle a pour mandat d'examiner la mise en œuvre de la Convention ; d'assurer la promotion et de faciliter l'échange d'information ; d'approuver le budget et les programmes d'activités de ses organes subsidiaires ; de coopérer avec les organisations internationales, ONGs et autres conventions. Elle se réunit tous les deux ans depuis 2001.

Les Programmes nationaux d'action (PNA) sont le cadre conceptuel et légal pour la mise en œuvre de l'UNCCD aux niveaux national et local. La Convention exige que les pays affectés élaborent et mettent en œuvre ces programmes d'action avec la participation entière des communautés locales et de tous les acteurs intéressés. Les PNA doivent être intégrés aux autres programmes de développement.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.

Les évaluations 2000 et 2001 ont montré que le renforcement des capacités des protagonistes au niveau local a permis de cerner les obstacles qui s'opposent à un développement durable et de s'y confronter.

Dix ans plus tard, le constat est que la volonté politique et l'engagement financier inernationaux ne sont pas à la hauteur des besoins identifiés. (Sommet de Johannesburg, septembre 2002). Il est décidé à cette occasion que l'UNCCD devienne un objectif prioritaire pour l'éradication de la pauvreté qui est elle-même programmée dans la déclaration du Millénaire.

Demande est faite au FEM (Fonds pour l'Environnement Mondial) de devenir un mécanisme de financement de l'UNCCD. En octobre 2002, à Beijing, l'assemblée du FEM acte cette résolution politique de Johannesburg.
Un accord d'approvisionnement intervient pour un total de 3 milliards US$.

• Structuration interne des relations humaines Non renseigné

• Forme d'organisation des relations territoriales.
La Conférence des Parties est l'organe directeur et l'autorité suprême. Différents organismes subsidiaires lui sont attachés : le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) créé en 2001. Il se réunit chaque année et analyse les rapports nationaux transmis à la Conférence des Parties par les Parties et par les observateurs. Il entend améliorer la cohérence, l'impact et l'efficacité des politiques et programmes destinés à rétablir l'équilibre agro-écologique des terres sèches. Il se base sur des données scientifiques et des indicateurs pour surveiller l'état d'avancement de la désertification et pour aider la Conférence des Parties à évaluer ou à mesurer l'efficacité des efforts nationaux.
Le Comité de la science et de la technologie (CST) donne des avis sur les aspects scientifiques et techniques de la lutte contre la désertification.
Un Comité plénier a été mis en place pour faciliter les débats sur des questions précises et préparer les décisions qui sont adoptées en séance plénière.
Chaque pays dispose d'un Point Focal au titre de la Convention, c'est-à-dire d'un représentant qui assure la liaison auprès du secrétariat et fournit une assistance pendant les intersessions. Les points focaux ne doivent pas être confondus avec les Chefs de délégation officiellement accrédités auprès de la Conférence des Parties.
Il existe cinq groupes régionaux qui se réunissent entre eux. Il s'agit du groupe des États d'Afrique, des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), des États d'Asie, des États d'Europe orientale et des États d'Europe occidentale et autres États.
Les Parties prenantes sont les individus ou institutions (publics comme privés) intéressés et impliqués dans le processus de la Convention et dans ses activités connexes.
De nombreuses ONG assistent aux réunions intergouvernementales en qualité d'observateurs ; elles disposent du même temps de parole que les membres. Les ONG doivent être des organisations à but non lucratif. Parmi elles figurent notamment des groupements écologiques, des instituts de recherche et des groupements professionnels. Un Réseau International d'ONG sur la Désertification (RIOD) réunit un certain nombre d'entre elles pour échanger des informations et des données d'expérience. Voir fiche organisme.
Le Programme d'action national (PAN) est la pierre angulaire du dispositif. Voir fiche PAN Maroc, à titre d'illustration.
Le Programme de développement des zones locales (PDZL) accorde une place centrale aux communautés locales, à la décentralisation et aux micro-initiatives. Les activités doivent être intégrées dans les programmes d'action nationaux, combiner les considérations tant écologiques que socioéconomiques et viser à améliorer les niveaux de vie des populations vivant dans les zones touchées par la désertification.
Le Programme d'action régional (PAR) est issu des consultations entre pays pour harmoniser et renforcer les programmes nationaux.
Il existe aussi des regroupements en réseau de programmes thématiques (TPN) et des réseaux de coopération régionale (RCR) traitant de thèmes bien spécifiques à certains ensembles régionaux.

***Les mécanismes de décision et de mobilisation des moyens* :**
Les mécanismes décisionnaires sont l'accord officiel pris en séance plénière par la Conférence des Parties (décision) et le consensus sur une question spécifique qui peut être adopté sans vote, dès lors que les délégations n'expriment aucune objection. Un règlement intérieur régit la préparation et le déroulement des Conférences des Parties ou des réunions des organes subsidiaires, notamment les procédures relatives à la prise de décision, au vote et à la participation.
Créé en vertu de la Convention, le Mécanisme mondial a pour mission de promouvoir la mobilisation et la canalisation de ressources financières et le transfert de technologie dans le cadre de subventions vers les pays touchés. Le Mécanisme mondial se trouve à Rome, dans les locaux du Fonds international de développement agricole (FIDA).

• « Capacitation » au sens de « rendre capable »
La conception de la Convention traduit une prise de conscience : l'échec fréquent des programmes conçus en négligeant les sensibilités et les capacités des populations locales. Les communautés locales ont une expérience précieuse et une compréhension particulière de leur propre environnement.
C'est pourquoi elle se fonde sur deux principes fondamentaux : la participation des communautés locales aux actions de lutte contre la désertification et l'établissement de liens de partenariat entre les catégories d'acteurs. Les signataires de la Convention s'engagent à créer les conditions propices à cette participation. Si elle suscite des résistances et rencontre de nombreuses difficultés de mise en pratique, cette approche ascendante a contribué au resserrement des liens entre les gouvernements et les collectivités locales surtout dans les grands pays. Elle a favorisé la participation décentralisée au processus des protagonistes et des utilisateurs finaux des ressources naturelles (évaluation 2001).

• Outils, pratiques et/ou règles.
La réalisation des PAN crée des occasions de sensibilisation, de formation à la programmation participative et de planification de moyen-terme des ressources qui sont gérées par les Parties (Etats) sous le regard des échelons infra (collectivités) et supra (régions et Conférences des Parties)

• Essaimage
« Il n'y a pas de raccourcis miracles (…) La communauté concernée doit passer par un long processus d'apprentissage et de

mise en confiance afin de pouvoir tirer pleinement parti des ressources nouvelles que, désormais, elle reçoit et gère directement.

• Valeurs
Contribuer à la sécurité humaine et économique de la planète et promouvoir un développement humain durable.

• Commentaires
L'efficacité des dispositions institutionnelles, des mécanismes financiers et de contrôle, et des systèmes de vérification de l'UNCCD reste difficile à mesurer, faute d'indicateurs acceptés par tous. Inverser la tendance d'une dégradation qui n'est pas enrayée, suppose de :
« Combler les lacunes des connaissances par une vue d'ensemble des interactions et des impacts des processus mondiaux et interrégionaux pour savoir si les politiques et les dépenses consacrées à l'environnement ont bien les résultats souhaités.
S'attaquer aux causes profondes : Beaucoup des problèmes environnementaux ne sont pas réellement affectés par des politiques strictement environnementales. Et choisir une approche cohérente : Il ne suffit plus d'ajouter, après coup, une politique de l'environnement aux autres politiques, mais d'une meilleure intégration de la réflexion sur l'environnement dans toutes les décisions prises au sujet de l'agriculture, des échanges internationaux, des investissements, de la recherche-développement, des infrastructures et des finances est désormais la meilleure chance de succès.
Mobiliser l'action : La solution des problèmes de l'environnement ne pourra venir que de la coopération de toutes les parties intéressées - l'individu, les organisations non gouvernementales, l'industrie, les collectivités locales et les gouvernements, et les organisations internationales ».
(Synthèse de "L'avenir de l'environnement mondial : GEO 2000" publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement .- Editions De Boeck)

• Note interne
Le choix de traiter de l'UNCCD correspond au souhait d'aborder la question comme un ensemble à traiter sous différents angles : Ici, l'instrument juridique de gouvernance mondiale en tant que tel pour cette question territoriale par excellence, interdépendante, multi- échelon etc .
La fiche est (ou pourrait être) complétée par la présentation de certaines de ses applications à différents échelons (nationaux ou régionaux) ; par une fiche sur le réseau RIOD (la façon dont la société civile s'organise à l'échelon international pour gagner de l'influence) ; et par une ou plusieurs fiches d'expériences (des réussites mais aussi les limites atteintes par ce genre de dispositif international).
Le site pourrait être enrichie par de fiches d'expériences existantes dans la base de données de la FPH, avec mise à jour. C'est un des points d'entrée possible d'une AIT dans l'approche territoriale.

• Références documentaires : Site : www.unccd.int
Il contient un glossaire anglais, espagnol, français des termes les plus fréquemment rencontrés.

• Document joint :

• Concepts-clés : instrument juridique contraignant de gouvernance mondiale territorialisée

• Mots-clés thématiques : Convention internationale de lutte contre la désertification ; développement durable ; décentralisation ; collectivités locales ; gouvernance mondiale ; déforestation ; surpâturage ; surexploitation des ressources naturelles

• Mots-clés géographiques :
Localisation : USA (Nations-Unies) ; Parties (Etats) ; groupes régionaux des États d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie ; d'Europe orientale ; d'Europe occidentale.
Géoculture : cultures des zones arides et agro-pastorales
Ecosystème : écosystèmes de terres arides, semi-arides et subhumides sèches
Articulations territoriales : recherche expérimentale d'application locale d'une gouvernance mondiale

• Mots-clés acteurs : Nations Unies ; Etats, Régions, collectivités locales ; communautés locales ; ONG

• Mots-clés méthodologiques : approche intégrée et participative de planification

• Renvois : FLT RIOD, FLT **La lutte contre la désertification au Maroc : bilan et perspectives du troisième rapport national (2004).**

• Saisie par : Martine Theveniaut , relecture juillet 2005

• **Langue de la fiche :** fr

8. « La voie citoyenne, pour renouveler le modèle québécois » (Yvon Leclerc & Claude Béland).

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs et origine de la démarche

Yvon Leclerc , avec la collaboration de Claude Béland, actualise une réflexion présentée dans un rapport officiel des années 80, « deux Québec en un » sur les écarts de développement.

Concernant les acteurs porteurs, l'auteur souligne que l'évolution a marqué trois temps : le passage de l'inventeur entrepreneur (un individu créatif) à l'entreprise innovante (une organisation autour d'un objectif), puis au milieu créateur, incluant tout ce qui a trait aux « interactions et à l'apprentissage entre l'entreprise et les acteurs de son milieu »Il affirme l'importance d'un milieu innovateur au sens large : NTIC et autres technologies ne sont pas les seules inventions, d'autres concernent les process (achats groupés, production sans inventaire) ou encore les réseaux de proximité. C'est un enjeu décisif pour les PME de comprendre comment fonctionnent les réseaux relationnels qui « comprennent plusieurs catégories d'acteurs tels qu'entreprises, finances, recherche, universités, associations professionnelles, organismes gouvernementaux et organismes d'intermédiation » ; il est nécessaire d'alimenter ces réseaux et d'en faire (bon) usage.

Une société civile, auteur, et non passive est également l'un des acteur porteur de ce modèle de développement régional.On déplore l'absentéisme électoral, mais les citoyens ne font pas que voter (ou non), à titre individuel. Ils créent des associations, constituent des lieux d'exercice de la citoyenneté où les participants prennent des décisions qui les concernent directement. On ne peut pas renouveler la démocratie sans tirer tous les enseignements de ce fait de société.

• Objectifs

Il souhaite mettre en évidence les effets de la nouvelle division spatiale des activités économiques et de l'accélération des fuites de capitaux hors des centres d'extraction et de consommation, vers les centres de production et les très grands centres urbains. La mondialisation s'impose à l'économie. Les grandes métropoles forment un réseau de "gagnants". Le défi est de renouveler le modèle de développement régional pour trouver comment lier de façon dynamique les régions à l'économie mondialisée.

Le modèle de développement d'un centre (Montréal) irriguant la périphérie, dans une fédération canadienne traitée de façon uniforme, ne reflète plus la réalité. Des interdépendances croissantes (métropolisation et connectivité) s'inscrivent bien au-delà des frontières nationales. Le défi est de concevoir une stratégie inclusive qui pense ensemble les relations externes (avec le Canada, les USA notamment), les éléments de dynamisme (ou de repli) de l'échelon « infra » pour structures une stratégie à l'échelon du Québec. En affirmant le principe qu'il est du ressort d'une volonté politique de se traduire par la redistribution et par la solidarité entre les territoires, en décentralisant le pouvoir régional, sauvegardant les petites municipalités, et en faisant confiance à la société civile.

• Spécificités territoriales

Géoculture : Le chapitre « Construire la souveraineté par la base » pose la question sensible de la relation entre l'autonomie et la souveraineté du Québec au sein du Canada. Spécificité mieux que normalisation, la référence de l'auteur est l'Union européenne où « les objectifs sont souscrits, et non rendus obligatoires d'en haut ».

Un échelon de cohérence intermédiaire s'affirmer avec le temps. L'approche se fonde sur l'observation géographique des 95 Municipalités Régionales de Comtés (MRC), dont les résultats sont rassemblés dans un CD Rom. Le portrait des 95 territoires illustre le lien qui existe entre le pays physique, les personnes qui l'habitent et ce qu'ils en font, à l'échelon des MRC, et non des régions administratives. Il s'est imposé en 20 ans comme le territoire des acteurs de développement (élus municipaux et société civile). C'est là que se tissent les premières solidarités, que se brassent les affaires, que s'imaginent les projets collectifs. Faire des moyennes régionales équivaut à taire les différences et rend impossible des politiques publiques adaptées.

Les 95 portraits sont conçus en trois parties : description et cartographie ; données quantitatives selon 4 indicateurs (démographiques, socioéconomiques, économiques, environnementaux) ; données qualitatives illustrées d'initiatives de développement local. Ces portraits sont des instruments d'animation du milieu., qui s'augmenteront par la contribution des acteurs du milieu.

• Parties prenantes
• Bénéficiaires
• Modes d'actions

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.

• Structuration interne des relations humaines

• Forme d'organisation des relations territoriales.

Les principaux enjeux de développement pour chacune des régions périphériques sont : la mobilisation des acteurs, la solidité des consensus, le soutien du gouvernement, l'ouverture transrégionale, la qualification de la main d'oeuvre, et se projeter à long terme... »

• **« Capacitation » au sens de « rendre capable »**

• **Outils, pratiques et/ou règles.**

• **Essaimage**

• **Valeurs**
Dans le passage de témoins que le livre cherche à encourager, « la démarche citoyenne est celle par laquelle des gens solidaires transforment leur territoire en milieu de vie, là où chacune et chacun a sa place. Grâce à une économie innovatrice et relationnelle au service de tous ; une gouvernance tournée vers la société civile, marquée par la culture sous toutes ses formes. Une société durable pour la mener toujours plus loin, d'une génération à l'autre »

• **Références documentaires :**
Ouvrage « La voie citoyenne, pour renouveler le modèle québécois », sous la direction d'Yvon Leclerc et Claude Béland .- Editions Plurimedia, Collection Economie et Humanisme, 2003,
Livré avec un CDR Rom, réalisé conjointement par l'ACLDQ (Association des Centres Locaux de Développement du Québec) et le Groupe Atlas de recherche du Québec, sous la direction de Jean Carrière, Géographe à l'UQAM (Université du Québec à Montréal). Commander à : plmedia@cam.org

• **Document joint :** Une fiche de lecture « Portrait type de territoire»

• **Concepts-clés :** capital social territorial ; construire la souveraineté par la base

• **Mots-clés thématiques :** capital social territorial ; géographie des flux économiques : ressources du milieu ; ressorts de l'innovation socioéconomique

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : Québec
Géoculture : Aire culturelle québécoise
Articulations territoriales : échelon territorial MRC Municipalité régionale de comté

• **Mots-clés acteurs :** inventeur entrepreneur, entreprise innovante, milieu créateur ; réseau relationnel : entreprises, finances, recherche, universités, associations professionnelles, organismes gouvernementaux et organismes d'intermédiation.

• **Mots-clés méthodologiques :** recherche pluridisciplinaire au service de l'action publique territorialisée

• **Saisie par :** Martine Theveniaut 2 février 2005

• **Langue de la fiche :** fr

Pièce jointe FLT : Portrait de territoire : les Municipalités régionales de comté au Québec ***Un outil de connaissance socioéconomique et d'animation du milieu.***

Cette synthèse interdisciplinaire est destinée à construire une stratégie de connaissance utile à l'action publique territoriale.

Description et cartographie :

Localisation, cartographie et description : Morphologie et relief, délimitations (contours), réseaux (ce qui relie, avec une hiérarchie d'importance du trafic), localités, caractères distinctifs par rapport au Québec.

Les indices de défavorisation matérielle et sociale sont établis à partir des sources officielles de santé publique :
Défavorisation matérielle : pas d'études secondaires ; rapport emploi/population ; revenu moyen.
Défavorisation sociale : personnes séparées, divorcées, veuves ; familles monoparentales ; personnes vivant seules.
L'ensemble est cartographié par unité géographique (sur la base de 750 personnes à partir du recensement) ce qui permet de croiser statistiques et localisations.
Les établissements scolaires sont identifiés et décrits par niveau ; les établissements socio-sanitaires aussi ; ainsi qu'une description de leur mission (quels services sont-ils chargés d'offrir)

La section qualitative :

Elle décrit des initiatives de développement local du territoire, choisies dans une liste d'actions repérées par les CLD (Centres locaux de développement) regroupées en 3 catégories :

- Création, expansion et consolidation d'entreprises et/ou infrastructures qui contribuent à l'épanouissement et au bien-être de toute la population ou d'une partie de celle-ci.
- Consolidation et/ou amélioration des volets éducationnel et culturel de votre communauté.
- Amélioration de la qualité de vie de la communauté,resserrement des liens entre acteurs locaux et communauté locale en vue d'améliorer les conditions sociales de cette dernière.

Les critères retenus par les CLD sont les suivants :

- Le projet a un certain impact sur le développement économique du milieu.
- Un contenu innovateur, qui introduit un élément nouveau.
- L'initiative a son origine dans le milieu et ses instigateurs proviennent du secteur privé, public, de l'économie sociale, de la communauté elle-même.
- L'idée répond à un besoin particulier exprimé par la communauté.
- Le CLD est impliqué (niveau technique, financier…).
- L'originalité du projet est qualifiée (thème, champ d'action, méthodes, acteurs impliqués, clientèle visée…)
- L'environnement d'application (géographique, socio-économique, institutionnel) est distinctif et représente un défi pour sa réalisation.
- Les objectifs de cette action sont d'apporter des bénéfices réels à la communauté.

La perspective, à une étape ultérieure est de réaliser un répertoire beaucoup plus élaboré des initiatives.

La section quantitative :

Un bilan populationnel montre l'évolution depuis 1981, les soldes naturels et migratoires, complété des formes de la migration (internationale, interprovinciale, intraprovinciale) permettant un portrait démographique, avec des extrapolations à 2021.

Les indices socio-économiques sont divisés en deux parties :

- Les 9 indicateurs socio-économiques du ministère des régions (variation de la population, pourcentage de la population avec un scolarité post-secondaire, taux d'activité, taux de chômage, %des revenus provenant des transferts gouvernementaux, revenu moyen de la population active, %des familles ayant un revenu inférieur à 20 000$, revenu familial moyen, indice de la richesse foncière).
- Les parties du territoire à forte concentration de pauvreté, avec une définition de la pauvreté servant de référence à l'action publique comme « un lieu géographique ; une certaine densité de population ou une masse critique sur un territoires donné ; un statut socioéconomique partagé par la population vivant sur le territoire ciblé ».

Les indicateurs économiques ont 7 variables :

- Activité liée à l'emploi (taux d'activité, taux de chômage, par sexe et par âge).
- Revenu moyen des ménages (rapporté au revenu moyen de la province, du Québec, ave un rang sur la centaine de territoires renseignés).
- Revenu personnel par habitant avec une évolution dans le temps (revenu moyen, revenu personnel disponible, revenu de placement, revenu de transferts).
- Rapport de dépendance économique représente le rapport des paiements de transfert à chaque tranche de 100$ du revenu

d'emploi total de la région. Il est établi de façon comparée au niveau de la MRC, du Québec et du Canada dans son ensemble.

- Un indice d'activité entrepreneuriale (ratio de création nette d'entreprise sur 2 périodes).
- L'activité mesurée par les mouvements d'entreprise (créations, fermetures). Il ne suffit pas à donner la santé économique d'un territoire (changements structurels, valeur ajoutée, exportation, etc) Un indicateur donne le nombre d'installations industrielles en 1999, par types d'industrie regroupés en alimentation et tabac, bois, chimie, textile, métaux, véhicules, regroupement de manufactures). L'indicateur de la richesse foncière est aussi calculé.
- Un bilan environnemental sommaire ne comporte pour l'instant qu'un seul indicateur : le volume des sites d'enfouissement sanitaire et de dépôts de matériaux secs par les MRC.

Martine Theveniaut, 2 février 2005

9. Le site internet Géoscopie : information et analyse sur les questions internationales.

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

GEOSCOPIE est un groupe de sites d'information et d'analyse gratuits sur les questions internationales, développé depuis l'été 1996 à l'initiative personnelle d'André Garcia, né en Algérie en 1932, énarque, haut fonctionnaire puis consultant international. Il a écrit plusieurs ouvrages notamment une étude prospective de l'Asie du Sud Est, une introduction à l'économie philippine, une présentation de la politique française du commerce extérieur, une géographie des échanges internationaux, parus à la Documentation française. Il remplit différentes fonctions dans l'administration (éducation, relations internationales). Puis, en tant que consultant international, il a rédigé des rapports sur le risque politique, la Banque mondiale, les coopérations interentreprises, la distribution de la presse.
D'une vie professionnelle à multiples fonctions publiques et privées, il part d'un constat : l'information francophone est insuffisante pour comprendre la complexité du monde actuel.

L'objectif général du site GEOSCOPIE est de constituer le noyau informatif d'un portail d'accès à la vie internationale. Le public visé est large : chercheurs désireux de produire des communications scientifiques, enseignants et formateurs, militants associatifs et politiques, personnes en recherche d'emploi, travailleurs à l'étranger, expatriés, épargnants, professionnels d'entreprises pour leurs opérations internationales, décideurs publics responsables d'une collectivité territoriale ou d'un service public spécialisé. hommes de bonne volonté soucieux de comprendre leur monde avant de s'y engager, associations civiques et socio-culturelles désireuses de témoigner de leur activité. citoyen, militant, nomade (voyageur, expatrié, polyglotte).

Le site principal (www.geoscopie.com) aborde la vie internationale dans quatre perspectives complémentaires reliées par liens d'hypertextes :
• Chroniques : (la durée) : chroniques du passé (depuis 1945), de l'actualité, de l'opinion, perspectives d'avenir.
• Espaces : continents et pays, espace mondial.
• Thèmes : sociétés et cultures, économies, politiques.
• Acteurs de l'international : individus, groupes et associations, ONG, entreprises, régions, états, OIG.

L'information est présentée par guides thématiques proposant un cheminement ordonné à travers des documents rédigés par GÉOSCOPIE, ou sélectionnés sur internet par un répertoire de sources choisies et classées de bibliographies et de sites internet. Des sites annexes, en cours de développement, approfondissent la base de données en vue de l'action internationale : GEOFORUM site de débats entre internautes ; MANAGINTER, consacré au management international (environnement, marchés-pays et marchés-secteurs, ressources, opérations) ; GEOPUBLIC, consacré au management public ; Cyberscope sur l'ingénierie intellectuelle (internet, information, connaissance, créativité, communication, action).

Arrivé aux limites de la dimension personnelle de la démarche et pour construire une action pertinente dans un monde complexe et changeant, l'auteur recherche des partenaires pour améliorer la collecte d'informations. A partir de l'existant, l'éditeur de GEOSCOPIE envisage de développer des grilles de lecture, des schémas pour l'action (par exemple management stratégique, négociation, relations interculturelles, tactiques du risque, prévention de crises, désinformation...) et des systèmes de questionnement, évaluation et mise en perspective. L'optique est centrée sur les opportunités et risques de l'action, la compréhension des acteurs et des méthodes d'action.

• Du déclaratif aux résultats.
Le site GEOSCOPIE, bien que sans artifices graphiques et avec de faibles moyens, a acquis une notoriété. Il est répertorié dans les principaux outils de recherche et reçoit plus de 500.000 requêtes par semaine, émanant de visiteurs individuels ou collectifs (administrations, entreprises, associations).
À plus long terme, l'objectif est de permettre aux internautes de réincorporer les contenus d'information et de communication pour s'adresser aux acteurs spécialisés de la vie internationale.

• Dynamiques humaines
Fondateur du site GÉOSCOPIE en 1996, cette expérience de « solitude involontaire » montre que, grâce à internet et à des logiciels appropriés, un webmestre autodidacte peut assumer la quasi-totalité de la chaîne de production d'un journal, « gros travail quotidien, même pour un retraité qui n'est pas comptable de son temps ».

• « Capacitation »*, rendre capable*
Dans une approche prospectiviste du risque politique et des enjeux de la mondialisation, l'approche géoculturelle et le croisement des perspectives, apparaît, à la navigation sur le site, comme très pertinente. C'est une voie pour faire école : rendre compréhensible, aider à s'approprier, favoriser l'engagement, permettre une vision plus large, répondre à une variété de besoins, même très spécifiques.

• Outils et pratiques
Le site est en voie de profonde réforme. Il sera incorporé, ainsi que www.geoscopie.info, au sein de www.geoscopies.net où il servira d'archive documentaire à un dispositif de navigation et recherche modernisé. Les vieux sites ont « *leurs arthroses, tout comme les vieux webmasters* », ce qui explique le retard. On pourra trouver sur www.geoscopies.net de nouvelles manières plus rapides de collecter et d'évaluer l'information. Suivront plus tard les monographies détaillées d' « objets »

internationaux enrichis par neuf ans de gestion du site. Plus que jamais GEOSCOPIE a besoin de partenaires solides, peut-être financiers, certainement humains.

• Essaimage
André Garcia a produit un système d'information accessible qui croise espace / temps / thèmes/ acteurs. Cet effort pédagogique permet d'organiser clairement des connaissances et de se forger par soi- même un avis sur des questions internationales.

• Valeurs
André Garcia fait le choix de l'expression francophone, encore peu représentée sur internet, notamment en matière internationale. L'éthique du site se traduit dans une volonté d'information et d'analyse, neutre, équilibrée, « d'intérêt général ».

• Commentaires
La difficulté de s'associer avec d'autres, signalée par l'animateur, mériterait d'être mieux comprise.

• **Type de document** : Site internet

• **Références documentaires** : Site www.geoscopie.com

• **Document joint** :

• **Concepts-clés** : Compréhension géoculturelle de la vie internationale

• **Mots-clés thématiques** : Risque politique; management international; ingénierie intellectuelle, relations interculturelles; désinformation; prévention de crises; tactique du risque; enjeux de la mondialisation; questions internationales; expression francophone

• **Mots-clés géographiques** :
Localisation : France
Géoculture : culture internautique

• **Mots-clés acteurs** : Acteur individuel; acteur de l'international

• **Mots-clés méthodologiques** : Système d'information internet; guide thématique; guide géoculturel; guide des espaces; guide des chroniques; répertoire de sources; croisement des perspectives; Pédagogie

• **Renvois** :
• **Saisie par** : Martine Theveniaut et Alain Laurent, 14 avril 2005
• **Langue de la fiche** : fr

10. Plate-forme européenne de dialogue politique et de promotion d'initiatives éthiques et solidaires.

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs
La Division pour le Développement de la Cohésion Sociale (DDCS) du Conseil de l'Europe, dont Gilda Farrell est Chef de Division, est à l'initiative de ce forum annuel, consacré en 2004 à « Finance solidaire et consommation responsable : pouvoirs publics et citoyens engagés pour la cohésion sociale ».

• Origine de la démarche
La DDCS a été créée en 1998 par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Elle est chargée de mener, en coopération avec les Etats membres, l'analyse conceptuelle et méthodologique de thèmes comme les politiques d'inclusion sociale des groupes vulnérables, la participation et la gouvernance, la capacité institutionnelle à répondre aux besoins d'urgence.
La démarche de plate-forme s'inscrit dans le prolongement de la stratégie de cohésion sociale dans les Etats membres, révisée en 2004. Elle a inscrit au paragraphe 30 le concept de « responsabilité partagée ». Les gouvernements sont incités à « apporter leur soutien aux nouvelles formes d'action économiques qui s'inscrivent dans une approche de cohésion sociale, comme la consommation et l'utilisation de l'épargne. Il faut veiller à ce que l'économie de marché contribue à la cohésion sociale ».
Le contexte de l'élargissement européen, les disparités sociales et territoriales, les aspirations des citoyens, contribuent à une prise de conscience dont le Conseil de l'Europe se saisit, en tant que « Maison de la démocratie et des droits de l'homme ». Comment amener les gouvernements à encourager ces initiatives collectives ? Comment ouvrir un nouvel espace de « dialogue gagnant-gagnant » entre autorités locales et représentants des citoyens ? Comment des actes individuels de consommation ou d'épargne font évoluer les responsabilités sociales ? Quel espace d'engagement citoyen transcenderait les identifications professionnelle, idéologique ou religieuse de type parti politique, syndicat, association ? Avec qui « faire plate-forme » afin de gagner en influence et obtenir un changement d'échelle ?

• Objectifs
L'objectif de la plate-forme est de promouvoir le dialogue entre les pouvoirs publics, représentés au sein du Conseil de l'Europe par le Comité des Ministres, l'Assemblée Parlementaire et le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux ainsi que d'autres instances intergouvernementales et les représentants des initiatives citoyennes, notamment les réseaux de la finance solidaire, de la consommation responsable et d'autres formes d'engagement citoyen dans l'économie qui contribuent à la cohésion sociale. La Commission de liaison des OING dotées du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe y aura sa place également.

• Spécificités territoriales

• Parties prenantes
Le changement d'échelle et le nécessaire dialogue avec les autorités locales conduisent les organisateurs à viser prioritairement l'implication des représentants d'organisations instituées, plutôt que les initiatives ou les praticiens de terrain eux-mêmes :
Délégués d'institutions publiques du Conseil de l'Europe (Assemblée parlementaire, Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Comité européen de cohésion sociale, ONG dotées du statut participatif auprès de l'Organisation).
Réseaux de la finance solidaire et de la consommation responsable.
Autorités nationales compétentes ; chercheurs et réseaux de chercheurs pour apporter des éclairages, assurer un suivi et faciliter le dialogue et la définition des objectifs à atteindre.
Représentants des media pour l'information et la divulgation de ces nouvelles approches et pratiques. Représentants des entreprises qui seront amenées à présenter leur point de vue sur une responsabilité partagée pour la cohésion sociale et le développement durable à différents niveaux territoriaux.
Syndicats qui pourront également présenter le point de vue des salariés dans une responsabilité partagée (Projet de plate-forme).

• Bénéficiaires
Habitants de l'UE en général en tant que consommateurs, épargnants, citoyens.

• Modes d'actions
La plate-forme n'est pas une entité formelle mais un ensemble d'activités qui sont conçues et mises en œuvre autour de cette idée de dialogue, sous la coordination d'un Comité de Pilotage appuyé par le secrétariat du Conseil de l'Europe, notamment la DDCS.
Les activités de la plate-forme prennent des formes diverses, par exemple l'organisation de séminaires ou tables de concertation, l'élaboration de motions ou recommandations et des actions de promotion communes.

Un groupe de travail informel, animé par Samuel Thirion membre de la DDCS, a préparé le forum et constitué un groupe de travail de 7 personnes, chargé de préparer la constitution d'un inter-réseau. Divers réseaux d'initiatives citoyennes éthiques et solidaires existant au niveau européen dans le domaine de la finance solidaire, du commerce équitable, de la consommation responsable ainsi que du tourisme responsable, se sont engagés dans le processus avec, entre autres, comme objectif de se constituer comme interlocuteur des pouvoirs publics au sein de la plate-forme. L'un de ses premiers chantiers consiste à valider une définition qui traduise dans la diversité des cultures et des langues, les points communs, les convergences

capables de rassembler autour d'objectifs d'actions. Les réunions suivantes ont produit une déclaration commune, proposée aux différents réseaux pour servir de base de reconnaissance commune, des modalités de constitution de l'inter-réseau et des orientations de travail pour 2005. L'idée est de travailler sur la transversalité aux différentes familles. La perspective du fonds d'innovation devrait aussi y contribuer .

Le Comité de Pilotage de la Plate-Forme a tenu sa 1ère réunion en mai 2005 sous l'égide du Conseil de l'Europe ; une réunion générale de celui-ci avec le groupe de travail pour la constitution de l'Inter-réseau a aussi eu lieu pour faire le bilan de l'action, préparer les activités futures, notamment en vue d'un séminaire qui se déroulera à Trento les 1er et 2 décembre 2005.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.
La plate-forme est en construction. Ses activités depuis le forum de novembre 2004, ont essentiellement consisté à réaliser certaines études et à collecter des pratiques de dialogue entre les pouvoirs publics et les initiatives citoyennes à différents niveaux (local, régional, national) et dans divers pays européens. En mai 2005, le premier thème d'orientation générale de la plate-forme retenu est « la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Ce thème ne constitue pas le cœur de pratiques des réseaux de l'économie sociale et solidaire. Toutefois, il est une préoccupation transversale et peut se décliner suivant différentes problématiques liées à des contextes plus spécifiques selon les pays, notamment de l'Est ou de l'Ouest.

• Structuration interne des relations humaines Non spécifié.

• Forme d'organisation des relations territoriales. Non spécifié.

• « Capacitation » au sens de « rendre capable »
Les questions de société concernent différentes DG et services. La plate-forme pourrait devenir un instrument transversal au Conseil de l'Europe, intéressant la DG III – Cohésion Sociale, la DG I qui travaille sur le surendettement des ménages, la DG IV sur des thèmes comme la gestion du patrimoine et l'environnement sont également concernés.
L'approche prospective met en avant le caractère transversal. Beaucoup de questions de société font appel, pour pouvoir être traitées efficacement et y trouver des réponses adéquates, à un dialogue entre les pouvoirs publics et les réseaux d'initiatives citoyennes. La fonction d'observatoire de la plate-forme alimente et stimule le dialogue entre pouvoirs publics et citoyens en collectant, systématisant et mettant à disposition l'information sur ce qui existe déjà en termes de politiques publiques, initiatives citoyennes, pratiques de dialogue et autres, et en produisant des études. Deux approches sont proposées : Une approche analytique : quelle est la plus-value acquise du dialogue entre pouvoirs publics et initiatives citoyennes sur la base des expériences existantes ? Une approche prospective : quelle en est la plus-value potentielle par rapport à des questions clés de société ?
Il s'agit de pouvoir répondre aux besoins des activités de la plate-forme, que ce soit pour des analyses générales ou, plus spécifiquement, sur les thèmes sur lesquels porte le dialogue.

• Outils, pratiques et/ou règles.
Un guide pratique sur les initiatives citoyennes en co-édition avec Alternatives Economiques et prochainement en italien (co-édition avec AltrEconomia).

• Essaimage

Les résultats de ces différentes analyses constituent un capital de connaissance, que le Conseil de l'Europe met à disposition des autorités publiques, parlementaires, réseaux et autres acteurs concernés afin de faire connaître les expériences menées en Europe et de développer les échanges ainsi que d'alimenter toutes les formes de diffusion et de sensibilisation du grand public.

• Valeurs
Coresponsabilité : L'engagement personnel et la responsabilisation collective des individus dans l'exercice de leurs fonctions de consommateurs, d'épargnants, mais aussi de mandats électifs d'élus, de techniciens ou de fonctionnaire, de représentant mandaté en général constituent une voie privilégiée pour traduire les valeurs affirmées de solidarité et d'éthique dans les faits.
Le dialogue et la concertation sont les valeurs affirmées comme moyen pour y parvenir.

• Commentaires
Le territoire, vu comme système de relations et d'actions localisées est absent. Or, il est porteur des initiatives des territoires de vie, l'espace où l'intégration du dialogue entre société civile et pouvoirs politiques semple le mieux abordable. L'observation a été faite dans la salle de l'importance qu'une réflexion soit consacrée - en soi - à la question du changement d'échelle : Quelles articulations souples entre les inventeurs (l'instituant) et les acteurs qui représentent les forces sociales aux niveaux national et européen (l'institué) , permettraient le mieux à l'innovation socio-économique de continuer à croître en partant de la base ?

• Type de document : Participation à la rencontre ; visite du site www.coe.int/platform/
Personne contact : samuel.thirion@coe.int

• **Concepts-clés :** dialogue politique et promotion des initiatives éthiques et solidaires des citoyens dans l'économie

• **Mots-clés thématiques :** démocratisation de l'économie, responsabilité sociale, engagement citoyen ; dialogue politique élus-société civile pour la promotion des initiatives socioéconomiques.

économie solidaire, finance solidaire, consommation responsable, tourisme responsable, cohésion sociale ; politiques publiques ; changement de normes

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : Union Européenne
Articulations territoriales Entre les autorités locales, les Etats, les institutions européennes pour monter en généralité

• **Mots-clés acteurs :** inventions socio-économiques ; représentants d'organisations publiques ; réseaux de la finance solidaire et de la consommation responsable ; autorités nationales ; chercheurs ; media ; représentants des entreprises ; syndicats.

• **Mots-clés méthodologiques :** forum européen ; dialogue sociétal

• **Saisie par** : Martine Theveniaut 16 aôut 2005

• **Langue de la fiche** : fr

11. Le Réseau Canadien de Développement Économique Communautaire : sortir du conventionnel.

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs
Il est composé de membres individuels, chercheurs et bénévoles, ainsi que d'organismes communautaires de toutes les régions du pays, impliqués dans des expériences urbaines, rurales et nordiques, avec une gamme d'expertise diversifiée. Il compte environ 200 membres actifs.

• Origine de la démarche
Fondation du réseau en 1999

• Objectifs
L'objectif de ce réseau est de promouvoir et appuyer le développement économique communautaire défini comme « une mesure prise à l'échelle locale (*action by people*) pour créer des débouchés économiques et améliorer les conditions sociales des collectivités sur une base viable et englobante (*to create economic opportunities and enhance social conditions in their communities on a sustainable and inclusive basis*); avec une attention particulière aux personnes les plus défavorisées ».
Le réseau se propose d'agir pour sortir des approches conventionnelles de développement économique. Le chômage, la pauvreté, la perte d'emploi, la dégradation de l'environnement et la délinquance, auxquels font face les collectivités, doivent être abordés d'une manière globale et participative.
Le réseau se propose d'agir pour sortir des approches conventionnelles de développement économique. Le chômage, la pauvreté, la perte d'emploi, la dégradation de l'environnement et la délinquance, auxquels font face les collectivités, doivent être abordés d'une manière globale et participative.

• Spécificités territoriales
Le réseau couvre l'ensemble du Canada, anglophone et francophone, avec des relais territoriauxdans les différentes régions et d'autres interlocuteurs à d'autres échelles sur des thématiques apparentées aux objectifs du réseau. Il développe aussi une activité internationale de promotion.

• Parties prenantes
Collectivités, organismes de recherche, organisations communautaires**.**

• Bénéficiaires : Non spécifié.

• Modes d'actions
Le réseau se propose d'agir pour sortir des approches conventionnelles de développement économique. Le chômage, la pauvreté, la perte d'emploi, la dégradation de l'environnement et la délinquance, auxquels font face les collectivités, doivent être abordés d'une manière globale et participative.
Il est à l'origine ou soutient différentes initiatives, comme par exemple :
L'initiative des leaders en émergence a été lancée en 2001 pour travailler au développement des nouveaux leaders et à la mise sur pied d'un réseau national de jeunes praticiens pour « sensibiliser les jeunes et les inciter à agir dans leur propre intérêt (dans le DÉC, l'engagement civique dans les collectivités, l'élaboration de politiques à tous les échelons de gouvernance, l'accès aux programmes) **;** prendre en charge les besoins essentiels (nourriture, logement, relations), les moyens de subsistance et la viabilité des particuliers et des collectivités, l'accès aux différents marchés économiques des régions, des provinces et du Canada et la connaissance de ceux-ci ; les moyens d'expression (outils, processus, techniques et innovation en DÉC) ; l'autoréalisation (développement des capacités) ; la citoyenneté et les principes de gouvernance ».
L'initiative de développement coopératif (IDC) auquel coopère le RCDÉC est un programme du gouvernement fédéral qui vise à aider toute personne qui souhaite développer une coopérative, ainsi qu'à effectuer des recherches et à tester des applications innovatrices du modèle coopératif.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.
Le dernier Congrès pancanadien 2004 « Des communautés en action pour un monde meilleur **»** a réuni plus de 570 participants, autour d'un axe de moyen-terme : promotion de recommandations politiques, fédération des énergies pour surmonter les résistances et réussir ce changement d'échelle .Cette perspective intégrative sera au centre du prochain Congrès pancanadien en mai 2005, en Ontario : «Bâtir un mouvement pluriel basé sur la diversité des gens, des communautés et des approches ».

• Structuration interne des relations humaines

En interne, le RCDÉC construit par le débat démocratique une stratégie de moyen-terme pour consolider son fonctionnement, établir le DÉC au Canada, réussir sa croissance, ce qui suppose une organisation efficace, une capacitation de ses membres, des objectifs de résultats mesurables.

• Forme d'organisation des relations territoriales.
En externe, le RCDÉC mène une action de promotion pour gagner en influence dans les programmes fédéraux, obtenir la reconnaissance et l'inclusion du DÉC et de l'économie sociale dans les priorités et les stratégies d'investissement du gouvernement du Canada et des autres partenaires.
Le RCDÉC, avec le Chantier de l'économie sociale, sont les instigateurs de l'appui du nouveau gouvernement canadien à l'économie sociale. Le premier ministre du Canada, Paul Martin, l'annonce dans son discours inaugural du 3 février 2004 : « Le Canada fourmille d'entreprises sociales (…) Les personnes qui consacrent leur vie à ces efforts comprennent le pouvoir de l'économie sociale. Elles-mêmes constituent une ressource sociale puissante. Il est grand temps que le gouvernement fédéral le reconnaisse aussi. Pour cette raison, nous entendons faire de l'économie sociale une composante clé du coffre à outils de la politique sociale canadienne. Ces organismes auront accès à nos programmes pour les petites entreprises (…) Nous travaillerons avec ces groupes pour développer les outils dont ils ont besoin. Autant les entrepreneurs sont essentiels à une économie vigoureuse, autant les entrepreneurs sociaux sont essentiels à des collectivités dynamiques, et ils ont besoin de notre soutien ».
Les moyens ouverts à l'économie sociale sont importants (plus de 100 $M). L'application a donné lieu à des rencontres régionales, un peu partout au Canada. Michael Lewis (RCDÉC) et Nancy Neamtan (Chantier de l'économie sociale), sont en relation régulière de suivi avec le secrétariat d'Etat qui suit cette nouvelle politique publique. Cette évolution a incité le RCDÉC a mettre la priorité sur « la question des collectivités » afin que le DÉC et l'économie sociale soient reconnus par tous les échelons du gouvernement.

• « Capacitation » au sens de « rendre capable »
L'ensemble des activité est orienté vers l'amélioration des capacités et du pouvoir d'action des individus et des communautés.Le Réseau pancanadien d'apprentissage en développement communautaire (RPADC), associé au RCDÉC vise plus spécifiquement à promouvoir l'apprentissage sur les initiatives intégrées en milieu communautaire et à examiner de quelle façon celles-ci contribuent à l'inclusion sociale.

• Outils, pratiques et/ou règles.
Les avancées de la capacitation sont formalisées notamment par le comité de formation des praticiens et praticiennes. Celui-ci distingue « cinq types distincts d'avoirs » dont ils ont besoin pour la qualité de leur activité: « des aptitudes et connaissances pour maîtriser divers concepts reliés au DÉC et la capacité d'exécuter ces concepts et ces idées; des outils pratiques et des ressources pour les aider à effectuer leur travail quotidien ; des réseaux pour établir des rapports avec d'autres ; des avantages économiques adéquats comme une stabilité d'emploi, des salaires adéquats ainsi que des avantages sociaux. (prestations-maladie, retraite) ».
À signaler ce document disponible sur le site : « L'inclusion sociale et le DÉC, recension des écrits, cadre du projet » d'août 2004 qui analyse la documentation existante, les concepts, le pouvoir des approches communautaires intégrées, le coût humain et social de l'exclusion, avec des illustrations par l'exemple.

• Essaimage
Le RCDEC produit diverses publications, indiquées sur le site.
Le RCDÉC, réseau membre du RIPESS (Réseau Intercontinental de l'économie sociale et solidaire), apporte une contribution très active à « Dakar 2005 », 3ème rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, du 22 au 26 novembre 2005 intitulée : « Renforcer le pouvoir d'agir des peuples », vers une montée en puissance et la reconnaissance des courants de pensée et d'action fédérés autour de cette perspective.
Le RCDÉC est membre fondateur du RIDELC (Réseau international de développement économique local et communautaire) fondé en 2003 avec d'autres membres du Canada, du Costa Rica, du Chili, du Pérou et d'El Salvador; et de NANSE, réseau de l'économie sociale de l'Amérique du Nord, fondé en mai 2004 avec pour premier objectif d'appuyer la participation américaine à « Dakar 2005 ».

• Valeurs
Le Réseau constitue une entité axée sur un système de valeurs. Ses membres acceptent les principes suivants en y adhérant. À l'interne « respecter les forces et la diversité des membres; faire en sorte que le réseau soit ouvert et accessible à tous ceux et celles qui partagent ses objectifs; démontrer un engagement réel à l'endroit du développement et des normes à caractère professionnel; assurer la relève des leaders du DÉC ».
À l'externe : « élargir le cadre d'action du mouvement de DÉC partout au Canada;faire du DÉC un modèle alternatif de développement économique qui puisse donner plus de pouvoir aux populations et aux collectivités marginalisées, intégrer des objectifs socio-économiques et écologiques, obtenir des résultats tangibles qui soient rentables ».

• Commentaires
Les participations croisées à des évènements internationaux créent, au fil du temps, un faisceau de convergences relationnelles entre des personnes (acteurs de changement), des réseaux portant des objectifs voisins. L'actualité montre qu'une cristallisation de propositions et de perspectives est en train de déboucher sur une nouvelle étape de la construction d'une société mondiale qui œuvre pour l'ancrage territorial local du changement global. C'est le cas de membres du RCDÉC, et de leur contribution internationale actuelle.
La qualité de relations, d'abord informelles, entre des acteurs de changement permet de rapprocher les points de vue, de mesurer les écarts, de faire des percées. Elle précède, anticipe, accompagne les voies de changement (humainement) possibles, en contribuant à élargir la vision des uns et des autres. Mais ce fonctionnement ne porte pas la garantie de décisions

équilibrées ou démocratiques. Un fonctionnement structuré formellement est nécessaire pour construire des réponses collectives avec des règles du jeu, une éthique, atteindre un objectif de création de richesse, rassembler les forces vives d'un secteur, d'un territoire au regard des décideurs des systèmes englobants. Mais avec le danger de produire de « l'identité » trop sectorielle, pas assez systémique.

• **Type de document :** Visite du site http://www.ccednet-rcdec.ca/ où de nombreux documents internes de programme et des publications des congrès pancanadiens sont disponibles.

• **Concept clé :** approche intégrée des problèmes à partir d'une base locale

• **Mots-clés thématiques :** développement économique communautaire (*community-based organizations*) ; politique publique d'économie sociale

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : Canada
Articulations territoriales : Horizontales entre réseaux des régions de l'Alberta , de l'Atlantique, de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du nord de l'Ontario, de Québec, de Saskatchewan, un Réseau ontarien en émergence. Articulations avec la dimension internationale pour le portage des idées et des valeurs.

• **Mots-clés acteurs :** praticiennes et praticiens (*practitioners*) ; chercheurs ; bénévoles ; jeunes ; leaders locaux ; collectivités ; gouvernement au divers échelons du fédéral au local.

• **Mots-clés méthodologiques :** empowerment, construction de réseau

• **Renvois :** Voir la Fiche de lecture sur la Conférence internationale « Socialising the Global Economy », Liverpool, septembre 2004 - *Sous-titre : Comment sortir des cloisonnements entre les réseaux et les approches ? Quelle stratégie globale ceux qui travaillent localement peuvent-ils élaborer et porter ensemble ?*

• **Saisie par :** Martine Theveniaut, 8 février 2005

• **Langue de la fiche :** fr

A. COMPOSANTES DU SYSTEME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs
La rencontre est co-organisée par la section britannique de COMMACT, (Commonwealth Association for Local Action and Economic Development),le Merseyside Social Enterprise Network (SEN), avec l'appui scientifique d'EURONET, réseau basé à Berlin, rassembleur de l'anglophonie européenne dans l'approche « Self-Help Economy and Local Development ».
Le COMMACT est un réseau soutenu par la Fondation du Commonwealth dont un volet est constitué par le soutien à la société civile. Il n'avait pas réussi à se réunir depuis 4 ans. Cette conférence consacre une relance. La prochaine rencontre s'adossera à « Dakar 2005 », la 3ème rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité. Le président a mis l'accent sur la nécessité que la société civile prenne une parole politique plus forte pour se faire entendre au niveau international. Une délégation de 2 États de l'Inde est composée d'une douzaine de personnes dont des femmes. Certains venaient en Europe pour la 1ère fois.
Le président est Malais. Des membres présents viennent d'Afrique du Sud, d'Australie une élue verte au parlement de Nouvelle Zélande.Deux invités (non membres) viennent du Canada : un anglophone, Michael Lewis membre du RCDEC et de la Commission internationale de liaison du RIPESS [43] qui participe à la préparation de Dakar 2005 et un francophone, Yvon Poirier, du Québec.
EURONET est un réseau européen basé à Berlin, rassembleur de l'anglophonie européenne dans l'approche « self-help economy and local development » . Une de ses caractéristiques est d'être une démarche qui croise travaux d'universitaires économistes et actions locales de praticiens en milieu urbain et rural.
Par EURONET sont venus des Allemands, une universitaire polonaise (Institut des politiques sociales à Varsovie), des Ecossais, des Anglais, un Zambien qui vit en Ecosse et agit dans le domaine du commerce équitable.
Seulement deux Français : Eric Lavillunière du CECOP [44] à Bruxelles et Martine Theveniaut, membre d'EURONET.

• Origine de la démarche
Tirer parti d'une rencontre, bilan d'un programme européen EQUAL, pour élargir l'approche à une participation internationale. Le propos introductif de Karl Birkholzer, économiste à Berlin, traduit cette intention en mettant l'accent sur la nécessité d'un franchissement d'étape collectif devant l'accroissement des exclusions. La globalisation, processus de concentration du capital depuis 150 ans, traverse les frontières et produit des « joueurs globaux » (multinationales). « Nous sommes les victimes du pouvoir qu'ils ont pris ». Les réponses traditionnelles sont inadaptées car pensées dans le cadre des Etats-nations. Or le pouvoir n'est plus là. Ils n'ont plus les moyens de la redistribution. Le système globalisé n'est pas capable de répondre aux besoins et aux aspirations des gens. Le « sur » et le « sous » développement sont les deux faces de la même pièce.

• Objectifs
Formuler des orientations générales sur les possibilités d'action de l'économie sociale dans ce contexte de globalisation économique : Encourager « la prise de pouvoir sur l'acte économique » est une question de survie pour les mouvements sociaux concernés et pour « socialiser l'économie globale ». Les échanges d'expériences et les débats sont concentrés sur ce double objectif de contenu d'idée et d'organisation des acteurs.

• Spécificités territoriales
Adossement de la conférence à l'existence de relations de coopération internationale entre SEN et COMMACT dans le cade de l'aire du Commonwealth.

• Parties prenantes
Environ 200 personnes sont réunies à la Hope University de Liverpool,du 15 au 19 septembre 2004, acteurs de l'économie sociale,responsables associatifs, élus et techniciens de collectivités, leaders communautaires, chercheurs, financeurs du tiers-secteur.

• Bénéficiaires
Les habitants des pays du Commonwealth sont visés en premier lieu, mais au-delà potentiellement tout acteur social concerné par cette question.

• Modes d'actions
Il s'agit d'une conférence internationale. Son organisation a permis une maîtrise du temps avec des pauses régulières d'une demi-heure ; une alternance de plénières courtes (1 h par demi-journée) avec de nombreux ateliers qui ont disposé d'un temps suffisant pour se parler car les intervenants étaient peu nombreux par atelier ; une diversité des thèmes et des approches continentales ont été traités.Pas de « happy end » célébré par un texte incantatoire final. L'objectif est de se comprendre pour se rapprocher. La convivialité l'a facilité.

---

[43] Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale Solidaire

[44] Confédération Européenne des Coopératives de Production et de Travail Associé, des Coopératives Sociales et des Entreprises Participatives

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats.

Synthèse des orientations (le déclaratif) :
Un développement centré sur la personne, non pas les individus pris isolément, mais en vue d'une réponse collective. L'approche va au-delà de la figure de l'entrepreneur , actuellement valorisée. L'économie sociale est une vraie économie et pas une économie de pauvres pour les pauvres. Il faut gagner de l'argent, surmonter les motivations individuelles, et réinvestir dans le communautaire. Il s'agit de partir des besoins ou des conflits non résolus : nourriture, logement, énergies, loisirs, d'inclure « l'économie de l'ombre », et savoir métisser les ressources en y incluant le bénévolat pour mobiliser les forces localement..
Il faut être actif économiquement et pas seulement dans la politique conçue comme succession de manifestations publiques de rue. C'est nouveau, on ne sait pas le promouvoir.
Il faut construire des systèmes d'action locaux, ouverts, reliés avec les autres
Il faut coopérer entre acteurs, s'ouvrir et s'allier à d'autres secteurs. Tous ne sont pas des ennemis : les entreprises dans les zones en crise peuvent devenir des alliées.
Il faut créer un environnement de soutien car tous, ont besoin de conseils, de formation pour sortir de la culture de la subvention (ou de la prestation) ; s'adresser sur ces bases aux collectivités publiques.

Aux résultats
Le rassemblement a permis d'installer (ou de renouer) des relations professionnelles et militantes entre personnes et réseaux de ce secteur. Les occasions suivantes de se rencontrer [45] ont servi à la consolidation d'une partie des objectifs énoncés, et de les traduire dans une contribution active et un soutien aux organisateurs de « Dakar 2005 », 3ème rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, du 22 au 26 novembre 2005 intitulée : « Renforcer le pouvoir d'agir des peuples », pour une montée en puissance et la reconnaissance des courants de pensée et d'action fédérés autour de cette perspective.

David Thompson, responsable australien de Job services, a mis en œuvre sa proposition d'aider le réseau COMMACT à sortir de sa crise, en mettant à disposition une personne à temps plein pour sa promotion.

• « Capacitation » au sens de « rendre capable »
Plusieurs exemples mettent en évidence un processus émergeant sous la forme d'agences de développement communautaires, installées au cœur des quartiers ou des espaces concernés, avec les habitants : Berlin, Écosse, Liverpool. Modalité d'association des habitants aux actions ; modalités d'immersion des agents de développement vivant leur activité professionnelle au sein des quartiers concernés.

Exemple d'un dispositif de soutien collectif à une initiative locale dans le district d'Amahlathi (250 000 habitants), à l'est de la province du Cap (Afrique du Sud) : Une organisation locale de développement veut lutter contre le chômage des jeunes, à leur demande, et rassembler des placements financiers pour un centre de formation. Il est perçu comme le point de départ en amont des projets. Les jeunes porteurs de ce désir sont formés au diagnostic et à la mise en marche d'une dynamique collective de participation par Tony Gibson. Ils reçoivent aussi le soutien de membres internationaux de COMMACT (Inde, Nouvelle Zélande et UK) qui viennent sur place et avec qui s'organisent les formes d'un soutien (stratégie d'action, apport financier du Commonwealth, participation à une semaine nationale d'affaires avec des institutions financières d'Afrique du Sud), pour démarrer la promotion des entreprises initiatives et entreprises sociales.
-

• Outils, pratiques et/ou règles.
Intervention de Peter Quarmby : La fondation de « Communauté 21 », **banque communautaire en Australie** avec le soutien de Bendigo Bank,une petite banque avec des valeurs . Elle génère 225 M$ de dollars australiens (environ 130M € en dépôt). Le seuil de rentabilité a été atteint en 2 ans. Peter Quarmby dit : « *La finalité n'est pas la banque en soi mais apprendre comment mieux utiliser le capital pour répondre aux problématiques communautaires de façon plus intelligente et plus stratégique ; pour agréger les talents (partenariats égalitaires avec le privé)* ». « *On n'a pas demandé l'autorisation au gouvernement, on l'a fait, il faut sortir de la mentalité d'assisté, changer notre perception du monde et notre place dans ce monde. Du fait de la globalisation, le 21ème siècle sera celui du tiers-secteur* ».

• Essaimage

• Valeurs : pratique d'un développement centré sur la personne

• Commentaires
Bilan tiré de la participation à la conférence : Comment « sortir de l'entre-soi ? La prise de conscience progresse du potentiel d'un acte économique assumé de façon plus autonome, des méfaits des cloisonnements. Ils sont signalés par tous comme

[45] Lors de la réunion à l'initiative du Conseil de l'Europe (« Plate-forme européenne de dialogue politique et de promotion des initiatives éthiques et solidaires des citoyens dans l'économie ») en 2004 à Strasbourg puis lors du Forum social mondial de janvier 2005, notamment.

l'une des plaies actuelles car ils produisent de la division au lieu du rassemblement. En sortir par le haut demande de la méthode .

Trois jours d'immersion en anglophonie soulignent la difficulté de se comprendre des anglophones et des francophones. Les différences de posture par rapport à l'acte économique sont manifestes. La conférence souligne un potentiel de rapprochement des démarches.
Pas si facile non plus de distinguer un discours théorique d'intention et l'effectivité de la façon d'être, ou la conformité avec des pratiques qui les traduisent. Comment les rapprocher ?
(Martine Theveniaut, rapport pour la FPH, septembre 2004)

• **Références documentaires :** Site: www.cbs-network.org.uk click on COMMACT

• **Concepts-clés :** socialiser l'économie globale

• **Mots-clés thématiques :** économie sociale ; économie informelle ; coopération internationale ; développement économique communautaire

• **Mots-clés géographiques :**
Localisation : Liverpool (lieu où se tient la conférence)
Géoculture : Aire culturelle du Commonwealth
Articulations territoriales : Construction de réseau international horizontal entre praticiens de l'Inde, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle Zélande ; coopérations en direction du Canada et de l'Europe

• **Mots-clés acteurs :** acteurs de l'économie sociale, responsables associatifs, élus et techniciens de collectivités, leaders communautaires, chercheurs, financeurs du tiers-secteur

• **Mots-clés méthodologiques :** échanges d'expériences ; conférence internationale

• **Renvois :**
Le RCDÉC (Réseau Canadien de Développement Économique Communautaire) : Construire la sortie du modèle de développement conventionnel ; Fiche organisme : COMMACT

• **Saisie par :** Martine Theveniaut 17 juillet 2005
• **Langue de la fiche :** fr

13. IIED : International Institute for Environment and Development

A. COMPOSANTES DU SYSTÈME DE RELATIONS.

• Acteurs porteurs
L'IIED (International Institute for Environment and Development) est un institut indépendant à vocation non commerciale oeuvrant dans le champ du développement durable. Fondé en 1971, l'institut a un effectif de plus de 70 personnes originaires de 18 pays. L'institut est basé à Londres, avec des antennes à Edimbourg (Ecosse) et Dakar (Sénégal).
Les acteurs porteurs de l'IIED sont des chercheurs de nationalités différentes répartis dans plusieurs centres nationaux ou régionaux (Sahel).

• Origine de la démarche
L'IIED a été fondé en 1971 aux USA en tant qu'institut international pour les affaires environnementales par Barbara Ward, écologiste visionnaire, scientifique politique et notamment auteure du livre « Only One Earth ». Elle a développée l'idée radicale que le futur devait être discuté publiquement, plutôt que d'être abandonné à la « chance » ou aux experts.

• Objectifs
L'objectif est de contribuer à dessiner un futur sans pauvreté globale qui permette de gérer de manière durable et équitable les ressources naturelles mondiales. Les thèmes traités par l'institut sont : sylviculture, agriculture soutenable et utilisation de la terre, sciences économiques environnementales, planification nationale pour le développement durable, urbanisation et environnements urbains, biodiversité, commerce, marchés et développement durable, désertification et gestion des terres en Afrique, méthodes participatives et éducation, communication sur le développement durable.
Tous les programmes visent la réduction de la pauvreté et le contrôle des ressources globales de façon plus équitable et efficace. Le programme de l'IIED sur les marchés durables, par exemple, concerne aussi bien le secteur privé que les gouvernements et la société civile. Il vise à s'assurer que les politiques de marché peuvent également produire des plus-values sociales et environnementales (exemple du rôle et de l'impact de l'industrie minière globale).
L'IIED a un mandat global et travaille avec des partenaires internationaux en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Il présente un programme Sahel bénéficiant de financements et d'outils spécifiques, dont un site francophone dédié (www.iiedsahel.org).

• Spécificités territoriales
L'institut n'a pas à proprement parler d'ancrage territorial direct, si ce n'est au travers de son staff, en majorité britannique.

• Parties prenantes
De manière générale, face à un agenda global, l'institut identifie les chercheurs, les centres de décisions politiques et les « leviers de changement » les plus pertinents : organisations gouvernementales (BMZ, CIDA, DEFRA , NORAD, DANIDA…), agences internationales et multilatérales (UE, EZE, UNCCD, UNDESA, UNEP, FAO, UNOPS…), Fondations (ALTERRA, Conservation Law Foundation, ESMEE Fairbairn Foundation, Rockfeller Foundation…), universités (Leeds, Trieste, Oxford…), grandes entreprises (Shell, COWI Denmark, NRI International, WBCSD…).

• Bénéficiaires
Les communautés de base sont, au final, les bénéficaires. L'IIED Sahel, par exemple, fédère toutes ses activités autour d'une thématique émergente : la décentralisation. Son programme « Réussir la décentralisation » vise le renforcement du processus de décentralisation en cours dans les différents pays du Sahel.

• Modes d'actions
L'institut considère son rôle comme celui de « transformateur » de la prise de décision à tous les niveaux - local, national et international - grâce à un réseau mondial de partenaires. Les moyens utilisés sont la recherche, la communication, l'engagement de parties prenantes, le développement de capacités et la mise en œuvre de services. Ceci lui permet d'avoir une influence au-delà du milieu de la recherche.
La dynamique de l'IIED est une dynamique de recherches, d'études de politiques, de mise en réseau et de dissémination de l'information pour contribuer à la résolution de problèmes globaux tels que l'extraction minière, l'industrie du papier ou les systèmes alimentaires. Le thème environnement est largement traité en interaction avec tous les autres grands thèmes du développement, y compris les composantes organisationnelles et participatives de la gouvernance.

B. DYNAMIQUE DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif au résultats
L'IIED se situe, fondamentalement, dans un processus d'accompagnement et de soutien à des administrations, des communautés locales organisées ou des « activistes ». Il est difficile d'évaluer les résultats de ce positionnement si ce n'est indirectement au travers de la mise en oeuvre des programmes où l'appui de l'institut a été effectif. Lorsque les relais et les partenaires de terrain sont de qualité (quelle est la poule ? quel est l'œuf ?) il semble que des résultats locaux soient obtenus, avec un essaimage remarqué, qui apparaît comme un des critères de succès revendiqué par l'institut.

• Structuration interne des relations humaines. Non spécifié.

• Formes d'organisation des relations territoriales.
Le partenariat étendu d'IIED lui permet de lier les programmes et les actions des associations de base à la définition des politiques nationales et internationales. Les négociations sur le changement climatique par exemple, sont aussi importantes pour les communautés de pêche ou les pasteurs côtiers du sahel qu'elles le sont pour les nouveaux acteurs du marché du carbone, les pollueurs qui achètent des forêts pour absorber les gaz à effets de serre, ou les ministres de l'environnement du Nord « échangeant des objectifs de réduction d'énergie contre des gains électoraux ». Les organisations de bases ayant rarement un impact au niveau politique international, l'IIED fournit une assistance et des ressources de recherches aux groupes locaux pour que leurs préoccupations soient entendues et comprises au niveau politique.
Plus largement et dans un but d'organisation institutionnelle, l'IIED cherche à construire des synergies à travers des alliances, à renforcer les réseaux existants et à identifier des niches que l'institut et ses partenaires peuvent occuper du fait de leurs « avantages stratégiques ».

Exemple de l'IIED Sahel
Dans son programme Sahel (site en français), l'IIED promeut les approches participatives du développement au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal. Ce programme appuie la mise en place et l'animation de réseaux pour la promotion des approches participatives au Sénégal au Mali, au Burkina Faso et au Niger. La stratégie réseau est également à la base de la composante « Réussir la décentralisation » dont l'objectif est de promouvoir un dialogue politique informé.

• « Capacitation » au sens de « rendre capable »
L'IIED, en s'appuyant sur des réseaux de personnes ressources, mène des actions de « renforcement de capacités » : formation de formateurs sur les méthodes participatives, renforcement des capacités institutionnelles et individuelles dans le domaine de la recherche appliquée à l'environnement et la gestion des ressources naturelles, production et la diffusion de documents et supports méthodologiques pour appuyer les actions de recherche et de formation et développement d'outils méthodologiques.
Par exemple, les activités principales du programme Sahel sont la tenue d'ateliers de formations de formateurs sur le SEP (Suvi-Evaluation Participatif), de planification du processus dans les sites pilotes (Communauté rurale de Fissel dans la région de Thiès, commune rurale de Bankoumana et commune VI de Bamako au Mali), mise en place de comités de suivi citoyens et tenue de forums sur l'exécution budgétaire.
Outre une appropriation de l'outil par les différents groupes d'apprentissage, IIED note que les résultats de son programme sont visibles dans l'engagement des institutions locales dans un processus d'institutionnalisation de la participation, qui est elle-même de plus grande ampleur. Reste que les perspectives ont trait réellement à la mise en place d'une gouvernance démocratique : diffuser l'information auprès des populations locales, renforcer la formation des membres de la communauté sur le budget participatif, intégrer des groupes vulnérables dans le processus de suivi, renforcer la capacité de négociation des citoyens face aux élus et extension des outils.

• Outils, pratiques et/ou règles
IIED Sahel part du constat que l'absence de systèmes de suivi évaluation participatifs de la décentralisation a toujours été perçue comme une des contraintes majeures à la participation effective des populations dans le processus de prise de décision. L'institut initie donc une démarche permettant aux populations d'identifier leurs propres critères de suivi évaluation dans le but d'accroître la participation la capacité de contrôle des programmes et actions mis en place par les autorités. Le suivi-évaluation participatif est donc un outil de renforcement de la gouvernance locale.
La méthodologie est la suivante :
• Constitution d'un groupe d'apprentissage composé de conseillers ruraux, et de représentants de la société civile locale comme mécanisme pour stimuler la réflexion en vue de la mise en place du système de suivi-évaluation,
• Identification de groupes d'animateurs de faciliter la réflexion sur la mise en place du système de suivi,
• Formation des animateurs et de groupes d'apprentissage sur le processus de suivi évaluation participatif.

• Essaimage
L'institut insiste sur ses pratiques de mise en réseaux, particulièrement dans le monde en voie de développement, et sur sa volonté de trouver des solutions pratiques et durables aux défis environnementaux et de développement globaux. Le réseau de l'institut regroupe :
• RING (Regional and International Networking Group, Groupe régional et international de gestion de réseau).
• RCPLA (Resources Centres for Participatory Learning and Action, Centres de ressource pour l'étude et l'action participatives).
• nssd (National strategies for sustainable development, Stratégies nationales pour le développement durable).
• RAPs (Regional Advisory Panels, Panels Consultatifs Régionaux).

Le RING, par exemple, est une alliance globale entre organismes de recherches et organisations politiques qui cherche à augmenter et favoriser le développement durable par un programme de recherches collaboratives, de diffusion et de recommandations politiques.
Ce réseau vise à mettre en relation les communautés de bases et les décisionnaires politiques, la société civile et les logiques (« agendas ») de recherche et à partager et disséminer les connaissances entre le Nord et le Sud, et entre les régions.

Le RCPLA vise à favoriser la participation au développement de groupes « désavantagés », en pratiquant un échange

d'information centré sur l'Action et l'Apprentissage Participatif (PLA, Participatory Learning and Action). Les membres du RCPLA agissent aux niveaux régional et national et s'engagent au partage et à la gestion de réseau (networking) sur les méthodologies et les approches participatives.
Les membres partagent également des informations sur les activités dans leurs pays respectifs, telles que programmes de formation, ateliers et autres événements de cette nature. Les centres fournissent des informations « PLA » relatifs aux champs particuliers de recherches qu'ils traitent. Les membres du RCPLA sont la Bolivie, l'Egypte, l'Inde, le Kenya, le Mexique, le Népal, le Nigeria, les Philippines, le Sénégal, le Sri Lanka, la Thaïlande, l'Ouganda, le Royaume-Uni, le Zimbabwe.

• Valeurs
L'IIED a défini une charte de valeurs (« IIED Values Statement ») visant à clarifier le but de l'organisation et sa vision des principes constitutifs du développement durable, ses principes d'organisation de travail et de collaboration et les engagements qu'elle prend en conformité avec ses valeurs. La charte favorise la perception de l'identité de l'IIED par le personnel, les collaborateurs, les bailleurs de fonds et le grand public. En termes de « code de conduite », plusieurs principes sont énoncés :
• Cohérence : « pratiquer ce que nous prêchons » en appliquant les valeurs du développement durable dans notre travail.
• Engagement : comprendre et influencer la politique et la pratique du développement soutenable.
Indépendance : faire preuve d'une ouverture d'esprit évitant d'être influencé par des intérêts particuliers.
• Intégrité et crédibilité : employer des méthodes scientifiques et de consultations éprouvées comme base de recommandations honnêtes en collaboration avec nos partenaires.
• Inclusion : stimuler la diversité des perspectives et des systèmes de connaissance, la construction de la confiance et la recherche de consensus en travaillant en association avec des groupes de pauvres/marginaux et des leaders et innovateurs dans le développement durable.
• Innovation : soutenir la participation des parties prenantes aux processus d'innovations techniques et institutionnelles centrés sur la pauvreté et les problèmes écologiques.
• Lien entre les perspectives et les intérêts du Sud et du Nord : généralisé/localisé, gouvernement/société civile/secteur privé, environnement/développement, long terme/court terme.
• Engagement stratégique : traiter les besoins, menaces et idées prioritaires d'une façon documentée, analytique et créatrice.
• Amélioration continue : de la composition et de l'équilibre de l'IIED, de la qualité de direction et des partenariats, de la fourniture de service, des calendriers et des productions.
• Transparence : ce que nous faisons, comment et avec qui nous travaillons, comment nous nous finançons.

• Commentaires
L'IIED présente, pour un réseau international de chercheurs dans différents domaines du développement et de l'environnement, une double particularité :
• c'est un groupe de pression en direction des décideurs politiques, sur des thèmes techniques (agriculture durable) ou sociétaux (participation des habitants au processus de décentralisation),
• il pratique un mode de travail participatif en associant des groupes locaux, types communautés de base ou groupes désavantagés.

Type de document : site internet iied.org et sites en lien.

• Concepts-clés : Dialogue politique informé.

• Mots-clés thématiques : Développement durable, environnement, recherche, gouvernance, décentralisation, sylviculture, agriculture soutenable, utilisation de la terre, sciences économiques environnementales, planification nationale pour le développement durable, urbanisation et environnements urbains, biodiversité, commerce, marchés et développement durable, désertification et gestion des terres en Afrique.

• Mots-clés géographiques : Egypte, Inde, Kenya, Mali, Mexique, Népal, Nigeria, Philippines, Sahel, Sénégal, Sri Lanka, Thaïlande, Ouganda, Royaume-Uni, Zimbabwe, Fissel, Thiès, Bankoumana, Bamako.

Mots-clés acteurs : Communauté de base (grass-root community), organisation de base, communauté rurale, chercheur, décideur politique (policy maker).

Mots-clés méthodologiques : Suivi-évaluation participatif (SEP), charte de valeurs, Action et Apprentissage Participatif (PLA, Participatory Learning and Action), méthodes participatives, éducation, communication.

Saisie par : Alain Laurent – 6 février 2005. Révision 26 août 2005.

Langue de la fiche : fr

DDTF : Réseau Développement Durable et Territoires Fragiles

Un réseau de chercheurs français de la Région Nord-Pas de Calais sur l'articulation entre les notions de territoire et de développement durable

A. COMPOSANTES DU SYSTÈME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs
Le réseau DDTF ne constitue pas une équipe de recherche à part entière, mais fédère des travaux de plusieurs laboratoires régionaux (CERAPS, CLERSE, EREIA, GMA, IMN) sur le développement durable, notamment axés sur la dimension territoriale de cette problématique.
Le réseau DDTF réunit une trentaine de chercheurs en sciences humaines et sociales, relevant des approches disciplinaires suivantes: droit, économie, géographie, science politique, sociologie, agronomie, génie des procédés. Le réseau est abrité par l'Institut fédératif de recherches sur les économies et les sociétés industrielles (IFRESI).
Les membres du réseau sont majoritairement des Universités de la région Nord – Pas de Calais : Lille 1, Lille 2, Lille 3, Université du Littoral, Université de l'Artois, Université de Valenciennes.
L'objectif est de devenir un pôle de référence pour les milieux institutionnels de l'environnement.
Le réseau DDTF entretient des partenariats scientifiques et financiers avec notamment le CNRS, la Région Nord Pas de Calais, le Ministère de l'écologie et du développement durable, de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'Agence de l'eau Artois-Picardie.

• Origine de la démarche : non spécifié.

• Objectifs
L'objectif du réseau est de faire progresser une connaissance théorique et pratique principalement dans trois domaines :
L'analyse des risques : recherche, analyse et gestion dans toutes les disciplines pour alimenter une réflexion pouvant déboucher sur des outils améliorant les politiques publiques en la matière, notamment de prévention.
L'évaluation et les indicateurs du développement durable, domaine considéré comme particulièrement important (apprécier toute situation territoriale à l'aune de la durabilité, précieux outil d'aide à la décision, jugement sur l'efficacité d'une politique visant explicitement un objectif de durabilité)
Les acteurs et les stratégies : l'individu, les groupes sociaux dans la spécificité de leurs représentations face à la problématique du développement durable, les ressorts de l'action collective et individuelle, les stratégies mises en place sur le territoire, les marges de manœuvre de l'acteur, la rencontre avec les contraintes, les normes et le cadre réglementaire en relation avec l'objectif de développement durable.

• Spécificités territoriales
DDTF étant un réseau travaillant sur la *question territoriale*, son ancrage et son contexte d'action sont hors du champ de l'action directe dans un territoire. L'origine lilloise – Nord Pas de Calais de la majorité des membres a certainement une influence.

• Parties prenantes
Abrité par l'Institut fédératif de recherches sur les économies et les sociétés industrielles (IFRESI), le réseau DDTF entretient des partenariats scientifiques et financiers avec diverses institutions: CNRS, Région Nord Pas de Calais, Ministère de l'écologie et du développement durable, de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Agence de l'eau Artois-Picardie.

• Bénéficiaires
Le milieu universitaire est le principal bénéficiaire de l'action du réseau. Les effets directs ou indirects sur les contextes territoriaux où le réseau interfère ne sont pas perceptibles dans les informations portées par le site.

• Modes d'actions
La dynamique est une dynamique de recherche universitaire disposant d'une animation scientifique (séminaire mensuel, journées d'études…) et d'une revue numérique : Revue Développement Durable & Territoires.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS LE) SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats
Le principal résultat à mettre à l'actif du réseau est sans doute sa contribution à la pensée décloisonnante.
Par ailleurs, le réseau incarne une nouvelle catégorie d'acteur social, celui de pôle de référence pour les milieux institutionnels, en l'occurrence celui de l'environnement. Dans cette logique, outre sa propre capacité, il contribue à enrichir la réflexion de décideurs d'horizons divers. En ce sens, par la « capacitation » d'un certain nombre de personnes, il peut influencer des choix individuels ou collectifs.
La participation aux séminaires est libre et gratuite.

• Structuration interne des relations humaines.
Cet aspect est présent dans la conception de travail collaboratif du réseau. Il considère en effet que son axe de recherche « Développement durable et territoires fragiles » est un programme-cadre dans lequel s'inscrivent un certain nombre d'opérations particulières de recherche, apparentées à la problématique du développement durable : recherche sur les risques d'inondation dans la vallée de la Canche, étude de la qualité de l'air en milieu urbain et industriel, Agendas 21 locaux, écologie industrielle.
Outre l'articulation d'opérations de recherche différentes mais « proches par l'objet », la constitution de cet axe de recherche fédérateur a conduit aussi à une animation scientifique spécifique et à un outil de vulgarisation, la revue électronique Développement Durable et Territoires (www.revue-ddt.org).

Le contenu des thèmes traités par les différents séminaires montre le souci du décloisonnement et de l'intégration des thèmes ou des disciplines. Par exemple, d'octobre 2004 à Juin 2005, ces thèmes sont : « L'émergence du Développement Durable dans le champ scientifique français», « Comment sont apparues les préoccupations de DD au sujet des indicateurs de richesse ? », « Quel rôle de l'Etat pour un développement durable ? », « Construction durable d'un territoire: entre conflits et concertations dans le Delta du Rhône », « A l'origine de la politique européenne de développement durable: l'idéologie coloniale des « pays noirs » », « Comment les entreprises concilient respect de l'environnement et contraintes sociales. L'exemple de La Poste », « 30 ans après, quels enseignements peut-on tirer de la théorie de la croissance durable? », « Injonction, incitations multiples et bricolage institutionnel. Regard sur les politiques publiques de développement durable des territoires », «L'émergence du développement durable: sa traduction juridique sur la scène internationale», « Enjeux de gouvernance et développement durable », « Le fleuve : un instrument de développement durable ».
Ce même souci est également identifiable dans la topologie du site, qui possède une rubrique « Point de vue » consacrée à la présentation d'articles issus d'acteurs de la société civile - entreprises, administrations, associations...- qui souhaitent contribuer aux objectifs éditoriaux de la revue et une autre, intitulée « Varia », destinée à la publication d'articles scientifiques qui ne sont pas directement reliés à un dossier en ligne.

Des thèmes comme les agendas 21 locaux ou la transdisciplinarité - « quand l'unité de l'objet l'emporte sur l'unité de la discipline » - notée comme l'une des deux options épistémologiques de la revue, ont une portée systémique. Le réseau porte donc cette approche essentiellement dans le champ de la recherche universitaire.

• Formes d'organisation des relations territoriales.
Les relations du réseau avec le (les) territoire(s) sont celles de l'observateur face à l'observé. A part dans son champ de compétences scientifiques – c'est alors une forme de territoire immatériel – le réseau ne construit pas et n'est pas acteur direct de territoires.

• Capacitation au sens de « rendre capable »
Les séminaires sont l'occasion de confronter des approches disciplinaires différentes et des terrains dépassant les frontières régionales Nord-Pas de Calais.
Le choix des étudiants et des doctorants comme une des cibles de la revue montre la volonté du réseau de contribuer à la qualité de l'éducation et de la formation des jeunes, mais aussi, via les séminaires et la revue, du public général.

• Outils, pratiques et/ou règles
En dehors des analyses et des échanges à partir des données de recherche, aucune information ne se relie directement au rôle que joue le réseau en matière d'outils ou de pratiques à destination des décideurs ou des acteurs du terrain.

• Essaimage
La communication du réseau est double : par internet, via sa revue numérique, et par la tenue de séminaires d'échanges autour d'un thème. La revue cible trois types de publics : « les milieux universitaires francophones qui souhaitent participer à un travail d'approfondissement du concept de développement durable territorialisé, le milieu des décideurs, publics et privés qui aspirent à s'associer à cette réflexion, les étudiants en troisième cycle et les doctorants issus de filières spécialisées de plus en plus nombreuses dans les domaines de la gestion économique, sociales et politiques des questions environnementales »
Plus largement, l'ambition de la revue est de « contribuer à informer tout lecteur soucieux d'ouvrir ses pratiques sur le développement durable. »

L'ensemble des textes disponibles sur internet montre que l'information est pour l'essentiel technique et, pour partie, scientifique. Pour vulgariser, le réseau procède principalement par la tenue de séminaire tel celui de l'année universitaire 2004-3005 consacré à « L'émergence du développement durable. Approches pluridisciplinaires ». Ce séminaire est organisé avec la collaboration d'une équipe universitaire « Action Concertée Incitative de recherche : Instituer le Développement Durable », équipe de recherche financée par le Ministère de la Recherche en partenariat avec l'INRA et l'IRD sur le thème « l'institutionnalisation du développement durable ». Il a pour objectif d'analyser les mécanismes d'émergence du développement durable au sein de différents réseaux d'acteurs et de décrire et décrypter les modalités de diffusion de cette notion et ses modes d'appropriation par différents acteurs.

La revue Développement Durable et Territoires se propose de « porter un regard territorialisé sur le développement durable en développant des approches à la fois théoriques et pragmatique, à différents niveaux territoriaux tels que le local et le régional ». Elle inclut une rubrique très à jour des publications en langue française sur le développement durable et une

chronique de lecture donnant le point de vue d'un chercheur du réseau.

• Valeurs
Les valeurs culturelles et éthiques liées à la dominante du réseau relèvent globalement de la diffusion du savoir au sein du champ universitaire mais avec des ouvertures vers la société civile non savante ou étudiante : associations et entreprises. La dimension universitaire est assumée mais intègre dans ses relations le champ socio-politique, Sur un plan scientifique, la revue pratique la pluralité des approches théoriques, y compris des « approches hétérodoxes » (institutionnalistes, écologico-économiques...), et est ouverte aux « contributions empiriques ».

• Commentaire
Le réseau Développement Durable et Territoires Fragiles regroupe des chercheurs de niveau universitaire qui font progresser des axes de recherche inter-disciplinaires. L'aire de mobilisation est française, avec un centre de gravité situé dans la région Nord-Pas de Calais.

• Type de document *:* site internet www.revue-ddt.org et sites en lien.

Concepts-clés :

Mots-clés thématique : sciences humaines et sociales, droit, économie, géographie, science politique, sociologie, agronomie.

Mots-clés géographiques : Région Nord-Pas de Calais, France.

Mots-clés acteurs : Universitaires, chercheurs, étudiants, pôle de référence.

Mots-clés méthodologiques : Axe de recherche fédérateur, programme-cadre, diffusion du savoir, approche hétérodoxe, contribution empirique, génie des procédés.

Saisie par : Alain Laurent 31 janvier 2005, révision 28 août 2005

Langue de la fiche : Fr

FIM : Forum International de Montréal

Un réseau international spécialisé dans l'interface société civile – institutions internationales

A . COMPOSANTES DU SYSTÈME DE RELATIONS

• Acteurs porteurs
Le FIM rassemble des praticiens de la société civile regroupés dans des OSC (Organisations de la Société Civile), des parlementaires, des universitaires, des gens d'affaires et des journalistes.
La place des institutions multilatérales est prépondérante, notamment le système NU.

• Origine de la démarche
La création du FIM, en 1998, s'inscrit dans un contexte particulier. Avec la fin de la guerre froide, la décennie 1990 a été marquée par une influence croissante des Organisations de la Société Civile sur la scène multilatérale, les OSC étant généralement définies comme distinctes des secteurs gouvernementaux et des entreprises. Les remarquables avancées que ces acteurs ont obtenues dans plusieurs dossiers d'envergure mondiale ont mis en évidence la nécessité de faire bénéficier l'ensemble des OSC des expériences vécues par certaines d'entre elles, en vue de renforcer leur influence dans le système multilatéral.

• Objectifs
Le but du réseau est d'accroître l'influence de la société civile auprès des Nations Unies (NU) et des autres institutions multilatérales. Pour cela, le FIM met en relation deux grandes représentations institutionnelles : les OSC et les institutions administratives, financières, linguistiques (Commonwealth et Francophonie) et diplomatiques.
Les thèmes relatifs à l'environnement sont apparents dans la production du réseau : ex : contribution à l'adoption de traités internationaux sur la prévention des risques biotechnologiques.
Les éléments relatifs à l'économie sont peu documentés, voire absents. Les thèmes sociétaux sont apparents, par exemple une contribution à la création de la Cour pénale internationale ou l'adoption de traités internationaux sur l'interdiction des mines antipersonnel.
La gouvernance est la thématique principale du réseau sous diverses formes : démocratisation, gouvernance mondiale, système multilatéral, interactions entre toutes les familles d'acteurs.

• Spécificités territoriales
Le secrétariat est basé à Montréal. Le Conseil d'Administration (CA) est international Nord-Sud et rassemble des personnes originaires d'Inde, du Canada, de la Fédération de Russie, d'Uruguay, d'Equateur, du Royaume-Uni, de France, d'Indonésie, du Zimbabwe, d'Argentine, du Nigeria et du Kenya.
Les membres du CA se représentent *ad nominem*. Les financements sont multiples (Etats, Etats provinciaux, Fondations, NU, Universités)
L'activité du réseau est mondiale. Les structures parties prenantes mises en vis à vis des OSC sont les institutions multilatérales et les gouvernement.

• Parties prenantes
Sur le plan financier, le FIM a bénéficié depuis sa création du soutien de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) - Australian Council for Foreign and Overseas Aid (ACFOA) – le Centre de recherche sur le développement international (CRDI), Canada - la Fondation Aga Khan, Canada – la Fondation du Commonwealth, R-U – la Fondation Ford, États- Unis - la Fondation Rockefeller, États-Unis - la Fondation pour la paix Rissho Kosei-Kai, Japon - le Fonds international de développement agricole (FIDA), Italie - le Gouverment du Canada (ACDI, MAECI, RHC)- le Gouvernement du Québec (MAMM, MRCI, MRI), - le Gouvernement de Norvège - Montréal International - NOVIB, Oxfam-Pays-Bas - ainsi que d'autres institutions et ONG canadiennes et internationales.

• Bénéficiaires
Les Organisations de la Société Civile (OSC) sont les bénéficiaires directs de l'action du FIM.

• Modes d'actions
Le FIM estime que le fait de renforcer l'interaction entre la société civile et le système multilatéral permettra de remédier plus efficacement aux problèmes mondiaux les plus graves, comme la pauvreté extrême, les guerres, les violations des droits de l'homme et la dégradation de l'environnement.

B. DYNAMIQUES DU (ET DANS) LE SYSTÈME

• Du déclaratif aux résultats
Le site du FIM indique que les rencontres organisées entre membres d'Organisations de la Société Civile permettent de tirer des leçons à partir d'expériences concrètes comme par exemple le rôle clef des OSC dans la création de la Cour pénale

internationale et dans l'adoption de traités internationaux sur l'interdiction des mines antipersonnel et la prévention des risques biotechnologiques. Ce type d'information conduit à apprécier l'efficacité du FIM au regard de sa capacité à renforcer, crédibiliser, soutenir le rôle d'OSC chacune dans leur domaine.
Le FIM ne prétend pas représenter la société civile en partie ou dans son ensemble. Il se veut simplement un catalyseur de réflexions permettant de clarifier les actions et stratégies des OSC sur la scène multilatérale. Il est clair que l'impact du réseau se situe dans cet aspect de « catalyseur » qu'il faudrait définir et, surtout, contextualiser : quelle était la situation de départ ? Quelle était-elle après l'intervention du FIM ? Quelle aurait l'évolution de la situation SANS son intervention ?

• Structuration interne des relations humaines
Les relations sont des relations d'échange, de travail (analyse et rapportage d'études de cas), de proposition et de lobbying.
Dans sa communication, le FIM souligne qu'il ne ressemble pas à une ONG traditionnelle. Il constitue plutôt un « groupe de réflexion » dont l'expertise provient en fait de ses participants. Ces derniers sont généralement des praticiens de la société civile ayant acquis une riche expérience des institutions multilatérales.

• Formes d'organisation des relations territoriales
Dans une perspective territoriale ouverte, ou systémique, on note que la nécessité de « relier le global au local » apparaît dans la réponse du SG de l'ONU (13/11/04) suite aux recommandations faites par le FIM à travers le Groupe de personnalités éminentes (GPE) sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la société civile.
On peut situer l'action du FIM au plan de la gouvernance d'échelle mondiale. Par exemple, le FIM organise des rencontres entre groupes de responsables de la société civile et représentants de gouvernements du G8 (ex : préparation du G8 de 2003 en France). Plusieurs propositions du GPE sont reprises par le Secrétaire Général (SG) des NU dans le cadre de son rapport pour la 59ème session de l'Assemblé Générale sur l'accroissement de la participation des organisations non gouvernementales des pays en développement, le renforcement de la capacité institutionnelle de l'ONU pour une plus grande participation des organisations non gouvernementales.
Sur la question centrale qui préoccupe le réseau, le FIM a produit un inventaire et une analyse des pratiques de la société civile en relation avec le système NU.
En 2002, le FIM a organisé une conférence, dite GO2 (Gouvernance mondiale 2002), du 13 au 16 octobre 2002 à Montréal. Cette conférence internationale avait pour thème « La société civile et la démocratisation de la gouvernance mondiale » et a attiré plus de 400 délégués provenant de 65 pays. Elle a identifié des moyens concrets pour démocratiser les organisations mondiales et favoriser un partage plus juste des pouvoirs entre gouvernements, institutions multilatérales, société civile et forces du marché.
Une des propositions du FIM est par exemple l'établissement d'un forum parlementaire international.

• Capacitation au sens de « rendre capable »
Les leçons de la pratique et expériences de terrain sont systématiquement valorisées au cours de forums régionaux (ex 3 forums pour la période 2003-2004). Ces forums permettent l'intégration des points de vues et des expériences : « Le FIM organise un forum annuel, des conférences et des événements spéciaux permettant à des ONG engagées dans des causes et sur des thèmes très différents, d'échanger entre elles et de partager ainsi leur expertise respective. Cette formule unique vise à faire en sorte que la société civile internationale bénéficie des « enseignements » tirés de l'expérience de certaines ONG, afin d'accroître son influence auprès de l'ensemble des organisations multilatérales. »
Le site internet du FIM fait plusieurs fois référence à l'apprentissage collectif. Les actes des forums 1999, 2000 et 2001 sont en ligne. De grands axes tels que l'éducation et la formation sont absents des informations générales.

• Outils, pratiques et/ou règles
L'évaluation et la capitalisation sont des notions qui apparaissent de manière transversale dans la communication internet du FIM. Cette évaluation constitue la base amont de toutes les rencontres organisée par le FIM qui argumente ses propositions par l'organisation de la remontée des expériences du terrain.
Ainsi, la conférence GO2 (Gouvernance Mondiale 200) est définie comme une « occasion unique d'évaluer leur impact (les OSC) sur le multilatéralisme et le rôle de l'ONU et d'analyser les réactions des réseaux de la société civile internationale ».
A titre d'exemple, le « mini-forum » d'une journée portant sur « La Société Civile, les Stratégies d'Élimination de la Pauvreté et les Objectifs de Développement pour le Millénaire » tenu en mars 2004 juste après l'Assemblée de CIVICUS à Gaborone/Botswana les 25 et 26 mars a traité uniquement des « leçons » à tirer de 4 cas exposés : les OSC et le DSRP du Bangladesh et de l'Ouganda [NB : les DSRP sont des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté définit par les Gouvernements sous l'impulsion de la Banque Mondiale), les OSC et les stratégies d'élimination de la pauvreté au Brésil, la campagne des ODM (Objectifs de Développement du Millénaire] et les possibilités d'un activisme de la société civile à l'échelle globale dans le même pays. Ce mini-forum s'est terminé par une discussion sur les stratégies de la société civile à l'égard des ODM.

Par ailleurs, « Les rencontres organisées par le FIM analysent les efforts de « diplomatie citoyenne » déployés par les groupes de la société civile auprès des organisations multilatérales. Sont comprises sous cette dernière appellation, non seulement les institutions du système des Nations Unies, mais aussi l'OMC, les institutions de Bretton-Woods, les institutions financières internationales et régionales, ainsi que les organismes régionaux ou sectoriels comme l'Union africaine, l'APEC, le Commonwealth, La Francophonie et l'OTAN. »

La contribution du FIM se situe au plan de la jurisprudence internationale. Le FIM recommande ainsi aux NU de définir, selon son point de vue, les bases de la légitimité de la représentation de la société civiles en relation avec elles (proposition du

FIM au GPE, septembre 2003). Des propositions dans l'accréditation des OSC sont faites aux NU et reprises dans la note du SG à l'Assemblée Générale 2004.

• Essaimage
Les rapports des forums annuels de 1999, 2000 et 2001 sont disponibles, moyennant paiement (10US$). A noter qu'un prix moins élevé (5US$) est réservé aux 49 Pays les Moins Avancés.

• Valeurs
Les forums organisés par le FIM sont qualifiés de neutres et impartiaux : « Le cadre de discussion, d'échanges et d'apprentissage offert par le FIM se veut « neutre », afin de favoriser l'expression d'une pluralité de points de vues. Le FIM n'essaie pas de générer des « consensus officiels » ou des déclarations communes, qui seraient émises au nom de qui que ce soit. Le FIM ne prétend pas non plus être représentatif de la « société civile internationale » dans son ensemble. »

• Commentaire
Le rôle du FIM paraît clair et important en tant qu'interface entre des mouvements de la société civile et un certain nombre d'organismes internationaux, dont l'OMC. Le FIM est totalement dans une logique remontante et donc en situation de faire évoluer certaines orientations, productions ou mandats de structures de la « gouvernance mondiale ».

• Type de document *:* site internet www.fimcivilsociety.org et sites en lien.

Mots-clés thématiques : démocratisation, société civile, gouvernance mondiale, pauvreté, objectifs de développement du millénaire (ODM)

Mots-clés géographiques : Inde, Canada, Fédération de Russie, Uruguay, Equateur, Royaume-Uni, France, Indonésie, Inde, Zimbabwe, Argentine, Nigeria, Kenya, Brésil, Botswana, Ouganda, Gaborone, Montréal

Mots-clés acteurs : organisation de la société civile (OSC), groupe de personnalités éminentes (GPE), organisation de la société civile (OSC), système multilatéral, forum parlementaire international, OTAN, APEC, Francophonie, Commonwealth, Institutions de Bretton Woods.

Mots-clés méthodologiques : refus des consensus officiels

Concepts-clés : activisme de la société civile à l'échelle globale, diplomatie citoyenne, leçons et enseignements de l'expérience.

Renvois :

Saisie par : Alain Laurent, 09 février 2005. révision 28 août 2005

Langue de la fiche : Fr